

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

DANS LE DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

THÈSE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ROBERT SCHNERB

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN •

—
1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552817_0050

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES
A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION
DANS LE DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

LES CONTRIBUTIONS DIRECTES A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION

DANS LE DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

THÈSE

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ROBERT SCHNERB

AGRÉGÉ D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—
1933



AVANT-PROPOS

Suggéré par Albert Mathiez, ce travail est une étude des efforts que fit la Révolution pour doter la France d'un système cohérent de contributions directes judicieusement assises et proportionnelles au revenu. Comme il convient, vu la masse des documents, c'est une étude circonscrite à un département.

L'Ancien Régime sombra dans une crise financière essentiellement causée par les vices d'une organisation fiscale désuète. L'évolution économique et sociale du XVIII^e siècle réclamait une refonte des vieux impôts royaux encore solidaires du féodalisme. L'œuvre nouvelle dut s'accorder avec l'égalité théorique que la bourgeoisie concevait alors, avec l'uniformité des institutions dans le cadre national, avec la souveraineté des meilleurs, c'est-à-dire des plus riches. Mais les régimes qui se succédèrent de 1789 à 1799 tâtonnèrent forcément dans la réalisation : souvent arrêtés par les difficultés, parfois contraints de recourir à des moyens de fortune, il leur arriva même de rétrograder, de renoncer à certaines de leurs créations. Dans l'immense bouleversement, l'atmosphère qu'ils respiraient se prêtait mal à l'élaboration calme et patiente d'un plan techniquement délicat. Néanmoins l'essentiel se révéla durable par la suite : un siècle d'existence dans un monde prodigieusement transformé.

Aux approches de 1789, les taxes indirectes, rendues vexatoires autant par leur multiplicité et leur diversité que par leur poids, ne trouvaient plus guère de défenseurs. Elles grevaient la vente des produits ruraux, mais elles gênaient surtout le négoce. Au nom de la liberté des transactions, les citoyens leur préférèrent l'impôt direct qu'ils entendaient foncier avant tout. La proportionnalité de la charge au revenu était d'autre part irréalisable lorsqu'il s'agissait de taxes sur les objets de consommation : or elle représentait l'égalité fiscale dans la conception des hommes de 1789.

Nous ne nous interdirons pas de signaler l'importance des impôts extraordinaires et des emprunts forcés, tous appels directs à la fortune acquise, mais seulement dans la mesure où ils ont influé sur l'établissement et le recouvrement des contributions ordinaires. Celles-ci sont tout le sujet parce qu'elles représentaient les ressources normales de l'État aux yeux des contemporains (1).

Le département du Puy-de-Dôme, éloigné des grands théâtres d'opérations militaires, exempt d'agitation politique et religieuse aiguë, se prêtait assez bien à l'application régulière des lois fiscales : de sa part, ni hostilité systématique ni enthousiasme prononcé à l'égard de la Révolution — états d'esprit susceptibles de fausser les conclusions. Quelques centres d'artisanat réputés, types d'ancienne industrie à domicile comme Ambert et Thiers, deux vieilles capitales administratives et judiciaires, Clermont et Riom, composaient une vie urbaine très « province », profondément dépendante de la campagne, d'une paysannerie tenace, peu ouverte aux innovations agraires, traditionnaliste mais sans fanatisme, de réputation avaricieuse — la montagne et le climat d'Auvergne ont leurs rudesses. La nature heurtée du terrain et les mauvaises communications éparpillaient cette population qui, point violente, opposait plutôt la résistance passive aux exigences des autorités et du fisc. En somme, cette région, très inégalement dotée des ressources qui donnent la richesse et même l'aisance, était difficile à entraîner vers le progrès.

Se pencher sur le sort de ce contribuable du centre de la France, déterminer ce que la Révolution fit réellement de lui, nous ne disons pas, pour lui : problème fondamental, et dont la solution ne se trouve ni dans l'énorme dossier des correspondances administratives contemporaines ni peut-être dans la statistique de l'époque. Il n'échappe à personne que, s'il est de tout temps délicat de raisonner sur des chiffres, le travail s'avère encore plus ingrat lorsqu'il s'agit d'une période troublée, d'administrateurs souvent incompétents ou ne disposant que de procédés d'enquête rudimentaires. Comment interpréter les données numériques qui ont trait au recouvrement ? Il faut tenir compte évidemment des fluctuations monétaires, du pouvoir d'achat du numéraire et du papier-monnaie ; et puis, il y a la grande inconnue des évaluations de revenus. Nous ne prétendons pas avoir

(1) Les contributions extraordinaires et en premier lieu la contribution patriotique, ont d'ailleurs fait l'objet de quelques monographies locales. (Voir à la bibliographie, page xxiii).

renversé les obstacles ni fait dire aux chiffres ce qu'ils ne pouvaient révéler. Nous avons essayé de nous faire une idée des réalités, et, sur ce point, l'approximation apparaîtrait presque comme un résultat.

La longueur de quelques développements trouvera une excuse dans notre désir de ne rien avancer sans preuves et de produire tous les témoignages dignes d'être retenus. Mais la richesse d'un dépôt départemental ne saurait être exempte de déficiences qui expliquent certaines lacunes dans l'examen du mécanisme fiscal.

M. Philippe Sagnac a bien voulu nous honorer de ses conseils aimables et érudits. Qu'il veuille en trouver ici le témoignage très reconnaissant.

Nous ne saurions trop remercier également les excellents connaisseurs des choses locales, MM. les Archivistes Fournier et Rouchon, dont l'obligeante aide ne nous a jamais fait défaut.

Avec émotion, nous pensons, au moment d'achever, aux encouragements que nous avait prodigués notre maître Albert Mathiez. Notre gratitude va à sa chère mémoire.



BIBLIOGRAPHIE

I

SOURCES MANUSCRITES

1° *Archives Nationales* :

- D. VI 47 et 63 : Comité des finances.
- F. 4 1058 : Comptabilité départementale, correspondance sur les contributions.
- F. 5 II.
- A. F. III 254 : Directoire exécutif.

Le contenu de ces liasses est extrêmement médiocre.

2° *Archives départementales du Puy-de-Dôme* :

- C. Fonds de l'intendance d'Auvergne :
 - Rôles des tailles, 3.145 à 3.199.
 - Recouvrement : 3.894 à 4.077.
 - Comptes des receveurs des tailles : 4.162 à 4.659.
 - Mercuriales : 70 à 172.
- Fonds de l'élection d'Issoire (non catalogué) :
 - Rôles des collectes de cette élection.
- 4 C. Fonds de l'Assemblée provinciale et de la Commission inter-médiaire d'Auvergne.

A ce fonds s'ajoutent deux liasses qui seront numérotées 525-526 ; elles sont relatives à la statistique de 1788, sous le titre de : Etat de population et d'émigration.

- V. 53 Tournées pastorales.

SÉRIE L. :

A) Département.

L. 222, 223, 228 : Sessions de l'Assemblée départementale.

L. 231 à 242 : Délibérations du directoire départemental, puis de l'administration centrale du département

les registres des districts présentent moins d'intérêt.

L. 962 : Consultation sur la formation des rôles de supplément et des impositions ordinaires de 1790.

Curieux document signé par les avocats de la province d'Auvergne, Bergier et Couthon.

L. 964 à 987 : Quittances de compensation pour les rôles supplémentifs des privilégiés.

L. 983 : Tableau des impositions ordinaires et des vingtièmes de 1790.

L. 1.002 à 1.017 : Etats de répartition des contributions, de 1791 à l'an VII.

L. 1.004 : Etats des revenus fonciers d'après les matrices de 1791 (dressés en l'an II).

L. 1.040 et 1.082 : Journaux et correspondance des visiteurs des rôles.

L. 1.041 à 1.076 : Etats de sections et matrices de rôles.

(très incomplets pour 1791 et 1793).

L. 1.267 à 1.280 : Etats de recouvrement.

B) Districts.

L. 2.944 : Quelques rôles de 1790 du district d'Ambert.

L. 3.542 à 3.544 : Rôles de 1791 du district de Billom.

L. 3.926 à 3.932 : Rôles de 1791 du district de Clermont.

L. 4.408 : Rôles de 1791 du district d'Issoire.

(Ces liasses complètent dans une certaine mesure les liasses L. 1.041 à 1.076.)

C) Cantons.

La plupart des rôles des patentes de l'an V et de l'an VII ; ceux de la contribution somptuaire de l'an VII.

Dans les registres de délibérations, indications sur la répartition de l'impôt sous le Directoire.

D) Fonds divers.

L. 6.309 : Comité de surveillance de Riom : impositions et recouvrement.

La correspondance administrative est généralement très abondante. Par contre, on déplore de graves lacunes dans les états de recouvrement et dans les documents matriciels, qui n'offrent une série à peu près complète que pour les rôles de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire en l'an V et en l'an VII.

3° *Direction des Contributions directes du Puy-de-Dôme:*

Aucun document antérieur au XIX^e siècle.

4° *Archives communales :*

A) Archives municipales de Clermont :

Registres de délibérations du Conseil général de la commune :
tomes 16 à 28.

D. I. 13 : Liasses relatives aux sections.

G. 8, 9, 10, 12, 13, 15, 16 : divers.

B) Archives de la ville de Riom :

Registre des délibérations du Conseil général.

G. 16 : Registre des patentes.

Liasse intitulée : Pièces relatives à l'histoire économique de la ville de Riom.

C) Archives de la ville de Thiers :

Registres des délibérations et registre des publications et affiches.

Pièces diverses concernant principalement l'impôt de remplacement de la gabelle.

D) Archives de Chamalières :

Registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Chamalières.

II

SOURCES IMPRIMEES

A) ANCIEN RÉGIME.

Déclaration du Roi réglant les tailles dans le ressort de la Cour des Aides de Clermont, 1762, Clermont, Impr. de Boutaudon, un vol. in-f°, 54 p.

Procès-verbal de la tournée faite par M. Meulan, receveur général des finances d'Auvergne en exécution des ordres de Mgr le Contrôleur général dans l'année 1740 (Publié par G. Desbouis, Clermont, 1861), 1 vol. in-8°.

BALLAINVILLIERS. — *Etat de l'Auvergne en 1765, présenté à M. Laverdy, contrôleur général des finances* (Publié par Jean Bouillet, Clermont, Perol, 1846, 1 vol. in-8°, 199 p.).

MABRU Fils, chevalier de l'Ordre de Saint-Michel. — *Essai sur la nature et la répartition de l'impôt en Auvergne*, 1787, 1 vol. in-8°, 125 p.

GAULTIER DE BIAUZAT. — *Doléances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts, avec des observations historiques et politiques*, 1788, 1 vol. in-8°.

ANONYME. — *Recherches historiques sur les Etats Généraux et plus particulièrement sur l'origine, l'organisation et la durée des anciens Etats provinciaux d'Auvergne*, 1788, 1 vol. in-8°.

Vicomte DESISTRIERES-MURAT. — *Recherches historiques et politiques sur l'origine et l'organisation des assemblées des Etats et en particulier de ceux de l'Auvergne*, 1789, Londres et Paris, in-8°, 79 p.

MALOUET. — *Correspondance avec les officiers municipaux de la ville de Riom* (Cf. Lettres du 16 décembre 1788 et du 9 octobre 1789, relatives aux impôts et aux cahiers). Broch. de la Bibliothèque de la ville de Clermont, A. 34.842.

LEGRAND D'AUSSY. — *Voyage fait en 1787 et 1788 dans la ci-devant Haute et Basse-Auvergne*, an III, Paris, Impr. des Sciences et Arts, 3 vol. in-8°.

Arthur YOUNG. — *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789* (Première traduction complète et critique par Henri Sée, Les classiques de la Révolution française, 3 volumes in-8°, 1.283 p., Colin 1931).

Louis ROCHER. — *Arthur Young et son Voyage en Auvergne* (La veillée d'Auvergne, novembre 1912).

M. le B... D... (Bouvier des Mortiers). — *Coup d'œil sur l'Auvergne ou lettre à M. Per... (Perron) avocat au Parlement de Paris* (1789, Bibliothèque de la ville de Clermont, Fonds d'Auvergne).

J. A. DULAURE. — *Description des principaux lieux de France* (V^e partie), chez Lejoy, Paris, 1789.

B) RÉVOLUTION.

Le Moniteur (réimpression).

Pas de journaux locaux : *Le Patriote d'Auvergne* n'eut qu'une durée éphémère en 1790.

Adresse des administrateurs du département du Puy-de-Dôme, à l'Assemblée nationale (8 novembre 1790), Bibliothèque Nationale L. k. 4-1.014.

CUEL. — *Lettre écrite à M. le Président de l'Assemblée nationale par M. le Président du département du Puy-de-Dôme*, le 23 novembre 1790, Bibl. Nationale L. k. 4-1.013.

(Il s'agit de demandes de secours à la suite d'inondations).

Mémoires concernant les contributions du district de Riom pour 1791 et 1792, Bibliothèque de la ville de Clermont, Fonds d'Auvergne A. 32.410.

J. LAVALLEE et Louis BRION. — *Voyage dans les départements de la France*, an IV, Paris, Brion-Debray, 1 vol. in-8°.

Arrêté de l'administration centrale du Puy-de-Dôme concernant l'escorte des deniers publics, séance du 21 pluviôse an V, Bibl. Nationale L. b. 42-1258.

DE PRADT. — *Le voyage agronomique en Auvergne, an XI*, publié à Paris, chez Pichon et Didier, 1828, 1 vol. in-8°.

TEXTES DIVERS groupés sous les cotes A. 1.636 à 1.668 (Bibl. de Clermont).

C) XIX^e SIÈCLE.

YVART. — *Excursion agronomique*, 1819, Paris, Impr. royale, 1 vol. in-8°.

P. A. DE VAYNY D'ARBOUZE. — *Crayon du Puy-de-Dôme*, 1826, Paris-Clermont, 1 vol. in-8°.

III

TRAVAUX

A) RECUEILS DE TEXTES.

Marcel MARION. — *Les impôts directs sous l'ancien régime, principalement au 18^e siècle* (Collection de textes sur l'histoire des institutions et des services publics de la France moderne et contemporaine) 1910, Paris, 1 vol. in-8°.

Camille BLOCH. — *Procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante* (Collection de documents inédits pour l'histoire économique de la Révolution française) 1922, 1 vol. in-8°.

Camille BLOCH. — *Les contributions directes* (Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution) Paris, Leroux, 1 vol. in-8° de 1.179 p., 1914.

Recueil fondamental. Une introduction expose sommairement la législation et l'administration jusqu'en 1807.

B) OUVRAGES GÉNÉRAUX SE RAPPORTANT A LA QUESTION DES IMPOTS D'ANCIEN RÉGIME ET DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

Marcel MARION. — *Histoire financière de la France*, tomes I à IV, 1919-1925, Paris, Rousseau, 4 vol. in-8°.

Ce grand ouvrage a remplacé les histoires similaires désormais périmées de Stourm et de Gomel,

M. MINORET. — *La contribution personnelle et mobilière pendant la Révolution* (Thèse de droit, Paris) 1 vol. in-8°, 1900.

Analyse les textes législatifs, mais n'entre pas dans le détail de l'application.

Edouard BARDET. — *Les impôts communaux sous la Révolution*, 1912, Paris, 1 vol. in-8°.

Ne contient aucun renseignement sur la perception des contributions.

G. MALLET. — *La politique financière des Jacobins* (Thèse de droit, Paris), 1 vol. in-8°, 1913.

Le contenu ne répond pas au titre, car l'auteur étudie aussi bien l'œuvre fiscale de la Constituante que celle de la Convention ; au reste, rien d'original.

Jean MORINI-COMBY. — *Les assignats. Révolution et inflation*, 1926, Paris, 1 vol. in-8°.

J. E. HARRIS. — *The assignats* (Cambridge, Harvard Univ. Press), 1931, 1 vol. in-8°.

Comptes rendus d'Albert Mathiez, dans les Annales historiques de la Révolution française, 1931, p. 354 et de Georges Lefebvre dans les Annales d'histoire économique et sociale, 1931, p. 628.

On ne voit pas les répercussions de la chute du papier-monnaie sur le recouvrement des contributions.

C) ŒUVRES SE RAPPORTANT A L'Auvergne sous l'ancien régime.

1° Les impôts

Francisque MEGE. — *Note sur l'assiette et la perception de la taille* (Compte rendu d'une étude d'Alph. Callery), Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1882, pp. 16-21.

MEGE. — *Les charges et contributions des habitants de l'Auvergne à la fin de l'ancien régime. La dîme, les droits seigneuriaux*, Revue d'Auvergne, 1897-1898 et 1 vol. in-8° de 154 p., Clermont, Ribou-Collay, 1898.

Louis JALENQUES. — *Le dixième et les vingtièmes dans la province d'Auvergne au 18^e siècle*, Revue de la Haute-Auvergne, 1912, 2^e fascicule.

Sous le titre de : *L'impôt sur le revenu au 18^e siècle*, Aurillac, 1 vol. in-8°, 1913.

L. A. SARBAUSTE DE MENTHIERE. — *La taille tarifée en Auvergne (1733-1770)*, (Thèse de droit, Poitiers), 1 vol. in-8° de 312 p., Aurillac, Brousse, 1928.

2^e Vie politique et économique

Avant tout l'œuvre considérable de Francisque Mège .

MEGE. — *L'Assemblée provinciale d'Auvergne (1787-1790)*, Mémoires de l'Académie de Clermont, 1865 et 1 vol. de 180 p. in-8°, Paris, Aubry, 1867.

Un arrondissement de la Basse-Auvergne en 1788 et 1789, l'arrondissement de Courpière, Revue d'Auvergne, 1891 et 1 vol. in-8° de 35 p., Clermont, Ribou-Collay, 1892.

Les premières années de la Révolution dans la Basse-Auvergne (1787-89), Revue d'Auvergne, 1896 ; 1 vol. in-8°, Clermont, Montlouis, 1897.

Les cahiers des paroisses d'Auvergne en 1789, Mémoires de l'Académie de Clermont, 1899, et 1 vol. in-8° de 408 p., Clermont, Bellet, 1899.

Les cahiers des bailliages et sénéchaussées d'Auvergne en 1789, Revue d'Auvergne, 1903, pp. 161 à 186, 276 à 298, 321 à 360, et un vol. in-8°, Clermont, Montlouis, 1903, in-8°.

La dernière année de la province d'Auvergne. Les élections de 1789, Mémoires de l'Académie de Clermont, 1904, et un vol. in-8°, Clermont, Bellet, 1904, in-8°.

La dernière année de la province d'Auvergne. La population de l'Auvergne au début de l'année 1789, Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1904-1905 et un vol. in-8° de 169 p., Clermont, Bellet, 1905.

(Travail demeuré incomplet).

Desdevises du Désert a consacré à Mège une note biographique dans la Revue d'Auvergne, 1905, pp. 349-364.

- Michel COHENDY. — *Mémoire historique sur les modes successifs de l'administration dans la province d'Auvergne*, 1 vol. in-8° de 314 p., Clermont, Thibaud, 1856.
- COHENDY. — *Note sur la papeterie d'Auvergne antérieurement à 1790*, Clermont, 1862, in-8°.
- Charles DANIEL. — *Les préliminaires de la Révolution en province, l'Auvergne en 1789*, Paris, Lacroix, 1868, in-8°.
- H. F. RIVIERE. — *Histoire des institutions de l'Auvergne*, Paris, Marescq, 2 vol., in-8°, 1874.
- G. ROUCHON. — *Grèves des ouvriers papetiers de Thiers au 18^e siècle*, Revue d'Auvergne, 1885, pp. 191 à 211.
- E. EVERAT. — *La magistrature française au 18^e siècle. La sénéchaussée d'Auvergne et le siège présidial de Riom au 18^e siècle. Etude historique*, Paris, E. Thorin, 1886, in-8°.
- H. CHOTARD. — *L'industrie en Auvergne au 18^e siècle*, Revue d'Auvergne, 1894, pp. 105, 186, 261.
- Georges BONNEFOY. — *Histoire de l'administration civile dans la province d'Auvergne et le département du Puy-de-Dôme*, 1895-1902, Paris, Lechevalier, 4 vol. in-8°.
- H. CHOTARD. — *La mendicité en Auvergne au 18^e siècle*, Revue d'Auvergne, 1898, pp. 1-41.
- A. VERNIERE. — *Les voyageurs et les naturalistes dans l'Auvergne et dans le Velay*, Revue d'Auvergne, 1899-1900, pp. 331-348, 436-457, 104-130, 239-252.
- E. EVERAT. — *Le bureau des finances de Riom*, 1900, Riom, Ulysse Jouvet, 1 vol. gr. in-8°.
- J. BERNET-ROLLANDE. — *L'esprit public et les élections dans la Basse-Auvergne en 1789*, Paris, Jouve, 1903, in-8° de 187 p.
- Abbé BEUF. — *Mgr de Bonal, évêque de Clermont*, 1909, Clermont, Imprimerie Générale, 1 vol. in-8°.
- A. ACHARD. — *Sauxillanges aux 17^e et 18^e siècles*, Revue d'Auvergne, 1909, pp. 201-207, 233-251, 351-360; 1910, pp. 49-57, 128-142, 394-410.

- Louis DUBUC. — *L'industrie et l'organisation du travail en Auvergne*, Revue d'Auvergne, 1909, pp. 83-106, 289-314, 411-426 ; 1914, pp. 307-330 ; 1915, pp. 116-191 ; 1916, pp. 190-209 ; 1917, pp. 61-140.
- R. LAROUX. — *Essai sur le personnel de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand*, Revue d'Auvergne, 1914, pp. 24-51, pp. 260-277 ; 1917, pp. 29-60, 106-118, 190-208 ; 1918, pp. 62-72, 129-161.
- A. ACHARD. — *Une loge maçonnique à Riom à la fin du 18^e siècle*, Revue d'Auvergne, 1913, pp. 145-159.
- A. ACHARD. — *Jumeaux et la batellerie d'Allier*, Revue d'Auvergne, 1917, pp. 73-97 ; 1918, pp. 27-49 ; 1919, pp. 16-43, 210-240 ; 1920, pp. 29-44.
- J. REDON. — *Les communaux de Ceyssat-Allagnat*, Revue d'Auvergne, 1918, pp. 73-88 ; 1919, pp. 49-75, 140-159.
- Henri SALVETON. — *Histoire de Nonette*, Arvernica (Collection de mémoires et documents publiés par la Société des Amis de l'Université de Clermont-Ferrand, fasc. I, 1927) Clermont, Montlouis, 1 vol. in-8° de 293 p.
- Marc DOUSSE. — *Le commerce ambertois au 18^e siècle d'après une procédure de 1778*, Revue d'Auvergne, 1927, pp. 337-348.
- J. REYNOUARD. — *L'élection particulière de Besse. La subdélégation de Besse. Les élus et les subdélégués*, Revue d'Auvergne, 1927, pp. 289-304.
- A. ACHARD. — *Notes sur l'industrie et le commerce ambertois au 18^e siècle*, Revue d'Auvergne, 1928, pp. 104-109.
- Pierre-Fr. FOURNIER et Antoine VERGNETTE. — *Les droits seigneuriaux à Aubière, Recueil de documents concernant les contestations dont ils furent l'objet (1422-1789)*, Revue d'Auvergne, 1928, pp. 1 à 59.
- BRUHAT. — *La vie rurale dans les bassins de Brioude et d'Issoire, Les ressources, Les populations* (Revue d'Auvergne, 1929, pp. 141-167).
- Edmond ROUGANNE. — *Le commerce du bois dans la Basse-Auvergne, Etude historique* (thèse de droit, Poitiers) 1932, Clermont, De Bussac, 1 vol. in-8°, 116 p.

P. M. BONDOIS. — *Note sur les grandes industries thiernoises sous l'ancien régime*, Revue d'Auvergne, 1932, pp. 140-159.

Accordons une mention toute spéciale à :

RENOUVIN — *Les assemblées provinciales de 1787* (Thèse de lettres, Paris, 1921), 1 vol. in-8°, XXX-405 p.

Indispensable pour saisir la signification et l'œuvre de l'Assemblée d'Auvergne.

Ph. ARBOS. — *L'Auvergne* (Coll. Collin), 1932, 1 vol. in-16, 222 p.

Etude de géographie humaine qui tient compte de l'évolution économique.

D) OUVRAGES SE RAPPORTANT AU DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOLUTION.

1° Les contributions

Louis JALENQUES. — *Les emprunts forcés sous la Révolution. Leurs résultats dans l'ensemble de la France et dans les départements du Puy-de-Dôme et du Cantal*, 1909, Clermont, L. Bellet, 1 vol. in-8°.

Publication de circonstance, inspirée par le projet d'impôt sur le revenu.

P. MARCHEIX. — *Une taxe de Couthon sur les riches de Clermont*, Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne, 1914, pp. 156-173.

R. SCHNERB. — *La taxe de Couthon sur les riches égoïstes de Clermont*, Revue d'Auvergne, 1932, pp. 137-139.

R. SCHNERB. — *Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme* (Thèse complémentaire, 1933).

2° Vie politique et économique

J. B. SERRES. — *Histoire de la Révolution en Auvergne*, 1895-1899, 10 vol. in-8°, Mauriac, Kosmann.

Seule narration d'ensemble, mais polémique.

Francisque MEGE. — *Correspondance inédite de Georges Couthon*
Mémoires de l'Académie de Clermont, 1871 et 1 vol.
in-8° de 390 p., Paris, Aubry, 1872.

Le Puy-de-Dôme en 1793 et le proconsulat de Couthon, Mém.
Acad. Clermont, 1876 et Paris, Aubry, 1877, 1 vol.
in-8°, 708 p.

Le conventionnel Bancal de Issarts. Etude biographique et lettres inédites, Mém. Acad., Clermont 1886 et Paris, Champion, 1887, 1 vol. in-8°.

Gaultier de Biauzat, Sa vie et sa correspondance, Clermont, Bellet, 1890, 1 vol. in-8°.

Les premières années de la Révolution en Auvergne, Clermont, Montlouis, 1897, 1 vol. in-8°, etc.

CHAMPFLOUR. — *La coalition d'Auvergne (avril 1791)*, Carnet du comte d'Espinchal, Riom, Jouvet, 1899, 1 vol. in-8°.

AUZELET. — *Le clergé du Puy-de-Dôme pendant la période thermidorienne et sous le Directoire*, Revue d'Auvergne, 1901, pp. 81 à 110, 171-207.

MANGEREL. — *Le canton de Pionsat pendant la période révolutionnaire*, Clermont, Delaunay, 1 vol. in-8°, 1904.

J. BERRIAT-SAINT-PRIX. — *La commune de Thuret pendant la Révolution*, 1913, Riom, Jouvet, 1 vol. in-8°.

Antoine RICHARD. — *Monestier (du Puy-de-Dôme) commissaire du Directoire à Plauzat*. Annales révolutionnaires, 1921, pp. 400-409.

J. REYNOUARD. — *Un chef-lieu de district du Puy-de-Dôme pendant la période révolutionnaire. Besse de 1789 à 1800*, Revue d'Auvergne, 1921, pp. 167-177 ; 1922, pp. 12 à 48, 68-139, 170-239 ; 1923, 35-45, 87-144.

SALVETON. — *op. cit.*

ROUGANNE. — *op. cit.*

R. SCHNERB. — *La production du Puy-de-Dôme en céréales à l'époque du Directoire*, Revue d'Auvergne, 1930, pp. 63-67.

E) OUVRAGES CONSACRÉS AUX CONTRIBUTIONS DANS D'AUTRES
DÉPARTEMENTS.

Nous ne signalerons que les travaux offrant un intérêt
comparatif direct pour notre sujet.

Alphonse AYMAR. — *Etude sur le cadastre et la péréquation foncière dans le Cantal* 1895, Aurillac, 1 vol. in-8° de 64 p.

LIBOIS. — *Les emprunts forcés de l'an IV et de l'an VII. Leur application dans le département du Jura*, 1895, Lons-le-Saunier, 1 vol. in-8°.

BRIFFAUD. — *Un receveur des finances sous la Révolution. Le citoyen Hézon, receveur du district d'Evreux* (Th. de droit, Caen) 1908, 1 vol. in-8°.

Roger BROUILLARD. — *Des impositions extraordinaires sur le revenu pendant la Révolution (Contribution patriotique, emprunts forcés) et de leur application dans la commune de Bordeaux* (Th. de droit, Bordeaux) 1910, 1 vol. in-8°.

BOIDIN. — *Un impôt sur le revenu sous la Révolution. La contribution patriotique. Son établissement, son organisation, son fonctionnement pour la province de Lorraine et Barrois, puis dans le département de la Meurthe* 1910, Paris, Nancy, 1 vol. in-8°.

P. HUGUES. — *Histoire de la contribution patriotique dans le Bas-Languedoc*, 1919, Paris, 1 vol. in-8°.

Georges LEFEBVRE. — *Les paysans du Nord pendant la Révolution française* (Th. Lettres, Paris, 1924), Lille, 1 vol. in-8°.

L'application de la législation concernant les contributions directes n'est examinée d'assez près que dans cette seule monographie régionale.

N. B. — Dans les notes, l'abréviation : Bloch, Recueil, désigne le recueil de C. Bloch sur les *Contributions directes*.

L'abréviation : Textes patentes, le *Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme* (Thèse complémentaire).

Les cotes d'archives, sans autre indication, se réfèrent au dépôt du département du Puy-de-Dôme.

Arch. nat. = Archives nationales.

INTRODUCTION

La Basse-Auvergne avant la Révolution

Au cœur du Massif Central, cette haute terre rude et difficilement accessible, l'Auvergne apparaît comme une région d'une étonnante variété d'aspects. A l'est et à l'ouest, deux blocs cristallins encadrent la profonde et irrégulière fosse effondrée, où se précipitent l'Allier et ses affluents. Si l'énorme volcan cantalien au sud-ouest, les monotones plateaux de la Margeride et de la Chaise-Dieu au sud constituent à juste titre la traditionnelle Haute-Auvergne, le Puy de Sancy, sommet le plus élevé du milieu de la France, domine le puissant Mont-Dore que la dénomination populaire range dans la Basse-Auvergne (1), avec les alignements éruptifs des Dômes, portés sur un socle granitique de 900 à 1.000 mètres d'altitude, avec aussi à l'Orient, les lourdes cimes du Forez, flanquées des monts du Livradois et des Bois-Noirs.

La Limagne s'ouvre largement vers le Bourbonnais ; mais on dirait qu'elle répugne à passer pour une plaine, tant elle est accidentée, hérissée de pointes éruptives, encombrée de coulées basaltiques, qui l'étranglent de plus en plus vers le Midi, au contact des môles anciens rapprochés l'un de l'autre (2). Outre que

(1) La limite entre la Basse-Auvergne et le Cantal suivait à peu près le cours de la Rhue, affluent de gauche de la Haute-Dordogne. Administrativement, les élections de Brioude, Aurillac, Saint-Flour et Mauriac étaient de la Haute-Auvergne, celles de Clermont, Riom et Issoire de la Basse. Il y avait d'une part l'évêché de Clermont et de l'autre celui de Saint-Flour.

(2) Young l'aurait vue « unie comme si c'était un lac » (*Voyages en France*, édition H. Sée, t. I^{er}, p. 382). On n'a guère cette impression qu'entre Riom et Ennezat.

cette dépression ne descend pas au-dessous de 300 mètres (3), on y sent toujours la montagne proche.

Par le passé, Clermont et Riom se sont continuellement disputé le commandement de la province. Leur situation centrale explique le rôle attractif de ces deux cités, très supérieur à celui de toutes les autres agglomérations (4). Issoire s'isole déjà, dans son bassin, entre deux défilés de l'Allier ; Thiers escalade les flancs raides de la pittoresque vallée de la Durolle et s'avoue presque forézienne ; Ambert se croirait capitale, mais d'un petit monde fermé, dont les crêtes environnantes portent des campagnes perdues.

Des six cents familles nobles de la Basse-Auvergne (5), une faible minorité menait grand train. Les gentilhommières abritaient une médiocrité qui confinait parfois à la misère : ainsi l'ingénieur Monnet, qui parcourut la contrée peu avant la Révolution, attestait la pauvreté des hobereaux du massif des Dorez (6). Ruinés par l'affaiblissement du pouvoir d'achat de l'argent qu'ils tiraient de leurs droits, ces seigneurs n'en étaient que plus attachés à leurs exemptions fiscales (7).

Par contre, quelques grands noms exerçaient un ascendant considérable par leur fortune territoriale : tels les Bouillon, les Lauzun, les d'Effiat, les Mercœur (8). Un Gaspard de Montmorin percevait autour de Billom des droits de dîme évalués à 150.000 l. de capital ; le duc de Bouillon en recueillait, rien qu'à Gerzat, plus de 4.000 livres (9).

D'autres se faisaient valoir par leurs exploits ou davantage par l'opposition qu'ils manifestaient à l'adresse du pouvoir royal. Le comte d'Estaing, seigneur de Ravel, avait illustré son nom dans

(3) Sauf dans le chenal même de l'Allier.

(4) Description pittoresque du Clermont de l'époque, dans Young (t. I^{er}, p. 382).

(5) Fr. Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*. — La population de l'Auvergne au début de l'année 1789, (p. 26).

(6) Mège, *ibid.*, p. 37. — Marie Pomel, *Le Livradois montagnoux (L'Auvergne littéraire, n° d'août-octobre 1932, p. 26)*.

(7) Fr. Mège, *ibid.*, p. 37. On s'explique peut-être ainsi la réputation de dureté qui s'attachait à quelques-uns. — Sur la diminution des redevances seigneuriales : Loutchisky, *L'état des classes agricoles en France à la veille de la Révolution* (1911), p. 95.

(8) Le duc de Bouillon était seigneur d'une quarantaine de paroisses au moins, le duc de Lauzun et le marquis d'Effiat d'une dizaine chacun. — Sur Bouillon, cf. Sagnac, *L'agriculture et les classes rurales en France au XVIII^e siècle (Revue de synthèse, 1906, t. XII, p. 136)*.

(9) Fr. Mège, *Charges et contributions des habitants de l'Auvergne à la fin de l'ancien régime*, p. 12.

la guerre d'Amérique ; mais La Fayette s'était taillé la plus belle part de réputation héroïque, qu'une attitude frondeuse ne contribuait pas peu à embellir encore (10). La minorité éclairée de la noblesse défendait d'ailleurs ses propres intérêts en même temps que les privilèges de la province. Si le comte de Langeac, grand sénéchal de Riom (11), invitait la noblesse de son bailiage à sacrifier quelques-uns de ses droits, le marquis de Laqueuille (12) tenait pour la suppression des aides, des gabelles et pour un impôt unique, tandis que le marquis de Montagu, vicomte de Beaune (13), affirmait que l'Auvergne devait légitimement s'administrer elle-même (14).

Les ordres religieux subissaient une crise intérieure, laquelle pouvait à la longue menacer leur puissance féodale. Le cahier du clergé de Clermont, bien qu'inspiré par l'intransigeant évêque de Bonal (15), reconnaît l'étendue du mal dont souffrait le clergé régulier : les monastères se vidaient, les règles perdaient de leur vigueur. Or la richesse de certaines abbayes est attestée par le grand nombre des dîmeries qu'elles possédaient : une cinquantaine par exemple aux Bénédictins de Saint-Alyre de Clermont, près de 300 à ceux de la Chaise-Dieu (16) ; situation que maint clerc misérable devait réprouver.

Le Tiers de Vic-le-Comte allait jusqu'à distinguer, au sein du clergé séculier, « l'inutile et le nécessaire, le féniant et le laborieux » (17). En face de l'évêque et des chapitres, gros décimateurs (18), les congruaires faisaient en effet figure de véritables prolétaires ecclésiastiques. Curés et vicaires des paroisses rurales ne pouvaient non plus compter pour vivre sur un casuel très réduit ; mais, selon Gaultier de Biauzat, ils devaient payer de soixante à cent vingt livres de décimes (19). Certains desservants ne disposaient même pas de 200 l. annuellement pour subvenir

(10) Fr. Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 46. La Fayette fut extrêmement fêté à Riom et à Clermont en 1783, à Clermont en 1785 et en 1787.

(11) Fr. Mège, *ibid.*, p. 40.

(12) Cf. Bonnefoy, *Histoire de l'administration civile dans la province d'Auvergne*, t. IV, p. 693.

(13) Voir son rôle à l'Assemblée provinciale, p. 29 et à la note 84 du chapitre I^{er} de la première partie, sa cote d'impositions à Plauzat ; voir également la note 37 de la présente introduction.

(14) Fr. Mège, voir note 11.

(15) Voir Mège, *ibid.*, p. 6 ; cf. également plus loin, p. 44.

(16) Fr. Mège, *Charges et contributions...*, p. 11.

(17) Fr. Mège, *Les cahiers des paroisses d'Auvergne*, p. 344.

(18) Exemple : le chapitre de la cathédrale de Clermont.

(19) Gaultier de Biauzat, *Doléances...* (brochure de 1788).

aux frais indispensables de leur entretien et, à l'enquête de son évêque, en 1775, le curé de Brousse-Montboissier répondait : « Je suis le premier de mes pauvres » (20). Le voyageur Legrand d'Aussy affirmait que la condition du bas clergé était plus particulièrement déplorable en Auvergne (21). En tout cas, l'ignorance des prêtres ruraux allait de pair avec leur dévouement (22). Participant du dénuement du peuple des campagnes, ils se trouvaient naturellement à ses côtés dans le combat pour le redressement des injustices sociales.

Les privilégiés n'en vivaient pas moins sur les paysans et la réaction nobiliaire (23) tendit à aggraver le poids du régime seigneurial. Ces redevances étaient parfois plus lourdes que l'impôt royal lui-même, de telle sorte qu'il ne restait aucun bénéfice net au cultivateur. Le mal était d'ailleurs ancien. En 1728, l'intendant de La Grandville notait : « J'ay trouvé que les impositions montoient communément à la moitié du revenu ou au moins au tiers et qu'il y avoit plusieurs biens qu'on étoit obligé d'abandonner aux Consuls par les trop grandes surcharges d'impositions, les cens et les rentes dues aux seigneurs étant très considérables » (24). La dîme avait une importance très variable ; elle prenait généralement de la septième à la quarantième gerbe (25), taux qui n'avait aucun rapport avec la richesse du territoire considéré. A Thuret, elle s'élevait à 10.000 livres, somme qu'il faut ajouter aux 15.000 l. de taille et de vingtièmes (26). Le décimateur de Nonette affermait sa dîme 2.550 l., plus 1.750 l. pour la portion congrue des curés de la paroisse : or les impositions royales se montaient à 4.272 l. (27). Ces deux exemples prouvent que la dîme représentait une charge non négligeable. Mais les cens et rentes accablaient bien davantage les taillables : quand ils ne

(20) Cité par Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 21.

(21) Legrand d'Aussy, *Voyage...*, t. II, p. 270.

(22) Legrand d'Aussy y revient à plusieurs reprises, t. III.

(23) Très profitable surtout aux bourgeois possesseurs de directes. — Voir : Pierre Fournier et Antoine Vergnette, *Les droits seigneuriaux à Aubière, Revue d'Auvergne*, 1928, p. 42 (rétablissement du paiement de la taille de la Toussaint).

(24) C. 2879.

(25) Voir Mège, *Charges et contributions...* : la dîme (chap. I^{er}).

(26) Voir la note 1 de la Conclusion.

(27) Henri Salveton, *Histoire de Nonette*, p. 175 et p. 237. — Note 1 de la Conclusion.

leur prenaient pas plus que les impôts du roi (28), ils rognaien toujours cruellement les revenus des redevables. Pour juger équitablement l'œuvre fiscale de la Révolution, il ne faudra jamais perdre de vue la suppression complète des droits seigneuriaux, sinon en 1789, au moins à partir de juillet 1793 (29).

La paysannerie écrasait par sa masse toutes les autres classes réunies. En dehors des quatre ou cinq agglomérations urbaines déjà nommées, l'Auvergne ne comptait que des marchés de grains et de bestiaux. Même l'artisanat avait un caractère spécifiquement campagnard. Si le village, et le plus souvent très gros, caractérisait l'habitat en Limagne, le hameau et la ferme isolée l'emportaient dans les massifs cristallins et volcaniques (30). De toute manière, la dissémination des groupes humains, explicable par le cloisonnement topographique et par la prépondérance des sols imperméables, se trouvait aggravée par la rareté des routes et le mauvais état des chemins. La densité générale était assez considérable (31). En dépit d'une certaine concentration dans les plaines et bassins de l'Allier, la répartition démographique donne surtout l'impression de la persistante vitalité de multiples petits centres. La province se divisait en maints « pays » assez isolés, avec leurs dialectes et leurs coutumes (32). Mais la condition matérielle de ce paysan de la France centrale n'était pas tellement subordonnée aux ressources locales qu'il ne soit possible de se la représenter au moins sommairement.

Sur la carte des revenus fonciers (Carte I), s'inscrivent, dans leurs traits essentiels, les moyens d'existence des ruraux (33).

(28) 4 C. 95. Exemples :

à Besse :			
	de revenu	d'impôts	de cens-rentes
J.-B. Lesseyre	1.000 l.	681 l. 4	700 l.
P. Echavidre	900 l.	274 l. 18	458 l.
L. Admiral	550 l.	311 l. 14	176 l.
J. Crégut	100 l.	49 l. 9	80 l.
(Ce dernier dut s'expatrier).			
à Billom :			
Giraudias, notaire	1.360 l.	342 l. 4	890 l.
J. Gardette	304 l.	149 l.	108 l. 10
J. Duteil, journalier....	28 l.	17 l. 17	23 l. 5 etc.

(29) Voir la Conclusion.

(30) Ph. Arbos, *L'Auvergne*, p. 100.

(31) 66 habitants au kilomètre carré (Le Puy-de-Dôme avait 526.000 habitants environ en 1790).

(32) Voir par exemple les articles de J. Reynouard sur Besse, dans la *Revue d'Auvergne*, 1921-1923.

(33) On expliquera. p. 16, comment cette carte a été dressée.

Deux larges zones de faible production : la plus étendue comprend le sud-est du Puy-de-Dôme, les montagnes anciennes de Thiers et d'Ambert, où dominent l'activité semi-pastorale et les bois (34) ; à l'opposé de cette région élevée du Forez et du Livradois, à l'ouest, se dresse le plateau cristallin qui porte les volcans des Dômes ; il a des cultures maigres et des pacages. Dans les hautes altitudes des Dômes et les vallées qui en descendent, un élevage important relève singulièrement le niveau matériel des montagnards : ainsi quelques cantons de ces parages jouissent d'un revenu assez élevé (35).

Une large tache, au centre du département, correspond aux Limagnes, dont le climat moins contrasté et les sols généralement fertiles permettent une économie plus riche, sinon plus variée. Cette région, aux revenus supérieurs à la moyenne, est assez continue : elle va s'élargissant vers le nord comme la plaine d'Allier, s'étrangle au sud, aux approches du bassin d'Issoire. Cependant la diversité des terrains est extrême : on passe subitement des limons à labour de la vraie Limagne (36) aux fonds humides du « marais » et au plateau boisé de Randan, des coteaux viticoles aux « sommités » arides des coulées (37).

(34) Voir la carte économique du Puy-de-Dôme, annexée par M. Bonnefoy à sa *Statistique générale du département du Puy-de-Dôme*, Clermont-Ferrand, imprimerie Monier, 1905, in-8°, 79 p.

(35) On distinguait couramment les « montaignes » des pacages. Le district de Montaigut, dont le sol était formé surtout par le soubassement cristallin, avait un revenu très inférieur à celui du district de Besse ; celui-ci comprenait des terres volcaniques beaucoup plus riches, alors que les bruyères y occupaient des espaces moins considérables. L'élevage de la race de Salers était pratiqué dans les régions de Besse et d'Egliseneuve. Au contraire, le pays de Latour, Tauves, Giat avait un caractère ingrat prononcé.

(36) Le mot « limagne » a été abusivement étendu par les géographes, d'abord à l'ensemble du bassin d'effondrement qui s'étend de Clermont et de Riom à Thiers, puis aux plaines étroites d'Issoire et de Brioude ; ils sont même arrivés à parler d'une limagne d'Ambert. La productivité était loin d'être la même dans toute la grande Limagne.

(37) Par « marais », on entendait la partie basse et particulièrement humide de la plaine, entre Ennezat, Aulnat et l'Allier. Lorsqu'ils voulaient protester contre la surcharge des impositions, les contemporains ne manquaient pas d'incorporer au Marais la plus grande partie de la Limagne.

Un cas très curieux est celui du canton de Plauzat : il figure comme exceptionnellement pauvre au milieu de la région riche ; or les ressources y étaient aussi abondantes que dans les cantons voisins de Neschers et de Vic-le-Comte. Nous avons sur ce point un témoignage à peu près contemporain, puisque nous pouvons lire dans « *Le voyage agronomique en Auvergne, an XI* » de M. de Pradt : « La plaine de Plauzat a une longueur de deux lieues sur autant de large, c'est un magnifique et bien riche pays : là finit la belle limagne » (Brochure de la *Bibl. municip. de Clermont*, A. 30045, p. 77). Comment expliquer la sous-estimation des revenus ? Il faut savoir que le vicomte de Beaune possédait un grand domaine à Plauzat : or Messire de Montagu, vicomte de Beaune, lieutenant général des armées du roi, baron de Plauzat, présida l'Assemblée provinciale de 1787 (voir chap. II, p. 29). D'autre part,

Par une statistique agricole partielle de l'époque du Directoire (38), nous savons que le seigle s'affirmait prépondérant sur les terres silicieuses anciennes et même dans la région de la plaine qui va de Maringues à la Dore. Le froment, allié du reste à l'orge, ne l'emportait que dans la vraie Limagne et dans le bassin de Billom.

Autant que permet d'en juger un tableau dressé en 1791 par les soins de l'administration départementale du Puy-de-Dôme, le kilomètre carré rapportait 6.062 l. en Limagne, 1.124 dans la montagne de l'ouest et 1.000 dans celle de l'est (39). Les meilleurs labours étaient sans conteste ceux de la Limagne, où les vignes rendaient davantage que les prés (40). Le Forez et le Livradois avaient des terres arables médiocres et de pauvres pacages ; les prés y donnaient moins de satisfaction que les bois. Le massif occidental se signalait par les meilleurs pâturages, les « montaignes », contrastant avec de misérables pacages et bruyères et avec la faible productivité de la forêt ; mais les cultures y venaient mieux que sur les hauteurs orientales (41).

c'était également à Plauzat que les Monestier avaient leurs propriétés ; lors de la statistique des revenus fonciers de 1791, Michel Monestier remplissait les fonctions de procureur général-syndic du département. Mais, de ces rapprochements, il est naturellement impossible de tirer une certitude.

(38) R. Schnerb, *La production du Puy-de-Dôme en céréales à l'époque du Directoire* (*Revue d'Auvergne*, 1930, pp. 63-69).

(39) Tableau des revenus fonciers de tout genre des huit districts du Puy-de-Dôme, évalués par le Conseil du département dans la session de novembre et décembre 1791 pour servir de base au répartition de la foncière en 1792 (L. 1003). — Young était frappé de la très grande inégalité de valeur des terres en Auvergne (*Voyages...*, t. II, p. 578) ; comparer avec ces chiffres (t. II, pp. 566 et 823) : 5 l. st. à la Limagne, contre 2 l. st. 16 sh. à la plaine d'Alsace et 2 l. 13 sh. à la région limoneuse du nord.

(40) En Limagne :

	Superficie	Valeur
Terres labourables	54 %	60 %
Vignes	17 %	22 %
Prés	11 %	9 %
Pacages	15 %	4,5 %
Bois taillis	presque nulle	1,5 %
Puys	1,5 %	nulle

(41) Montagnes de l'Ouest :

	Superficie	Valeur
Terres labourables	36 %	40 %
Bruyères	18 %	2,5 %
Pacages	13 %	7 %
Prés	9 %	28 %
Montagnes	8 %	10 %
Taillis	7 %	5 %
Futaies	6 %	5 %

En 1770, l'intendant de Montyon écrivait à l'abbé Terray que les paysans d'Auvergne étaient « pour la plupart sans possession, sans fortune, sans pain » (42). Avant lui, Ballainvilliers avait déjà marqué que « les trois quarts des taillables n'étaient pas en état de payer trois livres » (43). Mais nous notons à plusieurs reprises, sous la plume de ces représentants du pouvoir royal, l'affirmation, — assez surprenante après ce que nous venons de voir — que l'habitant de la montagne jouissait du niveau de vie le plus supportable. Était-ce seulement pour justifier les faveurs que le fisc réservait aux taillables du bas pays ? Ainsi Ballainvilliers représentait l'homme de la plaine comme laborieux certes, mais grossier, pesant et très pauvre, alors que son voisin des massifs aurait été assez paresseux, mais plus ouvert et surtout enrichi par la vente des produits de l'élevage (44). Plus nette encore dans ce sens, la lettre que Chazerat adressait à Calonne, le 7 août 1786 : « Si j'envisage l'aisance, les facultés, la façon de se nourrir et même l'existence physique des habitants cultivateurs des montagnes et ceux de la Limagne, je vois les premiers jouir des commodités proportionnées à leur état, aiant de l'argent, ne mendiant jamais ; je vois ceux de la Limagne mal couchés, mal vêtus, mal nourris, portant des figures blêmes, sans cesse occupés à des travaux bien plus pénibles que ceux de la montagne et commençant à mendier dans l'âge où l'homme en général peut encore mettre ses forces en activité » (45).

L'aspect de l'habitation n'avait rien d'attirant. Legrand d'Aussy nous représente les familles des montagnes passant l'hiver dans les étables (46), mais cette coutume était absolument générale et les textes, qui décrivent la sordide maison paysanne (47), n'en localisent nullement la hideur à proximité de

(41) *Suite* :

Montagnes de l'Est :

	Superficie	Valeur
Terres labourables	41 %	35 %
Bruyères	16 %	4 %
Pacages	16 %	12 %
Bois	13 %	12 %
Prés	11 %	33 %
Taillis	2 %	1,5 %

(42) C. 925.

(43) *Etat de l'Auvergne en 1765*, p. 7.

(44) Cité par Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 119.

(45) C. 3073.

(46) Legrand d'Aussy, t. II, p. 177.

(47) De Pradt, *Le voyage agronomique en Auvergne*, 1803, p. 69.

l'Allier. A vrai dire, la nourriture du montagnard devait être plus variée : les laitages faisaient défaut en Limagne, où le pain d'orge, les fèves, la soupe à l'huile de chènevis constituaient les seuls aliments communs (48).

Young considérait cependant la terre d'Auvergne comme « au-dessus du médiocre » pour un pays accidenté (49). Son témoignage sur la Limagne est formel : « C'est certainement l'un des plus beaux sols du monde. Il commence à Riom ; ...la superficie est une véritable marne, mais si mélangé avec l'humus qu'elle est d'une fertilité de premier ordre » (50). De son côté, Legrand d'Aussy voyait dans cette région « peut-être le jardin anglais le plus beau de l'Europe entière » (51). En vérité, les champs de céréales devaient avoir un aspect moins engageant que les vergers et les jardins (52). Mais, avec les saules et les chênes, les noyers et les arbres fruitiers en général paraient agréablement la plaine, tout en lui procurant une ressource supplémentaire appréciable (53). Il est donc permis de croire qu'avec des procédés de culture moins routiniers et une meilleure répartition de la propriété les rendements eussent été excellents.

Mais la charrue de Limagne n'était qu'un araire mené par des bœufs ou par des vaches (54) et tout juste capable d'égratigner le sol (55). Herse et rouleau demeuraient inconnus. Le grain donnait parfois de neuf à dix fois la semence, production qui fréquemment s'abaissait jusqu'à trois et deux (56). La pomme de terre ne se répandait pas, en dépit des efforts de Montyon (57). La jachère était d'ailleurs la règle et, chaque année, une bonne moitié du sol se reposait (58), sauf dans certains coins privilégiés, où l'on s'efforçait au contraire de faire rendre dans le moindre temps les produits les plus variés — rotation que Young jugeait irrationnelle (59). Dans le Marais, la lutte contre les

(48) Mémoire concernant les contributions du district de Riom, 29 juillet 1791 (*Bibliothèque municipale de Clermont*). — Cf. Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 133.

(49) T. II, p. 515.

(50) T. II, p. 509.

(51) T. I, p. 607.

(52) Young, t. II, p. 657.

(53) Young, t. III, p. 1164; de Pradt, p. 93; Legrand d'Aussy, t. I, p. 107.

(54) Les bœufs, dit Young « tirent la charrue par les cornes » (t. III, p. 1223).

(55) De Pradt, p. 82. — « Labourage exécrable » note Young (t. II, p. 567).

(56) Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 137.

(57) Mège, *ibid.*, p. 138.

(58) Voir Bruhat, *La vie rurale dans le bassin de Brioude et d'Issoire (Revue d'Auvergne, 1929, p. 141)*.

(59) Autour de Vertaizon et de Chauriat, par exemple (Young, t. II, p. 617).

eaux, conduite sans méthode, se révélait souvent décevante (60).

Le vignoble gagnait en superficie, bien que le produit n'en eût pas bonne réputation : nombre de cépages avaient été constitués sans discernement (61). Legrand d'Aussy qualifiait les vins de « plats et froids » (62). Cependant, comme le producteur n'en consommait guère (63), il en écoulait une certaine quantité au dehors, jusqu'à Paris (64).

La distinction entre les hauts pâturages ou « montaignes » et les pacages des altitudes moyennes s'impose, lorsqu'on envisage les ressources du montagnard. En dépit d'une mauvaise sélection, les troupeaux des prairies volcaniques fournissaient en viandes, surtout en laitages, beurre et fromage, des revenus assurés. « Les plus hautes montagnes nourrissent de grands troupeaux de bétail, que l'on exporte pour une valeur considérable » (Young) (65). Le seul territoire de Chambon possédait 8.000 bovins (66). Non que les produits de la ferme fussent remarquables : malproprement manipulé, le fromage prenait mauvais goût ; insuffisamment séparé du petit lait, le beurre s'agrippait vite : évidemment la qualité le cédait à la quantité (67).

Les terres siliceuses des massifs anciens ne permettaient ni la grande culture ni un élevage florissant ; le sol en était « maigre, graveleux, chargé de quartz » (68). Sur dix métayers de la région de Montaigut, huit manquaient de grains la moitié de l'année (69). Un champ, qui donnait cinq récoltes en dix ans, devait ensuite se reposer six années consécutives (70). Les bois

(60) Legrand d'Aussy, t. III, p. 193. — Young signale une irrigation très défectueuse dans la plaine d'Issoire et une « très belle » vers Riom (t. II, pp. 645-646).

(61) Legrand d'Aussy, t. I, p. 347.

(62) Voir note précédente.

(63) Sur la boisson du viticulteur, voir plus loin, à la note 89.

(64) Sur les prix de vente, cf. Young, t. II, p. 708.

(65) T. II, p. 515. — Consulter surtout : Victor Yvert, *Excursion agronomique en Auvergne* (1819), p. 67 et suivantes.

(66) Legrand d'Aussy, t. II, p. 385.

(67) Legrand d'Aussy décrit l'affreux séjour dans les burons (t. II, p. 394). D'après Young, une vache rapportait sensiblement moins qu'en Normandie (t. III, p. 1121).

(68) De Pradt, p. 62.

(69) Séance du 15 septembre 1790, Directoire du district de Montaigut (L. 1004). — Les bureaux de l'intendance étaient sans cesse occupés à la vente de riz ; il y avait même des distributions gratuites, lorsque la récolte avait été par trop mauvaise. Le 6 octobre 1788, le Bureau intermédiaire d'Issoire réclamait encore 12.000 livres de riz, en raison de la « misère excessive » (4 C. 25). — Sur la « peste du riz » à Thiers, cf. P.-M. Bondonis (*Revue d'histoire économique et sociale*, 1928).

(70) Mémoire du directoire de Montaigut, comme suite à la séance du 15 septembre 1790 (L. 1004).

s'étaient fait rares, aussi bien sur le plateau du nord-ouest qu'autour de Thiers, et le ravinement par les cours d'eau causait des désastres (71). Seules les grandes fûtaies du sud-est procuraient une occupation régulière aux bûcherons du Livradois qui abattaient pour les flottilles de l'Allier (72).

Que l'habitant de ces rudes régions prospérait, c'est ce qu'il nous paraît difficile de croire avec Chazerat (73). D'autant plus que nous devons nous inscrire en faux contre l'assertion de l'intendant, d'après laquelle les montagnards ne mendiaient jamais. Certes la proportion des cultivateurs sans ressources, réduits à vivre de la charité publique ou privée, était partout élevée et, nulle part, les secours ne répondaient aux besoins (74).

(71) M. Arbos a bien montré, dans son livre sur l'*Auvergne*, l'ancienneté du déboisement (p. 42). — Dans un mémoire de 1790, le directoire du district de Thiers constatait de même la diminution de la superficie boisée (L. 1004).

(72) Consulter la thèse de E. Rouganne, *Le commerce du bois dans la Basse-Auvergne* (Clermont, 1932).

(73) Ils avaient peut-être plus d'argent liquide grâce à la vente du bétail et des produits de l'élevage.

(74) Quelques exemples du nombre des mendiants dans les paroisses ; le premier chiffre indique les feux, le second les mendiants. — Autour de Riom : Chateaugay, 130, 124 ; Saint-Hippolyte, 180, 100 ; Yssac-la-Tourette, 76, 90 ; Teilhède, 115, 87 ; Loubeyrat, 100, 87. — Autour de Clermont : Aubière, 400, 50 ; Beaumont, 280, 100 ; Pérignat, 40, 22 ; Opme, 95, 20 ; Le Cendre, 64, 12 ; Ceyrat, 260, 35 ; Chamalières, 210, 20 (4 C. 93-101). — Les articles de H. Chotard sur l'Assistance publique et les enfants trouvés en Auvergne au XVIII^e siècle (*Revue d'Auvergne*, 1898-99) ne donnent qu'une idée tout à fait insuffisante de la lutte contre le paupérisme. L'auteur n'étudie guère que les hôpitaux généraux de Riom et de Clermont. Voici quelques extraits des tournées pastorales des années 1732 et 1784. Dans la montagne de l'Ouest, les paroisses où il n'existe aucune fondation sont parfois des bourgs importants : Tauves, Rochefort, Bourg-Lastie, Saint-Pierre-Roche, Egliseneuve, Pionsat. A Orcival 100 l. pour les pauvres, le curé préside le bureau de distribution, assisté de chanoines ; à Ardes, l'hôpital compte sept lits de malades et un pour la sœur, avec un revenu de 700 l. ; à Condat-en-Feniers, 144 l. distribuées par le curé et les syndics ; à Charbonnières-les-Varennes, 24 l. en argent et 3 septiers de seigle doivent être distribués le mardi de Pâques, mais depuis longtemps une partie de la fondation n'est plus payée ; à Volvic, des particuliers, dont le comte de Chabrol, donnent 250 l. en pain ou en argent ; à Menat, 60 septiers de blé sont prélevés sur la dîme par l'abbé et par le monastère ; à Montaigt, les sœurs de la Congrégation du Montoir (diocèse du Mans) ont fondé un hôpital, disposant de deux salles, une de cinq lits et l'autre de six pour les femmes, et dont le revenu se monte à 642 l. et à une redevance de 6 septiers de seigle et de 75 septiers de blé. — En Limagne, il y a des établissements charitables du même genre à Saint-Priest-des-Champs (96 l. d'aumône le jour de la Saint-Jean), à Villeneuve-les-Cerfs (6 cartes de froment distribuées par le curé), à Maringues (hôpital dépourvu de linge), à Gerzat (établissement vivant avec 600 l. de contrat de rentes et une directe de 34 septiers de conseigle, plus une maison possédée par deux sœurs de charité), à Jussat (fondation de 3 septiers de froment perçue par les marguilliers), à Cébazat (l'église Saint-Etienne distribue du pain aux fêtes de la Pentecôte) (V. 53).

Mais d'une enquête, menée en 1788, sous les auspices de la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, il résulte que la mendicité affligeait beaucoup moins la Limagne que le reste de la Basse-Auvergne (75).

L'émigration sévissait dans tous les lieux où la pauvreté de la nature ne laissait point à l'habitant d'autre remède à son dénuement ; conséquence de la forte natalité, l'expatriation contribuait par ailleurs à enlever des bras au pays (76). Dès qu'il pénètre en Auvergne, Legrand d'Aussy voit des villages vidés de leurs habitants, sauf des femmes, des vieillards et des enfants (77). Il observe bientôt que « le Limanier tient à son sol et ne le quitte guère » (78). Justement, l'enquête de 1788 indique les départs définitifs comme sept à huit fois plus fréquents dans la montagne que dans la plaine (79) ; quant aux déplacements saisonniers, ils entraient davantage encore dans les habitudes des gens du Forez, du Livradois et des massifs de l'ouest. Nous savons qu'en Combrailles, le colon se trouvait fréquemment placé dans l'obligation d'emprunter au propriétaire de la terre et ne pouvait se libérer qu'en s'embauchant au loin (80) ; cet état de choses, qui tenait à la répartition de la propriété, n'était sans doute pas particulier à ce coin de la province.

Malheureusement, l'étude de la propriété reste à faire et, en l'absence de travaux sérieux, on ne peut qu'utiliser les rares témoignages et enquêtes des contemporains. L'extrême morcellement du sol est attesté par les voyageurs (81), mais sans aucune précision. Les grands domaines n'avaient pas disparu pour autant : ainsi, dans la montagne, c'étaient des herbages affermés ou loués à des bûtiens qui élevaient et engraisaient et à des vachers qui fabriquaient le fromage (82). Mais, selon Young, il y avait également « de vastes étendues, sans clôtures, sans

(75) Sur 10.925 feux recensés en Limagne, 3.562 mendiants ; sur 8.091 dans la montagne de l'Ouest, 3.763 ; sur 2.914 dans la montagne de l'Est, 1.532 (4 C. 93 à 101).

(76) Voir De Vagny-d'Arbouze, *Crayon du département du Puy-de-Dôme* (1826, p. 79).

(77) T. I, p. 80.

(78) T. I, p. 334.

(79) 596 émigrants sur 10.925 feux dans la plaine, 3.391 sur 8.091 dans la montagne de l'Ouest et 1.176 sur 2.914 dans la montagne de l'Est.

(80) District de Montaigut, séance du 15 septembre 1790 (L. 1004).

(81) De Pradt montre nettement que cette division excessive est une cause de misère (p. 73). — Voir également : Ph. Sagnac, *L'agriculture et les classes rurales en France au XVIII^e siècle* (Revue de synthèse historique, 1906, t. XII, p. 143).

(82) Voir Victor Yvart, *Excursion agronomique en Auvergne* (1819, p. 67) ; également Legrand d'Aussy (t. II, p. 387).

propriétaires, et qui (servaient) en général, de communaux respectivement aux diverses communautés » (83). Cette propriété collective, à laquelle les familles pauvres tenaient beaucoup, nuisait au développement rationnel de l'élevage.

Journaliers — on disait brassiers — et métayers formaient le gros de la troupe paysanne (84). Toujours d'après l'enquête de 1788, la proportion des laboureurs qui exploitaient eux-mêmes ne s'élevait qu'à 27 % dans la montagne de l'élection de Riom pour s'abaisser à 17 % dans la plaine de cette même circonscription (85). L'élection de Clermont, d'ailleurs plus vaste, comprenait 45 journaliers pour 100 feux dans le Forez et le Livradois, 50 dans le massif de l'ouest et jusqu'à 56 en Limagne. Il faut observer que beaucoup de petites gens de la montagne vivaient sur les vastes communaux ; de plus, l'émigration y absorbait une forte proportion du contingent des brassiers.

Les lopins réservés aux cultivateurs du bas pays étaient si petits que la majorité de la population s'employait sur les terres des moyens et gros propriétaires (86). La dure réputation des « coqs de village » (87) provenait surtout de leur puissance dans les communautés de la plaine où, sans aucun doute, les inégalités sociales se marquaient davantage, en conséquence des gains fonciers de la bourgeoisie riomoise et clermontoise. Est-ce pour cette raison que Chazerat réfutait la courante assertion de l'aisance relative de la Limagne par rapport à la montagne ? Nous n'en persistons pas moins à croire que, d'une manière générale, chaque catégorie donnée de paysans de la montagne vivait plus chichement que la catégorie semblable de la plaine. A une gêne plus répandue chez les montagnards correspondait une opposition de classes plus tranchée dans le bas pays.

Mais un peu partout la paysannerie devait trouver dans le commerce et l'artisanat un supplément de ressources indispensable. En vérité, la vente des produits naturels ne procurait de revenus suffisants qu'aux exploitants des vacheries proches de

(83) T. II, p. 581. — Young affirme pourtant, ailleurs, qu'en Auvergne « tout est en clôtures » (t. II, p. 722) ; on peut en douter : voir l'article de J. Redon : *Les communaux de Ceyssat-Allagnat* (*Revue d'Auvergne*, 1911-1919).

(84) Montyon l'écrivait à Terray en 1770 pour expliquer la pauvreté de la province (Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 150).

(85) Plus exactement 27 et 17 pour 100 feux.

(86) Voir l'exemple donné par Ph. Arbos : Thuret en 1792 (*L'Auvergne*, Colin, p. 75). — Egalement : Loutchisky, *L'état des classes agricoles en France à la veille de la Révolution* (1911), pp. 31 et 33.

(87) Voir ce que Chazerat disait des coqs de village, p. 11.

la Haute-Auvergne (88). Mais le paysan producteur de froment, voulût-il apporter son grain au meunier, se contentait d'un mauvais pain. Le viticulteur buvait lui-même un détestable breuvage, fait d'eau passée sur du résidu de marc de raisin (89) ; si bien que les vins rapportaient à la province de 5 à 600.000 l. par an (90). La forêt attirait, là où des sapins intéressaient les charpentiers de la batellerie (91). Les chiffons trouvaient preneurs chez les papetiers d'Ambert et de Thiers.

Mais les textiles, qui pouvaient occuper la main-d'œuvre féminine à la maison, aussi bien que les hommes aux champs, avaient toutes les préférences. La laine laissait à désirer sous le rapport de la qualité, car les bêtes étaient mal tenues. Il s'en vendait à Ardes, à Sauxillanges ; et Maringues l'utilisait pour la fabrication de tapis genre Aubusson (92). L'étoffe la plus courante, faite de poils et de laine, s'appelait le camelot ou l'étamine (93). La campagne travaillait pour des marchands d'Ambert, de Thiers, de Sauxillanges, de Courpière (94) ; ainsi, sergiers et estaminiers de Sauxillanges habitaient les villages des alentours de la bourgade (95).

Les textiles végétaux occupaient une superficie relativement considérable. Le lin se cultivait dans la montagne de Besse, aux approches de Lezoux, de Courpière (96). Le bassin de Billom, le pays de Maringues, la plaine d'Issoire produisaient plutôt le chanvre (97), qu'on faisait ensuite pourrir dans des ruttours et dans des « lacs » (98). Les femmes filaient à la quenouille, surtout à la veillée dans les étables ; l'usage du rouet se répandit tard (99). Des tisserands, on en trouvait dans tous les villages

(88) Les tanneries, encore assez nombreuses, achetaient les peaux (cf. *Textes patente*, Introduction, p. 13).

(89) Rapporté par Mège dans *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 133.

(90) Legrand d'Aussy, t. I, p. 77.

(91) Cf. *Textes patente*, Introduction, p. 14.

(92) Ballainvilliers, *État de l'Auvergne en 1765*, pp. 46, 52, 53.

(93) H. Chotard, *L'industrie en Auvergne au XVIII^e siècle* (*Revue d'Auvergne* 1894, p. 192).

(94) Louis Dubuc, *L'industrie et l'organisation du travail en Auvergne* (*Revue d'Auvergne*, 1909, p. 96) et Franck Imberdis, *Le Livradois, marche orientale de l'Auvergne* (*L'Auvergne littéraire*, n° d'août-oct. 1932, p. 51).

(95) A. Achard, *Sauxillanges aux XVII^e et XVIII^e siècles* (*Revue d'Auvergne*, 1910, p. 131).

(96) Ballainvilliers, *État de l'Auvergne en 1765*, pp. 46, 49.

(97) Legrand d'Aussy, t. I, p. 251. — Voir également *Textes patente*, Introduction, p. 9. — Young rapporte que, dans la plaine d'Issoire, les champs de chanvre se vendaient le même prix que les jardins (t. III, p. 1143).

(98) A. Achard, *Jumeaux et la batellerie d'Allier* (*Revue d'Auvergne*, 1918-19).

(99) Legrand d'Aussy, t. III, p. 210.

d'une certaine importance et même dans de humbles hameaux (100). « Presque tous les paysans sont ouvriers », pouvait écrire Legrand d'Aussy (101). Et cet artisanat rural entretenait le commerce local, vivifiait les foires et les marchés, alimentait même la manufacture et le négoce à grande distance. Généralement le tisserand du village vendait directement le produit de son art au colporteur. Mais Thiers et Ambert possédaient des ateliers pour la rubannerie et l'apprêt des étoffes (102). Les hôpitaux de Riom et de Clermont fabriquaient des ratines, des siamoises, des mouchoirs (103).

Une solution de continuité est aussi difficile à trouver entre le paysan industriel et l'ouvrier, lorsqu'il s'agit de la coutellerie : tous les villages de la région thiernoise en vivaient et nous avons là un excellent exemple de la dissémination d'une fabrication dans les campagnes (104). Cependant la ville de la Durolle avait rassemblé, pour le finissage et la vente, un grand nombre de travailleurs, originaires des environs. Non que la tendance allât à une concentration dans d'importantes entreprises : en dehors de quelques maisons, davantage orientées vers l'exportation, les familles ouvrières travaillaient pour elles-mêmes ou pour de petits patrons (105). Le régime corporatif n'avait rien de rigoureux ; il limitait, plus qu'il ne fortifiait l'emprise des gros fabricants et des négociants sur les maîtres et les compagnons (106).

La papeterie se prêtait mieux à la formation d'une bourgeoisie d'affaires. Sans doute, les métiers hydrauliques imposaient encore à cette industrie une dispersion qu'aurait suffi à engendrer le caractère rural de la main-d'œuvre. Mais l'installation des moulins et des cuves exigeait, comme dans certaines branches du textile, des disponibilités en capitaux. Les Missonnier, les Dupuy de la Grandrive, les Pourrat autour d'Ambert, les Riberolles et les Malmeneyde à Thiers faisaient déjà figure de manufacturiers (107). Aussi les ouvriers papetiers se remuaient fréquem-

(100) Cf. *Textes patente*, Introduction, p. 9.

(101) Cité par H. et G. Bourgin, *L'industrie sidérurgique en France au début de la Révolution*, p. 349.

(102) *Textes patente*, pp. 9 à 13.

(103) Ballainvilliers, *ibid.*, p. 50. — Voir H. Chotard, *L'industrie en Auvergne au XVIII^e siècle* (*Revue d'Auvergne*, 1894, p. 192).

(104) *Textes patente*, p. 10 et cartes.

(105) *Textes patente*, p. 10 et p. 13, note 5. — P.-M. Bondoïs, *Note sur les grandes industries thiernoises sous l'ancien régime* (*Revue d'Auvergne*, 1932, p. 155).

(106) Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 86.

(107) *Textes patente*, Introduction, p. 11 et tableaux.

ment : un subdélégué ne les qualifiait-il pas de « républicains » ? (108).

Pour peu nombreuses qu'elles fussent, les exploitations houillères favorisaient encore davantage le développement d'entreprises capitalistes. Les mines de Brassac et de Messeix groupaient sur chaque chantier de 80 à 100 ouvriers (109). Les propriétaires de verreries appartenaient parfois à la noblesse (110).

Les routes d'Auvergne, rares et en mauvais état, ne se prêtaient pas au grand trafic (111). Les chemins, rocailleux ou boueux, avaient une détestable réputation. Le colportage, pratiqué par de petites gens, devait l'emporter sur le roulage. L'Allier emportait donc la masse principale des articles exportés. Or la construction des sapinières, la conduite des flottilles, la vente du charbon, des fruits, des vins, des papiers, de la quincaillerie et des tissus ne profitaient en général qu'à de petits entrepreneurs (112). S'il existait des richesses mobilières dans la Basse-Auvergne, elles étaient réparties entre un nombre considérable d'individus et difficiles à estimer.

Ainsi les principales fortunes reposaient toujours sur la possession de biens-fonds. C'est par l'acquisition de domaines que l'officier royal et le robin réalisaient leurs meilleurs placements, outre que cette opération leur conférait souvent de précieux titres de noblesse (113). Riom et Clermont étaient les capitales auvergnates, moins par le commerce qui pouvait les animer (114) que par la réunion des administrations, des tribunaux et des professions libérales. Les deux cités se disputaient d'ailleurs la primauté et se jaloussaient fort. La généralité portait le nom de

(108) Mège, *ibid.*, p. 107 ; G. Rouchon, *Les grèves des ouvriers papetiers de Thiers* (*Revue d'Auvergne*, 1885, pp. 191-211) ; P.-M. Bondoï, *Note sur les grandes industries thiernoises sous l'ancien régime* (*Revue d'Auvergne*, 1932, pp. 144-146).

(109) Mège, *ibid.*, p. 110. — J'ai publié, dans *La Région du Centre* (avril 1927, p. 105), le mémoire à l'Assemblée nationale d'un négociant de Brassac, Feuillant, sous le titre de : *L'activité et les embarras d'un « lanceur d'affaires » de Brassac à la veille et au début de la Révolution*.

(110) Dauphin de Leyval était propriétaire de la verrerie de Montel-de-Gelat (Mège, *ibid.*, p. 111, en note).

(111) Legrand d'Aussy, t. III, p. 226 ; Bonnefoy, *Histoire de l'administration civile dans la province d'Auvergne*, t. I, p. 327. — Cependant les toiles s'acheminaient vers l'Espagne et l'Italie, et de là vers l'Amérique du Sud et le Levant, par les voies de la montagne.

(112) Cf. Rouganne, *Le commerce du bois dans la Basse-Auvergne*, p. 39 ; a mis à contribution A. Achard, *Jumeaux et la batellerie d'Allier* (*Revue d'Auvergne*, 1918-19). — Se reporter également à *Textes patente*, Introduction, p. 14.

(113) Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 50.

(114) Selon Legrand d'Aussy, Riom n'avait ni commerce ni industrie et ne vivait que par ses tribunaux (t. I, p. 234).

la ville de Riom, mais l'intendant résidait à Clermont. Les Riomais s'enorgueillissaient de posséder un bureau des finances (115), une cour des monnaies, un présidial (116), une maîtrise des eaux et forêts ; les Clermontois leur opposaient les services de l'intendance, un autre présidial, une direction des domaines, une cour des aides (117). Sénéchaussée et présidial riomois, réunis en un seul corps, ne comptaient pas moins de deux lieutenants généraux, deux présidents et dix-sept conseillers, autour desquels gravitaient soixante à soixante-dix procureurs, les greffiers, les avocats, les clercs, les huissiers, soit des centaines d'hommes de loi et de bureaucrates. La cour des aides de Clermont, avec ses cinq présidents, ses vingt-six conseillers, le procureur général, ses quatre substituts et les deux avocats généraux, les greffiers, la chancellerie, les bas officiers, les procureurs et avocats, formait un groupe aussi imposant. Aux nombreux bureaux de l'intendance était rattaché le contrôle des vingtièmes, avec son inspecteur général. Les officiers des élections avaient aussi à cœur de tenir leur rang (118). Seuls les médecins frayaient vraiment avec le monde administratif et judiciaire, car les boutiquiers faisaient peuple.

Cette bourgeoisie des offices et des professions libérales avait bataillé pour conserver et même élargir ses privilèges fiscaux (119). Le jansénisme y comptait des adeptes (120) et l'Encyclopédie y était très goûtée (121). Les intendants réformateurs se sentaient soutenus par les tenants d'une monarchie éclairée, hostiles aux anciens féodaux comme aux formes médiévales de l'organisation du travail (122). Le vertueux de Montyon avait fait un legs à l'ancienne Société littéraire, devenue Société académique. A défaut de journal, le Cabinet littéraire naquit à Clermont en 1787 et le Salon, à Riom, l'an d'après (123) : ces cercles

(115) Supprimé, il est vrai, en 1788. Voir Everat, *Le bureau des finances de Riom*.

(116) Voir Everat, *La sénéchaussée d'Auvergne et le siège présidial de Riom au XVIII^e siècle* (1886).

(117) Étudiée par R. Laroux (*Revue d'Auvergne*, 1914-1918).

(118) Consulter Michel Cohendy, *Mémoire historique sur les modes successifs de l'administration dans la province d'Auvergne* (Clermont, 1856, p. 104).

(119) Mège, *La dernière année de la province d'Auvergne*, p. 62.

(120) Everat, *La sénéchaussée d'Auvergne*, p. 440.

(121) Voir les premières pages du livre de M. Boudet sur *Dulaure* (Clermont, 1874). — Sur les adeptes aux « Sociétés de pensée » à Ambert : J. Coiffier, *Notice historique sur Ambert et le Livradois (L'Auvergne littéraire, n° d'août-oct. 1932, p. 41)*.

(122) Voir la note 119.

(123) Mège, *ibid.*, pp. 52 et 66.

se déclaraient acquis au progrès. La franc-maçonnerie réunissait ses adhérents dans trois loges où l'on pouvait rencontrer l'avocat général Dijon de Saint-Mayard, Bancal des Issaris, entrepreneur des manufactures royales, le médecin Michel Monestier, les avocats Couthon et Gaultier de Biauzat (124).

*
* *

Si les paysans devaient, en Auvergne, assister aux événements révolutionnaires « en spectateurs, en témoins ou en comparses inconscients bien plutôt qu'en acteurs » (125) — ce que nous ne croyons tout de même pas — si les artisans, plus ou moins groupés autour des petits centres manufacturiers, ne pouvaient être appelés à jouer le premier rôle, le clergé et la noblesse de leur côté en seraient bien vite réduits à abandonner leurs titres et droits séculaires ; en tout cas, la Révolution trouverait naturellement ses chefs dans la bourgeoisie de Clermont et de Riom. Sans doute, cette force dirigeante entraînerait aisément les autres villes, gagnerait le patronat et le négoce, ennemis de la réglementation économique. Mais commanderait-elle aussi bien à la masse rurale ? Car ces propriétaires, en général partisans d'un régime censitaire, ne reculeraient-ils pas devant un bouleversement social (126) ? Désireux de s'emparer des biens d'église et des terres de la noblesse pour arrondir leurs propres domaines, feraient-ils leur part aux métayers, aux journaliers et même aux laboroureux mal lotis ? Favorables à une large décentralisation, à la prépondérance de l'administration régionale, trouveraient-ils en eux-mêmes assez d'énergie et d'impartialité pour appliquer, dans un esprit de justice, les lois fiscales du nouveau régime à un pays de ruraux isolés, méfiants, habitués à dissimuler, au surplus trop souvent besogneux ?

(124) Mège, *ibid.*, p. 77. — A. Achard, *Une loge maçonnique à Riom à la fin du XVIII^e siècle* (*Revue d'Auvergne*, 1913, pp. 145-159).

(125) Expression de Fr. Mège, *ibid.*, p. 114.

(126) Outre qu'ils étaient le plus souvent très âpres à imposer les droits seigneuriaux, quand ils possédaient des directes.

PREMIÈRE PARTIE

LA FIN DES IMPOSITIONS DIRECTES DE L'ANCIEN RÉGIME 1787-1791

CHAPITRE PREMIER

Les impositions directes de la royauté

Comparaison entre l'Auvergne et « le général du royaume »

Cette comparaison tente tous ceux qui entreprennent de prouver la surcharge que l'Auvergne subit au cours du xviii^e siècle.

Un mémoire de la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale, paru en 1788, produit les chiffres suivants : d'une part l'Auvergne contient le 26^e des feux dénombrés dans l'ensemble du royaume (138.235 sur 3.550.489) et Necker ne lui accorde que 681.500 habitants, c'est-à-dire le 36^e de la population totale (24.670.000 habitants) ; une moyenne est donnée par le relevé des cotes des tailles et de la capitation, soit 775.000 habitants, le 32^e. Or la province payant 6.357.509 l. de taille et de capitation sur 13.650.000 est taxée comme si sa population atteignait le 21^e ou le 22^e de l'ensemble (1).

L'explication serait la suivante : l'Auvergne « avait été assujettie à un pied de taille beaucoup plus fort que les autres provinces en raison de sa situation rédimée » (2). Or l'impôt du sel n'y était pas inconnu, puisque la petite gabelle frappait la plupart des collectes des élections de Saint-Flour et de Brioude, atteignait le territoire de la circonscription Issoire-Ambert et touchait même quelques villages voisins de Clermont (3). A la

(1) 4 C. 92.

(2) Mémoire du département du Puy-de-Dôme du 1^{er} septembre 1790, L. 1002.

(3) Lettre de la Commission Intermédiaire au Contrôleur général, 6 mai 1788 : 4 C. 23. Egalement : compte des procureurs-syndics provinciaux à la Commission Intermédiaire, pour les années 1788 à 1789, 4 C. 27.

veille de la Révolution, les habitants d'Ambert se plaignaient d'avoir à payer le sel comme s'ils étaient en pays de gabelle (4). Aux notables, les représentants de l'Auvergne avaient exposé comment cette contrée, bien qu'anciennement rédimée, avait été, d'une manière détournée, envahie à nouveau par les agents de la Ferme générale (5). On peut croire que les contrôleurs généraux se fondaient sur le privilège d'une partie de l'Auvergne seulement pour demander à toute la généralité de Riom un effort supplémentaire en impositions directes.

Progression de la charge fiscale au XVIII^e siècle

Pendant le premier quart du siècle, la taille avait subi une augmentation régulière, passant de 2.255.840 l. en 1701 à 3.487.446 l. en 1724. Puis, sous l'effet des démarches des intendants, il y avait eu une diminution légère (6). Par contre la capitation avait attendu le milieu du siècle, l'époque des guerres de Louis XV, pour marquer sa principale ascension (7).

La paix de Paris ne provoqua pas la détente désirée. Si la taille retombait en 1788 au chiffre de 2.999.040 l., la capitation passait encore de 1.503.400 l. à 1.792.453 (8). Quant aux accessoires de la taille, ils progressèrent de 1763 à 1779, pour marquer ensuite un temps d'arrêt jusqu'en 1788 (9). En 1788, la province payait au total 6.281.612 l. d'impositions ordinaires, soit 366.343 de plus qu'en 1763. De leur côté les vingtièmes s'élevaient à 1.441.993 l. en 1787 contre 1.148.445 en 1756.

(4) Mémoire du 19 novembre 1788 à l'Assemblée provinciale, 4 C. 128.

(5) A Clermont, l'avocat Tiolier notait dans son journal : 31 décembre 1786, beaucoup de mouvement à l'occasion du sel (noté par Mège, *Les premières années de la Révolution dans la Basse-Auvergne*, p. 5). En 1731, l'intendant de La Grandville expliquait déjà le poids exceptionnel de la taille par l'exemption de la gabelle dont l'Auvergne jouissait (C. 2870). Gaultier de Biauzat monta à la tribune de la Constituante, le 13 mars 1790, pour affirmer qu'aucune province gabellée n'était aussi chargée que l'Auvergne (*Moniteur*, t. III, p. 601-604).

(6) Le montant de la taille était de 3.212.209 l. en 1732, de 3.179.446 l. en 1737, époque de Trudaine ; il n'était même plus que de 3.051.362 l. en 1763, sous l'intendant Ballainvilliers.

(7) La taille et la capitation réunies s'élevaient à 4.429.990 l. en 1731, à 5.842.599 l. en 1763.

(8) Compte des procureurs-syndics provinciaux pour 1788-1789, 4 C. 27.

(9) Rapport du vicomte de Beaune à la Commission Intermédiaire, 12 février 1788, 4 C. 90. Tous ces chiffres ont été repris par Gaultier de Biauzat dans sa brochure : « *Doléances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts* (1788). »

Il faudrait donc admettre que les besoins généraux de la royauté ont aggravé la surcharge d'une province, par ailleurs réputée rédimée de la gabelle.

La taille

« Les impositions de l'Auvergne n'affectent que les personnes et non les biens » : ainsi s'exprime, dans un mémoire dédié à La Fayette, Mabru, commis à l'intendance de Clermont (10). La taille était donc personnelle ; elle dépendait des facultés des redevables et non de la valeur des biens-fonds. Le roi exigeait un certain contingent par généralité ; l'intendant répartissait ce brevet entre les élections ; dans le village, les assesseurs, des notables, des « coqs de paroisse », devaient procurer la somme totale fixée d'avance. En principe, on demandait au taillable un versement dont le montant était en rapport avec l'ensemble de ses revenus ; en fait, le chiffre s'accordait surtout avec les besoins du Trésor.

L'ancien régime ne songea pas à faire de cet impôt de répartition un véritable impôt de quotité. Mais à se contenter des déclarations de l'assujetti, il autorisait toutes les fraudes ; à donner carte blanche à l'assesseur, il couvrait d'affreux abus. Un arpentage s'imposait, opération devant laquelle les plus entreprenants reculaient comme longue et coûteuse.

On tenta seulement, par l'opération du tarif, de rapprocher les procédés d'estimation qui étaient suivis en pays de taille personnelle, de ceux qui existaient en pays de taille réelle (11). Trudaine et Rossignol firent estimer la valeur moyenne de la production des différentes terres (12). Mais les mesures choisies n'étaient pas les mêmes partout. De plus toute amélioration de l'assiette se heurtait à la méfiance des paysans qui se défendaient par de fausses déclarations. Les contemporains constatèrent l'échec de cette tentative. Dulin, syndic de Combronde, jugeait ainsi le rôle tarifé de 1758 : « On se contenta des déclarations faites par les contribuables ; les plus hardis menteurs réussirent à se soustraire à leur quotité proportionnelle de l'impôt ; il n'y eut point

(10) *Essai sur la nature et la répartition de l'impôt en Auvergne* (1787), par Mabru fils, chevalier de l'ordre de St-Michel.

(11) Voir : Sarrauste de Menthîère, *La taille tarifée en Auvergne* (Aurillac, 1928).

(12) Trudaine fut intendant de 1730 à 1734 et Rossignol de 1734 à 1748. Les premiers essais de tarif remontent en réalité à 1716. Voir : M. Marion, *Histoire financière de la France*, t. I, p. 83.

de vérification, point de châtement infligé à la fraude ; et depuis cette apparence d'égalité dans la répartition a disparu par la vicissitude des vengeances » (13). Consulté par la paroisse de Monton en 1788, Couthon, alors avocat de la province, donnait le conseil d'effectuer l'arpentage sans avoir recours au tarif (14).

Il resta du tarif un certain nombre de règles générales pour classer les cotes (15). On distingua la cote personnelle, établie au domicile du taillable, et la cote d'exploitation, fixée au lieu de la situation du bien. Acquitter le plein tarif consista à payer 4 sous pour livre du revenu net ; ce taux était divisible en deux demi-tarifs de 2 sous pour livre chacun, dont l'un considéré comme dû par le propriétaire, en raison du loyer qu'il touchait, était payable à son domicile, et l'autre, considéré comme dû par l'exploitant sur les fruits de la terre était payable au lieu de la situation du bien. Or les privilégiés ne payaient pas la cote personnelle et jouissaient même pour la cote d'exploitation d'une exemption s'étendant à un labour de quatre charrues (16). D'autre part, si les 4 sous pour livre ne remplissaient pas le mandement de la collecte, le surplus était réparti au marc la livre sur tous les redevables : c'était le rejet en augmentation, et il y avait rejet en diminution dans le cas contraire. En outre, la pratique persistante des cotisations, au lieu du domicile du propriétaire, entretenait de scandaleux abus (17). Les forains n'acquittaient, dans la localité où le bien était situé, que la cote d'exploitation ; à mesure que les non-domiciliés réalisaient des acquisitions, le rejet en augmentation pesait davantage sur les taillables payant plein tarif. Il aurait fallu transporter la moitié de l'imposition au lieu où habitait le contribuable. Mais cette opération « devenoit souvent illusoire par le deffaut de connoissances au lieu de domicile des différentes propriétés d'un chacun situées dans cette province ou ailleurs » (18). S'il s'agissait d'un forain privilégié, l'inscription du demi-tarif au lieu du domicile ne

(13) 4 C. 131. Ce Dulin sera administrateur du district de Riom, puis commissaire du Directoire exécutif dans le canton de Combronde.

(14) Cette consultation est du 26 décembre 1788, 4 C. 135.

(15) Ces règles ont été remarquablement exposées par Bergier et Couthon, alors avocats de la province d'Auvergne, dans un mémoire du 2 janvier 1790 : *Consultation sur la formation des rôles de supplément pour les six derniers mois de 1789 et des impositions ordinaires de 1790* (L. 962).

(16) M. Marion, *Les impôts directs sous l'ancien régime*, p. 9.

(17) L'Averdy s'en était si bien rendu compte, qu'il avait proposé, en 1768, d'imposer tous les biens dans la paroisse de leur situation. Voir : M. Marion, *Histoire financière*, t. I, p. 240.

(18) Rapport fait à la Commission Intermédiaire, le 30 novembre 1789, 4 C. 26.

pouvait être faite, puisque le noble était exempté de la cote personnelle.

En 1778, l'intendant Chazerat demandait aux subdélégués ce qu'ils pensaient d'une taxation uniforme aux lieux de la situation des biens : avec l'enrichissement des gens des villes, nombreux étaient les forains qui, exonérés de 2 sous pour livre, achetaient des terres. Tout en approuvant le principe de la réforme, les subdélégués s'efforcèrent d'en faire ressortir les difficultés d'application (19). Lors de l'enquête de l'abbé Terray, en 1770, l'intendant de Montyon avait déjà montré que « la distinction du plein et du demi-tarif fait retomber tout le poids des impositions sur les cultivateurs et les pauvres » (20). Aux yeux de Turgot, de même, la coexistence des deux taxes écrasait inévitablement le petit propriétaire exploitant lui-même (21).

Gaultier de Biauzat pouvait définir la taille : « un impôt accordé aux besoins de l'Etat et réparti sur les gens du peuple, sans contribution de la part des ecclésiastiques, des nobles et des privilégiés » (22). Les municipaux de Vic-le-Comte, dans une lettre à la Commission intermédiaire d'Auvergne, en 1788, parlaient de cette province « où l'impôt est exorbitant, où la moitié des propriétaires en est affranchie par les privilèges, et où l'on est forcé d'imposer tout individu contribuable, jusqu'à l'air qu'il respire » (23). En 1763, l'intendant Ballainvilliers évaluait le nombre des taillables de la généralité à 140.000 au plus (24). A Combronde la charge pesait sur 65 habitants, alors que la localité en comptait 1.800 environ (25). Le cahier de la paroisse de Saint-Babel signale 800 septérées de terre exemptes comme appartenant au duc de Bouillon (26). Celui de Beaumont se plaint que, des nobles forains détenant la meilleure partie du terrain, l'impôt écrase le paysan (27). Et Biauzat de conclure en

(19) Lafont de Saint-Marts, à Issoire, demandait qu'on gagnât préalablement l'opinion et qu'on ne se contentât de taxer les forains aux trois sous pour livre. Il rappelait comment Trudaine s'était rendu impopulaire par « sa façon de vouloir procurer le bien ».

(20) C. 925.

(21) C'est ce que Turgot, intendant du Limousin, écrivait à son collègue d'Auvergne le 2 décembre 1768 (C. 2830).

(22) Gaultier de Biauzat : *Doléances*. (p. 49).

(23) 4 C. 262.

(24) Ballainvilliers, *Etat de l'Auvergne en 1765*. Brochure de la bibliothèque municipale de Clermont, A. 30160.

(25) Lettre de Dulin à la Commission Intermédiaire, 3 avril 1788 (4 C. 131).

(26) Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 260.

(27) Mège, *ibid.*, p. 168.

généralisant : « l'assujettissement du Tiers Etat au paiement de la totalité de la taille est une injustice insoutenable » (28). En fait, l'intendant de Montyon avait mieux dit que la surcharge accablait surtout la paysannerie.

*Les accessoires de la taille,
la capitation et l'imposition de la corvée.*

Si le brevet de la taille, en 1788, approchait de trois millions de livres, les accessoires formaient un second brevet encore très lourd de 1.369.597 l. On avait d'ailleurs pris l'habitude de joindre la capitation à cet autre brevet (29). Il paraissait singulier que les accessoires fussent toujours perçus, alors qu'ils ne remplissaient plus leur destination première. Un article de 40.218 livres, destiné à la défense des côtes pendant la guerre de Sept Ans, n'avait plus de raison d'être. L'Auvergne payait 52.140 l. pour l'entretien des canaux de la Picardie et de la Bourgogne, pour la navigation de la Charente, sans réciprocité (30). Le cahier de la paroisse de Vic-le-Comte dénonce la fiction des milices, qui permettait de lever 149.377 l. ; il montre aussi comment les officiers des élections recevaient 26.828 l. pour la vérification des rôles, alors qu'un supplément à chaque cote assurait déjà ce contrôle. « en sorte que le peuple paie deux fois » (31).

La capitation était répartie au marc la livre de la taille (en 1788, 1.792. 454 l.). Depuis 1761, les taillables payaient les deux impositions sur les mêmes rôles, tandis que la capitation des privilégiés, arrêtée en Conseil, restait « absolument personnelle » (32). Jouissant du privilège de l'abonnement à la taille, la ville de Clermont avait pour la capitation des rôles distinctes

(28) Gaultier de Biauzat, *Doléances*..... (p. 195).

(29) En principe, depuis 1767, le principal de la taille était immuable ; seul le second brevet restait mobile (voir M. Marion, *Les impôts directs sous l'ancien régime*, p. 39).

(30) Comptes des procureurs-syndics provinciaux pour 1788-1789, 4 C. 27. — M. Renouvin a signalé ces cas : *Les assemblées provinciales de 1787*, p. 188.

(31) Le cahier de la paroisse de Vic-le-Comte fut sans doute rédigé par Cuel, futur président de l'assemblée départementale de 1790. Voir Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 341.

(32) Ce qui fera dire à La Rochefoucauld, à la séance du 11 septembre 1790 : « Sous le nom de capitation roturière, elle était imposée comme accessoire de la taille, ce qui la rendait en grande partie impôt territorial, tandis que sous le nom de capitation des privilégiés, elle était restée absolument personnelle. » (*Moniteur*, t. V, p. 627).

et cet avantage avait attiré nombre de riches habitants de la campagne (33).

La levée d'une imposition représentative de la corvée avait été généralement mal vue ; les 308.000 l. de cette « contribution des chemins royaux » n'avaient pu qu'aggraver la charge principale, sans avantage pour l'état du réseau routier. Le bureau des Ponts et Chaussées d'Ambert constatait, en 1790, « une lenteur dans les travaux qui a étonné tout le district » (34).

Les vingtièmes

Taille, accessoires et capitation forment le groupe des impositions ordinaires, dont le montant est fixé par avance dans les deux brevets. Les deux vingtièmes ont au contraire la prétention d'être une véritable taxe de quotité. Le roi semble admettre le principe d'un rapport de deux sous pour livre, sans rejet, entre l'impôt et le revenu. Mais les 1.441.993 l. que la généralité verse correspondent-elles vraiment à ce taux ? Il existe un personnel très sérieux de contrôleurs chargés de vérifier les déclarations de revenus et d'y suppléer au besoin. Campagne, inspecteur général, a fait approuver par Vergennes la division de l'Auvergne en neuf arrondissements de contrôle. Malgré leur compétence, même leur zèle, ces agents royaux se sentent détestés et répugnent à user de la manière forte (35). Selon l'intendant de Chazerat « la pluspart de leurs opérations ne sont pas appuyés sur des bases assez solides pour être assurés de leur exactitude » (36).

(33) Affirmation qu'on trouve par exemple dans le cahier de St-Donat, par Latour ; voir Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 268. — Est-ce une raison pour dire avec M. Marion que « dans les villes il est bien plus chimérique encore que dans les campagnes de prétendre asseoir une taxe sur les facultés personnelles avec une ombre d'équité ? » (Cf. *Les impôts directs sous l'ancien régime*, p. 22). Solution paresseuse en vérité.

(34) L. 2747. Sur cet impôt représentatif de la corvée, voir en particulier le cahier de Champs, élection de Mauriac (Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 193).

(35) Les contrôleurs des vingtièmes étaient : Albarède, à Clermont ; Maffrée, à Riom ; Jourde, à Billom ; Campagne, à Issoire ; Lussigny fils, à Ambert ; Sauvat, à St-Flour ; Lemaître, à Aurillac et Brière, à Mauriac. Ces désignations dataient de 1785 (C. 3805). — La *Revue de la Haute-Auvergne* a publié, de 1905 à 1910, sous la signature de M. Esquer, une série d'articles consacrés à « La Haute-Auvergne à la fin de l'ancien régime » ; des pages fort intéressantes sont consacrées au contrôleur Louis Sauvat.

Sur les 20^{es}, cf. Jalenques, *L'impôt sur le revenu au XVIII^e siècle. Le 10^e et les 20^{es} dans la paroisse d'Auvergne* (Aurillac, 1913).

(36) Lettre du 4 janvier 1772 à l'intendant Blondel (C. 3799).

L'état matériel des rôles est mauvais. Certains n'ont pas été renouvelés « de temps immémorial » (37). Le cahier de Vic-le-Comte incrimine les copistes dont les erreurs rendent tant de noms illisibles (38). La Commission intermédiaire d'Auvergne observe en 1787 « qu'un particulier qui posséderoit dans la même paroisse plusieurs héritages et qui voulût savoir sur lesquels porte ses impositions, qu'il seroit impossible de le satisfaire, attendû que dans les rôles qui ont été remis, toutes les possessions d'un particulier se trouvent confondues dans le même article, qu'en conséquence il est impossible de lui défalquer de ses impositions le montant de celle des héritages dont il se seroit défait, pour les porter sous le nom du nouveau possesseur » ; et il s'agit de la feuille de Clermont (39) !

La collecte

L'assesseur de l'ancien régime était en même temps collecteur. Elu généralement à la majorité relative par l'Assemblée de la paroisse, il assurait le recouvrement, en se rendant, chaque trimestre, de domicile en domicile. Il tenait le taillable à sa merci par le cumul de deux fonctions qui auraient dû être absolument distinctes. Non seulement il lui appartenait d'évaluer la fortune de chacun, afin d'établir la base de la répartition entre les collectes, mais il pouvait ordonner la saisie des meubles du redevable récalcitrant. Et il hésitait d'autant moins à exercer son droit de poursuite qu'il était personnellement responsable de la rentrée de l'impôt. S'il ménageait naturellement les personnages du lieu — ceux-ci se dérobaient devant l'accomplissement d'une aussi redoutable mission — il n'avait pas la même raison pour décharger les petites gens.

Tous ceux qui, en Auvergne, à la fin du xviii^e siècle, écrivent sur la question, dénoncent la malfaisance des collecteurs : « On leur a accordé, dit un mémoire de 1790, un pouvoir absolu dans la répartition des impositions, et cependant nous voyons que la plupart en ont abusé d'une manière indécente... Il est bien

(37) Ainsi s'exprime le cahier de Bongheat, près Billom (Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 188). A St-Julien-de-Coppel (Mège, *ibid.*, p. 285) le consul ne peut plus lever un sou, car il ignore entre les mains de qui les biens se trouvent.

(38) Mège, *ibid.*, p. 349.

(39) 4 C. 487.

certain que les collecteurs ou les municipaux règlent à leur gré, ou plutôt à leur caprice, la portion contributive de chaque citoyen. Le pauvre cultivateur, l'artisan indigent ne peuvent pas contrebalancer le pouvoir des riches. Les hommes riches, les gros propriétaires ont dans tous les tems trouvé des moyens de se soustraire à une juste contribution soit par leur ascendant ou leur crédit, soit par la crainte ou même par la séduction... » (40). Le commis de l'intendance, Mabru, s'exprime ainsi en 1788 : « Combien n'en est-il (de collecteurs) qui, guidés par des motifs de passion ou d'intérêt et étouffant dans leur cœur les sentiments de justice qui devraient les guider, n'ont d'autre base pour leurs opérations que des motifs criminels. Ici c'est un voisin, un parent, un ami qu'on veut favoriser ; là un ennemi dont on veut se venger ; ailleurs on veut ménager un homme qu'on prévoit devenir collecteur à son tour, et par qui l'on craindrait d'être augmenté » (41). Et l'intendant de Chazerat, lui-même, ne signalait-il pas, dans une lettre à Calonne du 15 août 1786 : « On se plaint de l'inégalité de la répartition entre les redevables des collectes : les gros propriétaires, les coqs de village emploient leur crédit auprès des collecteurs auxquels la répartition est confiée, et font rejaillir sur la classe moïene auprès des collecteurs les impositions qu'ils devront supporter » (42).

La tâche des collecteurs est, il est vrai, écrasante. Il leur faut jusqu'à trois années pour réunir les sommes inscrites à un seul exercice. Ils risquent leurs propres biens pour compenser le montant des cotes perdues ou pour payer « les frais qu'ils éprouvent de leur receveur » (43).

Le recouvrement est très onéreux. Dans chaque élection, il y a deux bureaux de recette et « une infinité de commis » (44). En 1788 les receveurs particuliers des finances sont portés sur

(40) Grimardias, *Réflexions d'un citoyen sur l'impôt* (26 août 1790), L. 991.

(41) Mabru, *Essai sur la nature et la répartition de l'impôt en Auvergne*. — Le syndic de Combronde, Dulin, écrit le 3 avril 1788 à la Commission Intermédiaire que les collecteurs, vexés par ceux qui les ont précédés, surchargent à leur tour ceux dont ils croient avoir à se plaindre, mais soulagent parents, amis et créanciers (4 C. 131). Des commissaires, envoyés à Monton en 1788 pour surveiller la répartition de l'impôt, rapportent les réclamations des tailles qui, ne sachant pas lire, craignent de ne pas pouvoir « porter les grosses cotes à leur taux » (Rapport du 11 janvier 1789, 4 C. 135).

(42) C. 3073.

(43) Voir le cahier de St-Saturnin (Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 306).

(44) Grimardias, *Réflexions d'un citoyen sur l'impôt*.

l'état général pour 78.568 l. (45). Mais avec les gratifications ils se font réellement 153.844 l. Les frais de contrainte s'élèvent à 80. 000 l. environ et les taxations des collecteurs à 159.963 l. : il s'agit donc d'un total de près de 400.000 l., c'est-à-dire du 17° de la masse générale des impositions (46).

L'enquête de 1788 sur le taux de l'impôt.

La question la plus importante est celle de la répartition et du poids réel de la charge fiscale. Les données fournies par les documents de l'époque sont à la fois confuses et incomplètes (47). Il ne peut s'en dégager qu'une impression fragmentaire et peut-être inexacte (48). Les agents du roi ne se souciaient guère de mettre en évidence des injustices, dont ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls auteurs responsables. Les chiffres avancés par les contrôleurs des vingtièmes eux-mêmes sont sujets à caution ; Chazerat affirme qu'ils « n'étoient pas appuyés sur des bases assez solides pour être assurés de leur exactitude » ; et l'intendant d'ajouter : « il est même des élections de cette généralité sur lesquelles il n'a été fourni aucun renseignement » (49).

En 1788, la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale d'Auvergne fit une enquête destinée à prouver les abus (50). Elle chargea les Bureaux intermédiaires des élections de rassembler les matériaux.

Le Bureau de Riom limita ses recherches à 40 paroisses tarifées, alors que l'élection comptait 139 collectes. Il établit que dans ces 40 localités « le seul montant des trois lignes » — il

(45) Rapport de Lebrun, du 11 juin 1790, au nom du Comité des Finances de la Constituante (Voir : *Moniteur*, t. IV, p. 603).

(46) A Malvières, selon le curé, les frais excessifs de perception expliquent la misère (Enquête des curés sur la demande de l'évêque de Clermont, en 1775, C. 930).

(47) Pour M. Marion, il est « impossible de tenir compte des inégalités prodigieuses de la charge fiscale selon les temps, selon les lieux, selon les individus » (*Les impôts directs sous l'ancien régime*, p. 120).

(48) La population des paroisses était mal connue ; le dénombrement par feu pêche vraiment par imprécision. Il y aurait avantage à se servir plutôt du nombre des cotes : mais on constaterait que ce nombre n'est pas toujours le même pour les impositions ordinaires et pour les vingtièmes.

(49) Lettre du 4 janvier 1772 (C. 3799). M. Marion a pu justement écrire que « les administrateurs du temps eussent été tout à fait incapables de répondre à bien des questions que nous sommes maintenant tentés de nous poser » (*Les impôts directs*....., p. 121).

(50) L'enquête fut entreprise le 14 mars 1788 (4 C. 90).

s'agissait de la taille, des accessoires et de la capitation — absorbait 11 s. 4 d. pour livre du produit du tarif (51). A première vue, le fardeau paraît exagéré, puisque le taux normal de la taille était de 4 s. pour livre et celui du deuxième brevet de 4 s. 3 d. Encore faudrait-il savoir de quelles collectes il s'agissait. A une autre critique qui pouvait lui être faite, le Bureau de Riom avait tenu à répondre par avance : « On nous objectera que ces tarifs furent dressés il y a trente ans : que depuis cette époque les biens ont beaucoup augmenté en valeur. Il est nécessaire de discuter cette observation, vû l'emploi qu'on ne cesse d'en faire pour augmenter sans cesse nos charges » (52). Le Bureau établit donc, d'après les prix inscrits sur les pancartes publiques, que le septier de blé avait valu en moyenne 14 l. 2 s. 9 d. $\frac{1}{2}$ de 1758 à 1772, et 14 l. 8 s. 2 d. de 1773 à 1787. Le vin n'aurait pas sensiblement renchéri. Tandis que les denrées augmentaient du 52^e de leur valeur, les impôts progressaient du 10^e.

De leur côté, les Bureaux d'Issoire et de Clermont s'efforcèrent de prouver que souvent le revenu tout entier allait au fisc (53). Dans l'élection d'Issoire, à Val-sous-Châteauneuf, « la proportion du taux général des impositions excède le produit des biens au moins d'un tiers ». A Vergougheon « le produit du bien de la paroisse est insuffisant pour payer les impôts du roy ». A Saint-Cirgues, c'étaient les 19 s. 3 d. pour livre. Dans l'élection de Clermont, les redevables versaient 18 s. 2 d. pour livre à Cournon, 18 s. 7 d. à Brousse-Montboissier, 19 s. 4 d. à Saint-Amant-Tallende, 1 l. 1 s. 7 d. à Durtol et à Saint-Jean-de-Glaine, 1 l. 2 s. à Auzelles, etc.

Même s'il s'agissait du revenu net, que signifiaient ces exemples ? Sur les 60 collectes tarifées que le Bureau de Clermont a examinées, beaucoup étaient cotisées à des taux infiniment moins élevés ; une vingtaine ne payaient que de 10 à 12 s. pour livre.

Aussi l'intendant Chazerat avait-il des arguments à opposer au mémoire de la Commission intermédiaire. Il écrivait à Versailles le 20 mai 1788 : « Je suis bien éloigné d'adopter les bases des calculs que la Commission emploie et encore plus de sanctionner par mon avis le résultat de ces calculs, dont les conséquences seroient que la province paie plus qu'elle n'a de revenus. La

(51) Le montant des trois lignes de ces collectes était de 117.914 l. 9 s. 3 d., le produit de leur tarif de 207.315 l. 0 s. 4 d.

(52) C. 3077.

(53) 4 C. 90.

Commission a pris pour base de ses démonstrations les tarifs introduits dans la province depuis environ cinquante-cinq ans ; une administration de dix-huit ans, ajoutée à mes services de premier président de la Cour des Aides pendant dix-sept ans, m'a convaincu que ces tarifs ne peuvent servir aujourd'hui qu'à établir tout au plus la proportion qui doit exister entre les contributions d'une paroisse tarifée, et non à démontrer celle entre le produit et l'imposition de cette collecte » (54).

Certes l'auteur de ces lignes ne devait pas être des mieux disposés vis-à-vis d'une Commission intermédiaire qui prétendait avoir un droit de regard sur la gestion de l'intendance. Mais il y a de fortes présomptions pour qu'un choix systématique ait effectivement présidé aux recherches des Bureaux. D'autre part, il faut reconnaître que l'examen des mercuriales paraît justifier les réserves de l'intendant. On peut se demander pourquoi le Bureau de Riom a établi ses moyennes en distinguant deux périodes, l'une avant et l'autre après janvier 1773 ? L'année 1772 fut une année de vie chère exceptionnelle. Il était trop habile de la placer dans la première période dont la moyenne se trouvait relevée artificiellement. En réalité, les prix des denrées montèrent sensiblement sous le règne de Louis XVI : la livre de pain de froment de première qualité valait à Riom, de 2 s. à 2 s. $\frac{1}{2}$ avant 1770, passait à 3 s. en 1780. Sur le même marché, le quintal de foin, qui n'avait jamais dépassé 2 l. 5 s. sous Louis XV, se vendit 3 livres à partir de 1780 (55). D'un relevé des pancartes portant sur les années 1746-1755 et 1778-1785, il résulte qu'à Issoire le prix du quintal de froment subit une hausse de 36 % (56). Si brutal qu'il fût, le renchérissement de la vie en 1789 ne fit qu'aggraver une situation déjà difficile (57).

Ainsi est-il prudent de se méfier des conclusions que la Commission intermédiaire tira de son enquête.

(54) Lettre du 20 mai 1788 (C. 3077).

(55) Voici les vicissitudes du prix du seigle : le septier de 200 livres valait : 9 l. 10 s. en sept. 1750, 10 l. en janv. 1752, 16 l. 5 en déc. 1772, 12 l. 16 en sept. 1777, 17 l. en avril 1778, 13 l. 7 en janv. 1780, 9 l. 5 en janv. 1781, 13 l. 10 en juill. 1783 (C. 70 à C. 172).

(56) Exemples : 1 l. en janv. 1746, 1 l. 17 en janv. 1751, 1 l. 4 en janv. 1755 ; d'autre part, 2 l. 18 en janv. 1778, 2 l. 8 en janv. 1780, 2 l. 10 en janv. 1784. Le relevé fut effectué par les procureurs-syndics d'Issoire le 2 octobre 1788 (4 C. 65).

(57) M. Ch. Lorain (*Les subsistances en céréales dans le district de Chaumont de 1788 à l'an V*, t. I, p. 209) a montré la montée analogue du prix du blé sur le marché de Chaumont, de 1777 à 1788, et la hausse brusque de 1789.

*Évaluation des revenus fonciers et de la part réellement
prélevée sur eux*

De toute manière, la documentation de l'intendance est tout à fait insuffisante ; on doit donc s'en remettre aux données établies à l'époque de la révolution (58).

Il ne faut pas regretter outre mesure de ne pas utiliser les circonscriptions d'ancien régime : à choisir les divisions administratives tracées en 1790, nous établissons nos calculs dans des cadres territoriaux mieux proportionnés et qui permettront des comparaisons avec les années suivantes (59). Entre la poussière des communes et les districts par trop vastes, le canton se présente comme une unité d'une étendue moyenne convenable.

La base démographique la meilleure est celle du recensement de 1790, effectué en vue des élections censitaires (60). De toute façon, la statistique des feux, habituelle à l'ancien régime, manque de précision (61). D'autre part les rôles de 1789, qui dénombrent les cotisés, n'existent que pour l'élection d'Issoire et ne concernent que les tailles (62).

Les revenus ne peuvent être évalués d'après les tarifs, qui remontent pour la plupart au milieu du XVIII^e siècle (63). La première estimation sérieuse date de 1791 : le conseil général du département, au moment de répartir le contingent de la contribution foncière, fit dresser un tableau des produits du sol (64). Mais les frais de culture n'ayant pas été déduits, les chiffres obtenus exprimèrent le revenu brut et non le revenu net : il s'agissait de 12.952.128 l. (65). Les administrateurs corrigèrent le

(58) Il n'existe guère de rôles des tailles pour 1789 et les années antérieures que dans le fonds de l'élection d'Issoire (*Arch. dép.*).

(59) Comment choisir les circonscriptions d'ancien régime aussi bizarrement dessinées que l'étaient les élections ? Les territoires des subdélégations étaient mieux tracés, mais de superficie encore par trop inégale. J. Reynouard a consacré à l'élection particulière et à la subdélégation de Besse un article dans la *Revue d'Auvergne* (t. XLI, 1927).

(60) L. 783.

(61) A combien d'habitants correspondait le feu ? Le nombre variait avec les régions.

(62) Il s'agit du fonds de l'élection (voir note 58).

(63) M. Sarrauste de Menthère (*La taille tarifée en Auvergne*) a dressé des tableaux permettant de constater que la plupart des tarifs furent établis entre 1734 et 1750.

(64) L. 1003. Les terres furent dénombrées par septérées de mille toises carrées ; dans chaque district, on distingua le produit des terres labourables, des prés et pâtures, etc., en Limagne et en Montagne.

(65) La critique de cette évaluation fut faite par les administrateurs du département du Puy-de-Dôme, dans une adresse du 17 fructidor an VI, au Conseil des Cinq-Cents (registre L. 240).

tableau à l'aide des rôles des vingtièmes, lesquels ne donnèrent qu'une somme de 9.194.410 l. (66). Une contre-épreuve s'imposait, lorsque les matrices foncières auraient été rédigées ; cette initiative revint aux dirigeants de l'an II, qui obtinrent pour l'ensemble du Puy-de-Dôme un total de 9.663.044 livres (67). « D'où il faut en conclure que deux opérations si différentes, dans leur mode, produisant cependant à peu près les mêmes résumés, justifient nécessairement leur exactitude... » : ainsi en jugera l'administration centrale du département en l'an VI (68). Certes de semblables évaluations appellent la circonspection. A tout prendre, la somme moyenne arrêtée en l'an II ne doit pas être très éloignée de la vérité.

Reste à éviter l'écueil, qui consisterait à comparer un revenu et un impôt, de dates très différentes. Il suffit de choisir le dernier exercice d'ancien régime : or, il n'y a aucun inconvénient à utiliser les brevets de 1790 qui furent copiés sur ceux de l'année précédente (69).

Ainsi a été tracée la carte des revenus fonciers (carte I), qui traduit — nous l'avons vu à l'Introduction — les aspects essentiels et les ressources rurales du département.

La carte des vingtièmes (carte II) a été établie pour montrer le poids de l'impôt par habitant (70). Les cantons de faible revenu foncier devraient être les moins chargés. Certes, les régions montagnardes du Forez et du Livradois sont relativement épargnées ; mais il est surprenant que Vollore et Augerolles, dont les revenus sont notablement inférieurs à la moyenne, subissent une charge supérieure à celle de Ravel et de Lezoux, qui font partie de la zone de forte production ; or les deux premières circonscriptions appartiennent à l'élection de Riom et les deux autres à celle de Clermont. Considérons d'autre part la région occidentale du département : les pauvres cantons de Pontgibaud, Pontaumur, Herment, Giat sont peu imposés, alors que les contrées aussi déshéritées de Menat, Pionsat, St-Gervais, Montel-de-Gelat supportent un fardeau, qui les classe dans les catégories au-dessus de la moyenne générale. Le plateau, qui s'étend

(66) Dans son adresse du 17 fructidor an VI, l'administration centrale du département affirmait que « la taxation des vingtièmes était en 1790 rigoureusement faite, que rien n'avait échappé aux recherches vigilantes des employés en cette partie » (L. 240). C'était s'avancer beaucoup.

(67) L. 1002.

(68) Registre L. 240.

(69) L. 983. On peut observer que les rôles de 1789 furent effectivement rédigés d'août à décembre 1788. Voir chap. III.

(70) Il ne s'agit bien entendu que des vingtièmes de biens fonds.

Carte II

Les Vingtièmes des biens-fonds (1790)

légende : 1/20^e par habitant

- 1/20^e et au dessus
- de 1/20^e à 2/20^e
- de 2/20^e à 1/10^e
- 1/10^e et au dessous

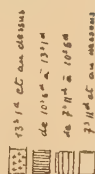
Canton : 269' 10d
Chaux 261' 5d
Mittlen 261' 7d
Aubère 261' 4d
La Roche 261' 3d
Planzot 261' 8d
Neuchâ 261' 3d
Les Marais 261' 3d



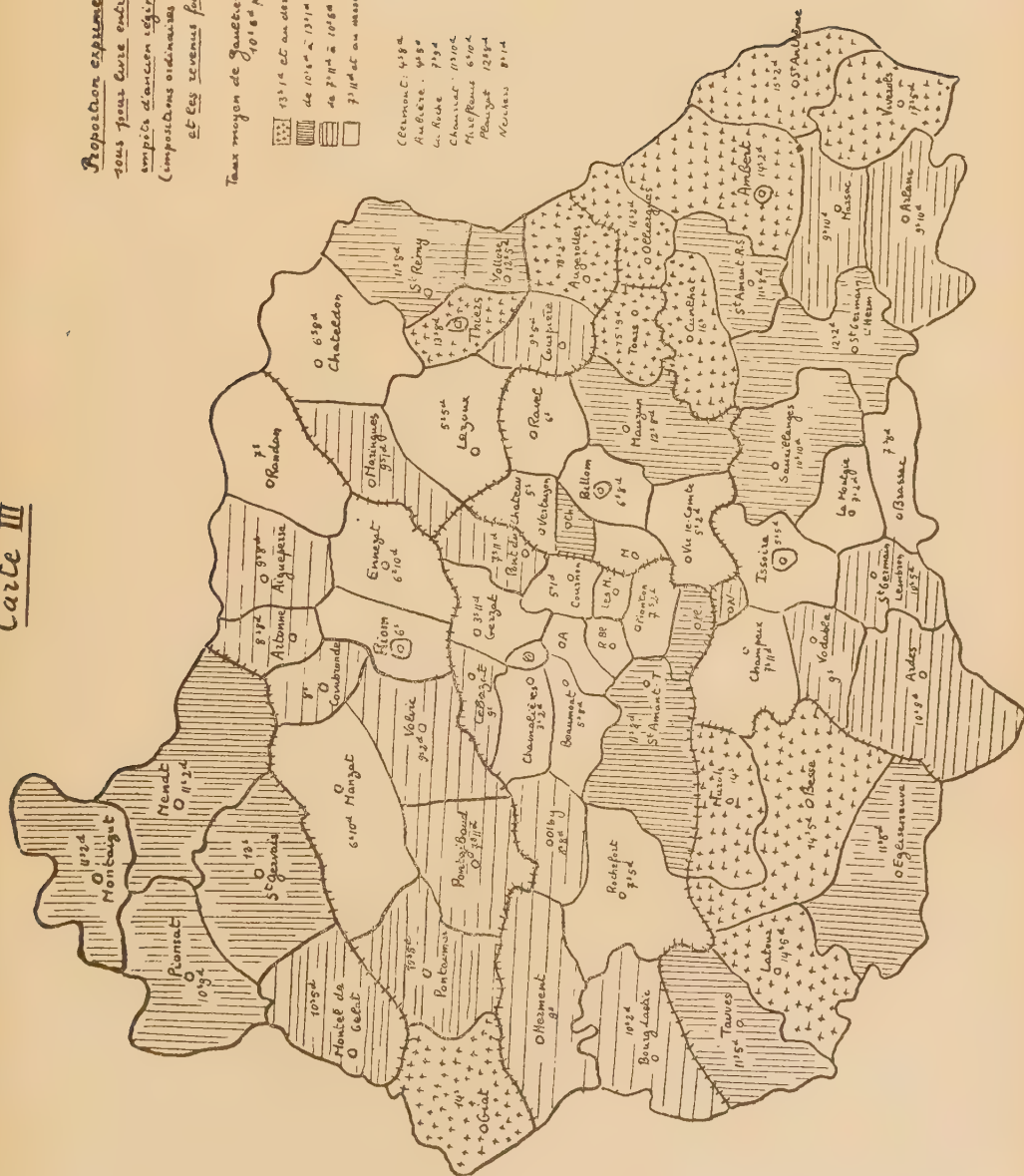
Carte III

Proportion exprimée en
sous pour livre entre les
impôts d'ancien régime
(impositions ordinaires et extraordinaires)
et les revenus fonciers

Taux moyen de Gaultier de Buayot:
1016 d. p. l.



Cernomont: 438d
 Aubière: 450d
 La Roche: 739d
 Chamurat: 1130d
 Thérèze: 630d
 Plangat: 1289d
 Neuchâ: 831d



de Montel à Menat dépend du Bourbonnais : c'est la Combrailles dont le marché le plus important, Montaigut, forme une enclave riomoise ; l'élection de Riom englobe également le pays de Pontaumur, Herment, Giat. On peut supposer que le taux des vingtièmes du Bourbonnais était plus élevé que dans l'élection de Riom ; à moins que la généralité de Moulins n'ait rejeté sur les collectes excentriques de son ressort une grosse fraction de son contingent. Cette dernière hypothèse serait vérifiée par la répartition troublante de l'impôt dans l'élection de Clermont : car il semble étrange que les riches cantons de Gerzat, Beaumont et Chamalières, voisins du chef-lieu, soient ménagés, alors que les populations peu fortunées de St-Amant-Tallende (71), Tauves et Latour paient beaucoup. Enfin, trait analogue et non moins saisissant : St-Germain-Lembron, moins productif qu'Issoire, subit une taxe plus lourde que le chef-lieu de l'élection.

Il serait facile de dresser une carte établissant le rapport entre les impositions ordinaires (taille, capitation) et la population. On verrait que les cantons les plus chargés appartiennent aux régions montagneuses du Forez et des Dorez : alors que la moyenne générale est de 6 l. 17 s. par habitant, on paie 10 l. 18 s. à St-Anthème, 9 l. 18 s. à Viverols, 9 l. 7 s. à Vollore, 8 l. 15 s. à Augerolles, de même 9 l. 2 s. à Besse, 9 l. 14 s. à Latour, 12 l. 6 s. à Murols etc. (72). Au contraire, les taux sont faibles dans les plaines : 5 l. 8 s. à Gerzat, 4 l. 13 s. à Aubière, 5 l. 3 s. à Beaumont, 5 l. 8 s. à Chamalières, autour de Clermont ; le long de l'Allier 5 l. 19 s. à Chateldon, 5 l. 9 s. à Lezoux, 6 l. 6 s. à Pont-du-Château, 6 l. 16 s. à Vertaizon, 5 l. 5 s. à Vic-le-Comte, 5 l. 8 s. à Issoire. D'étranges fantaisies : Mauzun, dont le revenu est très inférieur à celui de Billiom, subit une charge analogue ; moins riche que Cunlhat, St-Amand-Roche-Savine est taxé plus lourdement.

De là l'intérêt de la carte III, qui exprime en sous pour livre la proportion entre les impositions ordinaires et les vingtièmes des biens-fonds d'une part, le revenu, d'autre part. Nous avons admis le taux moyen avancé par Gaultier de Biauzat, dans sa brochure de 1788 : « Doléances sur les surcharges que les gens du peuple supportent en toute espèce d'impôts », soit 4 sous

(71) Le canton de St-Amant-Tallende s'étendait à peu près entièrement sur une montagne très ingrate (région de la montagne de la Serre, des lacs d'Aydat et de Guéry).

(72) Nous ne citons pas parmi les cantons montagnards malheureusement surchargés le canton d'Egliseneuve (13 l. 16) et le canton d'Ardes (9 l. 18), puisque la carte des revenus fonciers montre qu'ils étaient aisés.

pour la taille, 4 s. 3 d. pour les accessoires et la capitation, 2 s. 3 d. pour les vingtièmes (73). Nos calculs arrivent à un résultat tout à fait approchant (74).

On peut admettre quatre catégories de cantons :

1° les cantons dont le revenu élevé subit un fort prélèvement ; le nombre en est restreint : à peine peut-on citer Egliseneuve, dans la région du Mont-Dore, et Chauriat, au voisinage de l'Allier ; d'ailleurs la taxe d'Egliseneuve dépasse à peine la moyenne ;

2° les cantons riches faiblement imposés sont la majorité. De l'examen comparé des cartes I et III, il ressort que les Limagnes ne paient généralement l'impôt qu'à raison de 5 à 7 sous pour livre de leur revenu : ainsi 7 s. p. l. à Randan (19 l. 12), 6 s. 10 p. l. à Ennezat (31 l. 12) 7 s. 2 p. l. à Monton (34 l. 15) et même 3 s. 11 p. l. à Gerzat (35 l. 6), 3 s. 2 p. l. à Chamalières (40 l. 9). Le seul canton montagnard qui puisse entrer dans cette catégorie est celui de Manzat (75) ;

3° également nombreux apparaissent les cantons peu fortunés et lourdement chargés. Alors que les bassins, naturellement favorisés, échappent aux rigueurs du fisc, les contrées montagneuses déshéritées subissent les plus forts pourcentages d'impôts. Le Forez offre un exemple saisissant : 15 s. 2 d. p. l. à St-Anthème (16 l. 8), 17 s. 5 p. l. à Viverols (12 l. 19) etc. Considérons simultanément Augerolles et Cournon : le premier canton, forézien a un revenu foncier de 11 l. par habitant et son taux atteint 18 s. 2 d. ; de son côté Cournon, en Limagne, avec un revenu moyen de 43 l. 15 ne paie que 5 s. 1 d. Les massifs de l'ouest ne sont pas mieux traités que ceux de l'est : c'est le cas du plateau de Combrailles (Montaigut, Pionsat, St-Gervais, Menat), de la circonscription de Giat, des alentours du Mont-Dore (Tauves, Latour, Besse) ;

4° les cantons dont le revenu est inférieur à la moyenne et que le fisc ménage se comptent ; le principal groupe se localise autour de Riom (Aigueperse, Combronde, Volvic, Pontgibaud, etc.) ; par ailleurs quelques îlots : St-Germain-Lembron, Courpière, Marsac et Arlanc. Au reste cette situation favorisée ne doit

(73) Il est impossible d'évaluer, comme l'a fait Necker, la charge de la généralité de Riom à raison de 18 l. 16 s. par habitant (*Administration des Finances de la France*, 1785, t. I, p. 196). Rappelons que le chiffre moyen des revenus fonciers était de 18 l. 6 s.

(74) Ils donnent 9 s. 2 d. ; mais avec l'impôt des chemins et le don gratuit, nous arriverions à un total de 10 s. 6 d.

(75) Le canton de Manzat a du reste un revenu foncier de 19 l. 6 d.

pas faire illusion : seuls les cantons de Marsac et d'Arlanc sont vraiment pauvres ; encore paient-ils l'impôt dans une proportion bien voisine de la moyenne (9 s. 10 d.).

De ces indications, une impression d'ensemble se dégage avec netteté. Il n'y a aucune ressemblance entre la carte des revenus par habitant et celle du taux des impositions (I et III). Le plus souvent, les cantons riches inspirent le respect de leur richesse ; la pauvreté ne sait pas se défendre. Les chef-lieux des élections font bénéficier de leur mansuétude les terres qui les environnent ; les redevables éloignés ne peuvent faire entendre leurs doléances (76). Il ne saurait être question d'une égalité proportionnelle devant la charge fiscale. Le prélèvement sur le produit du travail rural accable d'autant plus les régions pauvres qu'il est léger dans la plupart des contrées fertiles. Il y aurait là une véritable progression à rebours.

Une étude de la répartition des impôts d'ancien régime entre les communes serait également probante. Voici quelques exemples choisis au hasard :

1° un canton de revenu médiocre (12 l. 19) et assez peu chargé (9 s. 10 d. p. l.), le canton de Marsac, qui comprend en son centre une partie de la plaine d'Ambert et dont l'ouest et l'est sont montagneux : les communes occidentales de Chambon et de Champétières sont les plus pauvres et aussi les plus chargées ; au contraire Marsac, sur la Dore, et Grandrif, à l'est, jouissent de revenus supérieurs et se trouvent épargnés (77) ;

2° le canton voisin de St-Germain l'Herm, tout entier compris dans le Livradois accidenté et boisé, subit une forte taxe pour ses maigres ressources (12 s. 2 d. p. l., 11 l. 14 s. par habitant) : des quatre communes de la région septentrionale, Fournols, la plus aisée, a les faveurs du fisc (78) ; dans le sud, les deux com-

(76) Nous avons vu (Introduction) que, sous l'ancien régime, on admettait parfois que la Limagne devait être avantagée. De fait, dans un mémoire datant de 1757, nous lisons déjà que 64 collectes montagneuses de l'élection d'Issoire payaient 224.115 l. de taille, tandis que 89 collectes en Limagne n'en payaient que 185.505 l. (C. 2818).

(77) Canton de Marsac :

Marsac	14 l. 18	par habitant, taux de...	5 s. 10 d.
Chambon	9 l. 8	—	... 17 s. 10 d.
Champétières	7 l. 13	—	... 1 l.
Chaumont	10 l. 17	—	... 10 s. 10 d.
Grandrif	17 l. 17	—	... 7 s. 5 d.

(78) Canton de Saint-Germain-l'Herm, partie septentrionale :

Echandelys	10 l.	par habitant, taux de...	18 s. 10 d.
Aix-la-Fayette	11 l. 6	—	... 12 s. 10 d.
Condat	11 l. 6	—	... 10 s. 8 d.
Fournols	12 l. 12	—	... 8 s. 8 d.

munes les plus avantagées par la nature, St-Germain-l'Herm et St-Bonnet-le-Bourg, bénéficient de la même mansuétude (79).

Le canton de Besse offre un exemple analogue : les seules collectes prospères, celles de Besse et de St-Diéry, gardent la majeure partie de leur revenu, tandis que les malheureux habitants du Valbelex et des Bains-du-Mont-Dore paraissent travailler pour le roi. Ses impôts payés, le paysan de Besse dispose encore de 12 l. 9 s. de bénéfice net, mais son voisin de St-Anastaise se contente de 1 l. 18 s. ; quant au redevable du Valbelex, il doit théoriquement chercher des ressources supplémentaires pour faire face aux exigences du collecteur (80) ;

3° fortuné, naturellement ménagé, le canton de Lezoux, entre Dore et Allier, présente les mêmes caractéristiques : sans doute, les différences sont moins choquantes, les revenus étant proches les uns des autres ; cependant on peut constater que la localité de St-Jean-d'Heurs, moins riche que celle de Seychalles, paie davantage ; d'autre part, rangés par ordre de grandeur décroissante en raison de leurs revenus, les villages de Bulhon, Lezoux et Culhat se trouveraient exactement dans l'ordre inverse s'il s'agissait du taux de leurs impositions (81).

(79) Ste-Catherine-de-Fraisse.	7 l. 5	par habitant, taux de	12 s. 5 d.
Fayet-Ronnaye	9 l. 4	—	10 s. 5 d.
St-Bonnet-le-Chastel ...	14 l. 2	—	12 s. 2 d.
St-Germain-l'Herm	16 l.	—	10 s. 2 d.
St-Bonnet-le-Bourg	18 l. 6	—	8 s. 10 d.

Les rôles des tailles de 1789 nous permettent de contrôler la justesse de ces données, par une comparaison de la charge moyenne par article, entre quelques collectes. Ainsi, les impositions ordinaires chargeaient les redevables de St-Bonnet-le-Bourg à raison de 36 l. en moyenne, ceux de St-Bonnet-le-Chastel à raison de 37 l. ; d'autre part, les taillables de Chambon acquittaient 39 l. et leurs voisins de Champetières 43 l. (*C. Fonds de l'élection d'Issoire*). Il suffit de se reporter aux tableaux de la note 77 et de la note présente pour constater une fois de plus que les localités les plus riches étaient les moins imposées.

(80) Canton de Besse :

St-Anastaise	3 l. 14	par habitant, taux de...	9 s. 5 d.
Bains-du-Mont-Dore	6 l. 12	—	18 s.
St-Pierre-Colamine	7 l. 12	—	1 l. 1 s.
Le Valbelex	7 l. 4	—	1 l. 15 s.
Courgoul	7 l. 6	—	14 s.
St-Diéry	19 l.	—	8 s. 6 d.
Besse	23 l. 10	—	9 s. 2 d.

(81) Canton de Lezoux :

St-Jean-d'Heurs	18 l. 4	par habitant, taux de...	5 s. 7 d.
Orléat	19 l.	—	4 s. 5 d.
Culhat	20 l.	—	7 s.
Lezoux	21 l.	—	6 s. 8 d.
Lempty	21 l. 14	—	4 s. 10 d.
Bulhon	23 l.	—	6 s. 3 d.
Seychalles	28 l.	—	4 s. 10 d.

Les rôles des impositions ordinaires et des vingtièmes n'indiquent pas les revenus des redevables ; de ce fait, l'évaluation de la charge réelle qui pèse sur ces derniers est impossible (82). Nous savons qu'à Ambert, Etienne Maignet payait 254 l. d'impositions ordinaires pour ses deux domaines d'Obignac et de Maidat ; Artaud de Blanval 214 l. 4 s. pour son domaine du chêne (83) : mais que signifient ces chiffres absolus ? De même, c'est à titre de curiosité qu'on relève les cotes de personnages en vue, comme le vicomte de Beaune qui devait 769 l. 6 à Plauzat ou comme Michel Monestier, inscrit pour 573 l. 2 à La Sauvetat (84).

Du moins, nous disposons des états publiés par la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale. Il ne faut pas oublier que les exemples ont été choisis pour démontrer la surcharge ; cependant, si leur valeur absolue est nulle, leur valeur comparative subsiste, contrôlée par les données précédentes.

En étudiant la répartition de l'impôt à l'intérieur d'un certain nombre de collectes, on constate d'abord que l'injustice varie en fonction directe de la surcharge. Cournon est un village riche et peu chargé : revenu moyen de 250 l. par famille et taux de 4 s. 6 d. p. l. (85). Or l'enquête de la Commission, qui tendait à ne retenir que des cas excessifs, a pu citer indistinctement des riches et des pauvres : les mineurs de Jean François Arnaud devaient 324 l. 8 sur 350 l. ; la veuve Faure était taxée 66 l. 10 sur 72 l. Mais déjà, on est frappé de la cote insolite de 58 l. 19, inscrite au nom de Marguerite Batisse, qui dispose seulement de 26 l. La disproportion semble plus systématique à Besse, bourg moins riche (100 l. de revenu par feu) et plus imposé (9 s. 2 d. p. l.) : Pierre Babeleuf, le redevable cité comme le plus pauvre, acquitte 8 l. 10 sur un revenu net de 7 l.

(82) D'ailleurs n'existent de rôles que pour l'élection d'Issoire (années 1788 et 1789) et quelques autres épars dans les fonds des districts pour 1790. On en a tiré partie dans la conclusion.

(83) Le revenu foncier de Maignet fut évalué à 200 l. en l'an V, et celui d'Artaud-Blanval à 2200 l. ; celui-ci était alors membre du Conseil des Anciens (L. 1041-1076). Voir la Conclusion et l'Appendice n° III.

(84) Le vicomte de Beaune devait exactement 333 l. 12 de taille, 180 l. 11 d'accessoires, 217 l. 13 de capitation et 36 l. 10 pour l'impôt des chemins. Un autre article portait 93 l. 10 au nom des métayers du domaine de Beaune ; d'autre part, les fermiers du vicomte de Beaune acquittaient 127 l. 5 « pour la directe des cens dus à la seigneurie ». Quant à Monestier, sa cote se décomposait en 200 l. de taille, 109 l. d'accessoires et 130 l. 8 de capitation ; ses vingtièmes se montaient à 111 l. 15 s. 3 d. (L. 3926-3932).

(85) Le chiffre de 250 l. par cotisé a été obtenu en multipliant par 4 le revenu de 61 l. par habitant.

tandis que Jean Souchayre, avec ses 1.000 l. ne doit que 413 l. 16 ; Pierre Echavidre est dix fois plus fortuné qu'Antoine Boudet et paie seulement six fois et demie plus (86). Presque misérable, Augerolles avec ses 50 livres de revenu par famille, est accablé à raison de 15 s. 5 d p. l. Comparons quelques cotes suggestives :

Jean Bourgis :	pour un revenu net de 20 l. doit 46 l. 7	taux de 2 l. 6 p. l.
Antoine Retru :	— 15 l. — 25 l. 13	— 2 l. 6 p. l.
Pierre Chosson :	— 25 l. — 31 l.	— 1 l. 4 p. l.
Gabriel Bussias :	— 38 l. — 27 l. 19	— 15 s. p. l.
Claude Thibert :	— 176 l. — 96 l.	— 11 s. p. l.
V ^e Gouttefanghas :	— 270 l. — 165 l.	— 12 s. p. l.
Chevaleirias frères :	— 386 l. — 236 l.	— 12 s. p. l.

Ce tableau montre la tendance de l'impôt à être inversement proportionnel au revenu (87).

L'arbitraire ressort également d'un examen des charges qui grèvent des revenus analogues. Disposant tous de 50 livres, Jean Pony, d'Alagnat, Jean Derne, de Busséol, Portail, d'Aubusson, François Fougère, de Brousse-Montboissier, Henry Roux de La Sauvetat versent respectivement 26 l. 4, 28 l. 4, 39 l. 17, 54 l. 12, 78 l. 10. Si l'on considère un revenu beaucoup plus important, de 400 livres par exemple, on peut noter que la veuve Ganne ne paie à Beaumont que 89 l. 7, tandis qu'à Authezat Guillaume Fage est taxé 222 l. 3, Jacques Archimbaud 233 l. à Blanzat, à Bagnols Jean Roux 324 l. et François Grégoire 361 l. Ces différences de traitement semblent vraiment extraordinaires (88).

Parfois, dans une même collecte, le taux varie d'un quartier à un autre. Ainsi à Auzelles, le quartier du Bourg est nettement défavorisé au profit du quartier Haut :

Annet Vacheron, du quartier Haut : 120 l. paie 95 l.

Antoine Chautard, du Bourg : 130 l. paie 164 l.

Claude Prulihère, quartier Haut : 160 l. paie 139 l.

François Chautard, du Bourg : 153 l. paie 187 l.

Jean Dissard, quartier Haut : 200 l. paie 159 l. 13.

Chr. et J. Deschamps, du Bourg : 204 l. paient 224 l., etc. (89).

(86) Pierre Echavidre, pour 900 l. de revenu, paie 274 l. 18 et Antoine Boudet, pour 90 l., paie 43 l. 7 (4 C. 95).

(87) 4 C. 95.

(88) 4 C. 95.

(89) 4 C. 95.

En somme, ce que le contrôleur général L'Averdy écrivait le 28 mars 1767 à l'intendant d'Auvergne s'applique fort bien aux années qui précèdent immédiatement la révolution : « L'injustice et l'inégalité de la répartition de la taille, la partialité qui règne toujours dans la confection des rolles de la part des collecteurs qui sont chargés de les faire, occasionnent dans la province d'Auvergne les mêmes inconvénients et les mêmes plaintes que dans toutes les autres généralités du royaume » (90). On peut faire observer que les vingtièmes n'étaient pas sensiblement mieux répartis que les impositions ordinaires ; d'autre part, la responsabilité n'était pas limitée aux seuls collecteurs : l'arbitraire existait à tous les échelons, depuis l'établissement du brevet, dans la distribution de la charge générale entre les intendances, jusqu'au « département » entre les élections, et à l'intérieur de celles-ci entre les collectes. La pratique, du haut en bas, consistait à décharger ceux qui avaient du crédit ou de la fortune, au détriment des moins influents et des plus pauvres : à ce point de vue l'Auvergne pouvait se plaindre d'être défavorisée par rapport à d'autres généralités (91). Mais la charge de la province n'était pas, par elle-même, insupportable : un taux moyen de 10 sous pour livre n'aurait pas pu alimenter tant de doléances, si cette part contributive avait été exactement demandée à chaque redevable. Les exemptions des privilégiés ne suffirent pas à expliquer toutes les inégalités ; il faut tenir compte essentiellement des mauvais procédés de « répartition ». Les chiffres, à première vue, invraisemblables, que la Commission Intermédiaire a produits, ne révèlent après tout que les cas les plus remarquables de surcharge ; mais les avantages, dont bénéficiaient les contrées fertiles et les propriétaires à l'aise, auraient pu tout aussi bien être cités comme des anomalies : on comprend que les commissaires de 1788 aient répugné à faire état de faveurs injustes. En fait, mieux que la surcharge globale, c'est le dégrèvement des uns qui cause l'écrasement des autres.

La taxation des revenus mobiliers

Nous avons montré (92) comment les habitants de l'Auvergne vivaient presque tous des produits ruraux, mais trouvaient dans de petites industries à domicile, nombreuses et assez variées,

(90) C. 2830.

(91) Voir chap. I, p. 3.

(92) Introduction.

un complément de ressources, qui leur permettait précisément d'acquitter leurs cotes foncières. Il était sans doute fort difficile d'évaluer les profits de ce menu artisanat et du colportage. Cependant certaines agglomérations étaient connues pour concentrer fabriques et métiers. Or les vingtièmes d'industrie ne s'élevaient en 1789 qu'à la somme singulièrement minime de 21.704 livres, pour le territoire du futur département du Puy-de-Dôme. La ville de Clermont payait 7.897 l., soit 6 s. 5 d. par habitant ; venaient ensuite, par ordre d'importance, Thiers avec 2.587 l. (3 s. 2 d.), Riom avec 1.671 l. (2 s. 8 d.), Ambert avec 909 l. (3 s. 2 d.), Maringues avec 645 l. (3 s. 10 d.), Billom avec 523 l. (2 s.), Issoire avec 364 l. (1 s. 5 d.) etc. Des chiffres si faibles ne peuvent donner l'impression d'une charge, alors que les sept villes énumérées rassemblent les deux tiers du montant de cet impôt mobilier (93). Si l'Ancien régime avait admis, depuis Vauban, qu'il fallait renoncer à vexer et même à inquiéter la classe industrielle, le cas de la Basse-Auvergne suffirait à prouver que la politique du moindre effort avait brillamment réussi (94).

Quant aux offices et droits, ils fournissaient un contingent modique de 11.059 l. ; à ce titre, la basoche riomoise versait au fisc 2.355 l. (95).

Par ailleurs il existait un certain nombre de taxes, qui frappaient encore les revenus mobiliers, mais dans une mesure impossible à déterminer. Dans cette catégorie on peut ranger les 46.843 l. dues par Clermont, pour son abonnement à la taille, les 39.427 l. acquittées par l'ensemble des privilégiés d'Auvergne — dont les robins — au titre de la capitation, les 189.080 l. que représentait le don gratuit tant des taillables que des privilégiés (96). Ainsi dans l'élection de Clermont le don gratuit se montait à 553 l. 10 pour les officiers de la Cour des Aides, à 260 l. 5 pour les secrétaires du Roi, à 825 l. 3 pour les officiers de judicature, etc.

En définitive, la levée d'impôts sur les professions libérales, industrielles et commerciales n'était pas sérieusement organisée avant 1789.

(93) L. 983.

(94) M. Marion, *Les impôts directs sous l'ancien régime*, pp. 22 et 70.

(95) L. 983.

(96) 4 C. 21. Situation présentée à l'Assemblée provinciale par le procureur-syndic Reboul.

CHAPITRE II

L'Assemblée provinciale d'Auvergne

En présence d'une situation financière désespérée, la monarchie était incapable de s'imposer par la pratique d'une sorte de despotisme éclairé et craignait les Etats Généraux. Elle s'arrêta à la réforme administrative de 1787. Mais les Assemblées Provinciales, créées par Brienne, oseraient-elles en particulier s'attaquer à la fiscalité royale, dont les vices autorisaient les plus violentes critiques ? (1)

Composition et pouvoirs de l'Assemblée Provinciale d'Auvergne

Une assemblée provinciale pour l'ensemble de la généralité de Riom ; cinq assemblées d'élection ; une assemblée municipale par paroisse : telle fut la hiérarchie établie.

La moitié des membres de l'Assemblée provinciale serait désignée par le roi et l'autre par cooptation. Le Tiers aurait autant de voix que les nobles et les clercs réunis, mais la présidence appartiendrait à un privilégié. Pas de curés à portion congrue, mais seulement des membres du haut clergé ; autour de La Fayette, quelques nobles libéraux, mais une majorité de barons qui émigreront dès le début de la Révolution (2). La Fayette aurait désiré la présidence, mais le gouvernement lui préféra de Montagu, vicomte de Beaune ; ce lieutenant-général des armées du roi sera

(1) P. Renouvin, *Les Assemblées provinciales de 1787* (1921).

(2) Le règlement du 23 juin 1787 fixait le mode de nomination des membres de l'Assemblée.

des premiers à passer la frontière (3). Les députés du Tiers étaient pour la plupart des bourgeois (4). Les assemblées d'élection ne représentaient pas davantage les artisans et les paysans (5). Quant aux assemblées municipales, elles ne comprenaient le plus souvent que des membres ignorants, au reste peu soucieux d'assumer une tâche non rémunérée.

Les règlements de 1787 placèrent l'Assemblée provinciale sous la surveillance de l'intendant, commissaire du roi (6). Elle n'eut aucun pouvoir de décision en matière de répartition des impôts (7). Les officiers du roi continueraient, comme par le passé, à fixer la part contributive de chaque élection. Certes, les Bureaux intermédiaires des Assemblées d'élection distribueraient la charge entre les paroisses ; mais ce pouvoir était en fait bien limité par l'étroitesse du cadre de la circonscription (8). De même, le droit accordé aux municipalités de répartir les impositions entre les redevables et celui de surveiller les collecteurs n'avaient pas une grande portée pratique.

La session du mois d'août 1787

Le règlement définitif n'était pas encore arrivé à la connaissance de l'assemblée quand elle se réunit pour la première fois. A la séance du 19 août, un membre proposa que les assemblées d'élection fissent « une estimation des différens biens » en recensant la population et le bétail. L'assemblée se rendit compte de l'inanité d'un pareil travail : suffit-il de connaître le nombre des

(3) Sur le rôle de La Fayette, voir un article de la *Revue rétrospective*, 1894, p. 295.

On peut suivre le vicomte de Beaune, émigré, dans Champfour, *La coalition d'Auvergne*, Riom, 1899.

(4) L'organe exécutif de l'Assemblée comprenait une Commission de 4 membres dont 2 privilégiés, la Commission intermédiaire et deux procureurs syndics. Le procureur syndic des ordres privilégiés, comte de Lastie, seigneur de Lescure, sera guillotiné en l'an II (Bonnetoy, *Adm. civile dans la province d'Auvergne*, I, p. 305). Le procureur syndic pour le Tiers était le maire de Clermont, Reboul, seigneur de Villars, ancien lieutenant général du Présidial ; il avait siégé aux notables (Mège, *Les premières années de la Révolution en Auvergne*, p. 5).

(5) L'Assemblée de l'élection de Clermont fut présidée par Pons de la Grange, vicaire général du diocèse, qui émigra dès 1790. Le comte de Laqueuille, qui dirigea les travaux de l'assemblée riomoise, lisait et admirait les Encyclopédistes, à en croire Montlosier (*Mém.*, II, p. 302) ; mais, élu aux Etats Généraux, il quittera la Constituante et passera également la frontière.

(6) Règlement royal sur l'Assemblée provinciale d'Auvergne du 8 juillet 1787 et Règlement fait sur les fonctions des Assemblées provinciales (5 août).

(7) Renouvin, *op. cit.*, p. 135.

(8) Renouvin, *op. cit.*, p. 108.

feux et le cheptel d'une collecte pour asseoir l'impôt avec exactitude ? (9).

L'opinion fut déçue : Legrand d'Aussy, dans son *Voyage d'Auvergne*, nous la montre déjà sceptique sur l'utilité des créations de Brienne et le vicomte de Beaune signale « une fermentation dans l'esprit du peuple » (10).

Les « Instructions interprétatives » de novembre 1787

Pour calmer l'agitation, suscitée d'ailleurs par les privilégiés, le pouvoir royal publia un règlement d'apparence plus libérale. L'assemblée d'Auvergne formera un bureau de l'impôt ; « elle remplira les intérêts de Sa Majesté en proposant le mode de répartition le plus juste et le moins dispendieux » ; l'intendant mettra donc à la disposition de l'assemblée une copie du brevet général de 1788 ; il la secondera dans ses efforts pour réaliser « la proportionnalité » de la charge fiscale (11). Malheureusement les Instructions ne fournissaient aucune arme à l'assemblée pour vaincre la résistance éventuelle de l'intendant. Par contre, elle dissimulaient mal la manœuvre qui consistait à offrir à l'assemblée un abonnement aux vingtièmes, tout en spécifiant : « pourvu qu'il corresponde aux ressources réelles » (12). En somme la province recevait la garantie d'une fixité ultérieure de cet impôt, mais l'avantage était acquis au prix d'une augmentation immédiate (13). D'autre part, sous prétexte d'étendre les prérogatives des assemblées d'élection, le roi confiait à leurs Bureaux intermédiaires le soin de répartir la capitation des privilégiés (14). C'était enlever ces rôles aux assemblées municipales, trop nombreuses aux yeux des privilégiés, qui pouvaient malaisément les tenir.

La session de novembre-décembre 1787

A la séance d'ouverture, le vicomte de Beaune attire immédiatement l'attention de l'assemblée sur la question des vingtièmes. Il précise la pensée de Sa Majesté : « Elle veut bien agréer les offres qui pourroient lui être faits d'une fixation déterminée,

(9) 4 C. 20.

(10) Cité par Mège, p. 6-7 de son *Assemblée provinciale*, et par Renouvin, p. 161 ; cf. également Renouvin, *op. cit.*, p. 136.

(11) Instructions concernant l'Assemblée d'Auvergne, p. 67 et 74.

(12) 4 C. 21.

(13) M. Renouvin l'a bien montré, *op. cit.*, p. 145.

(14) Instructions, *ibid.*, p. 65.

pourvu néanmoins que ces offres fussent relatives à l'aperçu qui résulteroit de l'exécution de ses ordres, par l'exacte perception de cet impôt » (15). La province pouvait supporter 2.038.000 livres de vingtièmes, dont 231.000 seraient à la charge des biens ecclésiastiques (16). Du reste la tâche de l'assemblée consistait encore « à établir une juste répartition dans les impôts, protéger leur recouvrement, en écarter les vexations... améliorer les revenus en allégeant, s'il est possible, la charge publique » (17). Mais les « Instructions interprétatives » vont être lues par l'intendant, le 12 novembre, et les espoirs exagérés ne seront dès lors plus permis.

Le procureur-syndic du Tiers, Reboul, présenta les conclusions du bureau de l'impôt sur les chiffres de l'année 1788. Il en ressortait que les vingtièmes représentaient la somme de 1.441.993 livres, très inférieure à celle que l'abonnement supposerait. Le rapporteur énuméra avec complaisance les gratifications offertes au personnel des finances (18). Le 21 novembre, La Fayette vint encore, au nom du bureau de l'impôt répondre à la proposition d'abonnement : à n'en pas douter l'adoption de ce système procurerait à l'Auvergne une recette « moins dispendieuse », mais l'augmentation demandée était une contre-partie « exorbitante » ; pour en justifier le montant, les services de l'intendance s'étaient bornés à vérifier 120 collectes, choisies parmi les plus riches ; une évaluation plus exacte permettrait de ramener les vingtièmes à 1.297.784 livres, déduction faite des frais de perception (19). Bien mieux La Fayette inspira une résolution, dont les « termes secs » traduisaient les sentiments de la très grosse majorité de l'assemblée (20) : il était fait un triste tableau de la « situation déplorable et vraiment critique de l'Auvergne », pour amener cette conclusion que « non seulement un surcroît de taxes seroient physiquement impossible, mais la continuation des impôts actuels de l'Auvergne seroit évidemment injuste et destructive » (21).

La réponse de Versailles ne pouvait être douteuse. Mais La Fayette tenait à confirmer l'assemblée dans la conviction de la

(15) 4 C. 20.

(16) 1.441.993 livres en 1787 ; voir ci-dessus p. 4.

(17) 4 C. 21.

(18) 3.000 livres servaient au paiement des commissaires chargés de recueillir les plaintes des paroisses.

(19) Procès-verbal de l'Assemblée provinciale, p. 185.

(20) Mège, *Les premières années de la Révolution*, p. 25 et Renouvin, *op. cit.*, p. 167.

(21) 4 C. 21.

justesse de ses vues. Sur ses instances, les bureaux de l'impôt et du bien public vinrent encore présenter de nouveaux arguments (22). La généralité de Riom « est entourée de douanes et subit les fléaux naturels qui sont l'apanage de toutes les régions montagneuses » ; elle paie « un quinzième de la masse générale des impositions du royaume » (23). On peut affirmer « en frémissant que plusieurs collectes paient la taille à raison de 17 sous, 16 sous et les plus modérés à 14 sous » (24). Cette « surtaxe prodigieuse » est due « au nombre inconcevable de privilégiés », aux abonnements des villes, aux « cottes foraines » (25).

Mais l'assemblée n'était nullement soucieuse de demander l'égalité fiscale (26). Il fut seulement convenu que la répartition de l'impôt pourrait être contrôlée par les Bureaux intermédiaires des assemblées d'élection « en cas d'abus dénoncés et reconnus importants » (27). On admit aussi que le recouvrement gagnerait à être confié à des collecteurs moins nombreux et désignés « à bail au rabais sous valable caution » (28). Il ne fut question ni d'un cadastre, ni d'une méthode quelconque d'évaluation sérieuse des revenus (29).

Les accessoires de la taille, dont la destination échappait, subirent les véhémentes critiques du particularisme provincial. Mais les privilégiés de l'assemblée firent la conspiration du silence autour de la capitation. Parce qu'il était impossible d'affaiblir l'action des officiers royaux, en donnant aux Bureaux intermédiaires le droit de viser les contraintes, on fit le procès des pratiques répressives en vigueur.

Ces vues manquaient de largeur. Le Contrôleur général Lambert entendit donner à l'assemblée un avertissement et une leçon. L'intendant vint, le 6 décembre, lire une note dans

(22) Le 1^{er} décembre, rapport du bureau de l'impôt ; les 3 et 6 décembre, rapports du bureau du bien public ; cf. *Correspondance de La Fayette*, 1837.

(23) Il y avait là exagération manifeste ; d'ailleurs, chaque Assemblée provinciale affirmait que la province qu'elle représentait était plus chargée que ses voisines (Renouvin, *op. cit.*, p. 187).

(24) Dans un mémoire de 1763, l'intendant Ballainvilliers avait affirmé que les trois quarts des habitants n'étaient pas en état de payer 3 livres.

(25) M. Renouvin n'a pas signalé ce point ; voir *op. cit.*, p. 198-199.

(26) Renouvin, *op. cit.*, p. 197.

(27) Arrêté du 1^{er} décembre, 4 C. 21 ; c'était le système du Poitou ; cf. Renouvin, *op. cit.*, p. 200.

(28) Cette proposition fut transmise par les Assemblées d'élection de Riom et de Saint-Flour.

(29) Le cadastre fut proposé en Alsace, cf. Renouvin, *op. cit.*, p. 199. On proposait seulement de réunir en un seul rôle les impositions portées sur plusieurs lignes, simplification qui n'était pas par elle-même un remède.

laquelle le pouvoir royal démontrait l'exactitude de ses calculs et justifiait la somme exigible pour prix de l'abonnement. « En général, les petits propriétaires paient à peu près dans une proportion exacte. Sa Majesté connoit les classes de ses sujets qui, dans la province d'Auvergne ont su se soustraire à une partie de la contribution qu'ils auroient dû acquitter, mais Elle fera exécuter la Loi à l'égard de tous les propriétaires indistinctement ». Le Contrôleur général repoussait ensuite les attaques dirigées contre le fisc : « Elle (S. M.) protégera tous les agents de l'Administration qu'elle jugera à propos d'employer à ces travaux, et fera respecter son autorité » (30). L'abonnement n'eût pas désavantagé ceux qui payaient déjà dans la proportion de leurs revenus. D'ailleurs l'assemblée s'était « écartée des fonctions que le Roi lui avoit permis d'exercer », lorsqu'elle avait demandé une diminution des impositions.

Le 11 décembre, avant de se séparer, l'assemblée adopta le texte d'une réponse que certains attribuent à La Fayette (31). Elle manifestait sa volonté « de persister dans ses sentiments qui ont formé le fonds de sa délibération » ; elle invoquait pathétiquement la misère de la population, l'émigration forcée de tant de malheureux ; elle reiterait sa première proposition.

Les choses auraient pu en rester là. Mais le gouvernement témoigna sa mauvaise humeur en censurant certaines expressions imprimées au procès-verbal des séances. Ainsi le mot « illégalement », employé à propos de la levée des impositions, fut remplacé par le mot « inégalement » (32).

Le 1^{er} janvier 1788, La Fayette écrivait à Washington : « Je suis revenu de l'Assemblée provinciale où j'ai eu le bonheur de plaire au peuple et le malheur de déplaire au gouvernement à un très haut point. Le ministère demandait une augmentation de revenus ; notre province est du petit nombre de celles qui n'ont rien donné ; elle s'est exprimée d'une manière qui a été fort mal prise » (33). Certes le rôle que le plus représentatif des « Américains » joua en l'occurrence dut singulièrement déplaire au monarque, qui lui retira sa lettre de service dans l'armée (34).

(30) 4 C. 21.

(31) *Mémoires et Correspondance de La Fayette*, 1837, t. I, p. 462.

(32) Mège, *L'Assemblée provinciale d'Auvergne*, p. 96 à 108 ; Renouvin, *op. cit.*, p. 153.

(33) Cité par Mège, *Les populations de l'Auvergne à la veille de la Révolution*, p. 213 ; La Fayette, *Mémoires et Correspondance*, I, p. 485.

(34) A. Mathiez, *La Révolution française* (Colin), I, p. 33.

Mais La Fayette avait l'ambition de se mettre en vue, tandis que l'assemblée manifestait un souci extrême de conservation sociale. Il y avait peut-être désir commun de fronder le régime ; l'atmosphère n'en était pas moins peu propice à de vraies réformes. Aussi la session de 1787 a-t-elle été sévèrement jugée (35).

(35) Par M. Renouvin, ainsi que par Mège, *Les premières années de la Révolution*, p. 33.

CHAPITRE III

L'œuvre de la Commission et des Bureaux intermédiaires

Attributions de la Commission intermédiaire et des Bureaux

L'Assemblée provinciale ne sera plus convoquée. Les assemblées d'élection se réuniront encore au mois d'octobre 1788. Ce sont les actes de la Commission et des Bureaux intermédiaires qui comptent désormais : siégeant en permanence, ces petits comités pourraient, si le pouvoir royal y consentait, développer une activité intéressante.

Jusqu'au 25 août 1788, le ministère Brienne-Lamoignon tient tête aux privilégiés et défend la réforme administrative qui est son œuvre ; il élargit les pouvoirs de la Commission et des Bureaux intermédiaires. Mais la réaction nobiliaire impose le ministère Necker qui n'attend rien des Assemblées provinciales et de leurs organes exécutifs ; c'est aux Etats généraux qu'on va faire appel.

L'arrêt du Conseil, signé le 4 août 1787, avait autorisé les Commission et Bureaux intermédiaires à présenter des observations sur la répartition de la taille et même à opérer celle-ci entre les collectes, d'accord avec l'intendance et les élus. Les Instructions de novembre 1787 confirmèrent simplement ces dispositions. Mais au printemps de 1788, Lamoignon frappa les Parlements et les anciennes juridictions fiscales ; l'édit du 8 mai, qui supprimait les élus, augmenta l'autorité des Bureaux intermédiaires (1). Le roi autorisa ensuite les Commissions intermédiaires

(1) Renouvin, *op. cit.*, p. 258.

res à préparer la répartition des vingtièmes de 1789 et à s'occuper des décharges pour l'exercice courant (2). Enfin les arrêts des 8 et 10 août donnèrent aux procureurs-syndics des Bureaux intermédiaires un droit de regard sur les contraintes et chargèrent expressément les Commissions intermédiaires de vérifier les rôles rédigés par les municipalités (3). C'est alors que Necker remplaça Brienne. La Commission intermédiaire d'Auvergne félicita le banquier genevois, mais le Directeur général des finances allait travailler contre elle (4). Si les assemblées d'élection tinrent leur session annuelle d'octobre, les Assemblées provinciales ne furent pas convoquées (5). Un arrêt du 18 octobre décida que le personnel des vingtièmes établirait les rôles de 1789 (6). Les officiers d'élection furent rappelés, en même temps que les Parlements et retrouvèrent leurs anciennes attributions, en particulier le visa des contraintes (7). Ainsi le pouvoir royal revint sur les concessions qu'il avait faites.

Bien que leur compétence soit étroitement limitée, les membres de la Commission et des Bureaux intermédiaires se remuent beaucoup. Sans cesse réunis, ils correspondent avec Tarbé, avec le vicomte de Beaune et avec La Fayette (8). Le président de l'Assemblée provinciale fait des démarches auprès des bureaux du ministère ; d'ailleurs il n'oublie pas la cause des privilégiés, puisqu'il demande à Necker le rétablissement des Etats Provinciaux dans leur forme ancienne (9). Quant à La Fayette, il est bien placé pour renseigner ses amis d'Auvergne sur la situation générale du royaume, mais ses lettres montrent que les questions fiscales le préoccupent peu.

(2) Arrêts du 31 mai et du 30 juin 1788 ; Renouvin, *op. cit.*, p. 292 et 293.

(3) Bibl. municipale de Clermont, A. 10583-3.

(4) Lettre du 25 août 1788, (4 C. 24).

(5) Arrêt du 15 octobre ; Renouvin, *op. cit.*, p. 334.

(6) Renouvin, *op. cit.*, p. 293.

(7) Le 28 octobre.

(8) Le vicomte de Beaune ne présidait pas la Commission intermédiaire comme Fr. Mège l'a prétendu.

Tarbé était le premier commis de l'intendant des finances Blondel, qui avait dans son département les impositions directes.

La Fayette n'a pu participer aux travaux de l'Assemblée provinciale à l'automne de 1788, puisqu'il n'y eut pas de session cette année-là. (Cf. J. Kayser, *La vie de La Fayette*, N. R. F., 1928, p. 104).

(9) Renouvin, *op. cit.*, p. 344.

*L'Enquête de la Commission intermédiaire sur la surcharge
de la province*

L'arrêt du 4 août 1787 condamnait la Commission intermédiaire à l'inactivité pendant le premier semestre de l'année 1788 (10). Elle entreprit de constituer un dossier sur les impôts dont le poids provoquait tant de plaintes. Le 28 janvier 1788, les procureurs syndics provinciaux demandèrent aux Bureaux intermédiaires de dresser des tableaux comparatifs par collecte des charges et revenus (11).

Le Bureau intermédiaire de Clermont rédigea d'abord une formule de renseignements ; il désirait « des détails vrais et circonstanciés de la dépopulation des habitants, de l'abandon des héritages, de la suspension de cultures et de la disproportion de l'impôt avec le revenu » (12). Les procureurs syndics de l'élection choisirent 60 collectes tarifées, affirmant que cette documentation était suffisante « pour mettre dans la plus grande évidence la surcharge extrême de l'élection tant dans les pays de Limagne que dans ceux de grande et petite montagne » (13). Il avait fallu adopter les chiffres consignés au greffe et le Bureau de Riom avait également montré les difficultés d'une enquête parmi les paysans (14). Aussi la Commission suggéra le dépouillement des plumitifs de rôles (15). Mais les Bureaux remirent leurs états sans pousser plus loin les recherches (16). Ils s'accordaient à déplorer la misère des campagnes ; ils voyaient dans l'émigration une cause essentielle d'appauvrissement. Malheureusement leurs calculs reposaient sur des données discutables et leurs conclusions nous ont paru sujettes à caution (17).

(10) Les règlements prescrivaient l'expédition des rôles d'août à décembre chaque année.

(11) 4 C. 474. Le vicomte de Beaune suggéra cette enquête, le 19 janvier (4 C. 107).

(12) 4 C. 474 et 4 C. 93.

(13) Rapport présenté le 8 mars 1788 (4 C. 474).

(14) Note du Bureau de Riom, 22 février 1788 (4 C. 93).

Un certain nombre de syndics et même de particuliers s'intéressèrent à la question. Dulin, syndic de Combronde, rédigea deux mémoires (15 février et 3 avril, 4 C. 131). Les municipaux de Chapdes-Beaufort et de St-Jean-des-Ollières donnèrent également leur avis (4 C. 130 et 4 C. 138).

(15) Circulaires du 14 mars et du 4 avril (4 C. 23).

(16) Le Bureau de Riom le 10 avril (4 C. 90), celui de Clermont le 29 avril (4 C. 93), etc.

(17) Voir à ce sujet la lettre de Chazerat à l'intendant des finances Blondel, 20 mai 1788 (C. 3077) ; nous en avons déjà fait état p. 14.

Du moins la Commission intermédiaire eut-elle « la satisfaction de procurer quelques adoucissements aux contribuables » ? (18).

Le « département » de la taille de 1789

Chaque année, d'août à décembre, les rôles de la taille étaient arrêtés pour l'exercice suivant. Dès le 4 avril 1788, la Commission demandait aux receveurs des tailles communication des doubles de leurs plumitifs (19). Au 1^{er} juillet elle ne les avait pas encore et les réclamait à nouveau. Le secrétaire provincial dressait une carte des collectes (20). De leur côté, les procureurs syndics s'employaient auprès du contrôleur général pour obtenir une diminution (21). Mais Lambert adressa, le 22 juillet, un brevet général identique à celui de l'année précédente (22). La Commission céda aussitôt en déclarant « qu'elle ne pouvoit avoir une connaissance suffisante des forces respectives des différents départements pour pouvoir rien changer à la répartition des impôts » (23). Le 17 août, les « commissions » étaient envoyées à Versailles aux fins d'examen (24). Elles devaient revenir à la fin de septembre et déjà Necker pressait les Bureaux intermédiaires, chargés d'établir les « mandements » (25) ; il leur rappelait même à plusieurs reprises qu'un délai de deux mois était fixé pour l'expédition de ce travail (26). A n'en pas douter, le Directeur général était mal disposé à l'égard des corps administratifs créés en 1787. Il signalait complaisamment les inquiétudes des receveurs généraux des finances et il ne se priva pas de dénoncer bientôt « la lenteur des Bureaux intermédiaires à terminer les opérations du département » (27).

La Commission intermédiaire refusa de remettre une expédition des mandements au bureau des finances de la généralité ;

(18) Mège, *Les premières années de la Révolution*, p. 76.

(19) 4 C. 23.

(20) 4 C. 23.

(21) Lettre du 6 mai 1788 (4 C. 23).

(22) 4 C. 107.

(23) 4 C. 23. Le 13 août, les membres du Bureau de Brioude écrivaient : « Nous voyons avec peine qu'au moment où nous approchons de l'assiette des tailles nous n'avons aucun principe certain pour parvenir à l'égalité qui contribue à alléger le poid de l'impôt » (4 C. 91).

(24) 4 C. 107.

(25) Lettre-circulaire du 24 septembre (4 C. 108).

(26) Le 29 septembre (4 C. 24) et le 9 octobre (4 C. 109).

(27) Lettres du 5 décembre (4 C. 278) et du 9 décembre (4 C. 24).

elle déclara n'avoir de comptes à rendre qu'au Roi et à son conseil. Certes, la formation des rôles rencontrait de sérieuses difficultés dans les collectes ; mais les procureurs syndics répugnaient à marquer les faiblesses des nouvelles municipalités, issues elles aussi de la réforme de 1787. Seul, le Bureau de Clermont protesta contre les agissements des privilégiés (28). Or les compétitions étaient multiples, qui opposaient les villages proches, les riches et les pauvres. Ainsi les habitants d'Auzollette se plaignaient que le rôle eût été fait à leur détriment par leurs voisins de Courgoul, qui dominaient dans l'assemblée municipale (29). A Cébazat, certains accusaient les principaux propriétaires d'avoir « toujours éludé les heureux effets de l'arpentement de 1752 qui devait donner un plus juste répartition » (30). Plusieurs membres de la municipalité de Monton redoutaient « de ne pas être entendus lorsqu'il faudrait porter les grosses cotes à leur taux » (31).

A l'occasion de ce « département », ce sont toujours sensiblement les mêmes critiques et les mêmes propositions de réformes. Les procureurs syndics provinciaux reviennent sur les « transports de cotes » et « la multiplicité des privilèges » (32). Le Bureau de Brioude insiste sur « l'inégalité choquante dans la répartition des tailles, même entre collectes qui s'avoisinent, possédant la même quantité et la même qualité de terrain » (33). Il faudrait que l'impôt soit fixé « dans le lieu de la situation des biens » : l'Assemblée d'élection de Clermont adopte une résolution dans ce sens (34) et la Commission intermédiaire approuve un vœu analogue du Bureau d'Aurillac (35). Le Bureau de Brioude s'élève également contre la pratique des « collecteurs abonnés perpétuels... gens durs et intéressés à spéculer sur les frais de contrainte » ; il pense qu'« un collecteur alternatif n'oseroit établir un ton de rigueur dont il peut devenir victime l'année suivante » (36). La municipalité de Vic-le-Comte déplore

(28) Le 21 octobre (C. 7364). Entre autres, le cas de ce vicomte de La Faize, qui, à Fournols, avait déchiré le rôle, l'avait rédigé à nouveau pour porter sa cote de 84 à 63 livres.

(29) 4 C. 132.

(30) 4 C. 130.

(31) 4 C. 135. Cf. le 'mémoire du 26 décembre 1788 que Couthon rédigea pour recommander l'arpentage (4 C. 135)

(32) 4 C. 27. Dans le même sens, une lettre du Bureau d'Aurillac à la Commission, 28 août 1788 (4 C. 108).

(33) Lettre du 8 août (4 C. 91).

(34) 14 et 24 octobre 1788 (C. 7364).

(35) 7 mars 1789 (4 C. 24).

(36) Mémoire du 6 mars 1789 (4 C. 24).

que la collecte soit assumée par les contribuables les plus malheureux. Ce qu'on préconise parfois, c'est la désignation d'un plus grand nombre de collecteurs (37). Mais rien qui indique une vue plus large des réformes d'ensemble indispensables. Si, par exception, l'Assemblée d'élection de Riom admet « un impôt territorial consenti par la province », elle n'en esquisse pas les modalités d'application (38).

Les accessoires de la taille couvraient « des dépenses péri-mées » (39) ; le vicomte de Beaune revendique vainement la suppression de cette deuxième ligne du brevet général (40). Du moins la Commission intermédiaire se flattait d'obtenir une part dans la distribution du moins imposé de 1789 ; Necker veut bien promettre (41) : mais « les états de distribution » ne seront signés qu'en juillet 1789 par l'intendant des finances, Blondel (42).

Les vingtièmes de 1788 et de 1789

Comme l'abonnement n'avait pu être conclu, l'ancien personnel des vingtièmes conservait toutes ses attributions. La Commission et les Bureaux intermédiaires devaient se borner à un contrôle assez théorique. Cependant les procureurs syndics provinciaux estimèrent qu'ils avaient un rôle à jouer. Le 15 mars 1788, ils écrivirent à Lambert pour le prier d'intervenir auprès des contrôleurs des vingtièmes : ceux-ci ne pourraient « faire aucune vérification sans appeler les gros propriétaires ainsi que les corps et communautés et prendre par écrit dans leurs procès-verbaux de vérification les dires des parties intéressées et leur en laisser copie, afin d'éviter l'arbitraire et les surprises » (43). Un édit du mois de septembre 1787 avait en effet augmenté les cotisations des ecclésiastiques, des princes du sang et des hôpitaux. « Le peuple des campagnes, ignorant et grossier, croyant trou-

(37) Mémoire de Vic-le-Comte (4 C. 262) ; note du Bureau de Clermont du 6 décembre 1788 et lettre des procureurs syndics provinciaux du 18 décembre (4 C. 261).

(38) Mémoire du 20 octobre 1788 (C. 7370).

(39) 4 C. 27.

(40) Lettre du 12 février 1788 (4 C. 90).

(41) La lettre de Necker est du 28 février 1788 (4 C. 107).

(42) Necker fixa la somme le 9 mars 1789 ; Blondel donna sa signature le 20 juillet (4 C. 112).

Le gouvernement fut un peu plus conciliant sur les décharges de la capitation. La Commission intermédiaire fut autorisée, le 8 mars 1788, à statuer sur les demandes qui pourraient être présentées (4 C. 107).

(43) 4 C. 23.

ver dans l'augmentation des cotes des ecclésiastiques et des gros propriétaires une diminution de ses impôts, ne manquerait pas d'exagérer les revenus dont la vérification a été ordonnée par le Conseil ». Lambert envoya des instructions, mais les Bureaux intermédiaires se montrèrent peu satisfaits. Celui de Clermont écrivit à la Commission : « L'on a mis en usage une célérité peu propre à inspirer de la confiance sur la justice qui aurait dû présider à ces opérations. » Les employés des vingtièmes avaient passé généralement une heure ou deux dans chaque paroisse « sans faire autre chose que de faire appeler, au moment de leur départ, des syndics, laboureurs, occupés aux travaux de leur état et qui, en arrivant de leur champ, trouvaient le contrôleur déjà parti... l'on voit combien il y aurait de danger à se former des idées sur les facultés des contribuables et sur la force des revenus d'après des vérifications aussi imparfaites » (44). Dans le compte rendu de son activité en 1788, la Commission intermédiaire regrettera de n'avoir pu faire mieux pour améliorer les rôles des vingtièmes (45).

Par contre, elle pouvait espérer agir avec plus de profit l'année suivante, puisque l'arrêt du 31 mai 1788 lui avait confié la répartition de 1789. Mais lorsque le Contrôleur général engageait les procureurs syndics provinciaux à réunir des renseignements sur les revenus de la généralité, c'était encore pour mettre l'Assemblée provinciale à même « de proposer un abonnement convenable » (46). D'ailleurs le directeur des vingtièmes, Campagne, ne communiqua les papiers qu'avec mauvaise grâce (47).

La Commission intermédiaire avait déjà engagé 25 copistes et la confection des rôles commençait, au moment même où l'arrêt du 18 octobre 1788 allait rendre ses anciennes attributions au personnel des vingtièmes (48). Necker avait décidé que l'Assemblée provinciale ne siégerait pas en novembre ; il renonçait par là même à l'abonnement et contestait à la Commission intermédiaire le droit de s'occuper des vingtièmes. En vain les

(44) Un exemple de ces procédés nous est donné par Chantemerle, curé de Mazoirs : « Ni lui, ni les consuls n'ont signé le procès-verbal de vérification du sieur Campagne, parce qu'après avoir recherché les cotes oubliées, ce commissaire avait refusé de faire l'opération contraire, c'est-à-dire de noter plusieurs cotes qui étaient perdues parce qu'étant sous des noms chimériques et supposés. » (Lettre du 20 juillet 1788, 4 C. 155).

(45) 4 C. 27.

(46) Sur l'arrêt du 31 mai 1788, cf. Renouvin, *op. cit.*, p. 292 (4 C. 145).

(47) Lettres réitérées des procureurs syndics : 19 juillet, 14 août, 20 août (4 C. 23 et 4 C. 24).

(48) 4 C. 24.

procureurs syndics protestèrent : à rendre exécutoires les rôles qu'ils avaient fait rédiger il résulterait une économie (49). Campagne put montrer une lettre de Blondel qui l'autorisait à reprendre la confection des rôles (50). La Commission intermédiaire combattit cette prétention et l'intendant des finances voulut bien reconnaître, le 14 novembre, qu'il y avait intérêt en effet à ne pas recommencer un travail déjà fort avancé (51).

Ainsi la répartition des vingtièmes ne fut pas améliorée. Au reste, il n'y eut aucune proposition judicieuse. Certains ne prétendaient-ils pas qu'il fallait répartir cette imposition au marc la livre du principal de la taille, parce qu'il était inadmissible de ne pas astreindre tous les taillables à payer les vingtièmes (52) ?

Conclusion

Les contemporains ont généralement vu dans les Commissions et Bureaux intermédiaires des corps sans autorité (53). De fait les résultats de la réforme administrative de 1787 étaient décevants. Necker avait de bonnes raisons de n'en rien attendre. Mais, s'il s'adressait aux Etats généraux pour obtenir plus commodément des subsides, il fournissait à l'opinion publique une nouvelle occasion de s'exprimer — et avec quelle puissance !

(49) Lettre du 27 octobre (4 C. 24).

(50) Campagne se présenta devant les procureurs syndics, le 29 octobre.

(51) 4 C. 24.

(52) Mémoire anonyme présenté au Bureau d'Issoire, le 16 janvier 1788 (4 C. 89). Précisément, le Bureau de Brioude expliquait le 22 février qu'on ne pouvait songer à prendre la taille pour base des vingtièmes ; les erreurs des vingtièmes ne seraient qu'aggravées par la mauvaise assiette de la taille (4 C. 23).

(53) La Commission intermédiaire obtint l'autorisation, le 5 octobre, de procéder à la rédaction des rôles de l'impôt représentatif de la corvée (4 C. 24). Le recouvrement de cette taxe ne put donc commencer en novembre, comme M. Renouvin l'affirme, sans indiquer sa source (*op. cit.*, p. 295). Ce fut pendant l'hiver que les Bureaux intermédiaires en étudièrent l'assiette ; mais ils ne l'améliorèrent pas.

Les Assemblées municipales étaient fréquemment prises à partie. A titre d'exemple, un certain Trevis, de Pierrefort (St-Flour), écrivait le 18 février 1789 : « Les municipalités, envisagées comme devant rétablir l'égalité dans la répartition des impôts, formées d'abord de campagnards les plus intriguans et par conséquent les plus soulagés, commencent à nous donner le malheureux spectacle d'une démocratie despotique que l'esprit de caprice, d'inconsidération, d'intérêt personnel, d'impéritie, et de partialité gouvernent impérieusement » (4 C. 24). Cette diatribe fut très probablement inspirée par Bru, lieutenant à l'élection de St-Flour (4 C. 136).

CHAPITRE IV

L'opinion publique et les impositions d'Ancien régime d'après les cahiers des Etats généraux

Les cahiers

C'est une étude indispensable, mais il faut être prudent. Il n'est pas certain que chaque ordre ait rédigé séparément ses propres cahiers ; un homme influent comme Malouet a pu inspirer à la fois les deux cahiers de la noblesse et du Tiers de Riom. Les points de vue locaux ont été souvent prépondérants, assez sensibles de toute manière pour différencier les cahiers d'un même ordre. Le clergé de Clermont, sous l'impulsion de l'évêque de Bonal fait montre d'une plus grande intransigeance que le clergé de Riom, dominé par les curés (1). Certains nobles rio-mois, comme La Fayette, pèsent sur les décisions du deuxième ordre dans un sens libéral. Le cahier du Tiers de Clermont, issu d'une analyse des vœux de nombreux cahiers de paroisses et inspiré par les Monestier, Bernard et Gaultier de Biauzaat, tranche par ses hardiesses, tandis que la bourgeoisie de Riom écrit sous la dictée prudente de Malouet (2). Il ne faut pas s'attendre

(1) Julien Bernet-Rollande, *L'esprit public et les élections dans la Basse-Auvergne en 1789* (1903) ; cf., p. 90.

Ch. Daniel, *Les préliminaires de la Révolution en province. L'Auvergne en 1789* (1868) ; cf. p. 257-58.

(2) Sur Gaultier de Biauzaat, cf. Fr. Mège (1890).

Sur les Monestier : R. Schnerb, *Les débuts politiques de Couthon et des Monestier dans le Puy-de-Dôme* (*Ann. histor. de la Révol.*, 1930, p. 323).

Jean-François Bernard, conseiller au présidial, deviendra procureur-syndic du district de Clermont.

Cahiers du Tiers de la sénéchaussée d'Auvergne, d'après le projet de Malouet, publié par Daniel, *op. cit.*, p. 215 et par les *Arch. parlement.*, t. V.

à trouver des « propositions vraiment originales ou exceptionnelles » (3) et, s'il est vrai que les cahiers reflètent l'esprit du siècle, ils expriment surtout des égoïsmes sociaux et des particularismes locaux. Pas de souffle populaire, puisque rien, ni dans la composition des assemblées ni dans la rédaction des cahiers, qui indique une franche consultation des taillables.

Les plaintes contre la surcharge

« Le refrain général » (4) consiste à se plaindre de la surcharge, génératrice du malaise dont tout le monde se fait l'écho ; « l'impôt doit être proportionné aux vrais besoins... les surcharges de l'Auvergne lui font espérer que le nouvel impôt mieux réparti entre les différentes provinces du royaume, nécessitera une diminution pour elle » : ainsi s'expriment les Instructions pour les députés de la Noblesse de Riom (5). Le Tiers croit aussi que la masse globale de l'impôt devrait être mieux distribuée ; il attribue la mauvaise répartition aux inégalités sociales : « les impôts excessifs, frappant essentiellement sur la classe la plus pauvre et la plus misérable » (6). La bourgeoisie d'Ambert serait prête à oublier les sacrifices passés, si les autres ordres consentaient à payer leur dû. Les habitants de St-Diéry veulent la suppression de « l'énorme imposition concernant la corvée qui accable injustement la classe de citoyens qui en retire le moins d'avantage » (7).

L'égalité fiscale proportionnelle

Si les uns réclament une égalité proportionnelle stricte, d'autres y répugnent visiblement.

Le Tiers de la sénéchaussée de Clermont veut que « tous les impôts soient répartis avec égalité sur les princes comme sur les laboureurs, sur les pauvres comme sur les riches » (8). Le

(3) Fr. Mège, *Les cahiers des Bailliages et Sénéchaussées d'Auvergne en 1789* (*Revue d'Auvergne*, 1903), p. 90.

(4) Fr. Mège, *Les cahiers des paroisses d'Auvergne en 1789* (1899), p. 36.

(5) Section II, art. 1^{er}.

(6) *Cahiers des bailliages d'Usson et Montaignut*, Daniel, *op. cit.*, p. 89 et *Arch. parlement.*, t. V, p. 574.

(7) Fr. Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 263.

(8) *Cahier du Tiers de la sénéchaussée de Clermont*, Daniel, *op. cit.*, p. 280 et *Arch. parlement.*, t. II, p. 769.

cahier de Thiers parle d'une « contribution égale entre les trois ordres » (9) et celui d'Ambert précise : « Il est temps que chaque citoyen offre à la patrie des secours proportionnels à la protection qu'il en reçoit. » Cette proportionnalité doit être rétablie « sans aucune exception ni restriction en faveur de qui que ce soit » (10). Ainsi le curé pourra payer comme ses ouailles, pense-t-on à St-Barthélemy d'Aydat, s'il conserve « son jardin potager et un journal de pré pour la nourriture de son cheval » (11). Le cahier de St-Babel affirme également que les privilégiés doivent contribuer « au prorata de leurs facultés » (12).

La noblesse et le clergé ne se refusent pas à faire des sacrifices ; seuls, les nobles de St-Flour adoptent une attitude intransigeante, qu'ils justifient par le « besoin » (13). Mais l'égalité devant l'impôt n'est jamais consentie sans atténuation par les privilégiés. L'Assemblée de la noblesse de Riom vote une résolution d'après laquelle l'impôt serait supporté « avec égalité, chacun en proportion de ses facultés... sous la seule réserve du manoir de chaque gentilhomme, avec sa cour et son jardin » (14) : c'était ce qu'on appelait le « vol du chapon » (15). A Clermont, du Clozel d'Arneri remontre qu'une taxe uniforme pèserait moins que les charges existantes ; mais le commissaire Aubier de la Montilhe rappelle que les privilèges sont aussi anciens que le droit primitif (16) ; et l'Assemblée, malgré La Fayette, demande le maintien en franchise pour chaque gentilhomme d'un domaine rapportant 50 setiers de froment : réserve qui équivalait à exempter une foule de petits nobles (17).

L'attitude du clergé est analogue. A Riom, il renonce à ses privilèges en matière d'impôts, sans préciser, et l'évêque neutralise ce sacrifice par une protestation immédiate (18). La formule adoptée à Clermont n'est pas compromettante : il s'agit de « consentir tous les sacrifices pécuniaires qui seront jugés

(9) Daniel, *op. cit.*, p. 92.

(10) Fr. Mège, *Les cahiers des bailliages*, p. 65.

(11) Fr. Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 162.

(12) Fr. Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 257.

(13) Fr. Mège, *Les cahiers des bailliages*, p. 44.

(14) Fr. Mège, *Les cahiers des bailliages*, p. 46.

(15) Le vol du chapon correspondait à 40 toises carrées autour du manoir ; cf. Daniel, *op. cit.*, p. 259.

(16) J. Bernet-Rollande, *op. cit.*, p. 94.

(17) Vote acquis par 120 voix contre 39 ; cf. Mège, *Les cahiers des bailliages*, p. 45 et Daniel, *op. cit.*, p. 259 et p. 270.

(18) Fr. Mège, *Les cahiers des bailliages*, p. 22 et Daniel, *op. cit.*, p. 205.

dans l'assemblée du clergé aux Etats généraux, nécessaires aux besoins pressants de l'Etat » (19).

En somme, des calculs intéressés, des réticences, pas d'élan.

*Rôle dévolu aux Etats généraux
et à des Etats provinciaux*

L'institution d'Etats généraux périodiques apparaît dans tous les cahiers comme le meilleur frein à l'arbitraire monarchique. Les nobles de Riom disent que « les Etats sont seuls compétents pour établir les impôts » et la noblesse de Clermont est du même avis. La bourgeoisie clermontoise veut interdire « sous peine de concussion » toute action du fisc entreprise en dehors des Etats ; le Tiers de Riom salue « la seule puissance compétente pour consentir et sanctionner les lois et les impôts » (20). Le corollaire généralement indiqué est l'annulation des taxes existantes, qui n'ont pas été consenties « par la Nation ».

Seul, à notre connaissance, le cahier de la noblesse de la sénéchaussée d'Auvergne suggère que les Assemblées provinciales soient chargées du recouvrement (21). Les préférences vont à des Etats provinciaux : l'Auvergne est de ces pays d'élections qui envient le sort des pays d'Etats. Déjà, le 30 décembre 1788, le Tiers de Courpière exprime ce désir ; l'idée est reprise à Ambert, le 4 mars 1789 (22). Le Tiers de Clermont voudrait « que les Etats particuliers fassent seuls la répartition sur les communes de chaque province » (23) ; les ordres privilégiés y souscriraient volontiers (24). Il est même curieux que les paroisses rurales les plus reculées mettent leur espoir dans les Etats provinciaux ; on est autorisé à croire que des formules-types ont dû circuler (25). Les principaux arguments à l'appui de cette revendication sont contenus dans une brochure de Bergier et dans un mémoire publié par Garran de Coulon et Maultrot (26).

(19) J. Bernet-Rollande paraît croire que la renonciation aux privilèges pécuniaires fut entière ; *op. cit.*, p. 121.

(20) Daniel, *op. cit.*, p. 216.

(21) J. Bernet-Rollande, *op. cit.*, p. 115.

(22) Daniel, *op. cit.*, p. 67.

(23) Art. 14.

(24) Daniel, *op. cit.*, p. 324.

(25) Mège, *Les cahiers des paroisses* ; c'est le cas des localités de Saint-Julien-sous-Aydat, Glaine, Montcel, Mauzun, Olloix, Besse, etc.

(26) La brochure de Bergier, membre de l'Assemblée provinciale, ancien procureur du roi, était intitulée : *Recherches historiques sur les Etats généraux et plus particulièrement sur l'origine, l'organisation et la durée des anciens*

Assiette et recouvrement

Les cahiers ne s'étendent pas sur ces questions pourtant importantes. Lorsque le Tiers propose que « la répartition soit faite en raison composée de l'étendue et de la population déjà connue » ou qu'elle soit « proportionnelle au revenu territorial, industriel et mobilier de chaque communauté », ce n'est pas pour se singulariser par des idées très neuves (27). Mais il sait prendre position nettement contre le fisc : il ne peut souffrir qu' « une personne étrangère à la collecte puisse s'y immiscer, de quelque qualité qu'elle puisse être revêtue ». Les paroisses rurales demandent généralement l'arpentage des propriétés et la suppression du transport des cotes (28).

Muets sur les collecteurs et sur le personnel du contrôle général, les cahiers s'en prennent aux officiers des finances. Le Tiers de Riom propose « la suppression de toutes les places et emplois qui ne sont pas évidemment nécessaires » (29) ; celui d'Ambert désigne notamment les receveurs particuliers et généraux (30). Le cahier de Vic-le-Comte précise : « Dans la généralité d'Auvergne, il y a sept élections. Chaque election a deux receveurs particuliers des finances, chaque receveur a ses commis, ses chefs de garnison et ses hommes de pied. Un seul receveur, deux tout au plus pourraient suffire dans la province » (31). Les villageois de Saint-Babel souhaitent la disparition de « tous les receveurs des tailles, leurs commis et supots dont les courses multipliées dans les campagnes forment sur la tête des collecteurs et des malheureux cultivateurs une seconde imposition » (32).

Mais comment améliorer l'assiette et à qui confier le recouvrement, les cahiers ne le disent pas.

Etats provinciaux d'Auvergne (1788). Le mémoire en question parut le 21 février 1789.

L'Assemblée provinciale avait déjà formulé ce vœu que la Commission intermédiaire venait encore de reprendre récemment (séance du 15 novembre 1788).

(27) *Cahiers du Tiers Etat de la sénéchaussée de Clermont* ; partie : finances et impôts, art. 12 ; partie : constitution, art. 14.

(28) Mège, *Cahiers des paroisses* : Chadeleuf, p. 189 ; Glaine, p. 203 ; Issoire, p. 205, etc.

(29) J. Bernet-Rollande, *op. cit.*, p. 104.

Cependant le 10 mars, à l'Assemblée des trois ordres tenue à Riom, le sénéchal de Langeac dénonça l'arbitraire ministériel.

(30) Daniel, *op. cit.*, p. 66.

(31) Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 350.

(32) Mège, *Les cahiers des paroisses*, p. 257. P. 37, on peut lire que les gens de St-Bonnet voudraient « se débarrasser de la multitude de receveurs qui s'engraissent des déponilles du peuple ».

Nouveaux impôts

La condamnation des impositions indirectes est formelle : aides, gabelles, traites, douanes, péages, droits de marque, etc. doivent disparaître. Il faudrait des « subsides peu nombreux, simples, uniformes » (33).

Certains cahiers offrent des suggestions assez précises. Les bourgeois d'Ambert, inspirés peut-être par l'avocat Maignet, veraient fort bien un impôt territorial, analogue à la dîme ecclésiastique, qui se paie sans frais, au moment de la récolte ; ce serait un impôt en nature. Une capitation frapperait tous ceux qui auraient échappé à la taxe principale (34). Le Tiers de Clermont conçoit, d'une part « un impôt réel portant indistinctement et dans une juste proportion sur toute espèce de revenus », d'autre part « un subside mobilier » (35). A Besse, on envisage « un impôt personnel portant sur les bénéfices et ressources du commerce de toutes les personnes de quelque ordre qu'elles soient, sur l'industrie et le travail, mais infiniment modéré, en raison de l'incertitude et variation des profits et de ce qu'il sera inévitablement arbitraire » (36). Le cahier d'Opme distingue aussi deux impôts : « l'un réel sur toutes les terres sans distinction, qui sera, si l'on veut, l'impôt territorial, en nature s'il est praticable, ou une portion quelconque du produit net en deniers, comme le vingtième, l'autre sur les personnes en raison des qualités, des titres, des dignités, des offices, des bénéfices des différentes professions d'arts libéraux ou mécaniques et de tous autres états et conditions » (37).

Cette dualité est envisagée dans la plupart des localités et toujours sous des vocables analogues. Il faut croire que les cahiers se sont encore inspirés de modèles préparés à l'avance. Mais on peut en conclure précisément que l'idée d'une taxe foncière doublée d'une taxe mobilière s'était imposée aux esprits. La Constituante la réalisera.

(33) Daniel, *op. cit.*, p. 248 et 321.

(34) Mège, *Cahiers des paroisses*, p. 364.

(35) Art. 7 et 9 de la partie : finances.

(36) Mège, *Cahiers des paroisses*, p. 172.

(37) Mège, *Cahiers des paroisses*, p. 241.

Conclusion

Les Assemblées de 1787 avaient formulé des critiques fragmentaires ; elles s'étaient laissé dominer par des intérêts de classe et par un sentiment de malveillance systématique vis-à-vis des officiers royaux. Les cahiers ne surent pas davantage s'élever au-dessus de ces préoccupations et embrasser l'ensemble du problème fiscal. Cependant il est possible d'en retenir quelques propositions d'une grande portée : égalité devant un impôt qui, voté par les Etats généraux, serait réparti par des Etats provinciaux ; suppression des cotes foraines et arpentage ; abolition de toutes les taxes indirectes ; une imposition foncière et une imposition mobilière seulement.

CHAPITRE V

Les mesures de circonstance de la Constituante et les nouvelles administrations élues

*L'Assemblée Constituante et les impôts de l'ancien régime
(mai 1789-août 1790)*

La question d'argent avait dominé la crise qui avait acculé l'ancien régime à la convocation des Etats généraux. La menace de banqueroute permit au Tiers de tenir tête au roi et aux privilégiés, puis de les soumettre à ses volontés réformatrices. Le 17 juin 1789, lorsque les députés des « communes » prirent la parole, au nom de la nation, ce fut pour affirmer que les impôts existants étaient illégaux et en conséquence nuls (1). Sans doute ils consentirent à les maintenir provisoirement, mais par un geste symbolique, ils venaient de signifier au roi que le contrôle de la caisse leur appartiendrait désormais. Louis XVI s'inclina le 23 juin. D'ailleurs « la menace de la grève de l'impôt » (2) ayant produit son effet, les événements se chargèrent de reporter la réforme fiscale à des temps meilleurs.

Pendant de longs mois, les Constituants furent absorbés par les multiples problèmes généraux que posait la décomposition de l'ancien régime. Ils durent courir au plus pressé, faire face aux besoins urgents de la trésorerie, entretenir les contribuables dans l'habitude d'acquitter leur dû, procurer cependant quelques satisfactions à l'opinion : de là du provisoire.

(1) Ph. Sagnac, *La Révolution française (Histoire de France contemporaine, Lavisse, t. I, p. 153)* et A. Mathiez, *La Révolution française*, p. 52 du t. I.

(2) A. Mathiez, *La Révolution française*, t. I, p. 52.

Ainsi le 25 septembre 1789, l'Assemblée créait l'impôt dit de supplément ou supplétif, qui astreignait tous les privilégiés au paiement de la taille, des accessoires et de la capitation pour les six derniers mois de l'année ; en même temps elle prescrivait la formation, pour 1790, d'un second cahier des vingtièmes, sur lequel seraient portés tous ceux qui ne figureraient pas au premier. Le 6 octobre, elle créait la contribution patriotique ; le lendemain, elle rappelait que la « contribution commune (devait) être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés » (3). Une réforme vivement demandée consistait à faire disparaître les cotes foraines ; ainsi en décidèrent les décrets du 28 novembre et du 17 décembre. Pour le principe et parce qu'ils étaient impopulaires, la Constituante supprima, les 21-22 mars 1790, tous les impôts de consommation, gabelles, droits sur les cuirs, savons, etc. ; il est vrai qu'elle les ajoutait provisoirement aux impôts ordinaires sous le nom d'impôts de remplacement.

Le premier rapport sur le nouveau système fiscal ne fut présenté que le 18 août 1790 par le comité d'impositions de l'Assemblée. En attendant, il était difficile de faire comprendre aux habitants d'un pays comme l'Auvergne, qu'il leur fallait se résigner à payer les mêmes impôts et dans les mêmes conditions — à peu de choses près — que dans l'ancien temps, alors que tant de vénérables institutions disparaissaient. Du moins, les départements du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Haute-Loire se formaient sur les ruines de la généralité de Riom. Mais les nouveaux corps administratifs prirent seulement en juillet 1790 la direction des affaires locales.

Maintien provisoire du personnel fiscal d'ancien régime

Survie des Commission et Bureaux intermédiaires

L'autorité des agents de la royauté souffrit gravement des suites du 14 juillet. Cependant l'Assemblée Constituante dut recourir aux services de tous ceux qui étaient au courant des impositions. Elle pensa que le personnel en place pourrait assister les municipalités dans l'établissement des rôles de la contribution patriotique et de l'impôt supplétif. Anson demanda que les receveurs généraux et particuliers fussent maintenus dans leurs fonctions « afin d'éviter toute secousse dangereuse, toute

(3) Principe déjà inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme, art. 13.

interruption au milieu d'un exercice, et enfin toute lacune dans les recettes ». Robespierre appuya cette sage motion (4).

Le décret du 30 janvier 1790 donna un répit au receveur général Campagne ; la recette de Riom restait confiée à Messeix, celles de Clermont, d'Ambert et d'Issoire respectivement à Weleat, Boucheron et Proust (5). Tous étaient anciens dans la carrière. Malheureusement, les retards dans la rentrée des impôts ébranlèrent davantage leur situation. Le 13 juillet 1790, l'Assemblée soumit receveurs généraux et particuliers à la surveillance des nouveaux directoires de département et de district ; puis une Instruction du 12 août les confirma dans la seule gestion des exercices en cours (6).

L'administration des vingtièmes était naturellement appelée à disparaître ; mais on procéda par étapes. Les directeurs de vingtièmes furent dénommés garde-minutes des vingtièmes de département. En principe, le territoire du Puy-de-Dôme ressortit au directeur de Clermont, Campagne ; néanmoins, les collectes qui dépendaient jusqu'alors du Bourbonnais restèrent dans la circonscription de Le Peintre, garde-minutes de l'Allier. Quant aux contrôleurs, ils devinrent les gardes des papiers des vingtièmes des districts ; d'ailleurs ces papiers durent être remis bientôt au département. Le 29 décembre 1790, de Lessart, successeur de Necker, annonça la suppression définitive de l'administration des vingtièmes (7). Pour en indemniser les employés, il y eut de longues formalités en 1791 (8).

En même temps, la Constituante se tournait vers ces Commissions et Bureaux intermédiaires, qu'elle trouvait en place. L'intendant de Chazerat avait abandonné son hôtel (9) et la province était livrée à elle-même : la Commission d'Auvergne aurait pu être tentée d'élargir son rôle. Mais elle était bien affaiblie :

(4) Séance du 30 janvier 1790, *Moniteur*, t. I, p. 129.

(5) L. 1307.

(6) Bloch, *Recueil*, p. 124. — Le député Martineau avait dénoncé leur « négligence » dans la séance du 4 août 1790 (*Moniteur*, t. V, p. 305).

(7) L. 1327.

(8) L. 231.

(9) Absent de la province au moment où la Révolution éclata, Chazerat ne tarda pas à passer la frontière. Sa gestion fut immédiatement critiquée. On l'accusa d'avoir ajouté au chapitre de la dépense des sommes considérables sous la dénomination de « fonds de non-valeur », sans qu'il eût été rendu d'ordonnance. Le *Journal des Débats* se fit l'écho de cette dénonciation (n° du 28 décembre 1789) : il parlait d'« une déprédation de 90.000 livres chaque année ». De Genève, Chazerat, écrivit au président de l'Assemblée une lettre de justification (*Arch. nationales*, D. VI, 47-737) ; il affirmait qu'il s'agissait de sommes destinées au soulagement des misères causées par les fléaux. Lorsque l'Assemblée départementale, dans sa session de 1792, entendit le rapport des

comme le vicomte de Beaune, président de l'Assemblée provinciale, les deux procureurs-syndics Reboul et de Lastic avaient émigré ; seuls, demeuraient à leur poste les deux membres soldés, Perret et l'abbé de la Mousse (10). Quant à La Fayette, qui s'était intéressé aux travaux de ses compatriotes, il semblait accaparé par les soucis de la grande politique. La Commission se sentait débordée par le mouvement municipal (11) : elle eut la naïveté de demander conseil à deux députés du Tiers, Branche et Mascon ; puis elle sollicita comme une faveur l'autorisation de se retirer (12). Mais les Constituants et le Contrôleur général comp-taient sur elle pour guider les municipalités dans la formation des rôles de la contribution patriotique et de l'impôt supplé-tif (13). Or l'opinion se refusait à prendre au sérieux des corps administratifs qui remontaient à l'ancien régime. Dans un mémoire adressé à la Constituante, l'Assemblée « du district » de Courpière déniait aux membres de la Commission les qualités nécessaires pour asseoir l'impôt avec impartialité ; elle les sus-pectait en particulier de ménager les privilégiés (14). L'avocat Téallier, qui avait inspiré ce document, appartenait à cette bour-geoisie, désireuse de gérer elle-même ses affaires (15).

Cependant l'abbé de la Mousse et Perret s'efforcèrent de répon-dre à l'attente de l'Assemblée nationale. Ils échangèrent de nom-breuses lettres avec le ministère et envoyèrent de fréquentes cir-culaires aux municipalités (16). La Direction générale des finan-ces leur demanda même un rapport hebdomadaire sur la situa-tion du recouvrement (17). La Commission rechercha également les « moyens de remédier aux vices de la répartition des impôts » (18) ; il est vrai qu'il lui semblait difficile d'« en entre-prendre l'exécution, avant d'y être autorisé par l'Assemblée pro-vinciale » — phrase étonnante, qui révèle de singulières illusions

commissaires liquidateurs des comptes de l'Intendance, le débet était ramené au chiffre de 6.000 l. (L. 228 et 231).

(10) Cf. Renouvin, *les Assemblées provinciales*, pp. 372-373.

(11) Le 19 septembre 1789, elle écrivit à l'Assemblée pour lui dénoncer les désordres que causait le mouvement municipal ; le 17 octobre, elle se plaignait encore de n'être point obéie par les nouvelles municipalités (Renouvin, p. 374).

(12) Lettres du 15 et du 27 octobre 1789 (4 C. 109).

(13) Lettres du contrôleur général à la Commission intermédiaire, 17 et 22 octobre 1789 (4 C. 113 et 4 C. 25).

(14) Mémoire en date du 3 novembre 1789 ; Bibl. de la ville de Clermont, Fonds d'Auvergne.

(15) Téallier siégera au département.

(16) Rapport intitulé : *Administration de la Commission intermédiaire, depuis le 1^{er} janvier 1790* (4 C. 27).

(17) Cf. Renouvin, p. 378.

(18) Cf. note 16.

sur le maintien de la réforme de 1787. En fait, la Commission se réunit pour la dernière fois, le 28 août 1790, et, un mois après, remit ses comptes aux députés des trois départements du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Haute-Loire (19).

Caractères du nouveau système administratif

Le pays s'était spontanément « municipalisé » en 1789. Mais la Constituante n'était pas unanime à se féliciter de ce mouvement. Les plus réservés rappelaient la fâcheuse expérience des assemblées municipales de 1787. Ainsi Thouret ne donnait pas de vie propre au village, parce qu'il avait, comme procureur-syndic de Haute-Normandie, constaté l'incompétence des ruraux en matière fiscale. Mirabeau, au contraire, soutint que la juste répartition des impôts ne pouvait être obtenue de magistrats éloignés des redevables (20).

Le décret du 14 décembre 1789 fit confiance aux municipalités en leur remettant l'assiette des contributions, mais ne prévint qu'un vague contrôle des futures autorités de district et de département (21). Ces dernières veilleraient à la confection des rôles et à l'adjudication de la perception (22). D'une part, le 23 février 1790, l'Assemblée invita les municipalités à user de la loi martiale pour « dissiper tous les obstacles qui seront apportés à la perception des impôts » (23) ; d'autre part, le 28 juin, elle spécifia qu'il appartiendrait aux directoires départementaux de procéder à la levée des impôts (24).

L'idée triomphait que la nation devait s'imposer elle-même par les soins de ses représentants à tous les degrés. Fidèles au principe électif, hostiles aux officiers de la royauté, les Consti-

(19) Les membres de la Commission ne disparurent pas sans laisser un compte rendu emphatique de leur œuvre (4 C. 26).

(20) *Moniteur*, t. II, p. 129 ; séance du 3 novembre 1789.

(21) Bloch, *Recueil*, p. 89.

(22) Bloch, *Recueil*, p. 91. — Pour M. Renouvin, la ressemblance est frappante entre ces Assemblées et celles de 1787 (p. 368). Cet historien voit dans le district une Assemblée intermédiaire appelée, comme l'ancienne Assemblée d'élection, à répartir l'impôt entre les municipalités (p. 370). Mais lorsqu'il déclare que l'autorité de district joue un rôle « absolument passif », il semble ignorer qu'il appartient au contraire à celle-ci de guider les municipalités.

(23) Robespierre parla contre la loi martiale utilisée en cas de difficultés dans le recouvrement des impôts. Il montra — ce qui était exact pour l'Auvergne — que le peuple ne se soulevait que contre la gabelle et les aides. Son discours fut fréquemment interrompu et ne porta pas (*Moniteur*, t. I, p. 224).

(24) Bloch, *Recueil*, p. 119.

tuants attribuaient des fonctions techniquement délicates à des corps élus. Mieux, ils hésitaient à subordonner des assemblées issues directement du suffrage censitaire aux administrations choisies parmi les électeurs du second degré. En définitive, les municipalités n'étaient soumises à aucun pouvoir de coercition réel.

Formation des directoires du département et des districts

Il importe d'abord de connaître ceux que les citoyens actifs portèrent à la tête du département du Puy-de-Dôme.

Le premier personnage fut le procureur général syndic Monestier. Né en 1747 à La Sauvetat, où sa famille possédait le grand domaine de la Saigne, Michel Monestier était devenu un médecin réputé. « Doué d'un discernement juste et profond, et d'une éloquence douce et persuasive, ses connaissances le rendaient également propre aux affaires d'administration publique » (25). Son frère, plus âgé que lui de deux ans, avait acquis une solide réputation de curé « patriote », dans sa paroisse Saint-Pierre de Clermont et même au delà. Le cadet, d'abord député suppléant aux Etats généraux, puis rapidement parvenu au plus haut poste civil du département, allait ouvrir à son aîné Jean-Baptiste les portes de l'évêché : en février 1791, le curé Monestier sera premier vicaire de l'évêque constitutionnel Périer, élu par un collège électoral que présidera le procureur général syndic (26).

Michel Monestier déploya une grande activité, mais il n'oublia pas ses malades : « En prenant sur la nuit, écrivait-il, je remplis les fonctions de médecin et celles de procureur général syndic » (27).

L'assemblée départementale se réunit le 28 juillet 1790. Elle se donna pour président François Cuel, qui avait inspiré le cahier assez original du bourg de Vic-le-Comte. Les membres du directoire furent : l'avocat Chandezon de Besse ; Christophe, de Sauxillanges ; Pierre Chollet de Beaufort, originaire d'Aigueperse ; Etienne Maignet, d'Ambert ; un notaire de Pion-sat, Gilbert Maymat ; Prévost, de Clermont ; Barthélemy Riberoles, de Thiers ; Téallier, avocat et juge à Olliergues. Seul,

(25) Je me permets de renvoyer à mon article paru dans les *Annales historiques de la Révolution française*, numéro de juillet-août 1930 : *Les débuts politiques de Couthon et des Monestier dans le département du Puy-de-Dôme*.

(26) Cf. même article.

(27) Lettre adressée au ministre Tarbé, le 15 mars 1792, L. 1028.

Téallier avait siégé dans une assemblée de 1787, l'assemblée de l'élection de Clermont. Le choix des électeurs s'était porté sur des hommes nouveaux, bourgeois fortunés ou juristes (28). Avec la collaboration de Christophle, Chandezon dirigea le bureau des impôts du directoire (29). Il en recruta le personnel parmi les commis de l'intendance : La Barthe, Tordeix père et fils étaient des bureaucrates, dont les longs services avaient assis la réputation de labeur honnête (30). Les Chandezon possédaient dans la montagne de Besse une fortune territoriale considérable. L'avocat Jacques-Joseph « avait alors trente-huit ans ; intelligent, instruit, riche et passant pour avoir du caractère », il représentait bien cette classe influente, qui souhaita la révolution afin de la diriger et qui fut successivement favorable aux patriotes modérés, aux Feuillants, aux Girondins et aux Thermidoriens (31). Considéré comme fédéraliste, Chandezon fut destitué par Couthon le 22 septembre 1793.

Les assemblées de district se constituèrent plus tardivement (32). Les électeurs firent encore la part belle aux hommes de loi. A Clermont, le procureur-syndic, Jean-François Bernard, était conseiller au présidial ; le substitut du procureur-syndic, Louis Peyronnet, avait exercé les fonctions d'avocat et de notaire royal à Herment ; leur collègue, Pierre Molles, avait siégé au Conseil supérieur de Clermont, lors de la réforme Maupeou (33). Il en était de même à Besse : trois notaires se rencontraient au directoire, Joseph Cougoul, le procureur-syndic et deux de ses collaborateurs, Michel Moulin et Pierre Admirat (34). Notaires également, les procureurs-syndics de Montaigut et de Thiers, Maymat et Grangeon ; avocat, Desribes, l'administrateur d'Issoire le plus marquant (35). Les Rimois avaient naturellement

(28) Riberolles sera taxé pour une fortune de 150.000 l. dans l'emprunt forcé de l'an IV (*Arch. de la ville de Clermont*, G. I.). Maignet déclarera 1.000 livres de revenu en l'an V (L. 1041). L'étude de l'avocat Chollet vaudra 10.000 livres en l'an III (L. 5000).

(29) Délibérations des 16 et 17 août 1790, L. 231.

(30) L. 438.

(31) Cf. Reynouard, *Un chef-lieu de district pendant la période révolutionnaire* (*Revue d'Auvergne*).

(32) Monestier se plaignait au ministre Tarbé, le 31 décembre 1791, que le directoire du district de Clermont ne fût vraiment organisé que depuis quinze jours (L. 1028).

(33) L. 3745. — Donnant procuration au procureur syndic Bernard pour l'aliénation des biens nationaux, Monestier déclarait, le 10 décembre 1790, qu'il n'avait pu travailler jusqu'alors « sans un secours aussi lumineux ».

(34) Cf. Reynouard, *op. cit.*

(35) Au moment de la réaction thermidorienne, Desribes sera jugé de la manière suivante : « Il a les talents et la probité qu'on peut désirer (35 ans)... La partie administrative lui convient sous tous les rapports. » (L. 4306).

désigné des légistes, entre autres le procureur-syndic Grenier (36). Au dire de Monestier, ces procureurs-syndics prirent leur tâche au sérieux ; par contre, on ne pouvait attendre des autres membres des directoires qu'ils consacrent tout leur temps aux fonctions publiques (37).

Les sessions de l'assemblée départementale (1790-1792)

Le Conseil général du département organisa, en août 1790, son bureau des impôts, auquel il confia « 1° la répartition de toutes les contributions directes imposées sur ce département, 2° la confection des rôles et assiettes de cotisation, 3° la surveillance de ce qui concerne, tant la perception et le versement du produit des contributions, que le service et les fonctions des agents qui en sont chargés, 4° l'acquittement des dépenses qui seront assignées sur le produit des mêmes contributions » (38). Ce programme était bien ambitieux et, à la session de novembre, le président Cuel n'en retint que le premier point : « Vous allés peser dans la balance de votre sagesse la masse des impôts, les répartir avec une scrupuleuse équité, redresser soigneusement les erreurs pour étouffer les plaintes et les murmures. » Monestier fit état des décisions que le directoire avait su déjà prendre. Chandezon évoqua les mémoires qui avaient été rédigés pour obtenir de la Constituante une diminution globale, lors de la répartition des futures contributions ; il déplora les difficultés que rencontrait l'établissement de l'impôt supplétif (39). D'un exposé sur les impôts de 1790, le Conseil général déduisit qu'il fallait en finir avec les conflits de limites, lesquels mettaient aux prises les collectes (40).

Le directoire émit l'idée que l'assemblée tînt prochainement une réunion consacrée aux questions fiscales. Le jour de la clôture, Cuel avoua en effet que la session avait été employée à écouter des rapports et à présenter des vœux (41). Une pétition

(36) Au tableau des citoyens composant le Conseil général de Riom, organisé par le représentant Musset (24 vendémiaire an III), on note : Jean-Baptiste Grenier, 40 ans, homme de loi, procureur syndic, 50.000 f. (L. 4999).

(37) Lettre de Monestier au ministre Tarbé, 15 mars 1792 (L. 1028).

(38) L. 222.

(39) L. 223.

(40) Séance du 24 novembre 1790.

(41) Séance du 14 décembre 1790.

demanda à l'Assemblée nationale une convocation exceptionnelle (42) ; mais elle ne pouvait être accueillie.

À l'automne de 1791, l'assemblée départementale entendit un long rapport sur l'œuvre que le directoire avait accomplie depuis le mois de décembre précédent (43). Elle larmoya encore sur l'écrasante charge qui accablait le pays et s'en ouvrit à la Législative (44). La session de 1792 fut aussi vide de résolutions. Il était définitivement admis que, réuni un mois dans l'année, le Conseil général ne pouvait ni mieux ni moins faire que de renouveler les pouvoirs de son directoire.

L'étude des assemblées de district confirmerait l'impression que seuls les corps administratifs permanents pouvaient réellement travailler.

Les municipalités

À la base de l'organisation nouvelle se trouvaient les municipalités. Celles-ci étaient indépendantes à un point tel que de leur bonne volonté et de leur compétence dépendait l'application des lois. Les directoires ne pouvaient compter sur les conseils généraux ; du moins seraient-ils secondés par les assemblées municipales ?

Les municipalités urbaines se mirent assez rapidement au travail. Celle de Clermont décida, le 13 juillet 1790, que six des siens s'occuperaient spécialement de l'assiette et de la perception des contributions ; le 20 novembre, elle précisa ces dispositions (45). Couthon et les Monestier au chef-lieu, Soubrany à Riom mettaient leur influence au service de l'ordre nouveau (46).

Un certain Colin écrivait au président du Comité des finances de la Constituante : « Les officiers qui composent ces municipalités sont des personnes de mérite et instruites, qui possèdent parfaitement l'esprit des décrets de l'assemblée nationale et qui s'y conformeront avec la plus grande exactitude » (47). L'auteur

(42) L. 223.

(43) L. 223.

(44) Rapports du 30 novembre et du 14 décembre 1791.

(45) Registre de délibérations du Conseil général de Clermont, t. XVIII (en dépôt aux Arch. départ.).

(46) Cf. mon article sur *Les débuts politiques de Couthon et des Monestier* ; d'autre part le registre des délibérations du Conseil général de Riom (Arch. communales de Riom).

(47) Lettre du 2 mars 1790, intitulée : *Lettre au président du Comité des finances au sujet des abus dans la répartition des impôts de supplément et autres en 1790* (Archives nationales, D. VI, 47/736).

de cette lettre opposait ces assemblées municipales actives et éclairées à celles de la campagne, « composées en très grand nombre de gens ignorans et illeterés, qui de bonne foy, se laissent conduire par les curés et surtout par les praticiens de villages, dont l'esprit de chicane, souffle la discorde en toutes occasions ».

Des témoignages multiples attestent les faiblesses de ces municipalités rurales. Déjà, en 1790, devant le conseil assemblé, un membre du directoire du district de Clermont condamne l'expérience des anciennes assemblées de paroisses, composées « de laboureurs ou de manouvriers qui n'ont ny ne peuvent avoir aucun esprit public, qui comptent l'intérêt personnel pour tout et le devoir d'être juste pour rien » (48) ; et l'orateur de se demander : « Quelle est donc la consistance d'une municipalité qui trouvera à peine dans son sein une signature ? » Un autre administrateur du même district en tire cette conclusion angoissée : « Comment dès lors oser confier à de pareils hommes le dépôt sacré des lois » (49).

Alors qu'il parcourt la région de Besse, Monestier jette sur le papier une note caractéristique : « La majeure partie des municipaux ne savent point écrire. Le curé est souvent le seul dans sa paroisse qui sache le faire » (50). Un peu plus tard, le procureur général syndic explique au ministre des finances Tarbé : « Les opérations des municipalités ont languï pour bien des raisons, la première par ignorance, la seconde parce que le peu de personnel éclairé qui sont dans les communes n'étaient pas pressés de donner des renseignements » (51). Ces impressions étaient partagées par tous ceux qui connaissaient les campagnes.

Conclusion

Le passage de l'ancien régime au nouveau était difficile à effectuer sans transitions. C'est ainsi que la Constituante maintint provisoirement les impositions antérieures, tout en s'efforçant

(48) L. 3690.

(49) Un membre du directoire départemental déclarait à la session de décembre 1790 de l'Assemblée départementale : « Si certains lieux offrent quelques officiers municipaux qui savent écrire, dans plusieurs, le greffier est le seul qui sache signer. Comment dès lors oser confier à de pareils hommes le dépôt sacré des lois ? » (L. 275). Même en tenant compte du parti pris d'administrateurs, nommés par les électeurs du deuxième degré, à l'égard des municipaux élus directement par les citoyens actifs, la concordance des témoignages garantit dans une grande mesure leur véracité.

(50) Lettre au directoire du département, écrite en décembre 1791 (L. 1081).

(51) Lettre du 15 mars 1792 (J. 1028).

de les adapter. Elle voulut utiliser ces fantômes de représentation régionale qu'étaient les Commissions et Bureaux intermédiaires. Elle accepta les services des receveurs des tailles, des directeurs et contrôleurs des vingtièmes, qui pouvaient liquider l'arriéré.

Mais les corps élus pourraient-ils imposer aux citoyens le respect des lois, aux contribuables la notion du devoir fiscal : certains n'avaient-ils pas auguré de la Révolution une licence absolue et l'abolition de toute prestation ? Certes l'activité des procureurs-syndics et des directoires compenserait la carence des assemblées de département et de district. Par contre les fondations de l'édifice étaient fragiles qui reposaient sur la poussière des municipalités, généralement inaptes à remplir des fonctions contributives.

CHAPITRE VI

Les rôles supplétifs des privilégiés

*Les décrets du 25 septembre, du 28 novembre
et du 17 décembre 1789*

De l'article 13 de la Déclaration des droits découlait logiquement la proportionnalité de l'impôt. Les Constituants firent immédiatement un premier pas vers cette égalité fiscale que réclamaient leurs principes : les habitants du royaume qui jusqu'alors n'avaient pas acquitté la taille, ses accessoires et la capitation roturière y seraient soumis désormais, dans les formes habituelles. Le décret du 25 septembre 1789, voté « au profit et soulagement des contribuables dans chaque province », trouvait sa raison d'être dans l'article 9 de l'arrêté du 11 août, qui avait aboli « les privilèges pécuniaires... en matière de subsides » (1).

Mais il apparut bientôt que la distinction habituellement établie entre la cote personnelle et la cote d'exploitation ne serait pas aisément applicable aux nouveaux cotisés : il était difficile de taxer les privilégiés au lieu du domicile, à cause de l'extrême dispersion de leurs biens (2). L'Assemblée vota donc, le 28 novembre, l'inscription de la cote supplétive au lieu de la situation de chaque bien (3). Elle n'entendait pas revenir sur la proclamation du 16 octobre qui avait maintenu les règlements d'ancien régime pour les roturiers (4). Cependant cette inconséquence apparut si bien qu'un nouveau décret, le 17 décembre,

(1) Bloch, *Recueil*, p. 61-62.

(2) Rappelons que les privilégiés ne devaient pas la cote personnelle. Cf. I^{re} Partie, chap. I, p. 6.

(3) Bloch, *Recueil*, p. 89.

(4) Bloch, *ibid.*, p. 73.

ne tardait pas à étendre à tous les contribuables les dispositions adoptées le 28 novembre (5). Ainsi, de la création de l'impôt supplétif à la réforme des règlements antérieurs, l'étape fut vite franchie. Malheureusement un certain flottement dans l'exécution devait résulter de ces décisions successives et contradictoires.

L'impôt de supplément en Auvergne

Les premières instructions de Lambert, contrôleur général des finances, furent adressées à la Commission intermédiaire le 17 octobre 1789 (6). Les municipalités devaient, dans les huit jours, procéder à la confection des rôles (7). Mais au mois de janvier 1790, les officiers des élections n'avaient encore rien remis aux bureaux de la généralité (8). En février, alors que Paris comptait déjà recevoir des bordereaux de recouvrement, les membres de la Commission avouaient, dans leur découragement, qu'ils ne pouvaient espérer un résultat quelconque de leurs démarches auprès des municipaux (9).

L'indolence des municipaux, jointe à leur ignorance, suffisait-elle à expliquer leur carence ? En vérité, les variations du législateur n'avaient pas été pour favoriser l'application des décrets (10). Les Constituants avaient admis que les rôles de supplément déchargeraient les taillables pressurés : les collectes se disputeraient inévitablement le produit de l'impôt nouveau ; car, laquelle en profiterait, de la communauté où le bien du privilégié était situé, ou de celle où le propriétaire avait son domicile ? On protesta donc en Auvergne contre le maintien des anciens règlements, qui distinguaient la cote d'exploitation et la cote personnelle. La Commission intermédiaire affirma que la coutume des cotes foraines apparaissait inadmissible : « Il y a à ce sujet une insurrection générale dans la province » (11). Les gens de Courpière parlèrent d'« un larcin manifeste de la collecte de situation... L'homme riche emporte dans les villes les ressources des campagnes et y laisse l'impôt ». Dans ce

(5) Bloch, *ibid.*, p. 90.

(6) 4 C. 113.

(7) Circulaire du 23 novembre 1789.

(8) Lettre de Campagne à la Commission intermédiaire, 14 janvier 1790 (4 C. 26).

(9) Lettre au contrôleur général, 6 février 1790 (L. 984).

(10) M. Marion a insisté sur les retards et les erreurs dus aux changements dans la législation, *Histoire financière*, t. II.

(11) 9 décembre 1789 (4 C. 26).

mémoire à la Constituante, ils disaient leur défiance à l'égard de la Commission intermédiaire : on ne pouvait, à les entendre, lui confier l'assiette de l'impôt supplétif ; « l'intérêt personnel parlera, il dictera la taxe à un taux plus que modéré... » (12). A ces préventions s'ajoutait une difficulté matérielle : c'était la question de savoir comment les officiers municipaux pourraient cotiser, au lieu du domicile, des biens situés dans d'autres collectes.

De là le décret du 28 novembre, dont la Commission intermédiaire prit connaissance le 9 décembre, Mais les esprits ne furent pas calmés. Ainsi le 28 janvier 1790, des communes de la région d'Ambert se demandaient si les rentes et cens dûs aux privilégiés devaient être payés « dans le chef-lieu de la justice ou de la terre » ou bien « dans chaque paroisse où sont situés les héritages assujettis ». La crainte persistait de voir les privilégiés échapper à l'impôt si leurs cotes n'étaient pas portées dans les paroisses où les fonds étaient situés (13). Il y avait toujours « des débats, même des rixes dans certaines communautés pour le mode de cotiser les ci-devant privilégiés » (14). Dans certaines localités, les nobles menaçaient de se pourvoir contre ceux qui voulaient les imposer « pour leurs dixmes, directes, cens et rentes, au même taux que les revenus en biens-fonds » ; ailleurs les populations protestaient contre les municipalités qui accordaient aux nouveaux taillables le demi-tarif ; plus généralement, les municipaux vivaient dans l'inaction, crainte de se compromettre (15).

*La « Consultation des avocats de la province »,
Bergier et Couthon*

La Commission intermédiaire avait le plus grand désir d'interpréter le décret du 28 novembre 1789, conformément aux coutumes de l'Auvergne. Elle demanda leur avis aux avocats du Conseil des communautés de la province ; c'étaient les deux

(12) Brochure de la bibliothèque de la ville de Clermont (A. 10583-22).

(13) « Les privilégiés échapperont aisément à l'imposition s'ils ne sont imposés dans les paroisses où sont situés les fonds assujettis au cens ». (Brochure, *Arch. nationales*, D. VI, 736/47).

(14) *Arch. nationales*, D. VI, 736/47.

(15) « Les pauvres municipaux, qui n'ont personnes assés intruites où d'assés bonne foy pour les éclairer dans leur répartition, crainte de se compromettre, attendent patiemment que tout se consilie, pour travailler a la répartition de l'impôt et rien ne se fait ».

futurs représentants du peuple, Bergier et Couthon. Ils produisirent, le 2 janvier 1790, un volumineux rapport « sur la formation des rôles de supplément pour les six derniers mois de 1789 et des impositions ordinaires de 1790 » (16). Malheureusement le décret du 17 décembre 1789 n'était pas encore parvenu à leur connaissance.

Après avoir énuméré les mesures prises par la Constituante, Bergier et Couthon montraient, avec précision, comment le décret du 28 novembre obligeait le privilégié à supporter sa cote personnelle dans la collecte de la situation de ses biens, tandis que l'ancien contribuable était toujours censé la supporter à son domicile. Il s'agissait en somme « d'interdire le transport de la cote de propriété des biens au domicile des ci-devant privilégiés, afin de leur ôter le moyen de l'é luder ». Les avocats de la province affirmaient avec force que « ces expressions : au lieu où les biens sont situés, n'ont point reçu une définition nouvelle ; par suite, on ne peut les entendre que dans le sens déjà déterminé par les règlements et usages ». Depuis le règlement de 1643, il était interdit de faire « sur les domaines qui réunissent des héritages situés sur différentes collectes, une cote dans chacune de ces collectes ». D'où cette conclusion très nette : « Les règlements et l'usage veulent que toutes les pièces d'héritage dépendantes d'un même corps de biens, soient réputées situées dans la seule collecte où se trouvent les bâtiments d'exploitation ; qu'une directe et les autres redevances seigneuriales soient réputées situées au chef-lieu de la terre dont elles sont une dépendance ; qu'en collectes limitrophes, les héritages que les habitants de l'une possèdent d'ancienneté dans l'autre, soient réputés situés dans la collecte où s'en ameublent les fruits ; c'est donc dans ce sens que le décret de l'Assemblée nationale doit être entendu et exécuté ; et il y a d'autant moins à hésiter, que par là tous les intérêts sont conciliés, tous les inconvénients prévenus ; point de confusion, point d'embarras, point de procès pour reconnoître les lignes séparatives des collectes qui ne sont tracées presque nulle part, avec précision ; point d'omissions ni de doubles emplois. » Cette originale conciliation de la législation nouvelle et des vieux textes présentait l'avantage de « faire justice aux collectes et aux contribuables », à la fois. La Commission intermédiaire s'y rallia avec empressement et arrêta que la « consultation » serait adressée à toutes les municipalités.

(16) L. 962.

Ainsi les autorités locales reçurent des instructions très suffisantes ; mais les ont-elles seulement lues ? car il ne faut oublier ni leur ignorance ni leur incurie.

Les ordonnances de compensation

Un sérieux retard pouvait résulter de la confection « des quittances de décimes ou de capitations à imputer sur la cotisation des ci-devant privilégiés aux six derniers mois de 1789 » (17). Ces quittances devaient être remises aux intéressés par les municipalités ; il appartenait à la Commission intermédiaire de délivrer les ordonnances de compensation. Ce rôle fut ensuite naturellement dévolu au directoire départemental. Le mécanisme de ces ordonnances était le suivant : lorsque le montant du rôle supplétif était supérieur au montant de la capitation, la compensation était égale à la moitié de ce dernier impôt ; dans le cas contraire, le redevable avait droit à l'exonération du rôle supplétif.

Exemples : André d'Aubière, qui payait 273 livres 15 s. de capitation, fut inscrit pour 1.117 l. 16 s. 6 d. au rôle de 1789, et bénéficia d'une ordonnance de 136 l. 17 s. 6 d.

Les sieurs et dame Peydière, pour une capitation de 93 l. 10 s. 11 d. devaient 11 l. 3 s. 9 d. d'après le rôle de 1789 de la ville d'Ardes et reçurent la compensation de l'impôt supplétif (18).

Les privilégiés s'empressèrent de faire valoir leurs titres à compensation. Il en résulta un afflux de demandes et beaucoup d'ordonnances n'étaient pas encore délivrées au début de 1791 (19).

Il serait intéressant de savoir dans quelle mesure cette opération réduisit le rendement de l'impôt de supplément ; les dossiers personnels, bien que très nombreux, ne permettent pas de conclure : il faudrait un tableau récapitulatif et il fait défaut (20).

(17) L. 964.

(18) André d'Aubière était conseiller à la Cour des aides de Clermont (L. 964).

(19) Certaines ordonnances portent la date d'avril et de mai 1791 (L. 969).

(20) Les liasses L. 964 à L. 978 constituent le dossier des quittances de compensation.

Exemple d'une ordonnance de compensation :

Nous membres composant le directoire du département du Puy-de-Dôme

Vu les requêtes, mémoires et pièces justificatives présentées par M. le curé d'Ardes, lesdites pièces registrées n° 192, la quittance de décimes montant pour l'année entière 1789 à la somme de 41 l. dont moitié à compenser sur les

La rédaction des rôles de supplément

Il est aussi embarrassant de juger des difficultés que les corps municipaux rencontrèrent dans la confection de ces rôles. Le 24 juillet 1790, Chauty, procureur royal de l'élection de Clermont, signalait la multiplicité des erreurs commises ; la Commission intermédiaire répondait qu'elle ne saurait réparer des « défec-
tuo-sités énormes » (21). Le 8 novembre suivant, dans une adresse à l'Assemblée nationale, le Conseil général du département se plaignait encore « des erreurs inévitables qu'entraîne l'exécution subite d'un nouveau système de répartition » (22). Mais certes il était plus facile de dénoncer les fautes du législateur que d'admettre l'insuffisance des autorités locales. Or les rôles de l'élection d'Issoire qui nous ont été conservés dénotent un certain soin : les municipalités de cette région ont adopté les dispositions matérielles des cahiers d'ancien régime et rien ne permet de croire que les textes législatifs n'aient pas été compris (23).

cotisations qui lui ont été faites en différentes collectes de ce département pour le supplément des rôles des six derniers mois 1789.

Vu pareillement l'extrait du rôle de la collecte d'Ardes ou ledit Sr Curé est cotisé pour les six derniers mois 1789, à la somme de 22 l. 12 s. 6 d.

Nous avons, en exécution des instructions publiées par ordre du Roi, en date du 13 avril 1790, ordonné la compensation à faire de la somme de 20 l. 10 s. à imputer sur la moitié du montant de la quittance de décimes qu'il nous a produite et qui demeure au greffe du Directoire du département du Puy-de-Dôme, de laquelle somme de 20 l. 10 s. le rôle de ladite collecte demeurera déchargé en rapportant la présente qui sera reçue pour comptant chez le receveur du ci-devant département de Riom et partout où besoin sera.

Fait en directoire du département du Puy-de-Dôme, à Clermont-Ferrand, le 4 décembre 1790.

Maignet, Christophle, Chandeson, Chollet.

L. 964.

(21) L. 962.

(22) L. 1307.

(23) Fonds de l'élection d'Issoire. — Quelques exemples nous ont été conservés également dans le fonds du département (L. 2941).

On constate, d'une localité à une autre, des différences considérables dans la proportion entre les rôles de supplément et les anciens rôles des six derniers mois de 1789.

Voici des exemples tirés de la région d'Ambert :

Localités.	Montant des impôts ordinaires des six derniers mois 1789	Impôts supplétifs
Ambert-ville	9154 l. 9 s. 7 d. ½	1724 l. 12 s. 3 d.
Arlanc-ville	4419 l. 17 s. 10 d.	411 l. 7 s. 6 d.
Bourg d'Arlanc	2720 l. 16 s. 7 d.	443 l. 10 s.
Beurières	3579 l. 17 s. 2 d. ½	53 l. 10 s.
Dore l'Eglise	81 l. 8 s. 6 d.	162 l. 16 s. 9 d.
Eglizolles	5737 l. 14 s. 5 d.	26 l. 13 s.

(L. 2941)

Il n'en reste pas moins que les retards furent sérieux. Vainement le contrôleur général Lambert démontra à plusieurs reprises les avantages de l'impôt supplétif : c'était un moyen de réparer les injustices du « répartition » (24) ; l'espoir d'une décharge était de nature à stimuler les municipalités ; il s'agissait de « la base pour la division des fonds libres entre les départements » (25). Monestier répondit qu'il comprenait ces arguments, mais que la plupart des communes marquaient leur indifférence par une extrême lenteur. Parler du soulagement, effectivement procuré aux anciens contribuables par l'impôt de supplément, comme le fit la proclamation du directoire départemental du 1^{er} février 1791, prend donc une certaine saveur (26) : à cette date beaucoup de rôles étaient encore attendus ; dans le seul district d'Ambert, le receveur Boucheron pouvait, le 3 avril 1791, citer 10 municipalités retardataires (27). Trois mois plus tard, en réponse à une lettre du ministre des finances Tarbé, les membres du directoire affirmaient audacieusement qu'il restait « un bien petit nombre de municipalités à satisfaire à (leurs) demandes réitérées » (28). Or la situation réelle était bien différente : ainsi, dans l'élection de Clermont, au 13 avril 1792, 33 communes n'avaient rien remis et au 8 novembre 12 encore étaient défailtantes (29).

Sans aucun doute, la passivité des corps municipaux trouvait des complicités dans les directoires de district. La proclamation du 6 juin 1790 autorisait les receveurs à recourir aux contraintes pour vaincre les résistances des municipalités récalcitrantes ; mais le décret du 13 juillet donna aux districts le droit de viser ces contraintes. Le 1^{er} juillet 1791, un commis du receveur particulier d'Issoire, Proust, se plaignit des difficultés qu'il avait rencontrées jusqu'alors ; il concluait à la nécessité de mesures énergiques. Le directoire d'Issoire fit des objections ; il n'accorda aux garnisaires qu'un jour, deux au plus, pour remplir leur mission : le délai était évidemment trop court pour permettre à ces chefs de contraintes de se transporter dans les villages retirés de la montagne. Le receveur particulier établit des garnisons dans certaines localités ; mais le procureur syndic Altaroche

(24) Lettre du 14 novembre 1789 à la Commission intermédiaire (4 C. 27).

(25) Lettre du 9 octobre 1790 (L. 962).

(26) L. 980.

(27) Il s'agissait non seulement de villages de la montagne, mais de la ville d'Ambert (L. 962).

(28) Lettre du 31 juillet 1791 (L. 962).

(29) L. 962 et L. 3915.

retint les contraintes lancées contre les consuls de Brassac, de Gimeaux et de Sainte-Florine (30). On aimerait à savoir dans quelle mesure cette conduite fut dictée par le désir de ménager les privilégiés ou par la répugnance à s'occuper d'impôts d'ancien régime.

On s'explique qu'en 1793 la question des rôles de supplément fût encore à l'ordre du jour. Au directoire départemental, Chandezon recherchait les causes générales des retards ; les districts furent invités, le 4 février, à faire « de nouvelles démarches pour accélérer la remise des renseignements pour connoître les motifs de ces retards » (31) ; à la suite de quoi le directoire de Clermont avertit 12 municipalités que des commissaires leur seraient envoyés incessamment (32) ; le directoire de Thiers adressa des menaces analogues (33). Mais il faut croire qu'on se résignait toujours mal à passer aux actes, puisqu'en l'an II, on pourra dénombrer, dans l'ensemble du département, 29 communes retardataires (34).

Déjà, le 1^{er} août 1792, devant la Législative finissante, Guyton Morveau, député de la Côte-d'Or, avait pu faire le procès de l'impôt des privilégiés. Certes les Constituants avaient oublié le discrédit des impôts royaux, lorsqu'ils avaient escompté les heureux effets d'un ajustement égalitaire. Les corps municipaux et même les directoires considérèrent avec défiance les nouveaux rôles : c'était pour eux une augmentation de la charge globale ; or ils comptaient sur un dégrèvement immédiat. Pour la première fois, il fut difficile de vaincre la résistance des autorités locales ; dès lors il était clair que le personnel fiscal élu ne remplirait pas tous les espoirs que l'Assemblée nationale avait fondés sur lui.

(30) Voici le passage le plus important de la lettre écrite au département le 1^{er} juillet 1791 par le commis Plombier : « Je suis étonné que mon paquet ne vous soit pas parvenu... J'avois l'honneur de vous prévenir de ce qui suit ; de vous supplier de solliciter MM. du directoire d'Issoire de ne pas refuser le visa des contraintes que je décernois au nom de Mr Proust sur les collectes arriérées ; Mr Altarroche particulièrement a refusé, jusqu'au mois dernier et a retenu la contrainte de ce mois, de viser aucune contrainte sur les collectes de Brassac, Sainte Florine et Gimeaux dont vous verrez le débet à l'état cy joint ce qui est cause que les collectes n'ont fait aucun payement, depuis celui de février dernier.... Un commis ne pourra pas aller d'Issoire à Echandelis éloigné de six lieues de montagne dans un ou deux jours et faire la suite.... » (L. 962).

(31) L. 962.

(32) 6 février 1793 (L. 962).

(33) 11 février 1793 (L. 5591).

(34) Etat du 16 nivôse an II (L. 962).

CHAPITRE VII

La fixation et la répartition des impôts de 1790

La nouvelle législation des impositions ordinaires devant la Commission et les Bureaux intermédiaires

Le décret du 25 septembre 1789, qui établissait (Article 2) les rôles supplétifs des six derniers mois de 1789, portait (Article 4) que les privilégiés seraient, en 1790, « cotisés avec les autres contribuables, dans la même proportion et la même forme » (1). La Commission et les Bureaux intermédiaires répartiraient les impositions de 1790, puisque le nouveau personnel élu ne pouvait être en place avant plusieurs mois : ainsi en décida la proclamation royale du 16 octobre 1789, qui maintenait par ailleurs, la distinction traditionnelle entre la cote d'exploitation et la cote personnelle (2).

Déjà le 16 août 1789, Necker avait adressé à la Commission intermédiaire d'Auvergne une invitation à répartir rapidement les impôts de l'année suivante, dont le montant, pour l'ensemble de la généralité atteignait la somme de 6.131.707 livres environ (3). Mais comment travailler vite alors que la tourmente révolutionnaire balayait les anciennes autorités ? L'abbé de la Mousse et ses collègues s'en ouvrirent à Necker : « Nos départemens se décomposent au point qu'il leur sera difficile, pour ne pas dire impossible, de faire sur la plupart des villes, l'essai de la nouvelle répartition. Les villes plus centrales se sont constituées chef-lieux d'arrondissement et s'emparent de l'administration

(1) Bloch, *Recueil*, p. 63.

(2) Bloch, *Recueil*, p. 78.

(3) 4 C. 113.

non seulement de leur commune, mais encore de celle de leur district » (4). Tout en préconisant donc la convocation de l'Assemblée provinciale, la Commission intermédiaire n'en arrêtait pas moins sur l'heure et sans le retoucher le brevet général des impôts, qui lui avait été présenté (5).

Le maintien des deux cotes payables, l'une au domicile, l'autre à la situation du bien, n'alla pas sans inquiéter les procureurs syndics provinciaux ; ils invitèrent les municipalités à dresser « des états nominatifs des cotes de simple exploitation avec indication du lieu du domicile du contribuable afin que le département les fasse passer au lieu du domicile de chaque contribuable ». La cote d'exploitation ne suscitait par elle-même aucune critique ; « mais les collectes privées de l'application de la cote personnelle ou de domicile (devaient) en être dédommagé par un moins imposé ». Au reste, les membres de la Commission s'en remettaient en définitive à l'appréciation des officiers municipaux : « La proclamation du Roi ne s'explique pas sur les moyens de prévenir ces inconvénients. Votre zèle pour une répartition proportionnelle des impôts les indiquera » (6). Il était peut-être imprudent de faire crédit aux autorités locales, en particulier à celles de la campagne.

Dès le 16 novembre 1789, Lambert se plaignit des retards apportés à la formation des rôles de 1790 ; il consentit à reconnaître qu'il y avait des biens nouvellement imposables, ceux du domaine, des apanages, des hôpitaux et collèges, etc. mais ces additions ne justifiaient pas les lenteurs de la Commission (7). Or, l'extension à tous les taillables des dispositions établies par le décret du 28 novembre (8) ne put qu'interrompre fâcheusement les travaux commencés. Si la réunion des deux cotes au lieu de situation des biens se justifiait, lorsqu'il s'agissait des rôles nouveaux des privilégiés, par contre il était peut-être indiqué de ne rien changer aux règlements qui auraient permis de copier les rôles ordinaires de 1790 sur ceux de 1789 ; mais le décret en décida autrement (9). La Commission intermédiaire dut inviter les Bureaux des élections à ne plus tenir compte de

(4) Lettre du 17 octobre 1789 (4 C. 111).

(5) 4 C. 113.

(6) Instruction du 6 novembre 1789 (4 C. 21).

(7) 4 C. 148.

(8) Cf. I^{re} partie, chap. VI, p. 62.

(9) Cf. I^{re} partie, chap. VI, p. 62 ; également M. Marion, *Histoire financière*, t. II, p. 37.

l'ancienne distinction entre les cotes personnelles et les cotes d'exploitation. Le Bureau d'Issoire répondit que le « département » étant déjà fait, il ne croyait pas à propos de le remettre sur le chantier (10). Tel ne fut pas l'avis du contrôleur général : les municipalités où les rôles n'étaient pas encore rédigés devaient asseoir l'impôt au lieu de la situation des biens ; et là même où l'opération était terminée, il fallait la reprendre, sur la base nouvelle (11).

Sur ces entrefaites, les avocats de la province communiquèrent leur consultation, qui s'efforçait de concilier les dispositions des décrets de la Constituante avec les coutumes de l'Auvergne. Bergier et Couthon pensaient que tous les domaines d'un particulier devaient être cotisés dans la seule collecte où étaient « placés les bâtiments d'exploitation » ; le texte « au lieu de situation des biens » subissait de la sorte une interprétation assez libre. Cependant les procureurs syndics provinciaux avouaient au contrôleur général que leur incertitude persistait, en raison du désir que beaucoup de municipalités rurales manifestaient de bénéficier du dernier décret (12) : il était difficile de leur refuser satisfaction, puisque les mandements n'avaient pas pas encore été partout envoyés, mais la taxation uniforme « au lieu de situation des biens » était gênante (13). En réalité, la Commission intermédiaire se sentait débordée par les prétentions contradictoires des municipalités. Un très grand nombre de municipaux ne songeaient qu'à comprendre dans leurs rôles « tous les biens situés dans l'étendue de leurs paroisses » (14) : le taux de chaque contribuable serait allégé, si la charge globale de la collecte n'augmentait pas ; mais inversement certaines communes pouvaient craindre que, le montant de leurs impositions demeurant invariable, toute perte de cote ne fût une perte sèche et irréparable. Billom se déclarait lésé, à raison « du tiers et plus de son terrain », par le transport de cotes sur les paroisses voisines ; crainte d' « un soulèvement du peuple qui souffre », il fallait se résigner à travailler en 1790 « sur les anciens erre-

(10) 4 C. 115.

(11) Lettre du 28 décembre 1789.

(12) Lettre du contrôleur général du 12 janvier 1790.

(13) Les mandements furent envoyés aux municipalités dans l'élection de Riom le 24 décembre 1789, dans celle de Clermont le 7 janvier 1790, à Brioude le 10 janvier, à Mauriac les 22 et 25, à Aurillac dans les derniers jours de janvier ; mais rien n'avait été encore fait à Issoire et à Saint-Flour au début de mars (L. 984).

(14) Lettre de la municipalité de Billom à la Commission intermédiaire, 10 mars 1790 (4 C. 26).

ments » (15). La Commission intermédiaire arrêta donc que la ville de Billom pourrait comprendre dans ses rôles les biens « tels qu'ils y ont été cotisés d'ancienneté » (16) ; elle accorda plusieurs autorisations du même genre, toujours « pour ne pas créer des retards » et elle multipliait les doubles emplois (17). On s'explique que les municipaux d'Artonne aient volontairement maintenu la distinction entre les cotes « bien que la taxation au lieu de situation des biens leur eût semblé préférable » (18).

L'essentiel était d'aboutir ; le contrôleur général Lambert crut bon d'autoriser la mise en recouvrement, sans délai, des cahiers qui comprendraient les mêmes cotes que l'année précédente (19). La Commission, embarrassée, fit une réponse administrative et laissa s'écouler un mois avant d'écrire aux municipalités qu'elle comptait sur leur « esprit de justice » et leur « amour de l'ordre » (20). A cette date — mars 1790 — 92 rôles seulement étaient vérifiés sur l'ensemble des 988 municipalités de la généralité (21). Comment la Commission pouvait-elle prétendre en avoir fini avec les opérations qui la concernaient, alors que des mandements attendaient encore dans ses bureaux le moment d'être expédiés ? (22). A l'en croire, les Bureaux intermédiaires n'avançaient guère, « les différents décrets de l'Assemblée nationale ayant fait naître des obstacles infinis par la difficulté de se procurer des renseignements nécessaires pour leur entière exécution » (23). De fait, ces Bureaux ne semblaient pas toujours disposés à tirer parti des suggestions qui leur étaient communiquées ; on voudrait savoir par exemple ce qui déterminait le Bureau de Clermont à écrire que certains articles de la Consultation des avocats étaient inapplicables (24).

(15) Requête à la Commission intermédiaire par Morin, archiprêtre et député de la ville de Billom (4 C. 129).

(16) Arrêté du 10 mars 1790 (4 C. 26).

(17) Autorisation à la municipalité de Chauriat (18 mars), à celle de Saint-Genest-l'Enfant (1^{er} mai), etc. (4 C. 26).

(18) Mémoire à l'Assemblée nationale (*Arch. nationales*, D. VI, 47.736).

Le directoire départemental examina, le 7 octobre 1790, une pétition de la municipalité de Montaigut, dans laquelle une réduction de l'impôt était sollicitée, « le surplus étant rejeté sur les paroisses où sont situées les propriétés foraines » (L. 244).

(19) Lettre du 21 janvier 1790 (4 C. 148).

(20) Le 1^{er} février 1788, la Commission intermédiaire promit d'exhorter les municipalités (L. 986) ; mais sa circulaire date du 1^{er} mars (L. 984).

(21) État du 3 mars 1790 (L. 984).

(22) Il s'agit des mandements destinés aux élections d'Issoire et de Saint-Flour.

(23) 4 C. 26.

(24) Lettre du 10 mars 1790 (4 C. 26).

Du haut en bas de l'échelle, chacun essayait de dégager sa responsabilité : les uns s'en prenaient à la loi, les autres accusaient les autorités inférieures. On le vit bien encore lorsque Necker intervint le 2 avril 1790 pour donner « la méthode la plus propre à améliorer la confection des rôles de 1790 » (25). En vérité cette instruction n'éclairait pas la situation et la Commission intermédiaire préféra déplorer la mauvaise volonté des municipaux : « Lorsque, disait-elle, tous les individus témoignent le plus vif désir d'acquitter leurs contributions, les municipalités n'auroient-elles pas à regretter d'avoir apporté des obstacles par le retard de la formation des rôles, au prompt recouvrement que promettent les bonnes dispositions et l'empressement général de tous les contribuables ? » (26). Affirmation téméraire : car on comprendrait mal comment les officiers municipaux auraient pu résister à cet « empressement général » ; on croirait plutôt que le souci des taillables les portait à ne pas payer des impôts, qui survivaient à la chute de l'ancien régime.

*Les impositions ordinaires de 1790
devant les directoires et le Conseil général*

Lors de l'entrée en fonctions du département et des districts, il restait encore beaucoup à faire et les finances n'en avaient pas fini de dénoncer les retards. Lambert s'étonne, le 26 novembre, que Monestier ne soit pas parvenu à remplir un seul bordereau de vérification des rôles : « Je suis bien sûr que vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir, mais vos efforts auront sans doute été contrariés » (27). De Lessart constate, le 21 décembre, que 247 rôles sont en souffrance et réclame « un bordereau de situation, au commencement de chaque semaine » (28). Ces remontrances finissent par porter, puisque le directoire départemental peut annoncer, le 15 janvier 1791, qu'il ne lui reste plus que 19 rôles à terminer (29). Mais le ministre des finances

(25) 4 C. 125.

(26) Lettre-circulaire du 7 avril 1790 (L. 980).

Le 17 mars 1790, un député d'Auvergne demandait au Comité des finances de la Constituante s'il appartenait aux nouvelles municipalités de faire les rôles des impôts de 1796 ; la réponse fut affirmative (*Procès-verbaux du Comité des finances de l'Assemblée constituante*, publiés par C. Bloch, 1922, p. 168).

(27) L. 980.

(28) L. 980.

(29) L. 984.

ne se tient pas pour satisfait : il veut qu'une proclamation soit lancée « pour contraindre les officiers municipaux qui pourroient se trouver encore en retard » ; il suggère « d'y faire porter les noms des municipalités qui n'auroient pas encore terminé leurs rôles » (30). Le procureur général savait l'inefficacité d'une démonstration visant à produire un effet moral. Il ne se pressa pas de rédiger la proclamation et se réfugiera dans le silence, quand Tarbé, successeur de de Lessart, lui demandera, trois mois plus tard, communication du texte (31). Mais il travaillera et pourra écrire le 22 août : « Tous les rôles des impositions de 1790 sont en recouvrement d'après la certitude que j'ay reçue de Messieurs les receveurs particuliers des finances de l'ancienne province d'Auvergne » (32). Par des lettres répétées, le département et les districts, harcelant les municipalités négligentes, avaient finalement triomphé des résistances.

Ainsi, pour la dernière fois, les rôles de taille et de capitation allaient être mis en recouvrement. Mais les administrateurs ne pouvaient pas se dissimuler les vices d'une assiette opérée dans de mauvaises conditions. Dans sa session de novembre-décembre 1790, le Conseil général du département entendit un rapport pessimiste sur les modalités d'exécution des décrets de la Constituante (33). On remarqua que, dans la région d'Issoire, l'ancien usage avait été conservé, tandis qu'ailleurs le décret du 17 décembre avait reçu une application plus stricte ; il en résultait que certains biens, imposés au plein tarif dans le lieu de leur situation, devraient en outre payer le demi-tarif au lieu du domicile lorsque le propriétaire habiterait le district d'Issoire. Des précisions intéressantes furent fournies sur le Bureau et les officiers de l'ancienne élection de Clermont ; ayant cotisé tous les biens au lieu de la situation, ils avaient « calculé par approximation les pertes et les gains des collectes respectivement les unes aux autres et en décharge de la collecte qui perdait, ils avaient versé sur celle qui gagnait une masse proportionnelle » (34). Du reste, cette tentative louable pour éviter les doubles emplois n'avait pas été couronnée de succès : « Il n'y a pas de collecte qui n'aye souffert de réduction ou qui n'aye fait de récupération... L'inégalité de la répartition déjà si grande est devenue un fléau intolérable pour une quantité de collectes

(30) Lettre au procureur général syndic Monestier, du 21 mars 1791 (L. 984).

(31) Lettre du ministre des contributions Tarbé, du 18 août 1791 (L. 980).

(32) L. 980.

(33) Séance du 4 novembre 1790 (L. 223).

(34) Séance du 24 novembre 1790 (L. 223).

qui, n'étant pas assez bien connues des répartiteurs, n'ont point été diminuées proportionnellement à leurs pertes. »

En somme, la Constituante, désireuse d'améliorer l'assiette des anciens impôts par l'abolition d'abus criants, avait multiplié les erreurs et les injustices. Comme le rapporteur du directoire départemental le fera ressortir, à la séance du Conseil général du 14 décembre 1792, les administrateurs auront dès lors sur les bras la lourde tâche d'examiner les doubles emplois de 1790 et d'en réparer les effets malheureux (35).

Les seconds cahiers des vingtièmes de 1790

Le mode de formation des rôles des vingtièmes fut respecté par les décrets de 1789. Mais l'Assemblée nationale, qui avait soumis les privilégiés au paiement de l'impôt supplétif, les fit inscrire dans les seconds cahiers des vingtièmes (28 septembre 1789).

Campagne, directeur des vingtièmes, avait pensé un moment que les rôles de supplément lui seraient d'un certain secours, car il ne savait sur quelle base taxer les privilégiés. Malheureusement ces rôles ne lui furent d'aucune utilité : ils n'indiquaient ni les propriétés ni les revenus (36).

Le travail était à peine commencé, lorsque le directoire du Puy-de-Dôme se substitua à la Commission intermédiaire. Le ministre des finances lui prescrivit de seconder les opérations du directeur et des contrôleurs des vingtièmes ; il n'en coûterait rien au directoire puisque le gouvernement assurerait le traitement de ces employés (37). Monestier se mit en relation avec le personnel des vingtièmes et comme beaucoup de communes de la partie septentrionale du Puy-de-Dôme avaient été du Bourbonnais, une correspondance active s'échangea entre Clermont et Moulins (38).

La rédaction des seconds cahiers posait certaines questions délicates. Elle obligeait les répartiteurs à taxer les biens des privilégiés, devenus biens nationaux. Campagne fit ressortir le gros effort qu'il dut fournir pour contrôler les déclarations du clergé

(35) L. 228.

(36) Le 4 février 1790, Campagne renvoyait les rôles supplétifs à la Commission intermédiaire (4 C. 148).

(37) Lettre du 3 septembre 1790 (L. 981).

(38) Ainsi, le 29 septembre 1790, Le Peintre, directeur des vingtièmes de Moulins, envoyait au département du Puy-de-Dôme les rôles des vingtièmes des collectes qui avaient appartenu au Bourbonnais.

du diocèse de Clermont (39) ; à son avis, il fallait ménager les biens ecclésiastiques, si l'on ne voulait pas décourager les acheteurs ; il remontrait que les vingtièmes des hôpitaux et collèges étaient si difficiles à établir qu'il valait mieux en référer à l'Assemblée (40). Le Conseil général, réuni à l'automne de 1790, décida que les privilégiés seraient cotisés, sauf retenue sur les redevances ou rentes qu'ils pouvaient devoir (41). Or le contrôleur général avait écrit, le 18 avril précédent, à la Commission intermédiaire, que les portions congrues devaient être imposées sous le nom de ceux qui les acquittaient. Campagne avait donc compris les gros décimateurs pour tous leurs revenus sans en retrancher les portions congrues ; c'était la règle que son collègue Le Peintre avait suivie dans le Bourbonnais ; il l'avait adoptée, parce qu'il lui avait paru impossible d'imposer personnellement chaque curé congruaire, à moins de « distraire des biens des débiteurs l'objet de ces portions congrues » — ce qui précisément permettait de les payer : travail invraisemblable et néanmoins nécessaire, si l'on voulait éviter les doubles emplois. Ainsi le directeur des vingtièmes repoussa la résolution du département et le directoire eut la sagesse de ne pas persister dans une voie impraticable (42).

On devait effectivement constater que les seconds cahiers tardaient à voir le jour : plus de 600 étaient à former, au mois de décembre 1790 (43) ! Du moins les mauvais effets d'un travail précipité auraient-ils été évités ? La multitude des réclamations en surtaux et pour doubles emplois permettent d'écarter cette supposition. A la session de l'Assemblée départementale, de décembre 1792, le rapporteur du directoire dira la dure liquidation de cette autre mesure d'attente des Constituants (44).

Comparons les seconds cahiers des vingtièmes aux premiers : les cantons montagnards ont été généralement ménagés (entre autres les régions de Besse, de Pontaumur, du Forez) ; il n'en est pas de même dans la plupart des pays de plus grand revenu (Limagne, région d'Issoire). Exceptionnellement, à Egliseneuve,

(39) Lettre du 12 novembre 1790 (L. 981).

(40) Le 22 novembre 1790, Campagne transmettait au directoire du Puy-de-Dôme une copie de la délibération du département du Cantal relative à la formation des rôles des vingtièmes sur les biens du Clergé : la décision avait été prise, à Aurillac, de surseoir à la formation de ces rôles et de consulter la Constituante (L. 981).

(41) Séance du 10 novembre 1790 (L. 223).

(42) La lettre de Campagne est du 29 novembre 1790 (L. 981).

(43) Lettre du ministre de Lessart à Monestier, 21 décembre 1790 (L. 980).

(44) Séance du 14 décembre 1792 (L. 228).

les seconds cahiers ne représentent que le 88^e des cahiers ordinaires ; dans la majorité des cantons, le rapport est du quart ou du cinquième ; à Gerzat, Vic-le-Comte, Billom, les privilégiés paient presque autant que les anciens redevables ; enfin la proportion se renverse, à Sauxillanges (6.300 l. pour les seconds cahiers contre 2.318 aux premiers). Dans l'ensemble, il y a une relation assez bien marquée entre l'effort fiscal demandé aux privilégiés et la richesse des différentes contrées (45). Mais on aimerait à savoir dans quelle mesure la fortune des nouveaux cotisés a été atteinte.

Les difficultés rencontrées dans les communes

L'assiette des impositions de 1790, comme celle de l'impôt supplétif, dépendait grandement de la bonne volonté des municipalités. Il appartenait aux officiers municipaux de distribuer entre les contribuables la charge que les bureaux des élections, puis les directoires des districts attribuaient à chaque commune. Le décret du 16 octobre 1789 et les Instructions royales du 21 mars 1790 prescrivaient pour la confection des rôles un bref délai, que le décret du 25 mai 1790 limita à quinze jours (46). Ce fut la proclamation royale du 6 juin suivant, qui autorisa pour la première fois les contraintes contre les municipalités négligentes (47). Mais les moyens efficaces pour faire exécuter la loi, la Constituante ne les donna pas aux directoires des départements et des districts (48).

Dès son entrée en fonctions, le directoire du département du Puy-de-Dôme put constater que beaucoup de corps municipaux étaient divisés sur la manière de former les rôles. Le maire de Jussat (canton de la Roche-Blanche) dénonçait deux membres de la municipalité qui avaient, de leur seule initiative, autorisé la rédaction. Les municipaux de la Chapelle-Marcousse (Ardes)

(45) Tableau des impositions ordinaires et des vingtièmes de 1790 (L. 983).

(46) Bloch, *Recueil*, pp. 95 et 109.

(47) Bloch, *Recueil*, p. 114.

(48) Cf. I^{re} partie, chap. V, p. 55.

Les Constituants consacrèrent trois séances, du 20 au 22 février 1790, à l'examen des troubles, qui paralysaient la levée des impôts (*Moniteur*, nouvelle impression, t. III, p. 438). A la suite du débat, il fut décrété que les municipalités pourraient publier la loi martiale lorsque le recouvrement rencontrerait des résistances (Décret du 23 février 1790, cf. Bloch, *Recueil*, p. 94). Robespierre s'y opposa ; mais il ne fit pas valoir combien il était illusoire d'armer des corps municipaux qui avaient déjà prouvé leur mauvaise volonté en se refusant à répartir le montant des mandements établis par les officiers des élections (*Moniteur*, t. III, p. 452).

signalaient que le procureur de leur commune avait déterminé les consuls à refuser leur concours pour l'établissement des cotes (49). A Antoingt (Vodable), le rôle de la taille était, selon certains habitants, « un tissu d'injustices criantes » et le maire rejetait la responsabilité sur le procureur, Triozon, élu par la suite au directoire du district d'Issoire (50). Du reste, il était notoire que les administrateurs de villages abusaient de leur autorité pour se ménager ou pour ménager leurs proches (51). Le maire de Saint-Dier (Tours) se refusait à lire publiquement le rôle de 1790 (52) ; les habitants d'Arconsat (Saint-Rémy) avaient à souffrir de la partialité du corps municipal (53) ; à Champeix, la municipalité, composée surtout de bourgeois, rejetait l'impôt sur « le paysan » (54) ; accusé de s'être diminué, le maire de Chavaroux (Ennezat) était soutenu par le conseil général de la commune et le district de Riom passait l'éponge (55) ; le maire de Pontgibaud aurait également falsifié les rôles (56) ; celui de Saint-Julien-Herment chargeait les cotes des religieuses de l'Eclache : il déclarait qu'elles pouvaient payer, réduisait en proportion un de ses amis et refusait de comparaître aux fins de justification devant le directoire du département (57) ; de pauvres cultivateurs de Saint Bonnet-le-Bourg (Saint-Germain-l'Herm) écrivaient que les officiers municipaux de leur village étant tous parents, s'étaient entendus pour répartir entre eux et leurs amis la diminution provenant de l'imposition des privilégiés, avaient favorisé ceux qui leur avaient payé du vin, menacé de la prison ceux qui se plaindraient et dispensé au contraire de prison, moyennant certaine somme, au nom d'un prétendu décret (58).

(49) L. 244 (Registre, p. 56).

(50) L. 962 et 963.

(51) Cf. Mémoire de Colin, de Riom, 2 mars 1790 (*Arch. nationales*, D. VI, 47.736).

(52) L. 244 (Registre, p. 18).

(53) 4 C. 128.

(54) 4 C. 130.

(55) L. 967.

(56) 4 C. 137.

(57) L. 246 et 984.

Le maire Tardif avait déclaré « que les dames de l'Eclache avoient bien le moyen de payer, qu'au reste c'était des b... et qu'il se f... des événemens ». (Rapport du directoire du district de Clermont du 28 janvier 1792). — De la délibération du directoire départemental (même date), nous extrayons le passage suivant : « ...Le faux est évident, c'est un délit de la plus grande conséquence et celui de tous qui par ses suites doit le plus exciter la vigilance des corps administratifs. Il y a lieu de dénoncer le crime à l'accusateur public et ... attendu qu'il ne faut jamais juger personne sans l'entendre, il paraît nécessaire de mander le sr Tardif et de l'ouïr sauf à prendre un parti sur ses réponses... »

(58) *Arch. nationales*, D. VI, 47.736.

Certaines municipalités sont d'ailleurs en butte à l'hostilité des contribuables et par suite placées dans une pénible position. Des habitants de Chidrac insultent le maire de Saint-Saturnin, au moment de la lecture du rôle (59). Un certain Laffarge, mécontent de sa quote-part, suscite une sédition contre les autorités de Saint-Germain-l'Herm (60). Des forains manifestent leur mécontentement à Saint-Vincent-Blanzat, à Sauxillanges et à Eglise-neuve-des-Liards (61). Parfois, les municipaux sont joués, faute de pouvoir faire eux-mêmes le travail qui leur incombe ; ceux de la commune d'Ars se plaignent que le rôle ait été rédigé par un riche propriétaire privilégié, M. de Layval : ce dernier avait profité de leur ignorance pour accabler les petits propriétaires, tout en diminuant sa propre cote ainsi que celle du curé (62). Magnin, maire de Sauxillanges, écrit au procureur syndic du district d'Issoire : « J'ai l'honneur de vous observer que si vous ménagez aussi peu les officiers municipaux, avec ce qu'ils sont si peu encouragés à faire le bien public par les entraves sans nombre et les grandes occupations que leur donnent sans cesse les gros propriétaires désireux de se soustraire à l'impôt et d'en écraser les malheureux, les places dans les municipalités seront bientôt désertes » (63).

Il n'est pas toujours aisé de discerner les responsables. A Anzat-le-Luguet (canton d'Ardes), des mutins auraient voulu forcer les municipaux à faire des cotisations extravagantes ; une autre version prétendait au contraire que ces officiers avaient opéré sans souci de la répartition des biens et menacé les opposants de les augmenter (64). Le duc de La Rochefoucauld était un des dénonciateurs de la municipalité d'Anzat ; or, en manière de protestation contre l'impôt, il semait le désordre à Saint-Alyre-es-Montagne (65). Autre exemple : à Saint-Maurice (canton de Mire-

(59) *Arch. nationales*, D. VI, 47.736.

(60) L. 244 (Registre, p. 117).

(61) *Arch. nationales*, D. VI, 47.736. A signaler en particulier la lettre écrite le 1^{er} juillet 1790 par la municipalité d'Eglise-neuve-des-Liards au député Girot, rue Saint-Florentin, n° 2. (Il s'agissait du Constituant Girod-Pouzol).

(62) Cote de M. de Layval : 30 livres pour 300 livres de revenu ; cote du curé : 3 livres ; cotes de propriétaires jouissant de 50 livres de revenu : 100 à 120 livres (*Arch. nationales*, D. VI, 47.736).

(63) Lettre du 4 novembre 1790 (L. 4398).

(64) *Arch. nationales*, D. VI, 47.736 (4 C. 128).

(65) Lettre écrite au Luguet le 4 mai 1790 par un certain Cosin à Reboul, syndic provincial ; lettre de la municipalité de Saint-Alyre, du 29 avril 1790 (L. 970). Voici le passage le plus suggestif de cette dernière lettre : « Il est bien affreux que l'agent de M. de La Rochefoucauld mette le désordre dans la paroisse de Saint Allyre pendant qu'on a eu tous les ménagemens possibles dans les cottes qui lui ont été faites. Si les prétentions de cet agent étoient

fleurs), le maire aurait fait rédiger les rôles par une assemblée extraordinaire, convoquée à l'insu de nombreux habitants ; mais si l'on en croit d'autres témoignages, les villageois absents auraient été des adversaires du maire (66). Nous restons dans l'incertitude.

Ces incidents, parfois pénibles, prouvent que les ruraux acceptaient mal la persistance des anciens impôts. Rien ne permet d'affirmer qu'il en ait été de même dans les villes où les autorités élues étaient plus aptes à faire respecter les mesures d'attente de la Constituante (67).

accueillies, M. de La Rochefoucauld qui jouit de 40 à 45.000 l. de revenu dans Anzat et ses environs, ne payeroit pas cent pistoles d'impositions... C'est encore cet agent qui soufle la discorde dans la municipalité d'Anzat-le-Luguet, ce qui est cause que le recouvrement de l'impôt ne s'y fait point... »

(66) Lettre de Lambert au directoire du département du Puy-de-Dôme, 30 septembre 1790 (L. 963).

(67) Ph. Sagnac, *La Révolution française* (Lavis, t. I, p. 158).

CHAPITRE VIII

Le recouvrement et le rendement des impôts d'ancien régime

Causes générales des retards en 1789

Le 7 août 1789, Necker annonçait pour la première fois à la Constituante : « L'on éprouve des retards dans le paiement de la taille, des vingtièmes et de la capitation, en sorte que les receveurs généraux et les receveurs des tailles sont aux abois... » (1). Le 27 août, Mirabeau lançait à son tour : « La perception des impôts est presque nulle » (2). Ces cris d'alarme avaient pour fondement les nouvelles peu rassurantes qui parvenaient de tous les points du royaume ; à n'en pas douter, la Grande Peur, commotion immense du corps social, paralysait les versements que normalement les redevables devaient effectuer.

Ainsi le receveur d'Issoire attirait l'attention du Bureau intermédiaire sur les bruits alarmants qui circulaient : « (Ils) ont causé un effroy qui a nui infiniment au recouvrement des deniers du Roy... Nous ne pouvons vous laisser ignorer que parmi quelques-unes (des collectes) est née l'opinion qu'elles ne doivent plus payer l'impôt, et qu'en conséquence elles ne se sont point rendues au bureau lors du payement » (3). Le receveur de Viry rapportait en 1790 « que les troubles survenus en 1789 ont occasionné parmi les redevables la plus grande négligence à satisfaire la quotité de leurs impositions, que les diligences qu'il avait faites à ces époques ont été presque infructueuses à raison de

(1) *Moniteur*, t. I, p. 304.

(2) *Moniteur*, t. I, p. 388.

(3) 4 C. 278.

l'effervescence populaire, que les chefs de garnison ont été insultés dans différentes paroisses et forcés de se retirer, que devant de semblables insurrections de la part des redevables, il avait cru prudent de suspendre dans les mois d'août et septembre 1789 les amendes pour éviter tout prétexte de soulèvement... » (4). Aussi la Commission intermédiaire d'Auvergne, à l'imitation de celle de Rouen, flétrit les agissements de certains particuliers et de « quelques municipalités », qui s'étaient permis « des voies de fait » contre les préposés à la perception des impôts (5). Puis elle publia une lettre de Necker engageant les Français à remplir leur devoir fiscal (6). Mais la situation était assez sérieuse pour exiger une recherche attentive des responsabilités.

Attitude des collecteurs et des receveurs particuliers

Le 1^{er} mars 1790, les officiers municipaux de Sauxillanges signalaient à la Commission intermédiaire des collecteurs qui prétendaient n'avoir plus à faire le recouvrement (7). Il était avéré que de nombreux collecteurs se dérobaient de peur d'être inquiétés (8). Par un décret daté du 10 juillet 1790, la Constituante rappelait à l'ordre ceux d'Egliseneuve-des-Liards (9). Mais les municipalités durent en beaucoup d'endroits suppléer les défaillants (10). Et elles n'eurent pas toujours à le regretter : il advenait que des collecteurs restaient en fonctions pour agioter. Ainsi, dans la région d'Ambert, ils « échangeaient l'argent de leur levée contre des assignats, en arrivant en ville » (11). Le directoire de ce district décida en conséquence que les collecteurs se feraient donner par les municipalités des bordereaux des sommes qu'ils avaient à verser aux receveurs. Sans doute, ce trafic d'argent n'était pas particulier aux collecteurs ; il n'en contribuait pas moins à les discréditer.

Les Constituants préféraient du reste s'en prendre aux receveurs particuliers. L'abbé Gouttes les dénonça le 7 août 1790, et Camus

(4) Registre des procès-verbaux adressé tous les quinze jours chez Messieurs les receveurs (Déclaration de de Viry, 1^{er} novembre 1790, L. 3984).

(5) 19 septembre 1789 (4 C. 25).

(6) Lettre du 13 octobre 1789 (4 C. 25).

(7) 4 C. 20.

(8) Cf. Mémoire de Colin, précité.

(9) Bloch, *Recueil*, p. 120.

(10) Notamment à Anzat-le-Luguet : dénonciation du directoire du district d'Issoire, 3 octobre 1790 (L. 1283).

(11) Arrêté du directoire du district d'Ambert, 15 avril 1791 (L. 1256).

le 11 septembre (12) ; dans la séance du 4 novembre, Anson, Charles de Lameth et Cazalès se trouvèrent d'accord pour les accabler (13). Certes les députés n'étaient pas sans savoir que les populations détestaient ces agents royaux. Mais pouvait-on réellement voir en eux les principaux responsables ? Que prouve une réunion comme celle du quartier Sainte-Claire de Clermont, qui, présidée par le curé Monestier, prétendit mettre en surveillance les receveurs ? (14). Ces derniers se plaignaient suffisamment du défaut de recouvrement et l'un d'eux, Weleat, réclamait vivement ce qu'il appelait « des moyens positifs » pour en triompher, soulignant par exemple la nécessité d'obtenir des districts le visa des contraintes décernées contre les collectes retardataires (15). En fait, ces agents d'ancien régime, si décriés, avaient quelque mérite à ne pas abandonner la partie : l'Assemblée nationale les plaçait sous le contrôle des directoires de département et de districts (16) ; leurs registres devaient être vérifiés par les autorités nouvelles (17). Aussi le procureur général syndic put-il prétendre qu'il n'avait jamais dépendu de lui-même que les bordereaux de recouvrement ne fussent formés ; le 6 octobre 1792, il écrivit encore au ministre Clavière qu'il lui avait été impossible d'obtenir des receveurs les pièces indispensables à la rédaction d'un état général (18).

Attitude des directoires

Il apparaît bien que le gouvernement comptait précisément sur les directoires pour hâter la rentrée du dernier exercice d'ancien régime. Lorsqu'un ministre des contributions annonce sa nomination, il est de bon ton que le directoire départemental le

(12) *Moniteur*, t. V, pp. 333 et 606.

(13) *Moniteur*, t. VI, p. 298.

(14) Réunion du 8 avril 1790 (*Arch. de la ville de Clermont*, liasse des sections, D. I, 13).

(15) Lettre des receveurs à Lambert, 26 mars 1790 (4 C. 116) ; Lettre de Weleat, du 13 septembre 1790 (L. 231).

(16) Décret du 13 juillet 1790 (Bloch, *Recueil*, p. 120).

(17) Le 26 octobre 1790, le contrôleur général prévient le directoire départemental que les receveurs de Clermont et d'Issoire, de Viry et Proust sont « en très grands retards pour le recouvrement des impositions de l'exercice 1789 » ; les districts doivent surveiller les opérations des receveurs (L. 231 ; *ibid.*, L. 1256).

(18) « Nous n'avons rien négligé auprès des districts de ce département, pour engager les anciens receveurs des cy-devant élections de nous fournir ces bordereaux et nous n'avons jamais pu parvenir à les rassembler, pour en former un état général, quelque invitation que nous ayons faite à ce sujet... » (L. 1256).

félicite et lui promette satisfaction pour le recouvrement (19). Après l'entrée en fonctions de Lessart, Monestier et ses collègues rédigent une proclamation aux termes enflammés pour appeler leurs concitoyens à faire « un généreux effort », peut-être le dernier, au nom du patriotisme : le sort de l'Etat dépend de l'acquittement des impôts échus (1^{er} février 1791) (20). Le 22 septembre suivant, il est de nouveau question d'une adresse destinée à rappeler aux habitants du Puy-de-Dôme, qu'ils doivent à la patrie le dernier terme des taxes d'ancien régime : Tarbé compte sur l'effet de ce geste, car il faut que le département excite le zèle des districts et des municipalités ; comme l'adresse ne paraît pas, le ministre s'en montre fort marri (21).

Les directoires des districts n'aimaient pas qu'on leur parlât de taille et de vingtièmes à percevoir. Déjà, le 22 octobre 1790, Monestier notait que plusieurs d'entre eux répondaient mal à son attente (22) ; par la suite, le procureur général dut leur rappeler à plusieurs reprises l'urgence que réclamait l'exécution du décret du 13 juillet 1790 relatif au recouvrement (23). Mais comment l'action des administrations élues serait-elle opérante dans le milieu hostile des municipalités ?

Attitude des municipalités. Les fléaux naturels

Necker avait toujours soutenu que les retards étaient imputables aux municipalités. Le 6 mars 1790, il demandait à la Commission intermédiaire « d'éclairer celles dans lesquelles il subsiste encore des opinions contraires au bien du service... » (24) ; il écrivait dans le même sens le 2 avril (25) et, le 20 août encore, s'adressant au département du Puy-de-Dôme nouvellement formé : « Les recouvrements sont presque anéantis, affirmait-il. Faites entendre, Messieurs, la voye du patriotisme. Eclairés les municipalités et les gardes nationales sur leurs devoirs. Excités le zèle des bons citoyens » (26).

L'abbé Maury exagérait peut-être lorsqu'il prétendait que « des paroisses entières se sont ligüées pour ne plus payer aucun

(19) 2 décembre 1790 (L. 231).

(20) L. 980.

(21) Lettre de Tarbé du 18 décembre 1791 (L. 232).

(22) L. 231.

(23) Ainsi en octobre et novembre 1790 (L. 231).

(24) L. 1256.

(25) L. 1256.

(26) L. 3913.

impôt » (27) ; d'ailleurs l'orateur, qui n'avait pas l'oreille de la majorité, se fit rappeler à l'ordre ; mais il apparaît bien qu'en Auvergne, les municipalités ne prêtaient qu'une attention distraite aux objurgations. Elles sentaient que les directoires n'envisageaient qu'avec répugnance le recours aux mesures d'intimidation. Elles se refusaient à comprendre la beauté des fleurs de rhétorique (28). Mais elles savaient produire l'argument traditionnel de la misère, conséquence des fléaux naturels.

Les administrateurs du Puy-de-Dôme écoutaient volontiers ce langage, car on les trouvait toujours disposés à demander une remise. Lisons la lettre qu'ils adressaient le 2 décembre 1790 au contrôleur général Lambert : beaucoup de mauvaises raisons ont été données pour expliquer les retards ; il faut plutôt écouter les doléances des collectes ; « la misère seule, qui vient d'être portée à son comble par les effets désastreux de l'inondation des 11 et 12 du mois dernier en est le principe et la cause... » (29). Dix mois plus tard, la situation ne s'est pas améliorée et le ministre Tarbé peut relire les mêmes explications sous la plume des membres du directoire départemental : « Nous avons épuisé tous les moyens que la confiance publique mettoit en notre pouvoir et nous n'avons pu donner plus d'activité au recouvrement. Le retard ne provient pas ni de mauvaise volonté ni de mauvaise intention. La misère seule en est une trop véritable cause et quelque persuadés que nous soyons que la chose publique dépend entièrement de l'exactitude dans l'acquittement des impositions, nous ne pouvons espérer que les voyes même les plus rigoureuses puissent produire aucun effet. Qu'exiger de ces malheureux habitants des campagnes qui ont perdu leur récolte entière ; n'ayant pas cueilli de quoi semer sont-ils en état de se libérer de leurs impositions. Les gelées, grêles et inondations ont fait de ce malheureux département un séjour de misère et d'horreur... Dans cet état de détresse pensés-vous,

(27) Séance de la Constituante du 4 novembre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 298).

(28) « L'apparence de la plus belle récolte, la suppression des dixmes, la certitude de ne pas être augmentés, l'espérance d'être soulagés par une meilleure répartition, l'assurance du bonheur le plus complet, tout enfin, chers concitoyens, doit vous déterminer à répondre à l'attente de l'Assemblée nationale... » (Proclamation du directoire départemental du 1^{er} juin 1791, *Bibl. de la ville de Clermont*, A. 1640).

(29) Le directoire départemental ajoutait : « Quant au second obstacle qui naît du refus que font les fermiers ou locataires des biens nationaux, d'acquitter les sommes pour lesquelles les titulaires desdits bénéfices sont compris dans les rôles des impositions, nous l'avions Monsieur prévu... » (L. 1256).

Monsieur, que nous puissions donner à la perception cette activité que les besoins de l'Etat rend si nécessaire... (30).

Il n'est pas douteux que les ruraux éprouvaient de fortes pertes depuis plusieurs années : ils invoquaient leurs malheurs pour ne pas payer. La Commission intermédiaire avait pu facilement constituer un dossier. Les dommages causés par la grêle pendant l'été de 1788 furent évalués à la somme énorme de 1.791 860 l. (31). L'année 1789 vit des fléaux analogues : dans l'élection de Saint-Flour, la grêle, puis la gelée ruinèrent les cultures, d'où « une misère excessive » ; le Bureau d'Issoire commanda du riz et des fèves pour les pauvres (32). Les procureurs syndics provinciaux notèrent, en mars 1790, la suspension de toute rentrée d'impôts, à cause de la rigueur de l'hiver et du prix excessif des grains (33) ; les montagnards souffraient de la mévente des bestiaux (34). Les orages commirent de nouveaux dégâts dans l'été de 1790 (35). Puis ce furent les inondations du 11 novembre : « des villages entiers ont disparus », écrivit Cuel, président de l'Assemblée départementale, au Comité des finances de la Constituante (36). En décembre 1790, le Conseil du district de Montaigut entendit un sombre rapport sur les calamités publiques (37). La Constituante reçut deux adresses du directoire départemental (38). Il y eut encore en 1791 des gelées tardives, puis trois mois de sécheresse et des épizooties (39).

(30) Lettre du département du Puy-de-Dôme du 28 septembre 1791 (L. 1256).

(31) Etat du 6 novembre 1788 (4 C. 24).

(32) Ces distributions étaient courantes sous l'ancien régime (4 C. 25).

(33) Lettre à Necker du 17 mars 1790. « L'Auvergne est dans toutes ses parties dans un très grand état de misère qui a encore accru le prix excessif des grains pendant le cours de cet hiver et les malheurs des circonstances qui ont forcé presque tous les agriculteurs de quitter leurs travaux dans les instans les plus précieux pour s'armer contre des ennemis imaginaires, perdre un tems difficile à réparer et dépenser les sommes spécialement destinées à acquitter leurs impositions, toutes ces causes réunies n'ont pu Monsieur que nuire infiniment à la célérité qu'exige sans doute le recouvrement des impositions. » (L. 1256).

(34) Rapport du receveur de Viry, 1^{er} novembre 1790 (L. 3984).

(35) Adresse du Conseil général du département, 8 novembre 1790 (Cf. Bonnefoy, *Histoire de l'administration dans la province d'Auvergne*, t. II, p. 5).

(36) La lettre de Cuel est datée du 29 novembre 1790 (*Arch. nationales*, D. VI, 47.737).

Les pertes causées par les inondations furent évaluées à 2.741.278 livres : séance du Conseil général du département du 6 décembre 1791 (L. 223).

(37) Séance de l'Assemblée générale du district de Montaigut du 15 septembre 1790 (L. 1004).

(38) Adresses du 18 janvier 1791 (*Arch. nationales*, D. VI, 47.737) et du 14 juin 1791 (L. 231).

(39) Séance du Conseil du district d'Ambert du 3 novembre 1791 (L. 2748).

Le Comité de mendicité de la Constituante attribua, sur le fonds de secours, 100.000 l. au Puy-de-Dôme (40). Les contribuables éprouvés purent se pourvoir en réduction ou même en décharge. Mais Tarbé refusa d'admettre que les mauvaises récoltes légitimaient le refus de l'impôt ; il cita l'exemple de départements qui, également touchés par les fléaux, avaient réussi à s'acquitter dans les délais prévus par la loi (41).

Rentrée de l'impôt supplétif

Les privilégiés ne résistèrent pas au recouvrement de l'impôt qui les atteignait. On peut noter, comme un fait exceptionnel, que le curé d'Aurières ait refusé la modique somme de 3 l. 3 s., à laquelle il était taxé (42). Un incident, le 3 juillet 1790, à Pionsat : le nommé Cl. Clément, ancien capitaine général des gabelles, aborde le collecteur Antoine Morel en lui disant : « Je viens payer vos coquineries » ; d'où un échange de paroles vives et une dénonciation de la part des officiers municipaux (43).

Cependant les retards dans la formation des rôles en entraînèrent dans la perception. Pour le district d'Ambert, sur 9.977 l., 1.396 restaient dûes en novembre 1791, 887 en mars 1792, et 551 en mai ; les villages retirés de la montagne n'avaient pas payé, tandis que ceux de la vallée de la Dore et ceux des régions proches d'Issoire avaient montré plus d'empressement (44). En décembre 1791, l'arriéré se chiffre à 3.646 l. sur 24.349 l., dans le district d'Issoire (45). Clermont devait encore 21.118 l. sur 98.746 l., en juillet 1792 (46).

Ces résultats sont médiocres, étant donné que tous les impôts des années 1788 et 1789 auraient dû être acquittés avant le 1^{er} juillet 1791 (47). Or l'impôt des privilégiés était généralement considéré comme susceptible d'être distribué en moins imposé sur les anciens redevables (48). Ainsi Brugière, procureur de la com-

(40) Séance du 26 septembre 1791 (*Moniteur*, t. IX, p. 783).

(41) Lettre du 6 novembre 1791 (L. 1256).

(42) Dénonciation des officiers municipaux d'Aurières, 3 février 1791 (L. 964).

(43) Mangerel, *Le canton de Pionsat*, p. 59.

(44) L. 962 et L. 3007.

(45) L. 962.

(46) L. 3915.

(47) Décret du 30 janvier 1790 et circulaire du 25 novembre 1790 (Bloch, *Recueil*, p. 182).

(48) Déjà le 14 novembre 1789, le contrôleur général Lambert, signalant à la Commission intermédiaire la hâte avec laquelle on avait opéré le répartition pour 1790, indiquait que les rôles de supplément offrirait le moyen de réparer

mune de Thiers, proposait le 28 novembre 1790 « d'employer au soulagement des familles nécessiteuses le montant des impositions faites par les cy devant privilégiés » et cette motion fut adoptée (49). Ailleurs, l'argent recueilli permettrait de libérer les insolvable pour les deux derniers exercices d'ancien régime (50). Le directoire du département songea aux enfants trouvés, dont la subsistance était menacée par la cessation des paiements (51). De rares collectes offrirent à la patrie le produit des cotisations perçues sur les privilégiés (52).

En somme, les municipalités ne voulurent pas voir la perspective de compensations possibles aux surtaxes dont elles se plaignaient. L'idée d'équité céda à la méfiance traditionnelle contre toute création fiscale.

Rendement des impositions ordinaires et des vingtièmes

Lorsque la Révolution commença, il existait un arriéré sérieux sur les exercices antérieurs. Le receveur particulier de l'élection de Clermont, de Viry, estimait à 24.000 l. environ le débet pour 1787 (53) ; la ville chef-lieu était en retard de 2.784 l. sur les 14.200 de son abonnement. A la fin de l'année 1788, il n'avait été recouvré que 43 % de l'exercice courant dans la recette de Riom, 40 % dans celle de Clermont et 46 % dans celle d'Issoire (54). Un an plus tard, il était rentré, de 1789, 54 % à Riom, 60 % à Clermont et 52 % à Issoire. La ville de Clermont s'était

les injustices (4 C. 27). C'est ce que rappellera le rapporteur du directoire départemental, dans la séance du Conseil général du 14 décembre 1792 (L. 228).

(49) *Arch. de la ville de Thiers*. — Le 13 novembre 1790, la municipalité thiernoise écrivait à la Constituante qu'elle aurait voulu offrir en don patriotique les 2.200 livres des six derniers mois de 1789, mais qu'il lui avait paru préférable de les consacrer à ses pauvres. (*Arch. nationales* D. VI, 47.740).

(50) Exemples : délibérations des municipalités de Chamalières (20 janvier 1791), de Besse (19 février), d'Ardes (2 mars) (L. 966-967).

(51) Rapport au Conseil général, 14 décembre 1792 (L. 228).

(52) Un rapport du directoire départemental (24 octobre 1791) en dénombra 12, dont Pont-au-Château, Aigueperse, Billom, Lezoux, Vic-le-Comte, Besse : le montant ne dépassait pas 8.000 livres (L. 1312). Il est vrai que la contribution patriotique avait déjà mis à l'épreuve les bonnes dispositions des municipalités. Selon Gaultier de Biauzat, la ville de Clermont s'était inscrite pour 243.000 livres (*Moniteur*, t. IV, p. 249).

(53) Rapport du 14 avril 1790, adressé aux députés et procureurs syndics de l'Assemblée d'Auvergne (L. 1256).

(54) Etats contenus dans la liasse L. 1267.

acquittée dans la proportion de 48 % sur 1788, au 10 décembre 1788, et de 79 % sur 1789 au 10 décembre 1789 (55). Les événements de la première année révolutionnaire ne retardèrent pas sensiblement la perception en cours.

Un ralentissement assez marqué caractérisa la rentrée des impôts de 1790. Il faut attendre le 3 juin 1791 pour que la recette d'Ambert (séparée de celle d'Issoire depuis la formation des districts) ait recouvré 54 % des sommes inscrites aux rôles ; au 10 juin 1791, la recette d'Issoire ne réalisait que la proportion de 51 % (56). Les six derniers mois de l'année 1791 virent, il est vrai, une diminution beaucoup plus rapide de l'arriéré, qui se réduisit à 15 % pour Ambert, 11 % pour Clermont, 7 % pour Riom (57). Le 11 janvier 1793, il ne restera à recouvrer dans le district de Clermont que 9.977 l., soit 0,22 %, autant dire un déchet infime, correspondant aux insolvabilités et non-valeurs normalement prévisibles (58). De même le Conseil d'Ambert, dans sa séance du 31 octobre 1792, accusera un arriéré de 23.313 livres, 0,44 % du total à percevoir (59).

La liquidation des impôts d'ancien régime a exigé quatre années ; elle était à peu près achevée lors de la réunion de la Convention.

Les paiements avaient été assez satisfaisants, comparés à ceux de l'époque antérieure et compte tenu des exceptionnelles difficultés de l'heure. Il est à croire que les autorités nouvelles

(55) L. 1267.

Impositions de 1788 :

Recette de Riom	419.348 l. sur	972.264
Recette de Clermont	862.771 l. sur	2.136.208
Recette d'Issoire	432.962 l. sur	934.918
Ville de Clermont	11.773 l. sur	24.370 au 10 décembre 1788

Impositions de 1789 :

Recette de Riom	522.520 l. sur	969.555
Recette de Clermont	1.275.685 l. sur	2.130.805
Recette d'Issoire	482.118 l. sur	931.227
Ville de Clermont	18.924 l. sur	23.954 au 10 décembre 1789

(56) A Ambert..... 280.400 l. sur 514.383

A Issoire..... 265.621 l. sur 518.695 (L. 1267).

(57) En décembre 1791 :

	SOMMES RECOUVRÉES	SOMMES A RECOUVRER
Clermont	2.204.647	250.331
Riom	966.142	65.864
Ambert	444.746	78.209

(L. 1267)

(58) Note de Weleat, ancien receveur particulier de l'élection de Clermont (L. 1267).

(59) L. 2749.

étaient bien exigeantes, lorsqu'elles déploraient la lenteur des rentrées ; ignoraient-elles la force de cette habitude qui déterminait le redevable à s'acquitter longtemps après l'expiration des délais fixés ? Mais n'est-il pas plutôt remarquable que la Révolution ait réussi à faire rentrer les derniers impôts de l'ancienne monarchie ? Rappelons-nous, en effet, la lenteur de formation des rôles et, d'une manière plus générale, l'hostilité accrue contre un système fiscal voué à disparaître.

CHAPITRE IX

L'imposition de remplacement de la gabelle et des droits indirects

Parmi les mesures fiscales que la Constituante adopta à titre provisoire, l'imposition dite de remplacement de la gabelle et des droits indirects doit être considérée à part. Il s'agissait toujours de donner satisfaction à l'opinion publique sans nuire aux recettes du trésor. L'animosité des populations se dirigeait surtout contre les multiples taxes indirectes, contre la dîme et les droits féodaux, tous impôts qui paraissaient dûs à certaines catégories sociales bien déterminées : fermiers généraux, clergé et noblesse. Lorsque Robespierre faisait remarquer à l'Assemblée que la loi martiale ne sauverait pas les taxes indirectes, il n'avait pas tort. Les documents abondent qui prouvent la violence des sentiments populaires à cet égard : refus de paiement, émeutes, destruction de bureaux d'octroi, etc. Vainement la Commission intermédiaire d'abord, par un arrêté en date du 19 septembre 1789, dénonce les « particuliers, même quelques municipalités (qui) se sont permis des voies de fait contre leurs concitoyens, contre les officiers de justice, contre des préposés à la perception des impôts ou agents de la ferme générale » (1) ; inutilement l'Assemblée départementale engage les habitants à payer les dimes (29 juillet 1790) (2), transmet aux bouchers et aubergistes les injonctions du pouvoir touchant le paiement des aides et octrois (31 août 1790) (3), rappelle aussi, à la suite d'une émeute survenue à Aydat, l'obligation du paiement provisoire des droits

(1) Bibl. de la ville de Clermont (A. 10.583/6).

(2) L. 222.

(3) L. 231.

seigneuriaux (25 septembre 1790) (4), lance enfin une proclamation invitant les autorités locales « à veiller avec soin à la perception des impôts indirects, à faire saisir les tabacs de contrebande... » (28 janvier 1791) (5) : les événements de l'été 1789 sont irrémédiables.

La Constituante s'en rend compte et, dès le mois de mars 1790, cherche, suivant sa méthode habituelle, à ménager les intérêts en présence : il s'agirait de supprimer les droits détestés et d'en porter le montant en addition sur les rôles des impositions directes de 1790.

Lors de la discussion qui s'ouvrit le 13 mars 1790, Gaultier de Biauzat, député du Tiers de Clermont, observa qu'à répartir également la somme au marc la livre de la taille, on porterait un grave préjudice aux provinces rédimées et l'orateur citait l'exemple de l'Auvergne qui, surchargée, parce que franche de gabelle, ne pouvait pas supporter le nouvel impôt (6). L'Assemblée décida de proportionner la taxe de remplacement à la quantité de sel qui se consommait dans chaque département et district (7). Elle vota successivement le remplacement du droit sur les amidons, des droits de marque sur les cuirs et les fers ainsi que des droits sur les huiles et savons (8). Il s'agissait d'un total de 49 millions. Le rapporteur, Dupont, fit ressortir le soulagement qui en résulterait pour les populations ; le 20 octobre 1790, il déclara que la France, astreinte à payer 76 millions pour le sel du devoir, n'en payerait plus que 40 ; il affirma que ceux-là mêmes qui s'étaient affranchis de la gabelle « par la force des insurrections » devaient « une indemnité à l'Etat » (9).

(4) Le directoire départemental « déclare que les droits seigneuriaux non supprimés devant être payés jusqu'au rachat, ceux qui excitent le peuple à les refuser sont les ennemis de la Constitution et méritent d'être punis comme perturbateur du repos public » (L. 231).

(5) « ...Vous devez donc, frères et concitoyens, non seulement acquitter avec exactitude les impôts indirects, dont le payement vous a été recommandé par les décrets de vos augustes représentans, mais encore veiller avec soin à ce qu'il ne soit commis aucune fraude dans cette perception ...le salut de l'Etat, votre propre bonheur en dépendent... » Proclamation du 28 janvier 1791 (L. 231).

(6) *Moniteur*, t. II, pp. 601 à 604 (Cf. 1^{re} partie, chap. 1^{er}, p. 1).

(7) Art. 2 du décret du 21 mars 1790 (Bloch, *Recueil*, p. 97). La discussion eut lieu le 15 mars (*Moniteur*, t. III, p. 619). Le vote définitif fut acquis à la suite d'une intervention de La Fayette, qui invoqua les souffrances du peuple (*Moniteur*, t. III, p. 666).

(8) Décrets des 21 et 22 mars 1790 (Bloch, *Recueil*, pp. 97-100).

(9) *Moniteur*, t. VI, p. 41.

En fait, toutes les provinces parurent bien décidées à ne pas « remplacer ». Lebrun vint, le 13 octobre, jeter le cri d'alarme (10) et l'Assemblée s'empessa de voter, le 26, une nouvelle loi qui confiait au ministère le soin d'expédier les brevets en se conformant aux anciennes divisions du royaume, alors que les districts formeraient les rôles (11). Le département du Puy-de-Dôme apprit de de Lessart, le 9 avril 1791, que sa portion contributive allait être fixée sous peu : ainsi le principe de l'exemption des provinces rédimées était remis en question. Lorsque le directoire prit connaissance du brevet, il put constater que la région de Thiers était comprise pour une somme de 22.306 l. en remplacement de la gabelle. Il protesta immédiatement et une controverse s'engagea, qui devait se prolonger jusqu'en 1793 (12).

Le cas de la ville de Thiers

L'Auvergne s'était rachetée du droit de gabelle sous Henri II, en même temps que cinq autres provinces (13). Thiers et les « paroisses ressortissantes » se trouvaient à proximité de pays de petite gabelle. Pour empêcher la contrebande, le fermier de l'impôt des gabelles du Lyonnais et Forez proposa aux habitants de Thiers de les fournir de sel : ce fut la convention du 17 décembre 1668. Terray imposa une taxe supplémentaire, mais le commerce de la précieuse denrée demeura libre (14). D'où l'étonnement des Thiernois d'être inscrits, avec les pays gabellés, sur les rôles de l'impôt de remplacement

(10) *Moniteur*, t. VI, p. 112.

(11) L. 231 et 276 (Cette loi ne figure pas au recueil Bloch).

(12) La direction de Montbrison devait répartir la somme de 339.835 l. 10 s. entre les bureaux de Brioude, Chaudesaignes, Langeac, Saint-Flour et Thiers. Le directoire départemental prit, le 21 août 1791, un arrêté dans les termes suivants : « Le directoire ... considérant que c'est mal à propos que les paroisses qui composaient le grenier de l'arrondissement de Thiers ont été portées comme devant supporter une imposition dans le remplacement de la gabelle, puisque ce grenier n'avait été établi que conventionnellement avec les fermiers généraux qui ne pouvaient vendre le sel au-dessus du prix des pays rédimés et cette convention n'a été faite que pour arrêter la contrebande ; cette vérité résulte de ce que les habitants de ces paroisses viennent encore depuis la suppression prendre du sel dans ledit grenier au même prix qu'il se vendait autrefois ce qui prouve solidement que les paroisses faisaient partie de la portion d'Auvergne qui était pays rédimé.

Arrête, ouï le procureur général syndic de faire ces observations au ministre des contributions publiques » (L. 231).

(13) Seul l'arrondissement de Saint-Flour demeurait gabellé (Mémoire de la commune de Thiers, mai 1793 ; *Arch. de Thiers*, S. XXIII).

(14) Rapport du procureur de la commune de Thiers du 18 janvier 1793 (*Arch. de Thiers*, registre de délibérations de la municipalité).

Barthélemy Riberolles, membre du directoire départemental, écrivit, le 23 août 1791, à la municipalité de Thiers qu'une pétition à l'Assemblée nationale s'imposait, car une protestation au ministre serait inopérante (15). Le Conseil général de la commune préféra s'adresser au député Gilbert Riberolles, lui transmit copie de la transaction passée en 1668 avec la ferme générale et le pria de la placer sous les yeux du ministre. Riberolles vit Tarbé, qui promit d'agir auprès des fermiers, mais ne s'engagea pas (16) : cette première intervention ne donna effectivement aucun résultat.

Quelque temps après la réunion de la Législative, Couthon et les autres représentants du Puy-de-Dôme acceptèrent de prendre en mains l'affaire du « remplacement des droits sur le sel dans le district de Thiers » ; mais ils exigèrent « les éclaircissemens convenables » (17). Tarbé, à nouveau pressenti, accepta encore de s'occuper d'une revendication qu'il trouvait « juste » (18). Cependant, lorsque Clavière l'eut remplacé en mars 1792, les Thiernois en étaient toujours à compter sur de bonnes paroles. Le directoire du Puy-de-Dôme fit alors savoir au ministère qu'il ne répartirait pas l'impôt (18 avril 1792). Clavière répondit que cette répartition devait être effectuée préalablement à toute démarche auprès de l'Assemblée (10 mai 1792). Des deux côtés, on demeura sur ses positions.

La commune de Thiers n'en désirait pas moins faire rapporter une mesure qu'elle jugeait inique : aussi délégua-t-elle, en janvier 1793, son représentant à la Convention, Rudel, pour reprendre la conversation avec Clavière. Le procès de Louis XVI retenait alors l'attention générale. Rudel fit plusieurs démarches, tint ses commettants au courant de ses entrevues et se contenta d'une nouvelle promesse : le ministre ne ferait rien pour presser l'exécution de la loi (19).

Les Conventionnels Monestier et Petitjean séjournèrent à Thiers en mai 1793 ; ils ne purent échapper aux sollicitations des habitants, qui leur remirent un mémoire historique ; mais s'ils acceptèrent eux aussi d'intervenir — comme Rudel l'écrira

(15) *Arch. de Thiers*, G. XXVI. Les faits qui suivent sont généralement relatés d'après ce dossier.

(16) Lettre de Riberolles à la municipalité de Thiers, 16 septembre 1791.

(17) Lettre du 11 octobre 1791, signée : Couthon, Teallier, Cuel, Moulin, Pierre Gibergues (L. 1002).

(18) Lettre des députés du Puy-de-Dôme à l'Assemblée nationale, Paris, 29 novembre 1791, signée : Maignet, Moulin, Cuel, Thevenin, Couthon, Gaubert (L. 1002).

(19) *Arch. de Thiers*, liasse B. XXVI.

le 2 juillet 1793 à ses compatriotes — « leurs promesses n'étaient pas profondément tracées dans leurs cœurs » et ils « firent entendre que le moment n'était point encore arrivé ». Le représentant thiernois réclamait des renseignements précis, suggérait une pétition à la Convention et laissait espérer que Couthon, nouvellement envoyé en mission, prendrait plus nettement position (20). Le 10 brumaire an II, le Conseil général décidait de déléguer auprès de Couthon deux citoyens « pour lui présenter les motifs qui ont déterminé la commune à réclamer contre l'impôt ». L'ami de Robespierre fut-il plus attentif que ses prédécesseurs ? En nivôse, le département se plaignit au ministre des contributions qu'aucune décision n'eût été encore prise (21).

Le jour vint enfin où la Convention abolit l'impôt qui avait si fort préoccupé la ville de Thiers ; à la séance du 19 floréal an II, Beffroy le déclara « injuste, attentatoire aux principes de l'égalité » (22) et le décret parut le 17 prairial. Les municipaux thiernois remercièrent chaleureusement Rudel et ajoutèrent qu'ils devaient « à la Montagne ce nouveau bienfait » (23). Le département, en transmettant au district de Thiers le texte de la loi, qualifia à son tour celle-ci de « bienfaisante » (24). Mais où en était le « projet de distribution » de la somme jadis fixée à 22.306 l. ? Le directoire de Thiers put affirmer qu'il n'existait ni rôle en recouvrement, ni rôle en expédition (25).

C'était le point final mis à une longue et fort curieuse histoire. La force d'inertie avait bien servi les Thiernois qui avaient su se dérober au paiement d'une imposition inacceptable à leurs yeux. Mais ils s'étaient trouvé favorisés par l'intérêt médiocre que suscitait ce legs des charges les plus impopulaires de l'ancien temps.

(20) Lettres de Rudel, 26 et 30 juillet 1793.

(21) Lettre du 6 nivôse an II (L. 1307).

(22) *Moniteur*, t. XX, p. 423.

(23) Lettre du 12 messidor an II.

(24) Lettre du 14-messidor an II (L. 5432).

(25) Lettre du 19 messidor an II (L. 5432).

DEUXIÈME PARTIE

LE SYSTÈME FISCAL DE LA CONSTITUANTE ET SON APPLICATION (1790-1793)

CHAPITRE PREMIER

Les trois contributions directes

Principes généraux

Dès les premières semaines de son existence, l'Assemblée constituante avait tracé les lignes essentielles d'une profonde réforme fiscale : vote des impôts par les représentants de la nation (1), répartition en raison des facultés des citoyens (2), perception sur tous et partout dans les mêmes formes (3). Jusqu'au bout, les Constituants entendirent rester fidèles à ces principes : ils proclamèrent encore, le 24 juin 1791, « que le système de finances d'une nation telle que la nôtre devait avoir trois grands caractères : l'équité, l'égalité, l'uniformité » ; ils vantèrent la modération du taux des nouvelles contributions, la simplicité de « leurs règles » ; ils affirmèrent « un profond sentiment... d'amour pour la liberté de tous et de chacun » (4). La contribution foncière fut décrétée le 23 novembre 1790, la contribution mobilière les 13 janvier et 18 février 1791, enfin la patente, le 2 mars 1791.

Les événements n'avaient pas permis un vote plus rapide ; d'ailleurs le Comité des finances n'avait présenté son premier rapport que le 2 août 1790. Sans doute on a pu dire qu'il était illusoire d'escompter la stricte application de cette législation nouvelle à dater du 1^{er} janvier 1791 (5). Mais l'Assemblée pou-

(1) Déclaration du 23 juin 1789, article 1^{er} (Bloch, *Recueil*, p. 60).

(2) Déclaration des droits.

(3) Arrêté du 11 août 1789, art. 9 (Bloch, *Recueil*, p. 61).

(4) Proclamation du 24 juin 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 263).

(5) M. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 184.

Lebrun déclarait le 15 novembre 1790 : « En 1791 doit commencer l'ère nouvelle dans les finances. Il faut qu'une ligne bien prononcée sépare cette

vait-elle, en reportant la mise en vigueur à l'année 1792, prolonger un provisoire qui n'avait que trop duré ? (6).

La foncière

La France était encore à la fin du XVIII^e siècle un pays essentiellement rural. La physiocratie et les idées de Rousseau avaient travaillé les esprits. Il était généralement admis que les biens-fonds devaient supporter l'impôt principal. La perception en nature avait ses partisans. Alors que La Rochefoucauld, le 18 août 1790, vantait les avantages de la « contribution pécuniaire... parce qu'on peut la rendre plus exactement proportionnelle au revenu net » (7), Dubois-Crancé, le 6 octobre, tenait pour impossible d'obtenir des évaluations précises (8). Le Comité des finances proposa d'atteindre le revenu net, estimé d'après la valeur locative réelle (9) ; Dédelay aurait voulu qu'on tint compte de la productivité des sols (10) : il fallait taxer le revenu moyen, de telle sorte que son activité profitât au cultivateur intelligent et que le propriétaire insouciant payât sa négligence (11).

Mais quel tribut les campagnes avaient-elles réellement payé au fisc d'ancien régime ? Désormais, selon l'expression de La Rochefoucauld, « les besoins de l'Etat doivent être la seule mesure des contributions » (12). Ce principe posé, la contribution foncière serait un impôt de répartition dont la masse ne dépendrait que des exigences gouvernementales. Mais Lebrun protesta avec force, le 14 janvier 1791 : « Le territoire était trop chargé ; ce n'est donc point une charge égale à l'ancienne qu'il faut lui donner ; ce n'est pas seulement une charge moindre que l'ancienne,

année des années qui la précèdent, qu'elle ait son administration, sa comptabilité distinctes, comme elle aura ses revenus et ses impositions différentes » (*Moniteur*, t. VI, p. 385).

(6) Selon M. Marion, il aurait été préférable de maintenir encore et de percevoir « effectivement » les impositions anciennes (*Hist. financière*, t. II, p. 184).

(7) *Moniteur*, t. V, p. 424.

(8) *Moniteur*, t. VI, p. 61.

(9) Rapport de La Rochefoucauld (*Moniteur*, t. V, p. 658).

(10) Séance du 16 septembre 1790 (*Moniteur*, t. V, p. 662).

(11) Séance du 5 octobre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 50).

Ce point de vue prévalut à peu près, puisque l'article 3 du décret sur la contribution foncière porta : « le revenu imposable est le revenu net moyen, calculé sur un nombre d'années déterminé » (Bloch, *Recueil*, p. 150).

(12) Séance du 11 septembre 1790 (*Moniteur*, t. V, p. 627). — Cf. M. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 180. La fin du rapport de La Rochefoucauld (p. 650 du *Moniteur*, t. V) paraît avoir échappé à M. Marion.

c'est uniquement celle qu'il peut supporter, celle que commandent vos besoins naturels... ceux qui resteront quand vos dettes seront éteintes » (13). Le Comité estima que l'arbitraire de la répartition serait suffisamment corrigé par l'observation d'une « quotité du revenu net ». Le rapporteur plaçait son espoir dans l'enrichissement général, lequel permettrait un abaissement rapide du taux primitivement fixé : « la baisse sera indiquée par le silence des réclamations », ajoutait-il avec une naïveté surprenante (14).

Un double travail résulterait ainsi de l'adoption du projet. D'une part, les autorités locales fixeraient l'assiette de la contribution foncière, en évaluant les biens imposables : ce seraient les matrices des rôles fonciers ; d'autre part, l'Assemblée arrêterait le chiffre global répondant aux besoins du trésor et répartirait l'effort entre les départements, compte tenu des ressources calculées de chacun d'eux, — opération de répartition qui se poursuivrait ensuite entre les districts pour aboutir à la fixation des mandements communaux. Il appartiendrait enfin aux officiers municipaux de déterminer avec exactitude « combien de sous et deniers pour livre du montant de l'évaluation des revenus de la communauté doivent être perçus pour remplir la somme demandée par le mandement » (15). Ainsi la charge du contribuable dépendrait à la fois des exigences d'en haut et des possibilités d'en bas ; au moins en théorie, et le problème se poserait des rapports entre ces exigences et ces possibilités.

La mobilière

Imbus des idées physiocratiques, les Constituants avaient réservé à la contribution foncière toutes leurs tendresses. Mais il leur restait à atteindre « ces richesses versatiles, incertaines et fugitives qui se dérobent à l'œil vigilant » (16). Le 18 août 1790, La Rochefoucauld annonça la création d'« une contribution sur les facultés (ayant) pour base la qualité de citoyen actif et le prix du loyer des maisons » (17). La somme, pourtant imposante, de

(13) *Moniteur*, t. VII, p. 129.

(14) *Moniteur*, t. V, p. 650.

(15) Instructions de l'Assemblée nationale sur la contribution foncière, 23 novembre 1790 (Bloch, *Recueil*, p. 174).

(16) Discours de Vernier à la Convention, 26 février 1793 (*Moniteur*, t. XV, p. 803).

(17) *Moniteur*, t. V, p. 424.

300 millions, que la foncière fournirait, ne suffisait pas et les cahiers des Etats Généraux conseillaient la taxation des revenus mobiliers comme le meilleur moyen de frapper le luxe, le superflu (18). L'opinion prévalut que, pour éviter l'inquisition fiscale, on devait s'en tenir aux signes extérieurs de la fortune. Le rapporteur Defermon émit l'avis que, tous les hommes ayant besoin d'un logement, le loyer serait la base d'estimation sûre des facultés mobilières de chacun. Ramel-Nogaret s'employait au contraire à démontrer que le train de maison d'un particulier ne s'accordait pas toujours avec sa richesse. Selon Camus, les gros loyers amoindrirent précisément le revenu imposable (19). L'Assemblée ne s'arrêta pas à ces objections, pressée qu'elle était de procurer au trésor une nouvelle ressource, sans recourir à un impôt sur la rente ou à une taxation directe et progressive du revenu (20).

Une échelle de proportion entre le loyer et le revenu fut dressée, en vertu de cette règle : les petites gens supportent moins bien des loyers même faibles que les personnes riches les loyers les plus élevés (21) ; la taxe, en principe du vingtième « sur les revenus d'industrie et de richesses mobilières » s'appela la cote mobilière. La Constituante y ajouta des taxes somptuaires sur les domestiques, les chevaux de luxe et cabriolets. Elle adopta une « contribution de trois journées de travail », acquittée par les citoyens actifs dont le salaire serait supérieur au chiffre de la journée de travail. Enfin elle doubla la cote mobilière d'une cote d'habitation, égale au 300^e du revenu total (le revenu foncier compris), mais susceptible d'augmentation, si le mandement n'était pas rempli.

Le législateur déterminerait « chaque année la somme de la contribution mobilière d'après les besoins de l'Etat ». Un contingent serait assigné à chacune des municipalités ; si « les cotes de trois journées de travail, celle des domestiques et celle des chevaux (étaient) invariablement fixées dans leur taxation », les municipaux pouvaient par contre élever la cote mobilière du 20^e

(18) Cf. Minoret, *La contribution mobilière*, p. 69. — Voir également I^{re} partie, chap. IV, p. 49.

(19) Rapport de Defermon, 18 octobre 1790 ; discours de Ramel et de Camus, le 12 octobre (*Moniteur*, t. VI, p. 185).

(20) Séance du 26 octobre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 216). Proposition de Lavenue, relative à un impôt sur la rente : 22 octobre 1790 (M. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 196 et *Moniteur*, t. VI, p. 543). Proposition de du Buat visant l'établissement d'un impôt sur le revenu (M. Marion, t. II, p. 196).

(21) Décret du 13 janvier 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 206).

au 18^e du revenu, puis la cote d'habitation du 300^e au 40^e (22) ; cette dernière était l'élément le plus « élastique » (23).

Les dispositions de la loi du 13 janvier 1791 étaient évidemment complexes. Les Constituants avaient voulu écarter l'arbitraire et éviter l'inquisition fiscale en s'en remettant aux redevables du soin de faire eux-mêmes leurs déclarations aux municipalités. Mais les citoyens diraient-ils « la vérité » ? (24). De leur côté les officiers municipaux sauraient-ils assumer l'écrasante tâche qui leur incombait : estimer la valeur locative des maisons, vérifier les déclarations et fixer les taxes de manière à remplir le mandement ? Et si « tout ce que l'Assemblée nationale attend du zèle des municipalités n'est qu'une préparation », les rôles définitifs ne dépendraient-ils pas de la répartition entre les départements et les districts, ceux-ci portant eux-mêmes « à leur juste proportion les cotes mobilières ou d'habitation, susceptibles d'augmentation ou de diminution ? » (25). Comparable à celle que présentait la contribution foncière, c'était une dualité d'opérations plus délicates encore.

La patente

L'Assemblée constituante fixa à 67 millions la somme que la contribution mobilière dut fournir en 1791 (26). Bien qu'elle se fût promis de limiter le nombre des nouveaux impôts directs, elle fit sienne la formule de La Rochefoucauld : « les besoins de l'Etat doivent être la seule mesure des contributions » (27). Or il advint précisément que l'« étendue des besoins ne tarda pas à contraindre de chercher davantage » (28). La suspension des jurandes et maîtrises, celle des octrois ne permettaient-elles pas de demander au commerce et à l'industrie un effort supplémentaire ? Le rapporteur du projet, d'Allarde, avoua du reste que les consommateurs, en définitive, paieraient (29) ; mais comme la patente — ainsi dénommerait-on la taxe proposée — serait légère, le prix des marchandises ne pourrait subir qu'une hausse insi-

(22) Bloch, *Recueil*, p. 204.

(23) M. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 201.

(24) Instructions du 13 janvier 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 228).

(25) Bloch, *Recueil*, p. 230.

(26) Décret des 16-17 mars 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 247).

(27) Séance du 11 septembre 1790 (*Moniteur*, t. V, p. 627).

(28) M. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 217.

(29) Séance du 15 février 1791 (*Moniteur*, t. VII, p. 396).

gnifiante. D'autre part, il fallait « remplacer de la manière la moins imparfaite une partie des produits des droits d'aides et de détails proscrits et... incompatibles avec une constitution libre ». D'Allarde expliquait que « la base proportionnelle de ce droit serait établie d'après la valeur locative de l'habitation... car l'insulte que ferait à la liberté toute inquisition domestique doit faire rejeter tout autre moyen ».

Le décret du 2 mars 1791 porta donc, article 7 : « à compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente » (30). Les municipalités inscriraient sur des registres à souche les déclarations des patentables.

A la différence des contributions foncière et mobilière, ce droit ne comportait aucune opération de répartition ; le produit dépendrait exclusivement de l'assiette par les autorités locales. La Rochefoucauld estimait que la France paierait encore 11 millions ; mais il n'y avait là qu'une hypothèse.

(30) Bloch, *Recueil*, p. 233.

CHAPITRE II

L'assiette de la contribution foncière de 1791

Directives générales

La loi du 23 novembre 1790 parvint le 1^{er} décembre au directoire du département du Puy-de-Dôme (1). Celui-ci engagea les districts à faire immédiatement la leçon aux municipalités. « Il serait superflu de vous recommander la plus grande application à l'étude de cette loi », écrivit le district de Clermont (2).

L'assiette de la contribution foncière comportait les opérations suivantes :

- 1° la division du territoire de chaque commune en sections ;
- 2° la formation d'un « état indicatif des différentes propriétés » par des commissaires choisis parmi les officiers municipaux ou parmi les autres propriétaires de la commune ;
- 3° une déclaration, par les propriétaires, « de la nature et de la contenance de leurs différentes propriétés » ; passé le délai de quinze jours, municipaux et commissaires suppléeraient à la carence des intéressés ;
- 4° l'évaluation du revenu net par ces mêmes officiers municipaux et commissaires « en leur âme et conscience » ;
- 5° la formation des matrices des rôles fonciers par les officiers municipaux, travaillant sur les états de sections, après réception du mandement du district. Ces matrices devaient indiquer les revenus des biens pour chaque propriétaire ; la somme totale des revenus serait alors comparée au montant du mandement, de manière à établir en sous et deniers pour livre la quote-part de chaque contribuable.

(1) L. 275.

(2) Circulaire du 13 janvier 1791 (L. 3732).

La lecture du texte de loi suggéra au directoire du district de Clermont les réflexions suivantes à l'adresse des officiers municipaux : « Veuillés bien, Messieurs, ne pas perdre de vue que l'imposition nouvelle ne doit plus avoir aucune des anciennes bases, qu'elle porte entièrement sur les fonds, de là l'indispensable nécessité de former votre territoire et d'en fixer les limites d'une manière immuable. Il nous sembleroit que cette opération devroit être la première, attendu qu'elle est le principe de toutes celles qui vous sont confiées. Sans cette précaution vous ne trouveriés dans votre répartition que du désordre et vous vous exposeriés a commettre des injustices qu'il ne seroit peut-être pas possible de réparer. Cet ouvrage présente un enchainement d'opérations simples a la vérité, mais qui exigent tant d'exactitude et de célérité que vous pourriés ne pas trouver dans votre collecte des personnes assés accoutumées avec ce genre de travail : en ce cas vous pourriés employer des personnes dont l'intelligence et la probité ne puissent vous inspirer aucun sujet de défiance » (3).

La question des délimitations de communes

Les Instructions du 21 mars 1790 (4) avaient déjà prescrit aux nouvelles municipalités de s'entendre entre elles pour la démarcation de leurs territoires respectifs, une municipalité arbitrant le désaccord de deux de ses voisines. Il s'agissait alors de faciliter la répartition des impôts de 1790, dont le calcul était prévu au lieu de la situation de chaque bien. Un décret du 25 mai suivant chargea les districts « de nommer des commissaires pour vérifier les contestations relatives aux limites des collectes, les doubles emplois résultant de difficultés de ce genre » (5).

L'insuffisance de ces textes se révéla bientôt. Le Conseil général du Puy-de-Dôme s'en émut : en novembre 1790, il s'en ouvrit à la Constituante (6). Ainsi l'imprécision des limites interdépartementales était regrettable. En 1792, les municipaux de La

(3) Circulaire du 13 janvier 1791 (L. 3732).

(4) Bloch, *Recueil*, p. 95.

(5) Rapport du directoire au Conseil général du département, 24 novembre 1790 (L. 275).

(6) Six mois plus tard, le directoire du district de Riom écrivait encore que « le retard de cette fixation donne lieu à une multiplicité de plaintes et empêche absolument les opérations relatives à l'assiette de la contribution foncière ». (Lettre au directoire du département, 13 juin 1791) (L. 262).

Chaulme représentaient au directoire d'Ambert, qu'ils ne pouvaient terminer les états de sections de leur commune, parce qu'ils ignoraient où devait s'arrêter le Puy-de-Dôme et commencer le Rhône-et-Loire (7). La même année, le visiteur des rôles Lussigny signalait des retards pour « incirconscriptions » de territoires limitrophes de départements voisins (8).

Partout des communes qui se dénoncent les unes les autres. Volvic veut s'annexer Crouzol (9). Le village de La Sauvetat refuse d'être incorporé à la commune d'Authezat (10). Celle-ci est en lutte avec sa voisine des Martres-de-Veyre pour la possession du territoire de Corent (11). Les officiers municipaux d'Egliseneuve-des-Liards demandent l'annexion de la paroisse du Faye, afin de pouvoir achever l'assiette de la foncière (12). En avril 1792, un conflit entre Chalus et Villeneuve d'une part, Boudes de l'autre, met obstacle « au finissement de deux sections » (13) ; en novembre, c'est à Laps que les opérations de l'impôt sont paralysées par une question de limites (14).

Les directoires s'efforcent de trancher les difficultés. Blanzat, Nohanent, Sayat se disputent des noyers : le district de Clermont attribue ces arbres à Blanzat (15). Nohanent et Ternant sont divisés sur l'attribution de 150 septentrées de terres : une sentence arbitrale du même district intervient (16). C'est encore le directoire de Clermont qui rattache à Orcines les deux hameaux de Solignat et de Fontanas, que la commune de Royat revendique (17). Le procureur général syndic, Monestier, s'adresse directement aux municipalités de Ravel et de Lezoux et leur fait agréer une démarcation provisoire (18).

Mais comment résoudre de loin ces multiples conflits ? La Constituante préconise toujours l'envoi de commissaires ; un nouveau décret, du 11 juin 1791, en prescrit la nomination par les

(7) Lettre du 17 avril 1792 (L. 2951).

(8) Lettre du visiteur Lussigny à l'inspecteur des rôles, Boutier, 6 octobre 1792 (L. 1040). — Cf. Fr. Mège, *La formation du département du Puy-de-Dôme*.

(9) Registre, p. 24 (L. 244).

(10) Novembre 1791 (L. 262). — Egalement : L. 1039.

(11) Août 1791 (L. 1039).

(12) Octobre 1791 (L. 262).

(13) Lettre de J.-Fr. Albarède (L. 4401). — Finissement : délimitation.

(14) *Journal de travail* du visiteur Maubet : première quinzaine de novembre 1792 (L. 1040).

(15) Décision du 27 septembre 1791 (L. 262).

(16) 28 mai 1792 (L. 106).

(17) Délibération du directoire de Clermont, 25 juin 1792 (L. 255).

(18) Décision du 25 avril 1792 (L. 246).

districts (19). Mais les directoires n'ont pas attendu ce texte pour en arriver là. Une querelle s'étant élevée entre les municipalités de Cellule et de Varennes-sur-Morge, le district de Riom prend le parti de leur envoyer un commissaire (18 février 1791) (20). Le 13 juin, un autre commissaire est imposé aux habitants de Saint-Georges-de-Mons, qui sont en discussion avec leurs voisins de Manzat (21). Le district d'Ambert pense reconnaître de la même manière les empiètements que le territoire de Saint-Clément a subis du côté de Saint-Romain (22). L'usage se répandit de nommer des commissaires, lorsque le décret de l'Assemblée fut connu.

Les résultats sont peu satisfaisants. Le 13 juin 1791, le directoire de Riom affirme que « le retard de cette fixation » (des limites) « donne lieu à une multiplicité de plaintes et empêche absolument les opérations relatives à l'assiette de la contribution foncière » (23). Le 28 octobre, devant le Conseil du district réuni, le directoire d'Ambert doit constater que les démarcations sont loin d'être achevées dans l'étendue de son ressort (24). Le visiteur des rôles, Albarède, déclare formellement, au mois de mai suivant, que « le retard de la formation des sections provient des difficultés qui s'élèvent entre les communautés voisines pour la délimitation du territoire » (25). Son collègue Maubet certifie, en juin 1792, que « presque toutes les municipalités sont en discussion pour leurs limites » (26).

Est-il dès lors étonnant que, sous la Convention, et même sous le Directoire, certaines communes puissent se plaindre encore de ces « incirconscriptions » dont parlait le visiteur Lussigny ? Saulzet et Romagnat seront divisées sur leurs limites jusqu'au 11 nivôse an IV (27). L'administration municipale du canton d'Ardes réclamera, le 24 pluviôse an VI, une démarcation exacte entre Achat et Blesle (28). L'agent particulier du canton d'Olby constatera, le 25 fructidor an VI, que la plupart des doubles

(19) Art. 7 (Bloch. *Recueil*, p. 258).

(20) Registre, p. 315 (L. 245).

(21) Arrêté du directoire de Riom (L. 262).

(22) Arrêté du directoire d'Ambert, 17 juin 1791 (L. 262).

(23) Voir note *supra* n° 6

(24) L. 2748.

(25) *Journal de travail* de J.-Fr. Albarède en mai 1792 (L. 1040).

(26) *Journal de travail* de juin 1792 (L. 1040).

(27) Arrêté de l'administration centrale du département (L. 257).

(28) L. 264.

emplois proviennent de l'absence de données précises sur les limites des différentes communes (29).

Les états de sections correspondaient à un plan, au moins sommaire, du territoire de chaque commune. Comment tracer ce plan si les bornes de ce territoire n'étaient pas fixées ? L'Assemblée constituante semble avoir mésestimé cette difficulté.

L'arpentage

Une des objections les plus fortes que les adversaires de l'impôt en argent avaient présentées à la Constituante, lors de la discussion sur la foncière, avait été la nécessité d'un cadastre, opération longue, ardue et coûteuse. Sans doute, Vernier put répliquer que, dans les pays de taille réelle, les communautés procédaient déjà à une sorte d'arpentage (30) ; La Rochefoucauld rappela aussi que la méthode du tarif procurait « un aperçu d'évaluation », là où la taille était personnelle (31). Mais Dauchy contesta que ces précédents fussent susceptibles d'assurer le succès du cadastre : « Jusqu'à ce moment, dit-il, le seul nom de cadastre a effrayé les peuples, parce que l'expérience leur a prouvé que sous un gouvernement despotique un cadastre accroît encore l'autorité du prince, favorise l'accroissement des impôts. » Il est vrai que, par contraste, on pouvait le considérer « chez un peuple libre (comme) une garantie contre l'arbitraire et l'incertitude des répartitions » (32). Or des exemples prouvent que l'idée d'un arpentage se généralisait en Auvergne à la veille de la Révolution (33).

En exigeant des propriétaires une déclaration « de la nature et de la contenance de leurs différentes propriétés », la Constituante n'avait ni voulu, ni même souhaité que cet article de la loi les incitât nécessairement à demander l'arpentage. Mais comment aurait-elle pu déconseiller le recours à une expertise géo-

(29) L. 1011.

(30) Séance du 6 octobre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 65).

(31) Séance du 11 octobre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 94).

(32) Séance du 4 novembre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 286).

(33) Le 20 mars 1789, « les laboureurs, jardiniers et vigneronns d'Issoire », dans une délibération, sollicitent de Necker l'autorisation de faire une estimation des terres. Consultée par le ministre, la Commission intermédiaire est d'avis que si les gens d'Issoire veulent faire la dépense, il faut accéder à leur désir (Délibération du 18 mai 1789, 4 C. 133). — Cf. également le tableau de tournée d'Albarède jeune, juin-juillet 1792 : fait analogue et noté à Saint-Gal (région de Tauves (L. 1040).

métrique, d'une utilité incontestable ? Par contre, il lui était loisible de prescrire des délais, afin d'éviter que le travail d'évaluation ne retardât l'assiette de l'impôt et ne pût être considéré par nombre de ruraux comme un excellent prétexte à différer l'exécution de la loi. Longtemps l'Assemblée laissa faire, sans encourager les initiatives locales. Le 21 août 1791 seulement, à propos des demandes en réduction, elle décréta que les directoires pourraient « ordonner la levée du plan du territoire et l'évaluation du revenu d'une communauté, lorsque cette demande (aurait) été faite par le Conseil général de la commune » (34). Le 23 septembre, elle prévint une instruction générale fixant « une échelle uniforme pour les plans » ; mais elle en abandonna la rédaction au ministre des contributions publiques. Beaucoup d'arpenteurs interrompirent leurs travaux dans l'attente de cette instruction ; comme celle-ci tardait, Monestier s'employa, à plusieurs reprises, pour obtenir de Clavière qu'il présentât un texte à la Législative : ce fut en vain (35).

L'arpentage est parfois considéré par les « patriotes » comme un acte de civisme, parce que les communes hostiles à la Révolution se refusent à évaluer leurs biens avec exactitude. Lorsque la municipalité de Gimeaux demande deux experts-géomètres, le directoire de Riom les désigne avec empressement, « par l'espoir que cet exemple se propageant dans les paroisses qui l'entourent, il est à présumer que l'esprit public prendra force et que les défiances, les ménagements et les caprices qui suivaient l'ancien régime disparaîtront » (36). Le directoire de Clermont approuve, en termes analogues, « le zèle que porte le Conseil de la commune du Crest à faire procéder à un arpentage » (37). Les membres du club de Vic-le-Comte réclament la suspension du Conseil général de cette commune, non seulement « sous prétexte qu'il est infecté d'aristocratie », mais en

(34) Art. 21 et 22 (Bloch, *Recueil*, p. 302).

(35) Monestier écrit le 10 mai 1792 : « Plusieurs arpenteurs ont interrompu leurs opérations à raison de la loi du 23 septembre 1791 qui dit article 8 qu'il sera envoyé incessamment une instruction pour déterminer une échelle uniforme pour les plans de masse, une autre pour les parcellaires, une autre pour l'intérieur des villes et villages. Veuillez me mander, Monsieur, si cette instruction parviendra bientôt aux départements pour que je puisse répondre catégoriquement à ces Messieurs » (de la main du procureur général, L. 1082). Lettre sans date (fin mai sans doute) et réponse de Clavière, que l'instruction « a été mise depuis peu de jours sous les yeux de l'assemblée nationale » (10 juin 1792 (L. 1027).

(36) Délibération du directoire de Riom, 5 février 1791 (Registre, p. 215, L. 245.)

(37) Délibération du 20 juin 1792 (L. 255).

raison de « son insouciance sur les opérations de l'arpentage » (38) et les municipaux de Vic s'inclinent devant les représentations du district (39).

Il serait nuisible à l'application de la loi sur la foncière que l'arpentage soit entrepris trop tard ; les directoires se font alors l'écho des craintes de l'Assemblée. Les communes sont encore nombreuses qui, en 1792, réclament une expertise géométrique (40) ; les administrateurs du département y consentent, mais « à la charge que ces opérations ne porteront dans aucun cas le moindre retard à la confection des matrices de rôles... » (41). Or la précaution était illusoire, puisqu'à pareille date ces municipalités ne pouvaient plus se mettre en règle dans les délais prévus.

Le directoire départemental se faisait aussi de singulières illusions quand il mandait au district de Besse : « Avec un peu de bonne volonté il se trouveroit dans toutes les paroisses des gens en état de fixer l'étendue et le produit des fonds, et de faire sans frais, un travail souvent plus exact que celui des experts-géomètres... » (42). Que les travaux d'arpentage aient été effectués à peu près exclusivement par des experts, il n'y a aucun doute. Il en coûtait toujours aux communes des sommes assez fortes. L'arpenteur voulait le plus souvent être payé tant la septeérée de terre. Mais la septeérée n'était pas une unité de surface précise : dans le seul district d'Issoire, elle valait 1.200, 1.344 ou 1.400 toises. L'expertise se paie 18 sous par septeérée de 1.200 toises à Flat, 13 s. par septeérée de 1.344 toises à Chidrac, 16 s. par septeérée de 1.344 toises à Saint-Floret, 18 s. par septeérée de 1.400 toises à Chadeleuf, etc. Même inégalité de frais entre les communes du district de Besse : Saint-Nectaire et Saillans versent 11 s. par septeérée de 1.000 toises, tandis que Champeix débourse 16 s. par septeérée de 1.340 toises (43). Parfois la municipalité traite à la journée ; ainsi Mezel (Billom) donne 6 l. par jour, Avèze (Besse) 10 l., Le Moutier de Thiers, 6 l. Ailleurs,

(38) Pétition reçue au directoire de Billom, septembre 1792 (L. 253).

(39) Le 5 octobre 1792, le Conseil général de Vic-le-Comte désigne deux commissaires et 40 indicateurs ; le directoire de Billom approuve le 26 et le département homologue le 31 (L. 253).

(40) Citons Maringues, Mirefleurs, Vodable, Chidrac, Issoire, Sauxillanges, Billom, Beauregard, etc. ; cf. surtout L. 262.

(41) Rapport du directoire au Conseil général du département, 14 décembre 1792 (L. 228).

(42) Lettre du 27 octobre 1791 (L. 3279).

(43) L. 244, 245, 246 et 1027.

c'est un forfait : Issoire offre 2.000 l., Singles 400, Saint-Victor (Besse) 3.500, cette dernière somme payable en trois ans (44).

Certains experts sont très recherchés (45) ; mais leurs exigences ne correspondent pas toujours aux modiques ressources communales. Aussi les directoires se refusent-ils fréquemment à homologuer des traités trop onéreux pour les municipalités. La ville de Billom décide de faire l'arpentage : le département veut que la convention, conclue aux frais de la population, ménage les deniers de la commune (46) ; de même, il faut que l'expert se contente, à Jussat (Randan), d'« un traitement raisonnable » (47). Bien que Pommeyrol, feudiste de Marsac, ait obtenu des officiers municipaux de Chambon une indemnité journalière de 6 l. 10 s., le directoire d'Ambert discute les 10 s. (48). Ce directoire s'étonne encore que la commune de Doranges (Arlanc) ait conclu avec huit commissaires « payés onze sols par arpent » ; il estime « que l'exécution de cette délibération entraînerait les habitants dans des frais qu'ils seraient hors d'état d'acquitter... » (49). Les administrateurs d'Issoire font des représentations aux municipaux d'Anzat-le-Luguet (Ardes) qui se sont engagés à donner 10 s. par septérée de 1.344 toises ; il s'agit en effet « d'un pays ou plusieurs propriétaires quoique peu riches ont des milliers de septérées... » (50).

Les directoires préféreraient en somme que, dans chaque localité, des propriétaires de bonne volonté se proposent pour opérer le recensement des biens, voulu par la loi ; ils rappellent que le contribuable n'est tenu qu'à une simple déclaration (51). En principe ils souhaitent l'arpentage, mais ils redoutent l'endettement des ruraux et les retards dans l'assiette de la contribution. Le civisme des communes, qui avaient décidé une expertise sérieuse en vue de réaliser la justice fiscale, était digne de louanges ; malheureusement, comme le procureur général syndic

(44) Cf. note 43.

(45) Exemples : Verny, d'Issoire, qui travaille autour de cette ville et dans le Forez ; Hardy et Devize, pour la région de Besse ; Hugues, autour de Maringues, etc.

(46) Délibération du 22 septembre 1791 (L. 262).

(47) Délibération du 11 juillet 1791 (L. 262).

(48) Délibération du 27 juin 1791, approuvée le 8 juillet par le département (L. 1027).

(49) Délibération du directoire d'Ambert, 23 mars 1791 (L. 262).

(50) Délibération du directoire d'Issoire, 6 mai 1791 (L. 1027).

(51) Le visiteur Albarède (J.-Fr.) le constate, *Tableau de travail* de mars 1792 (L. 1040). Voir également la délibération du directoire d'Issoire à l'adresse des municipaux d'Anzat-le-Luguet (note 50).

le signalait au ministre Tarbé, de trop nombreuses municipalités pouvaient être soupçonnées d'atermoiements, en remettant ainsi à plus tard l'exécution des prescriptions essentielles de la loi (52).

La formation des états de sections et des matrices foncières

1° *Le travail des municipalités.* — Il est possible de suivre l'application de la loi du 23 novembre 1790 dans quelques-unes des villes du département.

A Riom, le maire Soubrany, un « patriote », réunit le corps municipal, le 20 janvier 1791. Il exposa que les travaux préliminaires avaient été entrepris pour diviser le territoire de la commune en neuf sections ; mais les tracés manquaient de précision et il conclut à la nécessité de recommencer l'opération (53). Le 9 février, un procès-verbal indiqua les noms et les limites exactes des 25 sections nouvelles ; ordre fut donné de le lire au prône. Le lendemain, la municipalité décida de procéder sous peu à l'élection des commissaires chargés d'évaluer les biens dans les différentes sections. Bien que tous les propriétaires de la ville eussent été convoqués, la réunion du 20 février ne compta que « plusieurs citoyens actifs ». Le maire proposa la désignation de 24 commissaires, « outre les huit officiers municipaux choisis et nommés par leur corps » ; et, sans compétition, la commission groupa, à côté d'un Tailhand ci-devant procureur, des marchands, des experts de profession et aussi trois « laboureurs ». Mais les travaux prirent une allure languissante ; pour régler certaines questions de limites, il fallut recourir à l'arbitrage du directoire du district. Cependant, le 5 août, Soubrany put annoncer l'achèvement des états de sections. Malheureusement, les élections à la Législative entraînèrent le départ de l'actif maire de Riom et un temps d'arrêt nouveau fut marqué avant qu'on entreprît la rédaction de la matrice de rôle. Le successeur de Soubrany, Milanges, finit par s'inquiéter de ce retard et, par un arrêté en date du 19 novembre, donna quinze jours aux habitants « pour faire connaître la contenue et le produit des divers héritages » ; il proclamait que cette déclaration avait

(52) « Plusieurs communes qui avaient obtenu la permission de faire arpen-
ter pensaient que les matrices de rôles ne devaient être faites qu'après cette
opération... » (Lettre du 15 mars 1792 à Tarbé, de la main de Monestier,
L. 1028).

(53) Registre des délibérations du Conseil général de la commune de Riom,
1791-1792 (*Arch. communales de Riom*).

le caractère d' « un serment proféré à la face du ciel » et qu'elle serait contrôlée par les officiers municipaux et commissaires adjoints. La menace n'intimida pas les intéressés, puisque tout l'hiver de 1791-92 put s'écouler avant que le revenu des propriétés eût été inscrit. Le 16 mai 1792, le Conseil général de la commune exprima la crainte que « le terme de cette opération ne soit encore éloigné de plusieurs semaines ». En fait, la matrice foncière de 1791 ne s'achèvera qu'en 1793.

A Clermont, lenteurs et déceptions analogues. Les officiers municipaux décident la division du territoire de la ville en 14 sections ; au mois de mars 1791, ils font procéder à la nomination des commissaires chargés d'en dresser le plan (54) « Tenant compte de la perte de temps et de leur médiocre fortune », ils leur accordent même une indemnité, dont le montant sera porté au rôle. En mai, ils sont « occupés à parcourir les différentes sections » (55). Mais le 30 mars de l'année suivante, ils constatent que plusieurs commissaires n'ont pas encore réussi à finir leurs états (56). On voit par là que les Clermontois n'étaient pas plus avancés que les Riomois à la même époque.

Un coup d'œil sur les registres de délibérations de la municipalité thiernoise confirme l'impression, qu'un an après la mise à exécution de la loi sur la foncière, l'assiette de cette contribution n'était pas terminée dans les principales villes, où cependant les patriotes dominaient. Le Conseil général de Thiers désigne 24 commissaires pour « former les sections » : on est en janvier 1791. Or, le 1^{er} janvier 1792, des affiches apprennent aux propriétaires fonciers qu'ils ont un délai de quinze jours pour déclarer leurs biens (57). Le 1^{er} avril, la municipalité s'avise que la rédaction de la matrice n'avance pas : elle décide de créer autant de bureaux qu'il y a de sections ; elle alloue à l'expert Maisse la somme de 300 l. pour assister les bureaux de ses conseils. Quand la besogne est menée à bonne fin, on peut inscrire la date du 3 juin 1792.

La formation des états de sections paraissait facilitée, dans les communes rurales, par la connaissance que les habitants avaient des propriétés de chacun. Aux yeux de la Constituante, les esti-

(54) Registre des délibérations du Conseil général de Clermont, t. XVII (en dépôt aux *Arch. dép. du Puy de-Dôme*).

(55) L. 262.

(56) Voir note 54.

(57) Registre des délibérations et registre des publications et affiches (*Arch. de la ville de Thiers*).

mations seraient aisément faites par les contribuables eux-mêmes, appelés à se contrôler les uns les autres. Mais l'ancien régime n'était que trop porté déjà à exploiter cette sorte de promiscuité de la vie du village.

Les travaux furent d'une lenteur déconcertante. Sur 483 municipalités, 127 ont déposé leurs matrices de rôles avant mars 1792 et le Puy-de-Dôme est alors rangé dans l'avant-dernière catégorie des départements, ceux dont le quart des matrices foncières n'est pas encore formé (58). La situation ne s'améliore que très lentement au cours de l'été (59). Le 21 octobre, Clavière écrit au département : « Pourquoi, dans les districts de Billom, d'Ambert et de Montaigut autant de municipalités contrastent-elles d'une manière si humiliante pour elles, avec celles qui ont entièrement terminé leur travail ? Pourquoi dans ceux de Clermont, de Riom et d'Issoire, la moitié à peine des municipalités qui les composent, ont-elles envoyées leurs matrices de rôles ? Mais que penser du district de Besse ? Comment se fait-il que sur 32 municipalités dont il est composé, 6 seulement aient déposés leurs matrices de rôles ? » (60). En novembre, les districts de Thiers et d'Ambert sont les plus avancés, ceux de Besse et de Billom les plus retardataires (61). Lorsqu'il se réunit, un mois plus tard, le Conseil général du département doit constater que 161 matrices foncières ne sont pas encore rédigées (62).

L'assiette de l'impôt ne progresse pas d'une marche égale dans tout le département : on aimerait à en saisir les causes. Les journaux des visiteurs des rôles fournissent à ce sujet des indications précieuses. Le visiteur J.-Fr. Albarède fait une tournée dans

(58) Situation au 14 mars 1792 ; elle accompagne la Proclamation royale du même jour (L. 991 et Bloch, *Recueil*, p. 359).

(59) Clavière écrit à Monestier, le 15 avril 1792 : « ...Votre état ne présente aucun résultat pour les districts de Clermont et de Billom. Les districts d'Ambert et de Montaigu présentent les mêmes résultats que ceux du bordereau précédent. Les procureurs syndics ne vous ont donc point adressé d'états particuliers ? Vous ne pouvez, Monsieur, tolérer aucune négligence... En général la situation des districts de votre département est on ne peut pas moins satisfaisante. » (L. 1028). — Nouvelles lettres du ministre au procureur général syndic : le 29 avril 1792 (L. 1028), le 3 juin, le 28 juin, le 21 juillet, le 15 août, le 25 août, le 8 septembre, le 15 septembre (L. 1028).

(60) L. 3921.

(61) Situation générale, le 15 novembre 1792 ; matrices de rôles terminées : district de Clermont : 37 sur 77 ; Riom : 39 sur 89 ; Issoire, 42 sur 89 ; Billom : 13 sur 47 ; Thiers : 39 sur 40 ; Ambert : 40 sur 53 ; Besse : 8 sur 2 ; Montaigut : 27 sur 46 (L. 1028).

(62) Séance du 14 décembre 1792 (L. 222).

Il restera encore 71 matrices à terminer, en juin 1793 (Lettre du ministre Destournelles du 24 juin, L. 1029) et 50 au 31 juillet de la même année (situation, L. 1028).

la vallée de la Couze de Besse, à l'occident d'Issoire, au mois d'avril 1792 ; il note que toutes les municipalités en sont à peu près au même point :

Perrier : états de sections terminées ; évaluation des revenus à faire.

Pardines : arpentage en cours.

Meilhaud : états de sections inachevés.

Chidrac : 3 sections terminées sur 5.

Saint-Cirgues : les opérations préliminaires arrêtées par des contestations de limites.

Saint-Vincent : idem, pour la même cause.

Saint-Floret : idem, pour la même cause.

Clémensat : états de sections à peu près terminés.

Creste : conflit de limites, rien n'est commencé.

Saurier : idem (63).

Le visiteur des rôles passe dans la vallée de la Couze-Champeix, il fait des constatations analogues : nulle part les états de sections ne sont achevés. Ici, les municipaux se déclarent inaptes à faire les plans et estimations qu'on leur demande ; là, ils accusent les conflits de limites ; ailleurs, ils attendent l'arpenteur.

Un autre visiteur, Albarède jeune, inspecte en mai 1792 les communes de la zone du vignoble de Saint-Amand-Tallende, au midi de Clermont : partout les états de sections sont dressés et même, à Saint-Amand, la matrice est prête (64).

Les trois secteurs sont contigus ; mais entre le deuxième et le troisième il y a une limite administrative : on passe du district d'Issoire à celui de Clermont ; et il est au moins curieux de constater qu'à peu près dans le même temps où les municipalités de l'un ont à peine entamé leurs travaux, celles de l'autre ont au moins fini leurs états de sections. Faudrait-il croire, avec Clavière, que tout dépendait de l'impulsion donnée à l'application de la loi par les autorités de district ? (65). Néanmoins, il serait imprudent de systématiser. Dans un même district, des localités voisines les unes des autres ont pu aboutir à des

(63) Tableau de tournée de J.-Fr. Albarède, 5 avril au 19 avril 1792 (L. 1040).

(64) Tableau de tournée d'Albarède jeune, du 11 au 17 mai 1792 (L. 1040). Ce visiteur a passé aux Martres-de-Veyre, à Monton, à La Sauvetat, à Plauzat, à Saint-Saturnin, à Saint-Sandoux, à Saint-Amand, à Tallende.

(65) Déclaration à la Législative, du 9 mai 1792. Le ministre remarquait que les 32 districts qui, à la date où il parlait, avaient mis en recouvrement la contribution foncière, étaient géographiquement disséminés (L. 4403). — Pour l'action des directoires de districts, cf. le paragraphe suivant.

moments très différents : ainsi, dans les environs immédiats de Clermont, des trois villages d'Aubière, de Chamalières et de Romagnat, le premier remit la matrice de son rôle foncier le 31 mai 1792, alors que le deuxième attendit jusqu'au 8 octobre et le troisième jusqu'au 9 décembre de la même année pour en faire autant (66). Il convient avant tout d'observer l'état d'esprit des officiers municipaux.

Les témoignages contemporains sont unanimes à déplorer l'inertie des autorités locales. Le directoire d'Ambert presse le Conseil de ce district pour qu'il lui donne les moyens de les stimuler : « Hâtez-vous de leur donner une activité qu'elles n'auraient jamais dû perdre ; sans ce remède et son efficacité, le salut de la patrie seroit exposé au plus grand danger » (67).

La passivité calculée est une tactique souvent remarquée, soit par les directoires, soit par les visiteurs des rôles. Le rapporteur du bureau de l'impôt au Conseil général du département saisit fort bien que nombre de municipalités ont évité de diviser leur territoire en sections au cours de l'été de 1791, afin de gagner une année entière, puisque les intempéries, la neige, en particulier dans la montagne, empêcheraient cette opération de novembre à mars (68). A la belle saison, ce sont les semailles, la fenaison, la moisson ou même la vendange, qui fournissent d'excellents prétextes. Les officiers municipaux d'Olby allèguent les soucis du ravitaillement de leur commune : ils ont dû se rendre souvent à Clermont pour acheter des grains (69).

Parfois le changement de municipalité retarde les opérations. Le Conseil général de Saint-Sandoux ne peut faire rédiger la matrice de rôle, parce que l'ancien maire refuse de remettre les états de sections (70). A La Roche-Blanche, le maire de 1790 fait de l'opposition à la confection du rôle en 1792 et le directoire de Clermont décide des poursuites (71). Il arrive que les nou-

(66) L. 3924. — Le visiteur Campagne, dans son tableau de tournée du 25 février au 4 mai 1792, notait la situation suivante d'un certain nombre de communes voisines de Clermont : matrices foncières promises à Royat pour le 10 avril, à Nchanent et à Blanzat pour le 30, à peine commencées à Chanat, promises pour le 30 avril à Orcines, achevées à Lachamp, pas encore commencées ni à Saint-Genest-Champagnelle ni à Teix, aux trois-quarts terminées à Chanonat, commencées à Jussat, à Romagnat, à La Roche-d'Ennezat, à moitié terminées à Ceyrat, achevées à Pérignat, etc.

(67) Séance du 28 octobre 1791 (L. 2748).

(68) Séance du 17 novembre 1791 (L. 223).

(69) Lettre du 25 octobre 1791 (L. 1038).

(70) L. 246 (avril 1792).

(71) Le directoire de Clermont autorise son procureur syndic à dénoncer le sieur Cohade à l'accusateur public (Délibération du 3 juillet 1792, L. 255).

veaux officiers municipaux « font de nouveaux états de sections absolument contraires aux premiers qui ont servi de bases aux matrices de rôle » ; les administrateurs du département en informent le ministre et Clavière leur répond que « rien n'autorise des officiers municipaux, nouvellement élus en 1791, à anéantir des états de sections, arrêtés avec toutes les formalités requises par la Loi » (72).

Cependant la plupart des municipalités rurales auraient été encore plus ignorantes et incapables de remplir leurs fonctions qu'animées vraiment de mauvaises intentions. Les membres du directoire départemental déclarent au Conseil général : « Il est essentiel de vous communiquer nos craintes sur le retard qu'éprouvera nécessairement la confection des rôles de la part des municipalités de la campagne, privées de sujets en état d'exécuter les opérations préliminaires dont elles sont chargées... » (73). Des districts, parviennent des réflexions alarmantes : « La majeure partie des municipaux, affirme le directoire de Besse, ne savent point écrire. Le curé est souvent le seul dans sa paroisse qui sache le faire » (74). Les causes des retards dans la formation des rôles ? « Je crois en reconnoître trois, précise le procureur syndic de Besse, l'ineptie évidente de la presque totalité des membres, l'impossibilité qu'il y a dans un district dont la très grande majorité des citoyens, est composée de presque toute gens de la campagne cultivateurs, pour trouver dans le même temps suffisamment de sujets capables de diriger des municipalités dont la plupart ne présentent pas en 1792 la meilleure composition, et la troisième, c'est l'insouciance » (75). Plus formel encore, Grangeon, le procureur syndic de Thiers, écrit : « Je ne connais aucune municipalité à laquelle on puisse imputer de la mauvaise volonté ; ce travail est au-dessus de leurs forces ; rebutées par les difficultés, elles demeurent dans l'inaction, c'est le parti que prennent tous ceux qui ne savent pas vaincre les obstacles... » (76).

Les visiteurs des rôles se plaisent à noter le niveau intellectuel des municipalités. Du journal de J.-Fr. Albarède, qui parcourt la circonscription d'Issoire en avril et mai 1792 : à Pardines, le corps municipal ne peut travailler sans commissaires,

(72) Lettre du directoire du département du 6 octobre 1792 et réponse ministérielle du 20 octobre (L. 992).

(73) Séance du 17 novembre 1791 (L. 223).

(74) Lettre du 22 décembre 1791 (L. 1081).

(75) Lettre adressée au procureur général syndic, le 12 mai 1792 (L. 3279).

(76) Lettre adressée le 14 mars 1792 au procureur général syndic (L. 1028).

« car le procureur seul paraît saisir quelque exemple de cotisation » ; à Meilhaud, les municipaux « ne peuvent faire les matrices sans l'arpenteur » ; à Saint-Floret, « seul le procureur peut faire la matrice » ; à Montaigut-le-Blanc, « les officiers municipaux ne sont pas à même de diviser leurs sections ». Aussi le visiteur ne manque-t-il pas de signaler les localités qui ont la bonne fortune de posséder des éléments « à la hauteur de la situation » : elles se comptent ! Sur Nonette, l'appréciation suivante : « Comme le commissaire et les officiers municipaux sont très intelligents le visiteur n'a fait que causer avec eux sur les principes de la loi, sans leur donner d'exemple de cotisation » ; à Apschat, « les officiers municipaux ont choisi dans la municipalité deux cultivateurs très intègres et très intelligents qui accompagnent un scribe pour lui faire prendre le dénombrement des fonds » ; dans la commune d'Ardes, « les municipaux sont très pénétrés de toutes les dispositions des lois... le visiteur n'a eu aucune observation à faire à la municipalité » (77). Albarède arrive à Villeneuve ; il trouve le maire, Reymond, occupé à dénombrer les héritages : « Ce municipal est très intelligent et est animé de concourir au bien de la chose publique. Il peut seul former le rôle-matrice d'après les développements que le visiteur lui a donnés » (78).

L'impression générale n'en est pas moins pessimiste : « Le retard de la formation des sections provient de l'incapacité des municipaux » (79). De même, dans un rapport au ministre, Monestier insiste sur « le peu de personnel éclairé qui sont dans les communes... » (80).

2° *L'action des directoires.* — De leurs bureaux, les ministres ne peuvent saisir les causes exactes des lenteurs ; ils voudraient tenir les responsables et, les dénonçant à l'Assemblée, se justifier par là-même devant elle.

Tarbé exige du procureur général syndic l'envoi de bordereaux réguliers (81). Comme Monestier n'envoie pas sur-le-champ les premiers résultats, le ministre accuse aussitôt les procureurs syndics : « Si quelques-uns d'entr'eux, menace-t-il, ne

(77) Tournées de J.-Fr. Albarède en mai et juin 1792 (L. 1040).

(78) Rapport adressé par le visiteur des rôles J.-Fr. Albarède à l'inspecteur Boutier, le 27 avril 1792 (L. 4401).

(79) Tableau de travail du visiteur J.-Fr. Albarède en mars 1792 (L. 1040).

(80) Lettre adressée au ministre Tarbé, le 15 mars 1792 (L. 1028).

(81) Lettre du 10 décembre 1791 (L. 991). — Les états adressés à Paris étaient rédigés d'après les états particuliers transmis par les procureurs syndics.

mettaient pas tout le zèle que vous devez en attendre, faites le moi connaître pour que je puisse en rendre compte au roi » (82). Le procureur général adresse, sans commentaires, un bordereau négatif (17 janvier 1792). Tarbé de réclamer à nouveau la lumière sur « ces opérations (qui) ne peuvent marcher avec plus de lenteur » (83) ; il se déclare persuadé que les directoires des districts reçoivent les matrices de rôles, mais négligent de les rendre exécutoires (84). Il lègue cette manière de voir à son successeur. Clavière est sans doute heureux de féliciter Monestier, qui transmet avec exactitude les états de situation ; mais les procureurs syndics doivent se dire « que s'ils ne se mettent pas très promptement au courant des opérations qui leur sont confiées », le roi en sera avisé : comment s'expliquerait-on, autrement que par la défaillance de certains districts, la nullité de leurs progrès dans la formation des rôles (85) ? Aussi l'article 12 de la Proclamation que Clavière fait signer au monarque, le 12 mars 1792, vise-t-il particulièrement les procureurs syndics, « qui auraient négligé d'adresser leurs états particuliers au procureur général syndic » (86) ; et il faut que cet article soit appliqué (87).

Or, ni le procureur général syndic ni le directoire du Puy-de-Dôme ne partagent ces vues. Il est bon, certes, que les procureurs syndics soient stimulés : « Redoublés d'activité, exhortés, menacés, envoyés de commissaires, faites tout ce que la loi et les arrêtés du département vous dictent. Montrons au ministre que nous sommes à notre poste et entièrement voués à la chose publique » : ainsi s'exprime Monestier (88). Mais le directoire du département tient à défendre les directoires des districts. Il est catégorique : « Le retard ne provient pas des directoires des districts mais bien du peu d'instruction des différentes municipalités » (89) ; les administrateurs des districts « travaillent avec toute l'activité dont ils sont capables » et il est impossible de « dissimuler que la principale cause de ce retard provient de l'ignorance des municipalités » (90).

L'article 21 de la loi sur la contribution foncière faisait une obligation aux directoires de presser les municipalités. L'impul-

(82) Lettre du 24 décembre 1791 (L. 991).

(83) Lettre du 29 janvier 1792 (L. 1028).

(84) Lettre du 31 janvier 1792 (L. 991).

(85) Lettre du 31 mars 1792 (L. 1028).

(86) Bloch, *Recueil*, p. 362 — La peine de suspension de fonctions était prévue.

(87) Lettre de Clavière à Monestier, 15 avril 1792 (L. 1028).

(88) Lettre-circulaire aux procureurs syndics, 10 mars 1792 (L. 1028).

(89) Lettre au ministre Tarbé, 14 février 1792 (L. 991).

(90) Lettre au ministre Beaulieu, du 5 juillet 1792 (L. 991).

sion devait venir du département, que les districts, plus proches des communes, seconderaient avec fermeté. Le 1^{er} juin 1791, Monestier et ses collègues relèvent, dans une circulaire, les dangers que l'inertie des corps municipaux ferait courir à la Révolution ; vantant les bienfaits rendus à la nation par l'Assemblée nationale, ils insistent sur la nécessité « de l'équilibre entre la recette et la dépense (pour) le salut de la Patrie, qui est si chère à tous les Français » (91). Le 21 juillet, ils proclament à nouveau : « Le maintien de la tranquillité publique et le recouvrement accéléré de l'impôt sont aujourd'hui les premiers devoirs des citoyens. La Révolution est faite, il n'est besoin pour en jouir que d'être en paix et d'alimenter le trésor public » (92). Ce langage était pressant, mais les arguments sentimentaux toucheraient-ils ?

Les directoires des districts s'exercent à exhorter sur un ton analogue. « Nous voyons avec douleur, écrivent les administrateurs de Clermont, que vous n'avez pas mis à ce travail votre attention ordinaire... La négligence en ce cas est un crime envers l'Etat dont le salut est particulièrement attaché à la perception exacte et non interrompue des impôts... » (93). Comment les districts répartiraient-ils avec justice le montant des contributions entre les municipalités, si celles-ci persistent à taire leurs ressources ? tel est l'argument que le district de Besse met en avant (94). Celui de Thiers croit « à l'affermissement du bonheur commun, (mais) ce sera par la réunion de nos efforts communs que sur des bazes que nous admirons nous élèverons l'immortel monument qui doit perpétuer la régénération de l'Empire français » (95). Vaines fleurs de rhétorique, qui se fanent sans être cueillies !

Les mois se passent en appels que les communes n'entendent guère. Au printemps de 1792, la guerre éclate ; les besoins du trésor vont s'accroître et il est plus urgent que jamais d'y pourvoir : le directoire d'Issoire développe ce thème dans une circulaire qu'il rédige le 13 juin (96). Il est navrant pour des administrateurs zélés d'être considérés par le ministre comme res-

(91) Circulaire aux officiers municipaux (L. 991).

(92) Circulaire aux officiers municipaux (L. 991).

(93) Circulaire du directoire du district de Clermont, en date du 17 octobre 1791 (L. 3925).

(94) Circulaire du directoire du district de Besse, 27 octobre 1791 (L. 3279).

(95) Circulaire du directoire du district de Thiers, 4 novembre 1791 (L. 991).

(96) Circulaire du directoire du district d'Issoire (L. 4403).

pensables de retards qu'ils n'ont pas voulus : « Cette circonstance nous pénètre d'amertume, se lamente le directoire de Clermont le 31 juillet, et c'est avec vous, amis, frères concitoyens que nous épanchons notre douleur, que nous vous conjurons de vous occuper sans relâche de cet impôt si simple, si uniforme, qui remplace tous les moyens de vexation sous lesquels vous gémissiez autrefois... » (97). Mais, pour briser les résistances, « les dispositions rigoureuses » contenues dans les lois devront-elles être appliquées ? Le directoire clermontois y répugne toujours : « Nous voudrions perdre le souvenir de cette partie de leur texte. Rendés au moins justice à nos sentiments et que cette nouvelle invitation ne soit pas sans succès » (98). A Thiers, les administrateurs partagent ces illusions : « Nos cœurs se refusent à l'idée de croire que vous n'appréciez pas l'étendue de vos obligations, et que vous les voyés d'un œil d'indifférence » (99).

A cette époque, les directoires des districts devaient savoir que la politique des circulaires était inefficace. Déjà, le 9 janvier 1792, le procureur syndic de Clermont, Bernard, avouait à Monestier : « Il m'est de toute impossibilité de vous adresser les bordereaux du travail auquel les municipalités auroient dû se livrer depuis longtemps. Aucune jusques à présent ne s'est conformé à la loi, quelques sollicitations, quelques prières, quelques menaces que l'on ait employé... » (100). A aucun moment, les administrateurs n'osèrent prétendre que leurs efforts eussent été couronnés de succès (101). Il est vrai que nous n'avons pas découvert jusqu'alors chez les administrateurs une volonté manifeste de se faire obéir.

3° *L'envoi de commissaires.* — Le décret du 23 novembre 1790 n'avait pas donné aux directoires les moyens de suppléer effectivement à l'insuffisance des officiers municipaux. La Constituante se rendit compte qu'il y avait là une lacune fâcheuse

(97) Circulaire du directoire du district de Clermont (*Arch. municipales de Clermont*, G. 12).

(98) Circulaire du directoire du district de Clermont, 31 août 1792 (L. 3920).

(99) Circulaire du directoire du district de Thiers, 31 août 1792 (L. 5593).

(100) L. 1028.

(101) Le 9 juillet 1792, le procureur syndic de Besse regrette que le travail ne soit pas aussi avancé qu'il le désirerait (L. 3281). « Depuis un an, nous y sommes occupés sans relâche, écrit le directoire de Clermont à celui du département. La multiplicité incroyable de nos travaux, les divisions très multipliées du territoire imposable, la population qui y est relative, toutes ces circonstances, jointes aux difficultés de se procurer des déclarations exactes n'ont pas peu contribué au retard que la fabrication de nos rôles a éprouvé ». (Lettre du 10 novembre 1792, *Arch. municipales de Clermont*, G. 12).

dans la législation ; d'où les dispositions du 11 juin 1791 : des commissaires pourraient être nommés par les districts, en vue d'aider les municipalités dans la formation des matrices de rôles. En faisant supporter aux communautés l'entretien de ces commissaires, l'Assemblée caressait peut-être l'espoir que les municipaux auraient à cœur d'éviter aux populations ces frais supplémentaires (102). Il n'en fut rien : l'ignorance autant que l'incurie de la plupart des autorités locales rendirent indispensable la nomination de commissaires compétents.

Dès qu'ils prirent connaissance de la loi sur la contribution foncière, maints corps municipaux se convainquirent de leur inaptitude. La première, sans doute, la commune d'Escoutoux, voisine de Thiers, demanda à son directoire de district l'autorisation de faire appel à un expert-géomètre pour rédiger les états de ses quatre sections (30 janvier 1791) : les administrateurs approuvèrent, le 10 mai, « considérant que les habitants des paroisses de campagne étant illettrés il leur serait absolument impossible de remplir sans un secours étranger le but que s'est proposé l'assemblée nationale » (103). A leur tour, le bourg de Lezoux, le village de Bertignat (Olliergues) prirent la détermination de consentir des sacrifices pécuniaires pour asseoir rapidement la foncière (104). Parfois, certaine localité, prêchant d'exemple, les voisines l'imitèrent : ainsi, en juillet 1791, des commissaires travaillèrent à la fois à Rochefort, Orcival, Saint-Bonnet-près-Orcival, Vernines, communes toutes proches les unes des autres dans la montagne du district de Clermont (105). Mais, en général, les officiers municipaux furent assez peu disposés à réclamer d'eux-mêmes l'application du décret de juin que les districts de leur côté laissèrent volontiers dormir.

Le 8 février 1792, le directoire du département se décida à prendre un arrêté qui, pour avoir été mûri longtemps, ne s'imposait que davantage. Il rappelait aux districts les termes de la loi du 11 juin ; mais il stipulait que les commissaires seraient nommés « aux dépens des officiers municipaux dans les municipalités en retard d'envoyer leur matrice de rôle dans la quinzaine de la date du mandement ». Le receveur de district paierait provisoirement et se ferait rembourser par la voie de la con-

(102) Bloch, *Recueil*, p. 258.

(103) L. 262.

(104) Lezoux en mars, Bertignat en mai (L. 262).

(105) L. 1028.

trainte solidaire contre les municipaux (106). Pesons l'expression « dans la quinzaine de la date du mandement » ; en l'employant, les administrateurs du Puy-de-Dôme se conformaient à l'article 20 de la loi sur la contribution foncière, à savoir : « Les officiers municipaux procéderont, aussitôt que le mandement du directoire du district leur sera parvenu, à la confection des matrices de rôle... » Or il y avait imprudence grave à faire état de ce texte. Les directoires avaient précisément besoin de connaître les ressources respectives des communes pour répartir équitablement la charge. D'autre part les municipalités trouveraient là une excuse pour différer l'assiette de l'impôt.

Le ministre Tarbé avait bien vu la faiblesse inhérente à la rédaction de la loi. Le 24 décembre 1791, il venait donc de rappeler dans une circulaire que l'Instruction annexée au décret du 23 novembre 1790 dissipait toute équivoque : « Les opérations, pour la confection de la matrice des rôles sont absolument indépendantes de la quotité de la somme à répartir et peuvent, dès lors, précéder la réception du mandement » (107). Lorsqu'il rédigea son arrêté, le directoire du Puy-de-Dôme n'ignorait pas cette interprétation plus judicieuse. En s'en tenant à la lettre du texte voté par la Constituante, ne craignait-il pas d'ôter à son geste toute sa portée ?

De toute façon, il ne resta rien de l'arrêté départemental du 8 février 1792, après le décret que l'Assemblée législative adopta le 20 mars : « Dans les trois jours de la publication de la présente loi », c'est-à-dire sans délai, des commissaires seraient choisis par les municipaux pour achever les matrices de rôles, faute de quoi, dans la quinzaine de la réception de la loi, les

(106) « Le directoire du département vivement affecté de la lenteur avec laquelle des municipalités forment la matrice des rôles de 1791 et même les états de sections de leurs différentes propriétés après s'être assuré que le défaut de lumières et la difficulté de se procurer gratuitement des expéditionnaires en état d'accélérer ces opérations, sont les seules causes du retard qu'elles éprouvent ; et qu'il est impossible que les visiteurs des rôles donnent à ce travail toute l'activité que nécessitent les circonstances

considérant que l'intérêt des administrés, autant que celui de l'Etat, lui fait un devoir de ne plus laisser arriérer le recouvrement des contributions, qu'il manquerait à ce qu'il se doit à lui-même et à ses commettans, s'il différerait encore de mettre en usage les moyens que lui indique la loi du 11 juin 1791 relative aux contributions foncière et mobilière... » ; tel était le préambule de l'arrêté départemental du 8 février 1792 (L. 232).

(107) Le ministre ajoutait d'ailleurs : « ...Je présume au surplus que les mandemens de tous les districts ne tarderont pas à être envoyés, et les municipalités n'auront plus alors aucun prétexte pour retarder la confection de leurs matrices de rôles. » (L. 1028).

districts en nommeraient d'office, aux frais partagés des municipalités et des communautés (108). D'ailleurs, Monestier avait pris les devants en recommandant, le 10 mars, aux procureurs syndics de désigner sur le champ des commissaires (109). Le 28 avril, il les pressa à nouveau (110).

Le directoire de Clermont rédige à son tour un arrêté : c'est une note optimiste, destinée à encourager les commissaires (111). Mais les opérations sont malgré tout délicates : « Je ne dois point vous dissimuler, écrit à Monestier, le procureur syndic Bernard, que depuis l'envoy des commissaires, elles (les municipalités) s'occupent toutes réellement de leur travail sans interruption, mais cet ouvrage tient à des longueurs inévitables, et jusques à présent il n'a été envoyé au directoire du district que quatre matrices de rôles » (112). Il faut pourtant se donner l'apparence d'appliquer le décret de la Législative : quelques nominations sont encore faites par la suite (113). Les administrateurs ménagent singulièrement, il est vrai, la commune chef-lieu : le 5 février 1793 seulement, un commissaire lui est imposé ; le choix porte sur Campagne, ancien inspecteur des vingtièmes, désigné depuis comme visiteur des rôles (114).

A Montaigut, l'application de l'arrêté départemental aurait été plus prompte, si l'on en croit le procureur syndic, au dire duquel, dès le 13 mars 1792, toutes les localités retardataires étaient pourvues (115). Dans la circonscription d'Issoire, presque toutes les communes durent, avant le 1^{er} juillet, accepter le concours de commissaires (116). Le directoire de Besse se plaint de la « rareté » des compétences (117). Grangeon, le procureur syndic de Thiers, rencontre le même obstacle : « Il n'est pas

(108) Bloch, *Recueil*, p. 363.

(109) L. 1028.

(110) L. 3920.

(111) Arrêté du 30 mars 1792. Le procureur syndic Bernard tient à encourager les commissaires : « Vous voyés que toutes ces opérations ne sont pas de nature à présenter des difficultés sérieuses. » (L. 3920).

(112) Lettre du 30 avril 1792 (L. 3920).

(113) Deux commissaires à Royat le 19 avril 1792 (L. 1038), un commissaire à Beaumont le 17 mai (L. 1039). Au moment d'en envoyer un aux officiers municipaux de Rochefort, le directoire leur écrit : « Vous ne considérés pas les besoins pressans de la République, et les dangers qu'elle éprouveroit, si les contributions continuoient à éprouver des retards si préjudiciables au maintien d'une Constitution qui fait le bonheur des peuples. » (23 janvier 1793, L. 3733).

(114) L. 1038.

(115) Lettre adressée au procureur général syndic par le procureur syndic Maymat, le 2 avril 1792 (L. 1028).

(116) Etat du travail effectué en juin 1792 par le visiteur J.-Fr. Albarède (L. 1040).

(117) Lettre au directoire du département, 9 juillet 1792 (L. 3281).

facile de trouver des commissaires qui veuillent se charger d'un travail qui demande beaucoup de temps ; d'ailleurs je crains que leurs démarches ne soient infructueuses » (118). Son collègue d'Ambert se heurte au silence des municipalités sur l'état de leurs opérations (119).

Revenu au pouvoir après le 10 août, Clavière insiste pour que le système des commissaires se généralise (120). Mais Monestier reçoit des rapports assez décourageants pour ne plus se faire d'illusions sur l'efficacité de cette méthode ; il se contente de menacer les récalcitrants d'un arrêté « conforme aux intentions du ministre » et il ne leur accorde plus que quinze jours pour se mettre en règle (121). La quinzaine s'écoule et l'arrêté ne paraît pas. Clavière en conclut « avec une vive peine qu'il ne faut plus compter ni sur les directoires des districts, ni sur le zèle des municipalités ». Cependant un nouvel effort doit être tenté, « comme il faut à quelque prix que ce soit, que tous les rôles de 1791 soient formés avant le 1^{er} janvier 1793 ». Le directoire départemental dressera une liste de toutes les personnes « en état de rédiger une matrice de rôle » ; les appointements seront versés à l'avance. Que les administrateurs ne perdent pas de vue l'importance que revêt forcément, aux yeux des commissaires, la question « des frais de voyage et des honoraires » ; et le ministre tient à bien préciser : « Vous leur ferés toutes les avances nécessaires et vous leur donnerez la certitude d'être payés, sans délai, sur les fonds de votre département. » Telle est la mesure que Clavière considère comme « une dernière ressource » (122).

Cette résolution, prise le 24 novembre 1792, venait un peu tard. On ne manquera pas non plus de constater que le ministre reconnaissait implicitement la vraie cause des mécomptes. La répugnance des municipalités à recevoir des commissaires ne

(118) Lettre adressée à Monestier, le 14 mars 1792 (L. 1028).

Les officiers municipaux de Saint-Just-le-Baffie écrivaient déjà le 8 octobre 1791 au directoire d'Ambert : « Plusieurs des commissaires se lassent et se rebutent, soit par le claudage des parties intéressées qui n'épargnent pas les ménages, soit par la longueur du tems et le nombre des journées qu'ils sont obligés d'employer a cet ouvrage long et pénible pour lequel ils sont obligés de sacrifier leurs propres affaires et perdre bien des journées qui leur font faute pour la nourriture et l'entretien de leurs familles. Qui est-ce qui les dédommagera, disent-ils. » (L. 2951).

(119) Lettre du procureur syndic d'Ambert à Monestier, 29 mars 1792 (L. 2749).

(120) Lettre du 15 septembre 1792 au procureur général syndic (L. 992).

(121) Circulaire du 23 septembre 1792 (L. 991 et 992).

(122) Lettre du ministre Clavière au directoire du département, 24 novembre 1792 (L. 1028). — Cette lettre se trouve également aux *Arch. municipales de Clermont*, G. 12.

s'expliquait que trop par l'obligation de les payer. La « rareté » des commissaires, leurs lenteurs aussi, trouvaient, dans la crainte légitime qu'ils éprouvaient de n'être pas rétribués, une raison suffisante.

Quelques exemples pour préciser les frais des municipalités : 100 l. à Goujon, notaire de Beaumont qui a travaillé 15 jours à Ceyrat (123) ; 200 l. à Rotquié, qui a passé 70 jours à Saint-Barthélemy-d'Aydat (124) ; 114 l. à Berthélemy pour 19 journées auprès des municipaux de Saint-Bonnet-Orcival. La commune de Saint-Dier (Tours) a chargé le notaire Fournet de faire ses rôles moyennant 300 l. ; celle de Dallet par Billom a payé 350 l. son commissaire (125). Comme il n'existe pas de tarif qui fournisse aux officiers municipaux une base de discussion avec les experts, ceux-ci ont pratiquement toute latitude pour poser leurs conditions. Il advient même que des communes bien disposées renoncent à conclure des traités par trop onéreux. Le district de Billom signale le cas du bourg de Vic-le-Comte, qui se trouve dans l'impossibilité de trouver un commissaire instruit pour la somme de 6 l. par jour (126). Aussi les membres du directoire de Clermont peuvent-ils écrire à leurs collègues du département : « D'après votre arrêté du 8 février 1792, il nous a fallu nommer des commissaires. Les frais sont si énormes qu'en apercevant la masse de nos sols additionnels nous sommes effrayés, et en vérité nous n'osons encore nommer des commissaires pour la contribution mobilière » (127). Voici le bilan présenté par le directoire du Puy-de-Dôme au Conseil général : dans 52 communes, « les confections de rôles ont coûté 16.540 l. 13 s. ...la plupart (des commissaires) ont occasionné aux communes beaucoup de dépenses sans leur avoir été d'un grand secours » (128).

Les receveurs de districts consentirent de mauvaise grâce à faire l'avance des sommes dues par les municipalités ; ils craignaient la carence de celles-ci. L'arrêté du 8 février 1792 avait dispensé les officiers municipaux des formalités auxquelles la

(123) Certificats délivrés aux commissaires (L. 1038).

(124) Cf. note 123.

(125) L. 253 et 254. — Le temps que mettent les commissaires à rédiger les rôles varie beaucoup d'une localité à une autre ; pour les communes voisines de Clermont, on peut relever les chiffres suivants : 110 journées à Aubière, 39 à Chamalières, 92 à Blanzat, 186 à Cournon, 80 à Monton, 6 à La Roche-Blanche (Etat dressé en l'an III ; L. 3919).

(126) Lettre du 15 janvier 1793 au directoire du département (L. 1028).

(127) Lettre du 19 septembre 1792 (L. 3920).

(128) Séance du 14 décembre 1792 (L. 228).

loi du 11 juin 1791 les avait d'abord soumis : ils pouvaient passer des traités avec les commissaires sans en référer préalablement aux directoires des districts. Le receveur de Montaigut demanda à la Trésorerie nationale s'il y aurait un inconvénient à faire effectuer directement les versements par les communes ; le ministre de l'intérieur répondit par la négative (129). Cependant les administrateurs du département n'entendaient pas que les receveurs fussent dans le cas de refuser les mandats régulièrement délivrés par les districts. Ainsi le receveur d'Issoire reçut l'ordre de payer aux commissaires Bouniol et Jauvet les avances qui leur avaient été garanties (130). Mais nombreux furent les commissaires qui n'obtinrent pas sans mal l'acquittement de leurs créances. Girard adresse une pétition au district de Clermont : il a passé 59 journées au Vernet, on lui doit 354 l. ; les officiers municipaux du Vernet certifient que Girard n'a travaillé que 46 jours (131). Labrune « fait appel à la vertu républicaine pour obtenir justice » : on lui devait à Teix 504 l. et il n'en a reçu que 411 ; à Saint-Genest-Champagnelle, on l'a réglé pour 19 journées au lieu de 20 : il a touché 30 l. alors que 60 l. lui avaient été promises (132). Des réclamations de ce genre assaillirent les directoires jusqu'en l'an II.

Si l'envoi des commissaires dans les communes n'a pas donné les résultats que les législateurs et les ministres en attendaient, la raison majeure est d'ordre pécuniaire. Sans doute, beaucoup de municipalités avaient tiré parti du texte qui, imprudemment, faisait dépendre du mandement de répartition l'appel aux commissaires. La plupart se refusèrent surtout à consentir les sacrifices nécessaires. De leur côté, les receveurs de districts furent assez mal disposés. Quant aux feudistes, experts-géomètres, hommes de loi et autres compétences, ils se dérochèrent fréquemment ou se montrèrent exigeants. De là le jugement sévère du directoire départemental sur l'institution des commissaires : de grosses dépenses pour un faible secours.

4° *Les visiteurs des rôles.* — Le décret du 16 septembre 1791 créa des visiteurs de rôles préposés à l'établissement de la patente (133). Mais il apparut avec évidence que, dans leurs tour-

(129) *Arch. nationales*, F. 5, II, Puy-de-Dôme, 16.

(130) Lettre du directoire du département au directoire du district d'Issoire, 20 février 1793 (L. 1028).

(131) L. 1038.

(132) Pétition de Labrune au directoire du district de Clermont, 3 octobre 1793 (L. 1038).

(133) Bloch, *Recueil*, p. 308.

nées, ces agents seraient bien placés pour surveiller et hâter l'assiette des contributions foncière et mobilière. L'Instruction complémentaire du 12 novembre et la circulaire ministérielle du 24 décembre firent un devoir aux visiteurs d'aider les municipalités dans la formation des matrices de rôles (134).

Les documents les plus vivants sur le travail fiscal effectué en 1792 — nous avons été à même de le constater déjà (135) — sont sans conteste les lettres et les journaux adressés par les visiteurs à l'inspecteur des rôles.

Voici comment Jacques-François Albarède, qui opère dans la région d'Issoire, expose sa méthode de travail : « Aussitôt mon arrivée dans une communauté, ma première demande consistait à me faire représenter les états de sections ; j'examinais celles qui étoient faites et lorsque je ne les trouvois pas intelligibles, sans parler même conformes au modèle que plusieurs officiers municipaux ne connoissent pas, je leur traccois des feuilles propres à recevoir sur les lieux le dénombrement de chaque héritage, pour que ces municipaux puissent ensuite former leur section conformément au modèle dont je leur donnois copie, ou pour que le commissaire qui étoit chargé de la formation des rôles pût également mettre au net les sections. Quand les municipaux me paroisoient intelligents je les engageois à travailler sans commissaire de rôle, et pour leur faire sentir leur capacité je commenceois à les conduire sur les lieux pour former leurs sections en faisant avec eux plusieurs numéros, ensuite je me servois de ces mêmes numéros pour rédiger deux ou trois articles dans la matrice de rôle de l'impôt foncier dont il falloit encore tracer le modèle... » (136). Albarède signale toujours avec soin l'« intelligence » des municipaux comme on note un fait rare et remarquable. D'ailleurs il ne croit pas à la possibilité de remonter le courant ; déjà le 26 janvier 1792, il écrit qu'« un visiteur ne peut point former à lui seul toutes les matrices de rôles » (137). Aussi, lorsque les municipalités sont incapables de remplir leur tâche, les engage-t-il fortement à demander des commissaires (138).

(134) Bloch, *Recueil*, pp. 326 et 356.

(135) Cf. pp. 115 et sqq.

(136) Lettre du visiteur des rôles J.-Fr. Albarède à l'inspecteur Boutier, 31 mai 1792 (L. 1040).

(137) L. 1040.

(138) Tableau de travail de J.-Fr. Albarède, en mars 1792 (L. 1040).

Les autres visiteurs suivent généralement la même méthode. Dans le district d'Ambert, Lussigny fait passer la foncière avant la mobilière et donne à toutes deux le pas sur les patentes (139). Campagne, à Clermont, et Jourde, à Riom, relèvent minutieusement, mois par mois, le travail effectué dans chaque commune pour les états de sections (140). Seul Maubet, qui opère à Billom et à Thiers, paraît orienter nettement son activité vers la patente.

Les visiteurs ont certainement aiguillé les municipaux dans la bonne voie. Mais ils n'avaient pas une autorité suffisante pour peser réellement sur les autorités locales. Dès le mois de septembre 1792, le directoire départemental les déchargeait « du soin de veiller à la confection des rôles matrices de la contribution foncière » (141). Ils s'accordaient à constater que le mécanisme de la mobilière était encore moins bien compris. Au reste la Convention mit fin à leur courte carrière au début de 1793.

5° *Les contraintes*. — C'était une très ancienne pratique de la royauté que celle des saisies et logements de garnisaires contre les collecteurs et contre les taillables dont les paiements étaient arriérés. Après de longues hésitations, la Constituante s'était résolue à appliquer cette méthode répressive aux contribuables qui se refusaient à acquitter les impôts de 1790. Le décret du 20 mai 1791 chargea les receveurs particuliers de décerner les contraintes et ordonna aux municipalités d'assister les porteurs (142). Comme il s'agissait d'impositions d'ancien régime, les procédés de ce temps pouvaient logiquement leur être appliqués.

Les lois établissant les contributions nouvelles ne prévirent aucune sanction de ce genre, car les députés de l'Assemblée répugnaient à perpétuer ce qu'ils avaient toujours condamné. Ils adoptèrent la loi martiale, qui suspendait momentanément les libertés inscrites dans la Déclaration des Droits et dans la Constitution, mais ils ne rétablirent pas la contrainte et il leur eût semblé grave de l'appliquer à des municipalités coupables de négligence dans la formation des rôles.

(139) Lettre à l'inspecteur des rôles Boutier, 1^{er} juin 1792 (L. 1040).

(140) Tous ces tableaux de tournées sont groupés dans la liasse L. 1040.

(141) Lettre du procureur général syndic Monestier à Boutier, 24 septembre 1792 (de la main de Monestier) (L. 991). — Il faut se rappeler d'ailleurs l'opinion émise à ce sujet par le directoire du département, dans son arrêté du 8 février 1792 (Se reporter à la note 106 de ce chapitre).

(142) Bloch, *Recueil*, p. 252.

Le temps se chargea de ruiner les principes. Ni par l'envoi des commissaires, ni par l'activité des visiteurs de rôles, les résistances des municipalités ne parurent devoir être vaincues. La Constituante en arriva à prescrire le versement d'acomptes provisoires faute de rôles définitifs pour 1791 (143). La situation fut lente à s'améliorer sous la Législative et le ministre Tarbé s'irritait de cette stagnation, dont il n'était nullement responsable, mais qui fournissait à l'opposition — en l'espèce, la Gironde — une occasion de critique facile. Louis XVI signa donc, le 14 mars 1792, une Proclamation, en vertu de laquelle : 1° les receveurs des districts, sur les indications des procureurs syndics, décerneraient des contraintes solidaires contre les municipalités récalcitrantes (Art. 1) ; 2° les procureurs syndics et les administrations de districts feraient exécuter ces contraintes dans les huit jours, faute de quoi ils pourraient être soumis à une enquête et suspendus par le directoire du département (Art. 4 et 5) (144). La responsabilité des procureurs syndics et des directoires de districts était directement engagée ; mais il dépendait de l'administration départementale que la Proclamation fût mise en vigueur avec la rapidité désirable (145).

Or, le département du Puy-de-Dôme — nous ignorons la raison ou le prétexte mis en avant — ne publia la Proclamation qu'après avoir été rappelé à l'ordre par le ministre (146) ; Monestier n'écrivit personnellement aux procureurs syndics que dans le courant de mai (147) ; ainsi le receveur du district de Clermont, Weleat, ne fut touché que le 31 de ce mois (148). Si l'on adopte la date du 1^{er} juin 1792 comme celle de la mise en vigueur de la Proclamation (149), il faudrait s'attendre à des sanctions peu de jours après. Mais il n'en fut rien.

(143) Décret du 21 juin 1791, Bloch, *Recueil*, p. 286. — Cf. 2^e partie, chap. VII.

(144) Bloch, *Recueil*, p. 359.

(145) La réimpression de cette proclamation en placards ainsi que son envoi aux districts incombait au département. — Une loi fut votée par la Législative, le 26 mars 1792, pour confirmer les termes de la Proclamation.

(146) Lettre de Tarbé du 17 avril 1792 (L. 232).

(147) Les 21 et 26 mai, au procureur syndic de Clermont, qui était pourtant sur place (L. 3920).

(148) Lettre du procureur syndic Bernard (L. 3920).

(149) Lettre du directoire du district de Thiers au directoire du département, 13 juin 1792 : « Le recouvrement de l'impôt nous a sans cesse occupé, douceur et fermeté envers les municipalités ont été nos armes, et nous avons vu avec satisfaction qu'elles ont senti l'importance de l'acquit des subsides. De 40 municipalités, 27 rôles de la contribution foncière sont en recouvrement, et nous avons la certitude que les autres travaillent avec le zèle et cette activité qui auroit dû les diriger dès le principe. Malgré cette certitude, la

Le directoire du département était réuni le 6 juillet, lorsqu'un de ses membres — le procès-verbal tait le nom — s'éleva contre « l'insouciance des plus condamnable des officiers municipaux ». Cette intervention fut sanctionnée par la rédaction d'un arrêté qui, après avoir longuement rappelé les efforts antérieurement et vainement fournis, reproduisait simplement les termes de la Proclamation royale (150). Bien entendu, il n'était point question de sévir contre les procureurs syndics, qui n'auraient pas encore dressé les listes des municipalités à contraindre.

Le directoire du district de Clermont attendit le 19 juillet pour adresser ce texte aux corps municipaux de son ressort : « Les expressions nous manquent pour vous peindre toute l'amertume que nous éprouvons en vous adressant l'arrêté du département... Nous sommes à plaindre de trouver autant de relâchement dans votre attachement à la patrie. Nous qui avons l'honneur d'être vos représentants nous sommes donc justement dénoncés comme des prévaricateurs dans la partie la plus essentielle de nos fonctions ? Réveillés-vous, Messieurs, nous vous en conjurons ou songés que sans le paiement des contributions tous les liens sont rompus. Nos instances ne peuvent être plus ardentes » (151). Une circulaire rédigée sur ce ton sentimental ne pouvait que fortifier les municipaux dans leur impression que le directoire du district répugnait à user des contraintes. Celui-ci exprima parfaitement ses hésitations dans une nouvelle adresse, datée du 31 août : « Les vrais amis du bien public et de

Proclamation du Roi, du 14 mars a été mise en exécution contre les municipalités qui n'avoient point encore déposé leurs matrices, les contraintes ont été décernées depuis le 1^{er} de ce mois. Il n'y avoit que ce moyen d'accélérer. La loi nous commandoit et nous l'avons exécutée ». Signé : Gauchon, Tachard (L. 1028).

(150) Les membres du directoire du département « arrêtent que les receveurs des districts de ce département sont et demeurent autorisés à décerner contre les officiers municipaux en retard d'envoyer leurs rôles matrices au district des contraintes personnelles et solidaires pour le paiement des contributions de 1791

Arrête que les différens districts de ce département seront tenus d'adresser dans huitaine une liste de celles des municipalités qui n'ont point encore fait leurs rôles matrices ensemble les noms des officiers municipaux et procureurs des communes pour cette liste être adressée au corps législatif et au pouvoir exécutif

Chargent le procureur général syndic de provoquer contre lesdits officiers municipaux toute la rigueur des loix à laquelle ils seront exposés et se rendent indigne de la confiance de leurs concitoyens par leur refus de remplir celle de leurs fonctions la plus urgente et la plus importante.. » (L. 232).

(151) L. 3920.

l'ordre ne peuvent voir sans une douleur extrême leurs espérances déçues à cet égard. Les lois contiennent des dispositions rigoureuses. Nous en éloignons toujours l'exécution et nous voudrions perdre le souvenir de cette partie de leur texte. Rendez au moins justice à nos sentiments et que cette nouvelle invitation ne soit pas sans succès » (152).

Cette attitude expectante parut coupable lors de la poussée du 10 août. Clavière crut bon de rappeler à l'ordre le directoire du Puy-de-Dôme : « Il faut enjoindre aux administrateurs des districts de suivre l'effet des contraintes qui ont dû être décernées contre les officiers municipaux des communautés en retard, ou en faire décerner contre ceux vis-à-vis desquels on aurait négligé de faire usage de ce moyen » (153). Le directoire, sous la pression des circonstances, sent qu'il se doit de faire au moins une nouvelle démonstration verbale ; le 1^{er} septembre, il produit encore un arrêté dont les termes sont plus énergiques : il réitère aux procureurs syndics l'invitation de dresser la liste des municipalités retardataires et aux receveurs celle de décerner les contraintes (154). Clavière félicite les administrateurs du département, mais ne leur cache pas son étonnement que la Proclamation du 14 mars n'ait même pas reçu un commencement d'exécution : « Il est inconcevable qu'à une époque où l'on ne devrait avoir à s'occuper que des contributions de 1792, vous ayiez encore plus de la moitié de vos municipalités en retard sur la confection de leurs matrices de rôles de contribution foncière... Vous avez les yeux ouverts sur les causes d'une lenteur aussi extraordinaire, que vous jugez vous-mêmes *criminelle et répréhensible*. Je ne puis trop vous recommander de maintenir

(152) L. 3920.

(153) Lettre du 13 août 1792 (L. 1028).

(154) « Considérant que le retard qui a été porté à la confection des rôles de 1791 provient évidemment de la négligence des municipalités, lesquelles, au mépris des différents lois relatives au recouvrement et des différents arrêtés du département en exécution d'icelle, n'ont point encore donné à cette partie si essentielle de leurs fonctions, cette activité que les circonstances commandent si impérieusement ;

Considérant que les dangers de la Patrie augmentent tous les jours par la lenteur qui éprouve le trésor public dans le recouvrement des sommes qui doivent l'alimenter, que ce retard n'ayant pour cause que la négligence des municipalités, elle doit être regardée comme criminelle et répréhensible ;

Considérant que le Directoire a jusqu'à présent employé inutilement tous les moyens de douceur et de persuasion auprès des municipalités de ce département, qu'il a été mis à leur disposition tous les secours nécessaires à cette confection, et que les dangers de la Patrie ne permettent plus de mettre en usage d'autres moyens que ceux prescrits par les lois... » (L. 277, L. 3920, L. 4403 et *Bibl. de la ville de Clermont*, A. 1646).

de tout votre pouvoir l'exécution rigoureuse de toutes les dispositions de votre arrêté » (155).

Le directoire paraît tenir compte de ces exhortations. Il conjure les procureurs syndics « de mettre à exécution sans retard ni exception (son) arrêté du 1^{er} septembre » (156). Il revient à la charge le 20 octobre (157). Quelques contraintes sont effectivement décernées à ce moment, en particulier dans le district de Thiers (158). Mais ces sanctions sont si rares que Clavière doute même de leur existence (159).

Le directoire du district de Clermont hésite à imposer des commissaires à la ville où il réside (160) ; il répugne bien davantage à lui appliquer la loi sur les contraintes. Il se borne à exhiler son amertume (161). Pressé, il fait un nouvel appel au sentiment : « Avant d'exécuter la lettre du département, nous vous en envoyons copie, heureux si ce ménagement vous fait impression et nous évite la douleur extrême d'exécuter contre vous la moindre rigueur » (162) ; et les officiers municipaux de répondre sur le mode attendri : « Pénétrés de vos attentions obligeantes, nous n'avons à vous offrir que le sentiment stérile de la reconnaissance » (163). Le 7 janvier, ayant reçu du procureur général syndic « de nouveaux ordres très précis » (164), le directoire reprend : « Vous sentés, citoyens, combien il est pénible pour nous d'user de ce moyen envers une municipalité dans laquelle nous avons toujours distingué des sentiments du plus pur patriotisme jointe à une activité exemplaire... vous conviendrés assurément que votre ariéré dans une partie aussi intéressante ne peut

(155) Lettre du 22 septembre 1792 (L. 991).

(156) Lettre au procureur syndic du district de Besse, 28 septembre 1792 (L. 3281) ; lettre au procureur syndic de Thiers, même époque (L. 5593).

(157) Lettre du directoire du département au directoire du district de Clermont (*Arch. municipales de Clermont*, G. 12).

(158) Le directoire du district de Thiers écrit, le 15 octobre 1792, à l'administration départementale : « Nous n'avons cessé de presser les municipalités qui sont en demeure d'envoyer leurs matrices, des contraintes solidaires sont décernées contre les officiers municipaux, des remontrances, des invitations ont été faites, nous avons rempli notre tâche, mais nous ne gémissons pas moins sur l'insouciance des municipalités... Nous savons que nos plaintes ne sont pas toujours bien reçues par les municipalités, nous ne mollirons pas. Elles peuvent s'indisposer. Nous réitérerons nos démarches... » (L. 5618).

(159) « Est-ce qu'il n'y aurait point eu de contraintes décernées contre les officiers municipaux ? » demande le ministre, le 21 octobre 1791 (L. 3921).

(160) Cf. p. 125.

(161) Cf. note 97 de ce chapitre.

(162) Lettre-circulaire du 31 octobre 1792 (*Arch. municipales de Clermont*, G. 12).

(163) Réponse datée du 10 novembre 1792 (*Arch. municipales de Clermont*, G. 12).

(164) A la suite de la lettre ministérielle du 8 décembre 1792 (L. 1028).

produire qu'un effet bien contraire au bien public » (165). Enfin le 27 mars 1793, les administrateurs du district demandent toujours à la municipalité de leur éviter le désagrément du recours aux contraintes (166).

On a bientôt tellement retardé l'expédition des contraintes qu'il devient difficile de savoir contre qui elles doivent être décernées. Tel le directoire d'Ambert qui, le 18 avril 1793, demandait au département, s'il fallait agir contre les municipalités en fonctions ou contre les officiers municipaux de 1791 (167) !

Ainsi cette méthode coercitive n'a pas été prise au sérieux : une année entière s'est passée en menaces de pure forme ; bien que confirmée par plusieurs arrêtés du département et par de multiples circulaires, la Proclamation royale du 14 mars 1792 est restée pratiquement sans effet.

6° *Les vices dans l'assiette de la contribution foncière.* — Le directoire d'Ambert, faisant son rapport au Conseil du district, affirmait le 28 octobre 1791 que « le travail d'évaluation des biens était bien imparfait dans toutes les municipalités » (168). A cette date, l'assiette de la contribution foncière ne préoccupait encore qu'une minorité de communes. Le jugement des administrateurs d'Ambert peut donc passer pour prématuré. Mais voici ce qu'un an plus tard déclarait un membre du directoire de Thiers : « Toutes les matrices sont éloignées de la vérité. Beaucoup d'états de sections ne présentent que confusion. Peu de communes ont fait leur évaluation sur le même taux » (169). Cette administration de district écrivait encore au citoyen Goutay, conseiller général du département : « Sans doute nos communes ont fait leur matrice, mais vous le scavez comme nous, toutes ont menti et sur la quotité et sur le produit. » (170).

Des témoignages ultérieurs sont également à retenir. Le 16 brumaire an VI, l'administration centrale du Puy-de-Dôme écrit au ministre des finances : « Nous ne scaurions vous dissimuler que la grande majorité des administrations municipales nous ont déjà instruit que les répartiteurs sont arretés dans leurs

(165) L. 3732.

(166) L. 3733.

(167) L. 991.

(168) L. 2748.

(169) Séance du conseil du district de Thiers, 11 décembre 1792 (L. 5403 et 5593).

(170) Lettre du 30 décembre 1792 (L. 5596).

opérations parce que selon eux l'évaluation des revenus portée dans la matrice leur paroît infiniment injuste et disproportionnée en comparant certains articles des sections a d'autres. Leur ministère, disent-ils, se refuse a consacrer des erreurs d'évaluation évidemment grossières... » (171). Le 18 frimaire an VI, l'administration cantonale de Tours affirme qu'il faut refaire les matrices « presque en entier, soit parce qu'il y a eu doubles emplois soit parce qu'il y a eu des erreurs grossières dans la contenue et évaluation des propriétés, notamment pour les évaluations des maisons d'habitation » (172). La même opinion est émise par les administrateurs de Montaigut : « Nous nous sommes assurés que presque toutes ces matrices sont informes, qu'elles renferment des erreurs exorbitantes qu'il n'est pas possible de laisser subsister plus longtemps sans blesser les intérêts d'un grand nombre de contribuables et sans une grande injustice. Quelques-unes de ces mêmes matrices ne sont pas signées, et d'autres ne sont revêtues que de la signature d'un seul ou de deux officiers municipaux » (173). A Viverols, on est d'avis que « les matrices foncières de 1791 sont toutes à réviser » (174). Au Broc, mande l'agent particulier du canton extérieur d'Issoire, la matrice de 1791 « n'était qu'un tissu d'iniquité ayant été basée sur des états de section ou non seulement les propriétés y avoient été mal classé, mais encore la contenue de quelques-une avoit été beaucoup outré, quantité de doubles emplois, des omissions, d'autres sont comprises sous de faux noms » (175). Dans les états de sections de Menat, « chaque article présente une erreur » (176). Les habitants de Saint-Amant-Roche-Savine se plaignent « des erreurs en tous genres, que contient la matrice foncière de 1791 » (177). Ces exemples, tirés de localités situées dans les régions les plus diverses du département, suffisent à établir que l'assiette de la contribution foncière avait été faite non seulement avec lenteur, mais avec négligence.

(171) L. 1010.

(172) L. 1010.

(173) Lettre de l'administration municipale de Montaigut à l'administration centrale du département, 11 brumaire an VI (L. 1010).

(174) Lettre de l'agent particulier du canton de Viverols à l'agent général du Directoire exécutif, 7 floréal an VI (L. 1033).

(175) Lettre de l'agent particulier du canton extérieur d'Issoire à l'agent général du Directoire exécutif, 14 ventôse an VI (L. 1033).

(176) Lettre de l'administration municipale de Menat à l'administration centrale du département, 14 thermidor an VII (L. 1039).

(177) Lettre du commissaire de Saint-Amant-Roche-Savine à celui du département, 28 floréal an VI (L. 1033).

La responsabilité des municipalités est pleinement engagée, si nous en croyons toujours la correspondance échangée à l'époque du Directoire. Au début de vendémiaire an VI, Randon, président de l'administration cantonale de Manzat, écrit au département : « Quelle baze a pris l'administration municipale dans la répartition de l'impôt pour l'an V ? Les revenus porté aux matrices des rôles de 1791. Ne scait-on pas que ces revenus ont été porté inégalement dans toutes les communes : l'expérience le prouve dans toute la République et dans le canton de Manzat. Dans certaines communes de ce canton on a porté la septerée de terre d'égal produit au double, triple, même quadruple que dans d'autres communes... Le revenu porté aux sections est connu vicieux, attendu que chaque commune a cherché en 1791 à le porter plus bas pour être allégé d'impôt... » (178). Puray, agent particulier du canton de Champeix, indique la même tendance dans la plupart des villages de sa circonscription, où les rôles ont été viciés « par l'estimation que l'on a rendue presque nulle » (179). Les administrateurs de Saint-Anthème déplorent qu'« une grande partie des officiers municipaux peu éclairés, n'ayant pas toute la délicatesse possible se sont permis a commettre des infidélités, soit dans le contenu de leurs héritages soit dans la fixation de leur revenu » (180).

Il est des communes qui, dès l'an III, voudraient refaire l'assiette de la contribution foncière, tant elles ont à souffrir des erreurs de 1791. Citons à cet égard la lettre, par laquelle le maire de Chanonat (La Roche-Blanche) invitait le district de Clermont à nommer un commissaire pour rectifier les évaluations faites ; les considérants portaient : « Que le rôle matrice qui fut fait des impositions est rempli d'erreurs, que non seulement il a été fait plusieurs transpositions d'héritages d'une section a l'autre et sur des noms étrangers ou inconnus, mais encore que la production de nombre d'héritages n'a point été portée et estimée a sa valeur réelle et que d'autres au contraire ont été estimés a une somme fort au dessus de leur production réelle, qu'enfin ce travail paroît avoir été fait avec une telle partialité, compromet

(178) L. 1013.

(179) Lettre du commissaire de Champeix à celui du département, 12 prairial an VI (L. 1033).

(180) L'administration municipale de Saint-Anthème à l'administration centrale du département, 6 brumaire an VI (L. 1010).

L'agent particulier du canton de Pont-sur-Allier (Pont-du-Château) constatait, le 6 prairial an VI, qu'à Cormède les évaluations n'avaient pas été faites par les municipaux « avec toute la délicatesse et la justice qu'on auroit dû attendre de fonctionnaires publics », (L. 1033).

les intérêts de la chose indigente ou peu fortunée du peuple tandis que les propriétaires riches ou aisés paroissent avoir été épargnés et favorisés... » (181). Cette dernière indication est d'autant plus précieuse que les correspondances locales ne sont généralement pas prolixes sur les conflits sociaux et les questions de personnes.

L'expert Guillaume fut chargé, le 30 mars 1792, de former la matrice foncière de Gelles, commune montagnarde du district de Clermont. Il déposa les états de sections au secrétariat de la mairie, afin que chaque particulier pût vérifier les articles qui le concernaient. Personne ne se présenta. Au mois de janvier 1793, Guillaume revint à Gelles pour rédiger la matrice. Le maire Poux et le procureur de la commune interrompirent son travail ; ils disaient la nécessité de vérifier chaque article et le classement de chaque bien ; ils affirmaient « être seuls maîtres de faire les changements qu'ils jugeaient à propos ». Les discussions durèrent huit jours, sur un ton vif. Guillaume voulut se remettre à la rédaction ; mais le maire et le procureur, passant aux actes, « se remirent à tout changer arbitrairement, augmentant, diminuant ». L'expert protesta ; Poux l'injuria. Guillaume se retira, jurant de ne plus revenir à Gelles, alors que trois ou quatre jours de travail lui auraient suffi pour terminer la matrice (182). Quelques citoyens actifs d'Apchat révélèrent les injustices commises dans la formation des états de sections par un officier municipal, du nom de Martin : « Il vient de nommer clandestinement des commissaires selon son goût pour l'exécution de la loi concernant la contribution foncière » (183). En 1793, la municipalité de Tortebeisse dénonça pour la même raison l'ancien maire, qui s'était toujours refusé à prendre l'avis du conseil général de la commune (184).

Dès le 15 septembre 1790, les administrateurs du district de Clermont apercevaient déjà les conséquences fâcheuses pour l'assiette de l'impôt qu'aurait la division du territoire en une multitude de petites communes : « Ces coupons de municipalités, si l'on peut ainsi parler, sont en général composés de laboureurs

(181) Lettre du 19 fructidor an III (L. 3732). — Le commissaire fut désigné le 3 vendémiaire an IV.

(182) Lettre de l'expert Guillaumé au directoire du district de Clermont, 20 juin 1793 (L. 1038).

(183) Dénonciation adressée au directoire du district d'Issoire ; celui-ci la repoussa, le 11 juin 1791, parce que la majorité des citoyens actifs ne l'avait pas signée (L. 1027).

(184) 11 février 1793 (L. 3733).

ou de manouvriers qui n'ont ny ne peuvent avoir aucun esprit public, qui comptent l'intérêt personnel pour tout, et le devoir d'être juste pour rien... C'est pour eux alors que l'impôt peut devenir léger. Ils se peuvent livrer à toutes les petites passions et commettre beaucoup d'injustices ; de là survient des troubles dans les collectes et toutes ces fermentations dont on a fait la triste expérience » (185). Ce jugement sévère se trouvait vérifié par les faits. Aussi les directoires se crurent parfois obligés de rappeler au sens de la justice les municipaux égarés. La municipalité de Murat-le-Quaire, dont les écarts de conduite avaient été dénoncés à plusieurs reprises, reçut du district de Clermont une semonce caractéristique : « ...L'impôt est une charge commune, c'est une dette sacrée que tout citoyen doit acquitter. Les loix sont protectrices des propriétés des uns comme des autres. De là la conséquence que tous doivent l'impôt et proportionnellement aux facultés. Chercher cette proportion, faire tous ses efforts pour l'atteindre doivent être l'objet principal de l'attention de ceux qui sont chargés d'asseoir les impositions. Ils doivent banir de ces opérations importantes tout intérêt personnel, les affections comme les haines particulières doivent s'éteindre. Toute division quelconque doit disparaître aux yeux de la justice. Le premier devoir d'un citoyen est d'être juste et il faut l'être envers tous comme envers chacun... » (186).

Beaux principes en vérité ! Mais pourquoi les directoires, qui jugeaient si sainement la situation, ne veillèrent-ils pas plus strictement à l'application des décrets et à celle des sanctions en particulier ? Leur faute n'en apparaît que mieux. Mais dans un corps censitaire, il y a des trésors d'indulgence des élus pour leurs électeurs.

(185) Rapport au conseil du district de Clermont (L. 3690).

(186) 26 octobre 1792 (L. 3732).

CHAPITRE III

L'assiette de la contribution mobilière

Si l'Assemblée constituante s'était réellement proposé « d'atteindre ces richesses versatiles, incertaines et fugitives qui se dérobent à l'œil vigilant » (1), il lui fallait compter, pour l'assiette de la contribution mobilière, sur le labeur intelligent des municipalités. Pour être bien compris, le mécanisme de cet impôt, né le 13 janvier 1791, exigeait des maires et des officiers municipaux mieux qu'une certaine somme de travail, une relative finesse.

Conformément à la loi, tous les citoyens devaient déclarer : 1° s'ils avaient ou non les facultés équivalentes à celles qui donnaient la qualité de citoyen actif ; 2° s'ils étaient célibataires ou pères de famille, en précisant le nombre de leurs enfants ; 3° la profession qu'ils exerçaient ; 4° la valeur de leur loyer d'habitation ; 5° leur taxation dans la contribution foncière (2).

On a observé déjà que la contribution mobilière n'était pas, pour autant, un exact impôt de quotité (3). « Comme il pourrait arriver, disait le ministre Tarbé dans son Instruction, que le produit de ces taxes serait inférieur ou supérieur à la cotisation que la municipalité aura à supporter par la répartition générale, les districts y pourvoiront en portant à leur juste proportion les cotes mobilières et d'habitation, qui sont, en conséquence, susceptibles d'augmentation ou de diminution » (4).

(1) Discours de Vernier à la Convention, 26 février 1793 (*Moniteur*, t. XV, p. 803).

(2) Art. 33 et 35 de la loi du 13 janvier 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 204).

(3) Cf. II^e partie, chap. I^{er}, p. 103.

(4) Bloch, *Recueil*, p. 229.

Les éléments nécessaires à la répartition par les districts ne pouvaient être fournis que par les officiers municipaux : il résulterait « de ces matrices de rôles une connaissance exacte des revenus imposables dans chaque municipalité » (5). Les opérations de l'assiette devaient absolument précéder celles de la répartition, faute de quoi les directoires fixeraient arbitrairement les cotisations communales.

*L'évaluation de la journée de travail et les déclarations
des contribuables*

Un travail facile consistait à déterminer le prix moyen de la journée de travail. Les directoires des districts communiquèrent leurs chiffres dans le courant du mois de mars 1791. D'après les administrateurs de Montaigut, un taux uniforme pouvait être choisi sans inconvénient : « Il n'y a point de différence à faire de nos petites villes de campagne, vû que les travaux et les salaires sont à peu près les mêmes dans tout l'arrondissement de notre district » (6). Le directoire départemental opta pour le prix de 12 s., comme le plus couramment indiqué (7) ; mais il attendit, on ne sait trop pourquoi, le 21 juillet, pour proclamer sa décision (8).

La déclaration que chaque particulier devait faire de sa profession ne semble avoir soulevé aucune difficulté. Il n'en fut pas de même pour la situation de famille : les pères de plus de trois enfants étaient automatiquement rangés dans la classe inférieure à celle où le loyer aurait dû les placer ; avec sept enfants, ils étaient ramenés à deux classes en dessous. Or — et c'est un exemple saisissant de la légèreté des municipalités — 35 communes sur 49 du district de Billom oublièrent ces prescriptions ; et le directoire d'être assailli par « une fourmilière de réclamations » (9). Inversement les célibataires n'avaient pas été surclas-

(5) Bloch, *Recueil*, p. 229

(6) Lettre du directoire du district de Montaigut au directoire du département, 25 mars 1791 (L. 991).

(7) L. 231 et L. 3281. — Le prix indiqué fut de 15 s. à Ambert et à Montaigut ; le directoire de Thiers indiqua celui de 12 s. sauf pour un certain nombre de communes, généralement les plus importantes, comme la ville même de Thiers, les bourgs de Courpière, Augerolles, Vodable (L. 1002).

(8) Le taux de la journée de travail ne fut indiqué au ministère qu'en octobre 1791 (L. 991).

(9) Lettre du directoire du district de Billom à l'administration départementale, 22 messidor an II (L. 1038).

sés comme ils auraient dû l'être (10). Dénonçant à la Convention ces maladresses, Vernier put déclarer, le 26 février 1793, que « la confection des rôles était pénible, embarrassante par le nombre des exceptions, des modifications admises » et ajouter « par les réductions de tout ce qui avait été payé en contribution foncière » (11). Cette dernière disposition ne pouvait être observée avant que le montant de la foncière ne fût connu ; c'était un argument de plus en faveur des corps municipaux négligents.

Le dénombrement des domestiques, chevaux de trait et carrosses n'alla pas non plus sans incertitudes ; le directoire du département ne put en utiliser les résultats pour la répartition de 1791 (12).

La question des loyers d'habitation

Le légistateur pouvait craindre surtout pour l'appréciation, à leur juste valeur, des loyers d'habitation. Gaultier de Biauzat, député du Puy-de-Dôme à la Constituante, avait défini cette base de la mobilière « un moyen qui entraîne après lui l'arbitraire, et qui détruit l'égalité » (13). Comment les autorités communales, pour la plupart ignorantes ou mal intentionnées, feraient-elles l'estimation de cet « étalage des commodités » — selon l'expression de Roederer ?

« Ce n'est qu'avec beaucoup de douceur et de raisonnement qu'on parvient à se faire entendre et à ployer les municipalités sous la forme nouvelle des lois. D'ailleurs les principes de la contribution mobilière sont ignorées de la majeure partie des muni-

(10) Parlant du « mauvais état des matrices mobilières », le directoire de Billom écrivait : « presque tous ceux qui les ont faites se sont écartés de la marche que leur prescrivait la loi, mais tous n'ont point erré sur les mêmes objets, les uns ont suivis exactement tels ou tels articles de la loi, qui au contraire ont été négligés par les autres et vice-versa et il en est résulté des matrices contradictoires entr'elles, en un mot à les voir l'on dirait qu'il y avait quatre a cinq modes différents pour les faire » (29 messidor an II). (L. 1038).

(11) Vernier à la Convention, le 26 février 1793 (*Moniteur*, t. XV, p. 803).

(12) Cf. II^e partie, chap. V.

(13) Séance du 22 octobre 1790 (*Moniteur*, t. VI, p. 185). — Gaultier de Biauzat se plut aussi à montrer que, par le système des contre-lettres, adressées à leur propriétaire, les locataires éluderaient aisément la loi. — Dans son discours du 26 février 1793 à la Convention, Vernier s'exprima en ces termes : « N'est-il pas inouï que l'on ait fait résulter l'évaluation de la fortune d'un particulier de la seule présomption du loyer, comme si l'on eût pu ignorer que les conjectures et les présomptions ne peuvent opérer que par leur concours et leur nombre, et qu'en dernier résultat elles ne donnent jamais que des probabilités. »

cipalités » : c'est le visiteur des rôles Campagne qui écrit ces lignes édifiantes (14). Son collègue J.-Fr. Albarède donne des conseils également suggestifs : « Il faudrait pour hâter la confection des rôles matrices de cette contribution, qu'un visiteur, lorsqu'il s'est rendu dans une communauté où les municipaux sont hors d'état de suivre aucune opération, il put prendre le tems de former l'état de tous les citoyens actifs et de se transporter sur chaque bâtiment pour l'évaluation du loyer de l'habitation. Mais pour cette opération, il faudroit qu'il employât dans chaque commune quatre, six à huit jours et autant pour la rédaction de la matrice mobilière » (15). Voudraient-ils travailler seuls, les visiteurs se heurteraient à l'hostilité des populations ; d'autre part, « l'ineptie des municipaux » est telle qu'on ne peut même pas toujours leur abandonner la confection des rôles d'après des exemples (16).

En général, les loyers sont estimés volontairement très bas : les officiers municipaux, qui ont une tendance naturelle à soutenir leurs administrés, acceptent facilement les déclarations ; ils prétendent que les maisons des campagnes sont sans valeur et que la loi ne les concerne pas (17). S'il advient que les chiffres proposés ne soient pas admis, on découvre l'utopie du système adopté par la Constituante, basé sur la bonne foi du contribuable. Nous lisons par exemple au registre de Chamalières : Pierre Serve, fabricant de papier, accuse, le 9 avril 1792, un loyer de 30 l. ; la déclaration, rectifiée le 11 juin, est portée à 80 l. Henry Jacob, brasseur et meunier, déclare une maison d'une valeur locative de 15 l. (21 avril) : l'estimation est relevée à 30 l. (11 juin). Le loyer de Marius Fineire, cultivateur, est inscrit 10 l. au lieu de 8 (6 mai) ; celui de Claude Teyras, autre cultivateur, 15 au lieu de 10, etc. (18). De même, Fr. Dalbignat, vicaire de la paroisse de Saint-Paul-d'Issoire, qui avait avancé le chiffre de 30 l. dut accepter celui de 60 l. (19).

Par contre, les municipalités sont très portées à comprendre, dans leurs rôles, des particuliers qui ne résident pas ; les doubles emplois qui en résultent motivent de multiples protestations.

(14) Lettre de Campagne à l'inspecteur général des rôles, 3 avril 1792 (L. 1040).

(15) Lettre du visiteur de l'arrondissement d'Issoire, Albarède, 4 octobre 1792 (L. 1040).

(16) Cf. note 15.

(17) Tableau de travail de J.-Fr. Albarède, mai 1792 (L. 1040).

(18) *Arch. communales de Chamalières*, G.

(19) L. 4412. — On remarquera que plus le loyer est fort, plus la fraude est facile.

Ussel, chirurgien à Tallende, est inscrit abusivement à Saint-Amand (20). Un nommé Voiret, qui demeure habituellement à Aubière, s'insurge contre la prétention des gens de Pérignat à coucher son nom sur leur liste (21). L'administration du district de Thiers reproche vivement à la municipalité de Limons (Châteldon) d'avoir imposé le citoyen Riberolles, « quoiqu'il ait son principal domicile à Thiers » : il s'agissait de soutenir les intérêts d'un des membres du directoire. « Il est très sûr, citoyens, que si vous vous permetés cette cote pour 1792, menacent les directeurs de Thiers, nous serons obligés d'en prononcer la radiation. Veuillez nous éviter ce désagrément et au citoyen Riberolles et à vous » (22). Cette lettre est du 3 juin 1793 : la municipalité de Limons se résignait sans doute malaisément à barrer un nom aussi intéressant.

Il faut d'ailleurs admettre que les ruraux n'avaient pas tort de considérer qu'à évaluer les cotes mobilières et d'habitation d'après les loyers, le montant des rôles ne serait sans doute jamais atteint. Le visiteur J.-Fr. Albarède était conduit à se demander si l'on n'en arriverait pas « à préférer le revenu foncier comme base plus acceptable du calcul des cotes mobilières et d'habitation » (23).

La distinction entre la cote mobilière et la cote d'habitation

Après avoir procédé à l'évaluation des loyers, les municipalités se trouvaient en présence de ces cotes dont elles devaient établir le montant. Il leur fallait soigneusement distinguer la cote mobilière, qui excluait le revenu foncier et la cote d'habitation pour laquelle tous les revenus comptaient. C'étaient un jeu bien compliqué pour la grande majorité des officiers municipaux des campagnes : ils furent très embarrassés, au reçu des mandements des districts, pour appliquer à chaque cote son taux respectif (24). En outre, la nécessité de connaître la valeur des biens-fonds pouvait les retarder : par là-même on s'explique le désir de certaines municipalités d'en finir avec l'assiette de la foncière avant d'entreprendre celle de la mobilière.

(20) Lettre du directoire du district de Clermont à la municipalité de Saint-Amand-Tallende, 29 janvier 1793 (L. 3732).

(21) Le directoire de Clermont sollicita des éclaircissements à ce sujet, le 27 juillet 1792 ; il en voudra encore le 7 pluviôse an II (L. 3732).

(22) L. 5594.

(23) Lettre à l'inspecteur général Boutier, 31 mai 1792 (L. 1040).

(24) Lettre du directoire du district de Billom à l'administration départementale, 29 messidor an II (L. 1038).

Le cas des fonctionnaires publics

L'article 21 de la loi apportait, sous forme d'exception, une difficulté de plus dans l'établissement des matrices de rôles : tous ceux qui jouiront de salaire, pension ou autre traitement public, à quelque titre que ce soit, si leur loyer d'habitation ne présente pas une évaluation de facultés mobilières aussi considérable que ce traitement, seront cotisés sur leur traitement public dans la proportion qui sera déterminée (25).

Les administrateurs ne purent croire à une telle rigueur : pressé de questions par les directoires des districts, le directoire départemental interrogea à plusieurs reprises le ministre, qui ne put que renvoyer au texte du décret (26). Pour faire ressortir l'injustice que les fonctionnaires subiraient, les administrateurs de Besse citèrent l'exemple numérique suivant : le salarié public ayant 1.000 l. de traitement aurait à payer 25 l., en vertu de l'article 21, et seulement 6 l. 5 s. d'après la règle générale (27). Ainsi, parmi les contribuables, qui s'efforcèrent de se soustraire à l'impôt, nombreux furent les fonctionnaires : des ecclésiastiques (28), des gendarmes (29), des membres du personnel des contributions, tel ce receveur, Proust, qui protestait contre la cote inscrite à son nom par la municipalité d'Issoire (30), et même des membres de directoires, comme Desribes, au sujet de qui le district de Clermont intervenait auprès des municipaux d'Aubière (31). L'administration clermontoise fera plus tard la leçon au juge de paix Tourre, en des termes qui méritent d'être rapportés : « Nous voyons avec douleur que tu es du

(25) Bloch, *Recueil*, p. 207.

(26) Lettres du 26 janvier et du 10 mars 1792 ; réponses du ministre, 16 mars et 10 mai (L. 992). — M. Minoret a signalé, dans son livre sur *La contribution mobilière* (p. 244), la protestation de plusieurs départements contre cette disposition de la loi.

(27) Lettre du directoire du district de Besse au directoire du département, 14 mai 1792 (L. 992).

(28) L. 3732 et 3733.

(29) Le 26 janvier 1792, le département avait posé au ministre la question de savoir si les officiers de la gendarmerie nationale devaient être assujettis au paiement de la mobilière. Le 5 pluviôse an II, le directoire de Besse informa les administrateurs du Puy-de-Dôme de la protestation des gendarmes du district contre les cotes mobilières inscrites à leur nom, en 1791 et 1792 ; le département prescrivit de les leur faire payer (8 ventôse, L. 992).

(30) L. 4412 et 4414.

(31) Le directoire de Clermont écrivait à la municipalité d'Aubière : « Nous pensons, citoyens qu'il pourroit bien se faire que ce citoyen quoique habitant d'Aubière pour se soustraire à l'impôt mobilier eût fait le service dans la garde nationale de Clermont » (19 mars 1793, L. 3733).

nombre de cette classe d'individus qui cherchent à s'éloigner et à s'échapper des taxes que tout bon citoyen doit supporter pour le soutien de la patrie. Il est même incroyable qu'un administrateur de la justice qui doit montrer l'exemple à tous ses concitoyens puisse s'hasarder par des détours patétiques à se soustraire de contribuer aux charges d'une République qui fait aujourd'hui le bonheur des peuples... La commune de Saint-Amant nous dit qu'il ne lui a jamais été possible de l'atteindre, à contribuer en proportion de ses facultés au montant des taxes imposées sur les communes où tu fais ton habitat, qu'au moment où il était question de t'y comprendre, tu avais dans ta poche une translation de domicile à opposer en sorte que tu n'es pas compris dans les rôles de la contribution mobilière de 1791 et de 1792 dans aucune commune où l'on peut te présumer une habitation » (32).

Les lenteurs dans la formation des matrices de rôles

Si les fonctionnaires répugnaient à acquitter une contribution qui sans doute les défavorisait, les municipalités n'avaient aucune raison de faire du zèle. Elles s'efforcèrent d'exploiter une contradiction entre deux articles de la loi : l'article 36 prescrivait la confection de la matrice de rôle, à la réception du mandement du district, mais l'article 32 enjoignait aux municipaux de se mettre au travail sur-le-champ (33). En réalité, l'Instruction ministérielle jointe au décret levait les doutes : l'assiette de la mobilière, comme celle de la foncière, était indépendante de la somme à répartir. Le directoire du Puy-de-Dôme ne prit sur lui d'en informer les municipalités qu'après réception d'une circulaire, plus affirmative, de Tarbé, en date du 24 décembre 1791 (34).

A cette époque, les visiteurs des rôles entraient en fonctions ; leur chef, l'inspecteur des rôles, et les administrateurs du département attendaient beaucoup de leur activité. Mais que pouvaient cinq ou six visiteurs, également occupés à la foncière et à la patente, obligés de parcourir près de cinq cents communes ? « Dans cet ordre des choses, écrivait J.-Fr. Albarède, quelque

(32) 3 vendémiaire an IV (L. 3733).

(33) Bloch, *Recueil*, p. 209.

(34) Cf. II^e partie, chap. II, p. 124.

vigilance que mette le visiteur à remplir le devoir de son état, il ne peut perfectionner une opération qu'au détriment d'une autre » (35). Cependant l'arrêté départemental du 8 février 1792 était formel : « Les visiteurs des rôles seront tenus... de s'occuper plus particulièrement de la formation des rôles matrices de la contribution mobilière » (36). Ils s'y employèrent de leur mieux ; leurs journaux de tournées le prouvent. Malheureusement cet effort ne pouvait suffire et les directoires étaient assez mal venus de leur imputer les retards (37), alors qu'eux-mêmes reculaient devant les frais qu'entraînait l'envoi des commissaires (38).

Dans les premiers mois de 1792, le ministère commence à s'inquiéter. Clavière constate d'abord que l'assiette de la mobilière est moins avancée que celle de la foncière, observation qui n'a rien d'inattendu (39). Le 20 mai, il s'indigne que les matrices ne soient « pas même commencées dans cinq districts », y compris celui de Clermont (40). Consultons les tableaux de tournées du visiteur Campagne : les rôles mobiliers sont amorcés un peu partout, mais nulle part ils ne s'achèvent (41). Le chef-lieu n'en est qu'« aux opérations préliminaires » (42). Le maire de Riom dénonce le peu d'empressement des citoyens à faire leurs déclarations (43). Des commissaires seront nommés en août, car la municipalité ne trouve pas le temps de rédiger la matrice : elle est prise par « la permanence et la multiplicité des travaux ».

Lorsque Clavière revient aux finances après la chute de la royauté, il admoneste à nouveau les autorités départementales. Il ne croit pas que la complexité des opérations excuse des retards aussi prononcés (44). Certes les progrès sont peu satisfaisants : d'un état dressé le 10 octobre, il ressort que 422 rôles sur 473 restent sur le chantier ; et les districts de Clermont et de Riom sont loin de donner le bon exemple (45).

(35) Lettre à l'inspecteur des rôles Boutier, 4 octobre 1792 (L. 1040).

(36) L. 232.

(37) Ainsi le directoire de Clermont s'étonne « que ces messieurs les visiteurs principal et particulier se soient si peu occupé de cet objet » (19 septembre 1792, L. 3920).

(38) Voir II^e partie, chap. II, p. 127.

(39) L. 992.

(40) L. 5593.

(41) L. 1040.

(42) Tableau de tournée du visiteur Campagne, février-mai 1792 (L. 1040).

(43) 1^{er} juin 1792 (*Arch. municipales de Riom* : Registre des délibérations 1791-92).

(44) Lettre du 1^{er} septembre 1792 (L. 3281).

(45) L. 1028.

Regardons autour de Clermont, vers la fin de l'année 1792 : alors que la ville n'a pas encore adressé au directoire sa matrice de rôle, les villages de Chamalières, Royat, Nohanent, Orcines, Saint-Genest-Champanelle, Teix, à l'ouest, se sont libérés de cette obligation ; par contre, 19 localités, presque toutes situées au sud et à l'est manifestent leur mauvaise volonté (46). Cette répartition curieusement géographique tendrait à prouver encore que les influences de commune à commune ont prédominé.

Au moment où les visiteurs allaient disparaître, il était bien temps de les décharger de la foncière, au profit de la mobilière (47). Les administrateurs élus répugnaient d'ailleurs à leur faire confiance ; ainsi le procureur général syndic Monestier préconisait-il plus volontiers le recours à des commissaires (48). De toute façon, la répartition de la contribution mobilière ne pourrait pas être faite d'après les données inscrites dans les matrices de rôles. Le recouvrement en souffrirait inévitablement.

(46) Ces localités étaient : Beaumont, Ceyrat, Romagnat, Aubière, Opme, Lempdes, Pont-du-Château, Cormède, Les Martres-d'Artières, Malintrat, Aulnat, Lussat, Lignat, Cournon, Gerzat, Cébazat, Le Cendre, Jussat et La Roche-Blanche. (Tableau de tournée de Campagne, 30 décembre 1792, L. 1040).

(47) Cf. II^e partie, chap. II, p. 130.

(48) Lettre-circulaire aux municipalités du département, 26 septembre 1792 (L. 992).

CHAPITRE IV

La patente et les visiteurs des rôles

Le droit de patente en 1791 jusqu'à la création des visiteurs des rôles

« Le système en est ordonné sur les bases les plus simples, combiné de manière que le nécessaire qui ne doit jamais être taxé, n'en soit point altéré, et que le superflu passe par les proportions graduelles d'une taxe dont le maximum sera bien modéré » : ainsi se trouvèrent définis, dans la séance du 15 février 1791, par d'Allarde, rapporteur du Comité des finances de la Constituante, les mérites du droit de patente (1). Des trois créations fiscales de l'Assemblée, aucune ne s'avérait plus facile à comprendre et à mettre en œuvre que cette dernière, votée le 2 mars : point de répartition compliquée et contestable, des rôles individuels, indépendants les uns des autres, donc un impôt de quotité ; des déclarations à faire inscrire par les particuliers sur des registres à souche tenus par les municipalités ; des certificats de soumission rédigés par celles-ci pour être présentés aux percepteurs ; des quittances délivrées par ces derniers ; un contrôle confié aux procureurs syndics et procureurs généraux syndics ; les infractions à la loi relevant de la juridiction des tribunaux de districts (2). Mais toute l'économie du « système » était subordonnée à la bonne volonté des déclarants et, comme il appartenait aux officiers municipaux de « redresser les vices des déclarations que (feraient) les particuliers sujets au droit de patente » (3), le sort

(1) *Moniteur*, t. VII, p. 396.

(2) Bloch, *Recueil*, p. 236.

(3) Le directoire du département à la municipalité de Sayat, 14 mai 1792 (L. 1090).

de celui-ci était lié en définitive à la manière dont les autorités élues des communes comprendraient encore leur devoir.

Certaines difficultés matérielles arrêtaient dès l'abord les municipalités les plus averties. L'article 12 de la loi portait que le prix des patentes serait « réglé à raison du prix du loyer ou de la valeur locative de l'habitation, des boutiques, magasins et ateliers... » (4). Il était clair que, par « habitation », le législateur entendait non seulement le local servant à l'exercice d'une profession, mais l'ensemble du domicile. Il y eut cependant des hésitations, même à Clermont, puisque le corps municipal de cette ville demanda des éclaircissements au directoire du département ; un arrêté, en date du 11 mai 1791, leva les doutes. Mais comment évaluer le prix du loyer ou estimer la valeur locative ? La question se posait aussi pour la mobilière et la similitude de base pour deux impôts différents avait étonné. Les administrateurs du Puy-de-Dôme précisèrent qu'il n'y aurait pas pour autant double emploi : « le droit de patente est la taxe du produit d'une profession quelconque, tandis que la contribution mobilière est le tribut des facultés qui ont tout autre origine que l'exercice d'une profession... afin d'éviter l'arbitraire et les surprises, le directoire invite la municipalité à se faire représenter des baux notariés, et en cas de non représentation à faire évaluer la valeur locative par des commissaires qu'elle choisira dans son sein ou hors de son sein » (5).

Une autre source d'embarras et même d'inquiétude était l'emploi obligatoire de papier timbré pour les déclarations, certificats, quittances et soumissions. Qui en assumerait la charge ? L'article 9 de la loi ne le désignait pas. L'arrêté départemental du 11 mai combla cette lacune : le timbre de la déclaration, inscrite au registre de souche, serait payé par la municipalité ; l'impétrant fournirait les timbres du certificat de quittance et de la soumission ; quant au timbre apposé sur l'expédition de la patente, il serait compris dans les frais de recouvrement. Les communes devaient donc se pourvoir de registres à souche timbrés, mais elles ne savaient comment s'en procurer. Plusieurs districts s'adressèrent au département qui renvoya les municipalités aux imprimeurs (6). Cette méthode était impraticable ; le directoire du Puy-de-Dôme s'en avisa bientôt et en référa au

(4) Bloch, *Recueil*, p. 236.

(5) Extrait de l'arrêté départemental du 11 mai 1791 (L. 1081). — *Textes patente* n° 1.

(6) Ainsi le district d'Issoire le 13 mai, celui de Billom le 24 (L. 1081).

ministre, qui confia aux receveurs des droits d'enregistrement le soin de distribuer les registres. Il en résulta que les municipaux les plus empressés se trouvèrent en possession de registres inutilisables. Les administrateurs s'en ouvrirent à Tarbé : « Le prix de ces patentes a été avancé par quelques officiers municipaux qui seroient victimes de leur zèle et de leur attention à exécuter ponctuellement les loix » ; il était de toute justice que les timbres des anciennes patentes fussent acceptés en paiement des nouveaux registres (7).

L'article 14 se révéla d'une application délicate : il assujettissait les marchands de vin, aubergistes et hôteliers au paiement d'un tarif spécialement élevé, bientôt dénommé patente supérieure (8). Le directoire de Riom remarqua, dès le mois de juin, que les cabaretiers des villages se refusaient à prendre patente, disant qu'ils ne gagnaient pas les 30 l. de la taxe (9). Très embarrassé, le directoire départemental ne répondit pas. Les administrateurs du district écrivirent à nouveau au mois d'août, pour obtenir cette fois l'assurance que le Comité des finances serait pressenti (10) ; mais rien ne vint. Alors ils prirent une troisième fois la plume en novembre, représentèrent avec force qu'il était impossible d'assimiler ces aubergistes de la campagne aux « traiteurs des villes », en raison de « la grande différence du débit et par conséquent du profit », et conclurent à une demande de modification de la loi, « sans quoi elle va devenir illusoire ce qui seroit pour les villes d'un exemple dangereux » (11). Le conseil du district d'Ambert adressait alors au département une pétition dans le même sens (12). Monestier et ses collègues transmirent à l'Assemblée législative le dossier des réclamations ; mais ils ne prirent pas sur eux d'insister sur les mécomptes que donnait un texte de loi évidemment injuste (13). Le rendement de la patente n'était cependant pas tel qu'il réalisât les espoirs permis.

A Clermont, les registres à souche portent, du 11 mai au 31 décembre 1791, 875 déclarations de patentes, qui représentent un total de 10.012 l. (14). Bien que ce chiffre constitue de toute évidence le plus gros contingent du district (17.129 l.), le bilan

(7) Lettre du 13 juillet 1791 (L. 1081). — *Textes patente* n° 2.

(8) Voir le décret du 17 septembre 1791 (Bloch, p. 308).

(9) Lettre au directoire du département, 18 août 1791 (L. 1081).

(10) *Ibid.*

(11) Lettre du 15 novembre 1791 (L. 1091).

(12) 6 novembre 1791 (L. 2748).

(13) L. 1081.

(14) *Archives municipales de Clermont*, G. 10.

est maigre pour une ville de 19.000 âmes (15). A Riom, où le maire Soubrany a voulu que la loi des patentes fût lue au prône, les résultats sont acquis un peu plus rapidement, puisque 418 citoyens se font inscrire du 4 au 11 juin (16). Au contraire l'affichage n'a lieu dans la ville de Thiers que le 2 juillet et Brugière, procureur de cette commune, se plaint le 20 août que très peu d'intéressés se soient présentés, « ce qui ferait présumer une espèce de récalcitance, même un refus de la part des autres d'obéir à la loi » (17). En septembre et en octobre, la plupart des retardataires répondent aux vigoureuses réquisitions du Conseil général ; mais il reste un noyau de réfractaires que Brugière n'aura pas encore réduit au printemps suivant (18). Dans l'ensemble du district, la situation est considérée comme assez satisfaisante : les lettres-circulaires, adressées par le directoire, avaient « produit l'effet attendu » (19) ; 787 patentes figurent sur un état du 17 novembre, soit la somme de 5.861 l. (20). Il n'en est pas de même à Issoire et à Billom, qui ne rendent respectivement que 615 et 364 livres (21). Quant aux populations des circonscriptions très montagneuses d'Ambert, de Montaigut et de Besse, elles opposent une inertie tenace. Au 15 décembre 1791, le receveur d'Ambert n'a encore touché que 265 l., chiffre minime, correspondant à 14 patentes, alors qu'il aurait dû en être délivré un millier, si l'on en croit le directoire ; au reste, celui-ci ne cachait pas que l'impôt lui paraissait « peu proportionné aux facultés des contribuables » (22). Le district de Montaigut ne produit qu'une somme dérisoire de 282 l. (23) et ses administrateurs écrivent aux membres du département : « Il est à vous observer qu'il n'y a qu'une très faible partie des habitants qui ont satisfait à la loi du 2 mars dernier... Il n'y a que la contrainte qui puisse lui donner une pleine exécution et nous ne vous tairons pas que nous craindrions que cette extrémité ne devint dangereuse » (24). A Besse, où il ne totalise que 59 déclarations et 389 l. (25), le directoire est obligé d'avouer qu'« il n'est point

(15) L. 1090.

(16) *Arch. communales de Riom*, registre des délibérations.

(17) *Arch. de Thiers*, registre des délibérations.

(18) *Ibid.*

(19) Session du conseil du district de Thiers, 15 octobre 1791 (L. 5399).

(20) L. 1091.

(21) L. 1090 et 1091.

(22) Rapport au conseil du district, 28 octobre 1791 (L. 2748).

(23) L. 1269.

(24) Lettre du 21 novembre 1791 (L. 1091).

(25) L. 1089.

de district dans le département ou les opérations concernant les droits de patente aient été plus négligées... (et) qui nescesse autant l'établissement et la résidence d'un visiteur des rôles... » (26).

L'impression générale est donc médiocre. Les patentes sont assez mal accueillies, sauf peut-être à Thiers et environs. Avertie, la Constituante crée les visiteurs des rôles : elle renie ses principes favoris, en rétablissant sous un nom nouveau le fonctionnaire de métier de l'ancien régime, mais les circonstances sont impérieuses.

*Fonctions et nomination de l'inspecteur général
et des visiteurs des rôles*

Si les cahiers des Etats Généraux marquaient la persistance des sentiments de respect à l'égard du monarque dans la masse de la nation, ils témoignaient également de l'hostilité qui animait la plupart des Français contre les agents de la royauté. L'Assemblée constituante construisit le nouvel édifice administratif en fonction de ces tendances : le magistrat élu, répondant directement de sa gestion devant ses commettants, remplacerait le fonctionnaire de carrière, nommé par le pouvoir central et responsable devant lui seul. Par une conséquence logique de la fidélité aux principes, ce système fut étendu à l'ordre fiscal comme à l'ordre judiciaire ou même religieux ; et, sans aucun doute, là réside — nous l'avons marqué déjà — l'explication majeure des difficultés que rencontra l'établissement des contributions directes. Mais les Constituants, avant de se disperser, léguèrent à leurs successeurs de la Législative l'institution des inspecteurs et visiteurs des rôles, qui rappelait étonnamment celle des inspecteurs et contrôleurs des vingtièmes.

Le décret du 16 septembre 1791 fut adopté par eux en connaissance de la mauvaise fortune de la patente (27). Il apparaissait que les municipalités, même surveillées et stimulées par les autorités des districts et des départements, se trouvaient placées dans une position tellement fausse vis-à-vis des redevables qu'elles ne pourraient jamais décider ces derniers à s'incliner devant la loi. Des agents, à la nomination du roi (art. 13), choi-

(26) Lettre du directoire de Besse à celui du département, 22 décembre 1791 (L. 1081).

(27) Bloch, *Recueil*, p. 308.

sis par lui parmi les employés des anciennes administrations (art. 14), prouvant, au moins jusqu'à un certain point, leur compétence par l'antériorité de leurs services, jouissant aussi d'un traitement stable (art. 17), imprimeraient au travail des corps élus locaux une impulsion d'ensemble, qu'on ne pouvait attendre des commissaires recrutés à la diable. Six visiteurs des rôles au plus par département, dont un visiteur principal, adresseraient les relevés des déclarations de patentes à un inspecteur général des rôles (art. 11 et 12) et les procès-verbaux des fausses déclarations aux procureurs syndics (art. 19). On sait que la loi prévoyait en outre l'intervention des visiteurs dans la formation des matrices foncières et mobilières. Enfin ils devaient réunir des renseignements sur l'adjudication de la perception (28). Dans tous les domaines de leur activité, il leur était enjoint de se tenir en relations étroites avec les directoires et même d'écouter leurs suggestions (29).

Le 3 décembre 1791, Tarbé nomma au poste d'inspecteur général des rôles du Puy-de-Dôme le directeur de la régie générale en résidence à Clermont-Ferrand, Nicolas Boutier (30). Ce choix prouvait que « le monarque n'avait rien tant à cœur que de récompenser le mérite et les travaux des anciens employés » (31) ; la louange venait d'un visiteur déjà en place et prompt à faire sa cour : elle pourrait à ce titre nous paraître suspecte si nous ne savions que Boutier avait réellement le tempérament d'un chef intelligent et actif.

Le directoire du département ne vit peut-être pas sans déplaisir la création d'une fonction qui évoquait le souvenir de l'ancienne inspection des vingtièmes. Il mit peu d'empressement à constituer le bureau que Boutier était appelé à diriger : il voulut savoir du ministre si les frais en seraient à la charge du budget départemental ou retenus sur le traitement de l'inspecteur (32). Celui-ci fut dûment averti qu'il aurait à travailler « sous la surveillance directe » de l'administration élue et qu'il ne pourrait attacher à ses écritures d'autre commis « qu'un des expéditionnaires des bureaux » (33). Cette désignation n'eut pas

(28) Voir Chapitre VII de la II^e Partie.

(29) Bloch, *Recueil*, p. 343.

(30) L. 1250.

(31) Lettre du visiteur J.-Fr. Albarède à Boutier, 13 décembre 1791 (L. 1040).

(32) Lettre du directoire du département à Tarbé, 12 janvier 1792 (L. 1250).

(33) Arrêté du 18 janvier 1792, portant nomination du sieur Bonabet (L. 1250).

le don de plaire à Boutier, qui avait « conçu l'espoir consolant » de choisir pour collaborateur un de ses employés que la suppression de la régie avait laissés sans ressources (34). Le directoire observa aigrement : « Si vous aviez pris la peine de lire notre arrêté, vous vous seriez épargnés de nous faire des observations déplacées » (35) et l'inspecteur répondit, sur le ton de la fierté blessée, que « sa lettre n'avait rien qui put mériter des expressions dures et désagréables... ce n'est point ainsi qu'en ont usé envers moi Messieurs les régisseurs généraux dans la place importante que j'ai eu l'honneur d'occuper. Leur correspondance, toujours douce, toujours honnête, ne m'a jamais présenté que des choses propres à flatter ma sensibilité » (36). Après cette prise de contact un peu rude, on pouvait étudier de concert la mise en marche des services des visiteurs.

Tarbé aurait désiré que le département du Puy-de-Dôme fût pourvu de neuf visiteurs : il le savait vaste et montagneux (37). Mais la loi était formelle et six visiteurs seulement furent désignés : Lussigny, Sauvat, Campagne, Jacques-François Albarède, Jourde et Maubet ; Lussigny aurait le titre de visiteur principal (38). L'administration départementale, peu soucieuse d'avoir à diriger des agents trop nombreux, prétendait d'ailleurs que le nombre prévu par l'Assemblée constituante convenait parfaitement : le visiteur de Billom pourrait se charger du district de Thiers ; celui de Clermont se rendrait à Besse et celui de Riom à Montaigut. Cette manière de voir était fort critiquable, du seul point de vue géographique, mais elle avait l'avantage de s'accorder avec les prévisions législatives et devait s'imposer (39). La première répartition des districts entre les visiteurs fut ainsi la suivante : Riom (Jourde), Billom et Thiers (Maubet), Clermont et Besse (Campagne), Ambert (Sauvat) et Issoire (J.-Fr. Albarède), Lussigny demeurant à Clermont comme visiteur principal.

Les intéressés se trouvèrent à peu près tous d'accord pour protester. Dès le 20 novembre 1791, J.-Fr. Albarède déterminait le directoire du district de Clermont à faire une démarche en

(34) Lettre du 20 janvier 1792 (L. 1250).

(35) Lettre du 22 janvier 1792 (L. 1250).

(36) Réponse du même jour.

(37) Lettre du 12 novembre 1791 (L. 1250).

(38) Jourde sera choisi comme suppléant à la Convention et y prendra la place de « l'infâme Couthon ». L'agent national du district de Billom réfutera les inculpations portées contre lui dans une lettre au Comité de Salut public, du 11 fructidor an II (*Arch. nationales*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme).

(39) Lettre du 26 novembre 1791 (L. 1250).

sa faveur pour le poste du chef-lieu : il faisait valoir ses douze années de services dans les bureaux de l'intendance, les quarante-cinq de son père, l'âge de ses grands-parents, octogénaires (40). Le 10 janvier 1792, Boutier lui ordonna de gagner sa résidence d'Issoire (41). Albarède obéit, envoya une deuxième pétition qui n'eut pas plus de succès et se résigna (42).

Le visiteur Lussigny obtint gain de cause, grâce à un concours de circonstances favorables. Il voulait la circonscription d'Ambert, dût-il perdre le titre de visiteur principal ; les administrateurs de ce district exposèrent à leurs collègues du département que Lussigny « depuis bien des années exerçoit avec activité et intelligence un employ a peu près semblable à celui qu'il aurait à remplir comme visiteur », qu'il serait donc à sa place dans ce pays qu'il connaissait « particulièrement » (43). Sans doute, Lussigny avait été contrôleur des vingtièmes de la circonscription ambertoise ; mais il faut remonter à l'année 1776 pour trouver mention de son activité dans cette partie de l'administration royale : encore ne jouissait-il pas d'une excellente réputation auprès de l'intendant (44). Il exerçait, depuis, le plus lucratif métier d'entrepouseur des tabacs à Ambert (45) et ses intérêts se seraient fort bien trouvés de sa présence dans la vallée de la Dore. Boutier s'aperceva un peu plus tard, un peu tard, que le visiteur des rôles passait facilement après le négociant (46). Sur ces entrefaites, Sauvat et Campagne se présentèrent avec Lussigny devant le directoire départemental et lui exposèrent leurs désirs respectifs : Sauvat, malade et même infirme, ne pouvait se rendre à Ambert et permuterait avec Lussigny ; Campagne deviendrait visiteur principal (47). Louis Sauvat, dans la Haute-Auvergne (48) et Pierre-Louis Campagne à

(40) L. 1250.

(41) L. 1040.

(42) Pétition en date du 20 janvier 1792 (L. 1250).

(43) Lettre du 15 janvier 1792 (L. 1082).

(44) Le 21 septembre 1776, l'intendant Chazerat écrivait au Contrôleur général Lefèvre d'Ormesson que Lussigny n'était pas aimé : « J'ai reçu souvent des plaintes contre lui sur le peu d'égards qu'il a pour les contribuables ; on lui reproche surtout de ne point écouter les observations qu'on lui fait, et ce reproche est trop général pour n'être point fondé » (C. 3802).

(45) A ce titre il paiera une patente supérieure ; lettre de Lussigny à Boutier, 24 juillet 1792 (L. 1040).

(46) Boutier au directoire du département, 29 août 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 23.

(47) Séance du 25 janvier 1792 (L. 1250).

(48) M. Esquer lui a consacré une étude dans la *Revue de la Haute-Auvergne*, 1905-1910.

Clermont (49) avaient appartenu au contrôle des vingtièmes ; leur compétence ne se discutait pas et il ne semble pas que les administrateurs n'aient pu céder qu'à des considérations personnelles pour leur accorder satisfaction (50) ; l'arrêté du 25 janvier 1792 ne fit état naturellement que du « bien du service » avec lequel « l'arrangement proposé s'accordait parfaitement » (51).

Un dernier remaniement fut apporté au partage des districts. Très âgé et malade, le visiteur Sauvât ne put supporter les fatigues des tournées (52). Il demanda sa retraite (53) et s'entendit avec J.-Fr. Albarède, dont le frère s'offrait à venir de Paris pour occuper un poste en Auvergne (54). Boutier était assez mécontent, mais, le 27 avril, Sauvât donnait sa démission et le directoire départemental, soucieux d'éviter « un retard dangereux pour la chose publique » le remplaçait par Jean-Baptiste Albarède « ci-devant employé dans la régie générale » (55).

Contrôle exercé par l'inspecteur général sur les visiteurs

La nomination de Jean-Baptiste Albarède fut très mal accueillie par l'inspecteur général, qui saisit la première occasion de prendre en faute son nouveau collègue pour l'exécuter dans une lettre au département : « Je désire que le Sr Albarède justifie par son travail la préférence que vous lui avés donné sur les anciens employés qui avoient des droits acquis a la place a laquelle vous l'avés promu, mais Messieurs ce que je connois du Sr Albarède et de son incapacité bien reconnue dans la régie générale ne me donne pas de grandes espérances sur son travail et je ne vous dissimulerai pas que je le crois très peu propre a remplir les fonctions de la place a laquelle vous venés de le nommer » (56). Boutier reprochait à J.-B. Albarède d'avoir sollicité une permission de huit jours pour se rendre à Issoire auprès de son frère,

(49) Voir p. 9.

(50) Benoist, visiteur des rôles de la Gironde et originaire du Puy-de-Dôme, ayant demandé un poste dans ce dernier département, se vit répondre par le directoire que les places avaient été données aux anciens contrôleurs des vingtièmes (Lettre du 24 janvier 1792, L. 1250).

(51) L. 1082.

(52) Lettres du 16 mars et du 18 avril 1792 à Boutier (L. 1040).

(53) Lettre du 4 avril 1792, adressée à Boutier (L. 1040).

(54) Voir sa lettre du 18 avril 1792.

(55) L. 232.

(56) Lettre du 2 mai 1792 (L. 1250).

alors que celui-ci séjournait à Clermont. Or les rapports entre Boutier et Jacques-François Albarède n'étaient rien moins que cordiaux. Le visiteur d'Issoire songeait beaucoup trop à ses affaires personnelles : n'avait-il pas des projets matrimoniaux qui l'incitaient à de trop fréquents déplacements ? (57). L'inspecteur le fit rappeler à l'ordre par le directoire départemental, mais Albarède constatait ironiquement que les reproches, le département les lui avait faits « avec toute la douceur et l'honnêteté qui (le) caractérisent » (58). Boutier ne désarma pas, signala « le mauvais travail » effectué au mois de mai à Issoire (59), affirma que « ce préposé s'était livré a un abandon total de ses devoirs » (60) et obtint des administrateurs une lettre de blâme plus formel (61). Le directoire accorda néanmoins au visiteur une nouvelle permission de huit jours pour se rendre à Clermont dans le courant d'août (62). D'ailleurs l'inspecteur dut revenir peu à peu de ses préventions à l'égard de Jean-Baptiste Albarède (63). Au mois d'octobre 1792, il disait même sa satisfaction du travail accompli par les deux frères (64).

Les visiteurs ne peuvent sortir de leurs circonscriptions respectives sans risquer des reproches. Maubet est en assez bons termes avec Boutier ; or ses tournées lui donnent l'occasion d'approcher Riom « de deux lieues » : la tentation est grande pour un Riomais et le visiteur s'étonne que son chef puisse « trouver mauvais d'y aller faire un tour, ne fusse même que pour y voir (sa) famille » (65). Aussi sollicite-t-il prudemment « une permission par écrit », lorsqu'une affaire l'appelle à Issoire pour un jour ou deux (66).

Mais c'est Lussigny qui a le secret du langage circonspect et de la flatterie. Il sait se justifier par avance et non sans perfidie : « J'ay été a portée de voir quelques'uns de mes confrères des autres départemens... Je vous prie de croire que je ne suis pas sorti de mon arrondissement pour cela. Ils sont venus me voir » (67). L'inspecteur serait-il sensible aux présents ? Lussi-

(57) Lettre de Boutier au directoire du département, 30 avril 1792 (L. 1250).

(58) Lettre du 25 avril 1792 (L. 1082).

(59) Lettre du 14 juin 1792 (L. 1250).

(60) Il lui reprochait notamment de ne pas exiger des municipalités l'enregistrement des patentes sur des registres à souche.

(61) Le directoire du département à Albarède, 5 juillet 1792 (L. 1250).

(62) Arrêté du 20 août 1792 (L. 1250).

(63) Etat de situation du 20 juin 1792 (L. 1082).

(64) Lettre du 21 octobre 1792 (L. 1082). — *Textes patente n° 11.*

(65) Lettre du 22 mars 1792 (L. 1040).

(66) 19 août 1792 (L. 1040).

(67) Lettre du 12 juin 1792 à Boutier (L. 1040).

gny lui a promis des fromages d'Ambert et, dans une lettre du 5 février, s'offre à les lui envoyer (68). Boutier ne répond pas et contrôle avec rigueur les opérations du visiteur. Lussigny doit se justifier fréquemment ; il sait d'ailleurs apprécier « la douceur de leçons (qui) réveilleroit, chés l'homme sensible, l'émulation la plus engourdie » (69).

Rapports des directoires avec l'inspecteur et les visiteurs

L'Assemblée constituante n'avait pas entendu placer, à côté des directoires, un inspecteur et des visiteurs soumis à la seule autorité du gouvernement. La collaboration s'imposait en réalité entre les uns et les autres, les pouvoirs conférés par l'élection conservant leur supériorité.

Les administrateurs du Puy-de-Dôme inscrivirent dans quatre arrêtés successifs la tâche dévolue aux agents (70). Dès l'abord, ils manifestèrent l'intention de les tenir assez fermement. Monestier prit l'habitude de correspondre avec Boutier pour lui communiquer les impressions et les désirs de ses collègues. Le 22 mai 1792, le procureur général syndic sort d'une délibération, au cours de laquelle le directoire vient de rédiger un arrêté relatif à la patente : sur l'heure il écrit à l'inspecteur que « la lenteur des opérations de Messieurs les visiteurs des rôles et la mauvaise forme de leurs travaux sont la principale cause du retard qu'éprouve la perception de cette portion de la contribution publique » (71). Manifestation d'une mauvaise humeur latente contre un personnel de carrière ! Le ton est toujours autoritaire ; on peut en juger par cette note du 18 octobre : « Les moyens de douceur et persuasion ont été épuisés. Il est tems d'user des voies de rigueur indiquées par les loix » (72).

Certains procureurs syndics entendent que les visiteurs se conforment strictement à l'arrêté départemental du 3 février 1792, qui leur prescrit de faire appliquer les lois sur la patente. A Thiers, Grangeon dénonce le visiteur Maubet, sur le rapport

(68) L. 1040.

(69) Notamment, lettres du 12 juin, du 12 août et du 6 octobre 1792 (L. 1040). — Voir cette dernière dans *Textes patente* n° 24.

(70) Arrêtés du 2 janvier 1792 (L. 3954), du 18 janvier (L. 1250), des 3 et 18 février (L. 232).

(71) L. 1082.

(72) L. 1082.

du procureur de la commune de Lezoux, Juillard (73) : « Si les visiteurs se bornent à des promenades, autant vaudrait-il qu'il n'y en eut pas » ; le procureur général syndic invite aussitôt Maubet à mettre plus de rigueur dans l'exercice de ses fonctions (74). Mais Maubet riposte par une charge contre les administrateurs du district de Thiers, dont l'attitude autoritaire lui déplait : « Il sera sans doute aisé de juger que les visiteurs ne se bornent pas tout à fait à des promenades, qu'elles seroient d'ailleurs un peu longues et pénibles... ce que ces Messieurs s'étoient persuadés (ils ne l'ont pas caché) c'est ce qu'ils ont cru qu'au moyen de ce qu'ils étoient des oiseaux de passage, tout devait rouler sur eux, c'est-à-dire qu'ils devaient tonner, fulminer, contraindre, la verge à la main sans doute, tous les citoyens sujets au droit de patente... Il s'en faut de beaucoup que ce soit les principes que M. Dalarde, député constituant, ait mis en avant, dans sa motion du 17 septembre 1791 qui a entraîné la loi du 9 octobre suivant, celle de notre institution.... » (75).

D'autres directoires et procureurs syndics vivent au contraire en assez bons termes avec les visiteurs de leur ressort. Espaignon, à Issoire, sait que les difficultés proviennent surtout des résistances individuelles et de la négligence des procureurs de communes (76). Il n'hésite pas à justifier J.-Fr. Albarède « des inculpations graves que vient de lui faire le département en l'accusant de mettre dans ses opérations beaucoup de lenteur et peu d'exactitude » ; il affirme que le visiteur « malgré tout le zel et l'activité dont il est capable ne peut exécuter de point en point les dispositions des loix relatives aux patentes » (77). Lussigny se loue des relations « douces et honnettes » qu'il entretient avec l'administration ambertoise (78). On voit même le directoire du district de Clermont féliciter Campagne du succès que ce visiteur a remporté dans ses tournées (79).

Inversement, l'inspecteur et les visiteurs ne répugnent pas à provoquer l'intervention des administrateurs pour mener leur mission à bonne fin. Campagne signale au procureur syndic

(73) Le procureur syndic de Thiers au procureur général syndic, 4 mai 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 27.

(74) Lettre du 7 mai 1792 (L. 1081).

(75) Maubet au procureur syndic de Billom, 25 mai 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 28.

(76) Le procureur syndic d'Issoire à Boutier, 29 mai 1792 (L. 1082).

(77) Lettre à Monestier du 6 juillet 1792 (L. 1082). — *Textes patente* n° 17.

(78) Lettre à Boutier du 12 juin 1792 (L. 1040).

(79) Lettre du 22 janvier 1793 (L. 3733).

Bernard les communes les plus réfractaires (80). Lussigny obtient du procureur syndic d'Ambert une lettre-circulaire aux procureurs des communes (81). Insulté par les officiers municipaux de Domaize, Maubet détermine l'intervention de Monestier (82). Les visiteurs sont du reste encouragés à ces démarches par l'inspecteur général ; celui-ci demande fréquemment au directoire départemental d'agir auprès des procureurs (83).

Une certaine entente s'établit entre administrateurs et visiteurs : l'inspecteur et le directoire départemental cublièrent, semble-t-il, le ton un peu vif de leurs premiers entretiens ; dans la plupart des districts, on comprit que la mésintelligence ne servirait que les adversaires de la loi.

Les tournées des visiteurs

Les visiteurs devaient tenir des journaux de travail et adresser, tous les quinze jours, un tableau de tournée, à l'inspecteur. La fréquence de ces rapports n'allait pas sans d'inévitables répétitions : cependant Boutier trouva déplacé que Maubet y fit seulement allusion (84). Il était également prescrit aux visiteurs de porter sur des relevés trimestriels les listes des soumissions. Enfin les Instructions ministérielles leur recommandaient de consacrer à chaque commune un agenda particulier ; mais, pour alléger leur bagage, Boutier les autorisa à grouper sur un même registre les comptes de plusieurs localités (85).

Lorsque Maubet écrivait que pour être des promenades, les tournées de visiteurs seraient « un peu longues et pénibles », il n'exagérât pas. Généralement, le visiteur monte à cheval ; il n'a ni les moyens ni surtout la possibilité de rouler en voiture : aucune indemnité n'est prévue pour ses déplacements et les routes sont si mauvaises que les carrioles des paysans circulent laborieusement (86). Il n'est du reste pas toujours commode de se procurer une bête de louage : ainsi Maubet doit interrompre une de ses tournées (87). Jourde fait une chute, qui le contraint à

(80) Etat rédigé le 10 juin 1792 (L. 1040).

(81) Lussigny à Boutier, 20 avril 1792 (L. 1040).

(82) Lettre de Maubet à Boutier, de Billom, le 19 décembre 1792 (L. 1040).

(83) Ainsi les 23 avril et 9 mai 1792 (L. 1082).

(84) Maubet à Boutier, 2 avril 1792 (L. 1040).

(85) Lettre de Boutier au directoire du département, 12 janvier 1792 (L. 1250).

(86) Ainsi lettre à Boutier du 10 février 1792 (L. 1040).

(87) Voir la lettre du 2 avril 1792 (L. 1040).

garder le lit dix jours et à se ménager une huitaine encore (88). La neige constitue un sérieux obstacle, surtout en montagne ; mais dans la plaine et dans les vallées, il faut compter avec les inondations : la crue de l'Allier empêche J.-Fr. Albarède d'aller d'Issoire à Sauxillanges et, quand le visiteur veut gagner Ardes, il se heurte à la Couze, qui a emporté « planches, ponceaux et bateaux » (89). Des courses aussi fatigantes ne peuvent qu'ébranler la santé d'hommes, pour la plupart âgés, parfois même atteints d'infirmités. Sauvat a renoncé très vite au métier. Campagne, malade les 16 et 17 juin, immobilisé une quinzaine pendant le mois d'août « a la suite d'une attaque de nerfs des plus graves », de nouveau, « incommodé » en septembre, obtient un congé pour se rendre à Vichy, au début d'octobre (90).

Après avoir couru les chemins tout le jour, le visiteur couche le soir dans une mauvaise auberge, « sans lit, avec gros pain bis et vin aigre ou tourné » (91). Maubet dépense 60 l. pour un voyage de dix jours. « On est écorché tout vif dans les auberges, constate-t-il. Si tous les dix jours, il m'en coutoit autant, mes appointements seroient bien éloignés de suffire » (92). Mal vu des cabaretiers qu'il a mission d'imposer, l'homme du fisc éprouve la tentation bien naturelle d'accepter l'hospitalité des particuliers. J.-Fr. Albarède avoue qu'il se fait héberger « par des riches » et se défend de contracter « pour cela aucune obligation » (93). Mais comment les visiteurs conserveraient-ils leur indépendance aux yeux du public s'ils ne refusaient pas les invitations ? Monestier leur interdit « d'aller loger et manger chés MM. les officiers municipaux ou autres bourgeois et cultivateurs aisés des communes dans lesquelles ils se transportent » ; ils doivent en effet éviter de « se faire soupçonner d'amitié particulière et de partialité » (94). Bien plus, ils leur faut être très prudents dans les conversations qu'ils nouent avec les habitants et les instructions qu'ils reçoivent à ce sujet ne sont pas sans les embarrasser : se laissent-ils questionner, ils commettent des indiscretions ; se dérobent-ils, leurs enquêtes en souffrent. « Quoique je ne doive pas avoir à faire aux contribuables en particulier,

(88) Lettre du 6 juin 1792 (L. 1040).

(89) Lettres des 10 et 11 octobre 1792 (L. 1040).

(90) Etats du travail de Campagne dans la deuxième quinzaine de juin, et de la première quinzaine d'octobre 1792 ; lettre à Boutier du 30 août 1792 (L. 1040). — Cette dernière se trouve dans *Textes patente* n° 10.

(91) Lettre de J.-Fr. Albarède à Boutier, 24 août 1792 (L. 1040).

(92) Journal de travail de la première quinzaine de juillet 1792 (L. 1040).

(93) Voir la note 91.

(94) Monestier à Boutier, 21 août 1792. — *Textes patente* n° 9 (L. 1082).

constate Lussigny, je suis souvent consulté... je dois marcher la loi à la main, la faire connoître et ne pas m'en écarter » (95). Le procureur syndic Grangeon fait grief à Maubet de s'être « refusé à se montrer en public » et le visiteur s'en défend (96).

Suivons un de ces agents dans son travail de tous les jours. A titre de visiteur particulier, Pierre-Louis Campagne fait, jusqu'au 25 janvier 1792, cinq tournées de 94 lieues (97). A cette date, il est nommé visiteur principal et se présente aux directeurs du département et du district de Clermont pour prendre les renseignements propres à sa nouvelle situation. Le 4 mars, il se rend auprès des municipaux de Clermont et les engage à s'occuper du droit de patente ; le 5, il revoit le directoire du district « pour connaître les opérations arriérées » ; du 10 au 13, il prépare son itinéraire et « le reste du mois, fait 260 relevés sur les registres à souche de Clermont pour 1791 » (98). Il emploie le mois d'avril à visiter 38 communes voisines du chef-lieu (99).

Le travail du visiteur, au mois de mai, est plus dispersé. Ainsi le 4 et le 5, il met au courant l'administration du district ; le 6, il se rend à Cournon, où il inscrit 40 articles supplémentaires de patente ; de retour à Clermont, le 7, il dresse des communes retardataires ; la maladie l'immobilise les deux jours suivants, puis il se consacre à sa correspondance et rédige « un mémoire explicatif des lois » ; les 15 et 16 mai, il est aux Martres-d'Artières pour y parachever l'assiette de la mobilière, etc. (100).

Campagne tombe à nouveau malade en juin ; il peut cependant s'occuper de la contribution mobilière avec 12 municipalités et passe les derniers jours de ce mois à répondre aux « plaignans » (101). La première quinzaine de juillet est employée par le visiteur à vérifier les déclarations faites à Clermont et dans quelques localités proches ; le 12, il est encore malade « ayant reçu une pluie d'orage ». Du 18 au 21, il travaille à un mémoire sur les patentes qu'il remet à l'inspecteur général ; le 22 il entreprend une tournée au sud de Clermont (102). En août, c'est une autre randonnée générale à travers le district (103) ; puis la mala-

(95) Lettre à Boutier du 20 avril 1792 (L. 1040).

(96) Le procureur syndic de Thiers à Monestier, 4 mai 1792 et Maubet au même procureur, 25 mai 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 26 et n° 27.

(97) Travail de Campagne au 1^{er} février 1792 (L. 1040).

(98) Travail de Campagne en février 1792.

(99) Travail de Campagne au 4 mai 1792.

(100) Travail de Campagne en mai 1792 (L. 1040).

(101) Etat du travail de Campagne au 2 juillet 1792.

(102) Journal de travail de juillet 1792.

(103) Journal de travail daté du 16 août 1792.

die le saisit encore et le retient à Clermont. Il séjourne à Vichy jusqu'au début de novembre (104). Mieux dispos sans doute à ce moment, il parcourt les villages de la montagne, appelé ici pour les patentes et plus loin pour la mobilière (105). En décembre, « il rend compte du travail général de l'année 1792 ». Enfin, la suppression de son emploi le surprend au mois de janvier 1793, alors qu'il s'applique à réduire les dernières résistances (106). Il sollicite vainement une indemnité pour la rémunération d'un commis qui l'a secondé dans son labeur (107).

Les autres visiteurs opéraient dans des conditions sensiblement analogues (108). A l'inspecteur général, qui lui ordonnait de voir les municipalités le plus souvent possible, Lussigny répondait : « Je feray tout ce que vous me prescrivés, mais je ne me persuade pas aussy volontiers que vous que ce sera sans difficulté » (109). Les mauvais chemins d'Auvergne étaient, avec les résistances des redevables, de ces « difficultés » qu'on ne surmontait pas sans un certain courage.

*Action générale exercée en 1792 par les directoires
et par les visiteurs*

L'administration départementale du Puy-de-Dôme n'avait accordé, en 1791, qu'une attention assez distraite à l'application du décret créateur de la patente. Par son arrêté du 11 mai 1791, elle ne s'était prononcée que sur des points de détail (110). Présentie pour demander à la Constituante la révision de l'article 14, qui taxait injustement les cabaretiers ruraux, elle n'avait pas voulu s'avancer. L'établissement des visiteurs fut de nature à l'intéresser davantage à cette contribution.

L'arrêté du 3 février 1792 vient d'abord « rappeler aux différents habitants de ce département exerçant une profession qui exige des patentes qu'ils ne peuvent sans se rendre coupables de désobéissance à la loi se soustraire à l'inscription sur les registres destinés à cet effet » ; les procureurs syndics et les procureurs

(104) Lettre à Boutier du 1^{er} novembre 1792 (L. 1040).

(105) Travail de Campagne dans la première quinzaine de novembre 1792.

(106) Etat de travail certifié, le 2 février 1793.

(107) Tableau de tournée commencé le 25 février et terminé le 30 décembre 1792, adressé au département (L. 1040).

(108) La liasse L. 1040 donne sur eux d'amples renseignements.

(109) Lettre du 23 juillet 1792.

(110) Voir p. 150.

des communes poursuivront les contrevenants (111). Une double résistance à l'exécution de cet arrêté se dessine aussitôt : les marchands de vin se refusent toujours à faire leurs déclarations et les municipalités se dispensent d'acquérir des registres à souche (112). Monestier et ses collègues veulent avoir raison de la « très condamnable négligence » des officiers municipaux : ils les rendent « garants et responsables personnellement du retard que prendra l'établissement et la perception de ce droit » (113) ; ils comptent beaucoup sur les procureurs syndics et sur les visiteurs pour que les maires et les procureurs se pénétrant de cette idée (114). Cette notion de responsabilité reste incomplète sans des sanctions effectives ! Aussi, au mois de juillet, un nouveau pas est fait : le substitut du procureur général syndic, Chollet — Monestier était alors absent — affirme que « le directoire du département est au comble des ménagements, des égards » ; il ne faut donc plus « perdre de temps pour citer devant les tribunaux les contrevenans » (115). Les présidents des tribunaux de districts sont invités à faire exécuter la loi « avec exactitude et vigilance » (116). De son côté, Boutier doit communiquer aux visiteurs « ce zèle et cette célérité si nécessaires dans leurs places et dont ils ont paru manquer jusqu'à présent, (car) l'administration est fermement résolue à poursuivre la responsabilité des officiers municipaux et des procureurs des communes... » (117). Mais aucun état du montant des rôles de 1791 n'a encore été adressé au ministre ! (118).

On considère généralement la répétition d'une mesure comme un indice de son inexécution. Les administrateurs du Puy-de-Dôme avaient ordonné des poursuites ; ils prennent la même décision le 1^{er} septembre ; ils recommandent de frapper d'abord « les particuliers les plus aîzés... les condamnations qui en résulteront serviront sans doute d'exemples aux moins commo-

(111) Le procureur syndic d'Ambert adressa aux procureurs des municipalités de son arrondissement une circulaire visant à l'application de cet arrêté (avril 1792, L. 1082) qui se trouve dans les liasses L. 232 et 3920.

(112) La résistance des marchands de vin est signalée par Lussigny dès le 6 mars 1792 (L. 1040). Le même jour, en séance du directoire du département, le procureur général syndic dénonce les municipalités qui négligent de se munir de registres à souche (L. 277).

(113) Arrêté du 6 mars 1792 (L. 277 et 1082).

(114) Lettres de Monestier aux procureurs syndics, 30 mars et 14 avril 1792 (L. 5606) ; à Boutier, du 22 mai 1792 (L. 1082).

(115) Circulaire du 6 juillet 1792 (L. 1082).

(116) La circulaire fut également envoyée aux juges de commerce des villes.

(117) L. 1082.

(118) Le ministre Beaulieu au directoire du département du Puy-de-Dôme, 24 juillet 1792 (L. 1082).

des » (119). Le 18 octobre, ils somment Boutier « d'user des voies de rigueur indiquées par les loix » (120). Ils accusent l'inaction des procureurs syndics, dont la « désobéissance persévérante... compromet les intérêts de la patrie » (121). Ils ne peuvent faire mieux : leurs moyens sont limités (122).

L'action des directoires ne pouvait être très forte, puisqu'elle s'exerçait à distance. Les visiteurs, qui devaient se rendre dans les localités, mettaient en jeu une influence personnelle plus directe, en dépit de la réserve qu'ils étaient tenus d'observer (123). Lorsqu'il arrive dans un village, Campagne convoque la municipalité et, en sa présence, fait appeler les habitants sujets au droit de patente (124). Cette méthode lui sourit à Durtol, où les déclarations sont obtenues « a l'instant », à Saint-Genest-Champanelle, Teix, Malintrat, aux Martres-d'Artières, etc., tant dans la montagne qu'en plaine (125). Le visiteur invite fréquemment le maire et le procureur à l'accompagner chez les redevables. Il dépouille les rôles des vingtièmes d'industrie de 1790 et prend connaissance de la matrice mobilière, afin de se procurer « tous les noms des particuliers soumis au droit, leur profession et l'évaluation de leur loyer » (126). Mais il lui faut surtout de la patience et du savoir-faire car il travaille un milieu dont la mauvaise volonté est avérée. « Ce n'est qu'avec beaucoup de douceur et de raisonnement qu'on parvient à se faire entendre et à ployer les municipalités sous la forme nouvelle des lois » (127). Cependant les visiteurs n'ont pas été toujours étrangers aux sanctions prises contre « les citoyens non-pourvus de patentes » (128).

La résistance dans les communes

Loin d'être secondés par les autorités locales, les visiteurs étaient à même de constater la « très condamnable négligence » des officiers municipaux. Ici, c'est l'opposition, le plus souvent passive ou sourde de ceux qui auraient dû veiller à l'application de la loi ; ailleurs, on observe surtout les effets du mécontente-

(119) Lettre au procureur syndic d'Ambert, 6 septembre 1792 (L. 1040).

(120) L. 1082.

(121) Arrêté du 24 octobre 1792 (L. 277 et 5606).

(122) Lettre du 27 septembre 1792 à Clavière (L. 1082).

(123) Voir p. 162.

(124) Ainsi à Teix (1^{re} quinzaine de novembre 1792, L. 1040).

(125) Tableau général des tournées effectuées en 1792 par Campagne (L. 1040). — *Textes patentes* n° 12.

(126) Ainsi Albarède à Issoire ; lettre à Boutier du 28 août 1792 (L. 1040).

(127) Lettre de Campagne à Boutier, 3 avril 1792 (L. 1040).

(128) Voir plus loin, *Les poursuites*.

ment produit chez ceux qui, assujettis à la patente, veulent s'y dérober.

Malgré son habileté, Campagne doit multiplier les démarches pour obtenir le concours de certaines municipalités : il se transporte « en mars, avril, mai et deux fois en juin » à Chamalières (129) ; le maire et le procureur de Chanonat s'inclinent « après bien du mouvement » (130) ; ceux de Clermont ne sont pas plus faciles à persuader : « C'est par des visites fréquentes que le visiteur principal est parvenu à relever les déclarations, et malgré ses observations réitérées à la municipalité, ce droit a été négligé » (131).

Le visiteur trouve l'explication de cette attitude dans le fait que beaucoup de membres des corps municipaux exercent des professions imposables (132) : il cite les communes de Royat, Chanat, La Roche-Blanche (133). Les moyens ne manquent pas : on feint l'analphabétisme (134), on égare les documents laissés par le visiteur (135), on oublie de se munir de registre à souche (136).

Dans le district de Thiers, les municipalités « ont toutes à se reprocher de n'avoir pas prévenu ceux qui étoient sujets à ce droit de cesser sur le champ leur commerce, ou s'ils vouloient le continuer leur assurer qu'ils seroient obligé de le payer... » (137). Selon Maubet, il faudrait « toujours être derrière elles » ; du reste, certaines « opposent un refus formel » (138) et le visiteur signale ces municipaux de Laps, qui n'avaient même pas averti leurs concitoyens de l'existence de la loi (139). L'idée est dans l'air que cette nouveauté fiscale n'aura pas de suite (140).

La même note est donnée à Issoire par le procureur syndic Espaignon (141). J.-Fr. Albarède est stupéfait que, dans une quin-

(129) L. 1040.

(130) *Textes patente* n° 12.

(131) *Textes patente* n° 12.

(132) Etat rédigé par Campagne le 10 juin 1792 (L. 1040).

(133) Tableau de tournée de mai-décembre 1792 (L. 3918).

(134) Ainsi à Olby, tableau de tournée d'Albarède jeune, mai 1792 (L. 1040).

(135) A Teix, Fontfreide, Nadailhat, St-Genest-Champanelle (Lettre de Campagne au directoire de Clermont, 4 novembre 1792 (L. 1040).

(136) Voir p. 172.

(137) Journal de travail de Maubet, 1^{re} quinzaine d'août 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 30.

(138) Journal de travail de Maubet, 2^e quinzaine de septembre.

(139) 1^{re} quinzaine d'août 1792.

(140) « Presque tous ces corps (municipaux) étoient dans la confiance que ces loix n'auroient aucune suite » ; pétition de Maubet à la Convention, 11 mars 1793 (*Arch. nationales*, D. VI, 63-77).

(141) Lettre à Boutier, 29 mai 1792 (L. 1082).

zaine de communes, les procureurs ignorent jusqu'aux dispositions du décret sur la patente (142) : sont-ils vraiment désireux de les connaître ? Le visiteur relate : « A Montaigut-le-Blanc (Champeix), le maire, après m'avoir déclaré seulement une partie des noms des contribuables soumis au droit de patente n'a pas voulu m'indiquer le prix des loyers ni signer de déclarations » (143). Ce maire tenait sans doute à ménager ses administrés.

La « pusillanimité » des officiers municipaux suffirait souvent à expliquer leur « négligence ». Certes Monestier prétend passer outre : « En vain fait-on craindre des insurrections si on poursuit le paiement des patentes avec trop de rigueur, le défaut de paiement mènerait la France à la dissolution et cette terminaison est plus à craindre que des mouvements trop vifs » (144). Cette belle assurance est malheureusement toute verbale. Il n'en existe pas moins des foyers de résistance concertée. Sauvat en fait la constatation, pour des villages proches de Clermont, au mois d'avril 1792 : « Presque toutes les communes tirent le nerf et se remettent au plus hardy pour la première patente. Il a été à ce qu'on m'a assuré arrêté dans certaine que le premier qui feroit sa soumission en seroit la dupe » (145). Que peuvent les municipalités quand les redevables s'entendent pour ne pas acquitter leur dû ? Brun, procureur de la commune de Romagnat, « disposé à tout ce que la loi pût lui imposer », déclare à Campagne qu'« il ne peut sans courir les plus grands dangers actionner les cabaretiers (et) que pour avoir en différentes circonstances voulu remplir ses fonctions, lire les lois ou les lettres écrites par les corps administratifs, sa personne a été en danger et ses héritages saccagés » (146). A Gerzat et à Cébazat, localités situées au nord de Clermont « des atroupements dangereux pour la municipalité » sont signalés (147). Dans la montagne, à l'ouest du chef-lieu, les citoyens de Rochefort se concertent pour refuser la patente et le procureur de la commune, Mègemont, laisse entendre que la voie de la contrainte pourrait être dange-

(142) Albarède à Boutier, juin 1792 (L. 1250).

(143) Lettre d'Albarède du 22 avril 1792 (L. 1040).

(144) Circulaire de Monestier aux procureurs syndics, 14 avril 1792 (L. 1082). — *Textes patente* n° 4.

(145) Sauvat à Boutier, 4 avril 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 15.

(146) Lettre de Campagne du 27 juillet 1792 (L. 3956).

(147) Campagne au directoire de Clermont, 17 juin 1792 (L. 1040).

reuse (148). Ribbe, son collègue de Laqueuille, tremble en dénonçant deux cabaretiers « rebelles » (149).

A Issoire, les deux tiers des particuliers astreints à payer la patente entendent ne pas faire de déclarations (150). La municipalité va-t-elle les traduire devant le tribunal ? J.-Fr. Albarède n'en croit rien, car « il seroit dangereux, dans cette ville, de sévir contre le redevable, dont le patriotisme produit souvent des effets contraires à ceux qu'on devroit attendre du civisme d'un vrai patriote ; aussi la municipalité a été forcé de mettre beaucoup de douceur pour l'exécution de la loi... (elle) appréhende toujours que les esprits chauds troublent l'ordre et ne suscitent un soulèvement ».

Dans la montagne d'Ambert, Lussigny « trouve fort peu de municipalités ou plustôt de procureurs de commune qui aient opposé à la résistance qu'ils éprouvent l'énergie qu'il devraient avoir » (151). Le maire de Saint-Amant-Roche-Savine, requis de signer le procès-verbal du visiteur, lui répond « que cela ne le regarde pas » (152). A Saint-Germain-l'Herm, sévit « une coalition de malintentionnés qui ne voulant pas se soumettre, empêchent, par des menaces, les autres de le faire » (153).

Le district de Thiers paraît avoir un meilleur état d'esprit. Mais le visiteur Maubet se plaint des procureurs des communes situées entre la Dore et l'Allier, presque toutes comprises dans le district de Billom ; ils « tatonent, disent que ce n'est pas le moment d'exercer un acte de rigueur... (ils) ont beaucoup de répugnance à dénoncer leurs concitoyens » (154). Certes, Maubet s'est toujours défendu d'avoir craint les risques de quelque émeute paysanne (155). Les opérations de la patente avaient néanmoins agité cette contrée. A Joze, par exemple, le maire fait demander deux redevables récalcitrants, le maréchal ferrant Blanzat et le charron Michy : ils assurent « qu'ils ne satisferaient à la Loy, qu'autant que tous seraient du même accord ». Le procureur émet l'avis qu'il serait périlleux d'insister « dans la

(148) Lettre du procureur de Rochefort au directoire de Clermont, 19 juillet 1792 (L. 1082).

(149) « Je vous prie même, écrit-il au procureur syndic Bernard, de laisser ignorer que je vous ay donné cet avis » (19 juillet 1792, L. 3956).

(150) Albarède à Boutier, 4 octobre 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 10.

(151) Lussigny à Boutier, 24 juillet 1792 (L. 1040).

(152) Lussigny à Boutier, 27 août 1792 (L. 1040).

(153) Lettre du 12 juin 1792 (L. 1040).

(154) Journal de travail d'avril 1792 (L. 1040).

(155) *Textes patente* n° 27 et n° 28.

crainte de troubler le repos public et de déranger l'harmonie de la commune » (156). A Vic-le-Comte, note le visiteur, « les officiers municipaux n'ont donné aucunes preuves de désobéissance. Ce sont les redevables de ces droits qui ne veulent pas entendre parler ». A Mirefleurs, « l'obstination la plus grande s'est manifestée. De tous ceux que MM. les officiers municipaux ont fait appeler à la maison commune, il n'y en a eu qu'un qui ait paru et encore a-t-il dit que si les autres refusaient, il en ferait autant » (157). A Manglieu, l'opposition des contribuables est unanime et la menace des poursuites ne réussit pas à la briser ; il en est de même à Saint-Dier (158). Bien plus, les habitants de Domaize se soulèvent et chassent le visiteur (159) : on ne prend aucune sanction (160). Une explication politique présente du reste peu de vraisemblance (161).

Par contre on aperçoit des influences de relations géographiques assez précises. Comme la patente frappait surtout les gens des villes, l'état d'esprit des citadins devait inévitablement influencer celui des paysans. Le témoignage du visiteur Campagne est formel : « Les marchands, artisans, colporteurs et autres professions qui exercent sans patente, forment un nombre si considérable dans Clermont que ceux qui se sont soumis à la loi se plaignent de cette inégalité qu'ils regardent comme une injustice criante. Cette impression se fait sentir jusques dans les paroisses. Les habitants savent qu'à Clermont plusieurs artisans, marchands, colporteurs, cabaretiers, etc. professent sans patentes de sorte qu'ils n'ont aucune confiance aux décrets... » (162). Le même visiteur écrit encore : « Celles desdites municipalités qui paroissoient être les plus instruites et les plus disposées à s'occuper de l'établissement des patentes, n'ont eu d'autres motifs d'inaction, que celui de se calquer à l'insouciance de la ville de Clermont... Les procureurs de communes prétendent que la loi

(156) Tableau de travail de la 1^{re} quinzaine d'août 1792 (L. 1040).

(157) Maubet à Boutier, 3 août 1792 (L. 1040).

(158) Voir note 156.

(159) Maubet à Boutier, 17 décembre 1792 (L. 1092).

(160) Le procès-verbal arrive au département en même temps que le décret de suppression des visiteurs ; voir la pétition de Maubet à la Convention, note 140, *Textes patente* n° 32.

(161) Nulle trace d'action des prêtres réfractaires dans cette région à cette époque.

(162) Questions posées par Campagne au directoire du district de Clermont, auxquelles ce dernier répond le 25 avril 1792 (L. 1040).

ne peut en être une puisque Clermont ne l'a pas mise à exécution » (163). Interrogé, le maire de Chamalières, Veyssat, prétend qu'aucune poursuite ne pourra être entreprise dans sa commune avant que « Clermont eut commencé de faire assigner ses citoyens en retard » (164). Il est remarquable que, dans l'arrondissement de Campagne, ce sont les communes très proches de Clermont qui résistent généralement avec le plus de succès (165). Si l'on excepte Durtol et Pérignat, tous les villages situés dans un rayon de moins de dix kilomètres du chef-lieu réussissent à enfreindre la loi. Quelles sont les localités qui l'acceptent ? celles qui précisément se situent au delà (166).

La mauvaise influence de Clermont se fait sentir dans les autres villes. A Thiers, bien que l'ambiance soit favorable, certains redevables « répondent que dans Clermont qui est capitale, il n'y est presque pas fait de déclarations, qu'en conséquence, si cette ville ne donne pas l'exemple de l'obéissance à la loi, les autres peuvent bien ne pas commencer » (167). La fâcheuse renommée des gens d'Issoire s'étend loin dans les montagnes du Livradois (168). A Saint-Germain-l'Herm, « on disait toujours qu'Issoire ne prenait pas » (169). A Cunlhat, on invoquait le même prétexte (170) ; Domaize, Saint-Dier, Manglieu, Vic-le-Comte devaient également s'en prévaloir (171). C'est que les plus montés, à Issoire, « chaque jour de marché, haranguent les étrangers pour les empêcher de se soumettre à la loi, en leur observant que ce droit n'aura pas lieu » (172).

Enfin l'isolement, dans certaines contrées montagneuses, a favorisé la résistance passive. On ne peut expliquer autrement qu'un district, comme celui de Besse, se soit trouvé, à un moment donné — en juin 1792 — démuné de registres à souche (173). La patente ne fut pas en meilleure posture à Montaigut où ne vint aucun visiteur (174).

(163) Lettre au procureur syndic Bernard, 8 juin 1792 (L. 3955).

(164) Le maire de Chamalières à Campagne, 23 avril 1792 (L. 1093).

(165) Voir p. 167.

(166) Telles les communes de Chanonat, La Roche-Blanche, Orcet, le Centre, Lussat, les Martres-d'Artières.

(167) Lettre de Maubet à Boutier, 21 avril 1792 (L. 1040).

(168) Lussigny à Boutier le 12 août 1792 (L. 1040).

(169) Lussigny, de Saint-Germain-l'Herm, 22 août 1792 (L. 1040).

(170) Les officiers municipaux de Cunlhat au procureur syndic d'Ambert, 19 septembre 1792 (L. 1082).

(171) Journal de Maubet, 17 décembre 1792 (L. 1092).

(172) Albarède à Boutier, 4 octobre 1792. — *Textes patente n° 19*.

(173) Etat du travail fait par Albarède jeune en juin 1792 (L. 1040).

(174) Jourde ne s'y transporta jamais.

Les dispositions de la loi qui en retardent l'application.

L'article 9 du décret du 2 mars 1791 prévoyait l'inscription des patentes de chaque commune sur un registre à souche, qui tiendrait lieu de matrice de rôle ; ainsi, pas de registre, pas de patentes. Les municipalités pouvaient être tentées d'adopter cette forme d'opposition fort efficace ; l'exemple du district de Besse est là pour le montrer. Cette tactique facile est très généralement suivie. « Dans tout l'arrondissement de Billom, écrit Maubet, neuf municipalités seulement y compris celle de cette ville sont pourvues de registre à souche » (175). Quand J.-Fr. Albarède engage les officiers municipaux « de se conformer à la loi... ils disent qu'ils n'ont pas de fonds pour payer le registre timbré » (176). Comme Monestier a exposé au directoire départemental « que cette négligence des municipalités portait dans le recouvrement un retard dangereux », un arrêté en date du 10 mars 1792 leur enjoint de se procurer dans la huitaine des imprimés nécessaires pour la formation des registres à souche » (177). Mais on sait comment les décisions du département sont respectées : Boutier se plaint que les municipaux ne s'y conforment pas (178). Les directoires de districts avouent leur impuissance (179).

Les formalités que la loi impose aux autorités locales ne sont pas compliquées, mais elles suffisent à rebuter les ignorances et à encourager la malveillance : il s'agit de tenir les registres à souche, d'inscrire les déclarations, de délivrer les certificats. Beaucoup en sont incapables, car elles « ne sont composées, au dire de J.-Fr. Albarède, que de cultivateurs dont plusieurs ne savent pas signer et ceux qui le savent ne sont pas moins illettrés » (180). Les officiers municipaux des villes seraient même parfois embarrassés de donner aux campagnards des leçons

(175) Maubet à Boutier, 17 mars 1792 (L. 1040).

(176) Lettre de la municipalité de Montredon au district de Clermont, 11 juin 1792 (L. 3956).

(177) L. 232.

(178) Boutier au directoire du département, 23 avril 1792 (L. 1082).

(179) Ainsi le directoire d'Issoire répond que ses exhortations sont demeurées « sans fruit auprès d'un grand nombre d'officiers municipaux, dont l'indifférence pour cette partie d'administration est inconcevable » (Lettre du 2 mai 1792, L. 1082) ; il écrit un peu plus tard que « les municipalités gardent à cet égard un profond silence » et qu'il se voit « dans l'impuissance d'y remédier » (Lettre du 8 juin, L. 1082).

(180) Mémoire d'Albarède au département pour l'assiette de la patente, 25 juillet 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 18.

d'ordre et de méthode : Maubet éprouve une « peine inouïe pour le dépouillement du registre à souche » de Thiers (181) ; Campagne constate, avec surprise, qu'à Clermont, les patentes de 1791 ont été confondues avec celles de 1792 et qu'aucune profession n'a été désignée (182).

Plus psychologue, le législateur aurait su éviter aux redevables ces démarches, ces déplacements qui les irritent aisément. J.-B. Albarède pensait justement que « les contribuables détestant les impôts... se détermineraient difficilement d'aller chaque année faire une soumission pour l'acquiescement d'un droit » (183). Maubet précisait : « Quelle course ne fait pas le déclarant ? Après être allé à la municipalité, il doit se rendre chés le receveur, de là au directoire, de ce lieu retourner à la municipalité et de ce dernier en doit revenir chés le percepteur. Toutes ces allées et venues doivent donc nécessairement refroidir leur zèle et par ce moyen rendre en quelque façon le droit, sinon nul, du moins très passif » (184).

Enfin les droits de timbre sont naturellement jugés excessifs : ils « montent souvent autant que le prix du droit de patente » ; ils représentent « la perte d'une journée de travail » (185).

L'article 14 du décret du 2 mars 1791, modifié par les articles 4 et 5 du décret du 17 septembre suivant (186), avait été déjà l'objet de vives critiques de la part de certains directoires (187). Rappelons que les marchands de vin, cabaretiers, restaurateurs constituaient une catégorie plus particulièrement imposée, puisque ces négociants, « donnant à boire et à manger », étaient astreints à payer 30 l. au moins, quelque fût l'importance de leur loyer ; la Constituante n'avait tenu compte ni de la position de la boutique, ni du chiffre d'affaires, ni de la nature même de la vente. Conséquences d'un texte peut-être hâtivement élaboré, des injustices, partant des récriminations, et une dangereuse fermentation chez des gens qui jouent, dans les moindres localités, un rôle social important (188).

(181) Travail de Maubet en avril 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 26.

(182) Travail de Campagne dans la 1^{re} quinzaine de juillet 1792 (L. 1040).

(183) Voir note 180.

(184) Voir note 181.

(185) Voir note 180.

(186) Bloch, *Recueil*, pp. 237 et 309.

(187) Voir p. 151.

(188) M. Marion a rappelé la charge de Delay d'Agier contre les cabarets, au cours du débat, t. II, p. 218.

C'est la hantise de Maubet : il ne laisse partir aucun courrier sans y faire allusion. Il rapporte les épithètes appliquées à ce droit : « effrayant », « énorme », « insupportable » (189). Il traduit l'état d'esprit des cabaretiers, qui préfèrent abandonner leur commerce plutôt que de payer 30 l. Il note la faveur dont jouirait auprès des municipalités l'abaissement de ce tarif intolérable (190). Il trouve lui-même des arguments à l'appui de ces revendications : « Les cabaretiers... sont en quelque façon excusable parce que ce droit pour de misérables bouchons, ou il ne se vend que très peu de vin est absolument trop fort. Le cœur saigne en effet, quand on pense qu'il faut arracher de ces malheureux un droit de 30 l. pendant qu'il faudrait les leur donner pour les aider à subister » (191). Le visiteur conclut donc à une modification de la taxe (192).

Ses collègues abondent dans le même sens. Lussigny : « Les cabaretiers ont été effrayés voyant que le produit qu'ils retiroient de cette industrie ne les mettoient pas à même de payer cet impôt » (193). J.-Fr. Albarède : « Des cabaretiers de campagne qui ne vendent dans le courant de l'année que 30 pots de vin et quelques pains, qui n'ont pour logement qu'une chomière batie en pisé et couverte de paille, ne peuvent acquitter une somme égale à un cabaretier de ville qui avec un loyer de 200 l. peut gagner 15 à 1.800 l.. » (194).

Campagne fait rédiger un « Etat des habitants de Cornon (Cournon) qui après la culture de leurs biens accaparent les vins du lieu pour les revendre à Maringues ou aux environs et qui se refusent aux droits de patente » : le maire Farnoux en est, « pour avoir acheté et vendu du vin en gros en 1792 » ; « La Toinon chez le Sr Pradière et deux autres filles achète des vins en gros, les amagazine et les revendent en gros. Ce commerce est apprécié à peut près de 4 à 5.000 l. chacune » (195). La municipalité de La Roche-Blanche nie l'existence de cabaretiers dans la localité — contre toute vraisemblance ; or le visiteur a lui-même logé chez un boucher « bon aubergiste de campagne » ; mais les municipaux, sujets à la patente supérieure, font l'impossible

(189) Journal de travail de Maubet en mars 1792 (L. 1040).

(190) Voir plus loin.

(191) Journal de travail de Maubet dans la 1^{re} quinzaine d'août 1792. — *Textes patente* n° 30.

(192) Lettre à Boutier du 19 août 1792 (L. 1040).

(193) Lussigny, d'Arlanc, le 21 août 1792 (L. 1040).

(194) Lettre d'Albarède du 22 avril 1792 (L. 1040).

(195) L. 1090.

pour éluder la loi (196). A Pont-du-Château, à Chamalières, les marchands de vin se laissent poursuivre (197). A Saint-Germain-l'Herm, ils se contentent de patentes simples et lorsque le procureur syndic Fauchier les fait citer, ils se défendent de tenir un débit (198). Le procureur de Messeix (Bourg-Lastic) écrit au directoire de Clermont : « Ils nous ont démontré d'une manière non équivoque qu'ils aimoient mieux prendre la partie de travailler à la journée pour gagner leur vie que de continuer des petits commerces qui leur seroient plus à perte qu'à profit quelque modique que fut le prix des patentes » (199).

Jacques-François Albarède en arrive à répondre à certaines municipalités « que si le cabaretier de campagne ne gagne pas assez, il peut renoncer à l'état » (200). Mais parfois, le visiteur croit être plus diplomate en promettant la modification du tarif, pour obtenir des soumissions (201). C'était évidemment le vœu général et les administrateurs ne pouvaient plus se dissimuler que la patente supérieure de 30 l. causait « principalement le retard dans le recouvrement » (202).

Si les cabaretiers avaient à se plaindre de l'article 14, les colporteurs au contraire pouvaient tirer parti de l'article 16. Le marchand forain « portant la balle » paierait 10 l., celui qui emploierait une bête serait porté à 50 l. et celui qui aurait voiture à 80 l. (203). Il en résulterait qu'à posséder un ou plusieurs chevaux, une ou plusieurs voitures, la taxe était identique. Une disproportion regrettable existait entre le colporteur d'étoffes, de dentelles et le colporteur de quincaillerie (204). Ainsi le trafic de ces marchands ambulants exigeait un contrôle sévère, délicat. A plusieurs reprises, l'inspecteur Boutier et le procureur syndic Bernard attirent l'attention des visiteurs et de la municipalité clermontoise sur les colporteurs qui fréquentent la foire du chef-lieu sans être munis de patentes (205). Mais combien de

(196) Campagne au directoire du district de Clermont, le 13 décembre 1792 (L. 3956).

(197) Journaux de travail de Campagne, juin et juillet 1792 (L. 1040).

(198) Lussigny à Boutier, le 24 août 1792 (L. 1040).

(199) Lettre du 5 juin 1792 (L. 3956). — A Saint-Amand-Tallende, « plusieurs sont de simples bouchons qui n'hésiteraient pas d'abandonner, s'ils avoient la moindre ressource d'ailleurs » (Lettre du 4 juillet, L. 3956).

(200) Lettre du 22 avril 1792 (L. 1040).

(201) Albarède à Boutier, le 8 août 1792 (L. 1040).

(202) Albarède à Boutier, 4 octobre 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 19.

(203) Bloch, *Recueil*, p. 235.

(204) Observations d'Albarède jeune, sans date (L. 1040).

(205) Boutier au directoire du département, le 9 août 1792 (L. 1250) ; le procureur syndic Bernard au procureur de la commune de Clermont, le 11 août (L. 3956).

cas douteux ! Les paysans qui transportent dans les marchés des denrées à dos de mulet sont-ils assimilables à ceux qui se servent de chevaux ? (206). Quel tarif appliquer aux boulangers des villes qui vont vendre du pain blanc à la campagne ? (207) ; et aux grossistes qui achètent du blé dans les villages pour le livrer aux meuniers ? (208). Faut-il taxer les mariniers de l'Allier, qui logent à Limons (Châteldon) ? (209). Les ouvriers couteliers de Thiers, « qui quoique travaillant chez eux (sont) aux gages des maîtres couteliers », doivent-ils bénéficier d'une exemption (210) ?.

J.-B. Albarède déplore que le marchand de bestiaux, vendant dans les foires et marchés du lieu de son domicile, ne paie que la patente simple, alors qu'on exige de lui la patente foraine quand il vend sur les autres marchés. « Comment en effet savoir si ce particulier vend chez lui seulement ou en tems de marché et foires ou s'il vend en tous tems » (211). Aux yeux du visiteur, l'exonération s'impose, puisque le marchand est le plus souvent un paysan qui paie déjà la contribution foncière pour les prés tondus par ses bêtes (212).

Pour beaucoup, la patente « ne devrait pas être acquittée par les habitans des villages où il n'y avait jamais eu de roles de vingtièmes d'industrie » ; ce droit, pensait-on, avait été établi « pour remplacer l'imposition industrielle » (213). En réalité, la Constituante n'avait jamais cru favoriser les paysans propriétaires fonciers au détriment des boutiquiers de village. Si les cultivateurs ne payaient pas pour la vente directe de leurs denrées, les marchands pouvaient toujours se prévaloir du texte qui exonérait toute personne non comprise au rôle de la contribution mobilière pour la taxe de trois journées de travail (214). Cela impliquait pour tous les citoyens passifs la faculté de se faire exempter du droit de patente. Il faut donc admettre que les articles 14 et 16 ne jouaient qu'en fonction de l'article 7. Certains artisans et aubergistes de Chamalières s'étaient prévalus de cette disposition pour refuser l'impôt. Le maire de la commune,

(206) Lettre de Monestier à Clavière, 25 août 1792 (L. 1082).

(207) Mémoire d'Albarède du 25 juillet 1792 (L. 1040).

(208) Boutier au directoire du département, 9 mai 1792 (L. 1082).

(209) Journal de travail de Maubet en 1792 (L. 1040).

(210) Journal de travail de Maubet pour la 2^e quinzaine de juillet 1792 (L. 1040).

(211) Observations d'Albarède (L. 1040).

(212) Voir note 207.

(213) Voir note 207.

(214) 2^e paragraphe de l'article 7 (Bloch, p. 235).

Veyssset, avait interrogé Campagne sur les apparentes contradictions de la loi. Cas isolé, puisque nulle part ailleurs la question ne s'est même posée : l'ignorance fit appliquer sans discrimination les articles 14 et 16 et oublier les réserves expressément introduites par l'article 7. Certes les injustices, qui frappaient les catégories particulières, n'en auraient pas moins subsisté dans une certaine mesure. Mais il est indiscutable que le droit de patente eût suscité une opposition moins généralisée, si la loi avait été strictement observée.

Les poursuites

Aucune mesure d'ensemble ne fut prise, qui permettrait d'apprécier la portée réelle des sanctions infligées aux « particuliers non pourvus de patentes ». Par son arrêté du 1^{er} janvier 1792, qu'il confirma par sa circulaire du 1^{er} septembre, le directoire départemental s'en remit simplement au procureur général syndic, aux procureurs syndics et aux procureurs du soin des poursuites devant les tribunaux de districts (215) ; conformément à la loi, les contrevenants pourraient être condamnés à une amende du quadruple du prix fixé pour la patente. Il n'appartenait pas aux visiteurs de prendre eux-mêmes des mesures répressives ; leur rôle consistait à dresser des procès-verbaux et à les transmettre aux procureurs et procureurs-syndics (216).

Les administrations élues, à qui incombait la tâche ingrate d'assigner les délinquants, étaient portées à des ménagements, puisque la plupart des patentés se recrutaient chez les citoyens actifs. Les preuves abondent.

Le procureur de la commune de Clermont-Ferrand, Busche, doit constater, en mai 1792, que ses concitoyens « ne parroissent pas mettre beaucoup d'empressement à exécuter la loi à cet égard ; il a jusqu'alors préféré les « voies de douceur » ; malgré ses répugnances, il fera appel à la justice (217). L'effet produit est nul. Monestier compte sur l'intervention du procureur syndic Bernard ; celui-ci se borne à faire passer la lettre du procureur général syndic à Busche, qui se répand en promesses (218). Campagne remontre alors au procureur syndic « que

(215) Cf. p. 165.

(216) Il est pourtant arrivé à Campagne de provoquer des poursuites : à Romagnat, à Orcines par exemple. — *Textes patente* n° 12 (Voir p. 179).

(217) Lettre du 11 mai 1792 au procureur syndic Bernard (L. 3954).

(218) *Idem.*

cette négligence se fait effet dans les autres communautés » (219); il obtient une lettre de reproches aux officiers municipaux, mais aucune amélioration n'en résulte (220). A la suite de l'arrêté départemental du 1^{er} juillet, la municipalité clermontoise se résigne à faire assigner « cinq particuliers »; il est vrai qu'elle demande en même temps « de vouloir bien les dispenser de l'amende » (221). Comme le procureur syndic s'étonne, elle explique qu'elle veut faire chérir la loi et qu'« il faut donner quelque tems a l'esprit public de germer dans tous les cœurs » (222). Cet argument est si troublant que Bernard et ses collègues du directoire n'insistent pas.

Au mois d'août, les officiers municipaux de Chamalières, dans la proximité immédiate de Clermont, annoncent à leur tour qu'ils ont demandé des sanctions contre cinq habitants : mais ceux-ci réclament l'indulgence du district. Les administrateurs répondent paisiblement : « Nous pensons que rien n'est plus conforme a vos sentimens que de mettre la plus grande douceur et une indulgence toujours soutenue dans l'accomplissement de vos fonctions. Ces qualités cependant ne doivent pas dégénérer en faiblesse » (223).

Du moins le visiteur Campagne obtient plus facilement des poursuites dans les autres villages voisins de Clermont. Le procureur syndic l'en félicite et lui recommande même « du zel et de l'activité dans cette partie » (224); la lecture de la circulaire du 1^{er} septembre et de l'arrêté du 19 octobre l'a conduit à penser que quelques exemples seraient bons. Il n'est bruit d'ailleurs que de la réforme prochaine ou même de la suppression de la patente. Le 13 janvier 1793, alors que les visiteurs des rôles sont condamnés à disparaître, l'administration du district engage, non sans ironie, les municipalités à demander des instructions au « citoyen Campagne » (225).

Le Conseil général de la commune de Thiers adresse, le 22 janvier 1792, un avertissement « aux négociants » : elle leur accorde un délai de quinze jours pour se pourvoir de patentes (226). Mais, le 3 juin, elle leur donne un nouveau répit, jus-

(219) Etat rédigé par Campagne, le 10 juin 1792 (L. 1040).

(220) Journal de travail de Campagne pour mai 1792 (L. 1040).

(221) Lettre du 1^{er} juillet 1792 (L. 3956).

(222) Lettre du 5 juillet (L. 3956).

(223) Lettre du 1^{er} août 1792 (L. 3956).

(224) Directoire du district de Clermont à Campagne, 25 octobre 1792 (L. 1093).

(225) L. 3733.

(226) *Arch. de Thiers*, registre des publications et affiches.

qu'au 12 courant. C'est le moment où le substitut du procureur général syndic, Chollet, reproche à Grangeon la nullité du recouvrement dans son district et l'incite à « en venir à la citation devant les tribunaux » (227). Le procureur syndic de Thiers rédige une circulaire, qui doit à la fois stimuler et retenir les officiers municipaux : « Il faut du nerf. Un seul exemple de fermeté suffiroit pour ramener tous les récalcitrants, molir est desservir la Constitution... » (228). Une politique aussi timide porte ses fruits : le visiteur Maubet peut affirmer, au mois d'octobre, que « la négligence des procureurs de communes à poursuivre les récalcitrans ne fait que les affermir dans leur résolution » (229) ; ainsi le procureur de Thiers « s'est donné beaucoup de mouvement... ça a eu peu de succès » (230) ; celui de Puy-Guillaume (Châteldon), ayant envoyé « une liste de traîneurs » au procureur syndic, « il n'en est résulté aucun effet ».

Fauchier, procureur syndic d'Ambert, a des velléités d'énergie, au moins verbales. Dès le 19 avril, il proclame sa volonté de faire exécuter la loi, mais il entend que les procureurs prennent leur part de responsabilité dans les poursuites (231). Le 6 juin, c'est une nouvelle manifestation de fermeté : « Fidel au serment que j'ai prêté de remplir avec zèle et courage les fonctions qui me sont confiées, je suis décidé à exécuter les ordres qui m'ont été transmis » (232). Le procureur de Doranges (Arlanc) hésitant à citer les « non patentés » devant le tribunal, il lui écrit : « S'il vous répugne de prendre cette voye ayez la bonté de m'en instruire le plutôt possible. Je suppléeroi à votre défaut » (233). Le visiteur Lussigny rend compte des résistances à Saint-Germain-l'Herm : Fauchier fait assigner trois commerçants de la localité (234). Ainsi les soumissions de 1792 auraient été obtenues partout, sauf dans le canton de Saint-Amant-Rochesavigne (235).

Bien rares sont les officiers municipaux qui prennent l'initiative de demander des sanctions : le procureur de la commune de Laqueuille dénonce Jean Amblard, maréchal ferrant,

(227) Lettre du 5 juin (L. 5606).

(228) 18 juillet 1792 (L. 5593).

(229) Maubet à Boutier, le 6 octobre 1792 (L. 1040).

(230) Journal de travail de Maubet pour la 1^{re} quinzaine d'octobre 1792 (L. 1040).

(231) L. 2810.

(232) L. 2810.

(233) Lettre du 2 juillet 1792 (L. 2810).

(234) 26 août 1792 (L. 2810).

(235) Lussigny à Boutier, le 26 octobre 1792 (L. 1040). — *Textes patente*
n° 25.

revendeur de tabac, de vinaigre et d'eau-de-vie, ainsi que Jean Bouchandy, marchand de vin, qui ont exercé depuis 1791 sans prendre de patente, « ce sont deux des plus rebelles et leur condamnation sera un grand exemple pour les autres » (236) ; le maire de Ceyrat fait traduire trente de ses concitoyens devant les juges de Clermont (237) ; la municipalité de Pont-du-Château se contente de cinq cabaretiers (238) ; et le zèle du procureur de Sauxillanges est signalé par le procureur syndic Espaignon (239).

La résistance des riches, indéniable puisqu'elle est signalée par le département (240), crée chez les autres redevables la conviction de l'impunité. A Royat, les meuniers ont les plus fortes cotes et dominant la municipalité. « En ce moment où il sont assigné, écrit Campagne, ils éludent la loi et je ne peux parvenir à les convaincre qu'elle doit être exécutée » (241) ; le visiteur séjourne dans la localité du 25 au 27 juin ; il « a toutes les peines imaginable pour faire prendre des patentes », mais les meuniers, au nombre de treize, résistent : en septembre ils n'ont pas encore cédé (242). Les aubergistes, que les municipaux de Pont-du-Château ont fait poursuivre, comptent parmi les plus fortunés de l'endroit : or on tarde à les juger (243). Au reste, sentence prononcée ne signifie pas sentence exécutée. Campagne accuse « l'insouciance inconsiderée du Sr Chassaing » avoué du directoire de Clermont et dépositaire des originaux d'exploits (244). Les administrateurs firent des représentations fort modérées à l'homme de loi (245) et les choses en restèrent là.

Le rendement des patentes de 1791 et de 1792

Le droit était exigible du 1^{er} janvier de chaque année ; par exception, il ne devait être perçu que pour les neuf derniers mois de 1791 (246). Par suite des lenteurs dans la mise en vigueur

(236) Lettre du 19 juillet 1792 (L. 3956).

(237) Rapport de Campagne du 11 juillet 1792 (L. 3956).

(238) 14 juin 1792 (L. 3956).

(239) Le procureur syndic d'Issoire à Boutier, 6 juillet 1792. — *Textes patente* n° 18.

(240) Le directoire du département au procureur syndic du district d'Amber, 6 septembre 1792 (L. 1040).

(241) Lettre du 25 juin 1792 au district de Clermont (L. 3956).

(242) Compte rendu de Campagne, le 2 septembre 1792 (L. 1093).

(243) Campagne au directoire de Clermont, le 17 juin 1792 (L. 1040).

(244) Lettre du 29 octobre 1792 au directoire de Clermont (L. 1090). — *Textes patente* n° 14.

(245) *Ibid.*

(246) Puisque la loi avait été promulguée au mois de mars de cette année.

de la loi, l'échéance de 1792 tomba à peu près en même temps que celle de 1791 : coïncidence assez fâcheuse pour le recouvrement.

Dans la région de Clermont, les résultats furent meilleurs pour 1791 que pour l'année suivante. Au chef-lieu, 1791 produisit 10.012 l. et 1792 6.699 l. seulement, soit 968 déclarations d'abord, 485 ensuite (247). A Chamalières, on dénombra 48 articles de 1791 et 5 de 1792, à Royat, 11 articles de 1791 et 1 de 1792 ; Aubière, Beaumont, Ceyrat, Opme acquittèrent partiellement la première année et repoussèrent totalement l'échéance suivante (248). La tendance fut analogue dans les régions de Lezoux et de Châteldon (249).

Les habitants du district d'Ambert se comportèrent tout autrement ; ils reconnaissaient à la rigueur qu'ils devaient payer un droit pour 1792, mais ils s'y refusaient pour 1791 (250). Parcourant la contrée en mars et en avril 1792, le visiteur Lussigny ne relève aucune inscription aux registres de 1791 dans 31 localités (251). A cette époque, les Ambertois n'ont encore pris que six patentes d'un montant de 62 l. 18 ! Mais la situation ne s'améliora guère : un relevé de frimaire an IV montre que le district ne versa en définitive que 383 l. 14 s. pour la patente de 1791 (252) ; or, au 31 octobre 1792, le droit de l'année courante avait déjà produit 1.373 l. (253).

Cet état de choses préoccupa Lussigny. A son avis, le contribuable se résignait mal à se laisser taxer avec effet rétroactif (254). Certains prétendaient que le décret n'avait été connu qu'en 1792 (255) ; d'autres affirmaient qu'il n'existait pas de registre à souche en 1791 (256). Maubet observa un état d'esprit analogue dans plusieurs coins de son district, où l'on réclamait au moins une diminution pour 1791 (257).

Les versements effectués au moment de l'entrée en fonctions des visiteurs ne dépassaient pas 26.000 l. (258). Le bilan de

(247) L. 1040.

(248) Voir le tableau des patentes de 1791 dans le *Recueil de textes et tableaux numériques relatifs à la patente dans le département du Puy-de-Dôme*.

(249) Journal de travail de Maubet pour la 1^{re} quinzaine d'octobre 1792 (L. 1040).

(250) Etat de situation au 3 frimaire an IV (L. 1089).

(251) L. 1089.

(252) L. 1089.

(253) Rapport au conseil de district (L. 2749).

(254) Lettre à Boutier, 6 mars 1792 (L. 2950).

(255) Lussigny à Boutier, 5 avril 1792 (L. 1040).

(256) Lussigny à Boutier, 6 mars 1792 (L. 1040).

(257) Maubet à Boutier, 21 avril 1792 (L. 1040).

(258) Voir pp. 151-152.

l'année 1792, présenté par le directoire du département au Conseil général, est fort incomplet ; il n'a trait qu'au droit de 1791 (259). Les progrès furent très lents jusqu'en août (26.394 l. au 20 juin, 27.818 l. au 1^{er} août) ; ils s'accrochèrent par la suite (31.687 l. au 15 septembre, 39.228 l. au 1^{er} décembre). On n'encaisse plus que des sommes insignifiantes au début de 1793 (39.435 l. au 25 avril) (260) ; aussi Clavière juge-t-il, en mai, le travail terminé : le directoire du département doit reporter toute son attention sur les patentes de 1792 (261). Mais il est improbable que la contribution ait rendu tout ce qu'on pouvait en attendre (262).

Les états font complètement défaut, qui nous permettraient de connaître le recouvrement de 1792 à la fin de cette même année. Du moins un relevé du 20 août 1793 indique un produit de 31.692 l. (263). Tandis qu'en décembre 1791, le district de Clermont avait déjà versé plus de 17.000 l. pour les neuf mois de la première année (264), le 22 germinal an III, il en était à 13.000 l. pour 1792 (265) ; à cette dernière date, 16 communes, parmi les plus proches du chef-lieu, n'avaient encore fourni aucune déclaration. Ce sont les moins-values de ce district qui expliquent le faible rendement de la patente de 1792 par rapport à celle de 1791 (266).

Une comparaison est-elle possible avec les vingtièmes d'industrie ? Certains contribuables l'auraient voulu. La patente arrive à un total très supérieur dans l'ensemble. Tandis que les habitants de Thiers ne payaient que 2.700 l. sous l'ancien régime, ils en doivent de 4 à 6.000 à présent ; ceux de Montaigut pouvaient se louer de n'être inscrits que pour 280 l. : ils déboursent, en 1792, 1.590 l. Mais les Riomais sont faiblement augmentés (2.117 livres contre 1.671) ; les Clermontois ne peuvent ni se féliciter des temps nouveaux ni regretter le passé (8.000 l. en 1790, 10.000 en 1791, 6.700 en 1792) ; quant aux négociants d'Ambert,

(259) L. 228.

(260) L. 1082.

(261) Clavière au directoire du département du Puy-de-Dôme, 21 mai 1793 (L. 1089).

(262) Un état rédigé par Campagne, le 10 juin 1792, donne une idée de la moins-value de cette patente de 1791. A Clermont, 854 déclarations : il devrait y en avoir le double ; à Chamalières, 6 au lieu de 60 ; à Royat, 4 au lieu de 50 ; à Aubière, 20 au lieu de 30, etc. (L. 1040).

(263) L. 1088.

(264) Voir p. 151.

(265) L. 3955.

(266) Les autres districts ne suffisant pas à rétablir l'équilibre.

qui figuraient pour 957 l. aux rôles des vingtièmes, ils échappent à peu près au droit de patente (267). Ces chiffres montrent que l'accroissement du contingent des villes ne suffit pas à rendre compte de l'augmentation globale. Les bourgs de moindre importance et les villages ont dû faire les frais de la différence (268).

La fin des visiteurs des rôles et la suppression de la patente

Jugée trop lourde par les uns, mal assise par d'autres, la patente donnait de toute manière bien des mécomptes. Mais ce furent les visiteurs des rôles qui disparurent d'abord, victimes du discrédit qui atteignait la contribution à la surveillance de laquelle ils étaient préposés. La Constituante, triomphant de ses propres répugnances, s'était adressée aux employés des vingtièmes pour faire acquitter un droit dont l'établissement exigeait une très grande connaissance des choses locales. La Convention estima que les résultats ne justifiaient pas l'entretien d'un personnel de métier. Inspecteurs et visiteurs furent donc condamnés par le décret du 4 décembre 1792 (269).

La suppression brutale de leurs fonctions consterna les visiteurs. Ils craignirent pour leur traitement et pour l'avenir du recouvrement des impôts. Ils n'étaient pas habitués par les receveurs à être réglés ponctuellement (270). Il paraissait dès lors improbable que le directoire du département accordât à ces agents les indemnités prévues par le décret du 30 janvier 1793 (271). Des pétitions produisirent de nombreux arguments (272). Consultés, les administrateurs des districts oublièrent les services rendus : ceux de Clermont prétendirent que Campagne avait travaillé « sans exactitude » et que J.-B. Albarède avait négligé les rôles mobiliers (273) ; ceux de Riom con-

(267) Les chiffres de 1789 sont tirés de la liasse L. 983.

(268) Cela résulte de l'examen du tableau des patentes de 1791 dans le *Recueil des textes relatifs à la patente*.

(269) Ce décret ne donna lieu à aucune discussion. On était au plus fort des débats du procès de Louis XVI (*Moniteur*, t. XIV, p. 652).

(270) En juin 1792, Lussigny se plaignait de n'avoir rien touché depuis 3 mois (L. 1040) ; en décembre, le procureur général syndic Chauty avisait l'inspecteur général que Jourde réclamait son traitement de novembre (L. 1250).

(271) Voir Bloch, *Recueil*, p. 402.

(272) Maubet fit état des grosses dépenses qu'il avait dû effectuer au cours de ses tournées (Pétition du 13 mai 1793). Campagne parla de sa pauvreté et de sa santé chancelante (Lettre du 26 mai 1793). J.-B. Albarède prétendit qu'il avait dû faire un double travail puisqu'il y avait eu deux échéances de patente à régler simultanément (Lettre du 16 mai 1793) (L. 1250).

(273) Arrêté du 20 mai 1793 (L. 1250).

sidérèrent que Jourde avait été inférieur à sa tâche (274). Finalement, inspecteur et visiteurs s'estimèrent encore heureux de toucher l'arriéré qui leur était dû (275).

Le décret du 4 décembre 1792 n'avait sa raison d'être que si la patente était supprimée à bref délai. Les visiteurs n'avaient pas tort de penser qu'en attendant, leur disparition causerait une impression de vide. Maubet développa ce point de vue dans une pétition qu'il adressa à l'Assemblée : à l'en croire, le législateur supprimait une institution, au moment où elle allait donner son plein effet ; les procureurs syndics et procureurs étant « peu versés dans ce genre de travail, la Nation ne pourra que regretter leur défaite (des visiteurs) parce qu'ils étoient vraiment des agens intéressans et avantageux... » (276). Certains administrateurs manifestèrent leurs inquiétudes : ceux de Thiers reportèrent provisoirement sur les municipalités la tâche assumée par les visiteurs, mais sans se dissimuler que la patente s'en trouverait assez mal (277).

Des projets de réforme de la patente étaient dans l'air depuis plusieurs mois. Le Comité des finances de la Législative avait, en juillet 1792, adressé un questionnaire aux directoires départementaux, en vue de constituer un dossier de renseignements relatifs à un meilleur établissement de la contribution (278). Pressentis par les administrateurs du Puy-de-Dôme pour donner leur avis autorisé, les visiteurs furent unanimes à admettre l'opportunité de réels changements. J.-Fr. Albarède fit une critique serrée de la plupart des dispositions votées par la Constituante ; il démontra combien il était urgent de supprimer la patente supérieure (279). Maubet aurait voulu abolir le droit spécial des colporteurs et « asseoir à l'avenir sur les loyers, et en les classant » la taxe des cabaretiers (280). Pour Campagne, les articles 14 et 16 étaient susceptibles de révision, sans que

(274) Arrêté du 1^{er} juillet 1793 (L. 1250).

(275) Arrêté du département en date du 4 juillet 1793 (L. 1250).

(276) *Arch. nationales* D. VI. 63-77.

(277) Lettre du directoire de Thiers à celui du département, 22 décembre 1792 (L. 5403). Le procureur syndic Grangeon écrivit le 19 décembre au sujet du visiteur : « Ce fonctionnaire est aujourd'hui supprimé, qui maintenant le remplacera dans cette partie de ses travaux ? Je sens encore que les municipalités seront chargés de ce rôle sous la surveillance des districts. Mais la loi qui supprime les visiteurs ne dit rien, mais nos législateurs ne peuvent pas tarder à sentir la nécessité d'y suppléer... » (L. 5609).

(278) Bloch, *Recueil*, p. 377 et L. 1082.

(279) Albarède à Boutier, 4 octobre 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 19.

(280) Journal de travail de Maubet pour la 2^e quinzaine d'août 1792 (L. 1040).

l'économie générale de la loi dût être nécessairement et utilement bouleversée (281). Jourde fit l'étrange proposition d'imposer la patente au marc la livre de la contribution mobilière (282). Le directoire adressa donc au Comité des finances un rapport favorable à une réforme (283).

Le bruit courut bientôt que ce droit allait être modifié, peut-être même aboli. Signalé dès le mois d'août, il se précisa à l'automne et eut naturellement pour effet « d'arrêter partout les dispositions ou l'on était de se conformer aux loix » (284). Maubet démentit vainement ces rumeurs qui pouvaient devenir « un sujet d'insurrection » (285).

Le 5 octobre 1792, Clavière présenta à la Convention un rapport très pessimiste sur la rentrée des impôts ; il annonça en particulier que la patente ne produirait pour l'année courante que 6.200.000 l. au lieu des 23.000.000 attendus (286). C'était une moins-value assez grave pour fournir un argument décisif aux adversaires de cette contribution. Or les Girondins ne se sentaient aucune sympathie pour une charge qui pesait sur le commerce. Le décret du 21 mars 1793 mit fin à la courte existence de la première patente (287). Cette disparition ne pouvait laisser aucun regret dans le département du Puy-de-Dôme : déjà, le 14 décembre 1792, le directoire exprimait au Conseil général l'espoir que la Convention se prononçât « au plutôt » dans ce sens (288).

Il sera réservé aux Thermidoriens de ressusciter, sous une forme différente, la dernière création fiscale de l'Assemblée constituante.

(281) Lettre du 2 août 1792 (L. 3955).

(282) Mémoire du 26 juillet 1792 (L. 1040).

(283) L. 228.

(284) Tableau de travail de Maubet, 2^e quinzaine de novembre 1792 (L. 1040).

(285) Complément du tableau de travail de la 1^{re} quinzaine de décembre 1792 (L. 1040). — *Textes patente* n° 32.

(286) Marion, t. II, p. 385.

(287) Bloch, *Recueil*, p. 407.

(288) L. 228.

CHAPITRE V

La répartition des contributions foncière et mobilière de 1791

A la différence du droit de patente, dont l'assiette commandait directement le recouvrement, la contribution foncière et la contribution mobilière exigeaient, toutes deux, à la fois une fixation de la base et une opération de « répartition ». Les rôles des patentés étaient formés sur place, d'après les déclarations individuelles ; les rôles fonciers et mobiliers ne dépendaient pas seulement des matrices, ils supposaient la détermination d'un taux, fonction de la répartition successive entre les départements, districts, communes et particuliers d'une somme préalablement fixée. La matrice disait ce que le contribuable pouvait payer ; le rôle ce qu'il devait en définitive acquitter. Si le rapport entre l'un et l'autre élément avait été uniforme pour tous, le principe de la quotité l'eût emporté. Mais il n'en fut pas ainsi, faute d'une connaissance suffisante des richesses nationales. On considéra donc le taux comme le quotient du chiffre imposé par l'État et du chiffre porté aux matrices, ce calcul se répétant dans chaque catégorie de circonscriptions. Le principe de la répartition se trouva poussé à l'extrême et le taux varia d'un district, d'une commune à l'autre.

Enquêtes et démarches antérieures au décret de répartition initiale

Bien avant la création des nouvelles contributions, les autorités de département et de districts se préoccupèrent de la charge fiscale que leurs administrés auraient à supporter. Déjà, le 21 mars 1790 — prématurément d'ailleurs — le contrôleur général Lambert avait invité la Commission intermédiaire d'Auvergne

à lui faire connaître le montant des impôts de chaque communauté ; il ne s'agissait encore que d'un regroupement des redevables dans les cadres territoriaux en formation (1). Dans leur première session, de septembre 1790, les Conseils de districts évoquèrent le problème qu'ils avaient à cœur de traiter sérieusement aux yeux de leurs mandants. L'assemblée réunie à Clermont estima qu'une revision de la carte des collectes s'imposait avant toute autre réforme. « Certaines de ces collectes sont écrasées, tandis que les autres se trouvent bien au dessous du taux de leurs moyens » (2). Le mieux serait évidemment de diminuer la charge globale qui pèse sur les localités réunies dans l'arrondissement de Clermont (3). Les autres Conseils arrivèrent bien entendu à une conclusion identique. Celui de Montaigut produisit, un long rapport sur le « tableau effrayant... la situation déplorable et vraiment critique dans laquelle se trouvent les habitants de ce district à raison de la masse accablante de l'impôt qu'ils supportent » (4). La suppression des privilèges et une répartition « plus égale » ne sauraient suffire : une décharge générale s'impose. Le temps n'est plus où la ci-devant élection de Riom pouvait rejeter le gros de son contingent sur les montagnes de son territoire occidental (5).

Alors que l'Assemblée constituante élaborait la loi sur la contribution foncière, les administrateurs diligents se devaient de réunir les preuves de l'excessif tribut que versait le pays d'Auvergne. Monestier, Chandezon, Christophle et leurs collègues avaient, parmi les députés, des amis assez influents ; ses travaux antérieurs sur les impôts désignaient particulièrement Gaultier de Biauzat pour une action sur les Comités en faveur de son département d'origine. Ainsi s'expliquent les deux résolutions que le directoire du Puy-de-Dôme adopta à la fin de septembre. Il voulait utiliser les services des commissaires que les districts avaient dû nommer « à l'effet de constater les erreurs, irrégularités ou

(1) « Pour être à portée, disait Lambert, en réunissant les impositions de celles qui dépendront à l'avenir de tel ou tel département, d'établir le total de ces mêmes impositions pour chacun de ces nouveaux départemens » (4 C. 116-4 C. 26). Cette enquête a produit les tableaux que nous avons utilisés pour évaluer la charge fiscale de 1790.

(2) Séance du 15 septembre 1790 (L. 3690).

(3) « Le Conseil a expréssément chargé le directoire de ne rien négliger pour représenter à Messieurs du département la situation malheureuse de ce district, la surcharge connue du plus grand nombre des communautés qui le composent et la nécessité de venir à leur secours ».

(4) Séance du 15 septembre 1790 (L. 1004).

(5) Au Conseil d'Ambert, le 5 octobre 1790, même protestation contre la surcharge.

doubles emplois dont se plaignaient nombre de communautés » ; munie de ces rapports, l'administration serait « a même de faire, au Corps législatif, les réclamations les plus instantes et les observations les plus précises, lors de la distribution de l'impôt entre les divers départemens du royaume... » (6). Quelques jours plus tard, un membre rappela qu'il fallait envisager le prochain répartition des contributions et décider les députés à intervenir pour procurer au Puy-de-Dôme « une diminution considérable » (7). Pressenti, Gaultier de Biauzat affirma qu'il n'avait jamais perdu de vue les intérêts de ses compatriotes : depuis la réunion des Etats généraux, il s'employait à propager l'idée que la province d'Auvergne était accablée ; à cette fin, il distribuait des exemplaires de son mémoire sur les impôts et en entretenait directement les membres des Comités compétents : il notait avec plaisir les résultats de sa campagne (8). Le 11 décembre 1790, Dandré proclama à la tribune l'impossibilité de choisir comme base des revenus les impositions de 1790, en raison des plaintes qu'elles suscitaient. « J'ai entendu des députés d'Auvergne vous dire qu'ils payaient autrefois une imposition trop forte et qu'on ne peut plus se servir de ces anciennes évaluations » (9). Biauzat voulait donc « espérer un soulagement », qu'une sérieuse documentation rendrait plus certain encore. Le directoire du Puy-de-Dôme envoya à son correspondant un dossier dont les premiers éléments avaient été recueillis par la Commission intermédiaire (10).

Quand le Conseil général du département se réunit, le 3 novembre 1790, François Cuel, son président prononça avec emphase : « Vous allés peser dans la balance de votre sagesse la masse des impôts, les répartir avec une scrupuleuse équité, redresser soigneusement les erreurs, pour étouffer les plaintes et les murmures » (11) ; programme ambitieux, qu'il n'était même pas dans les attributions de l'assemblée de réaliser. En fait, elle limita son activité à l'audition du rapport que le directoire avait écrit à son intention (12). Puis elle envoya une adresse à la Constituante, afin d'attirer l'attention des députés sur le poids de l'impôt. Mais elle ne se dissimulait pas que ce geste était surtout destiné à

(6) Séance du 25 septembre 1790 (L. 3913).

(7) Séance du 29 septembre 1790 (L. 231).

(8) Lettre de Gaultier de Biauzat à l'administration du Puy-de-Dôme, 7 octobre 1790 (L. 1002).

(9) *Moniteur*, t. I, p. 118.

(10) Lettre du département à Gaultier de Biauzat, 14 octobre 1790 (L. 1002).

(11) L. 223.

(12) Séance du 4 novembre 1790 (L. 223).

satisfaire les électeurs, auxquels elle aimait à rappeler qu'elle ne laissait « échapper aucune circonstance favorable à leurs intérêts » (13).

La cause des contribuables du Puy-de-Dôme serait-elle entendue à l'occasion d'un événement fortuit, particulièrement déplorable ? Les 10 et 11 novembre, de graves inondations, suites de fortes pluies, alarmèrent la contrée (14). Monestier alerta aussitôt les procureurs syndics, faisant ressortir le parti qu'on pourrait tirer de ce malheur : le tableau du désastre serait placé sous les yeux de l'Assemblée nationale « avant le répartition des impôts » (15). Les districts mirent un zèle bien compréhensible à rédiger leurs mémoires. Les membres du directoire de Clermont firent eux-mêmes une enquête, les uns se transportant « dans le marais », les autres côtoyant les rives de l'Allier (16). Ceux de Billom décrivirent « la situation affligeante, désespérée des campagnes écrasées par plus de 400.000 l. d'impositions » ; ils revendiquèrent « une remise presque entière » de la charge de 1791, ou tout au moins la réduction de moitié (17). Les administrateurs évaluèrent les pertes à 150.000 l. ; les habitants, « privés jusqu'à ce jour d' « une justice distributive de l'impôt », attendaient de l'Assemblée nationale et du directoire départemental « de n'être plus soumis qu'à des charges proportionnées à leurs facultés » (18). Montaigut se disait débordé par les requêtes des communes ; Thévenin, son procureur syndic, montrait les terres labourables recouvertes par les sables et les pierres et calculait qu'il en coûterait 600.000 l. pour réparer les dégâts (19). Ces renseignements, ces doléances étoffèrent l'adresse que le directoire du Puy-de-Dôme fit parvenir à la Constituante : il était impossible de secourir les sinistrés ; ceux-ci, déjà accablés par l'impôt, se trouvaient dans une position affreuse ; des secours se justifiaient d'urgence (20). Les députés entendirent cet appel, votèrent une subvention, mais se refusèrent à tenir compte du tableau pour la répartition.

Cependant Monestier et ses collègues craignaient d'être très prochainement contraints de distribuer un contingent excessif.

(13) Séance du 8 novembre 1790. L'adresse dut être, à cet effet, communiquée à toutes les municipalités (L. 1307).

(14) L. 231.

(15) Lettre du 13 novembre 1790 (L. 990).

(16) Lettre du procureur syndic Bernard, 15 novembre 1790 (L. 990).

(17) Délibération du directoire de Billom du 17 novembre 1790 (L. 990).

(18) Rapport du procureur syndic Fauchier, 24 décembre 1790 (L. 990).

(19) Délibération du 15 novembre 1790 (L. 990).

(20) Adresse du 22 novembre 1790 (*Arch. nationales* D. VI, 47-737).

Ils auraient vu d'un bon œil que l'assemblée assumât la responsabilité d'une opération aussi délicate. Ils surent décider les membres du Conseil général à demander leur convocation en session extraordinaire « pour le répartition de l'impôt ». Ils manièrent la flatterie avec adresse : « La certitude de vous posséder de nouveau dans peu de tems diminue la tristesse que votre départ fera naître chez tous les membres du directoire par l'estime que vous leur avez inspiré et les secours que vous leur avez apporté » (21).

L'enquête que le directoire avait entreprise, au mois de septembre 1790 (22), s'était heurtée aux obstacles habituels ; l'ignorance et l'incurie des municipalités trouvèrent même une complicité dans la rudesse hivernale de la nature (23). Une circulaire envoyée aux communes, le 22 novembre, insista pourtant sur le « soulagement » que procurerait à tous la connaissance par la Constituante du « taux de l'impôt sur chaque collecte (et de) la base de l'estimation de son revenu » (24). Le directoire dut borner son ambition à rédiger un état fort approximatif de « la quotité d'impositions supportée par les provinces qui composent ce département » ; il l'expédia au président du Comité de Constitution par le courrier du 16 février 1791 (25). Ce document alla rejoindre les innombrables suppliques que l'espoir d'un dégrèvement dictait à maintes autorités locales (26). Fit-il impression ? Dans quelle mesure Gaultier de Biauzat réussit-il personnellement à défendre le point de vue de ses commettants ? Le décret qui fixa la répartition des contributions foncière et mobilière n'intervint que le 27 mai 1791. Or il ne répondit guère à la confiance que les populations du Puy-de-Dôme avaient pu placer dans les démarches de leurs représentants.

*La part contributive du département du Puy-de-Dôme
dans la répartition de 1791*

Le décret du 27 mai 1791 parut. Le Puy-de-Dôme paierait 3.789.200 l. de contribution foncière et 849.100 l. de mobilière, un total de 4.638.300 l. (27). C'était une amère déception, après

(21) Séance du 7 décembre 1790 (L. 223).

(22) Cf. p. 187.

(23) Lettre du département au président du Comité de constitution, 16 février 1791, minute (L. 1002).

(24) L. 3913.

(25) L. 1002.

(26) Pétitions des municipalités d'Ambert, de Coudes (*Arch. nationales* D. VI, 47-736).

(27) Bloch, *Recueil*, p. 264.

l'espoir caressé d'une très nette décharge, puisque l'effort, que la Constituante réclamait, paraissait au premier abord dépasser celui que l'ancien régime avait exigé ; sur les 4.439.000 l., dues pour impositions ordinaires et vingtièmes, en 1789 et 1790, une augmentation de 198.000 l. sautait aux yeux. Il est vrai qu'elle disparaissait si l'on tenait compte des nouveaux rôles des privilégiés (28).

Le directoire départemental employa le mot « effroy » pour dire à l'Assemblée nationale l'impression dominante qui l'avait saisi. Il fit ressortir que la population « mettoit au rang des premiers bienfaits de la Révolution l'allègement du poids sous lequel (elle) succombait » ; il serait « de toute impossibilité » de lui faire payer une aussi forte somme ; il fallait craindre les conséquences politiques d'un si grave mécontentement : « Ne donnés point au fanatisme et à l'aristocratie la ressource infaible d'égarer cette classe nombreuse de citoyens qui se détermine toujours par le sentiment de sa position » (29). Cette pétition fut d'ailleurs suivie d'autres démarches effectuées auprès des Comités de la Constituante. En même temps qu'ils faisaient agir les députés du département, les administrateurs annonçaient, le 1^{er} juillet, au « Comité des impositions » leur refus de répartir les contributions : « Nous n'agirons qu'après votre réponse, il nous importe de faire connoître nos démarches aux administrés... Vous vous êtes trompés. Réparés une faute qui nous écraserait, qui auroit des suites funestes... » (30). Ce ton ferme se retrouve dans une lettre du 27 juillet : « ...Nous prévoyons l'impossibilité de la répartition de l'impôt qui nous est destiné et nous ne croyons pas qu'il soit de notre prudence de faire cette répartition avant que nous ayons sçu de quelle manière l'assemblée nationale aura accueilli nos justes réclamations... Les esprits déjà égarés par les allarmes que ne cessent de semer les ennemis de la révolution seroient peu disposés à recevoir avec la soumission que l'on doit aux lois une imposition qui leur seroit impossible d'acquitter » (31). Il y avait là une allusion assez claire au malaise créé par l'application de la Constitution civile du Clergé.

(28) Anciens impôts : 4.439.000 l. ; rôles des six derniers mois de 1789 : 414.672 l. ; nouveaux rôles des vingtièmes : 160.216 l. ; total : 5.013.888 l. Par contre il faut ajouter au contingent de 1791 les sous additionnels.

(29) Mémoire du directoire du département à l'Assemblée nationale, 14 juin 1791 (L. 231).

(30) Rapport du bureau de l'impôt au Conseil général, 17 novembre 1791 (L. 223). — Lettre du 1^{er} juillet 1791 (L. 1002).

(31) L. 1002.

Cette fois, les Constituants s'émurent, d'autant plus qu'une semblable protestation n'était pas exceptionnelle. Le département du Puy-de-Dôme fut compris dans le dégrèvement du 16 août 1791, sa contribution foncière abaissée à la somme de 3.147.100 l. et la mobilière ramenée à 699.200 l. (32).

Faute d'une connaissance sûre des revenus fonciers et mobiliers, le Comité des contributions s'était résigné à partir des données fournies par les brevets de l'ancien régime (33). Les 4.439.000 l., que les collectes englobées dans le Puy-de-Dôme avaient dû payer pour l'année 1790 représentaient un tribut exagéré. En admettant néanmoins cette somme comme base et en lui appliquant le pourcentage de 12 s. 3 d. pour livre, choisi par le Comité, on obtenait la nouvelle charge de 2.719.000 l. environ (34). Ainsi, par une opération simpliste, on aboutissait à un chiffre sensiblement plus faible que celui du décret : anomalie inquiétante, que d'autres calculs permettaient de confirmer. Dans un mémoire adressé à la Convention, à la fin de l'année 1792, le directoire du département établit le rapport suivant : étant donné que le royaume comptait 26.891 lieues carrées et payait 240 millions de contribution foncière, chaque lieue carrée devait en moyenne 8.924 l. ; pourquoi le Puy-de-Dôme serait-il dès lors taxé à raison de 10.526 l. par lieue carrée ? (35). Les départements voisins de l'Allier et de la Haute-Loire ne contribuaient qu'à pour les sommes respectives de 5.424 l. et de 6.100 livres la lieue carrée (36). Il s'agissait de prouver que le sol de la Basse-Auvergne pouvait, en raison de sa fertilité, supporter une taxation particulièrement forte. On était ramené de la sorte au problème de l'impôt évalué en fonction des revenus.

Négligeons l'argument facile et vague, d'après lequel la Limagne ne représentait qu'un sixième au plus de la superficie totale du Puy-de-Dôme, entre de vastes espaces montagneux et pau-

(32) Cf. l'état de distribution du dégrèvement par districts, adressé aux commissaires de la Trésorerie nationale, le 19 pluviôse an II (L. 1002).

(33) A propos de la mobilière, Vernier expliquera à la Convention, le 26 février 1793, qu'on avait pris pour base « entre toutes les ci-devant provinces ou généralités, ce qu'elles étaient supposées antérieurement en impôt mobilier ». Or, pour l'orateur, l'effort fiscal mobilier de l'ancien régime ne pouvait pas être apprécié (*Moniteur*, t. XV, p. 803). Cf. Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 205.

(34) Sur ce pourcentage, cf. Marion, t. II, p. 206.

(35) 10.678 l. en réalité.

(36) Mémoire du département à l'Assemblée législative ; minute non datée : sans doute octobre ou novembre 1791 (L. 1002).

vres (37). Rappelons que le « produit du territoire du Puy-de-Dôme » fut calculé, en 1791, de trois manières différentes : les rôles des vingtièmes de 1790 donnèrent 9.194.410 l., les matrices des rôles portèrent cette estimation à 9.652.040 l. et une statistique du Conseil général à 13.233.620 l. (38). En prenant la moyenne de 10.693.396 l. et en lui appliquant le taux, admis par les Constituants (39), du cinquième du revenu net, on arrive à une imposition de 2.138.671 l. La surcharge aurait donc été de 1.008.430 l. environ, compte tenu du dégrèvement (40). Quant à l'état des revenus fonciers, dressé en 1793 et en l'an II, il fournit une base de 9.857.820 l., qui peut être considérée comme la plus solide (41). Or, le rapport entre la contribution foncière et cette évaluation étant de 1 à 3 et non de 1 à 5, l'excès de la charge fiscale s'élève cette fois à 1.175.536 l. Recherchant la surtaxe pour 1792, l'administration départementale trouva le chiffre, très voisin, de 1.054.257 livres (42).

Le poids de la contribution mobilière paraissait encore plus écrasant. Si la population du Puy-de-Dôme avait une densité assez forte, à peine pouvait-on compter « deux ou trois communes commerçantes, cinq à six fabricants de papier et deux ou trois exploitations des mines de charbon ». Il n'existait « pas trente maisons jouissant d'objets somptuaires tels que voitures, chevaux nombreux, domestiques » (43). Il y a là exagération manifeste (44) ; cependant l'assiette de cette contribution avait été presque impossible à réaliser en conformité des articles de la loi : la plus grande ville, Clermont, ne comptait pas 20.000 âmes, la plupart des citoyens actifs étaient des propriétaires ruraux, la très grosse majorité des habitations appartenaient aux villages et les loyers de ces maisons s'évaluaient malaisément.

(37) Cette image simpliste était d'ailleurs inexacte, puisque l'élevage fournissait de gros revenus à certaines « montagnes » (Cf. *Carte du revenu foncier*, I).

(38) Cf. I^{re} Partie, Chap. I^{er}, p. 16.

(39) Rapport de La Rochefoucauld à la Constituante, 15 mars 1791 (*Moniteur*, t. VII, p. 631).

(40) Même le 5^e de 13.233.620 l. ne donnerait qu'un impôt de 2.646.720 l. Une adresse du département à l'Assemblée législative, en date du 2 décembre 1791 (L. 223), indique une surtaxe de 1.583.597 l. environ ; mais celle-ci a été calculée sur le chiffre initial de la portion contributive du Puy-de-Dôme.

(41) La statistique des revenus, tirée des matrices des rôles, fut achevée par le département dans le courant de l'an II (L. 1004).

(42) Voir note 36.

(43) Adresse de l'administration centrale du Puy-de-Dôme au Conseil des Cinq Cents, 17 fructidor an VI (L. 240).

(44) Sur la situation économique du Puy-de-Dôme en 1789, cf. Introduction.

Les facultés mobilières du département furent estimées à plusieurs reprises, bien approximativement à vrai dire. Le tableau d'ensemble que le directoire dressa pour 1792 donne un chiffre global de 386.313 l., dont 149.848 fournies par la seule cotisation fixe des citoyens actifs (45). En admettant que les calculs soient inexacts — ils le sont forcément — ils n'en font pas moins ressortir une effarante disproportion avec la part contributive du département : comment obtenir 699.200 l. alors que les éléments obtenus par le jeu des règles législatives n'en offrent qu'une bonne moitié ? Ecart analogue dans les districts : Besse évalue ses possibilités à 22.295 l. et subit une charge de 39.047 livres (46) ; Isoire doit payer 106.930 l., somme qui serait ramenée à 56.663 l. par la stricte application de la loi (47). Pour remplir le contingent exigé, l'administration départementale se verra obligée d'établir un complément arbitraire de 7 l. 17 s. 6 d. p. l. de la cote d'habitation, autrement dit, de fixer celle-ci, non pas au quarantième mais presque au cinquième de la valeur des revenus !

La répartition par le directoire du département

Il était dès lors peu probable que les opérations du « répartition » fussent menées avec rapidité. Le décret du 11 juin 1791, commenté par la circulaire que Tarbé rédigea le 26, en fixa le mécanisme sommaire : après avoir pris connaissance de la « part contributive » du département, le directoire ferait une première répartition entre les districts, auxquels il adresserait des « commissions » ; à leur tour, les directoires des districts diviseraient leurs « contingents » respectifs entre les communes, qui recevaient des « mandements » : à chaque municipalité incomberait la tâche de déterminer « combien de sous et deniers pour livre du montant de l'évaluation des revenus de la communauté doivent être perçus pour remplir la somme demandée par le mandement » (48). Les sous additionnels, réservés aux fonds de décharge et aux caisses locales, seraient soigneusement distingués du principal (49).

(45) L. 1003.

(46) Délibération du Conseil du district de Besse, 1^{er} novembre 1792. — Taxes fixes : 7.994 l. 16 ; taxes variables : 14.300 l. 5 s. 4 d. ; total : 22.295 l. 1 s. 4 d. (L. 1004).

(47) Cf. ci-dessous, p. 203 (L. 4406).

(48) Bloch, *Recueil*, p. 174.

(49) Bloch, *Recueil*, pp. 257 et 282.

Le souci exclusif d'un dégrèvement retint les administrateurs d'entreprendre la distribution de leur part contributive. Tarbé se disait « inquiet », consentait à admettre des difficultés dans le répartition, trouvait même une explication dans « la convocation des assemblées électorales » qui devaient désigner les représentants à la Législative (50). Clermont se déroba jusqu'à la nouvelle d'une diminution (51). Puis le travail, commencé en septembre, fut retardé par des élections partielles aux directoires (52). D'autre part, Monestier et ses collègues auraient voulu que le dégrèvement portât sur « la somme totale de l'imposition », y compris les sous additionnels. Mais les députés du Puy-de-Dôme, interrogés, leur conseillèrent de se conformer à la méthode prescrite par le ministre (53). Par contre, ils s'engagèrent à obtenir de Tarbé une décision favorable sur un autre point : un certain nombre de communes, rattachées depuis peu aux départements voisins, avaient été comprises « dans les bases » des contributions du Puy-de-Dôme (54) ; il fallait y voir la conséquence d'une délimitation rendue laborieuse par de multiples contestations locales (55). Le directoire du Puy-de-Dôme estimait juste qu'on fit participer ces localités au paiement de la portion contributive. Tarbé promit d'autant plus volontiers qu'il tenait au prompt achèvement de l'opération (56).

Le 16 octobre 1791, Monestier décida les membres du directoire à en finir avec le répartition (57). La session automnale du Conseil général était proche ; il fallait aboutir, d'autant plus que l'assemblée départementale, trop nombreuse, se prêtait mal à l'élaboration d'un plan précis. Le directoire, au contraire, « exposé aux regards du public », sentait suffisamment « l'empreinte salubre de la circonspection » (58). Ses membres avaient

(50) Lettre du 3 septembre 1791 (L. 1002).

(51) Annotation manuscrite sur la lettre ministérielle du 3 septembre (L. 1002).

(52) Lettre du procureur général syndic à Tarbé, minute, 31 décembre 1791 (L. 1028).

(53) Lettre collective des « députés du département du Puy-de-Dôme en l'assemblée nationale », Couthon, Teallier, Cuel, Moulin, Pierre Gibergues, 11 octobre 1791 (L. 1002).

(54) Délibération du 30 septembre 1791 (L. 231).

(55) Cf. Fr. Mège, *Formation du département du Puy-de-Dôme*.

(56) Lettre de Tarbé au directoire du Puy-de-Dôme, 22 octobre 1791 (L. 991). — Cependant les administrateurs du département attirèrent à nouveau l'attention du ministre sur cette difficulté, dans une lettre du 4 décembre 1791 (L. 1002).

(57) L. 231.

(58) L. 3920.

pleinement conscience qu'ils tenaient entre leurs mains les intérêts de leurs électeurs. Caractéristique à cet égard est la lettre que Maignet écrivait, le 23 juillet 1791, à ses amis du district d'Ambert pour leur demander des armes qui lui permettraient de mieux défendre la cause de leurs compatriotes (59). On aimerait à mesurer la portée de ces actions individuelles ; malheureusement, les

(59) Cette lettre mérite d'être reproduite, elle éclaire le développement suivant ; Maignet obtint une diminution particulière au profit d'Ambert.

« Messieurs et chers amis,

J'ai reçu votre mémoire. J'étais déjà dans l'inquiétude de ne pas le voir paraître, mais je ne désespérais pas, connaissant et rendant bien justice à votre zèle. Les bases que vous posez me paraissent bien déduites. Ce sont les mêmes que celles que j'avais déjà posées, mais j'ai besoin encore de quelques éclaircissements indispensables, et je compte sur vous pour me les procurer.

Il me faut absolument connaître quel est à peu près le revenu net des biens de votre district. C'est sans contredit un grand travail. Cependant il est facile de s'en assurer en connaissant le montant des dîmes. Tout se borne donc à avoir et à me faire passer un aperçu de la quotité des dîmes qui se perçoivent dans le district. Je ne sais si pour parvenir à faire cet aperçu vous aurez par devers vous quelques renseignements qui abrègent l'opération. Nous n'avons suspendu, à raison de l'absence d'un de nos collègues, le répartition que jusqu'à mercredi prochain. Vous voyez combien il est urgent d'avoir mes matériaux prêts pour cette époque. Quand je les aurai voici quel est ma marche. D'abord il faudra partir de deux bases adoptées par l'Assemblée nationale, population et étendue de terrain. La population est connue, l'étendue de terrain relative à son produit le sera par le résultat de l'aperçu que donneront les dîmes. Ces premières données arrêtées je pense qu'il faudra examiner à combien s'élève la masse des nouveaux contribuables qui doivent dans chaque district supporter l'impôt. Nous avons déjà des connaissances certaines sur la valeur des biens nationaux qui doivent la composer. Nous savons que Clermont aura de douze à treize millions de ces biens, et le district de Riom de sept à huit. Nous verrons dans quelle proportion ces district seront à cet égard avec les autres, et conséquemment ils prendront, comme de raison, dans cette juste proportion une partie de ces impositions. Enfin nous examinerons dans quelle proportion est le produit du terrain d'un district à l'autre. Nous district d'Ambert ne ferons assurément aucun tort à la Limagne, ou plutôt nous lui ferons grâce si nous voulons bien croire que nous sommes dans la proportion de un à six. Voilà comment, mes chers amis, je me propose de faire mon travail et de discuter nos droits. Veuillez me faire part de vos observations sur le plus ou le moins d'exactitude dans mon aperçu. Elles me seront toujours fort agréables, n'ayant tous qu'un même intérêt et une même tâche à remplir, celui d'alléger le fardeau sous lequel succombe depuis trop longtemps nôtre district.

Quant à la contribution mobilière nous n'avons pas de bases aussi certaines. Mais voilà quel est là-dessus mon aperçu. D'abord il faudra examiner quel est la masse de nos fonctionnaires publics, curés, vicaires, administrateurs et juges, greffiers etc. Il nous faudra savoir ensuite le nombre de valets, laquais etc déclarés impossibles dans chaque district, le nombre de chevaux qui le sont également. Quand nous aurons distrait ce que tous ces objets emportent, nous allons nous trouver plongé dans l'arbitraire. L'on pensera assurément aux villes de commerce. Il faut encore nous défendre de ce côté là. J'écris dans ce moment à notre municipalité pour avoir d'elle une requête pour exposer les maux auxquels toutes les villes de fabrique ont été exposés pendant tout le cours de la Révolution, stagnation presque absolue de commerce, perte énorme dans les assignats avec lesquels on a fait le peu de commerce que l'on a été obligé d'entretenir pour ne pas laisser périr de misère les malheureux

précisions font défaut, au moins pour 1791. Mais on peut reconstituer, dans ses grandes lignes, la méthode suivie pour la répartition.

La contribution foncière tout d'abord. « Le directoire a cru qu'il lui était indispensable de prendre pour une des principales bases du répartition de cette contribution les impositions directes que supportait chaque district en 1790 » (60). A cet effet, les administrateurs avaient, dès le 8 juillet, établi une statistique des sommes que les communes acquittaient, sous les rubriques les plus diverses, dans les dernières années de l'ancien régime (61). Les Riomais plaidèrent vigoureusement en faveur de cette « évaluation présumée... au défaut d'évaluation certaine » (62). Ils prétendaient que les inégalités entre les diverses régions étaient fondées sur « des différences de ressources et de produits, d'après toutes les notions que les administrateurs ont pu se procurer dans les temps ». En réalité ils espéraient perpétuer leurs avantages passés (63). Le directoire du département pensa qu'il pouvait tout au moins partir de ce « tableau comparatif », quitte à l'amender d'après les nouvelles données qui lui sembleraient dignes d'être retenues.

ouvriers. Là on demandera que l'on ait égard, lors de la répartition, au triste état où se trouvent toutes les villes qui comme elle ont supportées tout le poids de la Révolution. Il faudra de votre côté écrire aux municipalités d'Arlanc et de Marsac pour en faire autant. Je crois que ce sont les seuls endroits de commerce. Faites-moi passer avec les renseignements que je vous demande sur l'impôt foncier ceux dont j'ai besoin pour la mobilière, c'est à dire indiquez moi le nombre de chevaux, qui ne labourent pas et le nombre des domestiques etc. Faites en..... les choses de manière à ce que l'expres que vous..... mardi soir.

.....la cordialité la plus affectueuse

Messieurs et chers amis

Clermont ce 23 juillet 1791

Votre très humble et obéissant serviteur

Signé : Maignet (L. 2951).

Les points de suspension représentent une partie du texte rongée.

Une annotation manuscrite porte qu'il fut répondu à cette lettre le 26 juillet ; malheureusement cette réponse ne nous est pas connue.

(60) Rapport du bureau de l'impôt au Conseil général, 17 novembre 1791 (L. 223).

(61) L. 1002.

(62) « Observations présentées le 29 juillet 1791 au département relativement à l'assiette de la contribution pour 1791 » (*Bibl. de la ville de Clermont*, A. 32.410).

(63) Les administrateurs du district de Riom firent également ressortir que des erreurs s'étaient glissées dans l'état des montants des impositions de 1790, telle que le doublement du montant des vingtièmes que payaient les paroisses de l'ancienne élection de Gannat.

Il ne fallait pas songer à faire entrer en ligne de compte la superficie respective des districts. « Le calcul par la population (n'était) qu'une vaste carrière pour exercer l'imagination » (64) ; le facteur démographique, appelé à jouer un rôle prépondérant dans la répartition de la mobilière, apparut comme factice et d'importance négligeable pour la foncière. « L'étendue des dîmes » — contrairement à l'opinion de Maignet (65) — n'offrait pas non plus « un sujet de spéculation sérieux » : la plupart des dîmes laïques ou inféodées échappaient à un dénombrement exact et il y avait impossibilité à ne considérer que les seules dîmes ecclésiastiques (66). Les membres du directoire s'en rapportèrent plutôt à la valeur des biens nationaux. On ne manqua pas de leur objecter qu'entre le prix de vente de ces biens et leur valeur réelle, l'écart variait sensiblement d'un district à un autre : ainsi les adjudications montèrent beaucoup moins dans les régions montagneuses que dans les plaines (67). De toute évidence, les biens nationaux n'étaient pas une indication sûre de la richesse foncière. Il est vrai que cet élément entra dans une proportion très faible pour le calcul de la foncière : chaque district dut en principe supporter un impôt de 5.000 l. par million de biens nationaux vendus ou à vendre (68). Comme les chiffres obtenus — minimes — s'ajouteraient au montant des anciennes charges, la physionomie de la répartition de 1790 serait à peine

(64) Expression des administrateurs de Riom dans leurs « Observations » du 29 juillet 1791.

(65) Cf. sa lettre, note 59.

(66) « Observations » des administrateurs de Riom.

(67) Biens nationaux vendus dans le département du Puy-de-Dôme à la fin de l'été 1791.

Districts	Montant des estimations des biens vendus		Montant des adjudications	Valeur des biens à vendre	Produit de la vente de ces biens par approximation
Clermont ...	2.978.817 l.	1.1	6.177.071 l.	728.640 l.	1.510.956 l.
Riom	1.576.181 l.	3.11	3.248.552 l.	422.760 l.	871.256 l.
Issoire	961.404 l.	9.6	2.075.201 l.	128.405 l.	277.163 l.
Thiers	775.599 l.	9.2	1.698.908 l.	43.045 l.	94.287 l.
Billom	647.968 l.	12.6	1.590.272 l.	47.578 l.	116.768 l.
Ambert	607.588 l.	17.4	972.417 l.	106.935 l.	171.111 l.
Montaigut ..	348.807 l.		539.913 l.	»	»
Besse	240.030 l.	12	380.984 l.	30.000 l.	47.617 l.
TOTAL...	8.136.397 l.	5.6	16.683.318 l.	1.507.363 l.	2.089.158 l.

(L. 1002).

(68) Rapport du bureau de l'impôt au Conseil général, 17 novembre 1791 (L. 223).

modifiée (69). Enfin on distribua purement et simplement au marc la livre l'excédent par rapport à la portion contributive de 1791 (70). Seul le district d'Ambert bénéficia d'une légère décharge supplémentaire de 50.000 l. (71).

Si l'on compare les impositions de 1790 et la contribution foncière de 1791, on constate que les pourcentages des districts n'ont subi que des changements insignifiants : Clermont passe de 20,5 % à 22 %, tandis que Riom s'abaisse de 17,5 % à 16 %, Ambert de 14 à 13, le reste du département donnant l'impression d'une plus grande immobilité (72). Le directoire départemental n'avait pas entendu faire pire que l'intendant et les officiers des élections, mais il avait renoncé à faire mieux.

Chose curieuse, les administrations des districts, dans leur désir de manifester leur mécontentement, s'efforcèrent de démontrer que le tableau des revenus fonciers, produit au Conseil général de novembre 1791, ne reposait pas sur des calculs exacts. Le directoire de Montaigut s'étonnait que l'étendue des prés eût été fixée à 4 lieues $\frac{3}{4}$ pour sa circonscription, alors qu'elle ne dépassait pas 3 lieues $\frac{3}{4}$ dans celle de Riom et 6 lieues $\frac{1}{2}$ dans celle de Clermont (73). Le directoire de Riom protestait contre la division de son sol en 19 lieues carrées de Limagne et 44 de montagne : à l'en croire, la région de plaine dénommée Limagne comprenait 16 lieues carrées de Marais, c'est-à-dire de mauvaises

(69) Le directoire tira un très faible parti du « Tableau des revenus fonciers de tout genre des huit districts du Puy-de-Dôme », présenté au Conseil général ; il servira davantage à la répartition de 1792 (L. 1003).

(70) Rapport du bureau de l'impôt, *ibid.*

(71) « Il (le directoire) a cru appercevoir que le district d'Ambert était le plus grevé et qu'il était de son devoir comme de sa justice d'en distraire une somme qui serait répartie sur ceux des autres districts qui luy ont parus les moins chargés » (Rapport du bureau de l'impôt, *ibid.*).

Districts	Impositions ordinaires et vingtièmes des biens-fonds de 1790	Contribution foncière de 1791
Clermont	898.892 l.	846.225 l.
Riom	704.758 l.	642.786 l.
Issoire	581.907 l.	519.056 l.
Thiers	495.550 l.	443.731 l.
Ambert	639.434 l.	521.476 l.
Billom	420.752 l.	372.388 l.
Besse	360.390 l.	312.550 l.
Montaigut	311.646 l.	273.508 l.

(L. 983 et L. 1002).

(73) « Mémoire adressé au citoyen Favier administrateur du directoire du département du Puy-de-Dôme par l'administration du district de Montaigut, contenant les moyens principaux à faire valloir en faveur des administrés des différentes communes qui en dépendent, et ce lors du répartition des impôts de 1793 » (L. 1004).

terres (74). Les gens de Thiers prétendaient qu'on ne pouvait évaluer le rendement de leurs vignes au même taux que dans les zones viticoles de Clermont, de Riom ou d'Issoire (75). A Besse, on contestait toutes les valeurs admises par le directoire départemental et on démontrait que « le produit » des biens-fonds ne s'élevait qu'à 400.000 l. environ, dont le sixième était de 66.000 (contribution foncière de 312.550) (76). Intéressants à plus d'un titre, ces mémoires pèchent par manque d'objectivité. Au reste leurs arguments ont un caractère spéculatif, puisque le répartition n'avait été nullement basé sur les données discutées. Il semble que les districts désiraient plutôt se prémunir contre les conséquences fâcheuses, qui pourraient éventuellement résulter pour eux, d'une utilisation plus poussée de ce tableau des revenus fonciers, en 1792.

Si l'on place en regard des contingents des districts les estimations des revenus fonciers tirés des matrices de rôles, on peut établir les proportions suivantes :

Districts	Revenu foncier de chaque district	Contribution foncière	Portion prélevée sur le revenu par l'impôt (moyenne du département : 40 % ou 8 s. p. l.)	
Clermont ...	26 %	22 %	31 %	6 s. 1 d. p. l.
Billom	10,5 %	9,7 %	35 %	7 s.
Riom	17 %	16 %	37 %	7 s. 5 d.
Issoire	13,4 %	13,2 %	38 %	7 s. 8 d.
Montaigut ..	6,7 %	6,9 %	41 %	8 s. 2 d.
Thiers	9,9 %	11,3 %	45 %	9 s.
Ambert	9,3 %	13 %	55 %	11 s.
Besse	5,9 %	7,8 %	57 %	11 s. 5 d.
(77)				

Il en résulte que quatre districts étaient avantagés au détriment de quatre autres. Ces derniers, essentiellement montagneux et dispersés à la périphérie jouissaient des revenus les plus faibles (78). La tendance de l'ancien régime à porter sur les contrées

(74) Observations présentées au département par le district de Riom, le 16 octobre 1792 (*Bibl. de la ville de Clermont*, A. 32.410).

(75) Mémoire du directoire de Thiers, sans date, signé du président Brugière (L. 1004).

(76) Le calcul devait porter sur le 5^e et non sur le 6^e ; d'autre part le revenu du district de Besse se montait à 544.401 l., d'après les matrices des rôles (L. 1004).

(77) L. 987.

(78) Une comparaison faite avec le tableau des biens nationaux (note 67) le prouve également.

les plus pauvres une charge proportionnellement plus forte persistait. Les élus du corps censitaire savaient défendre la richesse (79).

Si le directoire départemental avait cédé à la tentation de décalquer la carte du répartition des impôts de 1790, pour distribuer le montant global de la contribution foncière, il lui fallait établir par lui-même « les bases élémentaires » de la mobilière (80). Ici, impossibilité manifeste d'utiliser d'anciennes données, telles que les vingtièmes d'industrie et des offices ou la capitation (81) ; impossibilité également de recourir aux matrices des rôles, achevées dans de rares communes.

La première taxe à fixer était celle des citoyens actifs. Mais le directoire en ignorait le nombre exact ; il le détermina par approximation en multipliant par cent le nombre des électeurs « portés dans la liste tenue à l'assemblée de 1790 ». D'où une première erreur : le produit fut estimé à 4.000 l. environ (82).

Les autres taxes fixes, portant sur les domestiques et sur les chevaux, entraient dans le total de l'impôt pour une part plus restreinte. La statistique indispensable faisait défaut. On admit pour les villes de Clermont et de Riom un nombre de domestiques égal à celui des citoyens actifs. Par ailleurs, on se livra à des calculs plutôt fantaisistes : les domestiques représenteraient les trois quarantièmes des citoyens actifs dans les campagnes de Riom et de Clermont ainsi que dans l'ensemble du district d'Issoire ; le vingtième dans les districts de Thiers et de Billom ; les trois quatre-vingtièmes à Ambert, Besse et Montaigut. Cette méthode se justifiait aux yeux des administrateurs par le fait que « les campagnes de la plaine renfermaient dans une proportion au moins double sur celles de montagnes des habitants tenants domestiques sujets à la taxe » (83). Quant à la cotisation sur les chevaux et les voitures, nous savons seulement qu'elle fut fixée « aussi exactement qu'il a été possible » d'après les connaissances des membres du directoire et les renseignements qu'ils prirent. Le directoire pouvait aisément évaluer le rendement de la

(79) Rapports entre le nombre des citoyens actifs et le chiffre total de la population ; les districts se suivent dans l'ordre suivant : Clermont 18,8 % ; Issoire 17,5 % ; Billom 17,2 % ; Riom 15 % ; Thiers 14,7 % ; Ambert 14,6 % ; Montaigut 14 % ; Besse 11,9 %.

(80) Se reporter à la lettre de Maïgnet (note 59) pour comprendre les difficultés.

(81) Certains départements utilisèrent cependant la capitation. M. Mariou, *Hist. financière*, t. II, p. 213.

(82) 148.000 l. prévues ; 144.057 produites par 80.032 citoyens actifs.

(83) Rapport du bureau de l'impôt (L. 223).

cote mobilière sur les traitements et pensions, puisqu'il possédait la liste des ecclésiastiques, militaires et fonctionnaires publics (84). Les districts de Clermont et de Riom fourniraient les plus gros contingents. Mais qu'advierait-il, si les prêtres se dérobaient à leurs fonctions ? Or l'application de la Constitution civile du clergé allait rendre très incertaine cette base de la contribution (85). En choisissant pour la cote mobilière du salarié et du pensionnaire le montant de la somme que l'Etat lui versait, les administrateurs interprétaient assez librement l'article 21 de la loi. Cet article stipulait en effet que l'estimation des facultés mobilières devrait être inférieure au traitement pour que ce dernier servît à chiffrer la cotisation (86).

Il restait à calculer les cotes mobilières des autres citoyens et les cotes d'habitation de tous les redevables. Une inconnue inquiétante se présentait alors : le recensement des loyers ; car on sait où en était, à cette date, l'assiette de la contribution ! Le directoire ne put s'en tirer que par une décision fatalement arbitraire : « Présument que là où il y avait un plus grand nombre de pensionnaires ou fonctionnaires publics et de citoyens ayant domestiques et chevaux, il y avait aussi plus de facultés à imposer », il distribua les cotes variables « au marc la livre du produit des quatre premières bases » (87). Il ne se dissimula pas qu'il était ainsi « conduit à quelques inégalités » ; mais il gardait « la certitude » consolante qu'elles seraient « facilement corrigées ». Il avançait pourtant sans preuve que la mobilière n'excédait dans aucun district le maximum fixé par la loi. Comment admettre que les taux prévus pour les cotes mobilières et d'habitation aient suffi à remplir le contingent départemental ? Les répartiteurs avaient bien poussé la cote mobilière jusqu'au 18^e du revenu et la cote d'habitation jusqu'au 40^e : les sommes obtenues demeuraient trop faibles.

L'exemple du district d'Issoire est instructif à cet égard. Les taxes dites fixes comprenaient :

(84) Rapport du bureau de l'impôt (L. 223).

(85) Mémoire, sans date, du directoire du district de Clermont au directoire du département, à l'occasion de la répartition de 1793 (minute, L. 1003). — Observations présentées au directoire du département par le Conseil du district de Riom, le 16 octobre 1792 (*Bibl. de la ville de Clermont*, A. 32070).

(86) Bloch, *Recueil*, p. 221. — En fait, comme le traitement du fonctionnaire dépassait généralement ses revenus personnels, le département était assuré que l'article 21 serait respecté.

(87) Rapport du bureau de l'impôt (L. 223).

1° taxe des citoyens actifs : 11.978 à 1 l. 16 s.	21.560 l.
2° domestiques, hommes : 83 à 3 l.	249 l.
— femmes : 688 à 1 l. 10 s.....	1.032 l.
3° chevaux de carrosses : 46 à 12 l.....	528 l.
— de selle : 270 à 3 l.....	810 l.
Cotes mobilières :	24.179 l.
1° des traitements et pensions: 219.712 l. 2 au 18°.	12.206 l. 4 s. 6 d. 2/3
2° des loyers de 11.286 feux: 251.730 l. au 18°...	13.984 l. 16 s. 10 d.
	26.191 l. 1 s. 4 d. 2/3
Cotes d'habitation au 40°.....	6.293 l. 5 s.
Soit un total de.....	56.663 l. 17 s. 6 d. 2/3
Pour un contingent de.....	106.930 l.
Différence	50.206 l. 2 s. 5 d. 1/3

Le complément ne fut trouvé qu'en appliquant à la cote d'habitation le pourcentage de 7 l. 17 s. 6 d. p. l. (88). Ainsi cette cote devenait singulièrement plus lourde que la cote mobilière ; tous les revenus, y compris ceux qui provenaient des biens-fonds, étaient frappés, en sorte que, dans un département où la plupart des maisons appartenaient à des ruraux, la contribution mobilière revêtait l'aspect d'un impôt supplémentaire sur la terre. Les districts n'avaient pas tort de constater que la répartition de cet impôt dépassait en injustice celle de la foncière (89).

La répartition par les directoires des districts

Le 29 octobre 1791, Tarbé voyait « avec une grande satisfaction » que l'administration départementale du Puy-de-Dôme avait achevé son travail (90). Il lui recommandait de surveiller les districts dans les opérations auxquelles ceux-ci allaient se consacrer à leur tour (91). Mais les procureurs syndics et les directoires des districts furent abandonnés à leur initiative ; aussi le répartitionnement entre les communes commença à subir un regrettable retard. Les élections accentuèrent cette « langueur dans les affaires » (92). En dépit d'une circulaire de Monestier,

(88) L. 4406.

(89) Autre exemple : celui du district de Besse, cf. note 46 ; un écart de 16.752 l. 14.8 existait entre le mandement (39.047 l. 16) et le chiffre fourni par l'application stricte de la loi (22.295 l. 1.4). Les administrateurs de ce district protestèrent contre cette « injustice la plus atroce » (L. 1004).

(90) Lettre de Tarbé au directoire du département (L. 1002).

(91) « Secondez leur zèle et leurs efforts, écrivait le ministre, aidez-les de vos conseils et des renseignements que vous avez rassemblés ; maintenez enfin, dans toutes leurs opérations, l'uniformité des principes et des procédés ».

(92) Lettre de Monestier au ministre Tarbé, 31 décembre 1791 (L. 1028).

seul Issoire se mit en règle dans les premiers jours de l'année 1792 (93). Le ministre annonça qu'il ferait jouer les sanctions inscrites par la Législative dans son décret du 15 novembre 1791 : surveillance exercée sur les districts par des commissaires que le département désignerait, puis suspension momentanée, conformément à la Constitution (94). Il suffit de la menace. Les tableaux de répartition arrivèrent au chef-lieu en février et en mars, à l'exception de la mobilière de Clermont qui ne fut distribuée qu'en avril (95).

Quelques délibérations donnent une idée des préoccupations des districts. Le directoire de Billom, dès le 27 juillet 1791, manifesta la louable intention de « répartir avec égalité » ; il se proposa en conséquence de dresser « l'état connu des propriétés particulières », à l'aide des états de sections communiquées par les municipalités ; le rapporteur du projet croyait assez naïvement réussir là où le directoire du département avait échoué (96). En décembre, une initiative analogue et aussi peu réalisable émana des administrateurs d'Ambert (97). Mais le plus souvent la peur des responsabilités domine. Il en est qui voudraient convoquer les conseils de district (98). Le procureur syndic de Thiers écrit à ce sujet à Monestier : « Le vœu du directoire est de pouvoir s'associer a un travail aussi important qu'épineux, des collègues dont les lumières et les connoissances produiront certainement le meilleur effet » ; et Grangeon d'ajouter : « Il serait heureux que les communes fussent bien persuadées que leurs droits ont été défendus » (99). Chaque jour, des pétitions municipales parviennent au directoire « pour obtenir un traitement juste et favorable » (100). Or la convocation des conseils des

(93) Circulaire du 16 décembre 1791 (L. 1251). — Le directoire d'Issoire se mit en règle le 2 janvier 1792 : lettre de Tarbé au directoire du Puy-de-Dôme, 15 janvier 1792 (L. 1002).

(94) Sur le décret du 15 novembre 1791, cf. Bloch, *Recueil*, p. 328. — Lettre de Tarbé aux directoires des districts du département du Puy-de-Dôme (L. 1002).

(95) Lettres du ministre du 31 mars, du 15 avril et du 13 mai 1792 (L. 1002). Des « irrégularités » ayant été commises par les bureaux de Billom, Clavière renvoya les états erronés. Beaulieu les réclama vainement le 7 juillet et ce fut Clavière qui reçut les états corrigés lors de son second ministère (Lettre du 15 août 1792, L. 1002).

(96) L. 5593.

(97) Délibération du 3 décembre 1791 (L. 2800).

(98) Le décret du 11 juin 1791, art. 1^{er}, stipule expressément que la répartition doit être assumée par les directoires et non par les Conseils (Bloch, *Recueil*, p. 257).

(99) Lettre du 31 octobre 1791 (L. 5593).

(100) Délibération du Conseil général de la ville de Thiers, 6 décembre 1791 (*Arch. de la ville de Thiers*, registre des délibérations).

districts donnerait aux revendications locales l'occasion de s'exprimer avec une force inquiétante. Le Conseil de district de Clermont a mesuré le danger d'une participation aux travaux de répartition en écartant par avance une proposition de ce genre (101). Quand le directoire de ce district insiste à nouveau pour que l'assemblée lui vienne en aide, Monestier lui oppose les armes de la flatterie et de la raison : « Un directoire aussi éclairé, aussi impartial, aussi juste que celui de Clermont n'a besoin d'autre guide pour cette opération que ses propres sentiments... et en vérité je ne crois pas que ce fût un moien d'accélérer une opération pressante... tous les autres directoires de district font seuls la répartition » (102). Le procureur syndic Bernard objecte « le deffaut d'organisation du directoire », dont les deux seuls membres en fonctions « ne pouvaient guerre se charger d'une opération si délicate » (103). Il leur faut cependant la mener à bonne fin. Ils éprouvent le besoin de s'expliquer longuement auprès des municipalités : ils célèbrent « la bonté et les avantages de la Constitution » ; grâce à elle, les impôts pourraient désormais être adaptés aux facultés des contribuables ; le mandement de la contribution foncière a été fixé, pour chaque collecte, « proportionnellement aux bénéfices et aux pertes qu'elle faisait » ; chacun doit se souvenir que la dîme, que les gabelles ont disparu, pour accepter « la légère augmentation qu'il éprouvera sur ses impositions de 1791 » ; chacun doit reconnaître la diminution « qu'entraîne avec elle la suppression des privilèges » (104). Mais le directoire n'ose affirmer que son travail bannisse « l'arbitraire, enfant hideux du despotisme ».

Même présentation précautionneuse de la part des administrateurs d'Ambert : « Si nous n'avons pas l'avantage de vous offrir la diminution entière a laquelle la surcharge qui a pesé depuis si longtemps sur vous donnoit le droit de prétendre, c'est parce que les premiers pas d'une administration nouvelle ne peuvent pas la conduire a une égalité parfaite » (105). De fait, à la session automnale de 1792, le Conseil ambertois déplorera non seulement « le rejet énorme qui s'est spécialement porté sur les

(101) Lettre de Monestier au directoire du district de Clermont, 24 décembre 1791 (L. 3919).

(102) Voir note précédente.

(103) Lettre du 21 janvier 1792 au procureur général syndic (L. 3920) ; lettre au ministre, 1^{er} mars 1792 (L. 3920).

(104) Circulaire aux municipalités du district de Clermont, 9 mars 1792 (L. 3920).

(105) Circulaire du 14 février 1792 (L. 2800).

fonctionnaires publics et qui a écrasé l'artisan, (mais) le défaut de justesse des évaluations » (106).

Pour être plus brutal encore, l'aveu du directoire de Thiers n'en a que plus de franchise. Un des membres déclare, le 16 décembre 1791 : « N'ayant aucune base certaine pour cette répartition, aucune connoissance parfaite des revenus nets de chaque municipalité, aucune connoissance des facultés mobilières des individus, certainement nous n'avons pu que commettre une infinité d'erreurs. Nous devons compte de nos opérations à nos commettants. Nous ne devons pas en attendre des éloges, nous devons au contraire nous attendre à recevoir une foule de réclamations » (107). Le 2 juillet 1792, est-ce la même voix qui rappelle : « Au dernier répartition, il vous fut proposé de prendre une ou plusieurs cottes de chacune des communes, de faire l'évaluation des biens, ensuite de comparer les différentes impositions. Sans doute que ce travail vous eut donné les plus grands éclaircissemens sur le taux proportionnel, mais il vous conduisoit à un délai et la loi vous défendoit impérieusement de mettre aucun retard » ; si « la majorité des communes, réclament », il ne faut pas s'en étonner. Et ce jugement définitif, porté le 11 décembre suivant : « J'ai vû, déclare toujours un membre de l'administration thiernoise, qu'on avoit pour ainsi dire réparti à l'aveugle, du moins il n'existe d'autre baze que l'ancien impôt et vous savés combien il y avoit d'inégalités, combien les circonstances ont changé cette baze... » (108).

Dépourvus d'éléments sérieux de comparaison entre les communes, les directoires des districts s'étaient heurtés aux mêmes difficultés que le directoire départemental : travaillant sur des commissions arbitraires, ils ne purent qu'envoyer à leur tour des mandemens arbitraires (109).

(106) Délibération du 31 octobre 1792 (L. 2749). — Le Conseil du district de Besse avait adressé un avertissement au Conseil général du département, dans une adresse votée le 4 novembre 1791 : « Quel est donc le mode que Messieurs les administrateurs du directoire à qui vous avés confié le répartition de l'impôt adopteront pour asseoir cet impôt ? Ils enverront des mandemens dans chaque municipalité. Mais êtes-vous bien certains que ces mandemens seront bien reçus par les contribuables ? » Le Conseil de Besse prévoyait que les demandes en surtaxes seraient « innombrables », puisque la loi du 10 avril 1791 autorisait les contribuables, cotisés à plus du sixième de leur revenu, à se pourvoir en réduction (L. 1145).

(107) L. 5402.

(108) L. 5593.

(109) Au cours de la discussion, qui aboutit au vote du décret du 15 novembre 1791, Jacob Dupont avait fait ressortir les difficultés que rencontreraient « des administrateurs qui ne savaient, il y a trois ans, en matière d'impôt, pas autre chose que payer l'impôt... Peut-on supposer qu'accablés d'occupations

La rédaction des rôles définitifs

Mettre d'accord les mandements des directoires avec les matrices des rôles fonciers et mobiliers, telle était la tâche qui incombait à la fois aux municipalités et aux bureaux des districts. Les officiers municipaux détermineraient « combien de sous et deniers pour livre du montant de l'évaluation des revenus de la communauté (devaient) être perçus pour remplir la somme demandée par le mandement » (110) ; pour la contribution mobilière, un calcul analogue serait fait du taux auquel devaient être portées la cote mobilière et la cote d'habitation, les taxes fixes ayant été inscrites au préalable (111). Les matrices, ainsi complétées, parviendraient aux bureaux des directoires, qui les vérifieraient et arrêteraient les rôles définitifs.

Clavière recommanda aux administrateurs : « Après avoir franchi les deux premiers degrés de la répartition, il vous reste encore à vous occuper du troisième, celui de la répartition de la cote-part des municipalités entre les contribuables. Vous ne pouvez, Messieurs, porter sur cet objet une surveillance trop active » (112). Tarbé avait déjà enjoint aux districts de constituer les bureaux chargés d'expédier les rôles exécutoires (113). Le directoire de Clermont embaucha des scribes, dont les appointements s'élevèrent à la somme de 2.400 l. (114). La seule contribution mobilière comprenait 84.551 articles, dont 18.502 pour la circonscription du chef-lieu (115). Les copistes furent absorbés une dizaine de mois et nombre de rôles ne purent être mis en recouvrement qu'en 1793.

Les députés Jacob Dupont et Labergerie avaient fait pressentir à la Législative, le 8 novembre 1791, les déconvenues que causerait l'ignorance des officiers municipaux, dont une bonne moitié, précisait Labergerie, ne savait ni lire ni écrire (116). Mais ce facteur ignorance est loin de donner une explication suffisante. L'exagération de l'impôt, sa mauvaise distribution entre

de tout genre, privés de données exactes, ils aient acquis dans un si court espace de temps, les connaissances nécessaires pour le répartir proportionnellement ? » (*Moniteur*, Séance du 8 novembre, t. X, p. 321).

(110) Bloch, *Recueil*, p. 174.

(111) Bloch, *Recueil*, p. 209.

(112) Lettre du 13 mai 1792 (L. 1002).

(113) Lettre du 31 janvier 1792 (L. 991).

(114) L. 3921.

(115) L. 997.

(116) Voir note 109.

les départements et les districts, voilà ce qui décourage les municipalités les mieux disposées, les plus aptes à comprendre les affaires publiques. Les directoires joignent à leurs mandements de bonnes paroles. « Ne soyés pas effrayé par la masse de l'impôt mobilier, écrit le procureur syndic de Thiers, le ministre nous prévient que l'assemblée nationale s'occupe du mode que devront suivre les contribuables qui se croiront surchargés » (117). Le directoire d'Ambert fait savoir aux municipaux de Sauvessanges que la surcharge de leur commune ne peut se discuter, mais « comme il est plus que probable que toutes les collectes du district se trouveront surtaxées, il restera aux contribuables la voie qui leur est ouverte par la loi du 28 août 1791, pour faire redresser leurs griefs » (118). Le district de Clermont recourt à l'argument classique des besoins pressants du Trésor et vante ses propres efforts (119). Cependant les inégalités de traitement entre les communes sont si criantes, le taux de l'impôt en regard du revenu dépasse si fréquemment les prévisions du législateur, que les autorités locales ont le droit de s'indigner.

D'ailleurs les récriminations visent surtout la mobilière. Un des membres du Conseil général de Thiers, Henry, affirme que 9.000 l. seulement de cette contribution pourront être normalement imposées sur un contingent de 29.870 l. ; « pour remplir ledit mandement le surplus sera un regret forcé qui deviendra onéreux pour tous les contribuables principalement pour ceux de la classe indigente, et conséquemment dans le cas d'être passé en non valeur » (120). Le directoire de Billom notera en l'an II : « Aucune commune de notre district n'a pu placer le contingent qui lui a été assigné en contribution mobilière pour l'année 1791. Il reste donc des regrets énormes... dans ce cas-là les communes les moins chargées payeront néanmoins près du quart de leur revenus présumé, d'autres payeront la moitié de même revenu, quelques-unes enfin payeront en contribution la totalité de leur revenu présumé, quelques autres même payeront le double de leur revenu, quelques unes même plus haut... » (121).

(117) Circulaire du 13 septembre 1792 (L. 5593).

(118) Il s'agissait du décret du 21 août 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 299). — Lettre du directoire d'Ambert du 19 décembre 1791 (L. 2800).

(119) Lettres du 9 mars 1792 (L. 3920) et du 30 avril 1792 (L. 991).

(120) Séance du 29 novembre 1792 (*Arch. de la ville de Thiers*, registre des délibérations).

(121) Lettre adressée au directoire du département, le 29 messidor an II (L. 1038).

Est-il possible d'étudier, avec toute la précision désirable, la répartition des contributions de 1791 et d'établir l'effort fiscal réellement demandé aux redevables ?

Cartes de la répartition foncière

Le nombre des cotes n'est pas connu. Un calcul par tête d'habitant donne une charge foncière moyenne de 7 l. 14 s. pour l'ensemble du département (122). Une représentation cartographique de ce genre n'a d'intérêt que par comparaison avec les impositions ordinaires et les vingtièmes réunis de 1790. Comme la méthode suivie par le département l'annonçait, les changements sont minimes : ils ne portent que sur 21 cantons (123) ; 15 bénéficient d'une diminution plus ou moins notable. 6 subissent une certaine augmentation. Les cantons déchargés sont montagnards, à l'exception de ceux de Clermont, Chauriat et Maringues ; pour la plupart, ils se dispersent sur la périphérie (Saint-Gervais au nord-ouest, Latour et Egliseneuve au sud-ouest, Saint-Germain-l'Herm, Marsac, Viverols, Saint-Anthème, Ambert, et Saint-Amant-Roche-Savine au sud-est, Augerolles et Thiers à l'est). En fait, il n'y a eu décharge assez caractérisée que pour les deux régions du Forez et du Livradois (124). Alors que trois cantons, qui renferment des chef-lieux de district (Ambert, Clermont et Montaigut), se trouvent avantagés, aucun n'est sacrifié ; apparemment, le directoire de Riom a augmenté Randan, celui de Clermont a reporté le fardeau sur Chamalières et Gerzat, enfin celui de Thiers sur Lezoux. Somme toute, on garde bien l'impression d'un décalque d'une carte sur une autre : il est à présumer que les mêmes injustices subsistent. Si l'on considère cependant la carte des revenus fonciers (carte 1), on note que les diminutions concernent presque toujours des cantons pauvres ; au contraire tous les cantons augmentés figurent parmi les plus aisés. Les directoires des districts auraient-ils eu la timide préoccupation de mieux adapter l'impôt nouveau à la richesse ?

Les cartes exprimant la proportion entre la charge fiscale et le revenu inscrit aux matrices de rôles sont les plus significatives (125). La Déclaration des Droits avait proclamé l'égalité

(122) Sous additionnels compris.

(123) Cf. Appendice n° 1.

(124) Cf. p. 199.

(125) Prendre garde que le taux moyen n'étant plus le même de 1790 à 1791, certains cantons paraissent avoir changé de catégorie alors que la charge a très peu varié.

devant l'impôt dans la proportionnalité au revenu, principe que la Constituante avait maintenu par la suite : théoriquement la carte IV devrait être à peu près uniforme. Or il n'en est rien. La similitude persiste entre la répartition de l'ancien régime et du nouveau. En 1791 comme en 1790, les pays montagneux sont les plus frappés et la bande de territoire favorisé, dans le couloir de l'Allier, n'a pas disparu ; seuls les cantons de Plauzat et de Chauriat font toujours exception avec leur charge nettement plus lourde. Il ressort aussi que le système de répartition entre districts était vicieux en lui-même. Non seulement le directoire du département a consacré les oppositions régionales, mais les administrations des districts n'ont pas tendu à réaliser l'égalité à l'intérieur de leur circonscription. Le directoire de Montaigut a, certes, distribué assez uniformément son lourd fardeau, mais il en était déjà ainsi entre les collectes de son ressort avant la Révolution ; observation identique pour Besse. Ambert n'a pas respecté le principe de la proportionnalité, puisque le canton de Saint-Germain-l'Herm a exagérément profité de la décharge : rien ne justifiait une telle préférence, d'autres cantons étant aussi pauvres. A Thiers, un effort limité d'allègement en faveur de la montagne (Augerolles, Vodable, Saint-Rémy) a laissé se perpétuer le privilège de la plaine (Châteldon, Maringues et Lezoux). Billom a très sensiblement ratifié les erreurs passées : les cantons peu fortunés de Mauzun et de Tours, situés dans la montagne, continuèrent de payer pour leurs voisins de Limagne (126). Les contrastes illogiques de la répartition à l'intérieur du district d'Issoire survécurent. Les Riomais diminuèrent insuffisamment le lointain et peu fertile canton de Giat, tout en augmentant abusivement celui d'Aigueperse, issu du Bourbonnais. Les administrateurs de Clermont accrurent les inégalités et surtout dans les hauteurs de l'ouest.

L'étude du taux de la contribution foncière dans les communes confirme l'analyse précédente. Le district de Clermont est fait d'une très grande diversité géographique : bas pays d'Allier, Marais, Limagne, côtes viticoles, plateaux cristallins, cônes et coulées volcaniques s'y rencontrent. Rappelons que la part prélevée par l'impôt sur le revenu est en moyenne de 8 sous pour livre. Que signifient les 5 s. 9 d. p. l. du canton de Beaumont ? Les deux localités les plus riches, Beaumont et Ceyrat paient dans la proportion de 6 s. 2 d. et de 6 s. 5 d. ; Saint-Genest-Cham-

(126) Même l'exception de Chauriat montre que les répartiteurs se sont inspirés de la carte d'ancien régime.

panelle et Teix, déjà montagnards, ne versent que 5 s. 5 et 4 s. 5 p. l. ; mais pourquoi faut-il que dans la commune de Laschamps, dont le territoire ingrat est situé tout entier sur le plateau des Dômes, l'impôt s'élève à 8 s. 1 d. p. l. ? Une position à l'écart des grandes routes — et des recours possibles — expliquerait-elle cette rigueur ? Il est remarquable, en tout cas, que, dans le canton voisin de Chamalières, l'altitude attire les gros contingents : 13 s. 5 d. à Orcines, 14 s. 5 d. à Létang, même 22 s. à Chanat contre 5 s. 1 d. à Durtol, 7 s. 2 d. à Chamalières. Singulier, l'îlot de Rochefort (6 s. 5 d.), Orcival (3 s. 10 d.), Vernines (4 s.), Sauzet-le-Froid (5 s. 2 d.), où l'impôt est très réduit, entre deux groupes de localités beaucoup plus maltraitées : d'une part Heume-l'Eglise (15 s. 10 d.), Olby (9 s. 5 d.), Saint-Bonnet-Orcival (13 s. 8 d.), Nébouzat (11 s. 8 d.), d'autre part Le Vernet (14 s.), Saint-Barthélemy-d'Aydat (8 s. 10), Montredon (10 s.), Cournol (9 s.), Olloix (16 s.). Oserait-on croire que les gros bourgs de Rochefort et d'Orcival aient su présenter une habile défense ? Rarement les chefs-lieux de canton se voient traités sur le même pied que les agglomérations secondaires ; exemples : dans les petits cantons de Plauzat et de Cébazat, Plauzat (9 s. 1 d.), Saint-Sandoux (17 s. 2 d.), Authezat (17 s. 5d.) ; Cébazat (7 s. 1 d.), Sayat (9 s. 6 d.), Blanzat (15 s. 4 d.) (127).

Les cotes foncières des contribuables

Les inégalités se traduisent enfin par la comparaison des cotes individuelles. A revenu analogue y a-t-il taxe semblable ?

Les revenus fonciers suivants sont des revenus moyens, tirés d'un certain nombre de communes de la région ambertoise (environ 100 l.) :

Communes	Contribuables	Revenus nets	Contributions foncières	Marc la livre
Dorange	Veuve de Jean Moingt.	99 l. 15 s. 6	20 l. 7 s. 3	4 s.
Ambert-campagne ..	Jean Joubert	96 l.	24 l. 12 s.	5 s.
Arlanc	Annet Coudert	94 l. 5 s.	30 l. 19 s.	6 s. 2
Bertignat	Jean Faye	103 l. 5 s.	43 l. 0 s. 6	8 s. 2
Auzelles	Magdelaine Gerle et Antoine-François Monteloy, son fils, chirurgien	99 l. 13 s.	51 l. 12 s. 6	10 s. 2
Chambon	Charas, tanneur	98 l. 15 s.	61 l. 8 s. 3	12 s. 5
Beurières	Antoine Compte	104 l. 9 s.	75 l. 3 s. 9	14 s. 5
Brousse	François et Damien Martin	108 l. 14 s. 9	90 l. 8 s. 9	16 s. 8

(127) Sont dans ce cas les cantons de Beaumont, Herment, Gerzat.

Ainsi la portion que la contribution prélève varie considérablement d'une localité à une autre, dans un rayon restreint autour d'Ambert.

Un rapprochement de faibles revenus conduit à une constatation identique :

Communes	Contribuables	Revenus nets	Contributions foncières	Marc la livre
Bondat	Antoine Fayolle	22 l.	7 l. 5 s.	6 s. 3
Cunhat	Jean Roche	20 l. 5 s. 3	8 l. 9 s. 9	8 s. 1
Apchat	Pierre Fauchet	22 l. 6 s. 3	15 l. 3 s.	13 s. 8
Rochecharles	Michel Charzoin	23 l. 18 s. 4	10 l. 4 s.	8 s. 8
Veilloux	André Bondal	8 l. 10 s.	0 l. 10 s.	0 s. 10
Saint-Dier	Jean Four	10 l. 2 s.	4 l. 17 s. 9	9 s. 18
Domaise	Etienne Terrolles	13 l. 2 s.	8 l. 3 s.	12 s. 2

(128).

Edifiant, le parallèle entre contribuables de deux villages assez voisins, du district d'Issoire, Mazoires et Saint-Hérent (Canton d'Ardes) :

Communes	Contribuables	Revenus nets	Contributions foncières	Marc la livre
Mazoires	Antoine Chabrut	88 l. 10 s.	44 l. 19 s. 9	10 s.
Saint-Hérent	Charmuissat	88 l. 12 s. 10	368 l. 14 s.	4 l. 3 s. 8
Mazoires	Jean Matet, menuisier.	23 l.	11 l. 14 s.	9 s. 5
Saint-Hérent	Pierre Brive	22 l. 9 s. 6	93 l. 8 s.	4 l. 4 s.
Mazoires	Jean Agneil	2 l. 4 s.	1 l. 2 s.	10 s.
Saint-Hérent	Jean Verdier	2 l. 10 s. 3	10 l. 10 s.	4 l. 4 s.

Les chiffres globaux sont :

Mazoires : mandement de....	14.854 l. 7 s. 4 d.,	revenu de 29.235 l. 16 s.	10 s. p. l.
Saint-Hérent : mandement de...	3.618 l. 5 s. 8 d.,	revenu de 873 l. 12 s. 7	4 l. 2 s.

(129).

(128) L. 3542 à 3544.

(129) Répartition de la contribution foncière de 1791 dans la commune de la Roche-Blanche :

Taux de 49,3 %.

Michel et Amable Ambard.....	83 l. 11	pour un revenu de 168 l. 18.3
Jean Artaud	83 l. 16	» 169 l. 11.9
Pierre Augier	7 l. 8	» 14 l. 18.6
Benoît Amard	0 l. 14	» 1 l. 8
Laurent Astier	1 l. 17	» 3 l. 15
Pierre Angobert	4 l. 9	» 9 l.
Pierre Brunel	22 l. 13	» 45 l. 16
Pierre Cohadon	5 l. 10.6	» 11 l. 3
Gilbert Couland	0 l. 15.6	» 1 l. 11.3
Sébastien Cournol	12 l. 1.6	» 24 l. 7.6
Guillaume Mezeix	1 l. 3	» 2 l. 6.3

etc. (L. 3927).

à Jussat :

Taux de 59 %.

Laurent Astier	54 l. 10.3	pour un revenu de 91 l. 7.6
Jean Ardaillou	6 l. 9	» 10 l. 16.6

Ainsi les pauvres villages ont d'autant moins à se réjouir de leur indigence que celle-ci attire sur eux les taux d'impôt les plus forts. Il faut voir dans la mauvaise répartition entre les localités la principale cause des injustices. Au contraire — les exemples précédents le prouvent déjà — le principe de proportionnalité règle la distribution à l'intérieur des communes.

On ne peut trop marquer le progrès incontestable réalisé sur ce point (129). Les querelles de porte à porte, entretenues par les injustices des collecteurs (130), n'auraient plus les mêmes raisons d'être. Certes, l'évaluation des revenus n'échappait pas à l'esprit de parti ; mais les corps municipaux se sentaient désormais placés dans l'obligation d'appliquer aux mandements qu'ils recevaient un marc la livre strict.

La carte de la répartition de la contribution mobilière

C'est la géographie administrative qui donne la clef de la carte V. Chaque district se distingue nettement de son voisin. Les districts de Clermont, de Besse, d'Ambert ont une charge faible, le district de Billom un taux dépassant la moyenne, les cantons qui renferment les chef-lieux étant naturellement les plus taxés. Montaigut présente à peu près les mêmes caractères. Par contre, dans les districts de Riom, de Thiers et d'Issoire, les villes importantes se détachent moins des campagnes. Le département laisse

(129) *Suite :*

Pierre Bohatier	3 l. 5.3	pour un revenu de	5 l. 9.3
Olivier Cohendy	0 l. 10.6	»	0 l. 16.9
Etienne Cournollet	6 l. 19.6	»	11 l. 14
Antoine Dourdouille	2 l. 4.6	»	3 l. 15
Pierre Faure	0 l. 13.6	»	1 l. 3
Pierre Laquille	0 l. 6	»	0 l. 8.6
Antoine Valleix	7 l. 13.6	»	12 l. 16.6

etc. (L. 3926).

au Crest :

Taux de 63 %.

Petit Lavigné	2258 l.	pour un revenu de	3577 l. 17
Jean Heyraud, géomètre.....	1349 l. 4	»	2137 l. 7
Jacques Viallevielle, notaire....	715 l.	»	1133 l. 8
Jean Docher, prêtre.....	630 l. 6	»	999 l. 7
Lassalle, docteur en médecine...	277 l. 7	»	440 l. 2
Jacques Farmon, juge de paix.	258 l. 5	»	408 l. 7
Antoine Broche	64 l. 6	»	101 l. 10
Michel Taupert	40 l. 7	»	63 l. 18
Thomas Mercier, tonnelier.....	21 l. 5	»	33 l. 14
Michel Meignal	3 l. 5	»	5 l. 2

etc. (L. 3928).

(130) Cf. p. 25.

aux districts une grande latitude pour opérer la répartition. Rien qui rappelle l'arbitraire de la contribution foncière, issu de l'ancien régime : nous constatons à présent une autre sorte d'arbitraire, celui qui résulte du découpage territorial en huit circonscriptions quasi-autonomes. Pourquoi la rive gauche de l'Allier, de Vic-le-Comte à Pont-du-Château est-elle plus ménagée que la rive droite ? parce que l'une dépend du district de Clermont et l'autre du district de Billom. Les cantons de Mauzun et de Tours faisaient partie du grand ensemble des montagnes du sud-ouest, très imposé en contribution foncière ; ils supportent le pesant fardeau mobilier du district de Billom, tandis que leurs voisins de Cunlhat, Olliergues, Augerolles, etc. ont la bonne fortune d'appartenir à des districts moins fortement taxés.

Sous l'ancien régime, une dizaine de villes supportaient à elles seules la presque totalité des vingtièmes d'industrie et des offices ; elles ne paient plus que la moitié de la contribution mobilière (131). Certes le nouvel impôt exige un bien autre effort que le précédent ; mais cela ne justifie pas la tactique des chefs-lieux consistant à rejeter la plus grosse part de leur contingent sur les campagnes. Ce procédé a été suivi même par les directoires qui avaient une charge modérée à distribuer (Ambert, Besse, Montaigut). 5 l. 16 par habitant de Clermont représentent une contribution insignifiante en regard de celle des ruraux proches. Le rejet en augmentation, dans des proportions énormes, sur la cote d'habitation, se concrétise sur la carte. Ainsi les administrations de Riom et de Thiers, plus particulièrement, ont pu compter sur les richesses foncières pour épargner les fortunes mobilières : le canton d'Aigueperse, dont les produits viennent uniquement de la terre, subit déjà des cotes foncières élevées, qu'importe, le marc la livre permet de lui infliger une mobilière égale à celle du canton de Riom ; de même pour Artonne ; Ennezat, dont les riches biens-fonds ont été ménagés, peut d'autant mieux accueillir des mandements mobiliers importants ; Maringues payait quelque vingtième d'industrie, mais Lezoux rentre dans la catégorie d'Ennezat et le directoire de Thiers le leur fait sentir. Pour certaines injustices corrigées dans une faible mesure, combien d'autres aggravées !

(131) En 1790, la ville de Clermont payait 7897 l. sur 8.280 de l'ensemble de son district ; en 1791, Clermont ne paie plus que 142.950 l. sur les 235.605 de son district ; en 1790, la ville de Riom acquitte la totalité des offices de son district, tandis qu'en 1791, elle ne verse plus que 38.495 l. sur les 67.110 l. du même district (L. 983 et L. 1002).

Les cotes mobilières

Pour mesurer l'effort réellement exigé des contribuables, on ne peut s'en tenir à des moyennes par tête d'habitant dans des circonscriptions encore aussi vastes que le sont les cantons. Il est nécessaire de dégager les possibilités des communes et de préciser la part de chaque taxe dans l'ensemble de la contribution.

Parallèle entre deux cantons très différents : le canton de Tours, qui appartient à la montagne du Livradois, celui d'Issoire qui est une Limagne.

Canton de Tours :

Communes	Total des taxes résultant d'une application stricte de la loi, par rapport au mandement	Taxes fixes	Taxes variables
Tours	37 %	28 %	9 %
Domaise	37 %	26 %	11 %
Saint-Flour	33 %	24 %	9 %
Saint-Dier	32 %	24 %	8 %
Estandeuil	31 %	29 %	2 %
Ceilloux	27 %	20 %	7 %

(132).

Canton d'Issoire :

				Traitements
Parentignat	75 %	20 %	55 %	(42 %)
Perrier	70 %	38 %	32 %	(12 %)
Orbeil	69 %	38 %	31 %	(12 %)
Le Broc	68 %	27 %	41 %	(21 %)
Saint-Yvoine	68 %	38 %	30 %	(10 %)
Bergonne	66 %	33 %	33 %	(11 %)
Issoire	62 %	16 %	46 %	(24 %)
Brenat	55 %	35 %	20 %	(9 %)
Flat	53 %	26 %	27 %	(10 %)
Saint-Babel	51 %	27 %	24 %	(7 %)

(133).

(132) L. 3542 à 3544.

(133) Exemples de la répartition de la contribution mobilière dans le canton d'Issoire :

1° Ville d'Issoire :

A) Taxes fixes, éléments : 876 citoyens actifs, 22 domestiques hommes, 143 domestiques femmes, 17 chevaux de carrosse, 6 chevaux de selle : 2.079 l. 6 ;

B) Taxes variables : Traitements : 55.248 l. (chaque membre du directoire, 900 l. ; le procureur syndic, 1.600 l. ; chaque juge du tribunal, 1.800 l., etc.) au 18° : 3.067 l. 9.8.

Cotes mobilières 1.928 l. 4.5

Cotes d'habitation 868 l.

C) Rejet sur les cotes d'habitation : 6.834 l. 3 ;

Ces proportions sont éloquentes. Les capacités de paiement, dans le canton d'Issoire et plus encore dans celui de Tours, s'avèrent notoirement insuffisantes pour faire face aux exigences du fisc. A des facultés mobilières restreintes correspondent des taxes fixes importantes. De toute évidence, ces taxes ne proviennent pas des domestiques et des chevaux de carrosse, mais de l'inscription d'un très grand nombre de citoyens actifs. Saint-Dier doit payer 1 l. 10 s. par habitant et Le Broc 16 s. seulement ; bien entendu, le second village s'en acquitte beaucoup plus facilement que le premier (68 % contre 32 % de capacités) ; le rapport des taxes fixes aux taxes variables est infiniment plus fort à St-Dier qu'au Broc ; on constate que le pourcentage de citoyens actifs dans l'une des localités équivaut à celui de l'autre (15,5 %) : fait qui ne manque pas de surprendre, puisque la richesse du Broc dépasse considérablement celle de Saint-Dier. Dans le canton d'Issoire, où le détail des traitements nous a été laissé, on peut observer combien ceux-ci jouent un grand rôle dans le montant des taxes variables : dans le gros bourg d'Issoire, les fonctionnaires du directoire et du tribunal de district détiennent une part notable des facultés mobilières ; au Broc, la présence d'un chapitre suffit à fournir près de la moitié des taxes variables ; et à Parentignat, le comte de Lastic, ancien lieutenant-général des armées du roi, à lui seul, assume 60 % de ces taxes. Le rejet en augmentation écrase les villages réduits à leurs ressources agricoles et pastorales.

Exemples de cotes individuelles :

(133) *Suite* :

2° Parentignat :

A) Taxes fixes : 79 citoyens actifs, 8 domestiques hommes et 5 femmes, 3 chevaux de carrosse et 4 de selle : 284 l. 14 ;

B) Taxes variables-éléments : Traitements : Comte de Lastic, lieutenant général des armées du roi, 6.000 l. ; Perron, curé, 1.200 l., au 18° : 400 l.

Cotes mobilières 91 l. 11.1

Cotes d'habitation 41 l. 4

C) Rejet sur les cotes d'habitation : 324 l. 7.

(L. 4406).

Communes	Noms	Loyers	Taxes fixes	Taxes variables	Totaux	Rejets sur la cote d'habitation	Totaux exigibles
Le Crest	Petit-Lavignier	1983	51. 6	198. 6	249.12	113.	362.12
»	J. Héraud	1185	6. 6	118.10	124.16	67.13	192. 9
»	J. Viallevielle, notaire	700	6. 6	60.	66. 6	34. 5	100.11
Monton	P. Tixier, notaire,						
	maire	497	6. 6	24.17	31. 3	rejets	31. 3
»	A. Ussel	283	3. 6	14. 6	17.12	insignifiants	17.12
Lussat	M. Bassin	100	1.16	5.	6.16	15.16.8	22.12.8
»	P. Bassin	40	1.16	2.	3.16	2. 6.8	6. 2.8
St-Dier	G. Fournet	40	6. 6	2.	8. 6	34.16	43. 2
»	J.-B. Mercier	40	6. 6	2.	8. 6	34.16	43. 2
Malintrat	P. Sarre	30	1.16	1.10	3. 6	10. 5	13.11
Ceilloux	J. Costille	20	5. 8	1.	6. 8	35.	41. 8
Aulnat	A. Bouchet	12	1.16	0.12	2. 8	2.14	5. 2
Chanonat	A. Mureint, notaire.	10	1.16	1. 9	3. 5	7.14.6	10.19.6
Beaumont ...	P. Achard	10	1.16	0.10	2. 6	0. 8.4	2.14.4
Domaise	E. Terrolles	10	1.16	0.10	2. 6	5. 7	7.13
Lussat	L. Bourdillon	9	1.16	0. 9	2. 5	1. 8.6	3.13.6
Chanonat	A. Jaubourg	4	1.16	0. 0.6	1.16.6	2.11.6	4. 8
Beaumont ...	F. Arnaud	4	1.16	0. 4	2.	0. 3.4	2. 3.4
St-Flour	F. Pironon	1	1.16	0. 1	1.17	1.	2.17
»	A. Pentrant	1	1.16	0. 1	1.17	1.	2.17

(134).

La contribution mobilière serait un véritable impôt de quotité sans le rejet. Il y a cependant une anomalie causée par les taxes fixes : certes les droits sur les signes extérieurs de la richesse (domestiques, chevaux, etc.) frappent généralement les plus gros revenus (Petit-Lavignier du Crest paie une cote foncière de 3.577 l., le géomètre Héraud de 2.137 l.) ; mais la taxe des trois journées de travail est d'une uniformité tout à fait arbitraire (comparer M. Bassin de Lussat et F. Pironon de Saint-Flour). Ceci souligne encore la singulière composition des listes de citoyens actifs dans certaines communes rurales : ni Pironon avec un revenu foncier de 32 l., ni à plus forte raison Pentrant avec ses 18 l. ne gagnent 12 s. par jour ! Honneur dispendieux que la qualité de citoyen actif !

Le rejet fausse totalement le système de quotité. Les contribuables courent la chance d'appartenir à une commune plus ou moins grevée ; les funestes effets d'un aveugle répartitionnement se marquent avec force. Un contraste saisissant oppose, quelles que soient leurs fortunes, les habitants du Crest, de Monton ou de Beaumont, à ceux de Ceilloux, de Saint-Flour ou de Chanonat.

(134) L. 1042-1043, L. 1057, L. 3542 à 3544, L. 3926, L. 3928.

Noter que les taxes variables se réduisent aux cotes d'habitation et aux traitements ; les cotes mobilières tombent, puisque tous ces contribuables paient des cotes foncières plus élevées.

Il est enfin une catégorie de citoyens que la mobilière touche sans indulgence : ceux qui émargent au budget de l'Etat. Ainsi à Clermont, Coudert, homme de loi (art. 2.586), jouissant de 900 l. de revenu, paie 87 l. 16, alors que le vicaire Monestier (art. 2.615), dont le revenu n'atteint pas 160 l., mais dont le traitement se monte à 3.000 l. verse 176 l. 19.3. Un autre vicaire, Joanny (art. 2.542) acquitte 116 l. 8.3 pour 100 l. de revenu, ou plutôt pour 2.000 l. de traitement, tandis que le menuisier André Laval (art. 2.522), accusant un revenu à peu près équivalent de 105 l. ne débourse que 10 l. 12.9 (135). Le salaire du fonctionnaire entre en ligne de compte, mais le fisc ignore le gain de l'homme de loi et celui de l'artisan (136).

Il reste à l'actif de la contribution mobilière, comme pour la foncière, une répartition équitable à l'intérieur des communes. On peut même observer à Chanonat une légère tendance à la progressivité en faveur du plus pauvre : la municipalité a, contrairement à la loi, appliqué un taux plus faible à la cote d'habitation du cultivateur Jaubourg qu'à celle du notaire Mureint (137).

(135) L. 1046.

(136) Parce qu'il s'agit toujours du revenu « présumé », d'après le loyer et non du revenu réel.

(137) Exemples de répartition de la contribution mobilière :

Commune d'Aulnat :

	Taxes fixes	Loyers	Cotes d'habitation	Cotes mobilières
Annet Bouchet	1 l. 16	12 l.	3 l. 8	1 l. 6.8
Claude Aimard	1 l. 16	3 l.	0 l. 17	0 l. 6.8
Antoine Bonnard	1 l. 16	6 l.	1 l. 14	0 l. 13.4
Joseph Guilhaume	1 l. 16	16 l.	4 l. 10.8	1 l. 15.6
Gabriel Fournier	1 l. 16	26 l.	7 l. 7.4	2 l. 17.7
Gilbert Chatard	1 l. 16	2 l.	0 l. 11.4	0 l. 4.4

etc. (L. 1042).

Commune de Beaumont :

Pierre Achard	1 l. 16	10 l.	0 l. 18.4	1 l. 2.2
Jean Arnaud	1 l. 16	12 l.	1 l. 2	1 l. 6.8
Antoine Bernard	1 l. 16	18 l.	1 l. 13	2 l.
Marguerite Cellierier ...	1 l. 16	3 l.	0 l. 5.6	0 l. 6.8
Georges Faye	1 l. 16	9 l.	0 l. 16.6	1 l.
Jean Gane	1 l. 16	12 l.	1 l. 2	1 l. 6.8
Michel Moradein	1 l. 16	92 l.	8 l. 8.8	10 l. 4.6
Jean Poullier	1 l. 16	10 l.	0 l. 18.4	1 l. 2.2

etc. (L. 1043).

CHAPITRE VI

Les contributions de l'année 1792

Le vote par l'Assemblée constituante et les débats à la Législative

Le 29 septembre 1791, veille de sa séparation, l'Assemblée constituante fixa le montant des contributions de l'année 1792. La Rochefoucauld, rapporteur du comité compétent, ouvrit la discussion en observant que « l'époque même (était) déjà tardive » (1) : le recouvrement des rôles de 1792 devait commencer le 1^{er} janvier suivant et les matrices des rôles de 1791 n'étaient pas encore achevées dans la plupart des communes ! Il ne pouvait être question de modifier les bases contributives, pourtant fort critiquées déjà ; les Constituants décidèrent de maintenir pour 1792 le montant de l'année en cours. L'article 8 du décret stipula, il est vrai : l'Assemblée législative déterminera « la proportion avec le revenu net foncier au delà de laquelle la cotisation ne devra pas s'élever » (2). C'était reconnaître implicitement l'impossibilité de maintenir le taux de l'impôt au 6^e du revenu. C'était aussi indiquer le chemin aux futurs législateurs : « nouvellement arrivés de leurs départements respectifs, ils en connaîtront mieux la situation », disait La Rochefoucauld.

Malheureusement, les députés de la Législative, moins encore que ceux de la Constituante, ne trouvèrent pas le calme d'une situation politique stabilisée, nécessaire à l'examen approfondi des problèmes de finances qui se posaient avec une acuité soutenue. Ils s'absorbèrent dans la lutte contre les émigrés et les prêtres

(1) *Moniteur*, t. IX, p. 807.

(2) Bloch, *Recueil*, p. 321.

réfractaires (3). Les voit-on remettre en chantier la construction fiscale de leurs prédécesseurs, alors que la dépréciation de l'assignat aggravait la crise monétaire et conduisait beaucoup d'esprits à envisager l'utilité d'une guerre de salut révolutionnaire ? Les Brissotins et leur financier, Clavière, songeaient bien à l'amélioration du rendement des contributions, mais préconisaient surtout la solution belliqueuse, dont l'adoption rendrait inévitable leur arrivée au pouvoir. Le ministre feuillant Tarbé n'était-il pas, à leurs yeux, aussi incapable de faire rentrer l'impôt que d'enrayer la baisse du papier-monnaie ? (4).

Certains auraient voulu une action énergique pour obliger les autorités locales à en finir avec les opérations de l'exercice 1791 ; d'autres penchaient pour une simplification des règlements issus des lois de la Constituante (5). Mais la majorité se méfiait du pouvoir exécutif et reculait devant la délicate refonte du système fiscal.

L'arrivée au pouvoir des Girondins ne changea nullement les dispositions de l'Assemblée. Clavière continua Tarbé dans l'habitude ministérielle des exhortations aux directoires départementaux. Lorsqu'il parut urgent de fixer les bases de l'assiette de 1792, il n'y eut, selon le compte rendu du *Moniteur*, qu'une « légère discussion » et le décret du 20 mars 1792 prescrivit aux municipalités d'utiliser les matrices des rôles de 1791, en y apportant les corrections convenables ; quant au répartition, il devait être achevé le 15 mai au plus tard (6).

L'Assemblée constituante avait négligé d'indiquer la portion de revenu net que la foncière pourrait prélever : la porte demeurerait ouverte à toutes les réclamations. Tronchon se demanda, le 24 février, s'il ne serait pas opportun d'élever le maximum au 5° du revenu (7). Jollivet renchérit le lendemain en dénonçant la légèreté des Constituants qui avaient surestimé le produit net du sol de la France (8). On en parla encore le 31 mars, mais les événements de la guerre, la formation d'un nouveau

(3) On se rend compte, à la lecture du *Moniteur*, que l'Assemblée n'eut malheureusement pas le temps matériel de s'occuper des questions financières, autant que celles-ci le nécessitaient. M. Marion a tort de ne pas vouloir l'admettre (*Hist. financière*, t. II, p. 304).

(4) Le 28 février 1792, Cambon dénonça l'incurie du pouvoir exécutif (*Moniteur*, t. XI, p. 503).

(5) Ainsi Jacob Dupont, séance du 28 février 1792 (*Moniteur*, t. XI, p. 497 ; cf. Marion, t. II, p. 319).

(6) Bloch, *Recueil*, p. 364.

(7) *Moniteur*, t. XI, p. 474.

(8) M. Marion, t. II, p. 323.

ministère feuillant repoussèrent l'issue du débat jusqu'au 30 juillet. Si le taux du 5^e fut alors adopté, l'Assemblée ne put se dissimuler que ses lenteurs favorisaient l'inertie des corps administratifs. En outre, il lui revint que ceux des départements, qui avaient bénéficié d'un dégrèvement en 1791, n'étaient pas indignes de le réclamer pour 1792. Mais ne concéder cette faveur que le 13 septembre 1792 équivalait à remettre en question le répartition à une époque où la perception aurait dû normalement s'effectuer (9) ; on prévoit dès lors, sans peine, la tournure que prendraient les événements dans le Puy-de-Dôme.

Le travail de répartition à Clermont

Le décret, qui fixait le contingent du Puy-de-Dôme pour l'année 1792, parvint à Clermont au moment où expiraient les pouvoirs des administrateurs élus l'année précédente. Le Conseil général se réunit le 16 novembre 1791 ; le nouveau directoire entra en fonctions le 23. Les districts furent sollicités de fournir une documentation, « parce que à défaut de renseignements certains on serait forcé de faire une cotisation arbitraire, contraire à la justice qui doit toujours être la règle de notre administration » (10). Toutes les réponses manifestèrent la préoccupation d'obtenir une diminution urgente et indispensable. Aussi le Conseil général adopta, le 2 décembre, une adresse à la Législative, tendant à obtenir un allègement de la charge globale (11). La pétition exprimait la surprise en présence d'une portion contributive aussi exagérée qu'en 1791, réclamait un dégrèvement de 1.583.597 l. et en prouvait la légitimité par un tableau des « produits nets du territoire du département » (12). L'assemblée ratifia cependant la répartition provisoire que lui présenta le directoire ; elle laissa à celui-ci le soin d'envoyer les commissions aux districts (13). L'intention était de traîner en longueur. Mais les graves événements du printemps de 1792 détournèrent l'attention des législateurs vers l'Europe : le dégrèvement attendu tarda. Tarbé, puis Clavière rappelèrent au directoire que le répartition devait être achevé le 1^{er} mai et le recouvrement entre-

(9) Bloch, *Recueil*, p. 396.

(10) Circulaire du 21 novembre (L. 4405).

(11) L. 223.

(12) Le dégrèvement de 1791 était jugé insuffisant (L. 1002). — Ce tableau a été publié par Bonnefoy, *Hist. de l'administration de la province d'Auvergne*, t. II, p. 54.

(13) Séance du 14 décembre (L. 223). — Lettre de Monestier au ministre Tarbé, le 16 décembre 1791 (L. 1002).

pris le 1^{er} août (14). Les administrations des districts espéraient au contraire que les commissions seraient différées (15). Le département ne céda pas aux injonctions du ministre sans se faire l'écho des doléances du pays. « Le retard qu'a éprouvé cette opération, exposèrent les administrateurs, avoit pour cause la crainte bien fondée que nous avions qu'en présentant aux campagnes un accroissement considérable de contributions, nous ne fissions naître des insinuations auxquelles elles n'étoient que trop disposées d'après les malheurs innombrables qu'a éprouvés le département, n'ayant fait aucune récolte l'année dernière, ayant besoin de plus grands efforts pour solder leurs contributions de 1791. Même déduction faite du dégrèvement, tout nous fesoit craindre des mouvemens et nous croyons de notre prudence d'attendre pour l'envoi des commissions que nous connuissions le dégrèvement qui nous seroit accordé... » (16). Le tableau de la répartition fut donc publié le 25 juin et le concert des récriminations se fit entendre à nouveau (17).

Avec les sous additionnels, la part contributive du Puy-de-Dôme s'élevait à 4.734.663 l. pour la contribution foncière et

(14) Loi du 26 mars 1792. — Lettres de Clavière du 4 avril et du 31 mai 1792 (L. 1003). — Pressentis une fois de plus par leur département, les députés du Puy-de-Dôme à la Législative lui adressèrent la lettre suivante :

Paris le 21 mai 1792 L. II de la liberté
Messieurs

Nous sollicitons depuis longtems un dégrèvement pour 1792.

Le comité des contributions auprès duquel nous avons fait toutes les démarches convenables, nous fait enfin espérer qu'il proposera à l'assemblée un dégrèvement égal à celui que nous avons obtenu en 1791. Nous osons espérer que cette proposition du comité sera adoptée. Cependant on nous fait des reproches très fondés. On se plaint très justement du retard où se trouve le département du côté de ses contributions. On s'étonne de voir aussi peu de rôles en recouvrement : à peine y a-t-il deux départements qui se trouvent sur la ligne du notre. Tous les autres ont plus ou moins avancé. Mais ils sont à une très grande distance de nous ; et nous sentons que les rapprochements qui n'échappent à personne puisqu'on distribue les listes imprimées des situations de chaque département, ne favorisent pas nos réclamations sur le dégrèvement ou tout autre allègement que nous pourrions solliciter. Redoublés donc, Messieurs, d'autorité auprès des districts pour faire exécuter la loi du mois de mars dernier sur les contributions et faites que sous peu nous puissions présenter un tableau plus satisfaisant.

Nous avons l'honneur d'être très fraternellement

Messieurs

Les députés du département du Puy-de-Dôme à l'Assemblée nationale
Col, Moulin, Bret, G. Romme, Cuel, Maignet, Thevenin, Gaubert, Soubrany
(de la main de Col, de St Anthème). — L. 1146

(15) Ainsi le directoire de Besse, lettre du 15 mars 1792 (L. 991).

(16) Lettre du directoire du département au ministre des contributions, 9 juin 1792 (L. 1003).

(17) Le directoire de Clermont dit sa « douleur », son « accablement » (20 juin 1792, L. 3920).

à 1.104.766 l. pour la mobilière, chiffres légèrement supérieurs à ceux de 1791 (18). Par un compte rendu d'une séance du district de Thiers, nous nous faisons une idée de l'aménagement prévu : « L'impôt de 1791 fut réparti en aveugle ; celui de 1792 arrive. Le Conseil général du département éclairé par les faits de cette première répartition adopta d'autres bases. Il était prouvé que les districts de Clermont, Riom, Billom, Issoire étoient au-dessous de leur taux. Ils furent augmentés de 338.800 l. » (19). Cette mesure déchargeait les régions montagneuses, si sacrifiées jusqu'alors. Les administrateurs de Clermont n'en protestèrent pas moins, parlant des « idées désespérantes qui résultent des grands bénéfices que font d'autres districts du département » (20). Ceci montrerait plutôt que les représentants des régions favorisées avaient compris la nécessité d'un effort d'impartialité. Les changements intervenus dans la composition du directoire, en novembre 1791, ne suffirent pas à expliquer cette attitude (21). Cette impression est confirmée par la nouvelle répartition de la mobilière (22) : l'augmentation subie par le district d'Ambert

(18) L. 1003.

(19) Séance du directoire de Thiers, 7 décembre 1792 (L. 5596).

Contributions foncières de 1792 comparées avec celles de 1791 :

	en 1791	en 1792
Clermont	984.345	1.176.884
Riom	748.937	949.275
Issoire	603.943	650.870
Billom	433.170	550.441
Thiers	516.162	488.885
Ambert	597.599	389.105
Besse	363.566	281.558
Montaigut	318.151	247.645
	4.565.833	4.734.663

(20) Lettre du 20 juin 1792 (L. 3920).

(21) Maignet, d'Ambert, élu à la Législative, avait été remplacé par Bravard, d'Arlanc.

(22) Contribution mobilière de 1792 comparée avec celle de 1791 :

	en 1791	en 1792
Clermont	272.590	328.010
Riom	193.640	185.312
Issoire	133.357	131.739
Thiers	120.031	118.025
Ambert	112.762	121.524
Billom	101.681	103.833
Montaigut	73.038	69.147
Besse	53.389	47.176
	1.060.488	1.104.766

R.S., *Les Cont. Dir.*

15

provient-elle du départ de Maignet, élu à la Législative, et de la moindre influence de son remplaçant Bravard, d'Arlanc ? mais, alors qu'Issoire a sa quote-part diminuée, tout en cessant d'être directement défendu, depuis la sortie de Christophle, Billom trouve un avocat dans la personne de Besse et cependant perd du terrain.

L'été de 1792 s'écoula dans l'attente de la réduction espérée. Les directoires des districts avaient résolu de « surseoir la distribution de l'impôt entre leurs municipalités jusques après celle du dégrèvement » (23). La grande crise de juillet et d'août ne fut pas pour hâter le vote de la Législative et par suite le travail des autorités dans les départements. Le Conseil général du Puy-de-Dôme siégea en permanence à partir du 15 juillet, date de la déclaration de la Patrie en danger ; mais il orienta son activité vers le recrutement et l'armement des volontaires, la surveillance des prêtres réfractaires, puis la tenue des assemblées primaires pour l'élection des membres de la Convention (24). La loi du 26 août, « relative à la déportation des prêtres », rendit plus sensible l'exagération de la contribution mobilière, dès lors que la plupart de ces pensionnaires de l'Etat perdaient leur traitement (25).

La distribution du dégrèvement

Avant de disparaître, la Législative tint néanmoins à fixer le montant de la décharge qui reviendrait à chaque département. Le décret du 13 septembre accorda au Puy-de-Dôme 642.100 l. pour la foncière et 143.900 pour la mobilière, ce qui réduisait la première à 3.147.100 l. et la seconde à 705.200 l., non compris les sous additionnels (26). Ce dégrèvement était peu propre à contenter tous les districts. Le directoire et le Conseil du département espéraient-ils mieux de la Convention ? répugnaient-ils à reprendre l'opération du mois de juin ? ils tardèrent un mois à

(23) Compte de gestion du directoire du département au Conseil général, séance du 13 décembre 1792 (L. 228).

(24) Registre de la session du Conseil général de juillet-décembre 1792 (L. 228). — Le directoire du département écrivit, le 22 décembre 1792, au président de la Convention, pour lui demander si la part des prêtres serait reportée sur les autres contribuables (voir note suivante). (L. 1145).

(25) Séance du Conseil général du 20 décembre 1792 (L. 228).

(26) Avec les sous additionnels : 4.092.563 l. pour la foncière, 960.866 l. pour la mobilière.

se saisir de la question et ne s'y résolurent que sur les pressantes invitations de Clavière (27).

Le 20 octobre 1792, dix membres de l'Assemblée départementale, assistés du procureur général syndic Monestier et de son substitut, Chollet, procédèrent à la répartition du dégrèvement. S'il faut en croire les administrateurs du district de Thiers — peu disposés il est vrai à se féliciter de la part qui leur était dévolue — on avait saisi le moment où les représentants des quatre districts augmentés en juin détenaient une forte majorité ; aussi « l'ouvrage fut-il fait pour ainsi dire en un coup de plume » (28). On remarque en effet que le vote une fois enlevé, Conseil général et directoire apportèrent une véritable hâte à presser les districts, comme s'ils redoutaient d'eux une réaction protestataire (29).

Deux éléments sont à retenir : les noms et origines des administrateurs qui assistaient à la séance du 20 octobre ; la distribution des sommes entre les districts.

Les douze présents se répartissaient ainsi : Monestier, Prévost (Clermont), Lami (Monton), Peyronet (Rochefort), pour le district de Clermont ; Chollet (Aigueperse), Fressanges (Riom), Conchon (Volvic) pour le district de Riom ; Puray (Champeix), Christophle (Sauxillanges) pour le district d'Issoire ; Besse (Vertaizon) pour le district de Billom ; Chandezon pour Besse ; Favier de Saint-Gervais, pour Montaigut. La prépondérance des trois districts de Clermont, Riom et Issoire saute aux yeux ; mais personne qui défende les intérêts de Thiers et d'Ambert.

Un des membres du Conseil observa « que la répartition faite en 1791 avait été faite sur des bases fausses » : il fallait « réparer autant que possible les erreurs qui avaient été commises » et pour cela « prélever sur le dégrèvement de l'impôt foncier les augmentations qui avaient été faites sur différents districts » ; ceux qui avaient été sacrifiés en bénéficieraient, excepté Ambert qu'on trouvait beaucoup trop favorisé. L'opinion que « les bases adoptées (en juin 1792) étoient fautives » l'emporta. L'Assemblée décida de distraire des 642.100 l. montant du dégrèvement, les 388.280 l. d'augmentation que les quatre districts de Clermont, Riom, Issoire et Billom devaient supporter en 1792. Restaient à répartir 253.820 l. : les mêmes districts se partageraient

(27) Lettres du 15 septembre et du 21 octobre 1792 (L. 1003).

(28) Par contraste avec le travail effectué en juin, « après une discussion longue, après plusieurs rapports ».

(29) Extrait de la séance du directoire de Thiers, 7 décembre 1792 (L. 5596).

ce dégrèvement supplémentaire au marc la livre de leur contribution de 1791, tandis que la part de Thiers, Besse et Montaigut se calculerait au marc la livre de l'impôt de 1792. Il était plus avantageux d'obtenir le dégrèvement sur 1792, puisque la charge de cette année pesait plus lourdement que celle de l'année précédente. Mais l'avantage que les districts de Thiers, Besse et Montaigut devaient en retirer ne pouvait compenser le sacrifice des 388.280 l., exclusivement attribuées à leurs voisins. Les bénéficiaires les plus forts revenaient aux circonscriptions qui auraient dû se satisfaire des plus minces. Ambert n'obtenait rien, personne n'étant là pour le défendre.

L'arrêté du 20 octobre ne compromettait d'ailleurs que partiellement les résultats acquis en juin. Le tableau suivant, comparable à celui de 1791 (30), en témoigne :

Districts	Revenu foncier	Contribution foncière		Portion prélevée sur le revenu par l'impôt	
		avant le dégrèvement	après	avant le dégrèvement	après
Montaigut	6,7 %	5,2 %	5,9 %	37 %	34 %
Clermont	26 %	24,6 %	23,7 %	44 %	36 %
Ambert	9,3 %	8,2 %	9,5 %	42 %	42 %
Billom	10,5 %	11,6 %	10,6 %	53 %	42 %
Issoire	13,4 %	13,8 %	14,2 %	48 %	44 %
Riom	17 %	20 %	18,4 %	55 %	44 %
Thiers	9,9 %	10,3 %	11,1 %	49 %	46 %
Besse	5,9 %	5,9 %	6,4 %	51 %	48 %
moyenne					
du département					
				avant	après
				49 %	42 %

Le classement des districts n'est plus le même. Les deux groupes si distincts ont disparu. Les pourcentages se rapprochent davantage de la moyenne et le dégrèvement accentue la tendance à la proportionnalité. Mais cette méthode manque de rigueur : pour une région montagneuse très favorisée (Montaigut) d'autres restent exagérément grevées (Thiers et Besse) ; alors que le contingent de Riom a été relevé au-dessus de la moyenne, Clermont conserve une position par trop privilégiée. L'œuvre réalisée le 20 octobre ne mérite ni l'éloge sans réserve, ni la réprobation sans nuance. Les représentants ont, d'une manière abusive, tiré parti de leur nombre ; les Thiernois se ressentirent de

(30) Cf. p. 200.

leur absence ; la seule voix de Chandezon ne put sauver Besse ; le président de séance Christophle (31) se cantonna-t-il dans une impartialité qui fit quelque tort à Issoire ? Par contre les trois Riemois n'eurent pas tort d'améliorer le taux de leur district et l'assemblée se montra équitable envers Billom.

La répartition du dégrèvement, louable ou injuste, n'alla pas sans provoquer un vif mécontentement. Même les administrateurs de Montaigut estimèrent que les membres du Conseil général avaient « arbitrairement réparti la gratification accordée par la loi » (32). Le Conseil du district de Besse qualifia de « choquante » l'opération ; « on ne scauroit se dissimuler que l'intérêt particulier n'aye fait oublier l'intérêt général » ; neuf des dix administrateurs « ont leurs propriétés dans les quatre districts a qui l'on a distribué les 675.142 l. le dixième qui est le citoyen Chandezon a refusé de signer cet arreté » ; le ministre sera invité à casser la délibération du 20 octobre (33). Christophle craignit après coup les reproches de ses concitoyens d'Issoire ; il s'efforça d'obtenir, le 22 octobre, une révision du répartitionnement : « le principe m'apparut des plus justes, déclara-t-il, mais il ne m'en semble pas de même des bazes et des opérations qui en sont résultées auxquelles j'ay pensé qu'on n'avoit pas assez réfléchi » ; il expliqua que la modicité de la somme attribuée à Issoire devait être « l'effet d'une erreur et d'une inattention sur le mode qui a été adopté » (34). Devant l'insuccès de sa tentative, Christophle éprouva le besoin de se justifier, le 25 octobre, dans une lettre à ses commettants, il parlait d'en appeler au Conventionnel Girot-Pouzol (35).

Le directoire de Thiers s'efforça d'organiser la résistance. Il se plaignait de ne pouvoir asseoir les contingents qui lui étaient attribués. Il affirmait encore le 24 octobre que « répartir l'impôt d'après le mandement adressé (en juin), se sera soulever tous les contribuables. Le cri sera général » (36). Il récriminait de nouveau le 28 (37). Mais l'arrêté que le département avait pris la

(31) Christophle était en réalité vice-président de l'assemblée départementale ; mais il la présidait en l'absence de l'évêque constitutionnel Périer.

(32) Séance du 9 novembre 1792 (L. 1146).

(33) En réalité 642.100 l. (Délibération du 13 décembre 1792, L. 1146).

(34) « Observations proposées au Conseil général du département du Puy-de-Dôme par un de ses membres » (L. 4407).

(35) L. 1146.

(36) L. 1145.

(37) « Il y a longtemps que nous nous occupons des moyens d'atteindre à la justice que demande ce travail. La bonne volonté est grande, mais les

veille invitait au répartition immédiat des sommes fixées dans la séance du 20 (38). Les Thiernois firent d'abord la sourde oreille, puis, sur les instances réitérées de Clermont, protestèrent vivement. Le Conseil du district se réunit ; un de ses membres dénonça, le 7 décembre, la manœuvre à laquelle le Conseil général s'était livré. Il conclut à l'urgence de saisir le ministre « avec invitation de faire casser cet arrêté du 20 octobre vu sa contradiction manifeste avec celui pour la répartition de l'impôt ». Ses collègues votèrent sa motion et décidèrent aussi deux démarches simultanées : l'une auprès des directoires de Besse, Montaigut et Ambert, l'autre auprès de l'assemblée départementale. Il s'agissait de coordonner les efforts entrepris par les districts lésés, pour obtenir une révision du répartition : « L'uniformité, la multiplicité de nos plaintes, disait le procureur syndic Madieu, ne peuvent que produire un bon effet » (39). L'habileté consisterait à en appeler du Conseil général d'octobre, au Conseil général élu en novembre (40) et à convaincre celui-ci « de l'injustice, de l'erreur qui caractérisent cette opération » (41). La leçon ne fut pas acceptée : le directoire du département rappela à tous les districts que la loi lui permettait de leur envoyer des commissaires, s'ils tardaient à rédiger les états de distribution entre les communes. Il ne donna aucune suite aux protestations que Clavière lui transmit, avec prière d'examiner (42). La tentative de révision échoua.

La carte de la répartition de la contribution foncière de 1792

Cette petite campagne pourrait faire oublier les progrès réalisés sur 1791, rendus assez sensibles par une représentation cartographique (Carte VI). D'une part, la zone centrale qui correspond aux bassins de l'Allier est moins épargnée que l'année précédente : la plupart des cantons des districts de Riom, Clermont et Billom, qui en font partie, paient davantage ; on en voit, dont le

connaissances locales nous manquent. Toutes les communes se plaignent. Comment savoir si les plaintes sont fondées. En général elles ont toutes raison. Le montant de la contribution foncière de ce district excède au moins d'un tiers le taux auquel il devrait être fixé.. » (L. 1145).

(38) L. 3921, L. 5593.

(39) Séance du 8 décembre 1792 (L. 3281).

(40) Dans l'espoir d'un changement de majorité.

(41) Les Thiernois ajoutaient : « Il n'est plus de ce tems où l'honneur prétendu de l'administration étoit de soutenir les fautes qu'elle avoit faites » (8 décembre 1792, L. 5596).

(42) Lettre du 13 janvier 1793 (L. 1146).

taux, jusqu'alors inférieur à la moyenne générale, surpasse celle-ci, entre autres Riom, Ennezat, Randan, Pont-du-Château, Les Martres, Monton ; de même, les cantons de Maringues et de Châteldon (district de Thiers), celui de Neschers (Issoire). Par contre, certaines régions montagneuses commencent à respirer : telles les circonscriptions de Montaigut et d'Ambert ; cette évolution est moins accentuée du côté de Besse ; elle n'a guère atteint les hauteurs de Thiers. Les valeurs ne s'inscrivent plus, presque rigoureusement interverties, de la carte des revenus fonciers sur la carte de répartition de 1792, comme sur celles de 1790 et de 1791. Cependant des injustices subsistent : il est encore maints cantons pauvres par trop chargés : Pontaumur, Giat (district de Riom), Herment, Saint-Amand-Tallende, Plauzat (Clermont), Mauzun et Tours (Billom), Sauxillanges (Issoire), St-Rémy, Vollore, Augerolles (Thiers), etc. ; d'autres cantons, favorisés par la nature, le sont abusivement par leurs districts respectifs : Lezoux (Thiers), Vertaizon, Ravel, Billom, Mirefleurs, Vic-le-Comte (Billom), Cournon, Gerzat, Chamalières, Aubière (Clermont), le canton d'Issoire.

Les efforts pour un ajustement de l'impôt à la richesse demeurent insuffisants.

La physionomie de la répartition mobilière de 1791 ne fut pas sensiblement altérée : la diminution accordée à Billom, l'augmentation imposée à Clermont et à Ambert ne pouvaient faire disparaître l'arbitraire inhérent à la distribution de cette charge (43).

La répartition entre les communes et la rédaction des rôles

Le décret du 20 mars 1792 ne laissait aux directoires des districts qu'un très court délai pour adresser leurs mandements : ce travail devait être achevé le 15 mai au plus tard (44). Prescription inapplicable dans le Puy-de-Dôme où les contingents ne furent publiés qu'en juin. Pourtant, le 31 mai, Clavière écrivait tranquillement au directoire du département que le roi ne tarderait sans doute pas à apprendre la fin de l'opération (45). Le ministre girondin put revenir aux finances, après le 10 août, que ses espoirs

(43) Le dégrèvement avait été effectué rigoureusement au marc la livre des commissions établies le 8 juin.

(44) Décret du 20 mars 1792, art. 3 (Bloch, *Recueil*, p. 363).

(45) L. 1003.

printaniers ne s'étaient pas réalisés (46). Il ordonna aux administrateurs de prendre « sur le champ » un arrêté en conséquence : des commissaires termineraient au besoin la répartition entre les communes (47). Le Conseil général représenta aux districts l'urgence qu'imposait « une guerre dispendieuse » (48).

A vrai dire, cette invitation tombait mal, car les directoires allaient se renouveler au cours du mois de novembre. Clavière revint à la charge, les 2 et 3 décembre ; d'où un nouvel arrêté du département (49). Mais le directoire d'Issoire, installé le 4 décembre, plaide non coupable : comme il vient d'entrer en fonctions, il n'a pas dépendu de lui d'empêcher le retard (50). Besse s'émeut davantage : « Les menaces que vous nous avés faittes de nous envoyer des commissaires sont si effrayantes que nous nous décidons à vous faire passer nos opérations sur le répartition de la contribution foncière » ; par contre la mobilière attendra : il faut étudier les matrices de cette contribution, « examen long, disent les administrateurs Burin et Finel, et il n'y a que peu de temps que nous sommes installés » (51). Après l'échec de sa tentative pour remettre en question le dégrèvement (52), Thiers essaie de gagner encore du temps, en alléguant la nécessité de rassembler des matériaux sûrs (53). Il s'agit de « vérifier quelques cotes dans chaque commune pour voir de combien on a menti et de la, prendre une base générale » ; des experts géomètres sont désignés (54). Mais l'arrêté départemental incite à la réflexion, d'autant plus que la mesure adoptée « entraînera du tems, des frais ». On demande donc à Clermont, s'il faut « agir de suite et en aveugle (ou) attendre quelque tems et se procurer des bases » (55). Comme le directoire du Puy-de-Dôme ne répond pas, les Thiernois s'adressent à Goutay, qui les y représente (56). La lettre de Goutay n'a

(46) Lettres du 15 et du 29 septembre 1792 (L. 1003).

(47) Lettre du 21 octobre 1792 (L. 1003).

(48) Séance du 27 octobre 1792 (L. 277) ; également L. 3921.

(49) Arrêté du 7 décembre 1792 (L. 1003).

(50) Lettre du 14 décembre 1792 au directoire du département (L. 1003).

(51) Lettre du 26 décembre 1792 au directoire du département (L. 1003).

(52) Cf. p. 230.

(53) Déjà le 2 juillet 1792, le directoire thiernois se proposait de mener une enquête afin « d'établir cette égalité d'où découlera le bonheur et la prospérité » (L. 5402 et 5591). — Le 2 octobre, il écrivait encore au département qu'il travaillait fermement, qu'il désirait faire vite, et qu'il voulait aussi « éviter l'injustice » (L. 5596).

(54) Séance du 11 décembre 1791 (L. 5403 et L. 5593).

(55) Lettre du 17 décembre 1792 (L. 1003, L. 5596).

(56) Goutay était originaire de Joze (canton de Maringues) ; la lettre du directoire porte la date du 24 décembre 1792 (L. 5596).

rien d'encourageant : le département rejette l'initiative proposée d'examiner les brevets de l'impôt « pour les dix années antérieures à la révolution ». Comment ne pas la rejeter d'ailleurs ? « cette base, écrit Goutay, me paroît vicieuse en ce qu'elle offre de grandes variétés, beaucoup d'arbitraire, et un retard considérable dans votre répartition » (57). En janvier 1793, le département renouvelle la menace d'envoyer des commissaires : Thiers s'incline et terminera son travail le 16 février (58).

Un an après les délais, inscrits dans la loi du 20 mars 1792, plusieurs districts n'avaient pas encore réussi à se mettre en règle : Clermont ne reçut qu'en juin 1793 les états de la foncière et de la mobilière d'Issoire, ainsi que de la mobilière de Billom ; en juillet ceux de la mobilière de Besse ! Autre constatation remarquable : les « tableaux de répartition » se présentaient fréquemment sous une forme si défectueuse que le ministre les renvoyait par le canal du directoire départemental ; ce qui provoquait un abondant échange de lettres, et de nouveaux retards (59). La « collection » demeura incomplète jusqu'au 30 septembre 1793 (60).

Du moins la rédaction des rôles définitifs pouvait suivre de très près la réception des mandements. La question de l'assiette des contributions ne se posait plus (61). « Le travail des municipalités sera donc moins pénible, selon Clavière, elles doivent cependant s'y livrer avec zèle... » (62). Le ministre girondin espérait stimuler les autorités locales en livrant à la publicité les états de situation, qui faisaient connaître leur activité. Il garda cette illusion jusqu'à sa chute, alors que l'expérience de deux années suffisait à prouver l'inanité des appels aux bons sentiments (63). Il oubliait aussi que les officiers municipaux avaient à peine terminé la rédaction des matrices de 1791. Le 20 février 1793, le directoire de Thiers accordait encore une quinzaine pour les

(57) Lettre du 27 décembre 1792 (L. 5593).

(58) Lettre du directoire du département du 9 janvier 1793 (L. 1003) ; Thiers répondit le 16 (L. 5596).

(59) Ainsi le directoire de Riom force le montant de ses dépenses particulières (Lettre de Clavière au département du Puy-de-Dôme, L. 1003) ; celui de Billom néglige de faire les additions finales et ne répartit pas exactement le contingent qui lui a été fixé (Lettre de Clavière du 13 janvier 1793, L. 1003) ; celui d'Issoire commet des inexactitudes dans les calculs relatifs au dégrèvement (Lettre de Destournelles, 24 juin 1793, L. 1003).

(60) Lettre du ministre Destournelles, 30 septembre 1793 (L. 1003).

(61) Art. 4 de la loi du 20 mars 1792.

(62) Lettre du 29 septembre 1792, adressée au procureur général syndic (L. 1003).

(63) Ainsi dans une lettre du 17 mars 1793 (L. 1029).

mettre à jour : « Si vous négligés ce travail, mandait-il aux communes, nous serons forcé d'expédier votre rôle sur l'ancienne matrice » (64) ; or, à cette date, huit municipalités n'avaient pas encore déposé leurs matrices. En juin, le même directoire était débordé par l'énorme paperasserie que comportait la rédaction des nouveaux rôles ; il se plaignait de manquer de « moyens » : que pouvaient trois commis qui, trop mal payés, devaient, pour vivre, chercher d'autres ressources ? Faute d'un fonds de 1.800 l. permettant d'embaucher « quelques copistes temporaires... cinq mois peut-être seroient nécessaires » (65). A Clermont, deux employés et quatre copistes consacrés aux rôles, cela remettait à deux mois l'achèvement de cette besogne urgente (66). Pénurie analogue de personnel à Besse (67).

Le directoire départemental préconisa un remède curieux : il proposa de dépouiller tous les relevés que les visiteurs des rôles avaient établis et de les adresser aux directoires des districts « pour être rendus exécutoires » (68). Clavière approuva : il désirait mettre sous les yeux de la Convention des bordereaux bien remplis (69).

Mais comment le temps perdu à répartir le dégrèvement serait-il regagné ? et les hommes qui, en 1792, avaient présidé aux destinées du département et de ses districts pouvaient se sentir responsables de ce bilan lamentable : en juin 1793, le Puy-de-Dôme comptait au nombre des départements qui n'avaient pas mis en recouvrement le quart des rôles de l'année précédente ; il n'inscrivait alors à son actif que quinze rôles fonciers et quatre rôles mobiliers (70).

(64) L. 5594.

(65) Lettre du directoire du district de Thiers, 23 juin 1793 (L. 1029 et L. 5591).

(66) Lettre du 21 juin 1793 (L. 1029).

(67) Lettre du 18 juin 1793 (L. 3282).

(68) Le directoire du département au ministre des contributions, 12 mai 1793 (L. 1092).

(69) Réponse de Clavière, 27 mai 1793 (L. 1092).

(70) Etat de situation au 15 juin 1793 (L. 992) et lettre de Destournelles du 24 juin 1793 (L. 1029).

CHAPITRE VII

Le recouvrement des contributions de 1791 et de 1792

Les receveurs de district

L'Assemblée constituante était assez mal disposée à l'égard des agents de l'ancien fisc pour les contraindre à se retirer, dès qu'elle croirait pouvoir se passer de leurs services. La mise en vigueur des lois créant les contributions directes n'allait pas sans la formation d'un nouveau corps de receveurs.

Le décret du 14 novembre 1790 supprima les offices des receveurs généraux et particuliers à la date du 1^{er} janvier 1791 (1). Déjà ces receveurs obtenaient péniblement le paiement de leur traitement (2). Il appartenait au département et aux districts d'épurer les comptes des recettes supprimées ; or le remboursement du prix des offices dépendait de cette liquidation, qui ne s'opéra qu'avec une extrême circonspection. Dans les derniers mois de 1791, le receveur général Vassal signalait au ministre les retards que le directoire départemental apportait à la vérification comptable de l'année 1788 ; Tarbé s'entremet et l'enquête s'acheva en janvier 1792 (3). Si le district de Clermont arrêta

(1) Bloch, *Recueil*, p. 143 ; Cf. p. 51.

(2) Boucheron, de l'élection d'Issoire, réclamait vainement les sommes qui lui étaient dues pour les exercices 1788 et 1790 (1.000 l. par exercice) ; le directoire du département le renvoyait aux receveurs généraux Vassal et Landry, alors en fonctions. L'affaire ne fut réglée à la satisfaction du plaignant qu'en septembre 1791, grâce à une intervention du ministre des contributions (L. 1830). — Cf. également p. 53.

(3) Lettre de Tarbé du 12 décembre 1791 (L. 1309).

la caisse de Weleat dès le mois de janvier 1791, celle de Boucheron resta soumise jusqu'au 23 août 1792 au regard du directoire d'Ambert (4).

Selon l'Instruction du 12 août 1790, les Conseils de district rempliraient la mission d' « instituer les receveurs » (5). Il leur était recommandé « de ne choisir que des personnes d'une probité et d'une solvabilité connues ». Un cautionnement serait exigible, proportionné à l'étendue du recouvrement. Le décret du 14 novembre suivant précisa que cette garantie consisterait en immeubles de la valeur du sixième de la somme totale que le receveur aurait à percevoir (6). Les représentants du corps censitaire désigneraient le dépositaire des fonds versés par les contribuables. Outre que le receveur de district ne pourrait appartenir qu'à la catégorie des citoyens actifs, le versement d'une caution aussi considérable resserrerait à tel point le choix des électeurs que les aléas inhérents à ce mode de nomination auraient la plus grande chance de disparaître. Du reste, le législateur n'entendait pas écarter les receveurs généraux et particuliers des défuntés impositions. Mais le décret du 14 novembre ordonnait la vérification bi-mensuelle des caisses des receveurs par les directoires des districts ; ainsi les autorités élues contrôlèrent les recettes. La Constituante voulut également réagir contre la tendance qui, sous l'ancien régime, avait multiplié le nombre des intermédiaires par lesquels l'argent passait. L'ordonnance des recettes et des dépenses gagnerait à être concentrée entre les mêmes mains. Comme les receveurs furent débordés, le décret du 24 septembre 1791 confia les paiements à des trésoriers-payeurs généraux, nommés par le pouvoir central, à raison d'un par département (7).

Les candidats aux recettes des districts ne manquèrent pas. Le directoire de Thiers en voyait la raison dans « l'espoir des appointements qui y seront attachés », opinion contestable (8).

(4) Pour Weleat, compte arrêté le 15 janvier 1791 (L. 1256) ; pour Boucheron, rapport du procureur syndie Rigodon, du 23 août 1792 (L. 1307).

(5) Bloch, *Recueil*, p. 124.

(6) Art. 7, Bloch, *Recueil*, p. 144.

(7) Marion, *Hist. financière*, t. II, p. 241. — Le trésorier payeur général du département, désigné le 8 février 1792, fut un certain Biou, que Rovère et Poulthier dénonceront à Couthon, le 10 septembre 1793, comme « d'intelligence avec les fédéralistes de Toulon et de Marseille » (L. 1245). — Ce poste avait été très demandé (L. 1244).

(8) La discussion qui s'éleva à la Législative, le 28 janvier 1792, tendrait à prouver que la situation de ces agents n'était pas superbe. Alors que Lecointre estimait qu'ils pouvaient se trouver satisfaits d'appointements allant

Un certain Guillemot, pour se faire valoir, adressa une pétition au Comité des finances (9). Se trouvèrent sur les rangs la plupart des anciens receveurs et quelques commis des bureaux supprimés (10).

A Ambert, le receveur d'ancien régime, François Boucheron, ne passa qu'au troisième tour devant le « patriote » Maignet-Ceyleyron, futur membre du directoire en l'an II (11). Il se retirera en janvier 1793 pour être alors remplacé par Magnin (12).

Le Conseil du district de Clermont eut à se décider entre de nombreux postulants. Roquecave, ancien trésorier principal de la guerre, Juge, qui avait géré les finances diocésaines, pouvaient aligner des titres aussi sérieux que Chassaing, procureur en la sénéchaussée de Clermont. L'assemblée élut ce dernier, très probablement en raison de sa parenté avec Tiolier, son beau-frère, ancien avocat au présidial, membre du directoire du district et avec Bernard, son cousin germain par alliance, ci-devant conseiller au présidial et procureur syndic (13). Le receveur serait ainsi contrôlé par deux membres de sa famille. Des scrupules poussèrent le Conseil à soumettre le cas au Comité de constitution. Chassaing préféra donner de lui-même sa démission et le choix se porta, unanime, sur l'ancien receveur particulier de l'élection de Clermont, Louis-Guillaume Weleat (14). Lorsque Weleat se retira, à son tour, à cause de sa mauvaise santé, en octobre 1792, le directoire du district lui exprima « tous les sentiments que sa conduite, l'ordre de sa comptabilité, son

jusqu'à 5 et 6.000 l., Basire objecta qu'il leur fallait rétribuer leurs commis et qu'en outre ils n'avaient pas été payés en 1791 (*Moniteur*, t. XI, p. 236). Le 8 octobre 1792, Guyton-Morveau remontra que si l'on avait parfois à se plaindre des receveurs, c'est qu'ils n'avaient rien touché jusqu'alors (*Moniteur*, t. XIV, p. 156). — Le receveur de Besse, par exemple, recevait un traitement de 3.453 l. (Reynouard, *Un chef-lieu de district à l'époque révolutionnaire*, *Revue d'Auvergne*).

(9) *Arch. nationales*, D. VI, 47.744.

(10) Proust, receveur particulier d'Issoire, écrivit au département, le 5 septembre 1790 : « Je réclame, Messieurs, auprès de vous l'ancienneté de mes services puisque excepté Mr de Clermont je suis le plus ancien titulaire des receveurs de votre département... » (L. 4440). — Un certain La Corbinaye, ancien fondé de procuration du receveur général Landry, s'offrait à surveiller la remise des fonds au Trésor (L. 1244).

(11) 16 septembre 1790 (L. 2745). — Boucheron offrit, le 4 février 1791, un cautionnement de 109.000 l. (L. 1246).

(12) L. 1361.

(13) Election de Chassaing, le 4 octobre 1790 (L. 1246).

(14) La caution de Weleat s'éleva à 141.000 l. (26 octobre). Burin des Rausiers, juge au tribunal du district de Besse, se porta garant pour 91.000 l. (L. 1246). Sur Burin et la grande notoriété de sa famille dans la région du Mont-Dore (cf. Reynouard, *Un chef-lieu de district*).

honnêteté et toutes ses qualités doivent inspirer aux ames honnêtes et aux vrais citoyens » (15). Le 11 décembre 1792, le Conseil accorda ses suffrages à l'un des siéhs, Antoine Maignol, fils du juge de paix de Pontaumur (16).

Les Riomois désignèrent également un ancien receveur particulier, Nicolas-Charles Teilhot (17). Les administrateurs du département manifestèrent leur satisfaction en félicitant vivement leurs collègues (18).

Le receveur du district de Besse fut Antoine-Joseph Morin, qui appartenait à une des familles les plus en vue de cette région montagneuse. Antoine-Joseph, ancien notaire seigneurial siégeait comme notable dans la municipalité de Besse ; son fils, Jean-Baptiste, avocat et membre du tribunal du district remplacera Chandezon au directoire du Puy-de-Dôme. Il y avait parenté entre les Morin et Charles-Joseph Godivel, procureur syndic de Besse (19). Comme la région était très accidentée, un commis résida à Latour pour percevoir les contributions des cantons situés au delà du massif des Dores (20).

Billom nomma aussi un riche propriétaire, Jean-Baptiste Teyras Osmond (21).

Le receveur d'Issoire, François Saulnier, notaire royal, avait pour gendre Triozon-Saulnier, homme de loi et membre du directoire du district ; il passa d'ailleurs difficilement au troisième tour, par sept voix sur douze (22).

(15) Lettre du 13 octobre 1792, signée : Simonnel, Montéléon, Tiolier (L. 1246).

(16) Maignol sera nommé receveur du département, par arrêté du ministre Faipoult, le 15 nivôse an IV (L. 1245). Il offrira alors un cautionnement de 385.000 l.

(17) Election de Teilhot, le 23 septembre 1790. Ce receveur présenta un cautionnement de 200.000 l. en immeubles ; sa fortune sera estimée 100.000 l. dans un « tableau des citoyens composant le Conseil général de Riom, organisé par Musset, représentant du peuple » (24 vendémiaire an III) : la plus riche maison de Riom avec celle des Chapsal et des Faradesche. Le Comité de législation le nommera, contre son gré, membre du directoire du district, le 1^{er} floréal an III (L. 4999). — Un Teilhot, membre de la Cour d'appel, prononcera plus tard l'éloge de Romme.

(18) Lettre du 4 octobre 1790 (L. 1246).

(19) Reynouard, *Un chef-lieu de district*.

(20) L. 1246.

(21) Election du 28 septembre 1790 ; cautionnement de 200.000 l. (L. 1246).

(22) Les Triozon étaient une des plus riches familles d'Issoire. Pour son cautionnement, François Saulnier déposa des titres d'acquisition d'un domaine, dit de la Roche, situé sur la commune d'Antoingt, et d'une valeur de 40.000 l. Mais il avait d'autres cautions, dont celle de François Guérin, ancien lieutenant général de la prévôté d'Issoire (L. 1246).

Gilbert Maymat, de Riom, et Joseph Vergniol, de Saint-Priest-des-Champs, se présentèrent concurremment devant le Conseil de district de Montaigut. L'âge seul donna l'avantage au notaire Vergniol (23). C'est le seul receveur dont la conduite ait provoqué des critiques : pour ne pas résider à Montaigut, Vergniol s'y fit remplacer par un ancien commis de la recette particulière ; les commissaires de la Trésorerie nationale s'en plaignirent au département (24).

Quant aux gens de Thiers, ils préférèrent un bourgeois de leur ville, dont ils avaient pû apprécier le talent dans ses fonctions de trésorier de l'hôpital : Jean-Baptiste Darrot Freydefont ; ils inscrivirent au procès-verbal qu'aucune considération personnelle n'avait pesé sur le vote : « une sage prévoyance (voulait) un receveur dont les mœurs, la bonne conduite et la solvabilité fussent notoires » (25).

Ainsi les Conseils de district avaient voté, soit pour des hommes de métier, soit pour des bourgeois, dont les connaissances et la fortune solidement assise rassuraient les citoyens actifs sur le dépôt des sommes versées au titre des contributions. De fait, par la netteté et l'exactitude de leurs écritures, les receveurs justifiaient généralement cette confiance. Mais il ne dépendait pas d'eux que le recouvrement s'opérât avec régularité.

Comme les nominations eurent lieu en septembre et en octobre (26), par conséquent avant le décret du 14 novembre 1790, les cautionnements exigés à la première heure ne coïncidèrent pas avec le sixième du montant des recettes prévues (27). Joseph Vergniol avait fourni une garantie de 200.000 l. ; or les contributions du district de Montaigut ne s'élevaient qu'à 366.636 l. ; le receveur demanda et obtint la réduction de sa caution à 56.106 (28). Weleat, qui avait offert au Conseil de Clermont une couverture de 350.000 l., put s'en tenir au chiffre plus modeste de 140.000 l. (29).

(23) Election du 27 octobre 1790 ; cautionnement de 200.000 l. (L. 1246).

(24) Lettre du 30 août 1792.

(25) « Il fut obligé d'avoir recours à toute sa famille, parents et amis pour pouvoir remplir tous les engagements qu'on exigeoit de lui » (Procès-verbal du 18 octobre 1790). Le cautionnement fut de 150.000 l. (L. 5614).

(26) Selon l'Instruction du 12 août 1790.

(27) Le directoire du département écrivit au directoire d'Ambert, le 2 octobre 1790, que l'Assemblée n'avait rien décidé encore au sujet des cautionnements à fournir par les receveurs : « Nous pensons que cette sûreté à exiger semble devoir être proportionnée à la force de la recette » (L. 3005).

(28) Délibération du directoire de Montaigut du 27 février 1792 (L. 4794).

(29) 15 décembre 1790 (L. 1246).

A la fin de l'année 1792, on envisagea un relèvement des cautionnements en prévision de recettes plus importantes (30). Certains receveurs objectèrent que les rentrées présumées dépassant toujours les rentrées réelles, il était délicat de baser l'augmentation de la garantie sur celle des contributions (31). Mais la chute de l'assignat provoquait un renchérissement du prix des denrées, dont il fallait tenir compte.

Le 5 février 1793, sur la proposition de Cambon, la Convention exigea des receveurs la production de certificats de civisme ; les directoires des districts convoqueraient dans la huitaine les Conseils qui remplaceraient les receveurs suspects (32). Une des premières victimes de ce décret fut Teilhot, dont le Jacobin Vazeille prit la succession (33). La poussée révolutionnaire s'exerça contre le personnel de receveurs d'ancien régime et de bourgeois fortunés, que le système censitaire avait préposés à l'encaissement des deniers publics.

Les percepteurs

Bien que les cahiers d'Auvergne aux Etats généraux soient muets sur le vicieux recouvrement des impôts du roi, on ne peut douter que le collecteur de l'ancien régime ait assumé une tâche forcée, dans des conditions matérielles et morales pénibles. Ce personnage devait disparaître, si la Constituante voulait dépouiller de son caractère de contrainte odieuse cette fonction publique indispensable. L'Assemblée eût-elle songé à recruter des professionnels que les principes et les besoins immédiats s'y opposaient. Le receveur de la commune devrait connaître les lieux, mais ne pas dépendre trop directement de ses électeurs ; en outre, il y aurait avantage à l'intéresser à la rentrée exacte des sommes dues. Mais comment réaliser toutes ces conditions ?

Que le décret du 17 juin 1789 ait prescrit la continuation de la levée des impôts dans les anciennes formes, rien de plus naturel (34). La Proclamation royale du 16 octobre 1789 renvoya les changements à l'époque où le nouveau système fiscal entrerait

(30) Lettre de Clavière du 12 décembre 1792 (L. 1246).

(31) Ainsi Teilhot, lettre du 11 janvier 1793 (L. 1246).

(32) *Moniteur*, t. XV, p. 371.

(33) Le Conseil du district de Riom procéda à cette nomination le 6 mars 1793 (L. 1246). — Rappelons que Boucheron donna sa démission en janvier 1793. — Couthon prononcera la destitution de François Saulnier (octobre 1793, L. 1246).

(34) Bloch, *Recueil*, p. 60.

en vigueur (35). Au 15 avril 1790, la Constituante invitait son Comité des finances à lui présenter un « projet de décret sur les moyens à prendre pour que les rôles soient mis partout en recouvrement » (36). Il ne s'agissait encore que de combattre la grève des contribuables et pour les municipalités de seconder les collecteurs (37).

Le décret « sur la nomination, les fonctions et le traitement des receveurs de district » définit les attributions de celui qu'on appelle encore indifféremment collecteur ou receveur de communauté (38). Il fait allusion — et pour la première fois — à l'adjudication de la perception par la municipalité, qui se porte garante des versements (art. 23). Il spécifie que, faute de paiements, le receveur de district pourra faire décerner une contrainte « à l'effet d'obliger le receveur de la communauté et subsidiairement les membres du Conseil général de la commune, à faire les avances des sommes... en retard » (art. 24). Une disposition importante assure un traitement au receveur sous la dénomination de « remise » ou « taxation » sur les contributions perçues (art. 25). La loi créatrice de la contribution foncière précise peu après que l'adjudication doit avoir lieu chaque année et au profit de celui ou de ceux qui s'en chargeront au plus bas prix (39). Le recouvrement de la mobilière sera assuré par les mêmes mains que la levée de la foncière (40).

Avant de se séparer, l'Assemblée coordonne et complète ces règles. Le décret du 26 septembre 1791 adopte le terme de percepteur comme le plus naturellement applicable à l'adjudicataire de la perception des trois contributions (41). Celui-ci touchera 6 deniers pour livre sur la foncière, 3 deniers pour livre sur la mobilière et la patente. « Dans le cas où personne ne se présenterait », la municipalité peut offrir 9 et même 12 deniers pour livre sur la foncière et si ce taux n'attire aucune offre, le Conseil général de la commune désignera « pour receveur un de ses membres, qui ne pourra refuser de faire la perception à 12 deniers seulement sur la contribution foncière ». Un cautionnement égal au tiers du montant des rôles fonciers et mobiliers garantit la solvabilité des particuliers désirant « sous-enchérir ».

(35) Elle prescrit le recouvrement de 1790 dans les règles ordinaires (art. 28).

(36) Bloch, *Recueil*, p. 103.

(37) Proclamation du 6 juin 1790 (Bloch, *Recueil*, p. 111).

(38) Décret du 14 novembre 1790.

(39) Art. 1^{er} du titre V (Bloch, *Recueil*, p. 150).

(40) Décret du 13 janvier 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 211).

(41) Bloch, *Recueil*, p. 312.

L'Assemblée constituante admit l'usage de la contrainte à l'effet d'appuyer l'action des percepteurs ; les porteurs de contraintes, choisis par les directoires des districts parmi les citoyens actifs sachant lire et écrire, se déplaceraient aux frais des contribuables récalcitrants et procéderaient aux saisies et ventes. Mais les receveurs et les municipalités auraient à surveiller les percepteurs eux-mêmes : les officiers municipaux constateraient « au moins une fois par mois » l'état du recouvrement ; les receveurs détermineraient les directoires à contraindre ceux des percepteurs qui ne verseraient pas ponctuellement les sommes recouvrées ou qui commettraient des « divertissements » de fonds. Le législateur tenait ces sanctions pour suffisantes, puisque les autorités locales étaient responsables de la solvabilité et des paiements des percepteurs (42).

De nombreux procès-verbaux d'adjudication montrent que le rabais a été très prononcé dans maintes communes. La perception s'effectue pour 10 deniers p. l. au lieu de 12 à Blot (Menat), pour 5 d. à Saint-Quintin (Menat), pour 4 d. à Augerolles, pour 2 d. 1/2 à Ayat (Saint-Gervais) etc. (43). Des exemples tirés d'une même région montreront mieux encore le succès très variable des enchères :

Localités de la région d'Ambert (1791) :

Communes	Remises sur la foncière à 12 d.	Remises par adjudication	Remises sur la mobilière à 3 d.	Totaux
Ambert-ville	358. 3	330. 1. 3	149.18. 9	480 l.
Ambert-Campagne.	1180. 6. 3	421. 3. 3	38.16. 9	460 l.
Job	1197. 4	143. 1	36.19.11	180 l.
Saint-Martin	372. 2. 1	60.19.11	15.10. 1	82 l. 10
Thiolières	155. 1	65. 7. 6	4.12. 6	70 l.
Vertolaye	271.15	67.18. 9	10.18. 5	78 l. 17.2
Le Monestier	240. 1.10	43. 9. 9	11.10. 3	55 l.
Cunlhat	1078.11. 1	800.	44. 7. 7	244 l. 7.7

(42) Les délits de concussion et de falsification de rôles relevaient de la compétence du tribunal criminel de département.

(43) A Saint-Quintin, par exemple, les enchères partent de 200 l. avec Mathieu Lamoray ; Annet Barret offre 180 l., Verillon 160, Jean Laurent 150 et Annet Chanselme 140 l. La lutte devient alors serrée entre Laurent et Chanselme, qui descendent jusqu'à 100 l. ; au prix d'une dernière concession, Chanselme l'emporte pour 86 l. (L. 4795) (3 juin 1792). — A Augerolles, le procès-verbal rapporte les propositions suivantes : Pierre Duval, 18 d. p. l. ; Antoine Chambon, 12 d. ; Chomette, 11 d. ; Annet Lavet, 9 d. ; Desfarges aîné, 8 d. ; François Peroux, 7 d. ; Annet Lavet, 6 d. ; Peroux, 5 d. ; Lavet, 550 l. ; Jean Burias, 500 l. ; Lavet, 480 ; Burias, 470 ; Lavet, 450 ; Burias, 440 ; Lavet, 400 ; Burias, 380 (8 août, L. 5615).

Mêmes localités (1792) :

Communes	Remises sur la foncière à 12 d.	Remises par adjudication	Remises pour la mobilière à 3 d.
Ambert-ville	388.14.7	280	
Ambert-campagne	945. 4.7	270	
Job	951. 9	100	
Saint-Martin	300. 3.5	85	mêmes chiffres
Thiolières	123. 5	68	qu'en 1791
Vertolaye	218.16.3	115.9.6	
Le Monestier	241. 1.3	130	
Cunlhat	825. 3.6	249.6.9	

(44).

Qu'il y ait eu beaucoup de percepteurs bénévoles, on ne saurait l'affirmer ; cependant, ce cas se rencontre au Vernet-Sainte-Marguerite, à Maringues, à Giat, Fernoël, Puy-Guillaume, Orcet, etc. Au Vernet, les enchères commencent à 600 pour s'abaisser jusqu'à 50 l. Le résultat proclamé, Jean Martin, cabaretier, annonce qu'il fera la levée « pour rien, promettant de donner 3 l. au profit des pauvres » (45). Le directoire de Thiers cite la municipalité de Puy-Guillaume, qui « s'est toujours signalé par un patriotisme éclairé » et en particulier son maire Raynaud « qui a accepté et offert de faire gratuitement les fonctions de receveur de l'imposition » (46). Lorsque le directoire départemental représente à Besseyre, procureur de la commune d'Orcet, que la loi ne lui permet pas d'assurer la perception, sans une adjudication préalable, Besseyre proteste de la pureté de ses intentions : il a accepté « par devoir, plus que par goût cet exercice pénible et sans rétribution » (47).

Mais ceux qui se comportent ainsi n'écoutent pas toujours la voix du désintéressement. Le directoire d'Ambert s'en explique franchement devant le Conseil du district, le 6 novembre 1791 : « Il est si peu permis, Messieurs, de douter de l'agiotage qui se pratique en matière d'assignats de la part des receveurs généraux et particuliers de ce district, que l'on sait à ne pouvoir pas en douter que c'est dans cet espoir que dans plusieurs paroisses de ce district, la recette des deniers publics a été adjugée à vil prix. Il en est même où l'adjudication s'est faite au rabais ; disons mieux où l'adjudicataire a sorti des espèces de sa poche, pour obtenir la

(44) L. 3006.

(45) 24 janvier 1792 (L. 3982).

(46) 11 août 1791 (L. 262). — A Maringues, le 18 septembre 1791, Jean-François de Benoist s'offre également à faire la levée gratis (L. 5615).

(47) Lettre du 18 février 1792 (L. 1251).

recette... » (48). On ne comprend que trop l'empressement de certains officiers municipaux à cumuler avec leurs fonctions administratives la charge de percepteur. Tel, ce maire de Chanonat, Vasson, qui se fait nommer « receveur des impositions », à force d'intrigues, que dénoncent au directoire de Clermont 80 habitants de la localité ; l'administration départementale, saisie, fait procéder à une adjudication ; mais Vasson se refuse à restituer les rôles. Si le district autorise le Conseil général de la commune à envoyer douze hommes de la garde nationale au domicile du maire, c'est avec la recommandation expresse de n'employer la violence qu'à la dernière extrémité. Menacé par Monestier de comparaître devant le tribunal de Clermont, Vasson s'incline : sa résistance avait duré six mois (49). De même, le directoire d'Ambert mène une enquête sur les agissements d'un municipal de Champétières, Jean Batisse, qui encaisse indûment les impôts au lieu et place du percepteur régulièrement nommé (50).

Il est, certes, de plus nombreuses communes — et non des moindres — où la perception trouve difficilement des adjudicataires.

Le 2 juillet 1791, le Conseil général de la ville de Thiers décide d'ouvrir les enchères le surlendemain. Le 4, contre-temps : les officiers municipaux ne se sont pas tous présentés ; on renvoie au jour suivant, mais l'abstention de certains membres de la municipalité persiste. Le procureur de la commune, Brugière, prend sur lui de décider, le 10 juillet, que l'adjudication se fera « malgré le petit nombre des membres présents ». La lutte se circonscrit entre deux preneurs seulement et la baisse ramène de 1.500 à 500 livres le chiffre de la remise. Le dernier « sous-enchérisseur » Barge obéit-il par la suite à des influences ? Il se récusé le 24 juillet, sous le prétexte que le recouvrement est « au-dessus de ses forces ». Il faut donc recommencer et cette fonction peu recherchée échoit à Grangeon-Giraud pour 800 l. (51).

A Riom, on n'annonce l'adjudication de 1791 que le 19 août 1792. Comme personne ne se propose, le maire Milanges offre le maximum du taux de remise. Le Sr. Bordes fils accepte, le 7 octobre, au sou pour livre de la foncière (52).

(48) L. 2748.

(49) L. 246 et 262.

(50) Délibération du 24 septembre 1791 (L. 2800).

(51) *Arch. de la ville de Thiers* (registre des délibérations).

(52) Registre des délibérations de Riom (*Arch. communales de Riom*).

Le directoire d'Ambert invite la municipalité de Fournols à ne pas se décourager si, à deux reprises, elle a vainement ouvert le marché : il lui reste à consentir le taux le plus élevé et puis à désigner l'un des siens (53). La même administration envoie un commissaire à Marat, qui s'est donné un percepteur moyennant une somme exorbitante (54). A Plauzat, le crieur avise la population « un grand nombre de fois, mais sans succès » (55). A Sauvagnat, près de Champeix, « les municipaux lèvent les deniers, attendu qu'aucun contribuable n'a voulu se charger du recouvrement » (56).

Si les visiteurs des rôles relèvent et les districts dénoncent des irrégularités dans la tenue des enchères, on ne saurait s'en étonner (57). D'un état adressé au directoire du département, le 9 janvier 1793, il ressort que les formes prescrites par la loi ont été rarement observées par les municipalités de la région de Besse (58). Le directoire d'Ambert note que les procès-verbaux « ne sont point du tout, à part trois ou quatre, conformes à ceux que (les municipaux) auraient dû dresser » (59).

L'insuffisance des documents interdit une étude chronologique des adjudications. Du moins peut-on, grâce aux journaux des visiteurs des rôles, reconstituer partiellement, et pour des dates déterminées, la situation du personnel de la recette.

1° Lors d'une tournée effectuée par J.-B. Albarède sur le territoire du district de Clermont, en mai 1792 : sur 15 communes des cantons de Saint-Amand-Tallende, Monton et Plauzat, 7 n'ont pas encore de percepteur (par exemple Saint-Amand-Tallende, Saint-Saturnin, Saint-Sandoux) ; 17 localités des montagnes d'Herment, Bourg-Lastic et Olby présentent une proportion plus satisfaisante, puisque 12 d'entre elles sont pourvues (Herment attend encore son adjudicataire).

2° En juin 1792, J.-B. Albarède parcourt le district de Besse : il trouve des percepteurs installés pour la plupart depuis août, septembre, octobre 1791, dans les 30 villages qu'il visite (60).

(53) Lettre du 26 décembre 1791 (L. 2800).

(54) 7 août 1791 (L. 2800).

(55) 25 mars 1792 (L. 3982).

(56) Tableau de tournée de J.-Fr. Albarède, 5-19 avril 1792 (L. 1040).

(57) Ainsi dans la région d'Ambert, à Ambert même, Job, Thiolières, Arlanc, Grandrif, Olliergues, Le Brugeron (état du 24 prairial an II) (L. 1251). — De même à Chaze (district de Billom) (L. 1089), à Saint-Julien-près-Herment (L. 262).

(58) L. 1251.

(59) Lettre du 11 mai 1793 (L. 1251).

(60) L. 1040.

3° La randonnée de J. Fr. Albarède, en avril 1792, dans les cantons de Neschers, Champeix, Vodable et Saint-Germain-Lembron, fait ressortir que 21 des 37 municipalités interrogées se sont mises en règle.

4° Le même visiteur passe, en mai, sur la rive orientale de l'Allier et note la présence de 25 percepteurs dans 35 communes (cantons d'Issoire et de Sauxillanges) (61).

Vers le milieu de l'année 1792, un bon tiers des adjudications étaient encore attendues. On remarquera que des localités proches de villes comme Clermont et Issoire accusent un retard sur des pays franchement montagneux. Deux agglomérations tout à fait voisines du chef-lieu, Chamalières et Royat, n'ont pas encore procédé aux adjudications, en mars 1792 (62), mais la municipalité de Clermont vient seulement de terminer la sienne. Les centres ne prennent pas les devants, parce que la levée des contributions s'y annonce comme particulièrement ardue ; le percepteur doit fournir un cautionnement très élevé ; en outre, l'époque tardive de la mise en recouvrement des rôles urbains décourage beaucoup d'adjudicataires (63).

Quand le ministre réclame « les relevés des taux des remises auxquelles la perception de 1791 a été adjugée », l'administration départementale se renseigne auprès des directoires des districts qui, à leur tour, se heurtent à la passivité des officiers municipaux (64). Le directoire de Clermont transmet sa liste complète le 21 mars 1793 ; mais il ne s'agit que de la perception des contributions de 1791 (65). A cette date, le directoire de Thiers s'enquiert de la remise faite au percepteur de Culhat (Lezoux), seule commune qui n'ait pas communiqué les résultats de ses enchères (66). Les administrateurs d'Ambert déplorent, le 11 mai suivant, que trois de leurs municipalités, « malgré de vives et réitérées sollicitations » les fassent toujours attendre (67) ; leurs collègues de Montaigut, encore moins avancés, ne possèdent dans leurs cartons « qu'un petit nombre de procès-verbaux » (68). En vérité

(61) L. 1040.

(62) Tableau de travail du visiteur Campagne, 3 avril 1792 (L. 1040).

(63) Cf. p. 245.

(64) Lettre du directoire du district de Clermont, 3 janvier 1793 (L. 1251).

(65) L. 3733.

(66) Lettre du 22 mars 1793 (L. 5591).

(67) L. 1251.

(68) Lettre du 13 juin 1793 (L. 1251). Le directoire de Riom signale, le 23 mai 1793 « que la majeure partie des municipalités est encore en retard d'envoyer le procès-verbal d'adjudication » (L. 1251).

ces retards, imputables à l'habituelle négligence des Conseils généraux de communes, n'impliquaient pas, en eux-mêmes, un péril pour le recouvrement ; seul paraissait en souffrir le contrôle des remises offertes par adjudication (69).

Les rôles d'acompte de 1791

Les contributions de 1791 sortirent de l'atelier législatif de la Constituante, alors que les populations du royaume restaient redevables de fortes sommes sur le montant des anciens impôts ; ainsi, le Puy-de-Dôme ne se libéra pour 1790 que dans le courant de 1792 (70). A ne pas tenir compte de cette lente liquidation, on allait à des déceptions concernant la levée des nouvelles charges. En insistant sur l'accélération nécessaire des paiements arriérés, Tarbé souligna que le terrain devait être déblayé au plus tôt (71). Les lois sur la foncière et la mobilière spécifièrent que les contribuables se libéreraient par versements mensuels (72). Le décret du 28 juin, essentiel, ordonna que tous les rôles rendus exécutoires avant le 15 juillet, fussent mis en recouvrement, pour moitié, le 30 septembre au plus tard (73). Quant aux redevables, dont les municipalités auraient déposé leurs matrices après le 15 juillet, ils paieraient, dans le même délai, un acompte égal à la moitié de leur cotisation de l'année 1790. Aux yeux du législateur, cette mesure présentait un caractère transitoire.

Tâche supplémentaire pour les officiers municipaux ; il leur fallait nécessairement établir des rôles spéciaux, sur lesquels, en face des cotes de 1790, les percepteurs inscriraient les sommes reçues (74). Or, toutes les communes du Puy-de-Dôme tombaient sous le coup de ces dispositions. Le directoire du département ne pouvait que trop recommander la célérité dans l'exécution ; il le comprit et, en termes pompeux, marqua l'importance du décret : « Le maintien de la tranquillité publique et le recouvrement accéléré de l'impôt sont aujourd'hui les premiers devoirs

(69) On voudrait connaître les professions des percepteurs, mais ni les procès-verbaux des adjudications, ni les journaux des visiteurs des rôles ne contiennent de renseignement à ce sujet.

(70) Cf. p. 90.

(71) Circulaire du 17 juin 1791 (Bloch, *Recueil*, p. 261).

(72) Bloch, *Recueil*, p. 155.

(73) Bloch, *Recueil*, p. 286.

(74) Les officiers municipaux et les notables donneraient l'exemple en inscrivant leurs propres noms en tête des listes d'acompte.

des citoyens. La révolution est faite, il n'est besoin pour en jouir que d'être en paix et d'alimenter le trésor public... » (75).

Le Conseil général de Riom discuta la question le 2 août 1791 ; mais en raison « de la diversité des opinions... (et) pour donner aux opinions le loisir de méditer sur cette loi », aucune résolution ne fut adoptée à cette séance (76). Le 5 août, les officiers municipaux décidèrent de convoquer les citoyens afin de leur permettre d'assister à la confection des rôles d'acompte. Cette assemblée n'eut qu'un très médiocre succès ; les membres du Conseil général désiraient n'opérer qu'en présence d'un nombre suffisant de citoyens actifs : ils attendirent de deux heures à quatre heures de l'après-midi. Alors le maire Soubrany prononça « un discours très propre à montrer la nécessité de l'impôt pour le maintien de la tranquillité publique » ; puis il s'inscrivit, paya et tous ses collègues l'imitèrent, ainsi que « plusieurs citoyens ».

La plupart des communes du district de Thiers adressèrent leurs rôles au directoire, du 26 août au 1^{er} septembre 1791 (77) ; cependant il y en eut qui tardèrent jusqu'en décembre à se mettre en règle (78). Les municipalités du district de Montaigu se conformèrent au décret dans le cours de septembre et d'octobre (79). Le 26 décembre, il ne restait plus qu'un rôle arriéré dans le ressort d'Issoire ; deux dans celui de Riom et un dans celui de Billom, en janvier 1792 (80). Par contre, Monestier pouvait s'étonner que 58 corps municipaux du district de Clermont n'eussent pas terminé leur rédaction à la fin de décembre 1791 : « Il est inconcevable qu'une opération aussy urgente marche avec autant de lenteur » (81).

De toute manière, ces dates dépassent singulièrement le délai du 30 septembre, fixé pour l'acquittement des rôles. Les administrateurs du département avouent que leurs circulaires « ont eu peu ou point de succès » (82). Leurs collaborateurs des districts en auront-ils davantage ? « Faites tout ce que votre zèle

(75) Circulaire du 21 juillet 1791 (L. 991).

(76) Registre des délibérations de la ville de Riom (*Arch. communales de Riom*).

(77) L. 5401.

(78) L. 1292.

(79) Les acomptes étaient versés dans leur totalité, le 11 novembre 1791 (L. 1256).

(80) L. 1028.

(81) Lettre de Monestier au directoire du district de Clermont, 24 décembre 1791 (L. 3919). — Le 17 novembre, le Conseil général du département s'était félicité un peu légèrement qu'un réel effort eût été fourni (L. 223).

(82) Lettre-circulaire aux directoires de district, 30 septembre 1791 (L. 3919).

vous suggérera de plus utile et de plus puissant ». Mais que peut ce zèle, faute de moyens de coercition ? Le directoire du Puy-de-Dôme le sent : il arrête, le 26 octobre, que « les officiers municipaux qui n'ont pas encore remis à leur receveur le rôle de 1791 sont et demeurent responsables du retard qu'ils ont apporté au recouvrement... (ils) seront tenus de verser dans quinzaine pour tout délai entre les mains du receveur le montant de l'imposition provisoire... (ils) seront contraints audit versement par toutes voyes dues et raisonnables » (83).

Cet arrêté reçoit une exécution partielle, grâce au procureur général syndic et à quelques directoires de district. Monestier signale à l'administration de Besse les municipalités de Trémouille-Saint-Loup, Cros, Bagnols, Saint-Sauves et des Bains-du-Mont-Dore comme susceptibles de recevoir garnison (84) ; le procureur syndic de Besse fait loger chez les municipaux « deux huissiers du tribunal de cette ville » et obtient l'achèvement des rôles (85). A Clermont, le directoire exhorte le receveur Weleat à dénoncer les retardataires (86). La répugnance de ce receveur à entamer des poursuites explique peut-être l'arriéré exceptionnel dont Monestier déplorait la persistance dans la région du chef-lieu.

Le ministre Tarbé en arrive à faire sienne la méthode que le département du Puy-de-Dôme adopta le 26 octobre : la Proclamation, qu'il rédige et que Louis XVI signe le 15 décembre 1791, prescrit aux receveurs de décerner des contraintes solidaires contre les municipalités coupables de négligence dans la confection des rôles d'acompte (87). Monestier porte cette Proclamation à la connaissance des autorités locales par un nouvel arrêté, dont les effets, estime le ministre, ne pourront qu'être « sensibles et prompts » (88). L'approbation de Tarbé encourage le directoire départemental à presser le procureur syndic et ses collègues du district de Clermont (89). Ceux-ci obligent Weleat

(83) L. 231 et 3919.

(84) Lettre du 10 décembre 1791 (L. 3280).

(85) Lettre du receveur du district de Besse au procureur général syndic, 4 février 1792 (L. 1256).

(86) Le directoire écrit non sans ironie : « Nous connaissons trop, Monsieur, les moyens de douceur dont vous avez usé de tous les tems pour craindre que vous donniés plus d'extension à la présente autorisation surtout lorsque les municipalités vous justifieront de quelque diligence pour parvenir à la confection des rôles en question » (Lettre du 28 janvier 1792, L. 3920).

(87) Bloch, *Recueil*, p. 334.

(88) Arrêté du 24 décembre 1791 et lettre de Tarbé du 31 décembre (L. 1256, 3919, 4402).

(89) Lettre du 28 janvier 1792 (L. 3920).

à s'exécuter et 41 municipalités sont l'objet de sanctions qui fléchissent les plus obstinés (90).

Au début de février 1792, bien qu'il ne reste que dix communes en retard dans l'ensemble du département, le ministre s'impatiente (91) et, le 8, paraît un troisième arrêté, qui confirme les dispositions précédentes (92). Les visiteurs des rôles s'emploient dès lors à faire tomber les dernières résistances ; leur correspondance atteste l'achèvement des rôles d'acompte en avril-mai 1792 (93).

Ainsi le décret du 28 juin 1791 avait reçu son exécution, avec des retards allant jusqu'à six et huit mois, bien que le travail exigé eût consisté en une simple copie des rôles de 1790.

Les municipaux se comptent, qui donnent le bon exemple à leurs concitoyens en payant les premiers (94). A lire une adresse de la Société populaire de Riom au directoire départemental, « les écrits (de l'Assemblée nationale) envoyés dans les municipalités ne produisent aucun effet ; à peine sont-ils lus par les fonctionnaires publics, qui devraient les mettre à la portée du peuple, en les lui expliquant... (or) le paiement de l'impôt est la base inébranlable de notre constitution ; ...il faut trouver des moyens capables d'exciter les citoyens à acquitter cette dette sacrée envers la patrie... » (95). Mais que peuvent les directoires sans rôles d'acompte ?

La marche du recouvrement varie d'un district à l'autre. Thiers et Issoire tiennent la tête, Besse et Clermont ont les rentrées les moins satisfaisantes : résultats en rapports avec la rapidité de formation des rôles (96). Déjà, le 15 octobre 1791, le

(90) Etat, en date du 4 février 1792 et signé de Weleat, des contraintes décernées contre les municipalités du district de Clermont : Blanzat, Saint-Vincent-Blanzat, Nohanent, Lussat, Saint-Sulpice, Bourg-Lastie, Saint-Julien-Herment, La Roche, Heume-l'Eglise, Sauvagnat, Prondines, Olby, Mazayes, Allagnat, Saint-Bonnet-Oreival, Saint-Pierre-Roche, Gelles, Saint-Jean-les-Monges, Rochefort, Saint-Martin-de-Tours, Perpezat, Murat-le-Quaire, Nébouzat, Vernines, Aurières, Saulzet-le-Froid, Saint-Berthélemy et Saint-Julien-Aydat, Montredon, La Varenne, Le Vernet, Olloix, Authezat, La Sauvetat, Le Crest, Jussat, La Roche-d'Onnezat, Malintrat, Aulnat, Cormède, Les Martres-d'Artières.

(91) Lettre de Tarbé du 5 février 1791 (L. 1028).

(92) L. 232.

(93) Lussigny l'annonce, le 4 février 1792, pour la région d'Ambert (L. 1040).

(94) Ainsi les municipaux de Riom (cf. p. 249), ceux de Puy-Guillaume, de Plauzat.

(95) Adresse des membres de la Société des Amis de la Constitution de Riom à Messieurs les administrateurs du directoire du département du Puy-de-Dôme (L. 1256). Elle fut envoyée à l'occasion de la Proclamation du 24 juin 1791.

(96) Cf. p. 239.

directoire de Thiers affirme « avec satisfaction, combien les paroisses formant ce district se sont empressées de former leurs rôle d'acomptes, les redevables à s'acquitter envers la nation » (97). Les médiocres versements d'Ambert inspirent au procureur syndic de cette ville une note plus réservée : « Le recouvrement se fait encore avec assez d'activité si vous le comparez surtout à la triste situation à laquelle notre district se trouve réduit par les fléaux de toute espèce qui l'ont désolé cette année » (98). La proportion des paiements sur des rôles d'acompte s'élève à 61 % au 1^{er} janvier 1792 pour tout le département (99). Clavière n'a pas tort de déplorer les retards, mais il se trompe lorsqu'il assure qu'au début de mars, « il n'y avoit de recouvré... qu'environ la moitié du montant de ces rôles » (100). En fait, ni la lettre pastorale de Grégoire engageant les fidèles au paiement de l'impôt (101), ni les exhortations ministérielles, même transmises par le canal des Amis de la Constitution de Clermont (102) ne peuvent dispenser d'attendre l'achèvement des rôles. Monestier veut gagner du temps et s'abstenir d'user des contraintes. Il écrit aux procureurs syndics sur le ton sensible : « Veuillez ne rien négliger de tout ce qui est prescrit par la loi relativement aux contributions et m'éviter le désagrément de vous faire des reproches. Mon cœur y répugne, mon devoir m'y force » (103). Son substitut, Chollet, désire nettement « mettre tout en usage pour les encourager (les municipalités) à ter-

(97) L. 5399.

(98) Lettre du 13 janvier 1792 au procureur général syndic (L. 1269).

(99) 53 % à Ambert, 47 % à Besse, 69 % à Billom, 37 % à Clermont, 78 % à Issoire, 50 % à Montaigut, 84 % à Thiers (au total 1.331.254 l. sur 2.168.400 l.).

(100) Lettre du 29 mars 1792 (L. 991).

(101) Le 1^{er} mars 1792, le département décida l'impression et l'envoi aux communes d'une lettre pastorale de Grégoire, « considérant que de l'acquittement des contributions, de la soumission aux loix, du respect pour les personnes et les propriétés, dépendent entièrement le salut de l'Etat, l'ordre et la tranquillité publique » (*Bibl. de la ville de Clermont*, A. 1643).

(102) On lit au registre des délibérations du directoire du département, à la date du 24 avril 1791, la relation suivante : « Une députation de citoyens amis de la Constitution s'est fait annoncer et a mis sur le bureau une lettre à eux écrite par M. Clavière relative au recouvrement des contributions publiques. Ces citoyens ont exposé que cette lettre contenoit différentes réflexions précieuses et auxquelles il seroit important de donner la plus grande publicité et ont demandé que le directoire voulut bien peser dans sa sagesse s'il ne paroîtroit essentiel et utile qu'elle fut réimprimée au compte du département. — Le directoire, ouï le procureur général syndic, considérant que cette lettre contenoit des exhortations à tous les bons citoyens pour hâter le recouvrement des impositions, que les sages réflexions dont elle étoit rempli devoit déterminer tous les citoyens français aux plus grands efforts a arrêté que ladite lettre sera imprimée et adressée à toutes les municipalités de ce département pour y être lue à l'issue de la messe paroissiale » (L. 233).

(103) Lettre du 4 avril 1792 (L. 1028).

miner cette opération », afin de ne pas recourir « aux voyes de rigueur » (104). Une amélioration décisive se produit effectivement, en mai et en juin 1792, lorsque tous les rôles sont en recouvrement (105). 92 % de l'acompte figurent aux recettes du département le 30 juin 1792, soit 50 % du montant de la contribution foncière (106).

Les paiements de juin 1792 à juin 1793

La dernière tranche des contributions de 1791 aurait dû être encaissée par les percepteurs, précisément en juin 1792. Mais le décret qui fixait les dates des versements définitifs ne remontait qu'au 20 mars (107). Ainsi la Législative accordait un délai trop court ; d'autre part elle compromettait la rentrée des contributions de 1792 par mensualités normales : celles-ci ne viendraient à échéance qu'à partir du 31 juillet et il devenait dès lors improbable qu'elles fussent entièrement acquittées au 1^{er} janvier 1793, un retard en entraînant un autre.

Il faut distinguer trois périodes dans la seconde moitié de l'année 1792 : un ralentissement très net marqua le milieu de l'été, époque des fenaisons et des moissons ; un redressement s'opéra à l'entrée de l'automne. Dans le district de Montaigut, la foncière avait encore produit 11.082 l. en juin ; elle tomba à 3.355 l. en juillet, 7.711 l. en août, pour se relever jusqu'à 31.192 l. en septembre. A Clermont, elle donna 12.740 l. en juillet, 13.896 en août et 50.910 en septembre. Les recettes d'Issoire et de Thiers traçaient une courbe analogue (108). Clavière nota qu'en août « la progression du département » ne représentait pas le 24^e du montant des rôles (109). Nouvelle stagnation au commencement de l'hiver : à Thiers, le recouvrement se chiffra à 7.550 l. en novembre contre 28.444 en septembre.

(104) Lettre du 21 mai 1792, adressée au procureur syndic de Thiers (L. 991).

(105) C'est l'époque où plusieurs visiteurs des rôles montrent que les communes rurales sont disposées à verser des acomptes (L. 1040) et où le directoire de Thiers écrit que les municipalités « ont senti l'importance de l'acquit des subsides » (Lettre au directoire du département du 13 juin 1792, L. 5591).

(106) 81 % à Ambert, 89 % à Besse, 100 % à Billom, 85 % à Clermont, 103 % à Issoire, 70 % à Montaigut, 102 % à Riom, 99 % à Thiers (au total 1.996.100 l. sur 2.168.400 l.) ; comparer avec le tableau de la note 99.

(107) Bloch, *Recueil*, p. 365.

(108) A Thiers, plus d'irrégularité, mais une tendance analogue : en mars, 4.833 l. ; en avril, 7.306 ; en mai, 8.574 ; en juin, 18.425 ; en juillet, 10.857 ; en août, 18.113 ; en septembre, 28.444.

(109) Lettre du 30 octobre 1792 (L. 1256).

Le directoire départemental soumit un compte de gestion pessimiste au Conseil général réuni en décembre. « Le tems s'écoule, disait le rapporteur, et la masse de l'arriéré s'accumule d'une manière effrayante pour le particulier peu aisé » (110).

La situation ne s'améliora guère avec 1793. Le directoire de Montaigut déplora la faiblesse des versements en janvier. Le receveur de Thiers, Darrot, réclamait « un parti décidé et ferme pour les opérations » et les administrateurs de répondre en l'approuvant : « S'il n'est pas acquitté (l'impôt) il faut renoncer à notre existence politique » (111). Les temps approchaient où des remèdes plus énergiques figureraient à l'ordre du jour : signe de ces temps : le 26 mai, la municipalité jacobine de Riom décida de ne plus délivrer de certificat de civisme « sans justification du paiement des contributions » (112). Mais la Convention attendait davantage des subventions extraordinaires sur les riches (113) ; après avoir aboli l'institution des visiteurs des rôles, elle renonçait à la patente ; de toute manière elle n'adoptait aucune mesure nouvelle, susceptible d'obliger le contribuable à se libérer rapidement.

Il y eut une faible amélioration pour la foncière, au printemps de 1793 (principalement marquée dans le district de Clermont) ; par contre, le rendement de la mobilière était affligeant. Au 1^{er} juin 1793, la caisse de Thiers avait reçu 87 % de la foncière et 22 % de la mobilière ; celle d'Ambert 81 % de la foncière et 27 % de la mobilière. Quant aux contributions de 1792, elles se réduisaient parfois à des sommes dérisoires (ainsi 715 l. à Ambert) (114).

*Tableau du recouvrement en juin 1793 dans le district
de Clermont*

L'état des paiements arrêté par le receveur Maignol, au 7 juin 1793, est un document suggestif (115). La Limagne a de l'avance sur la montagne : presque toutes les localités de la plaine ont versé au moins 60 % de l'impôt, tandis que nombre de villages montagnards doivent encore 60 à 70 %. La faiblesse relative

(110) Séance du 13 décembre 1792 (L. 228).

(111) Lettres du 8 et du 11 janvier 1793 au procureur général syndic (L. 5591).

(112) Registre des délibérations de la ville de Riom.

(113) Décrets des 9 et 18 mars 1793 (Bloch, *Recueil*, p. 406).

(114) L. 1269.

(115) L. 1002.

de la charge favorise les rentrées ; ainsi dans le canton de Bourg-Lastic, la seule commune épargnée, celle de Savennes (4 s. 5 d. p. l.), se distingue des autres par son empressement à se libérer (99 %). Son exemple a peut-être contribué à élever la proportion de sa voisine Messeix (62 %), en dépit d'un taux de contributions assez considérable (12 s. 9 d. p. l.). Au contraire, Bourg-Lastic (11 s. 5 d. p. l.), Briffons (14 s. 5 d.), retardataires, ont influé sur Saint-Julien-Puy-Lavèze. Le canton de Rochefort offre des particularités analogues : Laqueuille, Perpezat, Heume-l'Eglise, villages sur lesquels la foncière pèse fortement, boudent le percepteur ; Murat-le-Quaire apprécie son taux avantageux (4 s. 5 d. p. l.), puisqu'il ne lui reste plus que 5 % de ses versements à effectuer. On pourrait expliquer de la même manière la bonne volonté des cantons de Gerzat, Aubière, Beaumont, Cournon, tous ménagés. Mais cette règle ne se vérifie pas absolument partout : les cantons de Saint-Amand-Tallende, La Roche-Blanche, Plauzat, se sont acquittés assez rapidement d'une lourde imposition.

La position géographique rend également compte de ces différences. Non seulement les pays de la plaine étaient mieux placés pour entendre les appels venus de Clermont, mais les visiteurs des rôles purent les parcourir avec une fréquence suffisante, alors que les routes ou mieux les chemins de la montagne rebutaient les courriers et les agents du fisc. Dans le massif de l'ouest, l'état d'esprit pouvait même varier d'une vallée à une autre : la Sioule supérieure passe à Saint-Bonnet-Orcival et ramasse à sa droite les eaux venues d'Aurière, Vernines, Nébouzat, Olby ; or ces localités opposent leur faible rendement à celui, beaucoup plus important, d'agglomérations comme Orcival et Saint-Pierre-Roche bâties sur le Sioulot ; Perpezat, sur la Vergne, acquitte mal sa contribution, alors que Rochefort, bourg situé sur une autre rivière affluente de la Miouse, s'en préoccupe davantage. L'isolement montagnard favorise de la sorte les dispositions purement locales.

Pour être différent, le cas de Clermont n'en mérite pas moins une remarque. Le chef-lieu n'exerça pas seulement en matière de patente une influence fâcheuse sur les ruraux de ses alentours : Chamalières, Royat, Nohanent, Sayat, Cébazat ont imité la ville en ne payant, comme elle, la foncière, que dans la proportion de 40 à 55 %. Par contre, le village de Durtol, dont le taux ne dépassait pas 5 s. 1 d. p. l., se montra zélé (83 %).

Causes générales des retards

Le recouvrement devait nécessairement souffrir des lenteurs dans l'assiette et la répartition de l'impôt. Montesquieu disait déjà à la Constituante : « Nous aurions pensé que les impositions directes seraient beaucoup plus tôt réparties, que les rôles seraient incessamment faits... » (116). Guyton-Morveau expliquait à la Législative qu'inévitablement « partout le passage de l'ancien régime à un nouvel ordre a produit des chocs, occasionné des frottements qui ont retardé la marche » ; et le député de la Côte-d'Or précisait : « Des impositions à asseoir sur des bases toutes nouvelles, des administrateurs à qui le zèle n'a pu tenir lieu d'expériences ; voilà les causes de ce retard. Mais il n'y a certainement ni mauvaise volonté ni impuissance des contribuables... On ne peut payer ce qui n'est pas déterminé » (117).

Sans blanchir ni les municipalités, ni même les directoires, qui ont pris souvent fait et cause pour les contribuables, on peut affirmer que l'attitude de ces derniers a été pour beaucoup dans celle des autorités, et à la campagne plus encore que dans les villes. On n'en voudrait comme preuve que la lettre adressée par les administrateurs de Clermont à Sertilange, percepteur de Saint-Germain-près-Herment :

« Nous vous renvoyons le rôle que vous nous avez fait passer ainsi que le procès-verbal d'exécution auquel les contribuables se sont opposés. Il est malheureux que vous éprouviés des obstacles dans l'exercice de vos fonctions. Votre rôle est exécutoire. Rien ne peut en arrêter les effets et y porter la moindre atteinte est une violation à la loi au maintien de laquelle les autorités constitués doivent réunir tous leurs efforts... Nous écrivons à la municipalité de Briffond et nous l'invitons à rappeler à leurs concitoyens l'obligation de leur devoir qu'un instant d'erreur a pu leur faire méconnoître » (118).

Le directoire de Besse signale l'agitation que créent dans sa région les nommés Andraud du Cros et Amblard d'Espinouse : ces particuliers « se refusent non seulement au paiement de l'impôt, mais encore cherchent à se faire des proselyttes. Ils disent tout haut, qu'on feroit bien de ne rien payer » (119).

(116) *Moniteur*, t. VIII, p. 473.

(117) *Moniteur*, t. X, p. 592.

(118) Lettre du 15 janvier 1793 (L. 3732). — Briffond, en réalité Briffons, localité du canton de Bourg-Lastie, avoisinait d'autres communes en retard dans leurs paiements. Saint-Germain-près-Herment est à proximité du même canton (cf. p. 255). On voit par là encore les influences d'une commune sur une autre.

(119) Canton de Latour (L. 1256).

Plusieurs individus de Royat sont dénoncés « pour des propos inciviques tendants à empêcher le recouvrement de l'impôt » (120). A Ennezat, le cabaretier Quantin provoque des rassemblements, harangue « propriétaires et journaliers », affirme qu'on triple les impôts : « Je suis sûr, dit-il, qu'on va vous écraser, vous payerés bien cher les dixmes, voilà ce que nous vallent les patriotes » (121). A Usson, une véritable émeute se produit, lorsqu'un commis du receveur d'Issoire arrive pour « être établi en garnison sur les contribuables en retard de payer leur contribution ». Les mutins veulent « fermer la porte de la maison commune et faire la guerre civile ». Le maire Mathavel écrit dans son rapport : « Il nous a jamais été possible d'appaiser le peuple furieux qui a toujours persisté à crier en jurant qu'il ne payerait point de taille » (122). Ces incidents, pour être exceptionnels, n'en traduisent pas moins le mécontentement des ruraux.

Quelle responsabilité les prêtres réfractaires assument-ils dans le développement d'une opinion hostile aux contributions nouvelles ? Echo d'un certain nombre d'administrations départementales, François de Neufchâteau accuse les agissements de ces curés, à la tribune de la Législative (123). Son collègue François de Nantes opine dans le même sens : « Les recouvrements se font avec lenteur dans les campagnes, mais comment pourraient-ils s'y faire tant que vous aurez 15 ou 20.000 prêtres qui diront à des hommes simples que, former de nouveaux rôles, c'est offenser Dieu et que payer l'impôt, c'est se damner ? » (124). Seules les régions de Besse et d'Herment écoutent des mots d'ordre de ce genre. D'un procès-verbal dressé le 17 janvier 1793 par les officiers municipaux de Singes (canton de Tauves), « il résulte que le Sr Sénèque, curé de ladite paroisse s'est permis des propos tendant à soulever les esprits contre le maire ajoutant qu'il ne fallait pas remettre le rôle de 1791 au receveur » (125). Ce fait local confirme le témoignage important du directoire de Besse, qui, à la même époque, écrit formellement à l'administration départementale : « Tout s'oppose à l'affermissement de la Constitution. La cause n'est point inconnue ; le refus ne peut

(120) L. 256.

(121) L. 262.

(122) Rapport du 8 septembre 1792 (L. 4441).

(123) Séance du 17 novembre 1791 (cf. Marion, *Histoire financière*, t. II, p. 306).

(124) *Moniteur*, t. XII, p. 304.

(125) L. 246.

venir que d'une promesse secrète d'une prochaine contre-révolution... Le refus ne peut émaner que des sourdes menées des prêtres réfractaires et qui ne soupirent qu'après l'ancien régime... » (126). La montagne de Besse, dont l'agitation religieuse inquiéta les autorités (127), paya précisément ses impôts avec beaucoup de difficultés (128). Mais d'autres contrées, qui ne connurent pas cette propagande, tardèrent autant à satisfaire leurs percepteurs (129).

Les assemblées entendent toujours d'une oreille complaisante les orateurs qui vantent les facultés des contribuables. La Législative applaudit le savant Guyton-Morveau, raisonnant ainsi : « Qui est-ce qui pourra croire qu'une nation qui a supporté une masse d'impositions et de perceptions qui s'est élevée à 769 millions dans les années qui ont précédé la révolution, ne puisse aujourd'hui en fournir 586 ? » (130). Dans son rapport du 1^{er} février 1793, Cambon avancera de même devant la Convention : sous l'ancien régime, les contributions directes donnaient 213 millions ; en 1792, elles ont produit 206 millions ; « conséquemment, le peuple a payé volontairement ce que le despotisme avait peine à obtenir » (131). Sans retenir des chiffres très discutables, on s'étonnera qu'une phraséologie si facile tienne lieu de mesures efficaces pour faire rentrer l'impôt.

Les troubles de 1789 et des années suivantes ne remédièrent pas à la crise économique qui sévissait à la fin de l'ancien régime. En janvier 1791, alors qu'Amelot presse la rentrée de la contribution patriotique, le directoire du Puy-de-Dôme lui répond qu'il est « dans l'impossibilité de satisfaire dans ce moment à sa demande ; la cause s'en trouve dans la misère et la pénurie générale du département » (132). Or, l'année qui commence réserve aux cultivateurs le malheur de gelées printanières prolongées. Besse évalue à 473.000 l. les dommages soufferts par son territoire (133). Le directoire d'Ambert rapporte qu'une trentaine de ses communes « sont dans la plus affreuse misère... l'artizan et le pauvre y manquent de pain » (134). Les administrateurs du

(126) Lettre du 31 janvier 1792 (L. 1256).

(127) Cf. Reynouard, *Un chef-lieu de district*.

(128) Cf. p. 250, où il est question précisément des contraintes imposées aux régions de Latour et de Tauves.

(129) Ainsi la région de Clermont.

(130) Séance du 22 décembre 1791 (*Moniteur*, t. X, p. 692 ; cf. déjà p. 245).

(131) *Moniteur*, t. XV, p. 338.

(132) Délibération du 21 janvier 1792 (L. 231).

(133) Lettre du directoire de Besse du 8 juin 1792 (L. 3285).

(134) Lettre du directoire d'Ambert du 2 juin 1792 (L. 2802).

département partagent cette manière de voir : « Nous pensons, en effet, comme vous, Messieurs que la misère du département est au comble, et que c'est trop à elle que l'on doit attribuer le retard qu'éprouve le recouvrement » (135).

Les gelées de printemps accablent de nouveau les campagnes en 1792. Le directoire de Thiers ouvre en conséquence un registre de pétitions destinées à obtenir des secours et des diminutions d'impôts (136). Le procureur de la commune, Brugière, déclare, le 25 septembre, que les ouvriers couteliers ne peuvent plus se procurer « les choses de première nécessité » et ajoute qu'il faut de toute urgence « prévenir le cri du pauvre » (137). On notera également ces deux détails significatifs : à Lempty, commune du fertile canton de Lezoux, « le percepteur interrogé pourquoi personne n'avait payé, il a répondu que cette imposition (la mobilière) était regardée comme la pome de discorde, que n'atteignant que les plus malheureux, ils n'avaient voulu, et même il faut le dire, ils ne pouvaient payer » (138) ; d'autre part, la municipalité d'Aubière décide de vendre l'herbe des communaux pour permettre aux habitants d'acquitter leurs impôts (139). Les fléaux naturels contribuent donc à aggraver le sort des redevables peu fortunés, déjà victimes d'une répartition vicieuse.

Perturbations provoquées par la chute de l'assignat

La crise monétaire fausse le jeu normal des rentrées et trompe les prévisions du Trésor.

Le numéraire, et en particulier la monnaie de billon, se cache. Le 30 septembre 1790, le directoire d'Ambert écrit au département : « Il existe dans tout notre district la plus grande disette de monnaie ; il est certain que le commerce de détail de la ville d'Ambert, seule ressource d'une grande partie des paroisses voisines, ne peut se soutenir qu'avec le secours de ce même numéraire qui diminue tous les jours » (140). La situation ne s'améliore pas : en mars 1792, « la rareté du numéraire qui augmente de

(135) Lettre du 6 juin 1792 au directoire d'Ambert (L. 2802).

(136) Délibération du 24 avril 1792 (L. 5402).

(137) *Arch. de Thiers* (registre des délibérations).

(138) Lettre de la municipalité de Lempty au directoire de Thiers, 28 décembre 1792 (L. 5618).

(139) Délibération de la municipalité d'Aubière, du 14 avril 1793, approuvée le 7 mai par le directoire de Clermont et par le département (L. 256).

(140) L. 2800.

jour en jour nous fait craindre quelque insurrection populaire » (141). Le contribuable apportera peu volontiers et difficilement des espèces si rares au percepteur. Restent les versements en assignats. Le directoire de Thiers adresse au receveur Darrot, qui vient d'être désigné, un avertissement caractéristique : « Le receveur du district ne pourra refuser de recevoir les paiements qui lui seront faits en assignats » (142).

Mais l'assignat se prête à la falsification et à l'agiotage ; en outre il se déprécie. On fabrique de faux assignats avec du papier d'Ambert (143). Le Conseil de ce district, que touche gravement la crise monétaire, se plaint des manœuvres des percepteurs : « les uns se permettent de refuser les assignats qui leur sont présentés en paiement et exigent qu'on s'acquitte en espèces sonnantes. D'autre ne veulent pas se prêter à l'échange de gros contre de petits assignats (144). D'autres enfin font une différence entre les assignats et le numéraire effectif. Le motif a pour but de procurer la défiance à l'égard de ces billets, de favoriser les viles et coupables spéculations des marchands de numéraire, de discréditer les gros assignats par l'insuffisance des moyens d'échange ; disons mieux, de se procurer du numéraire, et de se rendre eux-mêmes coupables du commerce le plus illicite... ». Et l'assemblée du district d'avancer comme preuve de ses dires les offres suspectes de perception gratuite (145).

Une conséquence importante de la dépréciation de l'assignat est la facilité relative avec laquelle les détenteurs de papier-monnaie peuvent se libérer de leur dû : à ce point de vue, la crise favoriserait les versements. En réalité, le contribuable peut trouver son intérêt à reculer l'échéance, spéculant sur la baisse : alors que le prix de toute chose augmente, le montant de l'impôt ne varie pas, et la charge va s'allégeant. Quoi qu'il en soit, le Trésor fait un marché de dupe.

Les documents ne permettent pas de préciser dans quelle mesure le discrédit de l'assignat hâta ou ralentit les rentrées. Faut-il considérer comme un indice, que les rentrées plus fortes de septembre 1792 aient suivi le relèvement momentané de l'assi-

(141) Lettre du 9 mars 1792 au directoire du département (L. 2802).

(142) Lettre du 18 septembre 1790 (L. 5398).

(143) Roederer, procureur général syndic du département de Paris, écrit à Monestier qu'on a découvert à Passy des papiers provenant d'Ambert destinés à la fabrication de faux assignats ; il faut arrêter le citoyen d'Ambert soupçonné (L. 1414).

(144) Il y avait pénurie de petits assignats.

(145) Délibération du 6 novembre 1791 (L. 2748). — Cf. p. 244.

gnat pendant l'été ? (146). De même, la nouvelle baisse du papier-monnaie en automne a-t-elle réellement entraîné la moins-value dans la perception à la fin de l'année ? En somme le contribuable se tiendrait le raisonnement suivant : l'assignat tombe, j'attends une chute plus marquée pour payer ; l'assignat regagne des points, je m'empresse de me libérer alors qu'il ne m'en coûte pas trop ; de toute manière, je veux profiter de l'instant où le signe monétaire me paraît atteindre le maximum de sa dépréciation. Etat d'esprit assez naturel dans un pays de faible richesse mobilière.

Les pertes éprouvées par le Trésor sont d'une appréciation fort délicate. On admettra que les percepteurs n'ont guère encaissé que des assignats. A défaut d'états quotidiens, voici quelques exemples : le département avait versé 1.331.254 l. sur la contribution foncière ; au 1^{er} janvier 1792, on peut évaluer approximativement le rendement réel à 1.118.000 l. (147) ; le 30 juin, 73 % de l'acompte auraient été acquittés et non 92 % (148) ; un calcul analogue indiquerait pour le district d'Ambert une proportion de 59 % au lieu de 81 % (149), à la date du 30 juin 1793.

Les décharges et réductions

Le décret du 21 août 1791 régla avec précision, mais pour la contribution foncière seulement, les « demandes en réduction formées par les propriétaires ou possesseurs et par les communautés et districts » :

1° la portion contributive assignée est indépendante de toute décharge et modération ; le paiement doit donc précéder la réclamation ;

2° les doubles emplois ne pourront être portés à la connaissance des directoires de district que dans les trois mois qui sui-

(146) Cf. p. 253.

(147) Les paiements n'ont pu commencer qu'en juillet 1791, le décret datant du 28 juin. L'assignat avait déjà perdu 10 % de sa valeur ; il en perdit 16 % en moyenne pendant la seconde moitié de l'année 1791.

(148) Perte moyenne de l'assignat de janvier à juin 1792 : 28 %. Ainsi la recette au 30 juin aurait été réellement de 1.596.000 l. et non de 1.996.000.

(149) Les mêmes règles donnent :
montant de la foncière à Ambert : 521.476 l.

	rentrées réelles	rentrées théoriques
1 ^{er} janvier 1792	143.470 l.	170.798 l.
30 juin 1792	207.357 l.	259.530 l.
30 juin 1793	310.027 l.	427.843 l.

Cf. également p. 253.

vront la publication du rôle : l'administration du département décidera sans appel ;

3° pour l'année courante, on imputera les réductions sur des fonds de non-valeur, pour la suivante, on les rejettera sur les autres contribuables, communes, districts ; les frais d'expertise incomberont aux intéressés (150).

La Constituante se sépara avant d'avoir adopté un règlement analogue pour la contribution mobilière et la Législative ne s'en préoccupa guère qu'après le 10 août. Le décret du 26 août 1792 combla une lacune criante de la législation (151) : il est singulier que l'Assemblée tarda à voter un texte qui, ne présentant aucune disposition originale, aurait pu paraître un an plus tôt.

Aurait-on voulu, par des retards dans la publication des décrets, permettre aux contribuables de se pourvoir en temps utile, que ce désir n'aurait pas pu être exaucé dans le Puy-de-Dôme, si arriéré dans ses paiements* (152). Le directoire du département s'en plaignit à Clavière, qui se montra disposé à accorder des adoucissements (153). Mais la Convention consultée renvoya à son Comité des finances et celui-ci, en refusant de prendre une décision, montra qu'il penchait pour une application de la loi « dans toute sa plénitude » (154).

Par contre, ses dispositions rigoureuses furent tempérées sur un point particulier. Plusieurs directoires de district observèrent que les curés ne touchaient pas leur traitement « faute de pouvoir rapporter quittance d'une imposition qui excédait leurs facultés » (155). Le département préconisa la solution suivante : sur les émoluments, on retiendrait le montant de la contribution (156). Clavière fit sienne cette équitable ligne de conduite (157).

Dans quelle mesure, communautés et particuliers profitèrent-ils des décrets du 21 août 1791 et du 26 août 1792 ? De multi-

(150) Bloch, *Recueil*, p. 299. — Le ministre Beaulieu confirma ces dispositions essentielles dans une circulaire du 7 juillet 1792. Il attirait particulièrement l'attention des districts sur la tenue de leurs registres (Bloch, p. 377).

(151) Bloch, *Recueil*, p. 389.

(152) D'ailleurs, les habitants de la campagne surent très tard « dans quels temps et dans quelle forme ils devaient se pourvoir en décharge et réduction » (Lettre du directoire d'Ambert du 4 juillet 1792, L. 2749).

(153) Lettre du 29 septembre et réponse du 10 octobre 1792 (L. 1145).

(154) Clavière au directoire du département du Puy-de-Dôme, 29 décembre 1792 (L. 1145).

(155) Ainsi le directoire de Besse : lettre du 8 octobre au département (L. 1145).

(156) Lettre au ministre, 12 octobre 1792 (L. 1145). — Il semble que la solution préconisée par Besse prévalut grâce à Chandeson.

(157) Lettre du 27 octobre 1792 (L. 1145).

ples exemples tirés des registres tenus par les directoires, il ressort quelques constatations qui s'imposent : les communes font généralement état de l'écart entre les revenus portés aux matrices et les chiffres des mandements (158) ; certaines incriminent les vices de l'assiette (159) ; les particuliers se plaignent des erreurs commises dans l'évaluation de leurs propriétés (160) ; plus fréquemment ils réclament contre l'exagération du taux auquel leurs biens ont été taxés (161) ; parfois, ils font grief à

(158) Exemples : commune de Tours (Billom), mandement : 12.230 l., revenu matriciel 15.271 l. (L. 3541). — Commune de Tortevesse (Herment), mandement : 4.180 l., revenu 5.000 l. Cette dernière commune proposait un impôt de 1.000 l., « diminution exagérée », estimait le directoire de Clermont (délibération du 16 mars 1793, L. 3733).

Dans cette catégorie entrent les moins-values pour la mobilière causées par la fuite ou la déportation de prêtres réfractaires.

Exemples : commune d'Olmet (Augerolles), Joseph Taillandier, vicaire : 52 l. 19.7 ; « ce vicaire a été déporté et n'a laissé aucun effet pour répondre de la cote à lui faite ou de partie d'icelle ».

Commune de Sermentizon : 123 l. 15.6 pour le vicaire, même motif (L. 1145).

(159) Extraits d'une lettre adressée par le procureur syndic d'Ambert Rigodon à Pradier, maire d'Auzelles (Cunhat) : « Vous me marquez par votre lettre du 16 de ce mois, que les officiers municipaux d'Auzelle, ayant examiné le rôle de la contribution foncière, que le district lui a fait passer, elle y a remarqué 1° que deux cottes essentielles y avoient été omise ; 2° des erreurs de calcul... que de la il est résulté des surcharges... Si les choses sont telles que vous le dittes, la loi du 28 aoust 1791 ouvre une ressource aux contribuables surchargés, celle du 26 mars 1791 vous en ouvre une autre pour corriger en 1792 les erreurs, omissions, double employe etc... » (L. 2810).

(160) Exemple : commune d'Orléat (Lezoux), Annet Morel, cultivateur : 6 l. 3.3 de réduction sur 67 l. 8.4 : « il avoit été porté au réclament un pré de 25 coupées 1/3 de la 2° classe estimé 16 l. 5 tandis que ce n'est qu'une terre de 21 coupées et 1/3 moitié de la deuxième moitié de la 3° classe et qu'il estime 4 l. » (Arrêté du directoire de Thiers du 20 décembre 1792, L. 1145).

(161) Exemples : pour la contribution foncière :

à Dorat (Thiers), François Thuel-Chastagne, curé, cote de 152 l. 4.4, décharge de 18 l. 17.2, « taxé sur son traitement au-dessus du taux fixé par la loi... La municipalité a reconnu en totalité la légitimité de la réclamation et a consenti à la réduction demandée par la pétition » (arrêté du 26 mars 1793) ;

à Courpière, Barthélemy Dufour-Riberolles, négociant de Thiers : cote de 174 l. 2.9, 74 l. 18.7 de réduction, « il avait été taxé au-dessus du taux fixé par la loi » (arrêté du 23 mai 1793).

Pour la contribution mobilière :

à Puy-Guillaume (Châteldon), Jacqueline Caulain, cote de 5 l. 8.9, réduction de 3 l. 0.9, « dans la confection de la matrice, l'on n'avoit point eu égard à la qualité de journalière et sa cote d'habitation se trouvoit en principal au-dessus du 40° » (arrêté du 8 janvier 1793) ;

à Courpière, Jacques Grolière, greffier du juge de paix : cote de 43 l. 5.8, réduction de 19 l. 19.11, « taxé sur son traitement beaucoup au-dessus du maximum fixé par la loi » (arrêté du 23 janvier 1793) ;

à Sermentizon (Courpière), Antoine Suchon, curé, cote de 289 l. 2.6, réduction de 204 l. 2.3, « il avoit été taxé sur son traitement au-dessus du taux fixé par la loi » (arrêté du 3 mai 1793) ;

à Saint-Victor (Saint-Rémy), 18 personnes sont déchargées de la même manière (arrêté du 10 avril 1793) (L. 1145).

leur municipalité de ne pas avoir eu égard à leurs charges de famille (162) ; il leur arrive d'invoquer leur misère (163).

Les officiers municipaux se défendent contre les arguments des contribuables, qui trouvent généralement un appui dans les directoires. Plusieurs habitants d'Orcet manifestent leur mécontentement ; la municipalité leur refuse la communication des états de sections. « Rien n'est plus contraire à la justice et à la raison qu'un semblable refus, écrit le directoire de Clermont. Aucune de vos opérations ne doit être cachée à vos comettans » (164). Le même directoire soutient des pétitionnaires de Saint-Julien-Puy-Lavèze : « Vous voudrés bien vous pénétrer des motifs de leurs plaintes. Il est facheux d'en exciter de légitimes et le plus sage parti après la faute commise est de la réparer » (165). Les administrateurs produisent, dans ces occasions, de belles formules de moralité politique : « Les diverses opérations que demande l'impôt foncier sont très multipliées, mandent-ils aux municipaux de Saint Amand-Tallende. Il arrivera sans doute qu'avec les intentions les plus pures il sera commis quelque injustice : c'est une suite de l'erreur de l'esprit humain ; mais il reste les moyens de les réparer et il faut que ceux de vos concitoyens qui se croient lésés soient convaincus de trouver toujours dans vos dispositions de quoy dissiper leurs allarmes et leur inquiétude » (166). Certains procureurs syndics ont la plume plus acérée ; tel Grangeon, de Thiers, qui envoie au Conseil général de Luzillat (Maringues) la note suivante : « Citoyens. Plusieurs des contribuables de votre commune ont réclamé. Leur pétition vous a été adressée et vous n'avez pas répondu. Ce silence est vraiment coupable. Il nous reporte aux temps où l'on ne pouvait obtenir justice des bureaux d'un intendant. Hâtes-vous donc si vous voulez que nous ne sévissions, hâtes-vous de nous faire passer ces pétitions et vos copies » (167).

Bien que les intéressés n'aient pas vu se coaliser contre eux municipalités et directoires, il serait pourtant imprudent de sup-

(162) Exemples : à Dorat (Thiers), Claude-Ignace Brugière, cote de 168 l. 1, réduction de 79 l. 5.3, « dans la confection de la matrice la municipalité n'avait point eu égard au nombre d'enfant du réclamant et il se trouvait taxé beaucoup au-dessus du taux fixé par la loi ». — André Benoit et Gabriel Moulin, cote de 17 l. 17.6, réduction de 9 l. 4.6, même motif (L. 1145).

(163) A Neyronde (Courpière), 6 habitants sont exonérés de la mobilière « vu leur misère » (arrêté du 11 février 1793).

(164) Lettre du 6 février 1793 (L. 3732).

(165) Lettre du 28 février 1793 (L. 3732).

(166) Lettre du 31 octobre 1792 (L. 3732).

(167) Lettre du 6 février 1793 (L. 5591).

poser qu'ils obtinrent une prompte satisfaction. Aucune ordonnance ne parut, en application des lois sur les décharges et réductions, avant le 15 août 1792 pour la foncière de 1791, avant janvier 1793 pour la mobilière. Ainsi à Ambert, les fonds de non-valeurs se montèrent à 2.174 l., du 16 août 1792 au 20 mai 1793, consacrés à la foncière ; à 8.065 l., du 13 janvier au 22 mars 1793, en compensation de la mobilière. Sommes assez faibles en regard de celles que communes et particuliers disputaient aux percepteurs. La liquidation des erreurs commises au chapitre des contributions de 1791 ne sera d'ailleurs achevée qu'en l'an III ; celle de 1792 se prolongera jusqu'à la même époque éloignée.

En fait, le bilan exact des deux premiers exercices du nouveau système fiscal ne put être établi, et encore incomplètement, qu'avec un recul considérable.

La contribution patriotique

Il faut enfin tenir compte de l'effort exceptionnel que la Constituante avait exigé par son décret du 6 octobre 1789 : tout Français abandonnerait à la Patrie le quart de son revenu net, si ce revenu dépassait 400 l. (168). Il fut naturellement impossible de recueillir toutes les déclarations avant le 1^{er} janvier 1790, terme fixé par l'article 7 de la loi pour l'établissement de cette contribution. Pressés par Amelot, administrateur de la Caisse de l'extraordinaire, la Commission intermédiaire, puis le directoire départemental adressèrent vainement circulaires sur circulaires aux municipalités : 200 rôles restaient encore à rédiger au mois de décembre 1792, alors que les derniers paiements auraient dû être effectués pour le 31 mars 1792 (169). D'autre part les complaisances des autorités élues limitèrent les sommes inscrites sur les listes à 795.960 l. (170) ; ce chiffre représentait le dixième à peine du seul revenu foncier. Il est remarquable que les villes, appelées à fournir les plus gros contingents, mirent le moins d'empressement à s'acquitter (171) : au 1^{er} janvier 1793, l'ensem-

(168) Bloch, *Recueil*, p. 63.

(169) Art. 11 du décret du 6 octobre 1789. — Adresses de la Commission intermédiaire, 13 février et 27 avril 1790 ; circulaire du département, du 24 septembre 1791 (L. 1100). — Cf. également : L. Jalenques, *Les emprunts forcés sur le revenu sous la Révolution*, p. 18.

(170) L. 1268. — Jalenques donne le chiffre inexact de 781.283 l.

(171) Contingents de la ville de Clermont : 321.414 l. ; de la ville de Riom : 144.848 l., etc. (L. 1101).

ble du district de Clermont avait versé 209.747 l. sur 355.357 ; les communes rurales s'étaient libérées, mais le chef-lieu donnait le spectacle affligeant d'une dette de 178.978 l. (321. 414 l. au rôle) (172). Le mauvais vouloir des bourgeois des villes trouve encore son expression dans un tableau dressé en mai 1793 : les districts retardataires renferment précisément les plus grands centres urbains (173). La Terreur obligera les riches contribuables à s'incliner. Comme les contributions ordinaires du temps de la Constituante, la contribution patriotique ne se liquidera définitivement qu'au début du Directoire.

(172) L. 3969.

(173) Le tableau suivant montre que le district de Besse était aussi un des plus lents à s'acquitter.

En mai 1793 :			
sur 355.357 l.	le district de Clermont avait payé		230.516 l.
203.522 l.	» Riom	»	135.494 l.
62.160 l.	» Thiers	»	19.626 l.
69.195 l.	» Issoire	»	59.595 l.
6.774 l.	» Besse	»	3.802 l.
20.939 l.	» Montaigut	»	17.547 l.
20.578 l.	» Ambert	»	19.701 l.
57.430 l.	» Billom	»	57.430 l.
sur 795.960 l.	le département avait payé		566.622 l.

(L. 1268).

TROISIÈME PARTIE

L'ÉPOQUE DE LA TERREUR
ET DE LA RÉACTION THERMIDORIENNE
1793-AN III

CHAPITRE PREMIER

La Convention et les contributions directes depuis le début de 1793 jusqu'à messidor an III

Jusqu'à la chute des Girondins

Au printemps de 1793, la situation de la république empire rapidement. L'exécution de Louis XVI, la formation de la coalition générale, l'effondrement de l'assignat, le renchérissement du coût de la vie : tels sont les facteurs de la crise que rendent plus aiguë encore la trahison de Dumouriez et le soulèvement vendéen. Les Montagnards reprochent à la Gironde sa rhétorique impuissante, ses faiblesses coupables ; les Girondins dénoncent leurs adversaires comme des « anarchistes », « septembriseurs » hier, alliés des « enragés » à présent. La Convention est d'ailleurs emportée par le torrent des événements, condamnée à prendre des mesures au jour le jour, mise dans l'impossibilité de pratiquer une politique financière et même économique suivie. A suivre les séances orageuses de l'Assemblée, on se rend compte que, harcelée, tenue sans cesse par les périls de l'heure, il lui est matériellement impossible de concentrer sur l'aménagement des contributions une attention déjà fatiguée. Les bons conseils ne lui manquent pas, venant de Saint-Just, de Jacob Dupont, qui préconisent une adaptation raisonnée du système fiscal aux besoins du moment et aux principes démocratiques. La Gironde place sa confiance en Clavière qui compte sur les administrations départementales pour faire rédiger les rôles et rentrer l'impôt, stimule de son mieux les directoires, mais s'en tient somme toute à la méthode de persuasion civique, chère aux Cons-

tituants (1). Cambon a facilement l'oreille de l'Assemblée en préconisant les solutions paresseuses (2) : faute de ressources normales, puisque le contribuable se dérobe, c'est l'inflation (3) ; et mieux vaut renoncer à des contributions qui ne rentrent guère, que d'encourir le ridicule et l'impopularité, si leur maintien s'avère inefficace. Quand la Convention supprime les visiteurs des rôles, dont les fonctions rappellent par trop l'ancien régime, elle ne manifeste pas seulement son intention d'abandonner tout recours à l'inquisition fiscale, elle paraît s'attaquer à l'existence même de la patente. Du reste, patente et mobilière sont particulièrement désignées aux attaques de ceux des Conventionnels qui affectent de dénigrer l'œuvre des précédentes assemblées (4). La Gironde voit d'un assez mauvais œil des impôts destinés à frapper surtout les négociants. L'un des siens, Vernier, met à mal la patente le 21 mars, présente un plan de remaniement de la mobilière et dépose un projet de cadastre général des terres et biens-fonds (5). Décision redoutable, de bouleverser, en pleine crise politique et sociale, un système de contributions récemment appliqué.

Du moins les esprits s'orientaient-ils vers d'autres conceptions pour trouver des ressources ? L'idée de la progressivité de l'impôt faisait son chemin. Déjà, pour assurer le ravitaillement de Paris et des grandes villes, des contributions municipales extraordinaires étaient autorisées : ainsi l'Etat n'aurait plus à supporter les déficits causés par les achats de subsistances (6). Mais la Convention, qui votait des décrets destinés à rassurer les propriétaires, s'en tint au principe d'une subvention de guerre sur les riches (7) et, lorsque Vernier, à deux reprises (21 et 26 mars) proposa l'adoption d'un impôt progressif sur les richesses, l'adaptation de la mobilière à la progressivité, l'Assemblée passa à l'ordre du jour. Plaisait-il aux Girondins de paraître acquis à des mesures

(1) Cependant Clavière en vient déjà, le 9 janvier 1793, à préconiser le paiement de la foncière en nature (Marion, *Hist. financière*, t. III, p. 26).

(2) M. Marion voit dans Cambon le grand financier du parti montagnard (*Hist. financière*, t. III, p. 44). Or Cambon était centriste ; il détestait la Commune et les élus de Paris (A. Mathiez, *La Révolution*, t. II, p. 140 ; cf. F. Bornarel, *Cambon et la Révolution française*, 1905).

(3) Saint-Just dénonça le procédé, le 29 novembre 1792 (Marion, t. III, p. 26).

(4) Chabot défendit la mobilière, le 28 février 1793 et attaqua les Constituants, qui « écrasèrent la propriété territoriale comme si elle était moins sacrée que celle des rentiers » (*Moniteur*, t. XVI, p. 596).

(5) Bloch, *Recueil*, p. 407.

(6) Marion, t. III, p. 33.

(7) Décrets du 9 mars (Marion, t. III, p. 38) et du 18 mars 1793 (Bloch, *Recueil*, pp. 496-407).

hardies, alors que les Montagnards n'étaient pas encore capables de les imposer ? Robespierre au contraire prenait au sérieux ces propositions et demandait que fussent inscrits, dans la nouvelle déclaration des droits, le principe de l'exemption fiscale pour les pauvres et celui de la progressivité de l'impôt pour les autres citoyens (8).

La trahison de Dumouriez, en discréditant la Gironde, plaça le nouveau Comité de salut public entre les mains de la Plaine : Cambon, Barère devinrent, avec Danton, les membres les plus influents de ce gouvernement (9). La politique de confiance en l'assignat s'affirma (10) et Ramel qui, le 23 avril, vint proclamer avec force l'urgente nécessité de faire rentrer les contributions, fut applaudi mais non suivi (11). Les partis ne se laissaient arracher que peu à peu, avec répugnance, les mesures exceptionnelles qu'exigeaient les circonstances. Le premier maximum était voté non sans peine (4 mai) ; Ramel présentait à nouveau sans succès le plan d'un impôt progressif ; Cambon se faisait mieux écouter, lorsqu'il vantait les mérites d'un emprunt forcé que les Montpellierains, ses compatriotes, avaient établi pour équiper les hommes de la réquisition : le principe d'un emprunt du même genre, qui promettait un milliard d'assignats aux caisses de l'Etat, plaisait assez ; mais il restait à en fixer les modalités d'exécution et, comme par hasard, le Comité des finances tarda à les présenter (12). Quant à la Proclamation que le Conseil exécutif provisoire lança le 4 mai pour hâter l'achèvement des rôles de 1791, elle n'avait pas la prétention d'innover, puisque Clavière voulait simplement généraliser le recours aux commissaires (13). Le Comité de salut public ne songeait guère à exiger du ministre des comptes sur le rendement des impôts ; à la veille des évènements du 31 mai seulement, il lui demandait un rapport « sur les moyens d'accélérer le recouvrement des contributions et de lever toutes les difficultés qui semblent les retarder » (14). Mais Clavière était arrêté en même temps que les chefs girondins (15)

(8) Principes adoptés, le 9 juin, au lendemain de la chute des Girondins (Marion, t. III, p. 43).

(9) Créé le 5 avril (A. Mathiez, *La Révolution*, t. II, p. 189).

(10) Décrets du 8 et du 11 avril (Marion, t. III, pp. 46-47).

(11) Marion, t. III, pp. 53-54.

(12) Cambon fit lui-même renvoyer le projet au Comité pour la définition des mots : riches, inciviques, suspects, susceptibles d'être appliqués aux citoyens qui souscriraient obligatoirement (cf. Bornarel, p. 261).

(13) Le Puy-de-Dôme connaissait déjà cette institution (Bloch, p. 408).

(14) 28 mai 1793 (Bloch, *Recueil*, p. 410).

(15) Il expédia d'ailleurs les affaires jusqu'au 13 juin.

et l'adoption de mesures vraiment efficaces dépendait de la nouvelle majorité à la Convention.

Ainsi la période très agitée de la mort du roi à la chute de la Gironde laissait l'œuvre fiscale de la Constituante à demi ruinée. Tandis qu'elle supprimait la patente, annonçait sans la réaliser une refonte de la mobilière, négligeait la liquidation d'un arriéré inquiétant, la Convention n'avait même pas la satisfaction de procurer à la République des ressources immédiates, bien qu'exceptionnelles. La coalition de la Plaine et de la Montagne serait-elle animée par cet esprit de décision qui avait fait défaut à l'association Cambon-Clavière ?

Le gouvernement révolutionnaire

Or les vainqueurs du 2 juin, comme étonnés de leur triomphe, voulurent donner l'impression d'une modération rassurante. Certes, en décrétant le 9 juin que « l'absolu nécessaire à la subsistance des citoyens (serait) exempt de toute contribution », la Convention semblait jeter les bases de cette progressivité fiscale qui, plusieurs fois proposée, restait toujours à réaliser (16). Mais elle évita de fixer « le nécessaire moyen », de manière à n'inquiéter ni les moyennes fortunes, ni surtout les petites. On vit Robespierre s'élever contre une déclaration obligatoire des revenus, laquelle pourrait mécontenter beaucoup de citoyens et grossir les rangs des fédéralistes. Avant de quitter le ministère, Clavière s'accorda le loisir de rédiger une circulaire renvoyant à des temps meilleurs l'établissement du cadastre (17). Sans doute le ministre girondin mit en avant un argument assez sérieux, à savoir que l'évaluation parcellaire uniforme des fonds supposait l'adoption du système métrique, encore à l'étude. En fait, la crise générale, le manque de crédit ne dressaient-ils pas des obstacles autrement redoutables à une entreprise qui occu-
pera une bonne moitié du XIX^e siècle ?

En juillet 1793, au moment d'entreprendre une lutte sans merci contre ses ennemis du dedans et du dehors, la République une et indivisible appliquait aux contribuables des méthodes de ménagement qui convenaient plutôt à un gouvernement faible ou à une ère paisible. Quelle pouvait être la portée du décret

(16) Bloch, *Recueil*, p. 410.

(17) Bloch, *Recueil*, p. 410.

du 17 juillet ? il fixait au 30 novembre suivant l'échéance extrême des paiements pour 1791, mais ne prévoyait aucune sanction (18). Le nouveau ministre Destournelles s'en rapportait toujours aux départements et aux districts du soin de prendre « les mesures les plus efficaces » pour le recouvrement ; ne prônait-il pas l'affichage des noms des contribuables retardataires (19) ? La contribution foncière de 1793 attendit le 3 août pour être réglementée par une loi qui fuyait toute originalité (20) : les officiers municipaux se contenteraient « de délibérer les changements qu'ils (croiraient) devoir faire... aux matrices existantes » ; un seul souci se marquait, celui de soulager les contribuables : un fonds de non-valeurs fixé à 24 millions procurerait les décharges et réductions ; la somme versée au Trésor ne serait que de 240 millions, charge infiniment moins forte que celle de 1792, puisque l'assignat n'avait plus la même valeur ; enfin le dégrèvement, voté antérieurement au profit de 17 départements leur restait acquis « provisoirement » (21).

Or les circonstances amenèrent la Convention à adopter, le 9 août, une résolution grosse de conséquences. Le ravitaillement de la capitale et des principaux centres préoccupait d'autant plus le Comité de salut public robespierriste que les Enragés et les adversaires de la Révolution comptaient sur la disette pour le renverser. Le décret du 27 juillet contre les accapareurs répondait déjà aux menaces tumultueuses des foules inquiètes ; la taxation générale en était le corollaire inévitable, mais les Montagnards eux-mêmes se résignaient mal à la suppression entière de la liberté des transactions. Du moins des greniers d'abondance durent s'organiser dans tous les districts et, pour pourvoir à leur alimentation, une disposition invita les possesseurs de grains à payer leurs contributions en nature (22) : le décret ne faisait pas de ce versement une obligation ; les paysans pouvaient se libérer « en totalité ou en partie » ; mais un fait vraiment nouveau apparaissait dans la législation fiscale.

Au reste, le décret du 23 août sur la levée en masse exigea bientôt que les propriétaires, fermiers et détenteurs de grains

(18) Bloch, *Recueil*, p. 414.

(19) Proclamation du 18 juillet 1793 (Bloch, p. 415).

(20) Le débat tourna court (cf. Marion, t. III, p. 141 ; également Bloch, p. 416).

(21) Circulaire du 20 août 1793 (Bloch, *Recueil*, p. 420).

(22) Bloch, *Recueil*, p. 419. — Delacroix parla le 25 juillet d'un impôt en nature (Marion, t. III, p. 141).

eussent à payer en nature non seulement toutes leurs contributions arriérées, mais les deux tiers de celles de 1793 (23). L'emprunt forcé suivit, le 3 septembre, sur le rapport de Ramel (24) : il tendait à renforcer l'obligation d'une déclaration des revenus, inscrite dans les précédentes lois et comportait une échelle de progressivité très nette ; un abattement à la base, d'au moins mille livres et lié aux charges de famille, exonérait la masse des petites gens ; les « fonds oisifs gardés en caisse, en portefeuille ou chez un dépositaire » faisaient l'objet d'une mention particulière : les capitaux « placés à intérêt ou mis en valeur dans le négoce » avaient mauvaise presse en un temps où l'on voyait partout des accapareurs. En vérité, la suppression de la patente avantagait singulièrement les commerçants et le projet de réduction de la mobilière les ménagerait encore.

Mais le maximum général allait paralyser tout le mouvement des affaires dans l'intérêt du ravitaillement des sans-culottes. L'application de cette grave mesure, l'exaspération des dangers aboutissaient à la proclamation de la Terreur et à l'établissement d'une dictature de salut public. Dès lors des taxes révolutionnaires se multiplièrent, destinées à procurer des ressources nécessaires à une action rapide ; le département du Puy-de-Dôme ne fut pas épargné. Dans une circulaire, en date du 21 brumaire an II, Destournelles précisa les conditions dans lesquelles les réquisitions des représentants en mission pouvaient être également imputées sur le compte des recouvrements en nature (25).

Lé Comité des finances, dont Cambon demeurait le membre le plus en vue, achevait enfin la mise au point de la nouvelle contribution mobilière. On avait fourni un effort très réel pour la rendre moins tyrannique. D'impôt de répartition, elle tendait à devenir impôt de quotité : la « somme préfixée » disparaissait, la matière imposable réglait la quote-part de la commune, celle-ci le contingent du district qui, à son tour, déterminait la part contributive du département (26). L'ensemble ne devait fournir que 30 millions au lieu de 60. Ramel exprimait d'ailleurs une opinion courante en affirmant que « le procès de la mobi-

(23) Les Montagnards ne se faisaient aucune illusion sur le rendement d'impôts payés en assignats dépréciés ; ils voulaient au moins que l'arriéré permit le ravitaillement des villes et des armées. Mesure de circonstance et non doctrinale. — Sur le décret du 23 août, cf. Bloch, p. 422 et ci-dessous, chap. III.

(24) Bloch, *Recueil*, p. 422.

(25) Bloch, *Recueil*, p. 447.

(26) Circulaire de Destournelles, 20 frimaire an II (Bloch, p. 452).

lière (était) jugé ». Il aurait voulu un remaniement sérieux de la foncière, dans le sens des paiements en nature ; mais la Convention se refusa à le suivre sur le terrain d'une expérience aussi vaste (27).

A partir du 14 frimaire an II, l'administration se centralise. C'en est fini de l'indépendance des départements et des districts. Les directoires départementaux, qui n'avaient que trop souvent soutenu le fédéralisme, perdent la plupart de leurs attributions ; cependant, ils gardent le contrôle des contributions ordinaires. Lorsque la Convention établit une contribution extraordinaire de guerre, à raison du dixième des sommes portées aux rôles de l'emprunt forcé, elle s'adresse aux agents nationaux des districts et des communes pour assurer l'exécution (28).

Comme le gouvernement révolutionnaire tend les énergies du pays vers la victoire de la République, l'époque se prête moins que jamais à une refonte du système fiscal (29). Du moins, le Comité de salut public, sous l'influence de Robespierre et de Saint-Just, réagit bientôt contre l'abus des taxes révolutionnaires ; de même qu'il supprime les tribunaux et commissions révolutionnaires créés par les représentants en mission (30), il ordonne aux districts de lui présenter un état précis des sommes « qui n'étaient point exigées, comme impositions, par la République » et un autre des matières d'or et d'argent, livrées à la monnaie ou aux receveurs (31). Déjà, le 18 frimaire, la Convention avait blâmé les représentants qui avaient opéré des réquisitions forcées de matières d'or et d'argent. Cambon s'était emporté, le 26 frimaire, contre le gaspillage des effets d'église (32). Un arrêté du 27 prairial oblige les détenteurs de sommes provenant des taxes révolutionnaires ou de dépouilles d'églises à en rendre compte aux agents nationaux (33).

Point de mesures violentes pour hâter le recouvrement des impositions ordinaires. Le Comité de salut public se contente, le 9 prairial, de menacer les communes, qui ne se mettraient pas en règles, des sanctions prévues par la loi du 14 frimaire. La

(27) Marion, t. III, p. 143. — Le Comité des finances annoncera une fois de plus, le 29 vendémiaire an III, la prochaine disparition de la mobilière (Bloch, p. 414).

(28) 17 prairial an II (Bloch, p. 469).

(29) Tallion affirmait, le 15 prairial, que, jusqu'à la paix, il y avait danger à modifier le système des contributions existantes (*Moniteur*, t. XX, p. 640).

(30) A. Mathiez, *La Révolution*, t. III, p. 168.

(31) Circulaire du 30 germinal an II (Bloch, p. 641).

(32) Marion, t. III, p. 173.

(33) Marion, t. III, p. 176.

Commission des revenus nationaux procède, auprès des districts, à une enquête sur la situation des rentrées (34).

Le régime utilise les impôts pour le ravitaillement des marchés, mais il vit toujours de l'assignat. Cambon poursuit la réduction de la dette, bien que la chute du papier-monnaie lèse fort les rentiers (35). Robespierre, Saint-Just, Couthon sont préoccupés par la réalisation de leurs vues d'avenir ; mais la fragilité des procédés financiers en vigueur ne laisse pas de les mécontenter, d'autant plus que seul de tous les Comités, celui des finances échappe à l'autorité du Comité de salut public (36). Dans son discours du 8 thermidor, Robespierre marque Cambon.

Après thermidor

Cambon apparaît, plus encore après la chute du grand Comité de salut public que du temps de celui-ci, l'homme nécessaire du Comité des finances. Rien ne manifeste, au début, le changement de personnel gouvernemental ; le décret du 12 brumaire an III sur les biens des détenus étend même les dispositions de l'emprunt forcé à cette catégorie de suspects (37). Cambon voit surtout dans la séparation des églises et de l'Etat une excellente économie, par la suppression du budget des cultes (16 frimaire) (38).

Mais la réaction thermidorienne ne tarde pas à s'attaquer au système économique et fiscal de la Terreur. L'anarchie dans le domaine des échanges se développe d'elle-même avec l'effondrement des méthodes compressives organisées par le gouvernement révolutionnaire. On va vers la disparition de toute réquisition et de toute taxation. Au décret du 19 brumaire an III, supprimant le contrôle des marchés, répond celui du 23, qui rapporte les dispositions antérieures sur la contribution foncière en nature (39). Ainsi est anéantie une des rares créations de l'époque montagnarde, au moment même où la chute irrémédiable de l'assignat place la Trésorerie dans une position désespérée (40). A vrai dire, le paiement de l'impôt en grains

(34) 12 messidor an II (Bloch, p. 470).

(35) A. Mathiez, *La Révolution*, t. III, p. 173.

(36) A. Mathiez, *La Réaction thermidorienne*, p. 13.

(37) Bloch, *Recueil*, p. 481.

(38) A. Mathiez, *La Réaction thermidorienne*, p. 168 et Marion, t. III, p. 236.

(39) Bloch, *Recueil*, p. 482.

(40) Elle compromettait également le ravitaillement des villes et des marchés.

commençait à peine à s'effectuer que les Thermidoriens l'interdisaient. Frimaire voit une nouvelle poussée de réaction. Avec la loi du 23 nivôse an III, qui supprime la contribution mobilière, amnistie les contribuables défaillants pour les exercices arriérés, réduit encore la foncière de 1794 toujours payable en assignats dévalorisés, une liquidation totale de l'œuvre fiscale de la Constituante paraît ouverte. La déroute des exigences gouvernementales en matière d'impôt accompagne la décomposition du pouvoir d'achat de l'assignat. La dilapidation est à l'ordre du jour. Le rôle de Cambon ne survit pas à l'émeute du 12 germinal : cet homme qui avait pratiqué surtout une politique d'expédients, pas toujours heureux sans doute, mais souvent indispensables, succombe en regrettant sa participation au 9 thermidor (41).

Lorsque, à la suite du 1^{er} prairial, la majorité thermidorienne, ayant fait place nette autour d'elle, pourra travailler à la construction d'une république ploutocratique à son image, il lui faudra nécessairement restaurer l'édifice des contributions. De là, les lois de messidor et de thermidor an III, qui commanderont la politique fiscale du Directoire.

(41) Voir le jugement de M. Marion, *Hist. financière*, t. III, p. 285.

CHAPITRE II

Jacobinisme et taxes extraordinaires dans le département du Puy-de-Dôme

La première année de la République en Auvergne

Le relief accidenté mit l'Auvergne à l'abri des grands remous politiques. Le pays eût néanmoins à souffrir de la rareté du numéraire, de la dépréciation de l'assignat et de la pénurie des denrées. La bourgeoisie des villes suivit avec timidité l'évolution vers le jacobinisme. La campagne, parfois sensible aux menées des prêtres réfractaires, se soucia peu d'envoyer ses fils aux armées.

Certes les élections à la Convention donnèrent une députation en majorité montagnarde : Couthon, Maignet, Romme, Soubrany, J.-B. Monestier, la dominaient (1). Mais le directoire départemental, renouvelé à Ambert (13-16 novembre 1792) ne comprit que deux jacobins, Favier et Noyer-Dubouyt ; les Chandezon, Besse, Espaignon, Molin et, à leur tête, le procureur général syndic Chauty tenaient pour les Girondins (2). Certains directoires de district, celui d'Ambert par exemple avec Rigodon, Cisternes et Vimal-Lajarrige, semblaient plus enclins à soutenir des mesures d'exception. Les municipalités des villes étaient souvent divisées : à Clermont, une importante fraction du Conseil général autour de Barre, Breschet, Dijon de Saint-Mayard, s'opposait au maire Michel Monestier (3).

(1) Bonnefoy, *Histoire de l'administration dans la province d'Auvergne*, t. IV, p. 399.

(2) Bonnefoy, *ibid.*, t. I, pp. 358-359.

(3) Mège, *Puy-de-Dôme en 1793*. — Dijon de Saint-Mayard avait été élu député suppléant à la Convention

Une certaine agitation de surface accompagna la levée des 300.000 hommes (4). Puis l'insurrection de la Lozère causa des inquiétudes (5). Les membres du directoire départemental se préoccupaient peu de la répression des mouvements contre-révolutionnaires (6) ; ils préféraient s'élever contre les querelles des partis à la Convention ; lors du 2 juin, ils blâmèrent la violence faite à l'Assemblée (7). Eux, que l'insurrection vendéenne laissait indifférents, virent froidement la poussée des Lyonnais sur le Forez (8). Seule la minorité jacobine s'employa à briser l'attaque qui menaçait les districts d'Ambert et de Thiers (9).

*L'œuvre des représentants en mission Couthon, Maignet
et Chateauneuf-Randon*

Les proconsuls montagnards séjournèrent dans le Puy-de-Dôme en septembre, puis en novembre (10) : époque capitale dans l'histoire politique du département. L'organisation d'une grande levée contre Lyon précéda de peu le renversement du directoire à tendances fédéralistes (11) : des 13 administrateurs arrêtés le 13 brumaire, deux, Molin et Chauty furent exécutés et trois, Faucher, Besse et Goutay mis en surveillance (12). En même temps, la commission de surveillance, créée à Lyon par

(4) Troubles relatés par Mège (pp. 17 à 20) (L. 233).

(5) Le 28 mai, un détachement fut envoyé contre les insurgés de la Lozère, soulevés par Charrier et par les prêtres réfractaires ; Noyer-Dubouyt, Morin et Engelvin se rendirent alors dans le Cantal. En juin, une nouvelle alerte se produisit vers Condat et Marcenat, entre Mont-Dore et Cantal (L. 323). — Voir abbé Delon, *La Révolution en Lozère* (thèse lettres, Clermont, 1923).

(6) Le Comité de Salut public était indigné de l'attitude de ce directoire (cf. lettre de Maignet publiée par Mège, *op. cit.*, p. 534).

(7) Cf. Mège, *op. cit.*, p. 70. Parmi les signataires de l'adresse à la Convention nous relevons les noms du très riche notaire du Crest, Viallevielle (cf. note 129, chapitre V de la II^e partie) et de Vimal-Flouvat, d'Ambert (fortune estimée à 150.000 livres dans l'impôt de Couthon).

(8) Cela ressort de la correspondance qu'on trouve dans la liasse L. 297.

(9) Noyer-Dubouyt joua un rôle de premier plan (cf. Mège, *op. cit.*, pp. 113 sqq.).

(10) La mission de Couthon, Maignet et Chateauneuf-Randon est du 21 août 1793. Les Conventionnels arrivèrent à Clermont le 29 août. Une partie de leur correspondance avec le Comité de Salut public figure aux tomes VI et VII du *Recueil* d'Aulard.

(11) Tous les membres du directoire du département furent destitués, à l'exception de Favier et de Noyer-Dubouyt ; les nouveaux administrateurs furent nommés le 5 frimaire (L. 295 et L. 299) ; également Mège, *op. cit.*, p. 261.

(12) Mège, *op. cit.*, pp. 271 et 272.

Fouché et Collot d'Herbois, faisait incarcérer Dijon et Barre, de la municipalité clermontoise (13).

Les représentants mirent une extrême activité à donner tout le pouvoir aux éléments jacobins. Ils ordonnèrent la démolition de tous les châteaux-forts et donjons, la destruction des signes extérieurs du culte (14) ; ils voulurent que les papiers judiciaires relatifs aux anciens procès fussent brûlés, comme susceptibles de troubler la paix des familles (15) ; ils décidèrent, pour l'éducation de la jeunesse et l'aide aux indigents, une contribution extraordinaire sur les riches (16) ; ils destituèrent des receveurs inculpés d'incivisme (17) ; ils s'efforcèrent enfin de combattre la disette (18).

L'an II

Une certaine détente suivit le départ de Couthon, de Maignet et de Chateauneuf-Randon. D'une part la résistance de Lyon s'effondra, ensuite l'autorité de la Convention montagnarde s'imposa.

Le nouveau directoire départemental siégea en permanence avec Noyer-Dubouyt, Favier, Saulzet, Laforie, Bonnet, Limet, Engelvin, Boutarel, des Jacobins d'ancienne date ou ralliés (19).

(13) François Roullion, envoyé par cette Commission, sera commissaire du Directoire exécutif dans le département du Puy-de-Dôme en l'an VII.

(14) Arrêté des 20 et 24 septembre (L. 295).

(15) Arrêté du 6 frimaire.

(16) Arrêté du 5 frimaire.

(17) Les receveurs d'Ambert et d'Issoire furent ainsi remplacés. Le directoire d'Ambert proposa, le 7 septembre, « le citoyen Rigodon fils de Viverols, juge au tribunal de ce district, dont le civisme, les lumières et le patriotisme sont connus, pour remplir provisoirement les fonctions de receveur de district en remplacement de François Boucheron mis en état d'arrestation » (L. 1269 et 3005).

(18) Par un arrêté en date du 24 brumaire, Couthon prescrivit l'accélération du battage des grains (L. 295). Une preuve de la disette est fournie par le budget établi par le Conseil général de Thiers, le 16 août 1793 : l'article 22 inscrit 40.000 l. de charges « pour empêcher de mourir de faim les trois quarts de nos habitants vu la cherté des grains et la cessation entière du commerce » ; or les traitements des fonctionnaires de la commune, les arrérages de rentes, les fêtes, les travaux de la voirie ne portent que 18.000 l. de dépenses (*Archives de Thiers*, registre des délibérations, t. II).

(19) Limet, imprimeur, prononça un discours important contre le fanatisme à la fête du 30 brumaire (sur cette fête, cf. p. 269). Laforie était, avec Monestier, un des principaux dirigeants de la société des Jacobins de Clermont. Engelvin, ingénieur d'une société lyonnaise exploitant les mines de Pontgibaud, s'occupa du ravitaillement en charbon (cf. par exemple l'arrêté du département du 27 floréal an II, L. 233 ; sur Engelvin, L. 2151-2152, S. 010, dossier 6). Le 3 fructidor an II, Romme le mettra en réquisition pour assurer l'exploitation des mines de la Dordogne (Mège, *Nouveaux documents sur le Conventionnel Couthon*, pp. 13-14). Boutarel jouera un très grand rôle sous le Directoire.

Mornac et Bernard dominèrent le district de Clermont, Altaroche et Meyrand celui d'Issoire ; Riom obéit à Chollet, Ambert à Rigodon et à Vimal-Lajarrige (20). Ces dirigeants vécurent sur la brèche : la surveillance des suspects, l'application du maximum, la fabrication et l'envoi des fournitures de guerre suffirent à remplir les feuillets de leurs registres de délibérations (21). L'eussent-ils désiré qu'ils n'auraient pu consacrer que bien peu d'instantanés aux contributions et leurs préoccupations dans ce domaine allèrent d'abord aux mesures exceptionnelles (22). D'ailleurs, la loi du 14 frimaire, qui laissa à l'administration départementale ses attributions en matière fiscale, diminua l'ascendant qu'elle pouvait avoir sur les districts (23).

(20) Le 5 frimaire an II, Couthon et Maignet nommèrent au directoire de Clermont : Bernard procureur syndic, Mornac, Maulhiot, Lachelle, Desortiaux (L. 3745). Pierre Mornac Pradel, originaire de Heume-l'Eglise, sera considéré en l'an III comme un « complaisant de Couthon » (L. 590). Maulhiot, très influent aux Martres-de-Veyre, figurera parmi les terroristes désarmés (L. 588). Meyrand, d'Issoire, siégea à la commission de Feurs et y eut des démêlés avec Javogues (Soanen, *Les sociétés populaires du Puy-de-Dôme et le rappel du Conventionnel Javogues*, dans : *Ann. histor. de la Révol. franç.*, sept. 1931). Altaroche et Meyrand seront vivement attaqués par la réaction thermidorienne qui les remplacera par Espaignon et par Desribes. Tailhand, officier municipal de Riom et beau-frère de Romme, surnagera au contraire ainsi que le procureur syndic Chollet.

(21) Cela ressort de l'étude de ces registres, L. 233 en particulier. Noyer-Dubouyt et Costes se chargèrent de la direction du bureau des contributions ; ils vérifièrent les comptes des administrateurs destitués.

(22) Les administrations étaient cruellement éprouvées par la pénurie de personnel. A la question posée par le ministre des contributions : quelles sont les causes des retards dans le recouvrement des rôles de 1792, le directoire de Thiers répondit le 15 frimaire an II, sous la signature de Brugière et de Delapachier : « La levée des 300.000 hommes, l'échange des billets de confiance émis par les municipalités qui a occupé les commis du bureau de l'impôt pendant plusieurs mois, la levée du contingent fourni par le district de Thiers pour marcher contre les rebelles de la Lozère, le départ de trois commis faisant partie de ce contingent, la levée en masse contre les rebelles de Rhône-et-Loire qui nous enlève quatre commis et un membre du Directoire en qualité de Commandant de la cavalerie, l'établissement d'un comité de salut public dont les membres de l'administration faisaient partie, pendant la durée duquel les fonctions administratives furent suspendu par un arrêté des représentants du peuple, cette suspension a duré depuis le 4 septembre jusqu'au 12 novembre... » (L. 5591). — Autre témoignage : le 17 floréal an II, le directeur de l'enregistrement, Desaigne, mandait au directoire de Thiers qu'il fournirait volontiers un surnuméraire instruit au receveur de Courpière, « mais la chose est totalement impossible, la première réquisition a fait partir le plus grand nombre et ceux qui restent sont incapables, et travaillent d'ailleurs dans des bureaux beaucoup plus importants que celui de Courpière » (L. 5615). — Il ne faut pas s'étonner que les contributions ordinaires aient quelque peu souffert de cet état de choses.

(23) Par une lettre en date du 29 nivôse an II, le directoire du département informa les districts que par l'article 5 de la 3^e section de la loi sur le mode du gouvernement révolutionnaire, il demeurerait chargé des contributions (L. 3925).

Les administrateurs thermidoriens

Le 9 thermidor émut les Jacobins, qui ne purent rien pour Couthon (24) ; et le même Roux-Fazillac qui, le 21 messidor, insistait encore pour l'arrestation des suspects, obtint aisément l'apposition des scellés chez nombre de correspondants des robespierristes vaincus (25). D'ailleurs Jean-Baptiste Monestier se fit l'avocat des Thermidoriens auprès des sans-culottes clermontois (26).

La réaction commença avec la mission de Musset, en brumaire an III.

Le directoire départemental retrouva son ancienne majorité modérée avec Nicolas, Vimal-Flouvat, Morin, Baudet-Laroche ; Barre devint agent national et Biauzat maire du chef-lieu ; Lamy remplaça Michel Monestier au district de Clermont (27). Une pétition réclama aussitôt le rétablissement de la libre circulation des grains (28). Parallèlement l'agitation religieuse connaissait un renouveau ; elle était même plus prononcée qu'en 1793 et le représentant s'en inquiétait (29).

La poussée thermidorienne n'en continua pas moins au printemps de 1795, au milieu de difficultés économiques grandissantes. Le 17 floréal an III, un arrêté du Comité de législation faisait de Barre un procureur général syndic et fortifiait les adversaires du terrorisme (30). Le Conventionnel Chazal peupla le directoire de Riom d'hommes de loi acquis à la contre-révolu-

(24) A. Mathiez, Impression produite à Clermont-Ferrand par la nouvelle du 9 thermidor, *Ann. histor. de la Révol. franç.*, novembre 1931.

(25) Le 21 messidor, Roux-Fazillac ordonna l'arrestation de tous les suspects et la destitution des comités de surveillance qui n'auraient pas fait leur devoir ; le 18 thermidor, il faisait mettre les scellés chez tous les fonctionnaires « complices de Couthon » (L. 328).

(26) A. Mathiez, *article cité* note 24.

(27) Bonnefoy, *Histoire de l'administration dans la province d'Auvergne*, t. I, p. 365. Vimal-Flouvat était un riche Ambertois compromis dans les événements de 1793. Nicolas jouera un rôle important sous le Directoire et deviendra conseiller de préfecture au temps du Consulat. Un certain Larbaud, orfèvre clermontois, siégeait dans la nouvelle municipalité du chef-lieu ; il avait protesté contre son inscription sur la liste de Couthon et se faisait passer pour une victime du Conventionnel (P. Marcheix, Une taxe de Couthon sur les riches égoïstes de Clermont, *Bull. histor. et scientif. de l'Auvergne*, 1914, p. 156). Musset remplaça également certains receveurs (Ex. : nomination d'un nouveau receveur à Issoire, le 24 frimaire an III, L. 1246).

(28) Le 21 brumaire an III, le nouveau directoire départemental demanda à la Commission du commerce le rétablissement de la libre circulation des grains (L. 234).

(29) Le 25 brumaire an III, Musset ordonnait l'observation du décadi et, le 8 nivôse, s'en prenait aux signes extérieurs du culte (L. 329).

(30) L. 234.

tion (31) ; il donna le signal d'une persécution contre certains dirigeants de l'an II, comme Noyer-Dubouyt, Altaroche, Meyrand (32). A cette heure, Romme et Soubrany avaient succombé avec les derniers Montagnards ; Maignet se terrait à Ambert ; les Monestier ne jouaient plus de rôle actif.

Ni les remous religieux, ni la disette des subsistances ne mirent en péril les autorités de l'an III ; mais le recouvrement des impôts en souffrit certainement (33).

Les taxes extraordinaires de Couthon et de Maignet

Sans renoncer aux ressources normales que lui procuraient les contributions foncière et mobilière — elle devait pourtant supprimer la patente — la Convention, que le besoin pressait et qui désirait aussi sauver l'assignat par des rentrées massives de papier, s'orienta peu à peu vers la pratique des taxes progressives sur la richesse. Certes le recouvrement de la contribution patriotique n'était pas un précédent encourageant. Mais il y avait des Montagnards pour penser que les moyens de coercition, appliqués dans le domaine fiscal, auraient raison des égoïsmes particuliers.

La Gironde s'efforça d'enrayer ce mouvement. Elle ne put toutefois s'opposer aux initiatives des départements patriotes. Le 27 avril, Danton approuva les directoires qui n'hésitaient pas à prendre l'argent où il se trouvait pour équiper les défenseurs de la République et ravitailler les sans-culottes (34).

Les membres du département du Puy-de-Dôme répugnaient à l'emploi de mesures énergiques en matière d'impôts : ils ne songèrent nullement à imiter leurs collègues de l'Hérault ou de la Haute-Garonne (35). Mais il est remarquable qu'en ce même mois d'avril 1793, les Jacobins de la commune clermontoise eurent la velléité de recourir à la taxation des « personnes opulentes » afin d'assurer le ravitaillement de « la classe nécessiteuse » (36). De passage avec son collègue Petitjean, le Conventionnel Jean-

(31) Chazal engageait la population à célébrer l'anniversaire du 9 thermidor (L. 234).

(32) Dossier sur les terroristes désarmés en l'an III (L. 588).

(33) Le registre de délibérations du directoire départemental prouve qu'au printemps de l'an III les difficultés de ravitaillement causaient les plus grandes inquiétudes (. 234).

(34) Marion, t. II, p. 32.

(35) Marion, t. II, p. 60.

(36) La délibération du Conseil général de Clermont tendait « à la levée d'une taxe sur les personnes opulentes pour le produit être employé en secours à la classe nécessiteuse des citoyens » (L. 256).

Baptiste Monestier vint appuyer la résolution proposée par son frère Michel (37). Mais le Conseil général de Clermont ne put donner aucune suite à cette mesure si nouvelle (38).

La victoire des Montagnards à la Convention fit sans doute moins impression sur les populations d'Auvergne que le proche effort des contre-révolutionnaires de la Lozère et du Lyonnais. Les éléments sincèrement acquis à la cause de la Révolution furent préparés à accepter une énergique impulsion. La mission de Couthon et de Maignet libéra des énergies, jusqu'alors contenues et même refoulées par des administrateurs sympathiques à la Gironde. Toutefois le jacobinisme s'usa à mener un milieu plus passif que sympathique. Ainsi les représentants robespierristes n'eurent qu'une bien médiocre influence sur la levée des contributions ordinaires (39).

Par contre, ils laissèrent leur nom à une taxe extraordinaire, laquelle effraya singulièrement les familles fortunées de la région. Après avoir levé une armée contre Lyon et l'avoir conduite devant la ville rebelle, ils revinrent à Clermont, décidés à y faire triompher la politique jacobine. Le 26 brumaire (16 novembre), ils voulurent, par une grande fête, frapper les imaginations. Couthon détermina le Conseil général de Clermont à établir une contribution de 18.000 livres, payables dans les vingt-quatre heures, sur les « riches égoïstes » de la ville : 8.000 l. seraient consacrées à doter quatre pauvres jeunes filles, choisies dans les familles des défenseurs de la patrie, 7.000 l. à fournir des secours aux indigents, 3.000 l. à subvenir aux frais de la fête (40). Celle-ci se déroula le 30 brumaire avec le concours chaleureux de la population.

(37) Monestier et Petitjean avaient été envoyés pour hâter le recrutement des 300.000 hommes.

(38) Le directoire du district de Clermont adopta une attitude favorable, au moment où les représentants en mission séjournèrent au chef-lieu du Puy-de-Dôme : les membres du directoire « considérant que dans les tems de calamité les corps administratifs ne sauroient prendre trop de précautions et trouver des moyens pour subvenir aux besoins pressans du pauvre, que ceux que vient de prendre le Conseil général de la commune de Clermont tendent une main secourable à l'indigent affamé en obligeant le riche et l'avare à ouvrir son portefeuille, pour secourir des malheureux qui ont un droit incontestable à un superflu dont il auroit dû depuis longtems se défaire, estiment en applaudissant audit arrêté qu'il y a lieu de l'homologuer » (L. 256).

(39) Couthon trouvera néanmoins le temps de s'occuper de l'impôt en nature (cf. chapitre suivant).

(40) P. Marcheix, Une taxe de Couthon sur les riches égoïstes de Clermont en 1793 (*Bull. hist. et scientif. de l'Auvergne*, 1914, p. 156) et R. Schnerb, La Taxe de Couthon sur les riches égoïstes de Clermont (*Revue d'Auvergne*, 1932, p. 137).

Or les 18.000 l. rentrèrent ponctuellement. Si nous en croyons une délibération de la municipalité clermontoise de l'an III, « jamais recouvrement n'a été plus exactement ni plus promptement exécuté ni plus injustement réclamé » (41).

Ce succès dut encourager Couthon et Maignet à coucher sur le papier un projet de taxe plus importante : cette taxe, appliquée à l'ensemble du département, soutiendrait une politique jacobine réalisatrice (42). L'arrêté du 5 frimaire indiquait la poursuite de fins nettement sociales : aide aux indigents et aux malades, suppression et répression de la mendicité, organisation d'établissements d'enseignement public. Une faible portion de la somme de 1.200.000 l. seraient distraite pour subvenir aux frais des sociétés populaires. Les municipalités dresseraient simultanément des listes de contribuables et des listes de nécessiteux : les rôles comprendraient les noms de tous les citoyens dont la fortune présumée dépassait 40.000 l. ; les procureurs syndics feraient arrêter les récalcitrants et séquestrer leurs biens ; les agences de secours fonctionneraient sous la surveillance de commissaires nommés par les sociétés populaires (43). Certaines de ces dispositions annoncent les lois de ventôse.

Couthon et Maignet quittèrent l'Auvergne le 8 frimaire. Il est permis de se demander s'ils croyaient à la rapide exécution de leur arrêté. Les délais imposés pour la confection des listes furent très vite oubliés (44). Des scrupules assez compréhensibles rete-

(41) 1.000 l. devaient revenir à chaque section. Des commissaires furent nommés, le 6 nivôse an II, par la section de la Liberté pour distribuer la somme qui lui était allouée. Le 16, une première liste fut dressée, à raison de 30 sous par tête ; le 17, quelqu'un fit observer que seuls les indigents patriotes avaient droit à un secours ; le 18, on raya tous ceux qui n'avaient pas participé à la marche contre Lyon (L. 1106).

(42) Il ne s'agissait nullement de trouver des ressources pour la levée et l'équipement des troupes envoyées contre Lyon : le 2 septembre, Couthon prenait un arrêté suspendant provisoirement l'envoi au Trésor public des fonds contenus dans la caisse du payeur général (L. 299) ; il en informait le Comité de salut public le 10 septembre (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 407). Or, le 9 septembre, Robespierre et ses collègues décidaient le versement par la trésorerie d'une somme de 3 millions destinée à subvenir aux frais de la levée (Aulard, *Recueil*, t. VI, p. 373).

(43) Les représentants se déclaraient « déchirés par le spectacle affreux qu'offre sans cesse à leurs yeux, la misère du peuple, dans un temps où, sans les manœuvres criminelles de ces hommes qui ont tout fait pour la prolonger, il serait heureux sous le règne de la Liberté » (L. 1106).

(44) Par deux circulaires successives, le 1^{er} pluviôse (L. 1106) et le 30 ventôse, les administrateurs du département pressèrent leurs collègues des districts. Reprochant au district d'Issoire ses lenteurs, Favier et Laforie écrivaient : « ... Il semble cependant que cet arrêté qui a pour but de fournir aux moyens de donner une éducation républicaine à la jeunesse, et de procurer à l'indigence des secours proportionnés à ses besoins, aurait dû fixer particulièrement votre attention, et qu'en vrais républicains vous vous seriez faits un devoir

naient la plume des officiers municipaux : comment « présumer » réellement les fortunes des citoyens appelés à figurer sur les rôles ? Par une circulaire, signée de Monestier et de Laforie, le club jacobin de Clermont engagea les autres sociétés populaires à lever les doutes (45). Les états parvinrent au département de germinal à messidor (46) ; quelques-uns révélaient une recherche sérieuse (47), mais la plupart abondaient en lacunes (48). En tout cas, une nuit à peu près complète règne sur les opérations du recouvrement. Nous savons seulement que, le 21 pluviôse an III, le directoire de Clermont, pressenti au sujet de la restitution des sommes versées, ne put que plaindre et renvoyer à la Convention les pétitionnaires « victimes du tyran que la France abhorre » (49).

L'emprunt forcé de l'an II

A vrai dire, la contribution de Couthon et de Maignet coïncidait assez fâcheusement avec l'emprunt forcé qui, proposé par Cambon, voté en principe le 20 mai 1793, fut définitivement

de seconder les vues de nos sages représentants : un plus long retard dans l'opération qui vous y est confiée par cet arrêté, seroit très blamable... » (30 ventôse, L. 4439). L'importance de l'impôt de Couthon parut telle aux membres du directoire de Thiers qu'ils rappelèrent à leur poste, le 6 pluviôse, les membres du Conseil de district (L. 5432).

(45) La société populaire, après avoir cité le rapport de Robespierre du 18 pluviôse, sur le gouvernement révolutionnaire, lançait un appel en ces termes : « Sociétés populaires, surveillez, dirigez les listes d'impositions ; prenez dans toute son acception, le mot de présumer dont se sont servis les représentants du peuple Couthon et Maignet ; ces bons et dignes montagnards vous ont donné par cette expression une arme sûre pour atteindre les riches insouciants et les égoïstes » (L. 1106).

(46) Le district d'Ambert envoya son état le 17 floréal, le district de Clermont le 20 floréal, mais celui d'Issoire ne le fit parvenir qu'en messidor (L. 1106).

(47) Ainsi la municipalité de Crest se réunit le 2 ventôse et, assistée de commissaires représentant la société populaire, procéda à l'évaluation des fortunes. En tête de la liste figurèrent Petit-Lavigné pour 240.000 l., le géomètre Heyraud pour 123.000 l., le notaire Viallevielle pour 68.000 l. Ces noms sont bien ceux des principaux contribuables de la localité (cf. note 129, chapitre V de la II^e partie) (L. 3978). A Gerzat, furent inscrits le Sr Sablon, de Clermont — futur maire de la ville — pour un fonds de 12.000 l. et l'émigré Chazerat, le dernier en date des intendants, pour son domaine de Lignat, estimé 200.000 l. (L. 3978). Sur l'état d'Ambert, nous notons les noms du représentant Artaud Blanval (60.000 l.), Maignet père (140.000 l.), Vimal-Flouvat (150.000 l.), du gros papetier Pourrat (200.000 l.) (L. 1106). L'agent national des Martres-de-Veyre, Antoine Maulhiot, ex-administrateur du district de Clermont, se fit inscrire pour la somme de 40.000 l. (L. 3978) (sur Maulhiot, cf. la note 20).

(48) Aucun état ne fut dressé à Authezat-La Sauvetat, commune où les Monestier possédaient une propriété (L. 1106).

(49) L. 3978.

adopté le 3 septembre, sur le rapport de Ramel (50). Dans l'esprit des membres de la Convention, il s'agissait non seulement de compléter l'assainissement des finances, auquel la création du Grand Livre de la Dette publique avait préludé, mais de provoquer « la baisse dans le prix des subsistances par la diminution du signe représentatif des valeurs » (51). Les revenus nets, déclarés aux corps municipaux et vérifiés par des commissaires avant le 1^{er} décembre, seraient taxés à raison du dixième pour le premier millier de livres imposables, des deux dixièmes pour le deuxième et ainsi de suite, progressivement, jusqu'à versement de la totalité de l'excédent, au delà de 9.000 l. (52). Les assignats reçus par le Trésor seraient brûlés. Les inscriptions de rentes au Grand Livre compteraient au titre de l'emprunt forcé, à condition d'être opérées avant le 1^{er} décembre. Le montant des rôles devrait rentrer dans les mois de décembre, janvier et février.

La Convention avait encore trop présumé du zèle des administrations (53). Elle reporta donc au 1^{er} nivôse l'échéance fixée pour l'achèvement des rôles. D'après M. Jalenques, « l'an II se passa tout entier à expédier des lettres de rappel aux districts et aux municipalités sans obtenir de résultats » (54). En fait, au 30 thermidor, 38 communes avaient inscrit une somme totale de 201.888 l. et 234 produit des certificats négatifs (55). Le directeur du district de Clermont, stimulé par Monestier et par Mornac, n'avait pas hésité à menacer des tribunaux les municipalités qui refuseraient de nommer leurs commissaires-vérificateurs et d'inscrire comme suspects les citoyens non déclarants (56). Le seul chef-lieu figura pour 114.448 l., preuve de la résolution avec laquelle les jacobins de la ville avaient su agir. Mais la campagne

(50) Marion, t. II, pp. 67 et 82 (Bloch, *Recueil*, p. 422).

(51) Bloch, *Recueil*, p. 428.

(52) L'article 13 du décret du 3 septembre fixait les déductions consenties à 1.000 l. pour les célibataires ou veufs sans enfants, à 1.500 l. pour les citoyens mariés ou veufs avec enfants, à 1.000 l. en sus pour leurs femmes et 2.000 l. pour chacun des enfants (Bloch, *Recueil*, p. 424).

(53) Le 14 brumaire an II, Destournelles réclamait pour la première fois la liste des commissaires vérificateurs ; il revint à la charge en pluviôse et en ventôse (L. 1104).

(54) L. Jalenques, *Les emprunts forcés sur le revenu*, p. 35.

(55) L. 1104.

(56) Une première circulaire fut envoyée par le district, le 7 germinal : la commune d'Authezat-La Sauvetat était particulièrement visée ; une véritable sommation fut lancée, le 4 messidor, aux municipalités, d'avoir à s'exécuter dans les 24 heures (L. 3973).

fournit un très faible contingent : 4 personnes s'inscrivirent dans tout le district de Besse (57).

L'an III n'apporta que peu de progrès 14 petites localités portèrent le montant définitif des rôles à 206.710 l. (58). Encore les contribuables du district de Besse disparurent-ils et le directoire garantit la véracité des certificats négatifs (59).

On ne peut supposer que les Jacobins de Clermont et des principales villes aient été dans l'impossibilité de faire la lumière. Les fortunes importantes ne pouvaient se cacher ; d'ailleurs les bureaux des districts possédaient les déclarations inscrites sur le matrices des rôles fonciers et mobiliers et sur les registres à souche de la patente. Les autorités tolérèrent donc la dissimulation : ne se sentaient-elles pas impuissantes dans une certaine mesure ? (60).

Il faut remarquer d'autre part que les exemptions à la base, accordées par la loi, restreignaient le rendement de l'emprunt (61). En vérité, seuls les revenus supérieurs à 1.000 l. étaient atteints : or la grande majorité des communes rurales ne connaissaient pas d'aussi considérables fortunes. 120 articles du rôle de Clermont produisaient déjà 57.231 l. (62).

Quant aux paiements, ils s'effectuèrent de messidor an II à brumaire an III ; dès que la réaction thermidorienne s'affirma, ils s'arrêtèrent. Les villes de Riom et de Thiers se libérèrent les premières ; celles d'Issoire et d'Ambert suivirent ; Clermont prolongea ses versements jusqu'en vendémiaire (63). Ainsi 135.558 l. étaient rentrées au 15 vendémiaire an III ; 140.213 livres en pluviôse an III. Le chef-lieu donna 93.658 l. de ther-

(57) L'évidente inégalité de la participation des différentes communes à l'emprunt forcé est prouvée par les quelques chiffres suivants : 6.547 l. 18 à Issoire (5.000 hab.), 6.200 l. 8 à Ludesse et Parentignat (800 hab.), 48 l. 8 à Saint-Germain-Lembron (1670 hab.), 6 l. 13 à Nonette (625 hab.), etc. (Situation au 11 germinal an II, L. 4437). Pour les rôles de Clermont et de son district : cf. L. 3974 à 3976. — On peut relever sur le rôle de Malintrat et Aulnat le nom du Conventionnel Bancal des Issarts, propriétaire d'un domaine d'une valeur de 45.000 l. et provenant des Cordeliers de Montferrand (L. 3976). — Six communes seulement figurèrent sur les listes pour le district de Riom, cinq pour celui de Billom et une pour celui de Montaigut (L. 1104).

(58) Jalenques, *op. cit.*, p. 37 et L. 1104.

(59) Lettre du directoire de Besse du 3^e jour complémentaire an III (L. 1256).

(60) Les dirigeants donnaient parfois le bon exemple : ainsi Bonnefoy, agent national de Thiers, se fit inscrire sur le rôle de cette ville (L. 5612).

(61) M. Jalenques a sous-estimé partialement l'importance de ce facteur : il ressort de l'étude des revenus fonciers que ceux-ci ne dépassaient pas 100 l. en moyenne par famille.

(62) L. 3975.

(63) L. 1271 et 1272.

midor à vendémiaire et 163 l. de vendémiaire à pluviôse (64). Précisément, les deux périodes s'opposent au point de vue politique.

(64) Recouvrements :

	sur	en vendémiaire an III	en pluviôse an III
Clermont	132.944 l.	93.658 l.	93.821 l.
Riom	39.142 l.	24.092 l.	24.092 l.
Issoire	26.430 l.	13.301 l.	17.709 l.
Thiers	3.655 l.	2.582 l.	2.582 l.
Ambert	3.136 l.	1.925 l.	1.925 l.
Billom	1.242 l.		
Montaigut	158 l.		81 l.
Besse	néant		

(L. 1271).

Quant à la contribution extraordinaire de guerre, décrétée le 17 prairial an II, elle portait sur le 10^e des sommes inscrites aux rôles de l'emprunt forcé. Le Comité des finances exempta ceux qui avaient souscrit volontairement à l'emprunt (arrêté du 19 messidor). Le département du Puy-de-Dôme devait produire 20.611 l., sur lesquelles 9.672 l. étaient recouvrées au 1^{er} vendémiaire an IV.

(L. 1107).

CHAPITRE III

Les premiers paiements en nature

Sens des décrets du 9 et du 23 août 1793

L'idée d'un acquittement en nature de la contribution foncière avait été soumise à l'Assemblée constituante qui ne l'avait pas retenue. Conforme à la doctrine physiocratique, elle s'accordait avec les habitudes des campagnes, où la circulation monétaire ne connaissait qu'un faible développement ; elle pouvait aussi se prévaloir de l'expérience des dîmes. Dans ses « *Réflexions d'un citoyen sur l'impôt* » (1790), Grimardias, employé aux bureaux de l'intendance d'Auvergne, annonçait les difficultés que rencontrerait l'établissement d' « un impôt territorial en argent : comment faire procéder dans tout le royaume à un cadastre général qui, outre la longueur du tems que cette opération entraîneroit, occasionneroit des frais immenses ? » Cet argument se trouva vérifié par l'expérience. Notre auteur proposait de calculer le revenu foncier « sur le produit des dixmes » (1). Le résultat n'aurait rien eu de très rigoureux, mais le recensement des récoltes s'avère plus aisé qu'une évaluation parcellaire des biens-fonds.

Quand la Convention vota les lois des 9 et 23 août 1793, elle n'était nullement gagnée au principe de l'impôt en nature. De même qu'elle décréta le maximum des denrées, sous la pression des circonstances, elle adopta un expédient en autorisant, puis en prescrivant (2) le versement de grains représentatifs des

(1) L. 991.

(2) L'article 3 du décret du 9 août 1793 portait que les citoyens étaient invités à acquitter en nature leurs contributions arriérées ou courantes, en totalité ou en partie ; l'article 14 du décret du 23 août 1793 les requérait (Bloch, *Recueil*, pp. 419 et 422).

sommes dues par les contribuables. Les Montagnards n'innovèrent que dans la mesure où leur opportunisme l'exigea. Ils gardaient à la liberté des transactions leurs préférences et y renoncèrent ; ils considéraient la rentrée des contributions du même œil que les Girondins, mais ils eurent le mérite de comprendre que l'heure commandait certaine hardiesse dans ce domaine comme dans les autres. Tout en allant au plus pressé par la création de taxes extraordinaires sur la richesse acquise, ils voulurent que le sacrifice des redevables concourût au succès de la défense républicaine. Du reste, il était vain de compter sur les rentrées, même rapides, des contributions exigibles : déprécié, l'assignat n'exerçait plus sur le Trésor qu'une séduction médiocre, depuis que le contribuable pouvait avoir la tentation de spéculer sur la baisse pour se libérer sans gros effort. Or la chute du papier-monnaie conduisait naturellement à la réglementation des denrées. Aussi l'Etat éprouvait-il le besoin de se faire payer désormais, non en espèces à valeur instable et sans cesse décroissante, mais en marchandises dont le prix demeurerait fixe et sûr. Par une vue réaliste, bien qu'un peu simpliste des choses, les gouvernants considérèrent les versements en grains au titre des impôts, comme susceptibles d'alimenter les villes et les armées. Le décret du 9 août dota chaque district d'un grenier d'abondance et celui du 23 organisa la levée en masse.

Le tarif de Couthon

Les décisions de la Convention embarrassèrent fort les autorités du Puy-de-Dôme. D'une part, les administrateurs ne pouvaient renseigner les percepteurs sur les prix des grains « fournis en paiement d'impôt » ; par ailleurs, il ne savaient comment placer ces grains, faute de greniers (3). En conséquence, « il ne se fit au premier moment aucune perception en nature » (4). Le directoire du département avait du reste une excellente raison pour différer de quelques jours l'exécution des lois : la Convention lui envoyait des représentants en mission qui, chargés précisément de stimuler sur place la levée en masse, le tireraient de l'incertitude, en prenant leurs responsabilités.

(3) Arrêté du directoire de Clermont du 18 pluviôse an III (L. 1285 et 1289).

(4) L. 1285 et 1289.

Couthon et Maignet arrivèrent dans les premiers jours de septembre et mirent tout en œuvre « pour marcher contre les habitants rebelles de Lyon » (5). A l'appel des « proconsuls » montagnards, les Auvergnats répondirent avec zèle ; mais « il fallut proportionner les approvisionnements a la consommation que devait faire une armée si nombreuse » et, pour y parvenir, les réquisitions furent ordonnées sur les propriétaires de grains. Les directoires prirent alors « des mesures coactives » contre les percepteurs afin de les engager à opérer le recouvrement en nature (6).

Couthon voulut « encourager les citoyens a accélérer les versements de grains et fixer l'incertitude dans laquelle ils étoient sur la manière dont ils seroient remboursés de la valeur de leurs denrées ». Il fit dresser un tarif des prix des grains (froment, conseigle et seigle), d'après les pancartes des marchés de Clermont, depuis le 8 septembre 1792 jusqu'au 4 septembre 1793. Puis, prenant la moyenne de ces divers prix, le représentant arrêta que les grains, livrés au Comité des subsistances établi à Thiers, seraient payés à raison de 48 l. le septier de froment blanc, 46 pour le froment rouge, 37 l. pour le seigle, transport compris (7). Il ne s'agissait encore que des grains réquisitionnés pour l'entretien des troupes envoyées contre Lyon. Le 16 septembre, Desaignes, directeur de la régie nationale de l'enregistrement, soumit à Couthon la question du prix des grains que les fermiers du domaine et des biens des émigrés auraient à verser dans les greniers du département (8). Le lendemain, un nouvel arrêté appliquait aux blés, donnés au titre des impôts,

(5) Cf. chapitre précédent.

(6) L. 1285 et 1289.

(7) L. 1285 et 1289.

(8) Lettre de Desaignes : Clermont, le 16 septembre 1793

Citoyens. Je vous prie de me dire sur quel pied l'on doit paier les grains que les fermiers du domaine, ou des biens des émigrés, verseront en nature dans les greniers du département en payant de tout ou partie du prix de leurs fermages, stipulés payables en argent.

Note de la main de Couthon :

Le bled sera * payé sur le prix moyen des pancartes du plus prochain marché du lieu ou se fera le dépôt, a l'époque de la livraison. A Clermont-Ferrand le 17 septembre de l'an 2^e de la rep. une et ind.

G. Couthon

* provisoirement, et jusqu'à la fixation de la loi

G. C.

Il en sera de même des bleds donués en payement d'impositions

G. C.

(L. 1289).

les prix fixés le 8 septembre (9). Le représentant précisait d'ailleurs que cette décision n'était valable que « provisoirement et jusqu'à la fixation de la loi ». Il savait que la Convention se proposait de taxer les denrées de première nécessité. Les directeurs des districts en informèrent aussitôt les percepteurs, « afin qu'aucun obstacle, disait celui de Clermont, ne s'oppose à la levée des impositions dont le recouvrement est fort en retard » (10).

L'effet du maximum

Le tarif de Couthon était seulement mis en vigueur depuis peu que le texte des lois du maximum parvenait à Clermont (11). Mais il importe de bien marquer que, si le directoire du département inscrivit ce texte sur ses registres le 22 septembre, le directoire du district de Clermont le reçut officiellement le 30 (12). Ainsi, à dater de ce jour, un maximum, établi sur le prix des farines, des grains, des fourrages, annula par là-même les dispositions « provisoirement » prises par Couthon. Les grains versés avant le 30 septembre seraient donc payés conformément à l'arrêté du Conventionnel et après le 30, à raison du maximum.

Bien qu'aucune contestation ne pût surgir touchant l'application des barèmes, l'approvisionnement de l'armée concentrée à Thiers et à Ambert suscita des craintes. La taxe, évidemment destinée à enrayer la hausse des prix, ne découragerait-elle pas les détenteurs de grains ? « Bien des citoyens, écrivit le directoire de Billom, réclament le prix de leurs grains sur le prix moyen de la pancarte du plus prochain marché des lieux où s'est fait le dépôt à l'époque de la livraison antérieurement à la promulgation de la loi du 11 septembre et ils se fondent sur un arrêté du représentant Aristide Couthon du 17 dudit mois... » (13). Nombre de percepteurs se plaignaient aussi du

(9) L. 1289 et 5432.

(10) Lettres à la commune de Clermont (L. 5062) ; aux officiers municipaux de Saint-Barthélemy-d'Aydat (L. 1289).

(11) Lorsque, dans son arrêté du 18 pluviôse an III, le directoire de Clermont affirmait rétrospectivement que « la nécessité de faire des approvisionnements de grains pour l'entretien de l'armée devant Lyon ne permit pas de faire exécuter de prime abord les lois des 6 et 11 septembre », il faussait la vérité. Ces lois ne furent connues à Clermont que le 22 septembre et les arrêtés de Couthon, antérieurs à cette date, ne pouvaient en constituer une violation.

(12) L. 1285.

(13) Lettre du 25 frimaire an II (L. 1285).

préjudice que leur causait le maximum : quand ils livraient aux subsistances, après le 30 septembre, des grains que les contribuables avaient apportés avant cette date, on leur comptait non le prix de Couthon mais celui de la taxe. Faure, percepteur de Chanonat, avait reçu pour 1.687 l. 9 s. de grains ; il porta cette somme sur ses registres, au titre des contributions des habitants ; or le trésorier du Comité des subsistances ne lui reconnut que 1.178 l. 19 s. pour les mêmes grains. A qui de régler la différence ? Son collègue Majeune, percepteur de Saint-Amand-Tallende, ne recevait que 3.017 l. 10 s. pour un chargement évalué 4.121 l. 17 s. 6 d. (14). A Saint-Saturnin, pour un émargement aux rôles de 537 l., le percepteur ne toucha que 302 l. 15 s. (15). Le percepteur de Saint-Amand-Tallende protesta auprès du directoire de Clermont ; mais les administrateurs arrêterent le 17 nivôse que la loi du maximum, intangible, devait déterminer les prix (16). Les municipaux de Saint-Saturnin rappelèrent alors au district que les arrêtés de Couthon avaient, jusqu'au 30 septembre, constitué la base des transactions. Le directoire céda à l'argument et, le 15 pluviôse, rapportant son précédent arrêté (17), décida que les grains livrés avant la publication du maximum seraient payés « sur le pied de l'arrêté du représentant » et les grains fournis par la suite, « à raison du maximum ». Ce compromis paraissait raisonnable.

Le cas des communes d'Authezat et de La Sauvetat

Sur ces entrefaites, les communes d'Authezat et de La Sauvetat, voisines de Saint-Amand-Tallende et de Saint-Saturnin, produisirent un arrêté de Couthon, qui rendit le directoire perplexe. Les habitants de ces deux communes avaient exposé aux représentants en mission dans quelle mauvaise posture la levée en masse les plaçait. A les en croire, ils auraient volontiers acquitté en grains leurs contributions de 1791, de 1792 et même les deux tiers de la contribution foncière de 1793 ; d'ailleurs « plusieurs

(14) L. 1289. — Les réclamations de ces percepteurs feront l'objet d'arrêtés du directoire de Clermont, le 12 thermidor an III et le 5 brumaire an IV (L. 3732).

(15) Voici le détail :

froment : 216 l. ; seigle : 296 l. ; orge : 25 l. ; total : 537 l. D'autre part : froment : 128 l. ; seigle : 160 l. ; orge : 14 l. 15 ; total : 302 l. 15.

(16) L. 1289.

(17) Faisant valoir que « par cet arrêté elle (l'administration) s'étoit écartée des bases déterminées par les arrêtés de Couthon ».

communes ont obtempéré même après la loi (du maximum) connue et ont obtenu le paiement au-dessus de celui de la taxe ». Mais les citoyens patriotes d'Authezat et de La Sauvetat avaient quitté leurs villages pour rejoindre l'armée levée contre Lyon ; il n'était resté « que huit à dix vieux ou caducs ». A leur retour, ils vendangèrent (18) et, après qu'ils eurent battu et porté leur grain, on ne voulut « le leur paier qu'au prix de la taxe ». Ils ne pouvaient se faire à l'idée que par « leur dévouement à la défense de la patrie (ils) seroient moins bien traités que ceux qui ont resté paisiblement dans leurs foyers » (19). Ces accents émurent les Conventionnels en mission. Les pétitionnaires n'avaient certainement pas pu se libérer à temps. Couthon et Maignet pensèrent qu'il y aurait injustice à leur appliquer le maximum et ils décidèrent que les grains leur seraient payés, à condition d'avoir été livrés avant le 5 frimaire, date de leur arrêté, « au prix de la pence du dernier marché de la promulgation de la loi de la taxe » (20).

Nul doute qu'en l'occurrence la loi du maximum ait subi une violation. Abus de pouvoir ou judicieux opportunisme politique ? En l'an III, les administrateurs du district de Clermont soutinrent naturellement que Couthon, l'inspirateur et le rédacteur de l'arrêté du 5 frimaire, s'était laissé circonvenir : « On voit bien dans ce procédé un tyrand peu instruit et dont la marche est vacillante » ; en substituant « sa volonté à celle de la loi », le représentant n'avait voulu que « se rendre agréable (21) aux préjudices de la République » ; pourquoi les habitants d'Authezat et de La Sauvetat auraient-ils bénéficié d'un traitement de faveur,

(18) Région viticole.

(19) L. 1285.

(20) « Les représentants du peuple députés par la Convention nationale près l'armée de Lyon et dans divers départements de la république

considérant que les communes de La Sauvetat et Authezat s'étant levées et étant parties en masse contre les rebelles de Rhône et Loire, et leur ayant été impossible pour cette raison de se libérer à temps, il y aurait une injustice que la loi réprimerait de leur appliquer, à raison du retard qu'ils ont mis dans le paiement de leurs impôts, les dispositions de la loi sur la taxe.

arretent que les grains livrés par les citoyens d'Authezat, et La Sauvetat depuis leur retour de ville affranchie, et jusqu'à ce moment, leur seront payés au prix de la pence du dernier marché de la promulgation de la loi de la taxe.

A Clermont-Ferrand, le 5 frimaire de l'an 2^e de la république une et indivisible.

Aristide Couthon

Maignet

(de la main de Couthon)

(L. 1285).

(21) On avait même écrit : « se populariser ». — Faut-il voir dans le cas si particulier de ces deux communes l'influence des Monestier, qui y possédaient un domaine ?

alors que « les citoyens des autres communes ne s'étoient pas moins levé en masse et avoient autant manifesté de zel que les réclamants » ? (22). Le district reçut en effet maintes pétitions de municipalités et de percepteurs qui se prévalaient de services identiques pour obtenir des avantages du même ordre. Le directoire du département ne pouvait que repousser cet assaut, puisque l'arrêté de Couthon et de Maignet désignait nominativement les communes favorisées. Mais il lui était bien difficile d'exiger l'observation de son arrêté du 15 pluviôse. Tant qu'il compta une majorité jacobine, il louvoya. Il découvrit un moyen ingénieux de se tirer d'affaire : il fit savoir aux districts que, si le versement avait lieu en vertu de la loi du 23 août, on en déterminerait la valeur d'après le maximum ; si au contraire le versement s'effectuait d'après l'arrêté de Couthon, « pour pourvoir a la subsistance de l'armée qui marche contre les rebelles de Rhône-et-Loire », la valeur dépendrait du prix moyen des pancartes du plus prochain marché (23).

Après le 9 thermidor et le passage de Musset, le directoire reprit sa liberté d'action et, suivant le courant thermidorien, entreprit de faire annuler les actes des Conventionnels montagnards. Par sa délibération du 18 pluviôse an III, il invita la Commission des revenus nationaux à se prononcer contre l'arrêté du 5 frimaire, lequel « ne mérite que le mépris » (24). Mais comme il plaidait en somme la cause du maximum, alors que la réglementation économique avait fait son temps, la Commission se déroba et renvoya aux fins d'examen. Les administrateurs du département saisirent l'occasion de prouver leurs sentiments anti-jacobins. Ils ne voyaient plus dans l'arrêté de Couthon « qu'un acte arbitraire qui favorise plus particulièrement une commune qu'une autre et qui semble annoncer qu'on voullait se faire des partisans dans les lieux ou l'on comptoit en trouver... à cet objet » (25). Le procureur général syndic Barre et ses collègues approuvaient par là-même implicitement l'arrêté pris le 15 pluviôse an II par le directoire du district de Clermont. La Commission des revenus nationaux approuva cette attitude (26) et, le 15 fructidor an III, annula à son tour l'arrêté de Couthon, « tout

(22) Extrait du registre du directoire de Clermont, séance du 18 pluviôse an III (L. 1285).

(23) L. 1285.

(24) L. 1285 et 1289.

(25) Lettre du 27 messidor an III à la Commission des revenus nationaux (L. 1285).

(26) « Toutes vos observations sont parfaitement justes et très bien développées ».

à la fois contraire à la loi, à la justice et aux intérêts de la République » (27). Les communes d'Authezat et de La Sauvetat se pourraient si elles le jugeaient bon, devant le Comité des finances (28).

Ainsi se termina cette curieuse affaire. Couthon n'était plus là pour défendre son point de vue et les impérieuses circonstances de l'an II paraissaient oubliées. L'intervention du Conventionnel robespierriste, dans le domaine des versements en nature au titre des contributions, ne fournissait plus qu'une pièce supplémentaire au dossier déjà chargé d'« un tyrand peu instruit ».

Les livraisons en grains dans l'ensemble du département

Si les décrets du 9 et du 23 août 1793 reçurent en Auvergne un commencement d'exécution, ce fut durant le séjour de Couthon.

Le comité de surveillance de Thiers se préoccupait du versement des grains à l'armée que les représentants concentraient dans la région de la Dore et de la Durolle. Le procureur syndic Brugière demanda un local spacieux pour les « grains de l'impôt » (29) et il obtint du département que les percepteurs du district les fissent emmagasiner dans les greniers du Comité des subsistances de cette cité (30). Or la décision immédiate des administrateurs entraînait trop dans les préoccupations de Couthon pour que celui-ci y fût demeuré étranger. Le Conventionnel les inspirait également lorsque, soucieux d'assurer le ravitaillement de la ville de Clermont, ils autorisaient le directoire du chef-lieu à réquisitionner les grains que les percepteurs auraient reçus (31). Le district se heurta-t-il à des résistances ? Le commissaire Rocquin se transporta à Saint-Amand-Tallende, Saint-Saturnin et dans le canton de Plauzat pour obliger les municipalités de ces villages à transporter à Clermont les blés qui avaient été versés au titre des impôts (32).

La plupart des villes, inquiètes pour leur approvisionnement, donnèrent volontiers la main à l'application des décrets : la créa-

(27) L. 1289.

(28) L. 1285 et 1289. — Le 3^e jour complémentaire an III, le département arrêta que les grains versés par les communes de Saint-Clément et de Régnat (Aigueperse), jusqu'au 3 octobre 1793, seraient comptés au prix des mercures du marché de Riom, la loi du maximum ayant été promulguée le 5 octobre dans cette ville (L. 1285).

(29) L. 5405.

(30) Arrêté du 6 octobre 1793 (L. 5405 et 5591).

(31) Le 4 du 1^{er} mois de l'an II (L. 1289).

(32) Le 7^e jour du 2^e mois de l'an II (L. 1285).

tion de dépôts de grains dans leurs murs leur souriait. La municipalité de Riom mit la question à l'étude, le 29 septembre, sur la proposition de son procureur, l'homme de loi Daniel (33). Les gens d'Issoire auraient vu d'un bon œil les paysans voiturier leurs grains au bourg (34). Disposées à attirer les céréales des campagnes éloignées, les grosses agglomérations répugnaient par contre à déposséder les cultivateurs qui fréquentaient habituellement leurs marchés. Le Conseil général de Clermont alléguait que les réquisitions ôtaient toutes leurs ressources aux propriétaires de grains du voisinage (35).

Les paysans avançaient volontiers cet argument et les administrateurs ne pouvaient pas toujours leur donner tort. Le district d'Ambert, proche du théâtre des opérations, avait la partie belle pour fournir cette explication et ne s'en priva pas : « Vous êtes sans doute prévenus, écrivit-il au département, que ce mode de paiement qui, dans toute autre circonstance eût été d'un petit produit, dans une région peu fertile en grains a été absolument impraticable cette année pour nos propriétaires et fermiers, dont les productions ont été absorbées par des réquisitions indispensables... Toutes nos subsistances ont été consommées par la force armée... » (36). Les municipaux de Celles (Saint-Rémy) certifièrent, le 7 nivôse, que l'impôt ne pourrait être payé en nature dans leur commune, le Comité des subsistances de Thiers ayant fait enlever tous les grains disponibles (37). Le directoire de Riom signala, le 17 nivôse, une difficulté identique (38). Comme les fermiers des biens nationaux et des domaines des émigrés avaient été atteints les premiers, le département dut défendre aux percepteurs de les inquiéter, lorsqu'on aurait la preuve que ces fermiers s'étaient dessaisis de leurs grains (39).

(33) Registre des délibérations de la ville de Riom (*Arch. communales de Riom*).

(34) Lettre du directoire d'Issoire du 28 frimaire an II aux administrateurs du département (L. 1285).

(35) Cf. lettre du directoire de Clermont au Conseil général de cette ville, 21 brumaire an III (*Arch. municipales de Clermont*, G. 8).

(36) Lettre du directoire d'Ambert au département, 18 nivôse an II (L. 1285).

(37) L. 5591.

(38) Lettre du directoire de Riom au département, 17 nivôse an II (L. 1285). — Déjà le 23 septembre 1793, les officiers municipaux de Durtol, localité voisine de Clermont, remettaient une supplique, portant qu'ils ne pouvaient payer en nature et désiraient s'acquitter « comme à l'ordinaire » (L. 1285).

(39) Arrêté du 24 frimaire an II (L. 5591). La levée en masse ne facilitait pas le paiement de l'impôt en nature (Lettre de Pyrent, percepteur de Clermont, au directoire de cette ville, 24 septembre 1793, L. 1285).

Certains accusent le ciel qui, bien entendu, se montre rarement clément : Besse affirme que « la sécheresse a fait le plus grand tort aux fermiers payant en grains » (40). D'autres proclament les besoins des pauvres journaliers et des contribuables qui ne récoltent point de grains (41). Le directoire de Besse se retranche derrière ses montagnes arides : « Par la lecture que nous avons prise du recensement des grains des communes où ils sont situés, il nous a paru que les fermiers n'avoient pas pour trois mois de grains pour leur subsistance. Il n'est pas possible non plus que les propriétaires ou fermiers des biens de ce district puissent ou aient pu payer leurs impositions en grains, puisque les meilleurs propriétaires en recueillent à peine pour l'année, et ce nombre est très petit » (42). Selon les administrateurs de Billom, un grenier d'abondance ne pourrait se remplir dans leur région (43). Le receveur du district de Thiers adresse une circulaire à chaque percepteur pour l'inciter à des démarches : « Tu sais que les grains sont particulièrement destinés à la nourriture des jeunes gens de la première réquisition... » (44). Le maire de Sermen-tizon, Troussel, répond au directoire de Thiers : « Nous sommes dans l'impossibilité pour le paiement des contributions en nature de grains. Il nous manque dans notre recensement des grains plus de 500 septiers pour la subsistance de la commune » (45). La municipalité d'Escoutoux ne laisse non plus aucun espoir « par rapport notre disette de grains » (46). Celle d'Orléat atteste qu'elle « n'a pu se procurer aucun paiement en grains » (47).

Les viticulteurs s'élèvent vivement contre l'obligation de s'acquitter en produits qu'ils doivent acheter. Comment les habitants du Crest (La Roche-Blanche) se conformeraient-ils à la loi, « puisqu'ils ne cueillent pas le tiers du grain nécessaire pour leur

(40) Lettre du 29 frimaire an II (L. 1285).

(41) Lettre du directoire d'Ambert du 18 frimaire an II (L. 1285). — Le 23 brumaire an II, la commune de Crest exposait au directoire de Clermont qu'elle avait versé ses grains aux nécessiteux (L. 1285).

(42) Lettre du 16 frimaire an II au département (L. 1285). — Lettre sur le même thème au procureur général syndic, le 28 frimaire (L. 1285). — Le directoire de Besse écrit encore, le 30 floréal, que le sol du district est « très peu fertile en grain... de sorte qu'il a été impossible d'exiger le montant des contributions en grains » (L. 3297).

(43) Lettre du procureur syndic de Billom, Durif, au département, 24 frimaire an II (L. 1285).

(44) Lettre-circulaire du 28 frimaire an II (L. 5591).

(45) Lettre du 12 frimaire an II (L. 5432).

(46) Lettre du 4 germinal an II (L. 5432).

(47) Lettre du 4 brumaire an II (L. 5591).

consommation » ? (48). Le vin est la ressource du pays ; mieux vaudrait le vendre et se libérer en monnaie courante (49). La commune de Monton représente qu'il serait « infiniment injuste et impolitique d'exiger des grains en nature, de simples artisans, marchands ou autres citoyens qui ne vivent que de leur industrie et n'ont aucune espèce de propriété, ou d'en exiger de gens qui ont des propriétés de tout autre genre comme pré, vignes, chevenières ou autres espèces de productions » (50). A Saint-Saturnin, « des journaliers forment les trois quarts de la commune et sont obligés d'acheter du bled pour faire vivre leurs familles » ; aussi travaillent-ils aux vignes voisines (51).

Si les paysans consentent à livrer leurs grains, auront-ils à les transporter eux-mêmes ? Le décret du 23 août 1793 leur prescrivait de les porter aux percepteurs des communes, ceux-ci assurant le charroi jusqu'au chef-lieu du district, aux frais de la République. Mais dans quel embarras se trouverait le percepteur, contraint d'entreposer la marchandise reçue au jour le jour, avant de la diriger sur le magasin ! Ceci permettait au directoire d'Issoire d'écrire que « peu instruits, les percepteurs trouveront tant de difficultés à faire une recette en nature, qu'il ni en aura pas un qui l'entreprene » ; le succès des versements en nature dépendait du transport immédiat des grains par les cultivateurs qui toucheraient une certaine somme pour le voiturage : « il vaut mieux les payer (ces frais) aux redevables qui presque tous auront des bestiaux, qu'à un percepteur qui sera aux expédients pour en trouver » (52). Le département se refusa à enfreindre la loi (53). Or les prévisions pessimistes du directoire d'Issoire se réalisèrent : les percepteurs tantôt ne purent se procurer de voitures, tantôt ne parvinrent pas à se faire rembourser (54).

Enfin les locaux manquaient qui se prêtaient à l'établissement de magasins (55). A Riom, on utilisa la grange et les greniers

(48) Lettre du 17 septembre 1793 au directoire de Clermont (L. 1286).

(49) Lettre du 23 brumaire an II (L. 1285).

(50) Lettre reçue par le département le 21 septembre 1793 (L. 1285).

(51) Délibération de la commune de Saint-Saturnin du 22 septembre 1793 (L. 1285).

(52) Lettre du 26 frimaire an II (L. 1285).

(53) Réponse du 23 frimaire an II au commissaire envoyé par le directoire d'Issoire. — Déjà le 5 frimaire ce district écrivait au département : « Il sera certainement très difficile de trouver assez de grain pour faire payer les contributions, et pour l'approvisionnement des marchés, attendu la pénurie où nous nous trouvons » (L. 1285).

(54) Ainsi le percepteur de Maringues se plaignit au directoire de Thiers que le prix des voitures ne lui eût pas été acquitté (L. 1285).

(55) Ceci ressort déjà d'une lettre du directoire d'Issoire, du 7 septembre 1793 (L. 1285). — Les textes font défaut.

des hospices civils ; et, comme aucune convention n'avait été passée sur le moment pour fixer les conditions du loyer, il fallut, sous le Directoire, vendre les denrées entreposées, lorsque les hospices réclamèrent une indemnité (56).

Aucun document n'est malheureusement resté permettant d'évaluer le rendement des lois d'août 1793. Seules les pétitions que les percepteurs de Chanonat, de Saint-Saturnin et de Saint-Amand-Tallende présentèrent en l'an IV, nous renseignent sur la valeur des dépôts effectués dans ces communes (57). Les grains versés ne correspondaient qu'à une faible partie des cotisations dues par les habitants (58).

Ainsi, non seulement l'impôt de 1793 serait encore dû en espèces, mais l'arriéré des contributions de 1791 et de 1792 n'avait pas sensiblement diminué.

Lé décret du 23 brumaire an III mit fin à cette première expérience de versements en nature (59). Le retour à la liberté des transactions, l'effondrement irrémédiable de l'assignat ne justifiaient pas cette décision de la Convention thermidorienne. L'exclusive perception en assignats, valeur nominale, se traduirait en fait par un avilissement définitif des paiements.

Certes, les autorités départementales applaudirent à la nouvelle loi, attitude que commandaient un réel sentiment de soulagement et un souci très vif de plaire aux gouvernants du jour. Le directoire du Puy-de-Dôme se laissa, au moins officiellement, bercer par l'espoir que le recouvrement ferait des progrès plus rapides, puisque les percepteurs se trouvaient libérés « d'une forme de paiement qui jettoit de l'embarras et en augmentoit le travail » (60). Les directoires des districts transmirent ces expressions optimistes aux municipalités et aux contribuables. « Ainsi plus de prétexte pour justifier les lenteurs du recouvrement », affirmaient Vidal et Gonin-Faure, administrateurs de Thiers (61).

(56) L. 1294.

(57) Cf. p. 294.

(58) Ainsi la commune de Chanonat, qui devait 8.455 l. pour la contribution foncière de 1791, avait payé 5.525 l. en juin 1793. Admettons qu'en brumaire an II, elle eût acquitté la totalité de l'impôt. Il lui restait sans doute à régler une bonne partie de sa cotisation de 1792 et la totalité de celle de 1793 (les rentrées pour 1793 étaient pratiquement nulles à cette date) ; soit un arriéré de 9 à 10.000 l. au minimum. Or le percepteur n'endossa que 1.687 l. 9 s. pour les versements en nature. Il en était à peu près de même à Saint-Amand-Tallende et à Saint-Saturnin.

(59) Bloch, *Recueil*, p. 482.

(60) Circulaire aux districts du 3 frimaire an III (L. 1285 et 5432).

(61) Lettre du 11 frimaire an III (*Arch. de Thiers*, liasses diverses).

Mais les ruraux, libres à présent de vendre à bon prix leurs récoltes s'empresseraient-ils de remplir le devoir fiscal ? Si le système de l'impôt en nature — mesure de circonstance aux yeux des dirigeants de l'an II — n'avait pas donné tous les résultats attendus, était-on autorisé à se réjouir de sa disparition rapide ? Les Thermidoriens s'apercevront avant longtemps que l'effondrement du papier-monnaie imposera le retour à ces lois d'août 1793, qu'ils avaient un peu légèrement abrogées par esprit de parti.

CHAPITRE IV

L'arriéré des contributions de 1791 et de 1792

L'achèvement de l'assiette

« D'après les états de situation des rôles des contributions de 1791 il reste encore à rentrer aux districts 161 matrices de rôles de la contribution foncière et 294 de la mobilière » (1). Ce bilan présenté par le directoire du département au Conseil général, le 14 décembre 1792, marquait l'ampleur du travail à effectuer, encore à cette date, pour l'établissement des nouveaux impôts dans les 473 communes du Puy-de-Dôme. Ce retard avait inévitablement affecté le recouvrement. Un assainissement rapide s'imposait. Mais par quels moyens ? Le système des commissaires, onéreux, donnait des résultats médiocres (2) ; les visiteurs des rôles, dont l'action personnelle aurait pu être fructueuse, n'existaient plus ; les directoires préféraient les exhortations aux contraintes.

Le procureur général syndic, Chauty, élu en novembre 1792, emprunte à son prédécesseur Monestier le ton de l'appel aux sentiments civiques : « N'oublions rien, ne négligeons rien pour mettre en pleine activité le recouvrement des contributions. La loi et l'intérêt de la nation nous en font un devoir ; il faut obéir, la plus petite négligence de notre part seroit un crime, évitons-le » (3). « Tournons tous nos regards sur les contributions. Agissons sans relâche et ne goûtons de repos que lorsque les opérations de 1791 et de 1792 seront achevées » (4).

(1) Cf. p. 115.

(2) Cf. p. 128.

(3) L. 5594.

(4) Lettre aux directoires de district, 26 juillet 1793 (L. 5594).

Les directives ne changent pas : on ne recourra aux contraintes qu'à l'extrême limite ; un arrêté du département, du 1^{er} mai 1793, précédant de quatre jours une Proclamation analogue du Conseil exécutif provisoire, préconise toujours l'envoi de commissaires (5). Les administrateurs s'émeuvent de l'inertie des municipalités renouvelées à l'automne de 1792 ; ils ne peuvent admettre que les nouveaux officiers municipaux rejettent la responsabilité sur les anciens ; ils estiment que ceux-ci doivent payer le traitement des commissaires pour moitié avec les communes, tandis que ceux-là rempliront les devoirs de leur charge (6). La contrainte n'interviendra qu' « en cas de refus ou négligence » de la part des autorités locales en exercice. Ces dispositions n'innovent guère et ne sont pas plus systématiques que les précédentes : aux procureurs syndics de juger si les circonstances réclament l'application de l'arrêté.

Comme en 1792, certains districts mettent beaucoup plus d'empressement que d'autres à nommer des commissaires. Montaigut les désigne tous, le 13 juin, et assigne à chacun son canton (7). Riom agit de la même manière, charge ses agents « d'aller dans chaque commune en retard pour se faire représenter toutes les opérations faites jusqu'à ce jour, destituer les anciens commissaires en cas de négligence de leur part et revêtir les nouveaux de tous les pouvoirs nécessaires... » (8). Issoire, au contraire, tergiverse (9). Alors que Riom affirme que « cette mesure a produit un bon effet », Issoire objecte que la saison ne se prête nullement à de tels travaux : « La rareté des bras et le prix de l'exploitation son au point que le cultivateur membre de municipalité, prend lui-même la faux et la faucille oubliant dans le moment les opérations des rolles pour lesquels le commissaire a besoin de concour » (10).

Chauty semonce les procureurs syndics, le 3 juin (11). Impatienté par les remontrances de l'administration d'Issoire, le département lui adresse d'office quatre commissaires : la leçon

(5) L. 5591 et Bloch, *Recueil*, p. 408.

(6) Le Conseil exécutif faisait supporter les frais moitié par les communes, moitié par les officiers municipaux *en fonctions*.

(7) Canton de Montaigut : Bouchardon, bourgeois et Calvinhae, notaire ; canton de Menat : Croisier, chirurgien et Charvilhat, huissier ; canton de Saint-Gervais : Géraud, notaire et expert-feudiste, Suchet, bourgeois ; cantons de Montel et de Pionsat : Mathivon, marchand à Pionsat (L. 1028).

(8) L. 1028.

(9) L. 1028 et 3114.

(10) Lettre du directoire de Riom du 15 juillet 1793 (L. 1028) ; lettre du directoire d'Issoire du 25 juillet 1793 (L. 911).

(11) L. 5591.

est comprise et ce district établit à son tour une liste de 35 commissaires (12). La liquidation des rôles arriérés progresse péniblement : à la fin de juillet, il reste sur le chantier 50 matrices foncières et 185 mobilières (13). Chauty se lamente : « Le renouvellement des corps administratifs approche, aurons-nous la douleur de laisser dans le plus mauvais état une partie aussi essentielle ? » (14). Il explique au ministre que rien n'a été négligé « pour presser les travaux des municipalités, mais que celles-ci ont toujours mis dans leurs opérations une lenteur inconcevable et bien nuisible » (15). Dès 1791, Monestier le constatait, et le remède se fait encore attendre.

Suivant l'habitude, le ministre s'en prend au département, qui se retourne vers les districts. Ainsi, le 9 septembre, Destournelles suggère à l'administration du Puy-de-Dôme d'envoyer elle-même des commissaires (16) ; il la stimule le 28 brumaire, après le passage de Couthon : « Il est temps que votre administration régénérée déploie une énergie républicaine » (17). Mais au reçu des notes ministérielles, transmises sans commentaires par le chef-lieu, les districts ne s'émeuvent pas. Par exemple, le directoire d'Ambert n'a jamais désigné de commissaires pour les communes de La Chaulme et de Saint-Clément (Saint-Anthème) ; la délimitation des départements remonte à 1790 et, le 9 ventôse an II, les gens d'Ambert osent donner l'explication suivante : « C'est parce que la démarcation des limites du département du Puy-de-Dôme avec celui de la Loire a fait naître des difficultés qui depuis longtemps ont été soumises à la décision de la Convention nationale » (18).

Les troubles, en particulier l'agitation créée autour du siège de Lyon, fournissent des excuses plus valables. L'assiette de l'impôt exigerait une atmosphère politique calme que l'année 1793 connaît moins encore que les précédentes. Le ministre se rend-il compte des besoins de l'heure lorsqu'il écrit qu'« il faut absolument que le bureau chargé de l'expédition de ces rôles s'en

(12) Arrêté du département du 13 juillet 1793 (L. 991) ; arrêté du directoire d'Issoire (L. 4409).

(13) L. 1029.

(14) Lettre-circulaire aux procureurs syndics, 26 juillet 1793 (L. 1029).

(15) Lettre du procureur général syndic au ministre, 23 juillet 1793 (L. 1004). — Ainsi le directoire de Thiers s'en prenait aux municipaux de Saint-Rémy qui faisaient « éprouver des difficultés sérieuses aux commissaires » (Lettre du 15 juillet 1793, L. 5591).

(16) L. 991.

(17) L. 1028.

(18) L. 1028.

occupe exclusivement » (19) ? A quoi Chauty riposte : « Les affaires sont si multipliées, surtout en ce moment où l'on n'est occupé que d'opérations militaires que celles relatives aux contributions doivent nécessairement en souffrir » (20). A Thiers, trois commissaires avaient été nommés pour accélérer la rédaction du rôle foncier de 1792 : la levée en masse contre Lyon interrompt l'opération (21). Le directoire d'Issoire note dans un mémoire, daté du 23 frimaire an II : « Les affaires de circonstance telles que les expéditions de la Lozère et de Lyon ont si fortement occupé l'administration du district d'Issoire et l'ont si fort privée de ses employés et des autres citoyens écrivains qui ont fait partie de la levée en masse qu'il n'a pu être autrement qu'il eut du retard dans la confection des rôles... » (22). A Besse, retards dûs à la même cause : les membres du directoire s'absentent 40 jours, à l'occasion du départ des troupes (23).

En frimaire, un apaisement se produit. Mais la loi du 14 de ce mois diminue l'autorité du département sur les districts. D'autre part, le remplacement du ministre Destournelles par la Commission des revenus nationaux ne fortifie pas sensiblement la direction générale : en principe, cette Commission agit sous le contrôle du Comité de salut public ; or celui-ci ne peut consacrer aux contributions qu'une attention distraite. Le 30 germinal, avant de quitter son bureau, Destournelles menace déjà les municipalités retardataires des foudres du Comité qui prendrait « vis-à-vis d'elles toutes les mesures qu'il croira convenables ou nécessaires » (24). A la fin de floréal, il faut achever 35 matrices foncières et 85 mobilières (25).

Le 9 prairial, le Comité de salut public arrête effectivement que les officiers municipaux, obstinés dans leur refus de terminer les rôles, encourront les sanctions prévues par la loi du 14 frimaire : les districts dénonceront les coupables à la Commission des revenus nationaux (26). « Le Comité exige impérieusement la fin d'un travail négligé depuis longtemps » (27). Néanmoins aucune poursuite ne fut entamée ou le gouvernement révolution-

(19) Lettre du 5 août 1793 (L. 1029).

(20) Lettre du 24 août 1793 (L. 1029).

(21) *Arch. de Thiers*, registre des délibérations, séance du 25 frimaire an II.

(22) L. 1029.

(23) Mémoire du 15 nivôse an II (L. 1029).

(24) L. 1028.

(25) L. 991 et 1029.

(26) L. 991.

(27) Lettre de la Commission des revenus nationaux du 25 prairial an II (L. 1029).

naire tomba sans doute avant que le Comité eût pu passer de la menace aux actes.

Après thermidor, la Commission des revenus nationaux déplore l'inachèvement d'un certain nombre de rôles (28). Les derniers ne seront mis en recouvrement qu'en l'an III et même dans les premiers temps du Directoire (29).

Quant à la patente de la Constituante, dont la suppression datait du 21 mars 1793, elle mourait d'une mort lente. Les directeurs des districts obtinrent non sans peine la remise des registres à souche détenus par les municipalités (30). En thermidor an III seulement, le département pourra écrire à la Commission : « Vous pouvez regarder cette partie comme terminée, et si vous n'en avez pas connu plus tôt le résultat, il faut l'attribuer à la lenteur de quelques districts et principalement à la négligence des officiers municipaux de plusieurs communes » (31). En réalité, pour se conformer à la loi qui exigeait le relevé du montant des rôles de la patente, les administrateurs avaient employé une année ; c'est ce qu'ils appelaient : « n'épargner ni soin, ni peines ».

En somme, la première patente se liquidait au moment où l'on finissait seulement d'asseoir les contributions de 1791 et de 1792.

Le recouvrement tardif de l'arriéré

Au seuil de la Terreur, les contribuables étaient loin d'avoir réglé leurs cotes pour les exercices révolus depuis l'application du système fiscal de la Constituante. Seuls, le retour à la vie normale, la reprise des affaires pouvaient activer les paiements ; la persistance de l'état de guerre civile et étrangère, les réquisitions et les levées d'hommes, la crise économique tendaient au contraire à anéantir les rentrées. Si la chute de l'assignat incitait dans une certaine mesure les détenteurs de papier-monnaie à porter au percepteur leurs billets avilis, de toute manière, la

(28) Lettre de la Commission des revenus nationaux du 27 fructidor an II : « Ainsi une opération commencée depuis quatre ans n'est pas terminée ; et vous annoncés que sous peu de *mois* tous ces rôles seront en recouvrement. ce n'est pas sous peu de *mois*, c'est sous peu de *jours* que ce travail doit être achevé » (L. 1029).

(29) L. 1029.

(30) La plupart des Conseils généraux des communes du district de Clermont ne répondirent pas à la demande qui leur fut adressée le 29 vendémiaire an III. Les agents nationaux requrent l'ordre de procéder eux-mêmes aux recherches (nivôse) (L. 3734 et 3954).

(31) Lettre du 17 thermidor an III (L. 1092).

source tarissait, où le gouvernement puisait ses revenus réguliers.

Cette ambiance défavorable ne facilita pas le recrutement des percepteurs. Dans beaucoup d'endroits, on en était encore, en l'an III, à les désigner pour l'exercice de 1793 (32). Le contrôle des états d'adjudication pour 1791 et 1792 absorba les directoires jusqu'à la fin de l'an II (33). Quelques sociétés populaires s'efforcèrent d'obtenir des redditions de comptes arriérés (34) ; de rares municipalités dénoncèrent les percepteurs négligents (35).

La correspondance de l'époque ne donne pas l'impression que les circonstances aient modifié le répertoire des exhortations administratives. Le décret du 17 juillet 1793 porte bien que « le paiement des contributions directes des années 1791 et autres antérieures ne pourra être retardé au delà du 30 novembre prochain », mais il ne prévoit aucune sanction ; seuls les fonctionnaires devront, pour toucher leurs appointements, justifier « de l'acquit de l'entière contribution mobilière de 1792 » (36). Quant à la Proclamation du Conseil exécutif provisoire du 18 juillet (37), elle ordonne aux directoires de département de prendre « les mesures les plus efficaces pour assurer, dans les circonstances impérieuses où se trouve la République, le plus prompt recouvrement des contributions » ; les districts feront poursuivre les percepteurs et les communautés, avec le concours des gardes et des gendarmes nationaux ; les noms des contribuables

(32) Le directoire de Thiers écrivit au département, le 4 floréal an II : « Vous nous demandés l'état des percepteurs pour 1793 et celui de leur remise. Vous ditte que leur nomination et la fixation de cette remise doivent être terminée. Permettés-nous de vous dire qu'il nous semble que d'après le vœu même de la loi cette opération ne peut être si avancée. Si nous ne nous trompons point, la loi dit que la nomination du percepteur sera faite a la réception du mandement. Or comment nos communes auraient-elles eut ce mandement puisqu'il n'est pas parvenu a nous mêmes... » (L. 5615). La désignation des percepteurs pour 1793 devait être faite, cependant en temps opportun, afin d'assurer le recouvrement de l'arriéré. — Quelques exemples choisis dans le district de Thiers pour préciser l'époque des adjudications : à Augerolles, le 15 octobre 1793 ; à Celles, le 22 octobre ; à Saint-Victor, le 6 octobre ; à Lezoux, le 7 octobre ; à Neyroude, le 8^e jour du 2^e mois de l'an II, etc. Par contre, à Dorat, le 20 brumaire an III ; à Olmet, le 15 brumaire an III ; à Vodable, le 20 brumaire (L. 5615) ; de même à Thiers, en thermidor an III (Comptes décadaires de l'agent national de ce district, 2^e décade de thermidor an III, L. 5446).

(33) L. 1251.

(34) Ainsi celle de Cébazat, 1^{er} germinal an II (L. 1251).

(35) Celle de Saint-Bonnet-Orcival, délibération du 4 novembre 1793 (L. 1251).

(36) Bloch, *Recueil*, p. 414.

(37) Bloch, *Recueil*, p. 415.

en retard subiront l'affichage. Cependant les méthodes coercitives, employées dans les domaines politique et même économique, n'apparaissent toujours pas et rien ne prouve que le gouvernement révolutionnaire assure davantage le respect du devoir fiscal. Constatant, le 24 septembre 1793, que la rentrée des contributions de 1791 « laisse fort à désirer », Destournelles se borne à croire que les injonctions du Conseil exécutif suffiront à améliorer la situation (38). Plusieurs mois après, le 1^{er} ventôse an II, le ministre affirme que « tout retard est aujourd'hui une infraction à la loi », mais il se berce encore de l'espoir que les Français s'empresseront « d'acquitter une dette légitime et de concourir ainsi au soutien d'une guerre qui ne peut finir que par la victoire de la liberté sur la tyrannie, et des patriotes sur les despotes » ; si le directoire du département fait valoir cet argument patriotique auprès des districts, ceux-ci s'emploieront certainement à faire payer l'impôt avec rapidité (39).

Suivons le district de Thiers : il ne met ni plus ni moins d'activité que dans les années précédentes à accélérer le recouvrement. En août 1793, il apprend que « les communes d'Olmet et Augerolles, au lieu d'exciter le zèle de leurs contribuables refusent même de recevoir le paiement qu'on leur offre » ; les administrateurs thiernois découvrent qu'« un moyen sur de leur faire changer de conduite est sûrement de les presser pour la rentrée de leurs rôles » (40). Le directoire insiste à nouveau, le 19 germinal, sur le procédé qui consiste à « redoubler d'efforts et d'instances auprès des communes » (41) ; la ville de Thiers est en retard : « Encore une fois, redoublés de zèle, nous vous en conjurons » (42). La même antienne revient sans cesse : des contraintes seront décernées, si les lenteurs persistent : le 15 floréal, les administrateurs menacent les communes ; le 15 messidor, ils autorisent le receveur à user des moyens de rigueur ; le 13 thermidor, ils font craindre aux Thiernois des sanctions imminentes. Le 23 frimaire an III, l'agent national du district en appelle toujours aux bons sentiments des redevables ; « on

(38) L. 1256.

(39) L. 1256.

(40) Lettre du 17 août 1793 au receveur du district (L. 5591).

(41) *Arch. de Thiers*, liasses.

(42) Lettre du 11 floréal an II (*Arch. de Thiers*, liasses et L. 5432). Nouvelle circulaire aux communes, le 13 floréal an II : « Redoublés donc de zèle. Stimulés celui de vos concitoyens » (L. 5432). Le 14 brumaire an II, le percepteur ayant annoncé que des malveillants avaient fait courir le bruit qu'on ne payerait plus de contributions, le Conseil général de la ville arrêta déjà qu'il fallait instruire le peuple sur l'importance de l'impôt.

ne doit pas craindre de mettre en usage les mesures de rigueur », ajoute-t-il : mais il s'en tient à des phrases (43).

Attitude identique des autres districts. Le directoire de Clermont signe, le 26 pluviôse an II, un arrêté qui donne un mois aux municipalités pour solder le montant de leurs contributions, faute de quoi « une contrainte par vente de leur mobilier (s'effectuerait) dans les huit jours qui suivront l'expiration » (44). Sur la requête du maire Monestier, le Conseil général de Clermont invite les sections à se conformer à la loi ; il ne s'effraie pas outre mesure des termes, rigoureux en apparence, de l'arrêté du district (45). En l'an III, il subsiste un arriéré dans le district d'Issoire ; quel langage emploie le directoire pour animer les redevables ? « Dites aux citoyens de votre commune que le caractère d'un vrai républicain est l'amour de son pays, que le maintien d'un gouvernement bien organisé dépend de l'exactitude de tous les membres qui le composent, à payer leur portion contributive... » (46). Ne croirait-on pas, à peu de choses près, lire une pièce datée de 1791 ? Les illusions persistent dans la vertu de la phraséologie sentimentale.

Les comptes décadaires des agents nationaux se taisent ou expriment l'optimisme. L'agent national de Chanonat est-il plus franc que ses collègues, lorsqu'il parle de « l'impossibilité physique ou sont les pauvres de pouvoir s'acquitter » ? Il ajoute aussitôt : « Nous avons pris tous les moyens qui étoit en notre pouvoir pour faire solder les riches » (47). Langage véridique ou simplement conforme à l'esprit du temps ? L'agent national d'Augerolles assure que « chaque propriétaire s'empresse de venir payer ses contributions » et l'un de ses voisins, celui d'Escoutoux, précise que « les contributions malgré la misère ont leur exécution » (48). La municipalité de Thiers note avec plaisir la liquidation de l'exercice de 1791 (49).

Si l'on serre de près le recouvrement de cet arriéré, on a l'impression que le rendement est moins mauvais que les circonstances ne le feraient craindre. Au début de l'année 1793,

(43) L. 5432, L. 5594 et *Arch. de Thiers*, liasses.

(44) *Arch. municipales de Clermont*, G. 12.

(45) Arrêté du 28 pluviôse an II, registres des délibérations, t. XX (*Arch. municipales de Clermont*).

(46) Ventôse an III (L. 4404).

(47) Compte décadaire du 22 ventôse an II (L. 3765).

(48) Compte décadaire de l'agent national d'Augerolles, ventôse an II ; d'Escoutoux, germinal an II (L. 5449).

(49) Ventôse an II (L. 5432).

les rentrées s'élèvent aux $\frac{3}{5}$ de la foncière de 1791 et au $\frac{1}{10}$ à peine de la mobilière ; quant aux contributions de 1792, elles restent dues dans leur presque totalité.

Le tableau suivant montre le rythme des paiements du district de Clermont :

(proportions des versements par rapport au total)

Dates	Foncière	Mobilière	Foncière	Mobilière
	1791	1791	1792	1792
avril 1793	66 %	7 %		9 %
mai	67 %	7 %	0,1 %	9 %
juin	70 %	8 %	0,1 %	9 %
juillet	71 %	8 %	0,1 %	9 %
août	74 %	8 %	0,7 %	10 %
septembre	78 %	9 %	5 %	10 %
octobre	78 %	10 %	5 %	10 %
frimaire an II	81 %	13 %	10 %	14 %
novembre	83 %	13 %	16 %	14 %
pluviôse	84 %	13 %	20 %	14 %
ventôse	86 %	17 %	30 %	15 %
germinal	88 %	20 %	41 %	15 %
floréal	89 %	32 %	43 %	16 %
prairial	90 %	32 %	44 %	16 %
messidor	90 %	33 %	47 %	16 %
thermidor	90 %	34 %	49 %	17 %
fructidor	91 %	40 %	51 %	18 %

(50).

La contribution foncière continue de rentrer plus rapidement que la mobilière. Pour celle-ci, la recette de 1792 dépasse la recette de 1791 et ce phénomène curieux subsiste jusqu'en pluviôse ; l'habitude des redevables de payer pour l'année la plus proche expliquerait cette anomalie. Un saut très brusque s'observe en frimaire an II et la situation demeure satisfaisante durant l'hiver et une partie du printemps. Après le battage, les paysans disposent de grains, peuvent les porter aux magasins de subsistances ou les vendre pour se procurer des assignats. D'autre part, le papier monnaie cesse de se déprécier et regagne même des points, d'octobre 1793 à ventôse an II. Or, au moment du rapide effondrement, de février à juillet, les versements avaient faibli ; les détenteurs pouvaient espérer qu'à attendre davantage, ils se libéreraient plus facilement (51). L'améliora-

(50) L. 1269. — Pour vérifier la valeur de cet exemple, on peut procéder à une comparaison pour un mois déterminé.

Exemple : perception de la foncière 1792 en septembre 1793 : à Thiers, 4 % ; à Ambert, 4 % ; à Montaigut, 15 % ; à Riom, 0,7 % ; à Issoire, 0,1 % ; à Billom, néant.

(51) Voir déjà p. 261.

tion survenue à partir de l'automne 1793 déçut leur attente et les incita à reprendre leurs paiements. Un ralentissement marque les mois qui voient, avec la reprise des travaux de la belle saison, un nouveau fléchissement de l'assignat. Enfin, l'organisation du gouvernement révolutionnaire, le passage des représentants en mission, le rétablissement du calme dans le centre de la France, les premières victoires au dehors ont sans doute aidé les percepteurs.

En l'an III, la crise économique s'aggrave encore et l'autorité gouvernementale s'affaisse. Du reste, le grand Comité de salut public n'apporta jamais à faire rentrer l'arriéré cette volonté qu'il manifesta par ailleurs. Le changement de personnel politique ne transforme pas les dispositions des contribuables. Ceux-ci ne sont ni plus ni moins zélés qu'en l'an II. Au 27 vendémiaire an IV, la perception se présente ainsi qu'il suit pour l'ensemble du département : 99 % de la foncière 1791, 77 % de la mobilière, 94 % de la foncière 1792 et 59 % de la mobilière (52). Les habitants inscrits aux rôles accueillent avec satisfaction la suppression de l'impôt en nature, le retour à la liberté des transactions et même la chute accélérée du papier-monnaie. Les recettes des Thermidoriens font encore plus illusion que celles du gouvernement révolutionnaire.

Il faut en outre tenir compte des sommes remboursées aux redevables pour décharges et réductions. Elles montaient à 55.626 l. en thermidor an III, pour les contributions de 1791 et de 1792 (53). La loi du 23 nivôse an III précisa les fonds de non-valeurs mis à la disposition du département ; ils s'élevaient à 187.323 l. (54). La grande majorité des ordonnances datent de l'an II et de l'an III (55). Sans doute l'Etat ne restituait

(52) L. 1092.

(53) L. 1146.

(54) Bloch, *Recueil*, p. 487.

(55) Pour préciser les dates, prenons l'exemple du district de Riom. Ordonnances signées en faveur des contribuables de : Riom, 7 ventôse an II ; Mozat, 4 pluviôse an II ; Saint-Bonnet, 6 pluviôse an II ; Aigueperse, 8 avril 1793 ; Joserand, 3 ventôse an II ; Beauregard, 12 ventôse an II ; Yssac-la-Tourette, 6, 19 et 28 nivôse an II, 2 ventôse an II ; Prompsat, 6 brumaire an III, 5 frimaire an III ; Saint-Ignat, 5 pluviôse an II ; Saint-Hippolyte, 6 messidor an II ; Volvic, 28 thermidor an II, etc. Toutes les ordonnances de la mobilière de 1792, à Ambert comme à Thiers, sont postérieures à 1793.

En bénéficièrent : à Issoire, 6 vicaires et prêtres pour la mobilière de 1791 ; à Ambert, 58 prêtres et anciens prêtres, 27 laïcs dont 12 juges de paix et greffiers ; à Besse, le juge de paix Joseph Morin, le greffier Henry Hours, le receveur d'enregistrement Jean Andrieux, le curé Sadourny, un administrateur du district, Boyer, le juge de paix de Tauves, Alexandre Bleton, le receveur du district Antoine-Joseph Morin, le brigadier de gendarmerie Sarron (L. 3286). Pour la foncière de 1791, on dénombre à Ambert : 78 cultivateurs, 10 fabri-

que des assignats dépréciés ; mais, pour être faibles — d'ailleurs impossibles à évaluer — ces sacrifices n'en diminuaient pas moins encore le rendement de l'arriéré.

Les terroristes, qui n'avaient pas compté sur les contributions normales pour alimenter le Trésor, s'étaient tournés vers les taxes extraordinaires et l'impôt en nature : ils avaient fait vivre les villes et les armées. Les Thermidoriens, en abandonnant la perception en grains et en permettant aux contribuables de payer avec un papier avili à l'extrême, laissèrent la disette s'installer dans les centres et le dénuement parmi les troupes, non sans compromettre également le sort des impôts de 1793 et de l'an II.

cants papetiers, 5 propriétaires, 4 marchands, 3 hommes de loi, 1 maçon, 1 ex-curé ; à Job, 6 fabricants et 1 cultivateur ; à Beurrières, 6 cultivateurs ; à Saint-Anthème, 29 cultivateurs et 1 homme de loi (L. 1145 et 1146).

CHAPITRE V

Les contributions de 1793 et de 1794

La législation se résume dans trois décrets de la Convention :

1° le décret du 3 août 1793 établit la contribution foncière de 1793 sur le modèle des précédentes ;

2° le décret du 9 frimaire an II manifesta l'intention des représentants de changer les bases de la contribution mobilière de 1793 ;

3° celui du 23 nivôse an III supprima la mobilière et fixa la contribution foncière de 1794 aux trois quarts de celle de 1793 (1).

De l'examen de ces dates, une première constatation se déduit : les Montagnards ne prirent ou ne purent prendre le temps de régler l'exercice de 1793 que sur la fin de cette même année ; depuis 1789, jamais gouvernement n'avait assumé la responsabilité d'un retard aussi prononcé. Les Thermidoriens, encouragés par le précédent, laissèrent l'année 1794 s'écouler entièrement avant d'en fixer les impôts. Comme le législateur n'accordait à cette partie qu'une attention distraite, le contribuable pouvait s'autoriser de cette négligence pour exagérer son mauvais vouloir. D'ailleurs, beaucoup plus que la carence des dirigeants, la violence de la crise révolutionnaire engendrait cette paralysie fiscale. Des trois contributions créées par la Constituante en 1791, il n'en restait, quatre ans après, qu'une seule et très amoindrie, tant par l'abaissement du montant que par l'affaiblissement de la valeur de ce montant.

(1) Bloch, *Recueil*, pp. 416, 449 et 487.

La répartition de la contribution foncière de 1793

Au lendemain du 2 juin, la Convention avait adopté le principe de la confection d'un cadastre ; la suite des événements anéantit les effets de cette grande pensée. Cambon en était pour le maintien de la législation existante (2) et la contribution foncière de 1793 reposa sur les mêmes fondements que ses aînées : chiffre global, répartition et dégrèvement entre les départements, rapport du principal au revenu net foncier (3), matrices des rôles, toutes les dispositions valables pour 1792 demeurèrent. Tout au plus les officiers municipaux délibéreraient-ils « les changements aux matrices existantes » et la seule nouveauté résidait dans l'augmentation du fonds de non-valeur (4). Ainsi la foncière gardait son caractère essentiel d'impôt de répartition, dont la masse fixée par avance ne dépendait pas de la capacité de paiement des redevables. Se libérer devenait, il est vrai, relativement aisé avec la chute de l'assignat. L'Assemblée n'hésita pas à n'accorder que six mois pour ce nouveau versement de papier-monnaie avili (5).

Le 20 août 1793, Destournelles annonça l'impôt foncier de 1793, sans insister au reste pour une répartition rapide, sachant que la plupart des rôles de l'année précédente n'étaient pas encore expédiés (6). Le procureur général syndic Chauty convoqua cependant ses collègues pour le 2 septembre en vue de la répartition (7). Il choisissait mal son moment : les soulèvements du Lyonnais préoccupaient davantage les administrateurs ; les uns, comme Noyer-Dubouyt, rassemblaient à Thiers et à Ambert les forces dont d'autres, demeurés à Clermont, organisaient le ravitaillement (8). Les divergences politiques entravaient également l'activité de ce directoire. La séance du 2 septembre ne put avoir lieu ; on l'ajourna au 12, puis au 23 septembre, toujours en raison des « circonstances » (9). Or, ce fut le 23 septembre que le directoire jacobin, installé par Couthon et Mangnet, entra en fonctions. Les districts profitèrent de ce répit

(2) M. Marion. *Hist. financière*, t. III, p. 141.

(3) C'était toujours le 5^e en principe.

(4) Bloch, *Recueil*, p. 416.

(5) M. Marion, t. III, p. 141.

(6) L. 1029.

(7) Lettre du 27 août 1793 (L. 1004).

(8) Séance du directoire du département du 12 septembre 1793 (L. 993).

(9) Séance du directoire du département du 12 septembre 1793 (L. 993).

pour coucher par écrit leurs doléances, sous forme de longs mémoires, parfois bourrés de chiffres (10).

Le mois d'octobre passa. Le nouveau procureur général syndic Boutarel exposa au ministre, le 18 frimaire: « Il s'est écoulé, quelque célérité que nous ayons mis, un tems assez considérable entre le moment de la cessation des fonctions de nos prédécesseurs et celui où les notres ont pris leur cours ordinaire... surtout les administrateurs de ce département se sont portés sur Lyon et cette transplantation générale a produit la stagnation des autorités constituées qui avaient à appliquer tous leurs soucis vers les moyens de pourvoir cette masse d'hommes des subsistances qui leur était nécessaire » (11). Les membres du directoire se bornèrent à « préparer les matériaux pour le répartition », sans être à même de seconder Destournelles « dans tout ce qui peut tendre au bien de la chose publique » (12). Survint le décret du 14 frimaire; ils voulurent liquider la gestion de la période antérieure et en particulier l'emprunt contracté pour achat de denrées de première nécessité. « Nous pensons, écrivirent Noyer-Dubouyt et Costes au président du Comité des finances de la Convention, que la légitimité de ces motifs détruira auprès du Comité des finances la dénonciation (13) qu'on lui a faite sur la prétendue négligence de notre administration dans le recouvrement des impôts » (14). En communiquant aux districts la circulaire ministérielle, explicative de l'impôt mobilier de 1793 (15), les administrateurs les interrogèrent sur leurs revenus fonciers. Certains, à n'en pas douter, désiraient prendre contact avec leurs compatriotes afin de les mieux défendre (16). Malheureusement

(10) L. 1004, L. 5405.

(11) L. 1004.

(12) Ils ne répondaient même pas toujours aux lettres pressantes du ministre: lettres de Destournelles du 14 et du 21 brumaire an II (L. 1004).

(13) Destournelles avait signalé au Comité les départements retardataires.

(14) Lettre du 23 pluviôse an II (L. 1004).

(15) Le 27 frimaire an II.

(16) Voici, par exemple, la lettre adressée par Limet au directoire de Thiers: « Clermont-Ferrand le 20 nivôse l'an 2^e de la République Française une et indivisible.

Mes bons amis.

Nous devons repartir l'impôt au premier jour. Vous connaissez l'amitié que je porte à votre district; je serais donc bien fâché qu'il supportât plus qu'il ne doit, si par erreur les anciens administrateurs eussent fait une répartition qui vous fut onéreuse.

Si donc vous avez quelque instruction à me donner, veuillez me la faire passer sans nul retard et par le premier courrier afin que je puisse agir.

Salut et fraternité, vive la République

Limet (L. 5594).

Et voici la réponse du directoire de Thiers, en date du 25 nivôse:

les réponses tardèrent (17).

Enfin le 2 ventôse, le département, présidé par Laforie, examina les bases des répartitions antérieures. Il résolut de les écarter comme « vicieuses et fautives » (18) et, retenant les pétitions des districts, les invita pour la seconde fois à transmettre dans les 24 heures, l'état des revenus fonciers (19). Il annonça au ministre qu'il voulait confronter ces revenus avec la répartition de la foncière de 1792, « opération qui, étant assise sur une base aussi égale que proportionnelle remplira les vues de la loi qui fait pressentir qu'on ne peut établir une juste proportion dans le répartition de l'impôt qu'après avoir fait le cadastre général des propriétés et procédé à leur estimation suivant leur classe ». Le directoire comptait se mettre au travail dans les quatre jours, mais il ne prit son arrêté de répartition que le 15 ventôse et ne distribua le dégrèvement que le 18 (20). Restait à évaluer les sols additionnels qui alimenteraient le fond de décharge et les dépenses locales : comme les districts devaient au préalable faire connaître leurs besoins, deux mois s'écoulèrent encore avant que les chiffres définitifs eussent été fixés. Le répartition entre les municipalités dut attendre l'arrêté du 23 floreal (21). Or la contribution foncière de 1793 était payable mensuellement par sixième à partir du 1^{er} octobre 1793 ! (22).

Quand les administrateurs du département examinèrent les états des revenus fonciers transmis par les districts, ils s'étonnèrent « des différences si grandes » que ces états présentaient avec ceux de 1792. Comme le temps pressait, ils décidèrent de conserver les proportions de l'année précédente, quitte à dégrever sur des bases plus équitables.

(16) *Suite* :

« Citoyen et ami

Nous avons reçu ta lettre du 20. Nous y avons reconnu cette droiture qui caractérise ton cœur. Il est de fait que lors des repartement on a toujours calculé nos produits trop haut... Il semble que Riom en a toujours imposé en décriant la partie de son sol connue sous le nom de Marais. Cette partie quoiqu'on en dise produit immensément et n'est pas imposée en proportion des autres. Nous t'en conjurons. Fais tous tes efforts pour nous obtenir une réduction. Nous ne te disons que la vérité rien que la vérité. Salut et fraternité. Vive la Montagne. » (minute, L. 5596).

(17) Ce que constatait le département dans une lettre au ministre, en date du 24 pluviôse an II (L. 1004).

(18) Lettre du département au ministre, 2 ventôse an II et arrêté du 16 ventôse (L. 1004).

(19) C'est à cet arrêté que nous devons de posséder les états détaillés des revenus fonciers (L. 1004).

(20) L. 233, 1004 et 1146.

(21) L. 1004.

(22) Art. 15 de la loi du 3 août 1793 (Bloch, *Recueil*, p. 418).

La physionomie définitive de la répartition apparut à la délibération du 18 ventôse. Les sous additionnels compris, le montant de l'impôt s'élevait à 4.806.700 l., dont 3.789.200 l. pour le principal. Le dégrèvement était de 642.100 l. Les trois districts de Clermont, Riom et Billom, qui se partageaient la plus grande partie de la Limagne, supportèrent une augmentation. La région de Riom avait eu en 1793 « un produit considérable en grains » : sur la portion de dégrèvement qui revenait à ce district, on retrancha les trois quarts pour en faire bénéficier les autres circonscriptions. D'où l'opération suivante :

dégrèvement théorique du district de Riom : 130.310 l. ;

dégrèvement réel de ce même district : 32. 590 l.

Soit 609.509 l. à répartir sur les sept autres districts. Les résultats gagnent à être placés en face de ceux de 1792 (23) :

Districts	Revenu foncier	Contribution foncière		Portion prélevée par l'impôt sur le revenu	
		de 1792	de 1793	en 1792	en 1793
Ambert	9,3 %	9,5 %	8,3 %	42 %	36 %
Clermont	26 %	23,7 %	24 %	36 %	37 %
Montaigut ...	6,7 %	5,9 %	5,2 %	34 %	40 %
Issoire	13,4 %	14,2 %	13 %	44 %	41 %
Thiers	9,9 %	11,1 %	10 %	46 %	43 %
Besse	5,9 %	6,4 %	5,8 %	48 %	44 %
Billom	10,5 %	10,6 %	11 %	42 %	45 %
Riom	17 %	18,4 %	22 %	44 %	50 %
				moyenne du département	
(24).				—	42 %

La position favorisée d'Ambert trouve son explication dans les lourdes réquisitions pour l'armée de Lyon et peut-être dans l'influence de Maignet. Clermont réussit à ne pas perdre sensiblement ses avantages, tandis que Riom — comme on pouvait le prévoir — fait les frais de la nouvelle distribution. Faut-il voir là un nouvel épisode de la vieille rivalité entre les deux capitales de la Basse-Auvergne ? (25).

(23) Cf. p. 228.

(24) Par rapport à 1792, les districts dégrevés étaient ceux d'Issoire (39.679 l.), Thiers (14.479), Ambert (61.904), Besse (25.632) et Montaigut (22.632) ; par contre étaient augmentés : Clermont (11.880 l.), Billom (23.337), et surtout Riom (161.573) (L. 1146).

(25) Remarquons que Bontarel, de Riom, cessa de siéger au directoire en frimaire.

Les districts ne rompirent pas avec leurs habitudes nonchalantes. Bien qu'il n'eût pas à se féliciter de son sort (26), le directoire de Riom fut le premier à envoyer leurs mandements aux municipalités (messidor an II) (27). Issoire suivit de peu, en expliquant que « des erreurs s'étaient glissées dans la répartition » et en se félicitant de ne pas retarder plus longtemps « le recouvrement, qui en remplissant les caisses nationales, assurera des moyens pour le succès de nos armes et la destruction des tyrans » (28). Montaigut dut différer son envoi, parce que les administrateurs étaient « surchargés d'ouvrage pour le départ des citoyens de la première réquisition » (29). Clermont prétexta le scrupuleux examen du rôle de toutes les communes (30). Les derniers mandements n'allèrent aux communes qu'en vendémiaire an III (31).

Inscrivons la répartition de la foncière de 1793 sur une carte (carte VII), établie selon la même méthode que précédemment (32). L'évolution constatée en 1792 vers un ajustement de l'impôt en rapport avec les revenus fonciers s'est poursuivie, accentuée. Les administrateurs jacobins ont redressé beaucoup d'erreurs commises par leurs prédécesseurs : ils ont soulagé les régions montagnaises d'Ambert et de Besse, augmenté la Limagne. Mais ils se sont arrêtés avant d'avoir réalisé une œuvre vraiment équitable. Dans le district de Riom, si le taux des pays de plaine paraît juste, les cantons élevés demeurent excessive-

(26) Nous en avons l'écho dans un mémoire, ni signé, ni daté, rédigé par les Riomais à l'occasion de la répartition de l'an V. Il y était dit que le procédé offrait « le caractère de la violence » (L. 1009).

(27) L. 1004.

(28) Lettre du directoire d'Issoire du 25 messidor an II (L. 1004).

(29) Lettre du 11 germinal an II (L. 1004).

(30) Les membres de ce directoire auraient voulu « éviter des réclamations auxquelles souvent il est impossible de répondre, soit parce que les réclamants font de fausses déclarations soit parce que ces mêmes réclamations ne sont point revêtues des formalités prescrites par la loi, soit enfin parce que les communes chargées d'en faire les rapports ne sont pas assez intelligentes pour donner les renseignements qui leur sont demandés... ». Le contingent du district se répartit « au marc la livre sur toutes les collectes à l'exception néanmoins de plusieurs d'entrelles dont les facultés foncières reconnues et qui d'après les connaissances locales de l'administration ont été portées à un taux plus haut qu'en 1792 et par ce moyen celles qui sont réellement surchargées ont éprouvé une diminution en comparaison. Cette répartition a été faite avec toute la justice qu'exige une opération d'où dépend celle qui doit être justement rendue à ceux des propriétaires de fonds qui le plus souvent sont imposés au dessus de leurs facultés... » (Compte des opérations du bureau de l'impôt de ce district sous la surveillance du citoyen Maulhot, 7 vendémiaire an III. L. 3914).

(31) L. 1004 et 3914.

(32) Les états des revenus fonciers, dont on s'est servi, datent précisément de ventôse an II.

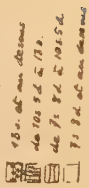
Carte VII

La Contribution foncière de 1793

Proportion expensée en sous pour litre
entre la contribution et le revenu foncier

Moynano: 1055d. p 2

Echelle proportionnelle à celle
de 1791



(P. 2 mont. 6512

Autisme: 8654

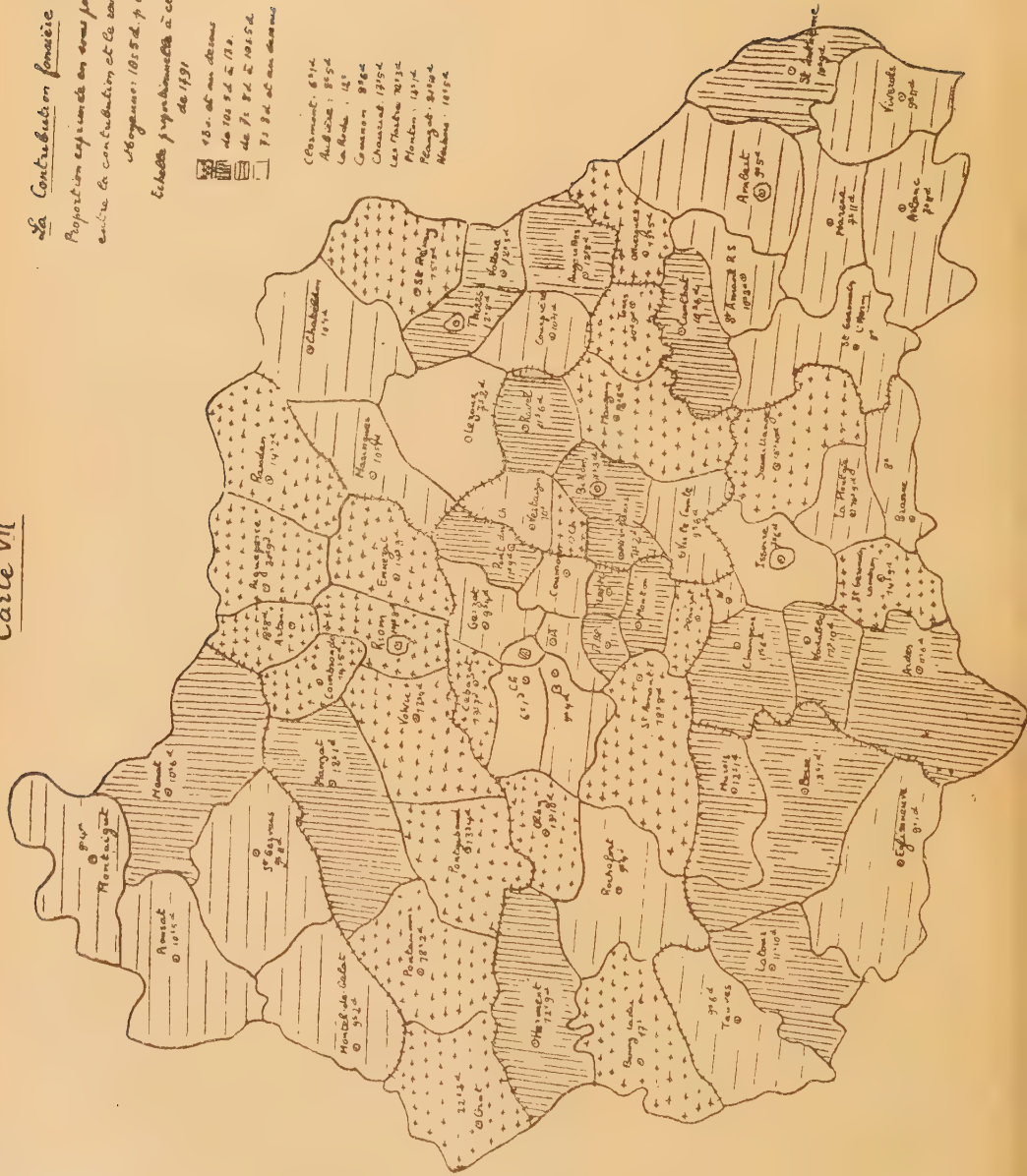
1877. 1878. 1879.

Chancel. 1795d

Les Histoires N° 32

Monton, 14312

1895
 1896



ment frappés. Même observation pour le district de Clermont : avec raison, les membres de ce directoire ont chargé davantage certaines localités du couloir d'Allier ; cependant ils n'ont que trop épargné encore le chef-lieu et ses environs, si bien que l'anomalie persiste de contrées pauvres grevées au profit de plus riches (33). C'est toujours sur les montagnards, cantons de Mauzun et de Tours, que Billom rejette avec constance le plus fort de la somme qui lui est imposée. Thiers a pour Châteldon, Maringues et Lezoux — circonscriptions de plaine — des faiblesses qui ne se démentent pas d'une année à l'autre ; il réserve sa sévérité aux contribuables de Saint-Rémy, Vollore et Augerolles, sauf à faire pour Courpière une légère concession. Les administrateurs d'Issoire savent surtout ménager leur ville ; sans doute demandent-ils un effort plus considérable à Champeix, mais au lieu de favoriser Sauxillanges et Saint-Germain-Lembron, ils préfèrent répartir uniformément la décharge.

En 1793, l'opération continua de dépendre par trop exclusivement des cloisonnements administratifs, des préférences des districts, et, somme toute, des questions de clocher. Quoiqu'assez marqué, le progrès restait gêné par les vices de méthode.

La répartition de la contribution mobilière de 1793

La Convention avait entrepris, sans grande conviction d'ailleurs, d'améliorer l'assiette de la contribution mobilière (34). Beaucoup — et Ramel entre autres — l'auraient enterrée sans regret. L'Assemblée désirait moins lui donner la physionomie d'un véritable impôt de quotité qu'en diminuer le poids, tout en envisageant l'intérêt de lui trouver d'autres bases. Un très fort dégrèvement était attendu depuis l'entrée en vigueur des lois sur les prêtres réfractaires. Dans sa session du mois de décembre 1792, l'Assemblée départementale du Puy-de-Dôme avait marqué que les « pensionnés de l'Etat étant réduit de plus des trois quarts dans ce département », il ne pouvait être question de conserver les traitements des fonctionnaires comme « principale base de la répartition » (35).

(33) Ainsi le canton de Rochefort, plus riche que les cantons d'Olby et de Bourg-Lastic, est toujours moins imposé que ceux-ci. Une délibération de la municipalité cantonale de Saint-Gervais (11 vendémiaire an VI) nous apprend que dans cette circonscription, les communes de Saint-Gervais et d'Espinasse, peu fortunées, étaient défavorisées au profit de leurs voisines, Saint-Priest-des-Champs et Saint-Julien-la-Geneste, un peu plus riches (L. 1013).

(34) Cf. Minoret, *La contribution mobilière*, p. 349.

(35) Séance du 20 décembre 1792 (L. 228).

Partant des matrices de 1792, les directoires des districts calculeraient les quote-parts des communes à la moitié du montant des taxes fixes, à la moitié du montant des cotes mobilières portées au 18° et à la moitié du montant des cotes d'habitation au 40° ; en aucun cas on ne pourrait imposer en sus de ces taux (36). Cependant le contribuable ne devait pas croire qu'il paierait moitié de ce qu'il payait en 1792 : le changement portait sur « la quotité de la somme assignée à la commune » ; les cotes variables diminueraient souvent d'importance et disparaîtraient, même si les taxes fixes suffisaient à remplir les mandements municipaux (37). L'article 10 de la loi du 9 frimaire obligeait les districts d'aboutir dans les huit jours, « à peine de 100 l. par jour de retard contre chacun des administrateurs ». De leur côté, les municipalités n'avaient qu'une quinzaine pour rectifier les matrices des rôles : délai trop court pour permettre une amélioration sérieuse de l'assiette.

Le décret du 9 frimaire fut transmis le 27 aux districts ; en vertu du rigoureux article 10, ceux-ci se voyaient théoriquement contraints de l'exécuter dans le courant de nivôse. Mais les sanctions pécuniaires effrayaient si peu que, le 21 ventôse encore, le ministre se contentait d'en rappeler l'existence (38). Au début de germinal, le département rédigea coup sur coup deux circulaires, sans grand effet (39). « Marquez-moi les mesures que vous aurez prises contre les districts en retard », insistait Destournelles (40) ; et l'administration du Puy-de-Dôme de répondre qu'Issoire « avait déjà formé l'état du montant de la cote-part de chaque commune jusqu'à concurrence de celles qui n'avaient pas encore formé leur rôle matrice », que Montaigu, surchargé d'opérations par le départ de la première réquisition, entreprendrait son travail dès qu'il le pourrait, que Billom ne répondait pas et que Clermont était arrêté par la carence des municipaux de cette ville. Comme, le 2 floréal, le directoire d'Issoire n'avait pas réussi à se mettre en règle, le département se décida à lui adresser une

(36) Bloch, *Recueil*, p. 452.

(37) « Il pourra en résulter, annonçait Destournelles, que la cote d'habitation sera très faible, quelquefois même nulle, et que quelquefois encore la cote mobilière ne sera pas au 20° » (Bloch, p. 454). Il arriva que le montant des taxes fixes suffit à remplir le mandement de la commune, « en sorte que tous les citoyens se trouvaient cottisés à des sommes à peu près égales » (Lettre de la Commission des revenus nationaux au département du Puy-de-Dôme, 14 brumaire an III, L. 993).

(38) L. 1004.

(39) 2 et 8 germinal an II (L. 1004).

(40) Lettre du 11 germinal an II (L. 1004).

sommatum (41). Piquante réplique : « Citoyens. Nous avons reçu votre lettre d'aujourd'hui relative à l'état des cottes part des communes dans la contribution mobilière de 1793. L'administration est sensible a vos procédés et vous remercie. L'état que vous demandez étoit fait, et nous vous l'envoyons par le même gendarme » (42). On peut admirer les autorités de l'an II, qui avaient su exécuter la loi, avec moins de quatre mois de retard et sans faire jouer l'article 10 !

Le 26 floréal, une deuxième phase commença, avec l'expédition des contingents des districts (43). Les habituelles lenteurs se renouvelèrent lorsqu'il s'agit de fixer les mandements des communes. Le département et, à l'instar du ministre, la Commission des revenus nationaux, s'adressèrent comme de coutume à l'esprit civique des directoires. Après un copieux échange de lettres, on en termina au mois de fructidor an II (44). L'article 12 du décret du 9 frimaire, lequel plaçait le début des paiements au 1^{er} janvier 1794 (12 nivôse an II) et leur clôture au 1^{er} avril (12 germinal), n'avait donc aucune chance d'être observé.

La répartition de la mobilière de 1793 offre une très grande ressemblance avec celle de 1792. Le district de Clermont a subi une augmentation notable, qui a permis de dégrever la plupart des autres districts, y compris celui de Riom. Mais les Clermontois n'acquitteraient après tout qu'une part plus considérable d'un impôt mobilier très atténué, tandis que les Riomais supportaient un fardeau foncier bien autrement lourd.

Districts	Contribution mobilière de 1793			Contribution mobilière de 1792		
Clermont	138.370 l.	34	%	284.775 l.	29	%
Riom	57.880 l.	14	%	160.989 l.	16	%
Ambert	48.741 l.	12	%	105.903 l.	11	%
Issoire	42.377 l.	10	%	114.383 l.	12	%
Thiers	41.627 l.	10	%	102.595 l.	10	%
Billom	34.249 l.	8,4	%	90.255 l.	9,4	%
Montaigut	23.581 l.	5,8	%	60.536 l.	6,3	%
Besse	17.456 l.	4,3	%	41.276 l.	4,3	%
	404.281 l.			950.712 l.		

(41) « Si nous ne recevons pas demain à 11 du matin votre tableau que nous attendons pour répondre au ministre que le district est en règle, nous lui ferons connoître votre négligence à cet égard et nous prononcerons contre vous la peine que vous aurez encourue » (L. 1004).

(42) L. 1004.

(43) L. 1004.

(44) L. 1004.

Les rôles et le recouvrement des contributions de 1793

Les matrices de 1791, si imparfaites fussent-elles, devaient aux circonstances d'être encore utilisées au temps de la Convention. Il n'en fallait pas moins rédiger chaque année de nouveaux rôles exécutoires, en fonction de la répartition ; tâche rude : on dénombrait en 1793, 154.510 cotes foncières et 78.963 mobilières (45). Celles-ci devenaient même en l'an II l'objet d'un très sérieux remaniement.

Le 16 fructidor an II, il n'y avait que 6 rôles fonciers et un rôle mobilier en recouvrement dans le district de Thiers ; les administrateurs de cette circonscription fournirent à la Commission des revenus nationaux cette réponse significative : « Il nous est impossible de faire mieux. Nous manquons de bras. Deux cavaliers jacobins ont été offert par la société populaire. Ces deux cavaliers jacobins travaillaient l'un et l'autre dans le bureau de l'impôt. Ils sont à remplacer » (46). Le directoire de Clermont imputait les retards aux changements opérés (47). En brumaire an III, d'après une note de Laumond, membre de la Commission des revenus nationaux, seul le district de Riom avait achevé l'expédition des rôles (48). Un tableau donne, pour pluviôse an III, un total de 76 communes où la foncière demeurerait en souffrance et de 141 la mobilière (49). A cette date, les deux districts de Montaigut et de Billom n'avaient pas encore commencé la rédaction des rôles mobiliers !

Alors que le recouvrement aurait dû être achevé, il débutait à peine. Au mois de fructidor an II, le district de Clermont n'avait pas acquitté plus de 6 % de sa contribution foncière et de 4 % de sa contribution mobilière (50) !

Le rythme des rentrées ne marquait donc aucun progrès. Il appartiendra au Directoire de faire payer, en l'an IV, les impôts de 1793, en même temps que la foncière de 1794.

L'établissement de la contribution foncière de 1794

Les contribuables n'avaient que trois mois pour se libérer de la contribution foncière de 1794. Le décret du 23 nivôse an III, qui

(45) L. 1017.

(46) L. 5432.

(47) Lettre du 21 fructidor an II (L. 3733).

(48) L. 1029.

(49) L. 993 et 3924.

(50) Sur un montant de 999.098 l. pour la foncière et un montant de 138.370 l. pour la mobilière, les recouvrements étaient respectivement de 64.021 l. et 6.000 l. (L. 1393 et 3914).

en décidait ainsi, ne s'accordait nullement avec ce principe fondamental en matière de fiscalité, à savoir que tout impôt, pour rentrer dans les délais légalement prévus, doit être porté à la connaissance des intéressés longtemps avant le premier terme de l'échéance. Or la suppression de la mobilière ébranlait la situation de la foncière. Déjà la Convention montagnarde, qui avait fixé tardivement le montant des contributions de 1793, en avait gravement compromis le rendement normal.

A vrai dire, les Thermidoriens s'appliquèrent à simplifier les opérations, en prescrivant que les rôles de 1793 seraient également exécutoires pour 1794, à raison des trois quarts des sommes qui s'y trouvaient portées. En principe, « il ne serait donc point question de nouveaux mandemens ni de nouvelles expéditions de rôles » (51). L'article II de la loi faisait une obligation aux percepteurs de continuer leurs fonctions (52).

La portion contributive du Puy-de-Dôme fut de 3.123.463 livres. Une disposition spéciale concernant les sous additionnels vint compliquer la répartition : ceux-ci ne dépendraient que pour les 4/5 des rôles fonciers, le dernier 5^e se calculerait d'après la mobilière de 1793. Le directoire du département s'étonna de cette bizarrerie, mais la Commission des revenus nationaux affirma que la loi était formelle (53). Les administrateurs se crurent donc obligés de détailler les opérations qu'entraînait le décret du 23 nivôse : ils s'inspirèrent d'un arrêté du département de la Creuse, que la Commission avait signalé à leur attention (54).

Les districts objectèrent alors la difficulté de trouver des expéditionnaires, dont les émoluments seraient d'ailleurs « exorbitants » (55). Prendrait-on, pour les rétribuer, sur le budget des districts ou sur les ressources communales ? Les directoires devaient évidemment se tirer d'embarras par leurs propres moyens. Aussi l'assiette de la contribution de 1794 s'avéra-t-elle beaucoup plus laborieuse que la Convention ne s'en était avisée. En tout cas, il ne pouvait s'agir d'un recouvrement quelconque de cet impôt, en l'an III.

(51) Lettre du directoire de Riom aux officiers municipaux et percepteurs des communes de son ressort, 14 pluviôse an III (L. 1005).

(52) Cf. note 51.

(53) Lettre du 14 prairial an III (L. 1005).

(54) Arrêté du 6 floréal an III (L. 234 et 1257 ; cf. Bloch, p. 501).

(55) Ainsi le directoire de Riom, lettre du 8 prairial an III (L. 1005).

QUATRIÈME PARTIE

LES LOIS DE THERMIDOR AN III
ET LE PREMIER DIRECTOIRE

CHAPITRE PREMIER

La législation

La fin de la Convention

Au début de l'été de 1795, les Thermidoriens se souvinrent que la Convention avait été réunie pour donner à la France une constitution. Il ne pouvait être question pour eux de mettre en vigueur celle de 1793. Ayant abattu les Jacobins, désarmé les faubourgs parisiens, signé les traités de Bâle et de La Haye, ils entreprirent de se perpétuer au pouvoir et c'est dans cet esprit qu'ils votèrent la Constitution de l'an III qui, avec le décret des Deux-Tiers, donna naissance au régime directorial. Cependant l'avenir de cette république bourgeoise n'était rien moins qu'assuré : tandis que le double coup de main que les royalistes préparaient contre elle, dans l'ouest et à Paris, pouvait brusquement l'emporter, elle était lentement minée par de redoutables maladies économique, monétaire et fiscale.

L'abolition du maximum avait entraîné une inflation prodigieuse : d'où le renchérissement inouï du coût des denrées, la misère des salariés et des journaliers agricoles, la ruine du crédit et l'extinction des revenus réguliers de l'Etat. Précisément, le mécontentement qui, à Paris, s'était traduit par un retour offensif du jacobinisme, risquait de favoriser une restauration monarchique. Mais les acquéreurs de biens nationaux, les enrichis de toute espèce, les politiciens du gouvernement tenaient pour la république censitaire, laquelle écartait la démocratie, tout en évitant une réaction nobiliaire et cléricale. La Convention s'efforça donc de reconstituer les recettes publiques par de nouveaux moyens (1).

(1) Pour tout ce qui précède, cf. G. Pariset, *La Révolution*, pp. 250 et sqq. (Histoire de Lavisse, II) ; A. Mathiez, *La Réaction thermidorienne* (A. Colin, 1929) et G. Lefebvre, *La Révolution française*, p. 261 et sqq. (Alcan, 1930).

On constatait depuis longtemps que le paiement des impôts en papier-monnaie déprécié ne procurait au Trésor que des rentrées fictives (2). Mais le législateur avait jusqu'alors répugné à dépouiller l'assignat de sa valeur nominale. Pour se tirer du mauvais pas, les Thermidoriens raisonnèrent froidement la situation. Par la loi du 3 messidor an III (3), ils adoptèrent une échelle de proportion calculée chronologiquement sur les progrès de l'émission et en fait sur l'importance de la dépréciation. Pour payer en papier, il faudrait multiplier la somme due en numéraire par le coefficient de baisse de l'assignat. Ainsi, en admettant que deux milliards d'assignats aient eu la valeur de deux milliards de numéraire, un contribuable, inscrit pour un impôt de 10 l., devrait en réalité 20 l. en papier, lorsque la quantité de billets se serait élevée à 4 milliards, 40 l. lorsqu'elle aurait atteint le chiffre de 8 milliards et ainsi de suite (4). Si l'on accordait un délai très court pour le paiement de l'arriéré en assignats au pair, on comptait sur des versements rapides : l'échelle de proportion ferait inévitablement peur (5). L'Etat opérait en vérité une banqueroute partielle, du moment qu'il admettait une dévalorisation officielle de l'assignat. D'ailleurs la hausse des prix persista et le déficit s'accrut encore après messidor. La Convention n'obtint qu'un relèvement insignifiant et fugitif du papier-monnaie.

Alors Vernier, qui avait joué un grand rôle le 1^{er} prairial (6), proposa pour l'an III — l'an IV allait commencer — une contribution foncière payable moitié en grains et moitié en assignats valeur nominale. Ainsi en décida le décret du 2 thermidor (7). Somme toute les Thermidoriens reprenaient l'expérience tentée par les Montagnards ; ils assouplissaient seulement la méthode (8).

(2) Reubell déclara à la séance du 29 prairial an III : « L'élévation de l'imposition est d'autant plus nécessaire que dans l'état actuel des choses on peut dire qu'on n'a pas d'impositions » (*Moniteur*, t. XXV, p. 14).

(3) Due à Reubell (*Moniteur*, t. XXV, p. 40).

(4) « Nous avons pensé, affirmait Reubell le 29 prairial, qu'on pouvait se servir de cette base de proportion... pour nous procurer une perception beaucoup plus considérable d'impositions... pour nous dispenser d'émissions nouvelles... pour opérer un prompt retirement de tout l'arriéré » (Cité par Marion, *Hist. financière*, t. III, p. 356).

(5) M. Marion pense que cette perspective était « la fiche de consolation offerte aux rentiers, pensionnaires, fonctionnaires », tous intéressés à un relèvement de l'assignat (*Hist. financière*, t. III, p. 356).

(6) Cf. A. Mathiez, *La réaction thermidorienne*, pp. 251 sqq.

(7) Bloch, *Recueil*, p. 507.

(8) Les grains seraient transportés dans les magasins par les contribuables eux-mêmes ; les cultivateurs, ne récoltant que pour la nourriture de leur famille, pourraient payer en papier-monnaie la portion de l'impôt due en nature ; les bâtiments supporteraient des taxes en assignats.

Le procès de la contribution mobilière n'était plus à faire. Thibault s'attacha à prouver que les richesses mobilières échappaient à une évaluation précise (9). Il rallia l'Assemblée à une contribution personnelle et somptuaire, que fixa la loi du 7 thermidor (10). Tous les Français, à l'exception des manœuvres qui ne subsistaient que de leur travail, acquitteraient une taxe annuelle de 5 l. Les signes d'aisance, sinon de richesse, serviraient de base aux taxes somptuaires : les cheminées au premier chef, les chevaux et voitures de luxe en second lieu. Comme l'Etat n'exigeait plus la répartition d'une certaine somme fixée préalablement, il paraissait s'orienter vers l'impôt de quotité (11).

Si la Convention se montrait accommodante pour les fortunes mobilières, elle ne pouvait exempter de toute contribution la foule des spéculateurs et agioteurs, qui trafiquaient en toute sécurité depuis le retour à la liberté des affaires. Vernier prononça : « Tout le monde aujourd'hui s'érige en négociant et viole sans pudeur les lois du commerce. Il faut rétablir la patente pour tous les négociants, afin de ne tolérer que des négociants connus et avoués, et de pouvoir écarter ces sangsues publiques et cette foule inutile d'acheteurs intermédiaires pour rendre le commerce à sa destination primitive » (12). Le rapporteur du Comité des finances allait même jusqu'à affirmer que la loi nouvelle serait « moins une loi fiscale qu'une loi de police ». La patente, ressuscitée de la sorte par le décret du 4 thermidor, ne ressembla pourtant pas à son aînée de 1791 (13). La Convention distingua des patentes générales, permettant de faire tous les commerces, et des patentes particulières à chaque négoce ; elle adopta une échelle de tarifs d'après l'importance des localités ; elle prévint la confiscation des biens des contrevenants.

La carrière des Conventionnels s'achevait donc par un effort — tardif il est vrai — pour reconstituer un système fiscal cohérent. L'émeute royaliste du 13 vendémiaire reforma une sorte d'union sacrée des républicains. En même temps qu'elle remet-

(9) Dans son discours du 29 messidor an III, Thibault dénonça l'ancienne contribution mobilière « collective (il entendait par là l'impôt de répartition) ...source de contestations, de débats, de haines et de procès » (*Moniteur*, t. XXV, p. 270).

(10) Bloch, *Recueil*, p. 511 (Marion, t. III, p. 363).

(11) Il y avait une certaine tendance à la progressivité, inspirée des emprunts forcés.

(12) Discours du 2 thermidor an III, cité par Marion, t. III, p. 366.

(13) Bloch, *Recueil*, p. 509 et Marion, t. III, p. 367.

taient en vigueur quelques dispositions législatives antérieures contre les émigrés et les prêtres réfractaires, l'Assemblée votait une dernière mesure financière, dont le rapporteur, Reubell, ne dissimulait point le caractère jacobin. Il s'agissait toujours de compenser le flot des émissions par des rentrées massives de papier-monnaie. Le 4 brumaire an IV, une « taxe extraordinaire de guerre », de 20 l. en assignats par livre de contributions directes était établie ; elle serait payée dans les vingt jours, faute de quoi un trentième s'ajouterait pour chaque jour de retard ; au bout de trente jours, il y aurait saisie des meubles (14).

Ainsi le Directoire, gouvernement constitutionnel, n'héritera pas seulement, comme la Législative, d'un ensemble de trois contributions ordinaires, il lui faudra faire respecter l'ultime volonté révolutionnaire de la Convention.

Les débuts du Directoire jusqu'à la suppression de l'assignat
(brumaire-ventôse an IV)

Comme les Thermidoriens avaient pris leurs précautions pour dominer les nouveaux Conseils et le Directoire exécutif, il n'y eut pas de solution de continuité entre le 4 et le 5 brumaire an IV : le même personnel gouvernemental subsista, placé dans des cadres différents. Du reste, l'exercice du pouvoir ne fut pas plus aisé après la séparation de la Convention qu'avant. Il fallait toujours vivre, malgré l'effrayante hausse des prix causée par l'avalissement définitif de l'assignat.

A plusieurs reprises, dès brumaire an IV, on parla de liquider le papier-monnaie et de fonder une banque qui se chargerait d'assurer le retour au numéraire (15) ; certains revinrent à l'idée de la progressivité de l'impôt, que Dauchy combattit (16). Mais les solutions opportunistes continuèrent de prévaloir : à chaque cri d'alarme poussé par le Directoire, les Conseils s'ingéniaient à reculer l'échéance d'un assainissement monétaire devenu inéluctable.

(14) Bloch, *Recueil*, p. 537.

(15) Eschassériaux déclarait, le 22 brumaire, aux Cinq-Cents : « Depuis trois ans, l'avalissement successif des assignats a rendu l'impôt presque nul... » (*Moniteur*, t. XXVI, p. 501). Le rapport d'Eschassériaux a été retenu par Marion, t. III, p. 400. L'idée d'une banque revenait à Faipoult (Marion, t. III, pp. 384 et 442).

(16) Le 6 frimaire, aux Cinq-Cents, Garnier de Saintes, appuyé par Douleat, réclama « la gradualité » de l'impôt. Mais Dauchy rétorqua le 10 frimaire : « C'est dans la contribution proportionnelle que l'on trouve un vrai régime

Ramel obtint le remplacement de la taxe de guerre par un emprunt forcé (19 frimaire), grâce auquel des milliards d'assignats, espérait-on, sortiraient de la circulation (17). A cet effet, les assignats seraient reçus au centième de leur valeur nominale (18). Le Directoire aurait de la sorte « une partie des moyens nécessaires pour continuer la guerre avec l'énergie qui convient à la dignité nationale et qui doit produire la pacification générale et l'affermissement de la Constitution » (19).

Une portion de la contribution foncière de l'an III était payable en assignats, suivant le prix du blé indiqué par les mercuriales des deux mois antérieurs à l'échéance du paiement (20) ; on calculerait désormais cette portion d'après le prix le plus bas des achats faits pour le compte du gouvernement, combiné avec le prix des mercuriales (21). Cette disposition permettrait sans doute de faire rentrer une plus grande quantité d'assignats.

En pluviôse an IV, il fallut se rendre à l'évidence que l'emprunt forcé rencontrait une vive opposition, que le paiement des contributions ne s'améliorait pas (22) et que l'assignat perdait toujours du terrain. La loi du 13 pluviôse accorda aux contribuables un très court délai, jusqu'au 30 ventôse, pour se libérer de toutes les sommes arriérées en assignats valeur nominale ; passée cette date, elles seraient exigibles en numéraire ou en assignats au cours (23). Par contre le gouvernement cédait du terrain sur l'emprunt forcé dont les administrations départementales auraient la latitude de rectifier les rôles (24).

d'égalité... L'impôt progressif est une loi d'exception contre les citoyens aisés » (*Moniteur*, t. XXVI, pp. 563 et 587 ; cf. Marion, t. III, p. 408).

(17) Marion, t. III, p. 413.

(18) Le remboursement en serait effectué au moyen de 10 coupons, représentant chacun un dixième de la somme versée, et recevables, à raison de un par an, en paiement des contributions (Bloch, *Recueil*, p. 546).

(19) Circulaire du 23 frimaire an IV (Bloch, *Recueil*, p. 551).

(20) Loi du 2 thermidor (Bloch, *Recueil*, p. 508).

(21) Loi du 13 frimaire (Bloch, *Recueil*, p. 542). Beffroy affirma aux Cinq-Cents que les paysans s'entendaient pour vendre sur les marchés à des prix plus bas qu'aux particuliers (*Moniteur*, t. XXVI, p. 560).

(22) Vernier disait aux Anciens, le 25 frimaire an IV : « Personne ne peut se dissimuler que les impositions payées à la nation ne soient de toute nullité » ; Bénard-Lagrange aux Cinq-Cents, le 11 pluviôse : « On ne peut se dissimuler que depuis quelques années on a voulu s'habituer à ne point payer d'impôts » (*Moniteur*, t. XXVII, pp. 7 et 365).

(23) Bloch, *Recueil*, p. 558. — De même, les droits d'enregistrement durent être perçus en numéraire ou en assignats au cours (Loi du 9 pluviôse, Marion, t. III, p. 407). Par là le Directoire marquait sa volonté d'accorder une plus grande importance aux contributions indirectes.

(24) Loi du 26 pluviôse an IV (Bloch, *Recueil*, p. 564 et Marion, *Hist. financière*, t. III, p. 428).

L'époque du mandat territorial
(ventôse an IV-pluviôse an V)

Le mois de ventôse an IV vit la fin de l'assignat. Un nouveau message alarmant du Directoire tomba sur les Conseils, au moment où ceux-ci étaient saisis de nombreux plans d'assainissement de la situation fiduciaire. Ministre des finances depuis nivôse, Ramel envisageait une sorte de stabilisation « aussi peu ruineuse que possible pour les petits bourgeois républicains, ses électeurs et ses pareils » (25). L'occasion d'une réforme hardie semblait venue : la guerre vendéenne s'apaisait, l'Autriche signait un armistice et l'Angleterre elle-même négociait. A l'assignat, on substituerait un mandat territorial, bon qui permettrait aux créanciers de l'Etat de se faire payer en biens nationaux non vendus (26).

Mais on ne résista pas à la tentation d'utiliser le mandat comme monnaie et la loi du 28 ventôse autorisa l'échange du mandat d'une livre contre 30 l. en assignats (27). Le public fit naturellement ce calcul que 100 l. en assignats valant cinq sous en numéraire, 100 l. en mandats ne devaient compter que pour 7 l. 10 s. Le législateur s'efforça vainement de soutenir le cours du mandat ; le nouveau papier-monnaie s'effondra dès germinal et floréal, livrant aux spéculateurs les biens-fonds qui le gageaient (28).

La conspiration de Babeuf donna au parti directorial l'impression très nette des dangers que l'anarchie économique faisait courir au régime de l'an III. Le pouvoir exécutif, dans un message du 1^{er} prairial, nota la désorganisation administrative faute de traitements réguliers, l'arrêt des transactions en raison de la dégradation des routes, le dénuement prodigieux des armées (29). La discussion de la contribution foncière de l'an IV opposait une fois de plus partisans et adversaires de l'impôt en nature. L'impossibilité de maintenir le cours du mandat et le désir pourtant manifeste de sauver la face firent admettre un compromis : le

(25) R. Guyot, *La Révolution française*, p. 320.

(26) 2.400 millions de mandats seraient solidement gagés par près de 10 milliards de terres et de domaines (Cf. Marion, t. III, p. 461).

(27) M. Marion, t. III, p. 458.

(28) L'instruction du 6 floréal facilita abusivement les ventes, pour donner confiance.

(29) Marion, t. III, p. 478.

décret du 8 messidor astreignit les contribuables à payer, pour chaque franc de cotisation (30), le prix de 10 l. de blé, et comme la livre de blé fut fixée à 16 sous, à donner 8 francs en mandats pour 1 franc en numéraire. Seules, les maisons d'habitation seraient taxées en mandats valeur nominale, ce qui revenait à les imposer davantage (31). La moitié de la contribution demeurerait exigible en nature (32). Quant à la contribution personnelle et somptuaire de l'an IV, elle serait également acquittée en mandats, à raison de 10 l. de blé par franc de rôle (33).

En fait, ces décisions ne passèrent pas dans la réalité : les Anciens admirent, le 22 thermidor an IV, que tous les impôts seraient payables en numéraire ou en mandats, valeur au cours (34) ; et le 30, ils décidèrent la liquidation de l'emprunt forcé sur cette base (35). Les partisans de la valeur nominale, compromis comme Robert Lindet dans l'affaire babouviste, perdaient la partie. Pris, comme précédemment pour l'assignat, entre les deux termes du dilemme : assurer la stabilité du papier-monnaie ou obtenir un rendement effectif de l'impôt, les dirigeants optaient finalement pour le second.

L'an IV s'acheva avec l'élaboration d'une nouvelle réglementation de la patente. La distinction entre les patentes générales et les patentes particulières fit place à une dualité de droits fixes, prévus sur un tarif, et de droits proportionnels s'élevant au dixième de la valeur locative des magasins, ateliers, etc. (36).

Renonçant à maintenir la fiction du mandat valeur nominale, le parti directorial en vint à sacrifier l'impôt en nature. La loi du 3 vendémiaire an V imposa aux contribuables le règlement exclusif de la foncière en mandats au cours ou en numéraire. On s'acheminait tout doucement vers l'abandon définitif du papier-monnaie (37). Bientôt le Directoire se mit à la discrétion de la compagnie Dijon qui s'offrit d'échanger le mandat contre des espèces (38). Le 16 pluviôse an V, la cause fut entendue et le mandat condamné (39).

(30) Par application du nouveau système décimal.

(31) Bloch, *Recueil*, p. 572.

(32) Arrêté du 27 messidor (Bloch, *Recueil*, p. 574).

(33) Bloch, *Recueil*, p. 585.

(34) Bloch, *Recueil*, p. 584.

(35) Bloch, *Recueil*, p. 596 et Marion, t. III, p. 432.

(36) Loi du 6 fructidor an IV (Bloch, *Recueil*, p. 598).

(37) Bloch, *Recueil*, p. 607.

(38) Voir Marion, t. III, p. 516.

(39) Marion, t. III, p. 520.

Cette pénible liquidation enraya l'inflation, avant qu'on ne fût arrivé « aux chiffres astronomiques » (40) ; mais le parti directorial n'en retira aucun bénéfice politique. Le mécontentement allait même servir les royalistes lors des élections de germinal.

La réglementation fiscale et le retour au numéraire en l'an V

Les embarras du Trésor habituent le Directoire à considérer la guerre comme une source de profits. Le gouvernement civil se met dans la dépendance des généraux : la campagne de Bonaparte en Italie illustre l'émancipation du pouvoir militaire.

Ramel ne cesse pourtant de veiller à la rentrée des contributions. Par des circulaires incessantes, précises, il voudrait donner aux autorités locales une haute idée de leurs obligations (41). Malheureusement, les besoins impérieux du moment contraignent le législateur à recourir au regrettable système des versements fractionnés, sous le nom de cinquièmes provisoires.

La loi du 16 brumaire an V s'inspire « visiblement du souci de rétablir l'ordre dans les finances publiques » (42) : le montant des contributions de l'an V est fixé ; une portion des contributions de l'an IV pourvoira aux dépenses locales. La loi du 17 brumaire ordonne des sanctions contre les administrateurs, les receveurs et percepteurs négligents ; elle suspend la menace de garnisaires sur la tête du contribuable en retard. Il faut que les états des recouvrements parviennent trois fois par mois au ministère, sous peine de privation de traitement (43). Après le premier cinquième, un deuxième est décrété le 20 ventôse et les Conseils jugent le moment opportun pour exiger des paiements « totalement en numéraire » (44).

A la loi du 18 prairial de confirmer cette réforme capitale et de réglementer dans tous les détails l'assiette, la répartition et la perception de l'impôt foncier (45). L'innovation essentielle réside dans la nomination de cinq répartiteurs, choisis parmi les contribuables par les administrations municipales ; elle marque

(40) Opinion de R. Guyot, *La Révolution française*, p. 321.

(41) Les circulaires du 26 brumaire et du 27 frimaire sont des modèles du genre (Bloch, *Recueil*, pp. 623 et 636).

(42) Opinion de C. Bloch, *Recueil*, p. 34.

(43) Bloch, *Recueil*, p. 620.

(44) Bloch, *Recueil*, p. 651.

(45) Bloch, *Recueil*, p. 655.

un louable souci d'associer les intéressés au travail ingrat de la formation des matrices de rôles (46).

Jamais la législation fiscale n'aura soumis les autorités des départements et des cantons à une tâche aussi complexe : les contributions arriérées et celles du jour se superposent ; la manière de s'acquitter subit d'incessantes modifications, propres à dérouter les lecteurs du Bulletin des lois les plus attentifs ; les rôles provisoires de l'an V s'ajoutent aux rôles ordinaires.

La volonté de redressement, manifestée par le ministre Ramel, se trouve mal de l'opportunisme capricieux, haletant des gouvernants aux abois. Les hommes de l'an-IV et de l'an V n'ont pas apporté dans la gestion des finances de la République une méthode rigoureuse : leurs vues marquent une propension à se tirer ingénieusement d'embarras ; ils adaptent avec constance. Atmosphère assez peu favorable à des créations solides !

Mais le système fiscal de la Révolution subira encore d'autres changements aux approches et au lendemain du 18 fructidor.

(46) Du reste, la perception fit l'objet d'une loi spéciale, peu originale, en date du 30 prairial (Bloch, *Recueil*, p. 658).

CHAPITRE II

Le Puy-de-Dôme pendant les deux premières années du Directoire et l'emprunt forcé de l'an IV

Les autorités administratives

L'organisation constitutionnelle de l'an III reposa sur ces mêmes principes décentralisateurs auxquels la Constituante avait déjà accordé toute sa faveur : à l'image du Directoire exécutif, une administration centrale de cinq membres pour chaque département ; à la place des administrations communales et de district supprimées, des municipalités de canton. Aux très petites communes de 1790, trop souvent dépourvues d'éléments suffisamment instruits, on substituait des circonscriptions moins nombreuses et susceptibles de grouper les compétences nécessaires. Mais, dans un département comme le Puy-de-Dôme, l'administration centrale dirigerait-elle aisément, sans l'intermédiaire des districts, 78 autorités cantonales ? Par ailleurs, les agents municipaux des assemblées cantonales harmoniseraient-ils les intérêts si souvent opposés des localités réunies sous la même direction ?

La Convention thermidorienne avait pensé mitiger cette extrême dispersion des pouvoirs en conservant une disposition centralisatrice de la loi du 14 frimaire an II : semblables aux agents nationaux, des commissaires nommés par le Directoire exécutif veilleraient à l'application des lois auprès de chaque administration élue par le corps censitaire. Ainsi le commissaire auprès de l'administration centrale, immédiatement subordonné

au Directoire, donnerait l'impulsion à ses collègues résidant aux chefs-lieux de cantons. Ce système, il est vrai, ne produirait les effets voulus que dans la mesure où les commissaires feraient passer les intérêts locaux après le souci du bien général.

Les élections de l'an IV maintinrent à la direction du département les bourgeois thermidoriens, dont plusieurs avaient du reste fait figure de Jacobins (1). La première administration centrale comprit Guillaume Besse, Chollet-Beaufort, Desribes, Baudet-Lafarge et Vimal-Lajarrige : groupe de républicains sincères, habitués à gérer les affaires publiques pour avoir déjà siégé dans les administrations de district ou même du département (2) ; la compétence de Desribes en matière financière le désignait pour mener le bureau des contributions (3). En l'an V, la démission de Besse fit entrer dans ce Directoire au petit pied l'homme de loi Tiolier, qui avait été d'abord choisi pour occuper le poste de commissaire du pouvoir exécutif (4). Cette fonction aurait pu échoir à Gaultier de Biauzat (5) ; mais l'ancien Constituant préféra une situation analogue auprès du tribunal correctionnel de Paris. Vimal-Lajarrige assumait l'intérim jusqu'en ventôse, époque de l'installation de Boutarel (6). « A Clermont-Ferrand, le bruit s'est répandu que Boutarel n'acceptoit pas, mandait Biauzat au ministre de l'intérieur, et l'on craint de le voir remplacer par quelque Chouan ; c'est leur expression... » (7).

Originaire de Bromont-Lamothé près de Pontgibaud, le géomètre Benoit Boutarel (8), d'abord membre du directoire de Riom, puis procureur général syndic au début de l'an II, s'était retiré dans son canton lors de la loi du 14 frimaire (9). Le représentant en mission Musset le ramena pour quelques semaines à l'administration du département : mais, en ventôse an III, nous le

(1) L. 3747.

(2) Besse avait été compromis dans le fédéralisme et arrêté en 1793 ; Chollet s'était fait connaître comme procureur syndic du district de Riom et Vimal-Lajarrige avait siégé dans l'administration d'Ambert (cf. p. 278).

(3) Le service des contributions directes de ce bureau était dirigé par l'ancien visiteur des rôles J.-Fr. Albarède, qui donna sa démission le 15 nivôse an V ; à cette occasion, l'administration centrale lui vota des félicitations chaleureuses (L. 234, 237 et 439).

(4) Il figure sur l'état des commissaires du pouvoir exécutif nommés le 28 brumaire an IV (*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(5) Lettre de Gaultier de Biauzat à Boutarel, 6 ventôse an IV (*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(6) L. 235.

(7) Cf. note 5.

(8) Il fit, en septembre 1789, l'arpentage de la commune de Bagnols (L. 1027).

(9) Cf. p. 280.

trouvons au Comité de législation de la Convention (10) ; puis il accepta de représenter le Directoire exécutif à Pontgibaud (11) et c'est là qu'il reçut sa nomination de commissaire auprès de l'administration centrale. Dans une lettre à Biauza, il affirma sa résolution de mettre sa bonne volonté au service de la République, dont il considérait les adversaires avec justice, mais sans indulgence (12). Ce langage était prometteur d'une louable fermeté.

Boutarel vécut en fort bons termes avec l'administration centrale, mais il sut l'aiguillonner avec beaucoup d'à-propos et il ne dépendit pas toujours de lui — non plus qu'il n'avait dépendu jadis du procureur général syndic Monestier — que les lois fiscales eussent une application aisée et rapide.

Les commissaires du Directoire auprès des administrations municipales se recrutent généralement sur place. Bons connaisseurs des populations qu'ils sont appelés à diriger, ils peuvent agir sur elles avec plus de succès que ne sauraient le faire des fonctionnaires originaires d'autres pays. Ainsi retrouverons-nous dans leur cadre habituel Grangeon à Thiers (canton extérieur), Chandezon à Besse, Durin à Combronde, Rigodon à Viverols, Maymat à Pionsat, J.-B. Monestier à Plauzat, Michel Monestier à Clermont, etc. (13). Tous les commissaires n'offrent pas la garantie d'un républicanisme sincère ; mais Boutarel veut des hommes actifs, capables de comprendre leur tâche. A Thiers,

(10) En date du 27 ventôse an III (*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(11) Cf. note 4.

(12) Lettre en date du 8 ventôse an IV, dont voici les passages essentiels : « Je compte beaucoup sur l'amitié des patriotes, sur les lumières des administrateurs, sur vos conseils... Il est vrai que les aristocrates sont déloyaux, ingrats, incorrigibles ; les procédés francs et généreux que nous avons eu pour eux, auraient dû les attacher à la République. C'était notre but, Dieu sait si nous l'avons atteint. Avis au lecteur : on ne fait le métier de la Révolution qu'une fois en la vie, aussi on est long-tems apprenti et pour passer maître il faut connaître bien des erreurs. Quoiqu'il en soit, qui s'abuse deux fois en pareil cas ne s'est pas même abusé la première ; voilà une maxime que j'ai lûe quelque part, que j'ai retenue et que je vous prie de retenir : vous l'avez dit, nous serons justes désormais envers eux, mais nous ne serons plus indulgents ; nous nous déffierons de leurs feintes larmes, de leurs hypocrites manières, de leurs propos séducteurs : l'expérience nous a appris que si la confiance est une vertu républicaine la défiance est une vertu révolutionnaire ; à l'exemple des administrateurs, j'éviterai de fréquenter ceux qui ont une opinion contraire au gouvernement républicain. C'est le moyen d'éviter des discussions pénibles, et des pièges, et de mieux remplir son devoir... »

(*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(13) Il s'agit du conventionnel Monestier, retiré dans sa propriété de La Sauvetat et de l'ancien procureur général syndic, demeuré à Clermont pour exercer sa profession de médecin.

Radet n'est pas favorable au régime, mais ponctuel dans sa correspondance ; Dorlhac, à Saint-Germain-Lembron, pactiserait volontiers avec la contre-révolution, mais rend des services (14) ; Jaetz au contraire, ardent républicain, « n'a pas la confiance des citoyens du canton » de Saint-Amand-Tallende ; il réussira mieux à La Roche-Blanche (15). La direction d'un personnel aussi hétérogène par le recrutement et l'état d'esprit exigeait du commissaire du chef-lieu de la résolution et du savoir-faire, à un point que les fonctions de procureur général syndic ne comportaient pas. Boutarel harcèle ses collègues, condamne l'insouciance et déplore le manque de doigté (16). Il entend que ces fonctionnaires suppléent à la carence des municipalités, ne se laissent arrêter ni par la mauvaise volonté des agents municipaux ni par des difficultés matérielles.

L'administration centrale ne saurait suivre d'assez près le travail des municipalités cantonales. D'une part, celles-ci sont trop et les cinq administrateurs ne peuvent toujours satisfaire aux innombrables questions que savent leur poser de naïfs paysans embarrassés par les textes législatifs (17) ; mais surtout, les agents municipaux demeurent inférieurs à leur rôle. En matière fiscale, le Directoire se reposa encore sur ces autorités locales du soin de rédiger les matrices et de répartir les contingents (18). Le département rappela au ministre des finances « que la plupart des officiers municipaux des communes de campagne qui existoient avant la nouvelle organisation des cantons, étoit illettrée » (19). Mais des illusions ne furent bientôt plus permises sur les municipalités issues de la Constitution de l'an III. Le 2 nivôse déjà, l'administration centrale écrivit au ministre de l'intérieur : « On ne peut pas se dissimuler que la plupart des agens et adjoints des communes, surtout dans la partie des montagnes,

(14) Dorlhac était un notaire très fortuné.

(15) Des renseignements précieux sur l'état d'esprit des commissaires sont contenus dans un rapport de Boutarel, du 27 prairial an IV, adressé au ministre de l'Intérieur (*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(16) Voir sa circulaire du 12 germinal an IV (*Arch. nation.*, *ibid.*).

(17) L'administration municipale du canton d'Olliergues écrivait, le 5 vendémiaire an V, au ministre des finances : « ...Nous avons été arrêtés par des difficultés qui sans doute ont quelque fondement, ou sont regardées comme puériles par l'administration départementale, car trois lettres lui ont été écrites pour demander son avis sans pouvoir obtenir réponse. Nous espérons être plus heureux près de vous... ». Ramel tança les administrateurs du département (L. 997).

(18) Voir par exemple l'arrêté du Directoire exécutif du 29 frimaire an IV, dont le département fit état dans une circulaire du 17 nivôse adressée aux cantons (L. 996).

(19) Lettre du 1^{er} frimaire an IV (L. 1285).

sont illetrées, au point que plusieurs savent à peine signer leurs noms » (20) ; à quoi le ministre répondit que ces agents, bien qu'élus, pouvaient être poursuivis, s'ils n'exécutaient pas les lois, et contraints de se démettre (21).

Entr'ouvrons le dossier des plaintes : « Les agents des communes de la campagne... ne sont pas assez lettrés pour faire le plus petit calcul », constate Gondre, commissaire de Courpière (22) ; à Saint-Germain-Lembron, Dorlhac bute sur « le peu de connaissances qui existe chez la majeure partie des agents municipaux » (23) ; le zélé Durin peint sur le vif l'inertie des administrateurs de Combronde : « ...Un système apathique enfanté par la coalition monstrueuse de l'anarchie, du fanatisme et de l'égoïsme entrave sur tous les points les opérations. Mes réquisitions continuelles transcrites sur les registres ont été jusqu'à présent impuissantes ; je n'augure pas mieux de l'avenir si la désorganisation n'est comprimée, si les membres inactifs de cette administration ne sont remplacés... » (24).

Certes les travaux bureaucratiques de ces magistrats campagnards n'étaient nullement facilités par des commodités matérielles : combien d'administrations cantonales purent signaler, comme celle de Brassac, « le manque de feu, de lumière, de papier et de fonds » ! (25). Mais ces récriminations allaient à un gouvernement qui vivotait lui-même aux confins du dénuement. Nous les entendrons encore, après le coup d'état de fructidor, toujours propres à justifier une insuffisance alliée à l'insouciance.

Les difficultés politiques

Or l'atmosphère politique ne s'éclaircissait pas. La mise en vigueur de la Constitution de l'an III n'avait nullement ramené le calme dans cette région du centre de la France. Sur tous les points du département, les discordes religieuses suscitaient des actes de violence. A Neschers, en frimaire an IV, « des femmes

(20) Lettre de l'administration départementale au ministre de l'intérieur, 2 nivôse an IV (*Arch. nation.*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

(21) Lettre du 14 germinal an IV (*Arch. nation.*, *ibid.*).

(22) Lettre du commissaire de Courpière à Boutarel, 26 germinal an IV (L. 1251).

(23) Lettre du commissaire de Saint-Germain-Lembron au commissaire près l'administration centrale, 29 pluviôse an IV (L. 1007).

(24) Lettre du commissaire de Combronde à Boutarel, 15 thermidor an IV (L. 1007).

(25) Lettre de l'administration municipale de Brassac à l'administration centrale, 25 nivôse an IV (L. 1039).

excitées par le fanatisme » brutalisent l'administration municipale, déchirent ses papiers et ses registres ; l'arrestation d'un prêtre insermenté à Chateaugay soulève la population et la force armée accourt de Clermont pour réprimer cette « insurrection » ; des habitants de Royat veulent empêcher le prêtre constitutionnel de célébrer le culte. En germinal, des « prêtres rebelles » agitent les cantons d'Olby et de Lamontgie ; en floréal, c'est la commune de Romagnat qui oblige la gendarmerie à se déplacer ; à Clermont même, en thermidor, une foule furieuse assaille les commissaires qui procèdent à l'estimation d'un bien national provenant de la confrérie du Saint-Esprit (25¹).

Avec l'an V, les esprits ne s'apaisent point. Déjà agitée dans l'hiver précédent, la montagne d'Ambert est, en nivôse, le théâtre d'un « mouvement contre-révolutionnaire » : le général Chapsal et le commissaire civil Engelvin se portent sur les lieux à la tête d'une troupe. Les désordres prennent d'ailleurs un caractère plus politique à l'époque des élections législatives. Au mois de nivôse an IV, le département lance un appel au peuple contre les agissements des prêtres réfractaires ; il invoque, en floréal an V, le respect de la Constitution, la sûreté des personnes et le maintien des propriétés : car un véritable combat a mis aux prises Jacobins et partisans de la royauté dans un quartier du chef-lieu. L'organisation d'une garde nationale à cheval s'étant révélée insuffisante, les troupes de la garnison de Clermont sont alertées et réparties « dans les diverses localités du département ». Mais le sang coule à nouveau, en messidor, dans un faubourg de Clermont.

L'ordre souffre également de l'insoumission des jeunes gens de la réquisition. L'administration centrale ne peut se contenter d'adresser de chaleureux appels au sentiment patriotique des déserteurs et de leurs familles : elle ordonne des battues. Enfin des colonnes mobiles circulent sur les grandes routes, où les vagabonds arrêtent les courriers et dévalisent les voyageurs.

Après la période de tension terroriste, l'autorité publique s'est affaïssée ; elle réagit difficilement contre les ennemis du régime et ne parvient même plus à satisfaire le besoin de sécurité (26).

(25¹) Sur les menées des prêtres : J.-B. Serres, *Histoire de la Révolution en Auvergne*, t. IX et X (Mauriac, 1899).

(26) Pour tout ce qui précède, L. 234 à 237. — Sur l'insécurité, voir l'arrêté de l'administration centrale du Puy-de-Dôme concernant l'escorte des deniers publics, séance du 21 pluviôse an V (*Biblioth. nationale*, Lb. 42-1258).

L'emprunt forcé de l'an IV

Le zèle des commissaires du Directoire, l'activité et l'impartialité des administrations élues furent mis à rude épreuve, dans le domaine fiscal, dès les premiers mois du régime : l'emprunt forcé de l'an IV, voté le 19 frimaire, devait être assis avant le 15 nivôse et recouvré avant le 30 pluviôse (27).

Les municipalités cantonales dresseraient la liste des citoyens inscrits sur les rôles mobiliers de 1793 (28), y porteraient tous ceux qui leur paraîtraient susceptibles de contribuer à l'emprunt, apprécieraient les facultés d'après la manière de vivre, l'aisance et les différents revenus. Il appartiendrait alors à l'administration centrale de former la seizième classe, la plus élevée, à l'aide d'un état des habitants riches de 500.000 l. au moins de capital. Le quart des autres citoyens serait réparti en nombre égal dans les quinze autres classes : une progressivité marquée fixait lès taxes allant de 50 à 1.200 l. pour ces quinze classes, la seizième devant supporter exceptionnellement une charge de 1.500 à 6.000 l.

L'inscription des noms prêtait à l'arbitraire. Par un Avis, en date du 18 nivôse, les membres du département éprouvèrent le besoin de rassurer les populations sur la « juste application » de la loi. « Il est des administrations municipales à qui nous devons des éloges sur l'impartialité qui caractérise leur travail ; mais nous ne perdons pas de vue l'opération de celles qui, au mépris de leurs devoirs, ont cherché à nous induire en erreur par des évaluations mensongères des facultés de leurs administrés. Oui, citoyens, nous éviterons le piège, parce qu'il est trop grossier, et comptez sur notre vigilance à acquérir par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, les connaissances les plus étendues, afin d'établir sur tous le niveau de la justice » (29). En réalité, les administrateurs renoncèrent à faire la lumière sur les fraudes et erreurs commises (30), pour s'efforcer d'obtenir, comme de coutume, un allègement global de la charge. D'une part, il ne leur fut pas difficile de prouver l'iniquité d'une opération qui visait uniformément le quart des contribuables dans

(27) Bloch, *Recueil*, p. 545.

(28) Circulaire des administrateurs du département, adressée, le 28 frimaire an IV, aux présidents des administrations municipales (*Bibl. de la ville de Clermont*, A. 1657).

(29) L. 235. — M. Jalenques, dans son petit volume *Les emprunts forcés sur le revenu*, a, p. 55, cité ce texte d'une manière incomplète.

(30) M. Jalenques, *op. cit.*, pp. 64 et sqq., donne quelques exemples de rôles entachés d'erreurs (cité par M. Marion, t. III, p. 425).

chaque canton (31). En outre, pourquoi exiger une répartition numériquement égale entre les classes ? Les 12.609 prêteurs du Puy-de-Dôme auraient à verser 6.800.000 l. environ si cette disposition de la loi subsistait ; or ce chiffre, du double des contributions, causerait la ruine d'une foule de particuliers (32).

Battu sur le premier point (33), le département s'avisa (34) d'invoquer l'article premier d'une loi parue le 26 pluviôse (35) pour répartir les prêteurs suivant la fortune, en nombre inégal, dans les différentes classes : de la sorte, le produit total se ramènerait à 1.844.230 l. (36). Ramel se refusa à ratifier une violation de la loi du 26 pluviôse, laquelle n'entendait point que le montant des rôles fût diminué (37). L'administration centrale proposa, le 25 prairial, un cinquantième additionnel sur toutes les

(31) Il y eut des troubles à Thiers, au début du mois de nivôse an IV. Les citoyens soumis à l'emprunt crurent « que l'évaluation de leur fortune faite conformément à la loi par les administrateurs municipaux de Thiers était la quote-part que chacun d'eux aurait à payer ». La municipalité offrit sa démission, mais l'administration centrale jugea qu'elle avait agi équitablement et lui garda sa confiance (L. 235 et 261).

(32) Lettres de l'administration centrale au ministre des finances, 20 germinal et 25 prairial an IV (L. 1111).

(33) Les administrateurs firent agir les représentants du département aux Conseils ; mais par une lettre en date du 12 pluviôse, Ramel affirma que le principe de la loi devait être respecté (L. 1111). (Cf. Jalenques, *op. cit.*, p. 54).

(34) En dépit de l'acceptation par Ramel du chiffre de 6.742.700 l. comme un minimum (lettre du 18 floréal, L. 1111).

(35) Bloch, *Recueil*, p. 564.

(36) Les deux états comparatifs ont été conservés ; leur confrontation paraît suggestive.

A raison d'un nombre égal de prêteurs dans chaque classe :				Interprétation du département (d'après l'art. 1, loi du 26 pluviôse)	
16 ^e	classe :	11	prêteurs :	31.100 l.	11 prêteurs : 31.100 l.
15 ^e	»	853	»	1.023.600 l.	139 » 166.800 l.
14 ^e	»	853	»	938.300 l.	45 » 49.500 l.
13 ^e	»	853	»	853.000 l.	65 » 65.000 l.
12 ^e	»	853	»	767.700 l.	54 » 48.600 l.
11 ^e	»	853	»	682.400 l.	45 » 36.000 l.
10 ^e	»	853	»	597.100 l.	69 » 48.300 l.
9 ^e	»	853	»	511.800 l.	108 » 64.800 l.
8 ^e	»	853	»	426.500 l.	157 » 78.500 l.
7 ^e	»	853	»	341.200 l.	246 » 98.400 l.
6 ^e	»	853	»	255.900 l.	503 » 150.900 l.
5 ^e	»	853	»	170.600 l.	1360 » 272.000 l.
4 ^e	»	853	»	85.300 l.	2508 » 250.800 l.
3 ^e	»	853	»	68.240 l.	3140 » 251.200 l.
2 ^e	»	853	»	51.180 l.	2438 » 146.280 l.
1 ^{re}	»	853	»	42.150 l.	1721 » 86.050 l.
12806				6.846.570 l.	12609 1.844.230 l.

(L. 1111).

(37) Bloch, *Recueil*, p. 564.

fortunes supérieures à 100.000 l. (38), ce qui procurerait un supplément de 732.950 l. ; on pourrait aussi réviser rigoureusement les cotes inscrites par les municipalités (39). Le ministre s'appuya bientôt sur le texte législatif du 30 thermidor (40) pour objecter que le montant ne pouvait être réduit de plus du quart : soit 5.057.027 l. exigibles au minimum sur les 6.742.700 l. primitivement prévues (41). Mais les rôles rendus exécutoires en messidor ne comportèrent qu'un total de 2.584.450 l. (42) et nul ne contesta par la suite l'exactitude de l'interprétation que le département avait donnée de la loi du 26 pluviôse.

Très complexe, le mode de paiement de l'emprunt forcé reflète les incertitudes et vicissitudes monétaires de l'époque. Au point de départ, la loi du 19 frimaire an IV admit les matières d'or et d'argent, le numéraire, les grains évalués au cours de 1790 et les assignats pour le centième de leur valeur nominale (43) ; mais dispositions et délais subirent d'incessantes modifications (44).

L'afflux des prêteurs clermontois, en nivôse, ne donna que l'illusion fugitive d'un grand succès (45). Dès le 3 ventôse, Vimal-Lajarrige déplorait le peu d'empressement des citoyens (46) : 606.619 l. en assignats — valeur réelle, il est vrai — avaient été apportés à la date primitivement fixée par le législateur pour le terme des versements (47) ! Il faut pourtant remarquer que les rôles ne devaient paraître qu'en messidor : le rendement anticipé prouvait au moins que nombre d'habi-

(38) Déjà, le 16 ventôse an IV, l'administration centrale suppliait les municipalités d'indiquer avec véracité les fortunes supérieures à 100.000 l., afin d'éviter la surtaxation des plus faibles (L. 1111).

(39) Les administrateurs écrivaient à Ramel : « L'emprunt forcé devait, comme vous l'observez citoyen, rétablir le crédit national, mais il ne devrait pas ruiner celui des particuliers, et ce serait précisément le mal que nous ferions si nous étions forcés de remplir notre déficit... » (L. 1111).

(40) Bloch, *Recueil*, p. 597.

(41) Lettre de Ramel, en date du 19 fructidor an IV (L. 1111).

(42) Entendu valeur réelle, métallique (L. 1274).

(43) Bloch, *Recueil*, p. 548.

(44) La loi du 3 nivôse an IV limita au 30 du même mois le délai accordé aux contribuables pour se libérer en papier-monnaie ; puis le Directoire le recula jusqu'au 10 ventôse au profit des seuls citoyens inscrits dans les 10 classes inférieures. Il fut décidé par la suite que l'assignat ne serait plus accepté qu'à raison du 150^e de sa valeur nominale et avec une augmentation de deux capitaux pour chaque jour de retard. Mais le 19 ventôse, le gouvernement concéda la facilité de payer en assignats à 100 capitaux pour un. La loi du 17 germinal introduisit le paiement en assignat et celle du 30 thermidor accorda des primes à ceux qui s'acquitteraient dans les trois décades suivantes.

(45) Monestier, à l'administration municipale de Clermont, signalait, le 28 nivôse, que le percepteur était débordé par l'afflux des prêteurs (L. 1109).

(46) L. 1111.

(47) L. 1274.

tants accueillaienl l'occasion qui leur était offerte de se défaire à bon compte d'un papier-monnaie extraordinairement déprécié (48). D'autres, et notamment ceux de la première classe, auraient désiré un ajustement dans le sens d'une progressivité plus marquée (49). En tout cas, l'appareil des contraintes fonctionna dès le début du mois de thermidor et les rentrées s'élevèrent à 1.374.544 l. en fructidor et à 2.089.072 l. en brumaire de l'an V (50).

Si l'on se reporte aux chiffres avancés par Ramel pour l'ensemble de la France, dans la circulaire du 13 vendémiaire (51), soit 261 millions sur les 432 millions escomptés, on ne manquera pas d'observer que le département du Puy-de-Dôme demeurait audessous de la moyenne générale (52). Au début de l'an VI, il existait encore un arriéré de 100.000 l. environ sur le contingent inscrit aux rôles rendus exécutoires en messidor (53).

En définitive, le prêt de plus de deux millions valeur métallique représentait un bien autre effort que la modique avance de 250.000 l., en assignats valeur nominale, consentie en l'an II (54). Certes les versements en grains furent minimes (55). De toute évidence, l'emprunt forcé, joint à la situation politique encore trouble, n'en affaiblissait pas moins la capacité de paiement des contribuables au titre des impôts ordinaires.

(48) Verser à raison de 100 capitaux pour un était une bonne affaire, alors que l'assignat n'avait plus que le 233^e de sa valeur nominale (d'après le tableau officiel de dépréciation).

(49) Inspirée par J.-B. Monestier, l'administration municipale de Plauzat invita l'administration départementale à décharger la première classe, exagérément taxée, en imposant davantage les dernières classes sur des rôles supplémentaires (Lettre du 25 germinal an IV, L. 1283).

(50) Tableaux de recouvrement : L. 1274. — Nous relevons (L. 1283) 68 significations de contraintes pour le canton de Viverols (19 thermidor an IV), 42 pour celui de Menat (13 fructidor), 16 à Thiers (12 thermidor), 16 à Marsac (6 thermidor), 28 à Besse (12 thermidor), etc.

(51) Bloch, *Recueil*, p. 610.

(52) Les calculs entrepris par M. Jalenques, en fonction de la population, ne nous paraissent pas convaincants (cf. *op. cit.*, p. 80).

(53) L. 1111.

(54) Voici, à titre d'indication, le nombre des prêteurs, rangés de la 1^{re} à la 15^e classe, dans les trois principales villes du département : à Clermont : 94, 134, 73, 124, 75, 56, 48, 29, 25, 17, 13, 17, 22, 23, 52 (dont 52 personnes versèrent 1.200 l., soit 62.400 l., etc.) ;

à Riom : 47, 36, 25, 60, 41, 22, 13, 9, 8, 9, 6, 9, 10, 6, 22.

à Thiers : 49, 29, 25, 42, 41, 15, 14, 8, 7, 2, 3, 3, 4, 4, 6 (L. 1124).

(55) Nous n'avons qu'un tableau incomplet portant, en frimaire an V, les rentrées dans les 14 magasins du département ; le total est de 259 quintaux de froment, 197 de seigle, 53 d'orge et 219 d'avoine. Les plus forts versements furent effectués à Maringues, à Thiers et à Sauxillanges. Or les quantités de froment et de seigle livrées à la République ne représentaient jamais que 5.730 l. environ en assignats valeur nominale ! (L. 1287, 1290 et 1292).

CHAPITRE III

Le recouvrement de l'arriéré antérieur à l'an III

Lorsque le Directoire succéda à la Convention, le 5 brumaire an IV, les contribuables du département du Puy-de-Dôme devaient encore au Trésor public des sommes plus ou moins considérables sur tous les exercices écoulés depuis les réformes fiscales de la Constituante. Il restait même un petit débet de 66.000 francs sur les impôts de l'année 1790, la dernière d'Ancien régime (1).

La situation n'était pas encourageante : beaucoup de rôles de 1793 en souffrance (2), l'assiette de la foncière 1794 inachevée (3), l'impôt mobilier et les patentes des années 1791 et 1792 incomplètement acquittés (4), le recouvrement de 1793 à peine commencé et celui de 1794 à effectuer dans sa totalité (5), enfin les trois dixièmes de l'emprunt forcé encore exigibles (6).

La mise en marche de la nouvelle organisation administrative ne pouvait faciliter une prompte liquidation de cet arriéré. Il y eut, dans les premiers mois de l'an IV, un laisser-aller que signala le nouveau ministre des finances Ramel. Déjà le Directoire s'était ému et avait fait voter la loi du 13 pluviôse, qui ne tolérait plus les paiements en assignats valeur nominale que pour une période très courte.

(1) L. 1267.

(2) Cf. p. 324.

(3) Cf. p. 325.

(4) Voir le chapitre IV de la Troisième partie.

(5) Cf. p. 325.

(6) Cf. p. 289.

La mesure contrastait par sa brutalité avec la tolérance antérieure. Quand l'administration centrale du Puy-de-Dôme en avisa les cantons, ce ne fut qu'un cri : combien de rôles de 1793 et surtout de 1794 attendaient encore le moment d'être publiés ! « Vous conviendrés, observa l'administration municipale de Clermont, qu'il serait injuste que nos concitoyens, auxquels on ne peut pas plus reprocher qu'a nous la longueur et les difficultés du travail que nécessite la répartition des impositions, fussent néanmoins punis en ne pouvant pas participer a la faveur de la loi... » (7).

Le département répondit par de nouvelles circulaires et même par des arrêtés, lesquels, comme jadis, plaçaient les contribuables sous la menace des contraintes (8). « Nous vous observons, déclarait-il le 20 thermidor, que ceux qui ont négligé, jusqu'à ce jour, d'acquitter une dette aussi sacrée, sont sans aucune espèce d'excuse... De la rentrée des contributions, citoyens, dépendent la subsistance des armées, le paiement des engagements du trésor public, et l'affermissement du crédit national ».

Mais, plus que ces belles exhortations de style 1791, la perspective de ne pouvoir solder leur dette en assignats valeur nominale agit sur les redevables. La loi du 22 thermidor an IV, qui prescrivait le versement de l'arriéré en numéraire ou en mandats au cours, à dater du 1^{er} vendémiaire an V (9), renforça l'impression déjà produite par celle du 13 pluviôse.

Effectivement les receveurs avaient en caisse, dans les premiers jours de l'an V, les sommes suivantes :

Contribution foncière	de 1791 :	3.918.291 l. sur	3.923.772 l.
Contribution mobilière	de 1791 :	875.897 l. sur	914.381 l.
Contribution foncière	de 1792 :	4.090.594 l. sur	4.093.396 l.
Contribution mobilière	de 1792 :	923.135 l. sur	950.712 l.
Contribution foncière	de 1793 :	4.150.022 l. sur	4.164.617 l.
Contribution mobilière	de 1793 :	384.140 l. sur	404.281 l.
Contribution foncière	de 1794 :	3.078.463 l. sur	3.123.463 l.

Au total..... 17.420.542 l. sur 17.574.622 l.

soit approximativement 99 % de l'arriéré exigible (10).

La patente présentait un tableau moins favorable : des 49.575 livres inscrites sur les registres à souche de 1791, 39.435 l. étaient

(7) L. 1259.

(8) Exemples : Arrêté du 18 floréal an IV, circulaires du 14 prairial et du 20 thermidor (L. 1259).

(9) Cf. p. 335.

(10) L. 1267.

acquittées ; le bilan de 1792 se soldait par un avoir de 40.401 l. sur un dû de 49.158 l. (11).

Quant à l'emprunt forcé de l'an II, il offrait un rendement de 162.395 l. sur 206.710 l., ce qui correspondait à une très faible progression de 22.182 l. depuis pluviôse an III (12).

Les pouvoirs publics ne parvinrent jamais à faire disparaître complètement cet arriéré (13). Mais les mouvements démographiques expliqueraient la perte de nombreuses cotes (14) ; on peut même s'étonner que les troubles, les arrestations et déportations n'aient pas augmenté le déchet. A vrai dire, les populations avaient achevé de se libérer, sans effort appréciable, à l'aide d'un papier-monnaie complètement avili. Le succès, au reste très tardif, du recouvrement, ne doit donc pas faire illusion sur le profit que le Trésor pouvait en retirer (15). Les menaces de changements dans le mode de paiement avaient simplement permis d'arrêter des comptes en suspens depuis plusieurs années. La face était sauve.

Désormais, pour les administrateurs de l'an V, il n'y aura plus qu'un seul arriéré, celui de l'an III.

(11) L. 1270.

(12) L. 1272 ; voir également p. 289.

(13) Il subsistait à peu de choses près en vendémiaire an VI (L. 1275).

(14) On constate une légère diminution de la population, si l'on compare les dénombremens de 1791 et de l'an IV (L. 783 et 1009) ; d'autre part, certains biens nationaux n'avaient pas dû fournir les sommes prévues (voir ce qu'en disait Ramel dans sa circulaire du 13 vendémiaire an V (Bloch, *Recueil*, p. 610).

(15) Rappelons-nous ce qu'en pensaient les orateurs du temps.

CHAPITRE IV

La contribution foncière en l'an IV et en l'an V Les versements en nature

Les Montagnards avaient vu dans le paiement des contributions en grains un expédient commode pour faciliter le ravitaillement des armées et des villes. Leurs principes ne les orientaient pas vers ce système, non plus qu'ils ne leur rendaient sympathiques la taxation et la réglementation. Ce fut la carte forcée que les Enragés présentèrent et que les nécessités imposèrent (1).

Les Thermidoriens, qui abolirent le maximum et lâchèrent la bride à la spéculation, furent logiques avec eux-mêmes, quand ils effacèrent de la législation la contribution en nature. Mais la disette de l'an III ainsi que la ruine de l'assignat les y ramenèrent (2). Or, instruits par l'expérience, sachant le désarroi du marché économique, ils ne pouvaient ignorer que l'obtention de résultats tangibles dépendait d'une mise au point très sérieuse, d'une surveillance stricte et de sanctions sévères.

Généralités législatives

La loi du 2 thermidor an III portait que la contribution foncière de la troisième année de la République serait levée sur les mêmes bases qu'en 1793. L'occasion s'offrait pourtant d'une réfection des matrices des rôles, puisque les propriétaires de

(1) Voir A. Mathiez, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*.

(2) Cf. p. 330. — Le représentant Dupuis argumentait ainsi le 18 germinal an III : « Il n'est pas juste que le cultivateur et le marchand, qui n'estime qu'à 20 s. l'assignat de 100 s. quand il vend sa denrée ou sa marchandise, le rende pour 100 s. à la nation quand il paie son imposition ; ce qui ne serait pas arrivé, si vous eussiez adopté l'impôt en nature » (*Mon.*, t. XXIV, p. 164).

biens-fonds auraient à effectuer en nature la moitié de leurs versements (3).

Cette dernière disposition créait un lien étroit entre les problèmes économiques et la fiscalité. Les grains livrés à l'Etat n'avaient pas une valeur exactement comparable à celle de l'assignat : ainsi la hausse du prix du blé était beaucoup plus rapide que la baisse du signe monétaire (4). Le législateur laisserait-il les producteurs profiter abusivement de la plus-value de leurs denrées ? On calculerait donc les quantités à livrer d'après les mercuriales de 1790 (5). Comme de semblables tableaux avaient dû être déjà dressés en vue de l'application du maximum, les autorités locales pouvaient s'y référer. De ce côté, aucune difficulté. Mais l'article 6 de la loi exempta du paiement en nature tout propriétaire qui ne récolterait pas assez de grains pour les besoins de sa famille ; l'estimation — d'ailleurs très large — allait de 4 quintaux de froment à 5 quintaux d'autres céréales par tête (6). De cette dérogation en faveur des petits cultivateurs, il appartiendrait aux municipalités d'en désigner les bénéficiaires, en s'aidant des anciennes matrices de rôles, des connaissances personnelles des municipaux et des déclarations des contribuables (7). L'excessive confiance dans l'impartialité des pouvoirs locaux ne se démentait pas. De toute évidence les ruraux auraient la tentation de préférer « le paiement en assignats de la portion de l'imposition due en nature, suivant le prix du blé réglé d'après les mercuriales des deux mois antérieurs à l'échéance du paiement » (8). Sans doute, pour reprendre un des exemples choisi par la Commission des revenus nationaux dans sa circulaire du 30 thermidor, tel contribuable, qui aurait dû verser des grains d'une valeur de 3.000 l. en assignats au cours, ne se libérerait qu'en déboursant ces 3.000 l. (9). Mais

(3) Article 4 de la loi (Bloch, *Recueil*, p. 507).

(4) En ventôse an III, le quintal de blé qui avait valu en moyenne 13 l. sur le marché de Clermont en 1790, était coté 305 l., alors que l'assignat n'avait perdu que 85 % de sa valeur nominale.

(5) Article 4 de la loi.

(6) Le législateur admettait que le producteur avait droit à un kilog de pain par personne et par jour. Actuellement l'estimation de la consommation journalière du Français a été ramenée à 600 grammes environ.

(7) Ainsi en décida la circulaire de la Commission des revenus nationaux, en date du 30 thermidor an III ; elle s'exprimait avec ce bel optimisme qui, depuis 1791, ne s'était guère démenti sous la plume des pouvoirs publics : « Sans doute des officiers municipaux sont presque toujours à portée d'avoir sur ces objets des notions à peu près certaines » (Bloch, *Recueil*, p. 515).

(8) Bloch, *Recueil*, p. 508.

(9) Bloch, *Recueil*, p. 516. — Comme les grains n'avaient pas exactement suivi la baisse de l'assignat, la Convention n'avait permis l'acquittement de

l'important n'était pas d'exiger que le bénéficiaire de l'article 6 figurât au rôle pour une quantité de papier-monnaie telle que l'Etat pût acheter la quantité de grains correspondante ; il eût fallu éviter la spéculation à la hausse continuelle des prix des grains : le producteur ne s'acquitterait que rarement dans les délais prévus et ce serait une bonne affaire pour lui de donner du papier-monnaie, fût-il valeur représentative des grains. Au lieu de fixer le prix de la céréale d'après les mercuriales des deux mois antérieurs à l'échéance du paiement, il aurait fallu le calculer au cours quotidien (10). La Convention crut trouver un palliatif en écourtant les délais : les trois quarts de la portion payable en nature devraient être versés avant le 30 brumaire an IV, faute de quoi la totalité de la contribution deviendrait exigible en grains (11).

Sur ces entrefaites, le Directoire et les Conseils s'installèrent et s'avisèrent d'un autre danger : le grain, vendu très cher au gouvernement, ne serait-il pas sous-estimé par les autorités municipales lorsqu'il s'agirait pour elles d'évaluer l'impôt, de sorte que les contribuables, appelés à bénéficier de l'article 6, s'en tireraient à bon compte ? La loi du 13 frimaire imagina le remède suivant : la fixation en assignats, à défaut de grains, sur le prix le plus bas des achats effectués pour le compte de l'Etat pendant les mois de fructidor et de vendémiaire, combiné avec le prix des mercuriales à la même époque (12). Par un arrêté, en date du 29 frimaire, le Directoire publia ces prix qui étaient supérieurs à ceux des mercuriales (13). Il appartiendrait aux municipalités d'établir les tarifs locaux. Cette combinaison présentait un autre avantage : à savoir, d'atténuer dans une certaine

la portion payable en nature qu'en assignats valeur représentative des grains. Prenons par exemple un contribuable devant 240 l. d'impôts, soit 120 l. payables en nature. Comme le blé valait 12 l. en 1790, cela revenait à donner 10 quintaux ; or ces 10 quintaux valaient, supposons en floréal an III, 6,500 l. Total : 6.620 l. Mais si les 120 l. étaient payées en assignats au cours, le contribuable devrait 120 l. + 4.080 l. (1 l. de numéraire = 34 l. en assignats), soit 4.200 l. Au contraire l'Etat aurait-il exigé la totalité des versements en assignats au cours, la somme due aurait été cette fois de 8.160 l. Ainsi, en maintenant la moitié des versements en assignats valeur nominale, il faisait au contribuable la partie assez belle pour exiger l'acquiescement de l'autre moitié en assignats valeur représentative des grains.

(10) Une disposition curieuse portait que les contribuables qui payaient partie en grains partie en assignats valeur grains pouvaient se faire inscrire sur les rôles comme devant payer en assignats. Si les grains gagnaient de valeur, les contribuables pouvaient être tentés de ne plus payer qu'en assignats ; l'Etat en serait frustré d'autant.

(11) Décret du 24 fructidor an III (Bloch, p. 531).

(12) Bloch, *Recueil*, p. 543.

(13) Bloch, p. 553.

mesure les différences qui existaient entre les tarifs cantonaux ; les bureaux ministériels hasarderait leurs prévisions d'après des données plus solides. Il était bien entendu d'ailleurs qu'on ne reviendrait pas sur les sommes déjà versées. En fait, dans un département comme celui du Puy-de-Dôme, il ne pouvait être question de paiements avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 frimaire qui jouerait pleinement pour le plus grand profit du Trésor (14).

Pour le reste, on s'en remettait aux municipalités du soin de trancher dans leur sagesse toutes les difficultés (15). Mais comment les administrations cantonales recenseraient-elles, en si peu de temps, les mutations de propriétés ? La Commission des revenus nationaux leur recommandait avec optimisme de s'en tenir aux indications fournies par les percepteurs de 1793 : s'en contenteraient-elles ? (16). Le Comité des finances de la Convention avait bien prévu des défaillances ; la vieille loi du 17 juin 1791 pouvait jouer encore, qui autorisait les directoires de district à faire rédiger les matrices des rôles par des commissaires, aux frais des communes (17). Par contre, la lourde responsabilité de rendre les rôles exécutoires allait retomber sur les administrations municipales. Envisageait-on enfin le cas du cultivateur qui vendrait ses grains avec l'intention d'éluder la loi ? Aux officiers municipaux, encore et toujours à eux, de juger si la vente avait été faite « de bonne foi », sauf à exiger du redevable, dans le cas contraire, l'achat des grains nécessaires à l'acquittement de la portion payable en nature (18).

De ces généralités se dégagent deux impressions dominantes. Les Conventionnels thermidoriens, comme les Constituants, confient l'exécution d'une législation très délicate à des autorités locales élues. Le suffrage censitaire leur semble-t-il cautionner suffisamment une confiance, si étonnante dans sa persistance ? Des déceptions très rudes n'ont pas changé le point de vue de politiques pour qui l'assiette de l'impôt concerne essentiellement les représentants qualifiés des contribuables. Rien même qui rappelle les visiteurs des rôles. Or les lois relatives à la contribution

(14) Il était évident que la loi du 13 frimaire ôtait au bénéficiaire de l'article 6 de la loi du 2 thermidor une partie de ses avantages, pour peu que le grain fût vendu sur les marchés à un prix nettement inférieur à celui que payait le gouvernement.

(15) Bloch, *Recueil*, p. 519.

(16) Quant à l'inscription des biens nationaux sur les rôles, il serait procédé « pour ces biens comme pour les autres ».

(17) Bloch, *Recueil*, p. 536.

(18) Article 7 (Bloch, p. 537).

en nature étaient loin de comporter toutes les garanties d'une commode et stricte application : elles ouvraient la porte à une double possibilité de fraude, soit que le contribuable tirât parti d'une assiette vicieuse, soit qu'il ajournât l'époque de ses paiements.

L'assiette de l'an III

Le 6 fructidor an III, le directoire du département du Puy-de-Dôme invita les districts à rassembler les mercuriales de leurs principaux marchés et à guider les municipalités dans l'établissement des tarifs (19). Aussitôt des difficultés surgirent (20) : nombre de communes ne disposaient pas de pancartes, faute de marchés ; les officiers municipaux ignoraient les prix des grains en 1790 et ne savaient même à quelles mercuriales se rapporter pour fixer ceux de fructidor an III-vendémiaire an IV. Force fut pour les directoires de district d'arbitrer ces cas incertains. Une autre objection vint à l'esprit de quelques administrateurs : la loi prévoyait la fixation des prix de quatre espèces de grains ; or la majorité des cantons n'en produisaient que trois espèces au plus ou même deux seulement (21). Très embarrassée, l'autorité départementale consulta la Commission des revenus nationaux qui en référa au Comité des finances. L'arrêté du 15 brumaire an IV stipula que les prix des cantons, où les quatre espèces de grains étaient récoltées, seraient admis sur toute l'étendue de chaque district. Il en résulta de nouveaux retards. Sans doute les municipaux ne mirent pas toujours de la bonne volonté à se procurer les renseignements ; ainsi, le 6 vendémiaire, le directoire de Riom dénonçait l'habituelle inertie, souvent calculée, des communes (22). Mais l'on put voir un directoire, comme celui de Montaigut, prendre lui-même le parti de la résistance à la loi (23).

Il fallut également résoudre le problème que posait la disparité des poids et mesures, convertir en quintaux métriques les septiers

(19) L. 1030.

(20) Elles ne permirent pas de « terminer cette opération aussi promptement qu'on l'aurait désiré » (Lettre du directoire au ministre des finances, 9 frimaire an IV, L. 1290).

(21) Ainsi Montaigut objecta qu'il ne récoltait même que du seigle (Lettre du département à la Commission des revenus nationaux, 17 vendémiaire an IV (L. 1290)).

(22) L. 1290.

(23) Ce directoire déclarait que les tarifs ne seraient pas appliqués puisque la région « ne cueillait que le dixième de ce qui lui était nécessaire ».

dont la valeur variait d'un lieu à l'autre (24). Le directoire du département fit dresser un tableau du poids moyen du septier dans chaque district pour les quatre espèces de grains (25).

Considérons cependant les conséquences d'une stricte application des tarifs prévus par la loi du 2 thermidor an III : comme l'écrivit justement l'administration centrale du département au ministre des finances, « deux contribuables imposés à une somme égale, payoient pour l'équivalent de cet impôt du en assignats, une taxe différente, attendu qu'ils n'habitoient pas le même district » (26). Un paysan du district de Thiers, ramassant du froment et du seigle et inscrit pour 300 l. de contribution foncière, aurait à payer 150 l. en assignats valeur nominale et à verser le nombre de quintaux correspondant à 150 l. en 1790, soit 4 q. 4 de froment et 5 q. 3 de seigle. Transporté dans le district d'Ambert, le même contribuable devrait 5 q. de froment et 6 q. 1 de seigle, parce qu'en 1790, les grains avaient valu moins cher à Ambert qu'à Thiers. Mais la hausse ayant été plus forte à Ambert, de 1790 à l'an IV, la quantité versée dans le canton de Thiers représenterait seulement 6.182 l. 4 s. en assignats de fructidor an III, contre 10.441 l. 17 s. dans la région ambertoise ! L'inégalité s'était accentuée. On pourrait multiplier les exemples qui, tous, montreraient l'injustice du calcul basé sur les prix de 1790 ; mieux, ce procédé encourageait la spéculation : le producteur de la région d'Ambert pouvait être tenté de vendre ses grains sur le marché de cette ville et de livrer au fisc des grains achetés à meilleur compte sur le marché de Thiers.

La loi avait ceci d'inquiétant qu'elle faisait apparaître les contrastes de ressources entre des régions très proches les unes des autres. Le directoire du département mit en valeur cet argument pour obtenir du Comité des finances et de la Commission des revenus nationaux une révision des dispositions législatives : « Le prix des grains s'élève en raison de la distance du lieu où s'en fait l'extraction à celui de la consommation. Ainsi tandis qu'au marché le plus voisin du centre d'approvisionnement le quintal de froment ne valoit que de 7 à 800 livres le même jour un peu plus loin il valoit 900 l. et dans nos montagnes il se vendoit

(24) Le septier de froment qui pesait 200 livres à Clermont, Biom, Montaigut, etc., correspondait à 236 livres pour Issoire et à 224 livres pour Ambert. Encore n'était-ce qu'un poids moyen ; le directoire d'Issoire avait donné par exemple les indications suivantes : froment, 232 à 240 livres ; seigle, 208 à 216 ; orge, 176 à 184 ; avoine, 128 à 136 (L. 1290).

(25) Arrêté du 5 nivôse an IV.

(26) Lettre du 17 nivôse an IV (L. 1290).

1.000 l.. Il en va résulter d'une manière palpable que le bled étant plus cher dans l'endroit où la nature avare semble le refuser au cultivateur, par cela même que celui-ci a plus de peine à s'en procurer et qu'il est placé dans un sol plus ingrat, le prix de ses contributions va croître en raison des difficultés qu'il éprouve pour se procurer des subsistances... Par quelle fatalité faudrait-il que deux individus placés dans deux districts du même département tout en ayant également à payer la valeur d'un quintal de bled l'un fut obligé de donner 700 l. quand l'autre payera 1.000 l.. » (27). Les administrateurs mettaient la Convention en présence de « cette conséquence désastreuse de la loi », et la pressaient de « réformer une mesure dont les funestes effets seroient incalculables ».

Depuis la publication de la loi, il y avait hausse du prix des grains, « progression aussi rapide qu'inconcevable », en fait inévitable (28) et pour trois raisons : la crainte de la raréfaction de la marchandise enhardissait l'esprit de spéculation (29) ; les achats effectifs ou présumés des contribuables sur les marchés les plus avantageux, pour l'acquittement de l'impôt, tendaient à l'égalisation des prix au niveau de l'estimation maxima ; enfin l'établissement de tarifs d'après les mercuriales de fructidor an III et de vendémiaire an IV rappelait trop les procédés de taxation — d'autant plus que les administrateurs avaient tendance à sous-estimer les prix — pour ne pas inciter les producteurs à resserrer leurs offres et à augmenter leurs exigences.

La loi rectificative du 13 frimaire an IV ne tarit que dans une certaine mesure la source de ces abus. Non seulement elle ne visait que les contribuables admis à se libérer en assignats à défaut de grains (30), mais elle laissait subsister d'un district à un autre certaines inégalités. Par un arrêté en date du 13 nivôse an IV, les membres de l'administration centrale fixèrent une moyenne uniforme entre le prix des mercuriales de fructidor et de vendémiaire et le prix le plus bas des achats effectués pour le

(27) Lettre du 8 vendémiaire an IV (L. 1290).

(28) Dans sa circulaire du 29 fructidor an III, la Commission des revenus nationaux se laissait à espérer une baisse des prix (Bloch, *Recueil*, p. 535) ; or le département du Puy-de-Dôme lui écrivait le 3 vendémiaire an IV : « ...Dans le moment où le versement des grains aura lieu au magasin national il sera très difficile que les marchés continuent en même temps d'être suffisamment approvisionnés et par une suite nécessaire le prix ne manquera pas d'éprouver un surhaussement dont les suites peuvent amener les mouvements qu'on redoute... » (L. 1285).

(29) L. 1285.

(30) Article 6.

compte du gouvernement (31). Par la suite, ils remontrèrent au ministre : « Pour faire disparaître entièrement les disproportions dans le paiement de la contribution en nature, il semble que les législateurs auraient dû changer cette disposition par un décret ordonnant dans chaque département pour 1790 un prix moyen de chaque espèce de grains » (32). Sans doute les propriétaires de grains, obligés de verser effectivement une partie de leur récolte, ne pouvaient tirer aucun bénéfice de la loi du 13 frimaire. Mais l'examen plus poussé de cette loi nous amène à constater que les cultivateurs, réglant en assignats la portion contributive en nature, n'étaient pas encore traités sur le pied de la stricte égalité. Supposant que notre contribuable de tout à l'heure ait eu la possibilité de donner du papier-monnaie en place de son froment et de son seigle : d'après la loi du 2 thermidor, il lui aurait fallu déboursier 6.182 l. 4 s. à Thiers, 10.441 l. 17 s. à Ambert ; la loi du 13 frimaire eût porté sa quote-part à 7.220 l. 18 s. dans le premier canton et à 8.142 l. 14 s. dans le second. L'écart, pour être moindre, subsiste, et de toute manière, le fisc y trouve son avantage (33).

Comme des protestations se faisaient entendre contre l'impôt en nature (34), « nous veillerons, écrivait l'administration départementale de l'an III, à ce que les administrateurs de district stimulent le zèle des officiers municipaux dans la formation du rôle matrice de cette contribution » (35). L'arrêté du 14 brumaire an IV fit connaître la décision du Comité des finances relative à l'envoi de commissaires (36). D'ailleurs les membres de la nouvelle administration centrale s'attachèrent à préciser les attributions dévolues aux autorités cantonales (37) : les matrices des rôles seraient rédigées par les agents municipaux et leurs adjoints avec ou sans le concours de commissaires ; les assemblées de canton expédieraient les rôles exécutoires et se prononceraient en première instance sur les demandes en décharge ou réduction (38).

(31) Arrêté du 13 nivôse an IV (L. 991).

(32) L. 1290.

(33) On observera en effet que le district de Thiers était plus peuplé que celui d'Ambert.

(34) Le directoire de Montaigut écrivait au département, le 4^e jour complémentaire an III : « ...Le paiement de la moitié en nature effraie tous les redevables, dans une année surtout où la disette se fait sentir si vivement » (L. 995).

(35) Lettre du 24 fructidor an III à la Commission des revenus nationaux (L. 995).

(36) L. 234.

(37) Circulaires des 17 nivôse et 16 pluviôse an IV.

(38) Circulaire du 17 nivôse an IV (L. 995).

Cette assiette comporterait un double travail assez long : d'une part, des états nominatifs porteraient à la connaissance des percepteurs et des receveurs les sommes inscrites aux cotes ; d'autre part, des extraits de ces mêmes rôles seraient adressés aux gardes-magasins (39). Il y avait là une paperasserie bien propre à rebuter les administrations municipales, généralement ignorantes, parfois malveillantes.

Alors s'ouvre cette énorme correspondance, laquelle seule permet à l'administration centrale de garder un contact permanent avec les 78 municipalités et au commissaire du pouvoir exécutif auprès de cette administration avec ses 77 collègues des cantons. Mais dès germinal an IV, on peut constater que, si le mécanisme administratif a été modifié, la nature et le ton des rapports entre administrateurs sont restés les mêmes : d'un côté, exhortations pressantes à se conformer aux prescriptions législatives et de l'autre, assurances de bonne volonté et promesses de très prochaine réalisation. La plupart des assemblées cantonales se plaignent de manquer de fonds pour achat de papier, de bois et de chandelles (40). Faute d'imprimés, le travail subit de fréquentes interruptions et, faute de crédits, le département ne peut satisfaire toutes les demandes (41). C'est une ère de gêne matérielle pour les bureaux des administrations publiques, conséquence inévitable de la crise monétaire.

A en croire Chandezon et Vimal-Lajarrige, « les officiers municipaux des communes étant presque tous illettrés étaient hors d'état de dépouiller les rôles de 1793, de tirer pour chaque cote la moitié de l'imposition, et de fixer sur ce montant la quantité de grains qu'elle aurait produit ou l'équivalent en assignats » (42). Bien mieux, des mutations de propriétés déroutaient les rédacteurs des matrices. « On doit s'attendre, écrivait-on du canton de Saint-Germain-Lembron, à des longueurs nécessitées par une opération qui exige du tems et beaucoup de calcul basé sur la réflexion... » (43). La municipalité de Thiers invita les habitants à déclarer dans les huit jours « leurs ventes, achats de

(39) Circulaire du 16 pluviôse an IV (L. 1286).

(40) Lettre de l'administration du canton extérieur d'Issoire, 25 frimaire an IV (L. 1030) ; lettre de l'administration cantonale de Brassac, 25 nivôse (L. 1039).

(41) Nombreuses lettres des administrations municipales (L. 1030).

(42) Le département du Puy-de-Dôme au ministre des finances, 9 frimaire an IV (L. 1290).

(43) Lettre de Dorlhac, commissaire de Saint-Germain-Lembron, 29 pluviôse an IV (L. 1007).

propriétés foncières » (44). L'enquête fut menée à Escoutoux et à Dorat par cinq particuliers que désigna l'assemblée du canton extérieur de Thiers (45). Mais les administrateurs de Ravel se disaient très embarrassés, parce que des étrangers à la région avaient acquis des parts de biens communaux et de biens nationaux (46) ; de même, la municipalité cantonale de Lamontgie ne pouvait rédiger les rôles a moins de connaître tous les acquéreurs de biens nationaux : le département demanda donc aux archivistes des anciens districts de Billom et d'Issoire les états détaillés des ventes (47).

Avant de se séparer, les directoires des districts eurent à mettre en vigueur la loi du 4 vendémiaire an IV, qui leur confiait la nomination des commissaires chargés de suppléer à l'insuffisance des autorités locales. Déjà le 1^{er} vendémiaire, le district de Billom signalait une municipalité, laquelle se déclarait « hors d'état de faire sa matrice du rôle de la contribution foncière » ; il ajoutait d'ailleurs que presque toutes étaient dans le même cas (48). Peu après arrivait du district de Besse une note aussi alarmante (49). Celui de Clermont s'indignait : « Aucune des communes de l'arrondissement de notre district n'a encore pensé de s'occuper de la formation de leurs rôles respectifs et nous vous prévenons qu'il sera peut-être indispensable d'envoyer des commissaires pour la totalité des communes qu'ils renferment » (50). Si le directoire d'Ambert s'émeut, c'est « à cause du silence qu'ont gardé à ce sujet presque toutes les municipalités » ; cette attitude légitime l'envoi de commissaires (51). Quant aux Riomois, ils jugent que le renouvellement des administrations retardera à tel point les opérations qu'il faudra de toute nécessité s'adresser à des commissaires (52).

(44) 2 vendémiaire an IV (*Arch. de Thiers*, registre des délibérations).

(45) 29 nivôse an IV (*Arch. de Thiers*, registre des délibérations du canton extérieur).

(46) L'administration municipale de Ravel à l'administration centrale, nivôse an IV (L. 1030).

(47) Lettre du 9 pluviôse an IV (L. 1030).

(48) Le directoire de Billom écrivait : « Nous avons déjà une pétition d'une municipalité, celle de Dallet, qui se déclare hors d'état de faire sa matrice du rôle de la contribution foncière ; nous vous l'adressons avec notre avis. Toutes ou presque toutes seront dans le même cas et déjà plusieurs nous ont verbalement fait part de leur embarras et de leur incapacité... » (L. 1039).

(49) 15 vendémiaire an IV (L. 1030).

(50) Lettre du 24 brumaire an IV (L. 3733).

(51) Lettre du 5 brumaire an IV (L. 1030).

(52) Le directoire de Riom à celui du département, 1^{er} brumaire an IV (L. 1030).

Les listes sont dressées à partir du 29 vendémiaire et principalement en brumaire (53). Chaque administration de district rédige la sienne, la complète et la rectifie selon les besoins. Par une délibération du 14 brumaire, le département s'essaie à rendre ces initiatives plus méthodiques (54).

Entrées en fonctions vers la fin de brumaire, les municipalités cantonales ne repoussent pas l'assistance des commissaires, elles la solliciteraient plutôt, car la confection des rôles les effraie. A Saint-Anthème par exemple, le défaut de démarcation entre les anciennes circonscriptions de Montbrison et d'Ambert a provoqué des doubles emplois ; la nomination d'un commissaire s'impose (55). Pour le représentant du pouvoir exécutif à Saint-Rémy, il s'agit de suppléer à l'insouciance des agents et adjoints des communes (56). Les gens des Martres-de-Veyre ne peuvent s'en priver : ils ont « tant d'occupations ordinaires » (57). A Job, dans le canton extérieur d'Ambert, les répartiteurs ne se mettront jamais d'accord s'ils ne sont stimulés et éclairés par « un aide choisi hors de leur sein » (58).

Ces commissaires ne sont pas toujours sous la main. « Nous ne voyons dans ce district, écrivait le directoire de Besse, aucun citoyen qui puisse se charger de cette opération, que le citoyen Gachet, chef de bureau à cette administration, à qui on pourrait attacher le canton de Latour ou de Tauves et le citoyen Flourit géomètre à Tauves pour l'un ou l'autre de ces deux cantons. Quand aux autres trois cantons, nous croyons qu'il est indispensable que vous en choisissiez vous-même d'après l'impossi-

(53) Tel l'arrêté du directoire de Thiers en date du 2 brumaire an IV : « Vu que les communes suivantes ne renferment personne capable de rédiger et de former les rôles, à Dorat, Escoutoux : Boutaud, greffier du juge de paix de Thiers ; à Augerolles et Sauviat : Tournillat, notaire et municipal à Courpière ; à Olmet et Aubusson : Pascal fils, notaire public à Aubusson ; à Lachaux, Celle, Victor, Vollore : Mondet, écrivain public à Thiers ; à Noalhat, Palières : Carlier, expert géomètre à Thiers ; à Neyronde, Peschadoires : Maspazier, de Thiers ; à Bulhon : Giron, expert géomètre à Lezoux ; à Lempty, Seychalles : Marilhat, notaire à Lezoux ; à Orléat, Jean-d'Heurs : Chassagnon, écrivain à Thiers ; à Luzillat : Carlier jeune, expert de Maringues ; à Rémy, Arconsat : Maisse, expert géomètre à Rémy » (L. 1030).

(54) L. 234 et 3922.

(55) L'administration municipale de Saint-Anthème à l'administration centrale, 22 nivôse an IV (L. 1030).

(56) Lettre de Barize Constant, du 15 nivôse an IV (L. 1030).

(57) Lettre de nivôse an IV (L. 1030).

(58) Lettre de Dubien, commissaire du canton extérieur d'Ambert, en date du 30 fructidor an IV (L. 1039). — Puray, commissaire de Champeix, écrira encore, le 25 vendémiaire an V, que les agents des communes « sont hors d'état de faire ce travail, ils auront besoin du secours des commissaires que l'administration centrale vient de nommer pour les aider dans cette opération » (L. 1033).

bilité qu'il y a à en trouver dans ce pays ci » (59). A l'autre extrémité du département, Viverols se demande s'il aura un commissaire : « Ou le prendre vù la pénurie de sujets propres à l'œuvre » (60). Il en faudrait un par commune, constate encore le directoire de Riom, mais « on manque de gens capables » (61).

Dépourvues d'argent, les administrations ne peuvent guère avoir recours aux compétences. Les communes de Ludesse et de Montaigut-le-Blanc (canton de Champeix) ne disposent pas de commissaires « parce qu'elles n'ont pas de fonds pour les payer et que ceux-cy ne veulent pas attendre la levée des charges locales » (62). La municipalité cantonale d'Issoire extérieur déplore que nombre de communes soient arrêtées dans la rédaction des rôles » par défaut de moyen a cause des dépenses que cet ouvrage nécessite » (63). Le directoire de Billom affirmait déjà qu' « aucune municipalité ne (serait) en état de fournir aux frais » (64).

Le directoire départemental de l'an III avait, dans son arrêté du 14 brumaire, fixé le salaire des commissaires à 3 livres en assignats par cote foncière. « Nous croyons que ce prix n'est pas suffisant, observe l'administration cantonale de Ravel, attendu qu'il y a des communes ou les commissaires seront obligés de travailler pendant douze a quinze jours, sans gagner un sol, puisqu'il faudra tout ce tems pour travailler aux changements qui sont a faire ; ce qui fait que nous vous fessons ces observations, c'est que nous craignons que ce modique prix ne porte un retard à la confection des rôles » ; et cette conclusion judiciaire : « Lesdits commissaires recevront un mandat du département sur le visa des municipalités, lorsqu'une matrice sera achevée ; il y aura peu de personnes qui voudront faire les avances, et il y en aura même qui ne seront pas en état de les faire » (65). Dans la région de Billom, les commissaires réclament 10 l. par article et exigent un acompte ; le département

(59) Lettre du directoire de Besse, datée du 15 brumaire an IV (L. 1030).

(60) Lettre du 25 nivôse an IV (L. 1030).

(61) Le directoire de Riom à celui du département, 1^{er} brumaire an IV (L. 1030).

(62) Etat de situation du canton de Champeix, foncière an III, 11 thermidor an IV (L. 1030).

(63) La municipalité du canton extérieur d'Issoire, 25 frimaire an IV (L. 1030).

(64) Lettre du 1^{er} vendémiaire an IV (L. 1039).

(65) Lettre des administrateurs du canton de Ravel en date du 30 brumaire an IV (L. 1030).

assure qu'un grand esprit d'économie étant recommandé par le Comité des finances de la Convention, il n'est pas possible d'accorder plus de 3 l. (66). Le directoire de Riom s'en tenait du reste à ce chiffre au début de brumaire (67).

Encore l'acceptation du commissaire ne permet pas de préjuger de son zèle. « Le retard vient de ce qu'un commissaire seul ne peut guère accélérer cette opération vu sa longueur et les calculs réfléchis qu'elle nécessite ; ce commissaire n'est pas fort encouragé par le salaire qui luy paraît très modique » ; cette impression du 15 floréal an IV, Dorlhac, qui représente le Directoire auprès du canton de Saint-Germain-Lembron, la confirme le 1^{er} prairial, en notant qu'« un seul commissaire très mécontent du salaire ne peut pas promettre une grande activité » (68). Fournier, son collègue du canton extérieur d'Issoire, se plaint du commissaire Touzet qui, nommé le 30 nivôse pour rédiger les rôles de Saint-Yvoine ne les a pas terminés un mois après ; « s'il en était ainsi de (tous) les autres qu'il a affaire il ne les finiroient pas de l'année » : il est vrai que le métier ne paie pas (69). Durin, de Combronde, précise avec complaisance « Trois rôles seulement de la contribution foncière de l'an 3^e (sur 9 communes composant ce canton) ont été soumis à la vérification. Trois autres sont prêts. Mais les commissaires rédacteurs ne veulent pas s'en dessaisir sans recevoir préalablement leurs honoraires en espèces métalliques. Les agens municipaux et les percepteurs des communes ayant versé au 5 floréal le produit entier de leur recette dans la caisse du receveur du cy-devant district de Riom ne veulent faire aucune avance. Ces rôles sont donc sous l'embargo... » (70). On voit par ces exemples que les difficultés financières, qui avaient déjà nui au bon fonctionnement du système des commissaires en 1791 et en 1792, le gênèrent tout autant en l'an IV.

Bien que le recrutement des commissaires soit difficile, un certain souci de ne s'adresser réellement qu'à des individus aptes à rendre les services demandés se marque dans le choix des administrations. Lorsque le département propose des noms,

(66) Lettre du directoire de Billom du 29 vendémiaire et réponse du département le 15 brumaire. A la vérité, celui-ci admit ultérieurement que des concessions s'imposaient (Lettre du 29 brumaire).

(67) Dans sa lettre du 1^{er} brumaire an IV.

(68) L. 1007.

(69) Lettre du 30 pluviôse an IV adressée à Boutarel (L. 1007).

(70) Le commissaire du canton de Combronde à Boutarel, 15 thermidor an IV (L. 1007).

il veut les faire agréer. « Il s'agit, écrit-il au canton de Saint-Amand-Tallende, de nous donner la certitude si vous pouvez faire ce travail sans l'aide de commissaires, ou si, au contraire, ayant besoin de collaborateurs, vous croyez devoir donner votre confiance aux sujets dénommés dans notre note. Dans le cas que vous ne fussiez pas contents du choix fait par le district (de Clermont), vous nous indiquerez quels sont les citoyens qui vous conviendront mieux à cet égard » (71). Il importe avant tout de trouver des individus que leur profession oriente vers les opérations parcellaires ou que la rédaction des matrices a déjà occupés.

Parmi les 28 commissaires que le directoire de Riom a désignés, le 2 brumaire an IV, ressortent les noms d'hommes de loi et d'experts. A Artonne, c'est Nony, greffier du juge de paix ; à Combronde, un autre Nony, notaire ; un notaire également, Chatron, à Randan ; un notaire-expert, Culhat, à Aigueperse. Benoît Boutarel, expert-géomètre, choisi pour le canton de Pontgibaud, sera demain commissaire du Directoire exécutif auprès de ce canton avant de représenter le gouvernement auprès de l'administration départementale. Chargé de la matrice même de Riom, Brassier a longtemps dirigé le bureau des contributions de ce district (72). Experts-géomètres et notaires constituent aussi le gros du bataillon que le directoire de Thiers envoie dans les communes de son arrondissement. Carlier et Maisse sont des spécialistes dont la réputation s'impose dans la région de la Dore et de la Durolle. Certains vont représenter le Directoire exécutif auprès des municipalités cantonales : tels les notaires de Courpière et de Lezoux, Tournilhat et Marilhat (73). Au canton de Saint-Amand-Tallende, qui réclame un commissaire averti, l'administration centrale envoie Gachet dont le directoire de Besse vantait les mérites (74). Vertaizon obtient la désignation du citoyen Bary, « ci-devant commis chez le citoyen Ussandon directeur de la poste de Billom », et s'en montre très satisfait (75).

(71) Lettre du 30 frimaire an IV (L. 1030).

(72) C'est ce qu'il faisait valoir auprès de la Commission des revenus nationaux dans une lettre à celle-ci du 4 vendémiaire an IV (L. 1030).

(73) Voir la note 53 ci-dessus.

(74) Ce Gachet opéra également à Aubière et à Romagnat (Liste dressée le 12 novembre 1807, L. 1332).

(75) Lettre du 15 nivôse an IV. L'administration municipale exprimait son désir de faire vite car, expliquait-elle, « c'est de cette célérité que dépend le bonheur de la République que nous voulons » (L. 1030). — Les municipalités avaient bien entendu leurs préférences. Ainsi, lorsqu'il fut question d'ôter à

L'essentiel était d'aboutir, et vite. Mais les commissaires de l'an IV ne furent pas plus zélés ou plus heureux que leurs prédécesseurs : la loi du 2 thermidor ne put être appliquée strictement nulle part dans le Puy-de-Dôme. Le 7 floréal an IV, Ramel constatait que 39 rôles seulement sur 456 avaient été rendus exécutoires. Les opérations de rédaction n'avancèrent qu'au cours de l'hiver suivant pour s'achever en vendémiaire an VI (76).

L'administration départementale ne se résolut guère qu'au début de l'an V « de déployer toute la sévérité des moyens envers les fonctionnaires évidemment coupables d'indifférence, de lent... » : à cet effet, la force armée serait répartie chez les agents et adjoints des communes dont les matrices des rôles demeuraient en souffrance au 25 vendémiaire (77). Était-on enfin persuadé que des sanctions effectives produiraient plus d'impression que de vibrantes exhortations ? Dans une longue instruction qu'ils adressèrent, le 3 frimaire, tout à la fois aux municipalités, receveurs, percepteurs et habitants du département, les administrateurs affirmèrent avec force : « Sans rôles exécutoires, point de moyens de contrainte contre les contribuables, par conséquent point de perception assurée » (78). A cette époque, ils ne pouvaient ignorer que le décret du 24 fructidor an III avait été inopérant, par lequel la Convention avait ordonné le paiement d'un acompte dans les mois de vendémiaire et de brumaire an IV, que les rôles fussent ou ne fussent pas expédiés. Se félicitèrent-ils du moins des heureux effets de leur récent arrêté ? Ils préférèrent appeler l'attention des administrations cantonales sur la loi du 17 brumaire an V qui prescrivait l'envoi de garnissaires dans les mêmes conditions. « Nous ne pourrions nous dispenser de l'application des dispositions pénales » (79). De fait, Boutarel et ses collègues établirent des garnisons dans plusieurs communes des cantons d'Ennezat, d'Olby, de Manzat et des Martres-de-Veyre (80). Mais les protestations vinrent aussitôt. L'administration cantonale d'Ennezat prétendit que les contraintes avaient été décernées à tort contre des communes en règle ; l'agent municipal des Martres observa même que les contribuables de sa localité avaient entre les mains les quittances

Saint-Rémy le commissaire Mondet, pour le remplacer par Maspazier, les agents de cette commune protestèrent : ils n'échangeraient Mondet que contre Maisse et au pire contre Chassagnon (Lettre du 15 nivôse an IV, L. 1030).

(76) L. 1030.

(77) Arrêté du 5 vendémiaire an V (L. 236).

(78) L. 997.

(79) Instruction en date du 3 frimaire an V (L. 997).

(80) L. 1006.

du percepteur (81). On put ainsi crier à l'injustice, marquer que les sanctions ne devaient être prises qu'à bon escient. Il semble néanmoins que la leçon porta, du moins si l'on en croit le commissaire d'Ambert extérieur, Dubien : « L'arrêté du département qui a envoyé des garnissaires chez les agens municipaux en retard de terminer les matrices de rôle de l'an 3 a produit le meilleur effet possible. La matrice de la contribution foncière de la commune de Job, la plus considérable du canton, a été formée en moins de dix jours et l'on travaille nuit et jour à l'expédition du rôle... » (82). En tout cas, la plupart de ces rôles furent rendus exécutoires à partir du mois de germinal an V. Un an et demi s'était écoulé depuis la loi du 2 thermidor an III ! Encore peut-on se demander si le travail représentait un progrès (83).

Somme toute, l'établissement des tarifs des grains, réalisé non sans retard, avait révélé le flottement des législateurs, incapables de créer une harmonie entre les efforts des contribuables ; la confection des matrices des rôles avait exigé de longs mois et rien ne prouvait une meilleure estimation des biens-fonds.

La formation des rôles fonciers de l'an IV

La contribution foncière de l'an IV, de par la loi du 28 messidor an IV (84), reposait sur les mêmes bases que celle de l'année précédente. Ramel écrivait : « L'opération de la confection du rôle de l'an IV se borne à une simple transcription de la matière du rôle de l'an III » (85). Tout au plus le ministre prévoyait-il « quelques soins .. dans les cas de mutation de propriété ou de division de cote ». L'administration départementale recommanda donc une prompte exécution : « Comme cette opération est purement mécanique, l'on peut former beaucoup de cotes dans un jour, et par conséquent, en vous livrant à ce travail sans perdre

(81) Lettre de l'administration municipale d'Ennezat à l'administration centrale, 15 frimaire an V ; extrait du registre des délibérations de l'administration municipale du canton des Martres-de-Veyre, 23 frimaire an V.

(82) Lettre du 3 nivôse an V (L. 1009).

(83) Comme le Directoire avait décidé de brûler les étapes pour regagner le temps perdu, les autorités locales devaient mener de front la rédaction des rôles de l'an III, de l'an IV et même de l'an V. Par le recours à la contrainte et la suspension des traitements on voulait avant tout obtenir une expédition rapide de la besogne. Le gouvernement se souciait moins d'une amélioration de l'assiette de l'impôt que de la suppression de l'arriéré. Tout au plus peut-on noter un progrès dans la tenue matérielle des matrices des rôles.

(84) Bloch, *Recueil*, p. 572.

(85) Bloch, p. 579.

de tems, il vous sera facile de le clore dans le délai prescrit par la loi » (86). Ce délai était de dix jours après la publication de la loi du 17 brumaire an V, qui ordonnait l'envoi de garnisaires chez les municipaux retardataires (87).

Celles des administrations municipales qui en avaient fini avec les rôles de l'an III pouvaient assez facilement expédier ceux de l'an IV. Mais les feuilles imprimées leur firent parfois défaut (88) : on protesta pour cette raison à Ambert, Olby, Artonne, Sauxillanges, etc. Le département invoquait généralement la pénurie de fonds pour prescrire la rédaction « à la main » (89). La mise au propre de pareils manuscrits exigeait du temps et les irrégularités abondèrent (90). Il est aussi des administrateurs qui répugnent à copier les rôles de 1793, à défaut des rôles de l'an III, comme Ramel l'a pourtant suggéré. Durin, commissaire de Combronde, — un des esprits les plus avertis de son temps — ne voit pas comment les bases de 1793 et de l'an IV peuvent s'accorder (91). Placé près des réalités, l'obscur représentant du gouvernement saisit fort bien la légèreté du législateur, qui n'attache aucun prix à une amélioration sérieuse de l'assiette et croit gagner du temps à adopter pour l'an III les bases de 1793 et pour l'an IV les bases de l'an III et même de 1793, alors que les matrices des rôles, sans cesse recopiées les

(86) Lettre-circulaire de l'administration centrale aux administrations municipales, 19 frimaire an V (L. 996).

(87) Bloch, p. 621.

(88) Un état de situation du canton d'Artonne, au 25 pluviôse an V, porte : « Aucuns rôles n'ont été faits a defaut par l'administration centrale d'avoir envoyé les feuilles imprimées ». — « On ne cesse de demander la rentrée des arriérés des impositions et c'est avec raison, écrivait à Boutarel son collègue le commissaire du canton d'Ambert ; cependant il est des communes qui ne peuvent satisfaire a ces demendes et cela parce que les rôles ne sont pas encore fait, tel est la commune d'Ambert, et comment auroit-elle pu les faire, attendu qu'elle n'a pas reçu le papier qui lui est nécessaire ad hoc... » (Lettre du 7 germinal an V). — Protestations du même genre à Olby et Sauxillanges vers la même époque (L. 1030).

(89) Le département répondit le 25 thermidor an V au canton d'Olby : « ...L'impression se trouve actuellement épuisée. Il est indispensable que l'expédition de ces rôles soit faite a la main et nous vous invitons a vous en occuper sans perte de tems... » (L. 1005).

(90) Elles retardèrent ainsi la mise en recouvrement des rôles d'Ennezat et de Cébazat.

(91) L'agent municipal et les habitants de Charbonnières-les-Vieilles ayant réclamé un arpentage, Durin fit voter, le 15 nivôse an V, une motion tendant à l'établissement d'un « cadastre général » dans toute la France. Dans une lettre du 8 ventôse an V, il dénonga encore « le fardeau des contributions portant inégalement » ; il y voyait « un arbitraire intolérable sous le régime républicain » (L. 1027 et 1033).

unes sur les autres, hâtivement retouchées, donnent une image de plus en plus inexacte de la répartition des propriétés (92).

En définitive, les rôles de l'an IV purent être mis en recouvrement, sinon dans les dix jours qui suivaient la publication de la loi du 17 brumaire an V, tout au moins dans les mois qui précédèrent le coup d'état du 18 fructidor (93). A calquer l'assiette de l'an IV sur celle de l'an III, plusieurs administrations municipales parvinrent à remettre simultanément les rôles de ces deux exercices.

Les rôles provisoires de l'an V

Bien mieux, la loi du 16 brumaire an V exigea la formation immédiate de rôles provisoires pour l'année en cours (94). Ainsi les copistes durent transcrire pour la troisième ou quatrième fois les cotes de 1793 ou de l'an III. Le département écrivit aux cantons : « Nous savons que depuis la confection des rôles de 1793, il s'est fait beaucoup de mutations de propriétés, qu'ainsi il faudrait, pour plus grande régularité, procéder à des divisions de cotes ou changemens de noms, avant la confection du rôle provisoire de l'an V ; mais comme cette opération nécessiterait l'emploi de plusieurs jours, et que la loi vous ordonne, sous votre responsabilité, de terminer ce rôle dans dix jours, nous vous invitons à ne faire aucune correction sur les cotes de 1793, sauf à y procéder lors de la rédaction du rôle définitif de l'an V » (95). Comme le mot d'ordre est toujours le même, en finir avec l'arriéré, il faut que les Durin et autres commissaires

(92) Les délais prescrits par la loi du 17 brumaire n'avaient pas été respectés. Le ministre des finances priva Boutarel de ses appointements pour un mois. Le commissaire auprès du département ne connut plus dès lors que la préoccupation du prompt achèvement des rôles et, dans une circulaire du 19 fructidor an V à ses collègues des cantons, il donna des indications propres à précipiter la rédaction : « ...Si les rôles fonciers de l'an III sont finis, vous devez connaître le montant de l'impôt qui porte sur les batiments sur la moitié des biens-fonds, qui était payable en assignats ; or en doublant cette moitié et ajoutant au total l'impôt des batiments, vous aurez pour l'exercice de l'an IV, le total de ces deux cotisations, et vous pourrez remplir les dites colonnes des états du montant des rôles fonciers de ce dernier exercice, quoiqu'ils ne fussent pas entièrement perfectionnés ; d'ailleurs ce total doit être toujours le même que celui du rôle de 1793 (vieux style) ». Sans doute, mais comment le total pouvait-il être identique à celui de 1793, si des mutations de propriétés avaient eu lieu depuis la rédaction des rôles de l'an III ? (L. 995).

(93) Ainsi dès le 15 frimaire an V à La Roche-Blanche ; en nivôse à Cournon, à Gerzat ; en ventôse à Cébazat, Beaumont, Clermont, Thiers ; à Olby en germinal ; à Ennezat en thermidor ; à Vertaizon en messidor, etc. (L. 1008).

(94) Bloch, *Recueil*, p. 618.

(95) Lettre-circulaire du 4 frimaire an V (L. 994).

diligents passent outre à leurs scrupules. Au reste, peut-il être vraiment question de remanier l'assiette de l'impôt à l'heure de la déroute finale de l'assignat et de la tentative avortée du mandat ?

Les administrations municipales, elles, ne voient pas si loin : elles sont débordées par la paperasse et le crient. Significative, entre tant d'autres, la protestation des municipaux de Clermont : « Nous ne pouvons vous dissimuler, écrivent-ils au département, que malgré la vigilance que nous pourrions mettre dans le relevé des cottes de 1793 il nous est absolument impossible que ce travail soit parachevé avant deux mois. Nous vous avons déjà observé souvent qu'un rôle de plus de 4.000 articles ne pouvoit se faire avec la même promptitude que ceux des petites communes. Nous sentons que la loi sur les contributions a du prendre les mesures les plus efficaces pour activer le zèle des confecteurs des rôles, mais vous conviendrés aussi avec nous que cette même loi n'a pu exiger l'impossible des administrations municipales et que néanmoins le délai de dix jours fixé est illusoire lorsqu'il est démontré d'une exécution impraticable. Vous connoissés, citoyens administrateurs, notre attachement à la chose publique, nos intérêts personnels ne nous tiendront jamais à cœur lorsqu'il sera question d'en faire le sacrifice au bien général et jaloux de mériter l'estime de nos concitoyens dont la confiance nous a appelé au poste que nous occupons, nos veilles et notre repos sont dûs aux pénibles fonctions que ce poste nous impose. Mais il seroit injuste d'exiger de nous, outre le sacrifice de notre temps et de nos affaires personnelles, ce qu'il nous est impossible d'effectuer dans un si court délai avec toute l'activité possible » (96).

L'administration centrale tient bon (97). Elle est d'ailleurs encouragée par l'avance que prennent certains cantons : celui de Thiers réussit à remettre le rôle provisoire de l'an V à son percepteur, Grangeon, le 21 frimaire (98) ; Durin a su stimuler ses collègues (99) et obtenir d'eux qu'ils soient en règle le 5 nivôse (100). La Roche-Blanche aboutit le 16 nivôse : « Nous souhaitons, écrivent les membres de cette municipalité, que les

(96) Lettre de l'administration municipale de Clermont à l'administration centrale, 10 frimaire an V (L. 1263).

(97) Nouvelle invitation aux municipalités cantonales, le 9 nivôse (L. 997).

(98) *Arch. de Thiers*, registre des délibérations.

(99) Lettre à Boutarel, 8 frimaire an V (L. 1009).

(100) A cette date, lettre de la municipalité de Combronde au département (L. 1015).

contribuables mettent le même empressement à les solder (les rôles), que nous avons mis à les faire » (101).

Mais la grande majorité des cantons font attendre davantage leur travail et ce retard, d'ailleurs inévitable, rendra difficile la rentrée, aux époques prévues, des successifs cinquièmes provisoires. Il n'en reste pas moins qu'à peu près simultanément les rôles de l'an III, de l'an IV et les rôles provisoires de l'an V s'achèvent dans les décades qui précèdent le coup d'Etat de fructidor. C'était le plus grand effort du genre que les pouvoirs publics eussent exigé des administrations locales et de leurs bureaux, depuis le début de la Révolution. Le Directoire et son ministre des finances Ramel s'étaient surtout proposés d'accélérer l'assiette des contributions arriérées. Cette hâte ne pouvait se traduire par une amélioration du sort des contribuables.

La contribution en nature et l'opinion publique

Que la contribution en nature ait été assez mal accueillie dans un pays essentiellement rural, il n'y a là rien qui doive surprendre : la paysannerie ne peut consentir volontiers à céder ses grains à la réquisition ou à l'impôt. Le directoire du district de Clermont notait déjà au début de vendémiaire an IV : « ...Le peuple désire la paix et la stabilité du gouvernement qu'il a adopté. Le décret sur l'impôt en nature cause quelques allarmes » (102). A la même époque, le département écrivait, non sans emphase, au Comité des finances et la Commission des revenus nationaux de la Convention : « Nous n'avons pu voir sans effroi l'énorme injustice qui va retomber sur la majeure partie de nos contribuables. Il est en effet, dans l'étendue du département plus des trois quarts des districts qui ne cueillent pas chaque années la quantité de grains nécessaire à leur subsistance. Les uns en récoltent pour trois mois, d'autres pour six, ou un peu plus, mais presque tous sont obligés d'en acheter. Ce sont les départements voisins, bien plus que quelques cantons privilégiés du notre qui fournissent à ces approvisionnements... » (103).

Ne nous arrêtons pas à ce plaidoyer pro domo. Mais la plupart des administrations cantonales s'efforcèrent d'échapper à la

(101) L. 1015.

(102) Comptes décadaires de la première décade de vendémiaire an IV (L. 542).

(103) Lettres du 8 vendémiaire an IV (L. 1290).

stricte application de la loi et d'appeler sur elles la protection de l'article 6 (104).

Dès le quatrième jour complémentaire an III, le directoire du district de Montaigut affirmait : « Le paiement de la moitié en nature effraie tous les redevables, dans une année surtout où la disette se fait sentir si vivement, outre que quelques communes ont été ravagées par la grêle et la majeure partie par la gelée. Au surplus comment exiger des grains d'un district qui n'a jamais récolté suffisamment pour sa propre consommation et comment rassurer le peuple que la famine poursuit ? Veuillez, citoyens collègues, prendre en considération la malheureuse situation de ces contrées et l'exposer à la Convention » (105). En ventôse et en germinal an IV, les commissaires des cantons de Saint-Gervais et de Pionsat rappelèrent et confirmèrent cette pénurie de grains, que toutes les régions montagneuses pouvaient aisément expliquer par l'altitude et la nature du sol (106). Ainsi les cinq communes du canton de Viverols « ne recueillent pas en grains la moitié de ce qui est nécessaire pour la consommation de ses habitants » ; et le commissaire Rigodon de préciser qu'on ne sème dans ce coin du Forez que 2.860 septiers de 240 livres, pesant 6.861 quintaux ; on obtient de la sorte 20.573 quintaux, dont 6.800 doivent être réservés aux semailles de l'année suivante (107) ; or, à raison de cinq quintaux de seigle pour chacun des 6.530 habitants, il faudrait 32.650 quintaux. L'émigration résulterait normalement de ce déficit (108). La situation serait aussi mauvaise à Saint-Anthème et à Marsac (109). Dans le pays de Vollre, « personne n'est dans le cas de verser en nature » (110).

L'ancien district de Thiers argumentait avec précision, le 6 fructidor an III : « Toutes les fermes des domaines nationaux ont été renouvelées depuis la levée du maximum et par conséquent à un prix fort au-dessus de celui de 1790 et même des

(104) Voir p. 328.

(105) L. 995.

(106) Lettres du 6 ventôse (L. 1030) et du 17 germinal an IV (L. 1287).

(107) L'article IV de l'arrêté du Comité des finances du 4 vendémiaire an IV porte en effet que « tout cultivateur a droit de prélever, sur le produit de sa récolte, les grains nécessaires à l'ensemencement de ses terres » (Voir Bloch, p. 536).

(108) Lettre du commissaire Rigodon, 9 ventôse an IV (L. 1030).

(109) A Saint-Anthème, le sol ne peut nourrir les habitants que pendant la moitié de l'année (Lettre du commissaire, 30 germinal an IV, L. 1287). A Marsac, on se plaint de la mauvaise récolte de 1794 (Lettre de l'administration municipale, 27 germinal an IV, L. 1285).

(110) Lettre de l'administration municipale, 24 germinal an IV (L. 1287).

années suivantes. Le produit entier de la récolte ne suffirait pas pour payer la moitié du prix de la ferme en grains ou denrées calculés au prix de 1790. La condition qui semble imposée par la loi du 2 thermidor serait donc à la fois injuste et impossible en ce qui concerne ces fermiers. La moitié de la contribution foncière exigible en grains évalués au taux de 1790 produiroit de 4.000 à 5.000 septiers de seigle ou froment. Mais nous devons observer que la culture du bled n'occupe guère que le cinquième du territoire de ce district dont le reste est couvert de bois, de vignes ou de prairies et une partie considérable dans les montagnes consiste uniquement en paccages presque stériles. Il y aurait donc tout au plus un cinquième de la partie de l'impôt exigible en grains qui pourroit être payé de cette manière. Mais sur ce cinquième restant il faut encore déduire ce que le propriétaire est autorisé d'après la loi à retenir pour la consommation de sa famille. Les seuls cantons de Maringues et de Lezoux pourront présenter quelque excédent de grains applicable au payement de l'impôt. Partout ailleurs ce qui restera après la consommation du propriétaire ne vaut presque pas la peine d'être compté. L'extrême division des propriétés rend même dans les deux cantons plus fertiles la ressource de l'impôt en nature fort peu considérable, puisque le propriétaire peut déduire sa consommation » (111). Les Thiernois revinrent à plusieurs reprises sur ces conditions défavorables (112). Le commissaire de Châteldon rapporta que la loi « mettait la désolation parmi tous les vignerons » (113).

L'empressement ne caractérise pas davantage la Limagne. Les habitants de Lussat, Malintrat et Aulnat se plaignent d'une gelée printanière qui a abîmé les seigles ; et comme dans le « Marais » on ne fait pas de froment, ils demandent à être exemptés des

(111) Il faudrait une étude spéciale pour évaluer le nombre des fermiers. En fait, malgré le morcellement de la propriété, les cantons de Limagne se révélèrent plus aptes à payer l'impôt que bien des régions montagneuses.

(112) Un arrêté du 24 germinal an IV porte « que le territoire du canton est un mauvais sol, que jamais ses habitants n'ont récolté au-delà du tiers de leur consommation, qu'aucun contribuable n'est en usage de vendre des grains » et « atteste qu'il eut été injuste de contraindre à payer en nature les contribuables du canton » (Séance de l'administration du canton extérieur de Thiers, (L. 1285). — En l'an V, les municipaux de Thiers affirment que « leur commune ne produit pas suffisamment de grains pour nourrir la 8^e partie de ses habitants » ; avisés, ils ajoutent : « les occupations habituelles de nos concitoyens démontrent bien qu'il faut chercher ailleurs que dans la terre, des ressources pour la conservation de l'existence... » ; aussi « la municipalité n'assugetit aucun contribuable à acquitter sa cote de l'an III, avec du grain ou autre denrée » (*Arch. de Thiers*, registre de correspondance).

(113) L. 1295.

versements en nature (114). L'administration municipale d'Aubière est harcelée par des cultivateurs qui veulent obtenir des certificats « attestant qu'ils ne cueillent pas même assez de grains pour leur subsistance » (115). A Ennezat, c'est encore « la mauvaise récolte de 1794 qui met les propriétaires hors d'état de payer en nature » (116) ; le commissaire met d'ailleurs en garde le département contre « les effets de cette spéculation » (117). Dans le canton de Vic-le-Comte, les contribuables s'abstiennent de déclarer s'ils peuvent ou non disposer de grains (118). Aussi, avec quel orgueil, Jovet, commissaire de Mirefleurs, cite-t-il en exemple une des communes de son ressort qui, à elle seule, fournirait 200 quintaux de froment et d'orge (119).

La correspondance administrative nous livre d'abondantes preuves des abus auxquels donna lieu l'application de l'article 6. Comme les représentants du pouvoir exécutif font parfois montre de zèle — et là réside le meilleur de l'organisation de l'an III — nous saisissons la complaisance des municipalités cantonales pour leurs concitoyens. Le rôle de la commune de Job demeure longtemps sur le chantier : Dubien, commissaire du canton extérieur d'Ambert, nous montre les officiers municipaux soucieux avant tout d'évaluer au-dessous du tarif le grain payable en assignats et assimilant « aux malheureux des personnes qui devoient évidemment payer en nature » (120). Deux communes voisines de Maringues rédigent leurs matrices de manière à ne pas verser de grains ; il est pourtant des contribuables dont les ressources excèdent de beaucoup leurs besoins et le commissaire hésite à accepter les rôles, d'autant plus que le département l'engage à « faire respecter la loi » (121). Le représentant du pouvoir exécutif à Ennezat écrit le 21 germinal an IV : « Je viens d'être instruit dans le moment actuel, qu'une commune entière avoit déclaré ne pas pouvoir payer en grain. Vous pouvés croire que dans cette circonstance, j'aurai toute la fermeté possible » (122). L'administration cantonale de Beaumont adopte une résolution par

(114) Pétition présentée par l'administration cantonale de Gerzat, le 9 ventôse an IV (L. 1030).

(115) L. 1287.

(116) L. 1634.

(117) Lettre du 21 germinal an IV (L. 1007).

(118) Le commissaire de Vic-sur-Allier à l'administration centrale, 23 brumaire an IV (L. 1030).

(119) Lettre du 26 germinal an IV (L. 1287).

(120) Lettre du 8 messidor an IV, à Boutarel (L. 1030).

(121) Lettre du 16 ventôse an IV à l'administration municipale de Maringues (L. 1030).

(122) L. 1007).

laquelle l'improductivité du sol dispense les contribuables de verser en nature : le commissaire Fraisse dénonce l'attitude des municipaux : « Leur conduite est certainement bien blâmable » (123). A Chamalières, un arrêté invoque la spécialisation viticole de la population (124). Les autorités de la ville de Clermont donnent d'ailleurs le mauvais exemple : les 19, 23, 26 germinal, elles délivrent des certificats à des contribuables qui veulent se libérer en assignats. Ainsi Bonarme, propriétaire de prés et de terres labourables, ne récolte pourtant que les grains indispensables à la nourriture des siens ; Blatin père n'a que des vignes ; Sablon n'a ni prés ni vignes : ce sont là des noms de personnes en vue (125). Bien curieux le témoignage du commissaire d'Olby. Il a convoqué l'administration municipale ; mais celle-ci a constaté que « personne n'était dans le cas de payer ». Le commissaire en informe aussitôt Clermont : « ...et moi je sais qu'il y a partout des pleines granges de grains. Je sais encore que les réfractaires fourmillent, pour tout désorganiser par leur harangues nocturnes et empêcher de payer l'impôt, et ce que je sais encore plus, c'est que le gouvernement n'ignore pas la position de ce canton, et qu'il ne fait rien pour le mettre à l'instar des autres, aussi les ennemis de la chose publique y marchent avec la plus grande insolence, ne craignent rien et s'imaginent que tout ce que le gouvernement leur dit ne sont que des menaces qui ne doivent avoir aucun effet, étant surtout autorisés par leur municipalité... ». Les administrateurs du département doivent réagir vigoureusement (126).

Des lettres aussi significatives se comptent. Mais Boutarel, que la mollesse ou même la carence des autorités cantonales inquiétait, crut utile, le 10 germinal an IV, de rappeler aux commissaires ses collègues, qu'il attendait d'eux une stricte surveillance : « La loi du 2 thermidor veut que tous les contribuables qui recueillent plus de grains qu'ils ne peuvent en consommer, soient tenus de payer la moitié de leurs contributions en nature. Les agents municipaux passent légèrement sur cette disposition

(123) 25 germinal an IV (L. 1287).

(124) 20 germinal an IV (L. 1287).

(125) Registres des délibérations du Conseil général de Clermont, t. XXIV (*Arch. municipales de Clermont*).

(126) Le commissaire d'Olby ajoutait : « Donnés-nous une bonne administration, donnés-nous de la force, pour expulser les scélérats qui ne rougissent pas de commettre tous les crimes pour faire faillir la république et pour comprimer enfin leurs supôts qui en sortant de leurs messes nocturnes assaillent les portes des patriotes les insultent chez eux et leurs font des menaces violentes... Remplissés ce devoir et la machine ira ici aussi bien qu'ailleurs... » (L. 1287).

de la loi dans la confection des matrices de rôles ; ils spécifient en assignats les cotes de plusieurs contribuables en état de payer en grains : c'est un abus qui nuit infiniment aux intérêts de la République. Les armées réclament des approvisionnements ; et ce n'est qu'aux dépens des magasins qu'on peut faire cesser ces réclamations qu'on doit d'autant plus accueillir, qu'elles concernent les défenseurs de la patrie. J'attends de votre dévouement à l'a chose publique, la cessation des abus que je vous dénonce » (127). Dans le même temps, l'administration centrale exhortait les municipalités à respecter l'esprit de la loi : « Nous ne saurions trop vous recommander de surveiller rigoureusement le mode de paiement, et de n'admettre à payer en assignats que ceux dont vous aurés une intime certitude qu'ils en ont récolté (des grains) que pour la nourriture de leur famille » (128).

A n'en pas douter, les pouvoirs chargés d'appliquer la législation fiscale se heurtèrent, en l'an IV et en l'an V comme précédemment, à la résistance généralement coalisée des municipalités et des redevables (129).

La perception en nature : les magasins

La loi du 2 thermidor an III prescrivait au contribuable de porter son grain au magasin le plus proche ; mais celui-ci ne pourrait être éloigné de plus de trois lieues. Un garde-magasin, muni d'une copie du rôle, délivrerait un récépissé qui serait remis au percepteur (130). Le décret du 24 fructidor requit le garde-magasin de tenir un registre à souche (131).

Dans la pratique, il fallut naturellement compter avec les difficultés d'installation des magasins et avec la pénurie de personnel compétent. La Commission des revenus nationaux n'avait

(127) L. 1287.

(128) Lettre du 29 ventôse an IV (L. 1030).

(129) Pour apprécier à leur valeur les matrices, il faudrait pouvoir les comparer avec les rendements de la terre. Mais les statistiques agricoles ne sont pas sûres ; d'ailleurs elles font défaut avant l'an VI. De plus on en revient toujours à la recherche de la répartition de la propriété. Prenons deux cantons ayant la même production : l'un est marqué comme payant l'impôt en nature. l'autre pas ; celui-là renferme sans doute plusieurs gros producteurs. Car il semble bien qu'à raison de 5 quintaux autorisés pour la consommation par habitant, la plupart des cantons ont très peu d'excédent. Ainsi s'expliquent incontestablement les faibles chiffres portés aux matrices — outre les fraudes dues à la connivence des autorités locales. On pourra, sur un terrain un peu plus solide, évaluer le rendement de l'impôt par comparaison avec les rôles.

(130) Bloch, *Recueil*, p. 508.

(131) Bloch, *Recueil*, p. 531.

certaines pas fixé les idées en spécifiant que « le placement de ces magasins » devait dépendre de la répartition des localités, de la commodité des routes et la fonction de garde supposer « l'intelligence et la moralité » ; aux administrations centrales à faire de leur mieux (132).

Les membres de l'ancien directoire du Puy-de-Dôme consultèrent leurs collègues des districts, dans les dernières décades de l'an III (133). A Montaigut et à Ambert, on pencha pour accorder un magasin à chaque canton (134) ; ailleurs, on objecta qu'il ne se trouverait ni local convenable ni garde-magasin sérieux (135). Un tableau des marchés que les paysans avaient coutume de fréquenter donna les indications de base (136). L'arrêté de répartition ne parut que le 3 frimaire an IV (137). Encore répondait-il imparfaitement aux prescriptions de la loi, puisque, faute de bâtiments, une distance de plus de trois lieues séparait certaines communes d'un magasin quelconque (138) ; les contribuables recevraient alors une indemnité pour le transport sur la distance supplémentaire.

A vrai dire, un louable souci d'économie avait dicté ces sacrifices. Au lieu d'établir un magasin par canton dans le district d'Ambert, l'administration centrale n'en avait prévu ni à Olliergues ni à Saint-Anthème : les gens d'Olliergues, allant d'habitude aux marchés de Courpière et de Cunlhat, porteraient leurs grains au magasin de Cunlhat ; les habitants de Saint-Anthème, qu'attiraient également Ambert et Montbrison (Loire) descendraient au magasin d'Ambert. Mais il en résultait que certains lieux de la haute montagne, tels Le Brugeron, La Renaudie, seraient à plus de 12 kilomètres des greniers désignés. Comme le canton de Chateldon se rendait ordinairement aux marchés de Maringues et de Thiers, il n'avait pas semblé utile de lui donner un magasin (139) ; le directoire de Thiers avait indiqué Puy-Guillaume à défaut de Châteldon (140) : mais le département

(132) Bloch, p. 521.

(133) Circulaires du 23 thermidor et du 29 fructidor (L. 1286).

(134) Lettres du directoire de Montaigut, 5 vendémiaire an IV (L. 1290) ; du directoire d'Ambert, 25 brumaire an IV (L. 1286).

(135) Lettre de l'administration centrale au directeur des subsistances, 3 frimaire an IV (L. 1286).

(136) L. 1291.

(137) L. 234.

(138) L'arrêté n'en contenait pas l'aveu.

(139) De même pour Vertaizon qui se rendait au marché de Billom ; pour Lamontgie qui allait à celui d'Issoire ; pour Vollore à ceux de Thiers et de Courpière. Par contre Brassac, dont les habitants fréquentaient les marchés de Saint-Germain-Lembron, d'Issoire et de Brioude, eut son magasin.

(140) Lettre du 9 brumaire an IV (L. 1286).

passa outre, sacrifiant ainsi les communes de Lachaux, Ris, Saint-Priest-Bramefant, proches de l'Allier. Dans la montagne de l'ouest, les villages sont très espacés ; un magasin cantonal s'imposait : on y renonça parce que la recette ne couvrirait pas les frais. Les municipalités de Giat et de Pontaumur protestèrent contre la fixation à Pontgibaud du magasin où les grains de leurs ressortissants devaient être versés (141). Le département avait préféré Pontgibaud qu'une bonne route reliait à ces localités ; de Giat au magasin d'Herment, il n'y avait pas 10 kilomètres, mais les chemins laissaient à désirer (142). Peu après, la suppression du magasin de Saint-Amand-Tallende mit en difficultés une zone montagnaise assez étendue du versant oriental des Monts Dorés (143). Malgré les objurgations du commissaire Jaetz, la municipalité de Saint-Amand laissait le magasin dans un état de délabrement tel que les grains ne pouvaient pas s'y conserver (144). D'ailleurs le garde-magasin n'avait encore reçu que 7 quintaux et demi de seigle lorsque, en désespoir de cause, il s'adressa au ministre de l'intérieur pour en obtenir l'évacuation sur Clermont. Bénézech estima que le maintien de ce grenier ne se justifiait aucunement et un arrêté départemental, en date du 25 germinal an IV, homologua cet avis (145). Peut-être aurait-il été judicieux de transférer à Champeix le dépôt de Saint-Amand ? Champeix était mieux placé qu'Issoire pour recueillir les grains des nombreuses vallées descendant du plateau de Besse ; quelques communes du canton de Vodable émettent cette idée que le principe des économies fit rejeter. Les bourgs qui voulaient avoir leur magasin remontraient que les denrées se gâtaient « dans des dépôts trop considérables » (146). Mais ils omettaient d'indiquer les locaux appropriés et les administrateurs du département les attendaient là.

« L'établissement des magasins exige d'abord un local sûr et approprié à cet égard », écrivait déjà l'ancien départe-

(141) Il y a 18 km. environ de Pontgibaud à Pontaumur et 36 km. de Giat.

(142) Les gens de Pontaumur protestèrent vainement. Le département répondit, le 25 nivôse an IV, que « ce seroit augmenter considérablement les dépenses du trésor public que de trop multiplier les greniers destinés à recevoir les grains » (L. 1286).

(143) Les régions d'Aydat, Olloix, etc.

(144) Observations du département à ce canton, 24 ventôse an IV (L. 1294).

(145) Considérant que « la recette en grains se trouve si modique que l'économie et l'intérêt du gouvernement commandent nécessairement la suppression de ce magasin » (L. 1286).

(146) Ainsi les gens de Combronde observaient que le canton de Manzat porterait plus facilement ses grains chez eux qu'à Riom.

ment (147), « partout où il n'y a pas de bâtiments nationaux disponibles et dans les lieux mêmes où il en existe il est indispensable d'y faire des réparations pour les mettre dans un état convenable. A défaut de batiments nationaux, il faut chercher ches les particuliers des emplacements et traiter avec eux de gré à gré pour le loyer. Ici se présentent plusieurs difficultés soit sur le prix des baux, soit sur la volonté des propriétaires a les consentir. Plusieurs citoyens redoutent de voir placer ches eux un pareil établissement, dans la crainte que dans un moment ou les grains éprouvent une augmentation effrayante dans le prix, leurs propriétés et peut-être leurs personnes ne soient quelques jours exposés a la violence d'une multitude qu'il est difficile de contenir lorsqu'elle conçoit bien ou mal à propos des allarmes sur sa subsistance... » Ayant résumé la situation en ces termes excellents, le directoire départemental se préoccupa d'obtenir des districts « des renseignements exacts sur ce nouvel établissement » ; mais les réponses ne permirent pas de « prendre un parti définitif » avant frimaire et, le 29 de ce mois, l'administration centrale recommandait encore aux municipalités cantonales de ne louer les locaux qu'avec circonspection (148). On tâtonna, dans bien des cas, jusqu'en nivôse et même pluviôse.

A Clermont, on songea naturellement aux deux magasins militaires, installés dans les bâtiments des Minimes et des Ursulines et destinés à recevoir les fourrages et les grains des domaines nationaux (149) ; comme ils ne suffisaient pas, l'église du grand séminaire fut également réquisitionnée (150). A Riom, le directoire du district indiqua la maison des Cordeliers, laquelle contenait « des appartements contigus et spacieux, à l'abry de l'humidité, d'un abord facile pour les voitures et fermés de manière a faciliter la garde des grains » ; en dépit de ces avantages, une réparation de 9.000 l. s'imposa (151). Des immeubles faisant partie du domaine des biens nationaux s'offrirent également à Saint-Amand-Tallende (couvent Sainte-Claire), à Pontgibaud (le château), à Besse (local où le district avait logé), à Issoire (les Bénédictines) etc. ; des presbytères ou des prieurés à Tauves, Vic-le-Comte, Saint-Dier ; à Brassac, la maison de l'émi-

(147) Lettre à la Commission des revenus nationaux, 3 vendémiaire an IV (L. 1285).

(148) L. 1286.

(149) L. 1285 et 1287.

(150) L. 1286.

(151) Lettre du directoire du district en date du 24 vendémiaire (L. 1286).

gré Seguin (152). Ailleurs, il fallut louer. Un seul particulier de Rochefort consentit à céder son grenier, moyennant la valeur assignat de 12 quintaux de blé et de seigle ; encore la somme devait-elle être versée avant l'entrée en jouissance. La municipalité cantonale estima le prix « exorbitant », mais en ventôse se résigna à conclure (153). Toutes les maisons nationales d'Aigueperse ayant été vendues, le citoyen Guilhard offrit la bâtisse des Ursulines. Malheureusement le devis des réparations indispensables atteignit le chiffre énorme de 111.300 l. Le directeur du district de Riom proposa de s'en tenir à la réfection, pour 20.000 l., de la salle basse de Sainte-Ursule. La pièce était trop humide et l'on se rabattit sur le grenier de l'hospice civil (154). Alors la direction de l'hospice de protester : les voitures de grains allaient et venaient dans la cour réservée aux récréations des enfants et des infirmes ; le bruit des sacs, jetés sur le plancher du grenier, fatiguait les malades qui reposaient à l'étage inférieur (155). Comme le local se trouva d'ailleurs trop petit, on loua pour 10.000 l. le grenier du citoyen Degeorge. Enfin le citoyen Guilhard débarrassa le sien, qui faisait partie des dépendances des Ursulines : il en coûta encore 40.000 l. de loyer et 33.810 de réparation (156).

Certes l'emmagasinement de denrées fragiles n'allait pas sans risques. A Riom, il suffit d'obtenir une bonne fermeture : achat et pose de loquets et serrures n'étaient pas dispendieux (157). Mais déjà le garde-magasin de Saint-Germain-l'Herm représentait que le coût de l'obturation de trois fenêtres dépasserait largement le prix du loyer (158). 3.000 l. furent dépensées à Issoire pour la mise en état de la toiture et des grillages des fenêtres (159). A Montaigut, toit et plancher étaient pourris : les menuisiers, charpentiers et couvreurs touchèrent 6.250 l. (160). L'installation du magasin de Maringues « avec toute l'économie possible » porta la note à 9.290 l. (161). Biard, maçon, reçut

(152) L. 1286.

(153) L. 1294.

(154) L. 1286.

(155) L. 1294.

(156) Il est néanmoins des localités où la location fut moins onéreuse : 3.000 l. à Viverols (L. 1293) et seulement 150 l. à Sauxillanges (L. 1296).

(157) L. 1294.

(158) Lettre du garde-magasin, 15 nivôse an IV (L. 1294).

(159) Le garde-magasin au département, 8 nivôse an IV (L. 1286).

(160) L. 1294.

(161) Le compte de l'administration municipale, en date du 11 pluviôse an IV, détaille : planches 600 l., chaux 200, sable 40, 1.000 clous 3.000 l., la main-d'œuvre, 25 jours à 100 l. : 2.500, raccommodage d'un câble pour monter

10.940 l. pour le crépissage des murs et la pose de tuiles sur le toit du bâtiment de Pontgibaud (162). L'administration municipale de Thiers recula devant la dépense lorsque le garde-magasin, Grangeon-Girauld, lui proposa l'église des Grandmonts : devis de 13.500 l. (163). Par contre, nous avons pu voir qu'un débours de 33.810 l. n'avait pas été pour effrayer les gens d'Aigueperse (164).

Le garde-magasin ne peut se passer de poids et de mesures. Le directoire de Besse en fait acheter à Clermont, dès vendémiaire (165). Mais toutes les administrations ne sont pas aussi prévoyantes et l'arrêté départemental du 3 frimaire requiert les municipalités de fournir les ustensiles propres à la manutention des grains (166). Décision qui reste lettre morte ? Le garde-magasin de Pontgibaud, Senturel, doit acheter des fléaux, des cordes et des plateaux et en a pour 10.700 l. (167). Son collègue de Montaigut loue une romaine, à raison de 12 l. par an (168). En outre il faut tenir compte des frais de bureau pour la tenue des registres et la correspondance avec les administrateurs (169).

On voudrait connaître ces employés dont la responsabilité est réelle — nous aurons à y revenir — mais les renseignements font cruellement défaut. Dans une lettre du 9 frimaire an IV, les admi-

les sacs 800, réfection des volets de la fenêtre 150, verroux, rayons du bureau, etc., 2.000 (L. 1294).

(162) Arrêté de l'administration centrale, 2 floréal an IV (L. 1294).

(163) Délibération du 28 brumaire an IV (L. 1294).

(164) A Arlanc, 60.000 l. et deux mois de travail auraient été nécessaires pour l'aménagement d'un bâtiment national ; on préféra louer à un particulier, pour 4.000 l., un local comprenant 2 pièces au premier étage, une au quatrième et un galetas (Délibération en date du 25 nivôse an IV (L. 1294).

(165) Lettre du directoire de Besse, 14 vendémiaire an IV (L. 1286).

(166) L. 234.

(167) Mandat de paiement du département, daté du 13 prairial an IV (L. 1294).

(168) Compte de l'administration municipale, 21 brumaire an VII (L. 1297). L'utilisation de la romaine n'allait pas sans inconvénients. Le fait suivant le prouve. Les blés, pesés à Aigueperse et placés dans des sacs scellés, accusaient régulièrement un déficit de 10 quintaux par voiture au magasin militaire de Clermont. On y vit d'abord « l'ouvrage d'un brigandage ». Mais les sacs arrivaient bien intacts. Force fut donc de reconnaître que la différence de poids tenait à l'emploi d'une romaine au magasin de Clermont. L'administration centrale écrivit au commissaire des guerres : « Il est reconnu que ce moyen de peser entraînait beaucoup d'abus, qu'il ne peut jamais remplacer la balance et qu'il devient très dangereux entre les mains d'un fripon » (15 frimaire an V, L. 1287).

(169) A l'inventaire du magasin d'Aigueperse figurent : un registre pour inscrire les grains de l'an III, un autre registre pour l'an IV, un registre par commune, un registre pour les biens nationaux invendus, le rôle de la contribution de l'an III, 12 petits registres pour les sorties de grains, 2 liasses des lettres du département, une quarte, un quarton, un razoir, deux pelles, 6 mauvais ballets (22 floréal an VI, L. 1296).

nistrateurs du département se plaignaient du « manque de sujets propres à remplir les fonctions de gardes-magasins » (170). Boutarel dira le « peu d'intelligence des gardes-magasins » (171). En choisissant Grangeon-Girauld, l'administration thiernoise note : « Nous le connaissons pour un républicain intelligent » (172). Le notaire Monteilhet accepte de remplir ces fonctions à Olliergues, Chalard, greffier du juge de paix, à Saint-Amand-Tallende ; nous retrouvons au chef-lieu le nom de l'ancien officier municipal Breschet ; à Saint-Germain-l'Herm, c'est Barrière, un marchand (173).

Comme les commissaires aux rôles, ces garde-magasins sont soucieux de toucher un salaire qui leur permette de vivre décemment. Or l'article 8 de l'arrêté départemental du 3 frimaire an IV établissait une relation entre ce traitement et les quintaux emmagasinés. Ainsi, pour une recette inférieure à 5.000 quintaux, les appointements étaient fixés à 600 l., payables partie en grains, partie en assignats valeur nominale. Ils pouvaient s'élever jusqu'à 1.500 l. (174). L'opinion générale veut que ces sommes soient dérisoires. Déjà, en fructidor an III, le directoire d'Ambert juge insuffisant un traitement de 1.000 l., en raison du « haussément inouï du prix des denrées ». Le directoire de Montaigut pense que Gilbert Tallon, à qui 1.200 quintaux seront portés, devrait recevoir 3.000 l. ; celui de Besse allouerait 4.000 l. à Tournade et celui de Billom 2.500 l. à Sébastien, garde-magasin de Saint-Dier (175).

En fait, les garde-magasins ne furent rétribués qu'en l'an V, alors que les prix des grains avaient beaucoup diminué. Ainsi le garde-magasin de Billom, Tifalier, ne toucha que 150 l. pour 6 mois, le département l'ayant autorisé à prendre 18 q. 29 l. de froment (le quintal de froment valait alors 8 l. 4). Berger, garde-magasin de Montaigut, eut 11 q. 57 de seigle et 12 q. 8 d'avoine, soit un traitement annuel de 160 l. (176). Un arrêté de l'administration centrale, en date du 26 germinal an V, stipula même que le salaire devrait être « acquitté en nature de grains ». Le ministre Bénézech approuva chaudement cette déci-

(170) L. 1290.

(171) Lettre du 22 brumaire an VII à François de Neufchâteau (L. 1297).

(172) Lettre du 9 brumaire an IV (L. 1286).

(173) L. 1286 et 1287.

(174) L. 234. — Bénézech, ministre de l'intérieur, approuva le 23 frimaire (L. 1293).

(175) L. 1286.

(176) Lé seigle valant 9 l. 2 s. le quintal et l'avoine 4 l. 8 s. 6 d. (L. 1293).

sion : « Il serait en effet ridicule d'allouer à un garde-magasin un traitement plus fort que la valeur des objets dont il a fait recette » (177). Telle était pour ces employés la conséquence désastreuse de la chute des prix. Au reste la liquidation des appointements ne s'opéra qu'en l'an VII et les mercuriales accusaient une dépréciation constante (178).

Ce personnel aurait gagné à être recruté avec sagacité et payé largement, la gestion des magasins entraînant une comptabilité assez compliquée et la conservation des grains une surveillance soutenue. Les instructions générales que l'administration centrale adresse le 27 frimaire an IV aux garde-magasins donnent une idée de la partie comptable de leurs fonctions : « Nous nous bornerons à vous recommander 1° de mettre beaucoup d'ordre dans la tenue de vos registres ; 2° d'y porter fidèlement tous les grains que vous recevrez, en ayant soin de donner aux contribuables des quittances énonciatrices des poids, de la nature et qualité des grains qu'ils auront versés au magasin ; 3° de suivre avec soin la correspondance qui vous sera adressée ; 4° et enfin d'être exact à faire passer au commencement de chaque décade, tant au directeur des subsistances de l'intérieur à Paris, qu'à l'administration du département, l'état décadaire de la situation de votre grenier... » (179). D'ailleurs Boutarel engagea ses collègues, les commissaires des cantons, à compulser les registres afin d'en vérifier la tenue (180). Les pièces de ce genre qui nous ont été conservées témoignent des efforts généralement réalisés par les garde-magasins pour tenir leurs comptes avec netteté et exactitude (181).

Mais il était une préoccupation qui touchait à la nature même des dépôts effectués : la manutention des grains. « Visitez les magasins, disait Boutarel aux commissaires, voyez si les grains sont secs et de bonne qualité » (182). La bonne conservation de la denrée dépendait à la fois de la qualité du versement, du choix de l'entrepôt et de la vigilance de l'employé. Le rendement de la contribution en grains présentait en effet un double aspect : d'une part, il était fonction de la bonne volonté des redevables ;

(177) L. 1293.

(178) Ainsi, sur le marché de Clermont, le prix du quintal de froment passait de 11 l. 5 en vendémiaire an V à 10 l. 6 en brumaire an VI et à 8 l. 60 en germinal an VII ; de même le seigle tombait de 8 à 6 livres dans le même laps de temps.

(179) L. 1286.

(180) Circulaire du 10 germinal an IV (L. 1287).

(181) L. 1285 par exemple.

(182) Cf. note 180.

mais par ailleurs il serait ce que donneraient les ventes sur les marchés ou les distributions aux armées. Le législateur avait pensé évidemment que le contribuable livrerait, sinon le meilleur de sa récolte, du moins ce qui pouvait être considéré comme produit de moyenne qualité. Or le garde-magasin ne pouvait refuser aucun versement, fût-il avarié. Ainsi Legoyt, à Clermont, se fit tancer par le département pour s'être opposé à l'entrée de 21 quintaux de blés « bruinés » (183). En somme, pour quelques versements satisfaisants, à Lezoux par exemple, ou « d'une qualité passablement bonne » comme à Thiers, que de livraisons dont la médiocrité n'était pas seulement imputable aux intempéries d'une année pluvieuse (184) !

L'humidité des lieux, les rats et les charançons sont des fléaux que les garde-magasins combattent de leur mieux. Le blé du grenier de Rochefort « seroit entièrement gâté s'il n'avoit pas été bien soigné » ; les agents des communes d'Orcival et de Laqueuille trouvent des sacs entreposés dans un corridor, faute de place dans le magasin : l'endroit est si frais que le blé ne peut manquer de pourrir, bien que le garde-magasin ait pris la précaution de mettre des planches sous les sacs (185). Le fait doit être fréquent — le ministre Faitpoult s'en préoccupe dès nivôse an IV (186) — et c'est bien exceptionnellement qu'on se plaint du dessèchement des grains (187). Les invasions de rongeurs font beaucoup de mal et les charançons encore davantage (188). Le garde-magasin de Saint-Amand-Tallende demande l'évacuation de son dépôt où pullulent les rats (189). A Riom, 1.100 quintaux d'orge ont paru « fort piqués par les charançons vulgairement appelés ponts de bled dont les murs, planchers

(183) Le contribuable, Henri-François Prévost, affirmait bien entendu qu'il n'avait pas récolté de meilleur grain.

(184) Grangeon écrivait à Boutarel, le 25 germinal an IV, qu'ayant visité le magasin, il avait « recommandé de ne recevoir que des grains purs non mouillés et altérés » (L. 1294). La municipalité cantonale de Beaumont pouvait prétendre ironiquement que les contribuables n'ayant pas versé de grains « étaient à l'abri des reproches que méritent justement ceux qui portent aux magasins de la République une mauvaise nature de grains » (Lettre du 25 germinal an IV au département, L. 1287). La liasse L. 812 donne quelques indications sur la mauvaise récolte de l'an III. Voir également : *La Révolution française*, Lefebvre, Guyot, Sagnac, p. 266.

(185) Rapport à l'administration municipale de Rochefort, 28 prairial an V (L. 1295).

(186) Circulaire du 1^{er} nivôse (L. 1286).

(187) Le 28 ventôse an V, le garde-magasin de Saint-Germain-l'Herm, Dumont, écrit au département que « depuis 18 mois il (le grain) perd de sa pesanteur en se séchant » (L. 1297).

(188) A Combronde par exemple (L. 1294).

(189) Germinal an IV (L. 1286).

des sales et greniers étoient couverts... beaucoup de grains étoient vides et n'avoient conservé que leur forme extérieure... » (190). A Lezoux, « les charrançons se sont développés en quantité malgré les soins du garde-magasin » (191).

La conservation des grains exige un remuage fréquent. Il faut donc payer des manœuvres, non seulement pour décharger, peser, recharger la denrée (192), mais pour l'aérer périodiquement en vue de la préserver de la fermentation et des insectes. Ainsi, à Maringues, le remuage est opéré cent vingt-six fois de germinal an IV à vendémiaire an V : soit 84 jours d'ouvriers à 30 sous (193). Le 6 ventôse an IV, tout le grain du magasin de Sauxillanges est ventilé : il en coûte 800 l. ; les 12 et 13 germinal, le même travail renouvelé : 900 l. (194). Le garde-magasin d'Arlanc parle également de battage, criblage et pelletage incessants (195). Une partie du stock doit donc couvrir les frais de cette manutention (196).

Le rendement de la contribution en nature

« Pour opérer une rentrée entière de l'impôt en nature, écrivait le directoire d'Issoire, il faut une surveillance de la plus grande activité, pour que l'égoïste et le transfuge de l'observation de la loi s'y soumette par la force, comme le bon patriote et le citoyen juste s'y soumet avec empressement par sa bienveillante volonté » (197). Les armées réclament des vivres. Le commissaire ordonnateur de la 19^e division militaire, à Lyon, presse le département ; il s'impatiente déjà en vendémiaire et brumaire de l'an IV (198). A la veille de disparaître, Comité de Salut public et Commission des revenus nationaux rappellent les délais très courts de la loi du 2 thermidor (199). Vainement

(190) Rapport du 7 brumaire an VI (L. 1296).

(191) Lettre de l'administration municipale à l'administration centrale, 21 brumaire an V (L. 1295).

(192) A Riom, le pesage exige 115 journées de travail (408 livres) ; à Montaigut, le déchargement des grains coûte chaque fois, suivant le poids, de 5 à 18 l.

(193) L. 1294.

(194) L. 1294.

(195) L. 1298.

(196) A Aigueperse, pour une recette de 3.649 l., la dépense est de 1.178 l. (Compte du 2 prairial an VI, L. 1298). A Riom, 8.052 fr. 70 de recette et 3.891 fr. 30 de dépenses (Comptes du 29 prairial an VI, L. 1296).

(197) Lettre du 14 fructidor an III (L. 1286).

(198) L. 1285.

(199) Bloch, *Recueil*, p. 533.

le Conseil des Cinq Cents introduit des dispositions plus rigoureuses encore (200). Les populations paraissent écouter de préférence les bruits qui circulent de la suspension de ce mode de paiement (201); d'ailleurs, les retards dans la formation des rôles vont nuire, comme toujours, à l'acquittement de l'impôt (202).

L'administration centrale du Puy-de-Dôme se donne au moins les apparences de réagir. L'arrêté du 13 nivôse an IV prononce des peines contre les contribuables dont les versements n'auraient pas été effectués dans les deux décades suivantes (203). Celui du 6 pluviôse recommande aux municipalités « de surveiller rigoureusement le mode de payment de la contribution et des fermages dus en nature et de dénoncer ceux qui, pouvant payer en grains, seraient convaincus de les avoir détournés pour payer en équivalent »; les citoyens pourraient se libérer, avant l'achèvement des rôles, en se faisant délivrer le récépissé des grains versés (204). Le 10 ventôse, une disposition supplémentaire oblige les cantons à ouvrir des registres pour l'inscription des sommes d'acompte (205).

Les décrets des 8 et 27 messidor, qui maintenaient pour la foncière an IV le système des versements en grains, parurent renforcer cette obligation; mais en autorisant le règlement en numéraire métallique jusqu'au 1^{er} vendémiaire an V, ils commencèrent de ruiner la contribution en nature dans l'esprit des populations, ruine que la loi du 3 vendémiaire an V acheva (206). Il était dès lors très difficile de faire rentrer l'arriéré inscrit sous la rubrique grains (207). En messidor, le département constatait avec mélancolie « la lenteur de ce recouvrement » pour l'an IV; ainsi étaient altérées « les ressources précieuses que le gouvernement a destinés à l'entretien du service militaire » (208). Les commissaires ordonnateurs des divisions militaires ne cessaient

(200) Voir les lois du 22 brumaire et du 13 frimaire an IV (Bloch, *Recueil*, pp. 540 et 542).

(201) La municipalité de Volvic s'en fait l'écho dans une lettre du 6 frimaire an IV (L. 1030).

(202) Lettre du département au ministre des finances, 22 germinal an IV (L. 1290).

(203) L. 235.

(204) L. 235.

(205) L. 235.

(206) Bloch, p. 572 et p. 574.

(207) Ramel ne cacha pas son pessimisme à ce sujet, dans une circulaire en date du 13 vendémiaire an V (Bloch, p. 611).

(208) L'administration centrale à l'administration municipale de Clermont, 8 messidor an V (*Arch. de Clermont*, G. 12).

de réclamer (209) ; mais l'administration centrale, prompte à dénoncer les municipalités cantonales et même les garde-magasins (210), se gardait bien d'entrer dans la voie des contraintes qu'elle avait elle-même indiquée au mois de nivôse an IV.

Le rendement de la contribution en nature ressortirait d'une comparaison entre les contingents inscrits aux rôles et les versements réellement effectués dans les magasins. Mais trois considérations sont susceptibles de nous interdire d'en tirer des conclusions très nettes :

1° Ont été portées les seules cotes des contribuables qui pouvaient payer en grains la moitié de leur impôt ; or certains furent amenés à donner du grain alors qu'ils auraient pu se libérer en assignats valeur grains ; ceci explique que les prévisions faites d'après les matrices aient été parfois dépassées.

2° Il n'est pas toujours possible d'établir la provenance de la marchandise livrée à tel ou tel magasin.

3° La seule statistique dont nous disposions, celle de floréal an V, nous paraît un peu prématurée (211).

Ces réserves indiquées, voici quelques constatations :

Les rentrées ont dépassé les chiffres matriciels à Maringues, Lezoux, Billom, à Issoire ainsi qu'à Montaigut et probablement à Besse (212) ;

Les garde-magasins de Pionsat, Saint-Gervais, Saint-Germain-l'Herm et Ambert ont eu la satisfaction de recevoir exactement les quantités prévues (213) ;

Le déficit s'est révélé faible à Aigueperse, à Menat, même à Clermont, Riom et Cunlhat (214) ;

Par contre il a été très accusé à Pontgibaud, à Vic-le-Comte, surtout à Saint-Dier et à Thiers ;

Enfin il n'y a pas eu d'emmagasinage à Arlanc (215).

On ne pourra pas manquer de remarquer que le rendement aura été satisfaisant dans les régions de forte production, tandis

(209) Ainsi en prairial (L. 1287).

(210) Cette correspondance est contenue dans la liasse L. 1291.

(211) L. 1290 et 1291.

(212) A Maringues 1.271 quintaux sur 970 ; à Lezoux 437 sur 265 ; à Billom 3.076 sur 1.074 ; à Issoire 2.241 sur 2.155 ; à Besse rentrée de 200 quintaux alors que la matrice n'en prévoit pas.

(213) 456 quintaux à Pionsat, 302 à Saint-Gervais, 169 à Saint-Germain-l'Herm, 160 à Ambert.

(214) 5.684 quintaux sur 6.083 à Aigueperse, 50 sur 57 à Menat, 1.425 sur 1.919 à Clermont, 497 sur 679 à Riom, 72 sur 100 à Cunlhat.

(215) 54 sur 96 à Pontgibaud, 287 sur 654 à Vic-le-Comte, 4 sur 33 à Saint-Dier, 6 sur 52 à Thiers ; 1.924 quintaux avaient été prévus à Arlanc.

que les mécomptes seront surtout venus de montagnes pauvres (216). Ce fait ne trouve pas dans la mauvaise volonté des contribuables une explication suffisante. La récolte ne laissait pas toujours une grande marge. La plupart des propriétaires pouvaient réellement bénéficier de l'article 6 de la loi du 2 thermidor an III. Nous en avons acquis la certitude par le calcul suivant : étant donnée la statistique, établie en l'an IV, de la production des céréales d'une part et de l'autre la portion reconnue indispensable à la nourriture familiale par l'article 6, le reliquat est théoriquement nul dans tous les cantons (217). Une étude de la répartition de la propriété foncière donnerait la clef du problème ; seuls les gros producteurs avaient des disponibilités pour payer en grains. Or, rappelons-nous que le district de Thiers invoquait le morcellement des terres, précisément dans les contrées les plus fertiles (Lezoux, Maringues, etc.), pour justifier les protestations des paysans (218).

La vente des grains et la fermeture des magasins

Quel parti l'Etat tirerait-il de ces grains ? Les armées en absorbèrent, mais quelle quantité ? Le surplus était destiné à la vente qui s'effectua en deux étapes : le 27 messidor an IV, le Directoire ordonna de mettre aux enchères les denrées dont la conservation ne serait pas jugée nécessaire et à la condition que l'offre égalât le prix auquel la marchandise avait été reçue (219) ; l'année suivante, le gouvernement prescrivit la liquidation totale des magasins et autorisa les administrations départementales à vendre à des prix avantageux, mais sans indiquer le chiffre minimum (220).

L'opération commença au début de l'an V, mais les barèmes de 1790 ne furent pas respectés. Le chef du service des étapes avisa l'administration centrale que le ministre des finances lui avait accordé des sommes en numéraire à prendre sur la rentrée de la

(216) Besse a une production si faible qu'il n'est guère permis d'en tirer argument en faveur des régions montagneuses.

(217) La consommation aurait été de 125.000 quintaux dans le canton de Clermont pour une production de 3.600 quintaux ; à Aubière de 25.000 quintaux pour 4.100 ; à Beaumont de 25.000 pour 2.800 ; à Cébazat de 17.500 pour 7.700 ; à Cournon de 22.000 pour 3.700 ; à Ennezat de 40.500 pour 33.600 ; à Aigueperse de 57.500 pour 54.000, etc.

(218) Cf. p. 372.

(219) Bloch, p. 574.

(220) Voir en particulier la circulaire du ministre de l'intérieur, Bénézech, du 25 vendémiaire an V (Bloch, *Recueil*, p. 616).

contribution foncière. Le trésorier national avait adressé des recriptions payables à dix jours de vue, jusqu'à concurrence de 100.000 l. ; or le receveur ne pouvait faire face à cette échéance, faute d'argent. Comme il s'agissait de faire vivre le service des étapes, Ramel attendait des plus riches propriétaires des livraisons de grains immédiates ou, à défaut, des versements anticipés en numéraire (221). Le département rédigea un appel dans ce sens, tout en répondant au ministre que même les cultivateurs aisés ne disposeraient d'espèces qu'autant qu'il leur en serait rentré « par l'effet de la vente de la récolte » et qu'ils pourraient plutôt donner du grain (222). Mais comment offrir sur les marchés une denrée, aux conditions fixées par la loi du 27 messidor ? Le quintal de blé (223), estimé 13 l. 6 en moyenne à Clermont, en 1790, ne valait plus guère que 9 à 10 l. (224). Personne ne se porterait acquéreur de ce grain. Ramel dut se rendre à ces raisons, car l'arrêté départemental du 6 vendémiaire an V autorisa la vente « au cours du marché » et non d'après les instructions du Directoire exécutif du 27 messidor » (225).

Beaucoup de municipalités cantonales se hâtèrent de se couvrir en invoquant « la modicité des versements » (226).

Un bon exemple des prix de vente nous est donné par les registres de la municipalité thiernoise. Jusqu'au 1^{er} brumaire an V, 46 quintaux 8 produisant 384 l. 9, soit 8 l. 3 environ le quintal ; un état du 7 brumaire donne 649 l. 6 pour 76 quintaux 93, donc 8 l. 4 également ; un dernier compte, en date du 27 brumaire, porte 888 l. 4 pour 101 quintaux 38, c'est-à-dire 8 l. 7 le quintal. On était donc loin des prix de 1790 (227).

La suppression des magasins entraîna la vente complète des stocks, en l'an VI (228). On avait d'ailleurs trop tardé et Desribes en fit l'observation à Bénézech : « De toutes parts nous apprenons par la voie des administrations municipales (229) que les grains existants dans les magasins ne peuvent être vendus au prix des

(221) Cf. loi du 13 frimaire an IV, art. 9 (Bloch, p. 543).

(222) L'appel du département date du 9 fructidor an IV (L. 1295).

(223) Il s'agit toujours de quintaux de 50 kilogs ; le septier de 200 l. représentait donc 2 quintaux.

(224) Voir la note 178.

(225) L. 236 et 1295.

(226) Celles d'Issoire, de Vie-le-Comte par exemple (L. 1295).

(227) L. 1295.

(228) Circulaire du département en date du 26 fructidor an V (L. 1296).

(229) Desribes s'inspirait de rapports comme celui d'Issoire : « Nous vous prévenons que les grains du magasin de l'arrondissement d'Issoire sont tellement avariés que bientôt leur valeur sera nulle. Nous ne pouvons qu'en être scandalisés » (16 fructidor an V). Des avaries furent signalées dans 23 cantons ! (L. 1296).

mercuriales pour plusieurs raisons également sensibles : 1° parce que en général les grains versés ne sont pas tous d'une excellente qualité, et que leur mélange surtout l'a infiniment amoindrie ; 2° depuis l'emmagasinement quelques soins qu'aient apporté les garde-magasins pour la manutention des grains il n'en est pas moins vrai qu'ils ont éprouvé beaucoup de détérioration dans la qualité, au moyen de quoi il n'est pas étonnant qu'ils ne puissent être vendus au taux des mercuriales. Il est dès lors évident que si le gouvernement veut faire évacuer les magasins, il faut de toute nécessité nous autoriser à laisser aux administrations municipales plus de latitude pour les ventes et à tirer des grains le meilleur parti possible. Sans cette autorisation vainement exigeroit-on la plus grande celerité dans les ventes parce qu'aucun acquéreur ne se présente. Veuillez, citoyen ministre, nous applanir cet obstacle par une prompte réponse à laquelle nous serons exacts de nous conformer » (230). Le ministre de l'intérieur acquiesça, le 24 brumaire an VI, et le département invita les cantons à vendre « de la manière la plus avantageuse ».

À Riom, l'enchère ne donna que 8 l. 4 pour le quintal de blé, 5 l. 3 pour celui de seigle et 4 l. 3 pour l'orge (231) ; or les prix des mercuriales de 1790 avaient été respectivement de 12 l. 11, 11 l. 14 et 10 l. 12 ! Mais à Maringues, le rendement moyen ne dépassa pas 3 l. 9 le quintal ; à Aigueperse il s'éleva à 4 l. 5. Par contre, à Lezoux, exceptionnellement, on put en tirer le prix de la pancarte (232). Certes, la valeur des grains avait beaucoup baissé par rapport à la première année de la Révolution ; il n'en reste pas moins qu'en l'an VI les chiffres courants étaient de 9 l. pour le blé et 7 l. pour le seigle. Les grains de l'impôt subirent, à n'en pas douter, une dépréciation considérable.

La plupart des acheteurs appartenaient à la paysannerie. Cependant on peut relever des noms de marchands, d'artisans et même d'administrateurs (233). Nul indice de spéculation à ce sujet.

Les comptes des garde-magasins furent examinés en l'an VI et en l'an VII (234). Le 21 ventôse an VI, Le Tourneur, ministre de

(230) Lettre du 9 brumaire an VI (L. 1296).

(231) Soit respectivement 576 fr. 50 pour 34 septiers de 200 livres, 1.346 fr. 60 pour 141 quintaux, 6.072 fr. 60 pour 907 septiers de 160 l. (L. 1296).

(232) L. 1296.

(233) A Aigueperse, un cordonnier, un aubergiste, un administrateur municipal (L. 1298).

(234) L'arrêté départemental du 23 pluviôse an V indiqua la méthode à suivre (L. 1287).

l'intérieur, invitait impérieusement l'administration centrale à régler le sort « des comptables en retard, à l'égard desquels il faut être juste, mais sévère » (235). Mais, en brumaire an VII, François de Neufchâteau se plaignit à Boutarel de ce que le département considérait cette opération « avec indifférence » : 16 garde-magasins étaient alors en retard dans la présentation de leurs registres (236). Les comptes de Cunlhat ne passèrent à la vérification qu'en pluviôse an VII et ceux d'Arlanc en germinal ! Une seule affaire délictueuse retint un moment l'attention : le garde-magasin de Sauxillanges, Matharel, aurait tiré parti des différences de prix entre les mercuriales de Clermont et celles de Sauxillanges pour vendre le grain de son dépôt et le remplacer par du grain acheté au chef-lieu à meilleur marché. Mais l'enquête, conduite par Boutarel, aboutit à un non-lieu (237).

Nous n'avons pas d'autre exemple de concussion vraie ou supposée. Mais il est impossible d'en conclure que les garde-magasins ne réalisèrent aucun profit, soit lors des versements des contribuables, soit au moment de la vente.

De toute manière, la baisse des grains, imprévisible en l'an III, fit de la contribution en nature une mauvaise opération pour le trésor.

(235) L. 1296.

(236) Lettre du 16 brumaire an VII (L. 1297).

(237) L. 1287 et 1293.

CHAPITRE V

Le recouvrement de la contribution foncière en papier-monnaie et en numéraire sous le premier Directoire

Les lois

Les deux premières années du Directoire correspondent peut-être à la période de l'histoire financière de la Révolution la plus complexe, pour ne pas dire la plus confuse. Le passage de l'assignat valeur nominale à l'assignat valeur au cours, la création, suivie de la chute rapide, du mandat territorial, le retour au numéraire métallique, en somme la crise suprême de l'inflation ; l'échec d'une tentative de stabilisation et l'abandon final du papier-monnaie : tels sont les grands aspects d'une politique monétaire qui, dominant la vie du pays, commanda le rendement des contributions directes.

Que les administrations locales et les percepteurs — pour oublier les contribuables — aient été quelque peu déroutés par les dispositions sans cesse modifiées de la législation fiscale, il y a lieu de le marquer tout d'abord. C'est un terrain mouvant : il devient parfois même impossible d'appliquer certains décrets, si grande est la rapidité avec laquelle l'un chasse l'autre.

Quand le Directoire et les Conseils s'installèrent, la contribution foncière de l'an III était réglée par les lois des 2 thermidor et 24 fructidor an III et par l'arrêté du Comité des finances de la Convention en date du 4 vendémiaire an IV (1). On admettait

(1) Voir p. 330.

alors le règlement en assignats valeur nominale pour la cote des bâtiments et pour la moitié de la cote des fonds proprement dits, le surplus étant payable en grains ou en assignats valeur représentative desdits grains, soit en papier-monnaie valeur dépréciée de fructidor an III-vendémiaire an IV. La loi du 13 frimaire an IV modifia quantitativement cette dernière portion sans en altérer le caractère (2).

Survient la loi du 13 pluviôse : à dater du 30 ventôse, les versements en assignats valeur nominale pour la cote des fonds ne sont plus autorisés ; il faudra donner uniformément ou du papier-monnaie au cours ou du numéraire. Rien n'est changé à la moitié de l'impôt exigible en nature (3).

Le mandat n'apparaît pas pour balayer immédiatement l'assignat ; en sorte que la situation se complique encore. Jugeons-en par une brève analyse de la loi du 8 messidor an IV, laquelle vise la contribution foncière de l'année courante (4). La cote des bâtiments se trouve divisée à son tour : une moitié due en assignats valeur nominale ou en mandats au capital de 1 pour 30 assignats, l'autre moitié en mandats valeur nominale, les assignats pouvant être admis également à raison de 30 capitaux pour un mandat. Les terres supportent toujours l'impôt en nature ou en valeur représentative, taxe égale, par franc de cotisation, à ce que coûtent en mandats dix livres de blé-froment. Une décision ultérieure fixa la livre de blé-froment à 16 sous en mandats, jusqu'au 1^{er} fructidor (5) ; car, tous les trois mois, cette évaluation serait modifiée afin d'être adaptée au prix des marchés. Un délai très court — le 1^{er} fructidor — était fixé pour l'acquittement de la valeur représentative en grains ; le reste du montant devrait parvenir au percepteur avant le 1^{er} pluviôse an V. Alors coexistent six modes de paiement : en grains, en numéraire métallique, en assignats valeur nominale, en assignats à raison de 30 pour un mandat, en mandats valeur nominale, en assignats et mandats valeur représentative des grains. Que de calculs et aussi d'erreurs en perspective !

Moins de cinq décades plus tard, un amendement bouleverse l'économie de la loi du 8 messidor. On décide en effet, le 22 thermidor, qu'à dater du 1^{er} fructidor, chaque franc payable en

(2) Bloch, *Recueil*, p. 543.

(3) Bloch, p. 558. — Cf. p. 333.

(4) Bloch, p. 572. — Cf. p. 335.

(5) Bloch, p. 574.

valeur représentative de dix livres de blé sera dû soit en numéraire soit en mandats au cours ; durant le mois de fructidor, une remise de 25 % récompensera tous les paiements effectués en mandats (6). Il s'agissait de renflouer un papier-monnaie qui, à peine né, s'effondrait déjà ; en réalité, le législateur se résignait à en reconnaître la dépréciation. Par contre, Ramel évita l'erreur que les Conventionnels avaient commise en laissant le contribuable se libérer au cours pratiqué lors de la publication du rôle ; il n'admit que le taux porté sur le journal du percepteur au moment du versement (7). Ce mode de règlement s'imposait avec une telle force que la loi du 10 fructidor l'étendit à la contribution foncière de l'an III, laquelle cesserait à bref délai d'être, même partiellement, exigible en nature (8). Toutefois la liquidation de l'emprunt forcé conduisit les Conseils à donner aux prêteurs le droit de présenter leurs quittances en paiement des contributions ordinaires (9). De même, au moment où, le 3 vendémiaire an V, l'impôt en nature disparut définitivement, une disposition permit de précompter le prix des réquisitions sur les contributions antérieures à celles de l'an IV (10) ; il est vrai que la loi du 16 brumaire spécifia que les bons de réquisition ne pourraient être présentés qu'à concurrence de la moitié du montant et après acquittement de l'autre moitié (11). Nouvelle complication !

Avec la loi du 17 brumaire disparut pour le contribuable la faculté de payer la cote des bâtiments en papier-monnaie valeur nominale (12). Progressivement les moyens de se libérer furent ramenés à quatre : le numéraire, les mandats au cours, les bons de réquisition, les coupons de l'emprunt forcé. Le premier cinquième provisoire de l'an V admit encore les mandats au cours ; la loi du 20 ventôse exigea la totalité du deuxième en numéraire (13). Ainsi s'opéra le retour aux espèces. Mais la simplification des comptes ne se réalisera dans le Puy-de-Dôme qu'en l'an VI.

(6) Voir p. 335.

(7) Circulaire du 27 thermidor an IV (Bloch, p. 593).

(8) Bloch, p. 605.

(9) Arrêté du 30 thermidor an IV (Bloch, p. 597).

(10) Sous la forme de bons délivrés sur présentation des quittances remises à la liquidation des réquisitions (Bloch, p. 607).

(11) Bloch, p. 619.

(12) Bloch, p. 620.

(13) Bloch, p. 651. — Cf. p. 336.

L'adjudication de la perception

Cette législation n'était pas aisément compréhensible. Or, dans des moments pourtant moins difficiles, le système de perception conçu par la Constituante avait donné de médiocres résultats. La Convention, qui s'était permis toutes les audaces dans le domaine politique, n'avait pas voulu modifier le recrutement des percepteurs. A suivre le premier Directoire dans ses efforts pour imposer à ceux-ci un contrôle plus rigoureux, on saisit l'insuffisance des mesures adoptées jusqu'alors (14).

Tout d'abord, les percepteurs sont placés sous la surveillance des municipalités de canton et des commissaires du Directoire, qui président à leur nomination et vérifient mensuellement leurs comptes ; mais les receveurs départementaux n'ont pas plus d'autorité sur eux que n'en avaient eu les receveurs des districts (15). Plus sévère, la loi du 17 brumaire an V porte que les receveurs comme les percepteurs pourront être « contraints par la privation de toutes leurs remises sur les sommes non recouvrées dans les dix jours qui suivront l'échéance des délais fixés par les lois ». Après expiration du délai, « il sera procédé à la saisie et vente des biens desdits receveurs et percepteurs et de leurs cautions ». Les contribuables, de leur côté, subiront les visites de garnisaires. Afin d'éviter les malversations dans le maniement des fonds publics, le législateur requiert également les percepteurs « d'effectuer leurs versements tous les dix jours (et) ordonne que les traîneurs y soient contraints par une escorte de gendarmérie » (16).

La comptabilité manquait de rigueur. La loi du 22 thermidor an IV crée le journal général, sur lequel seront portées les recettes journalières : celle du 17 brumaire le relevé ou bordereau indiquant, avec les noms des contribuables qui se seront libérés, le montant des sommes remises ; en outre un « état de situation » des percepteurs sera dressé par les receveurs et un état général des recouvrements par l'administration centrale (17).

(14) Circulaire du ministre Faipoult, du 25 brumaire an IV ; arrêté du Directoire exécutif du 29 frimaire an IV ; loi du 2 fructidor an IV ; loi du 17 brumaire an V ; circulaire de Ramel du 26 brumaire an V (Cf. Bloch, *Recueil*, pp. 541, 554, 598, 620, 623).

(15) Bloch, p. 555.

(16) Bloch, p. 629.

(17) Bloch, p. 622.

« Trop longtemps, avoue Ramel, nous avons eu à gémir de l'inefficacité des moyens employés pour assurer le prélèvement des contributions » ; et le ministre d'affirmer que les lois nouvelles ramèneraient l'ordre et « la sûreté publique » (18).

En fait, la multiplicité des modes de paiement et les exigences du gouvernement vis-à-vis des préposés à la recette ne pouvaient faciliter l'adjudication. Dans un très grand nombre de cantons, l'enchère ne tente personne : ainsi à Giat, Olby, Rochefort, Marsac, Maringues ; on hésite à Domaize et à Saint-Dier « dans la seule crainte de prendre des assignats faux » (19). A Riom, la contribution foncière de l'an III n'attire aucun amateur durant sept mois ! (20). Aussi les agents municipaux se chargent-ils généralement du recouvrement. A Prondines, l'administration municipale du canton d'Herment désigne l'instituteur (21). A Gerzat, le commissaire du Directoire qualifie d'exorbitantes les prétentions des individus qui font des offres (22). Si la municipalité de Saint-Gervais trouve des percepteurs pour le chef-lieu au taux raisonnable de 5 deniers pour livre, dans les communes voisines, le sou pour livre, maximum indiqué par la loi, est exigé (23). De même, dans le canton de Saint-Germain-l'Herm la plupart des enchères ne descendent pas au-dessous de 11 deniers (24).

La situation se compliquait du fait que les rôles provisoires de l'an V devaient être levés par des percepteurs particuliers (25). Mais il fut à peu près impossible de procéder à des adjudications si nombreuses. Les administrations cantonales recoururent donc à des désignations d'office, comme la loi les y autorisait. La méthode rappelait étrangement celle de l'Ancien Régime pour le choix des collecteurs (26).

(18) Circulaire du 26 brumaire an V.

(19) L. 1251.

(20) Ventôse an IV-frimaire an V (*Arch. communales de Riom*, registres des délibérations de la commune).

(21) L'administration municipale du canton d'Herment à l'administration centrale, 5 nivôse an V (L. 1015).

(22) Lettre du 16 ventôse an IV, à Boutarel (L. 1039).

(23) L. 1252.

(24) Ainsi à Fournols, Sainte-Catherine, Aix-Lafayette. Un sou à Echandelys (L. 1252).

(25) L'administration centrale aux municipalités cantonales, 4 frimaire an V (L. 994).

(26) L'administration municipale de Ravel signalait cependant le cas du percepteur de Moissat qui ne savait ni lire ni écrire (L. 1252) et le commissaire de Viverols, Rigodon, déplorait qu'on fût contraint de confier la levée de l'impôt à des illettrés (L. 1260).

*Le contrôle de la perception**Les abus*

L'administration centrale exhorte les municipalités cantonales à surveiller attentivement la rentrée de l'impôt (27). Elle nomme des commissaires pour la vérification des caisses du receveur général Maignol (28). Elle exige des préposés aux recettes d'arrondissement qu'ils lui adressent chaque mois « l'état nominatif des communes pour lesquelles les percepteurs auront fait des payemens » (29). Mais les rapports, que les commissaires auprès des cantons envoient à Clermont, prouvent que trop souvent les municipalités ferment les yeux sur les faiblesses des percepteurs. Les représentants du gouvernement se plaignent d'être désarmés. Il était toujours vain de compter sur le contrôle que pourraient exercer les autorités locales (30).

Deux textes nous donnent une idée d'ensemble des malversations qui se commettaient : le rapport par lequel un membre de l'administration centrale provoqua l'arrêté du 1^{er} fructidor an IV visant à la répression (31) et la lettre que le substitut près le Tribunal criminel adressa à Boutarel, le 7 nivôse an V (32). Les « exactions » dénoncées se classaient en six catégories principales : faux dans la comptabilité (omissions de sommes reçues) ; encaissement de numéraire et inscription d'assignats ; versements retardés en vue de spéculations sur la baisse du papier ; agiotage sur les cours comparés de l'assignat et du mandat ; délivrance de quittances attestant le paiement en mandats et non en assignats ou inversement : détournement de numéraire lors du décaissement entre les mains du receveur.

Etienne Giroix, percepteur de Mazoire, avoue au commissaire du canton d'Ardes « qu'il avoit réellement touché la somme de 900 l. et qu'il n'avoit fourni quittance que de 60 et quelques

(27) Arrêtés du 1^{er} floréal, du 1^{er} thermidor et du 5^e jour complémentaire an IV (L. 236 et 1387).

(28) Arrêté du 5 nivôse an V (L. 1394). Maignol avait été nommé le 15 nivôse an IV (L. 1245).

(29) Arrêté du 5^e jour complémentaire an IV.

(30) Les municipaux de Saint-Pierre-Roche évitaient de signaler les malversations de leur percepteur (Dénonciation du directeur du jury de l'arrondissement de Clermont à Boutarel, en date du 17 frimaire an VI, L. 1252).

(31) « Un membre a observé que de toutes parts on portait des plaintes sur l'infidélité des percepteurs dans le recouvrement des contributions... », suivent les détails (L. 236).

(32) L. 1262.

livres » (33). Joseph Guérin, percepteur d'Espirat, « a exercé des concussions par des changemens de chiffres au rôle. Il n'a pas porté sur le rôle d'acompte les sommes qu'il percevoit de chaque contribuable. Il a augmenté sur le relevé du garnisaire toutes les cottes, excepté la sienne... » (34). Cette dernière pratique est d'un usage courant dans le canton de Saint-Gervais : elle consiste à exiger « des sommes exedentes pour frais de garnisaires », alors que le vivre et le couvert du « chef de contrainte » constituent la seule peine légale (35). Les détournemens peuvent être alors considérables : Murent, percepteur de Chanonat, est signalé au receveur général Maignol comme « rétentionnaire » de 1489 l. sur la seule contribution foncière de l'an III. Jean Forest et Claude Laboureyras perçoivent « des sommes exorbitantes sur la presque totallité des particulliers impozés au role de Trezioux, outre et pardessus le montant de leur cote, prenant pour prétexte de cette concution les frais d'un commis qui leur avoit été envoyé par le citoyen prepozé a la recette au bureau de Billom » (36).

Nombreux sont les percepteurs qui exigent le règlement en numéraire et se procurent des assignats ou des mandats pour leurs versements. L'arrêté départemental du 1^{er} fructidor an IV poursuivait la répression de cet abus, lorsqu'il enjoignait à chaque agent municipal « de vérifier le rôle du percepteur de sa commune et de s'assurer si le recouvrement dont serait dépositaire le percepteur était conforme aux endossemens émargés sur le rôle » (37). Pierre Espinasse, à Bagnol, canton de Latour, « exige des reliquataires portés dans ces roles qu'ils se libèrent en numéraire sous prétexte qu'il a avancé depuis longtemps pour solder le receveur du district, époque ou le papier-monoie étoit en plus grande valeur » ; et Juillard, son voisin de Chastreix, est conduit par le même mobile (38). Burin, à La Sauvetat, « ne veut point recevoir l'arriéré des impositions en assignats et... demande du numéraire » (39). A Saint-Saturnin, c'est l'agent municipal Pallet qui propage lui-même le bruit « que tout citoyen

(33) Lettre du commissaire d'Ardes à Boutarel, 7 floréal an IV (L. 1251).

(34) Note ni signée ni datée (L. 1251).

(35) Circulaire de la municipalité cantonale de Saint-Gervais aux percepteurs, 9 pluviôse an V (L. 1263).

(36) Gerle, commissaire de Monton, à Boutarel (lettre du 11 floréal an V, L. 1252).

(37) L. 236.

(38) Lettre du canton de Latour à l'administration centrale, 25 thermidor an IV (L. 1251).

(39) L'administration centrale à l'administration municipale de Plauzat, 26 ventôse an IV (L. 1251).

qui ne payeroit pas dans le jour ses impositions ne pourroit, passé ledit jour, ne les payer qu'en numéraire et non en assignats » ; le commissaire du canton de Saint-Amand-Tallende, Jaetz, explique que ce Pallet intrigue pour emporter l'adjudication (40).

Repousser l'époque de l'encaissement est une autre manœuvre adroite : le percepteur inscrit hardiment le versement du contribuable à la date où celui-ci s'est présenté, quitte à n'effectuer réellement la perception que quelque temps après, de manière à profiter de la baisse du papier-monnaie. Couramment, il refuse d'être payé « sous prétexte que son bureau est fermé » (41). A Tours, il arrête son registre « dans l'espoir de vendre ses promesses de mandats encore plus cher, attendu que d'après la loi à compter du 1^{er} fructidor (an IV) on devoit payer les mandats au cours (42) » : voici un habile à exploiter les rapides modifica-

(40) Jaetz, commissaire de Saint-Amand-Tallende, à Boutarel (lettre du 1^{er} germinal an IV (L. 1251).

(41) Procédé en pratique dans le canton de Saint-Gervais (L. 1263).

(42) Voici le curieux récit du commissaire de Tours, Fournet (Lettre à Boutarel du 1^{er} jour complémentaire an IV) : « Je ne suis pas du tout étonné du retard qu'éprouve la rentrée des contributions foncière. Cela vient de certains percepteurs qui abusent de leur qualité pour faire l'agiotage ; le citoyen Roche adjoint et percepteur de la commune de Saint-Flour se conduit de la manière la plus coupable. Il m'est parvenu différentes plaintes sur son compte que je ne vous fais part qu'après l'avoir exhorté à se conduire différemment, vis-à-vis de ses concitoyens. Il ne s'est pas corrigé au contraire. Lorsqu'il fut question de l'impôt foncier, il s'étoit procuré beaucoup de mandats, lorsque les contribuables se présentoient pour payer et leur proposoit de leur en vendre. Certains en acceptoient, d'autres qui s'en étoient procurés à plus bas prix n'en vouloient pas ; a refusé de recevoir la portion de plusieurs en disant que le délai étoit expiré, quoique son registre ne fut pas arrêté. Ce fait de ma connoissance pour en avoir été témoin. Un nommé Pierre Mie ayant été chez lui pour lui payer sa moitié plusieurs jours avant la clôture de son registre refusa de recevoir. Il vint me trouver. Je lui indiquay un jour où je m'y transporterois avant de l'y engager. Je m'y rendit en effet. Mais Roche ayant appris mon arrivée parti sur le champ pour Tours et fit arrêter son registre par le président. Je me rendit le même jour à Domaise pour arrêter celui du percepteur et dans ce moment Roche de retour vint me trouver. Je lui fit des reproches de n'avoir pas reçu des particuliers qui étoient venus chez lui depuis plusieurs jours pour payer. Il me répondit qu'il étoit vrai qu'ils étoient venus qu'il leur avoit indiqué ce jour même à la pointe du jour, que n'étant pas arrivé assez matin il étoit parti pour venir me trouver à Saint-Dier pour faire arrêter son registre, qu'ayant appris avant d'arriver à Saint-Dier par une femme que j'étais allé à Tours il avoit changé sa route. S'il se détermine à ne pas recevoir et à faire arrêter son registre, c'est dans l'espoir de vendre ses promesses de mandats, encore plus cher attendu que d'après la loi, à compter du 1^{er} fructidor on devoit payer les mandats au cours. Cette conduite est d'autant reprehensible, c'est quelle fait beaucoup de mécontents. On met le contribuable dans l'embarras et dans l'impossibilité de payer. Ce qui prouve encore que cet homme agiote les fonds qu'il a déjà reçu, c'est qu'il n'a encore versé chez le receveur, de sorte que le gouvernement doit trouver un grand vuide dans la rentrée. Cet exemple doit bien avoir

tions législatives. Le percepteur de Létang n'hésite pas à s'absenter « des mois entiers » (43) ; son collègue de Monton refuse de recevoir des acomptes pour l'an III, parce que le rôle n'est pas achevé (44).

Il paraît plus commode à certains de dater inexactement leurs endossements. Des feuillets sont arrachés des registres des percepteurs d'Ardes et de la Chapelle-Marcousse : « J'ignore, écrit le commissaire d'Ardes, s'il y a eu infidélité personnelle ou complaisance criminelle de la part des percepteurs, mais je suis intimement convaincu que ces endossements sont frauduleux, et que les sommes énoncées n'ont été données que depuis peu » (45). Le département tance l'administration cantonale et précise : « On va jusqu'à nous assurer... que les deux coupons que le percepteur de La Chapelle dit avoir reçu le 2 vendémiaire n'ont été délivrés qu'à la fin de nivôse, que d'ailleurs ces percepteurs ont fait depuis vendémiaire plusieurs versements dans la caisse du receveur, d'où l'on présume avec juste raison qu'ils n'ont pas gardé en mains leur recette si cette recette eut été faite en vendémiaire... (Il faut) arrêter la cupidité scandaleuse des percepteurs dont nous vous parlons » (46). De même, à Chamalières, des encaissements massifs d'assignats valeur nominale laissent supposer qu'on exige abusivement du papier-monnaie au cours ou même du numéraire (47).

Les percepteurs se sont pas seulement encouragés par l'impunité ; ils ont parfois devant eux l'exemple des receveurs : tel ce préposé à la recette d'Ambert qui fraude sur le prix du transport du numéraire à Clermont (48). Ils ne sont pas seulement tentés de profiter de l'incompétence des autorités locales (49),

lieu dans d'autres communes. Je suis obligé par état de dénoncer ces faits. Indépendamment de ce c'est que cet homme en sa qualité d'adjoint ne fait rien pour la chose publique au contraire. C'est un organisateur, un fanatique, détesté dans sa commune. Il est instruit et en cela dangereux. Il seroit intéressant que cet homme fut écarté de tout employ public. Vous fairay la dessus ce que vous croirez raisonnable. Salut et fraternité. Signé : Fournet » (L. 1251).

(43) L'administration centrale à la municipalité cantonale de Chamalières, 1^{er} germinal an IV (L. 1251).

(44) L'administration centrale à la municipalité cantonale de Monton, 22 germinal an IV (L. 1285).

(45) Lettre du 14 pluviôse an V (L. 1252).

(46) Lettre du 26 pluviôse an V (L. 1252).

(47) Délivération du 28 prairial an IV (*Arch. de Chamalières*, registre du canton, D. 2).

(48) Lettre du commissaire d'Ambert à Boutarel, 9 fructidor an V (L. 1389).

(49) « Les agens des communes de la campagne ne sont pas assez lettrés pour faire le plus petit calcul », écrit à ce propos Gondre, commissaire de Courpière (Lettre du 26 germinal an IV, à Boutarel, L. 1251).

ils peuvent invoquer les risques qui entourent leur fonction : il leur arrive d'essuyer des injures et même de subir des voies de fait (50).

A peine compte-t-on une dizaine de commissaires qui, répondant à une enquête du département, assurent que leur arrondissement est indemne d'agiotage (51). De Thiers, l'ancien Conventionnel Rudel écrit à Boutarel « que s'il y a eu des agens publics infidels, ceux de cette commune méritoient une exception honorable, par leur exactitude et par leur désintéressement » (52). Donc, exception honorable, celle du percepteur qui, en l'an IV et en l'an V, n'a pas tiré parti d'une surveillance insuffisante et d'une législation compliquée à l'excès, dans un dessein malhonnête !

Les versements

Souvent victime de ces malversations, généralement incapable de comprendre les lois, indisposé à l'égard de la contribution en nature, comment le contribuable payerait-il en espèces ou en papier-monnaie ?

Aux yeux de Boutarel, « si les recouvrements des impositions antérieures à l'an V ont quelquefois éprouvé des lenteurs il faut en attribuer la cause 1° a la pénurie des porteurs de contrainte et des garnisaires ; 2° a l'insuffisance et quelquefois a l'insouciance de la gendarmerie ; 3° a l'apathie et a la malveillance de plusieurs administrations municipales ; 4° aux manœuvres des prêtres réfractaires et des autres ennemis de la chose publique ; 5° au deffaut de confection des rolles de plusieurs communes ; 6° enfin a la difficulté de classer les payemens faits en papier-monoie » (53). Rien qui indique une mauvaise volonté du redevable, plus caractérisée qu'antérieurement. En tout cas, le commissaire du Directoire ne veut retenir que les défauts de l'organisation du recouvrement.

Faute de salaires suffisants, la fonction de garnisaire n'est pas très recherchée. A plusieurs reprises, les chefs de contrainte réclament des appointements calculés d'après le taux du prix

(50) Par exemple à Saulzet-le-Froid, à Plauzat, à Orcet, au Cendré (L. 1251, 1252, 1283).

(51) Ceux de Saint-Amand-Tallende, Beaumont, Mirefleurs, Lezoux, Sauxillanges, Pionsat, etc. (L. 1251 et 1390).

(52) Lettre du 24 germinal an IV (L. 1390).

(53) Lettre de Boutarel au ministre des finances, 25 fructidor an V (L. 1263).

de la vie. Ainsi le département leur accorde 100 l. par jour le 17 frimaire an IV, 220 l. le 25 ventôse (54). Il lui faut pouvoir compter sur eux : le système coercitif devient d'une application fréquente à la fin de l'an V ; songeons que le receveur général fait décerner 151 contraintes du 4 au 25 fructidor ! (55).

L'administration centrale n'est pas toujours à l'aise pour présenter au ministre les états de recouvrement. Elle explique par exemple le 19 frimaire an V : « ...Les percepteurs n'ont pas indiqué lors des versements de sommes qu'ils ont recouvrées, sur quelle partie de cotisation ces sommes devoient être imputées... Il nous a fallu faire beaucoup d'opérations en calcul qui ont été longues et très compliquées... » (56). Qu'une confusion regrettable caractérise la comptabilité de l'époque, on peut encore en juger par les observations suivantes que les administrateurs, toujours désireux de se disculper, soumettent à Ramel : « Plusieurs percepteurs ne connaissent pas la vraie taxe du contribuable. Ils ont reçu des a-comptes et différentes espèces de papier-monoies sans les réduire à la valeur réelle ordonnée par la loi, en les appliquant à chaque cotisation ; ...en outre la plupart des procès-verbaux de situation de recouvrement tenus par les percepteurs... (57) ...très inexact puisqu'ils n'annoncent que le nombre des espèce reçu sans explication des époques ou elles ont été versées par les contribuables. Enfin nous devons vous dire aussi qu'il sera presque impossible d'évaluer exactement le recouvrement sur ces deux exercices (an III et an IV) parce que beaucoup de percepteurs n'ont point donné de dattes à leur émargement » (58).

On ne peut oublier d'ailleurs que nombre de percepteurs embrouillaient volontairement les comptes.

Il faut distinguer le rendement des contributions de l'an III et de l'an IV et celui des cinquièmes provisoires de l'an V.

Parfois les contribuables sont effrayés par la masse des assignats qu'ils ont à verser (59). Le plus souvent il marquent une préférence pour l'acquittement en papier-monnaie déprécié : ils redoutent visiblement le retour au numéraire et restent sous l'impression des paiements en nature. Ainsi le commissaire

(54) L. 1254 et 1264.

(55) Voir note 53.

(56) L. 1252.

(57) Ici mots illisibles.

(58) Lettre du 17 brumaire an V (L. 1262).

(59) Lettre de Verdat, commissaire de Montel-de-Gelat, à Boutarel, 22 germinal an IV (L. 542).

d'Ennezat, notant avec satisfaction la rapidité des rentrées, ajoute que « le motif de cette exactitude c'est parce que plusieurs contribuables aisés ont cru se libérer en assignats et être dispensés de payer une portion en nature » (60). De même, à Châteldon, on va plus volontiers chez le percepteur avec du papier-monnaie : « Au moyen de ce, écrit le commissaire, notre canton ne sera plus exposé à se voir enlever des grains qui dans les meilleures récoltes ne suffisent pas à nourrir la moitié de ses habitants » (61). Il en résulte qu'en floréal an V, « les contributions anciennes sont entièrement acquittées et les courantes le sont aussi » (62). L'empressement serait plus vif encore à Herment, où « plus des sept huitièmes des impôts de l'an III sont payés au 16 ventôse an IV... » ; d'enthousiasme, le commissaire s'exclame : « Les assignats pleuvent de toutes parts, et vive la République ! Au diable les chouans ! » (63). Aussi Boutarel adresse-t-il au ministre des lettres pleines de confiance (64).

Dans quelle mesure les chiffres confirment-ils ces impressions optimistes ?

Un état général des recouvrements présente en brumaire an V les résultats globaux suivants (évaluation en valeur réelle et numérique) :

Pour la contribution foncière de l'an III : 3.835.795 l. payées sur 4.164.617 (93 %) (65) ;

Pour la contribution foncière de l'an IV : 3.031.340 sur 4.148.039 (72 %) (66).

Au mois de nivôse an VI, il ne restera plus à recevoir que 153.391 l. de la contribution de l'an III (3 %) et 556.256 l. de celle de l'an IV (13 %) (67). Les chiffres pris tels quels et abstraction faite de la dépréciation, le bilan était assez satisfaisant. Tout

(60) Lettre du 12 floréal (L. 542).

(61) Sans date (L. 1295).

(62) Lettre du 9 floréal (L. 542).

(63) Sans date (L. 542).

(64) Ainsi, la lettre du 25 fructidor an V.

(65) Détail des districts. Il restait à recouvrer :

à Clermont	132.320 l. sur 999.098 l. (13 %)
à Riom	84.873 l. sur 925.047 l. (9 %)
à Issoire	47.475 l. sur 552.786 l. (8,5 %)
à Ambert	21.610 l. sur 342.874 l. (6 %)
à Besse	14.445 l. sur 241.023 l. (5,8 %)
à Billom	18.292 l. sur 409.014 l. (4,4 %)
à Thiers	7.414 l. sur 419.264 l. (1,7 %)
à Montaigut	2.472 l. sur 215.517 l. (1,1 %)

(L. 1272).

(66) L. 1275.

(67) L. 1272.

au moins l'impôt rentrait-il beaucoup plus vite que dans les premières années de la Révolution. Ainsi, en prenant comme date initiale la mise en vigueur de chaque contribution, on aboutit aux constatations suivantes : 13 mois après, 42 % de la contribution de 1791 et 5 % seulement de celle de 1792 avaient été encaissés contre 93 % de celle de l'an III ; 17 mois après, la foncière de 1791 produisait 45 % et la foncière an IV 87 % ; il fallut attendre 52 mois pour obtenir de la foncière 1791 un rendement de 99 % et seulement 29 mois pour l'obtenir de la foncière an III (68).

Le Directoire entendait qu'une notable portion de l'impôt de l'an V fût versée dans le cours même de l'année. Grâce au système des cinquièmes provisoires, il s'agissait de rompre enfin avec la mauvaise habitude des règlements arriérés. L'arrêté départemental du 4 frimaire an V porta, en même temps que la confection des rôles provisoires de l'an V, la perception d'un premier cinquième (69) ; le deuxième cinquième fut établi le 1^{er} germinal et un troisième le 3 thermidor (70). Mais les délais, extrêmement courts, — le mois de la publication de la loi — seraient-ils mieux observés que par le passé ? Les contribuables, en retard pour l'an IV et même pour l'an III, paieraient-ils volontiers leur quote-part de l'an V sur des rôles provisoires ?

Ramel affecta naturellement de considérer les prescriptions législatives comme intangibles. Le 7 floréal, il estimait « la situation véritablement affligeante » (71) ; il renouvelait ses instances le 30 messidor (72) ; le 27 fructidor, il disait son étonnement que les deux premiers cinquièmes ne fussent pas encore recouvrés cinq mois après l'expiration du terme (73). Pour lui, les administrateurs se devaient d'appliquer les sanctions : priver les receveurs et les percepteurs de leurs remises, aller au besoin jusqu'à la saisie et à la vente du mobilier. Le département se retournait alors vers le commissaire du Directoire et le pressait d'agir sur ses collègues des cantons (74). Ceux-ci invoquaient parfois les circonstances économiques défavorables ; le commissaire de Montel-de-Gelat accusait la chute des prix : les monta-

(68) Voir le graphique et la conclusion générale.

(69) L. 994.

(70) L. 237.

(71) Il remarquait qu'aucune recette n'avait été effectuée durant les deux dernières décades de ventôse (L. 1276).

(72) L. 1276.

(73) L. 1263.

(74) Lettre de l'administration centrale à Boutarel, 6 thermidor an V (L. 1263).

gnards de cette région ne parvenaient pas à vendre leurs bestiaux ou ne trouvaient d'acquéreurs que pour des sommes dérisoires (75). D'autres commissaires laissaient entendre que l'époque n'était pas judicieusement choisie pour rappeler aux cultivateurs le devoir fiscal. Dulin, à Aigueperse, considérait les mois de fructidor et de vendémiaire comme les plus favorables parce qu'alors les moissons sont faites ; même son de cloche à Randan (76). C'était au reste l'opinion du receveur général qui, bien que pressé par le département, attendit l'automne pour mettre en marche les garnisaires (77). Pallas, commissaire d'Olliergues, pouvait affirmer en thermidor que « les moyens de la loi du 17 brumaire opéraient mieux que les invitations » ; et, à Thiers, Rudel, l'ancien Conventionnel : « il a été fait a diverses reprises des invitations, elles ont été suivies d'un succès constant. Le premier cinquième de l'an V est comme entièrement acquitté ; le second est au plus des trois quarts. Cette bonne volonté de la part des administrés, après les privations qu'ils ont éprouvés, dépose en faveur de leur attachement et de leur confiance en la constitution de l'an III... » (78). En fait les délais étaient encore dépassés.

La statistique montre qu'au 10 ventôse an V, le premier cinquième n'a donné que 316.864 l. sur un montant de 832.923, soit 37 % (79). Au 1^{er} prairial, on trouve en caisse 521.633 l. sur les 1.665.845 l. que représentent les deux premiers cinquièmes (31 %). Enfin, le 1^{er} fructidor an V, sur les trois premiers cinquièmes décrétés (2.498.770 l.), 691.097 l. seulement sont versés (27 %). « Situation affligeante » prononçait Ramel. Mais les précédents autorisaient-ils l'espoir d'un rendement meilleur ? Quel exercice antérieur de la contribution foncière avait été acquitté avant la fin de l'année courante dans une proportion supérieure à 16 % ? (80). Le point de vue du receveur général, appuyé par les commissaires d'Aigueperse et de Randan, fut d'ailleurs justifié par la suite, puisqu'en nivôse an VI, le rendement des quatre cinquièmes provisoires s'éleva à 68 %. En somme le paysan demeurait par trop prisonnier des vicissitudes économiques et monétaires pour que l'amélioration de la perception satisfît pleinement le gouvernement.

(75) Lettre du 5 fructidor an V (L. 1283).

(76) Lettres du 1^{er} fructidor et du 20 thermidor an V (L. 1283).

(77) L. 1263.

(78) Lettre à Boutarel, 3^e décade de thermidor an V (L. 1263).

(79) L. 1276.

(80) 691.097 l. sur un total présumé de 4.164.000 l.

A quoi correspondait au juste l'effort du contribuable ? et si celui-ci se libérait plus vite, n'était-ce pas parce qu'il ne lui en coûtait guère ? On voudrait pouvoir répondre à ces questions par des chiffres précis. Car l'évaluation même « valeur réelle et numérique » (81) n'impliquait nullement une encaisse en espèces valeur 1790. Malheureusement des états de recouvrement journaliers ou au moins décadaires font défaut, lesquels permettraient le calcul approximatif du rendement véritable. Il en résulte que nous nous trouvons par là-même dans l'impossibilité de suivre la chronologie précise de l'entrée en vigueur des lois (82).

(81) Cf. p. 402.

(82) Détail du recouvrement de la contribution foncière an III dans le district de Clermont (brumaire an V) :

Montant de la contribution.	999.098 l. 7.9	
Cotes des bâtiments.....	43.488 l. 11	
Cotes des fonds.....	955.609 l. 16.9	
Moitié payable en valeur nominale	523.293 l. 9.4	entièrement recouvrés
Cotes des fonds dues en nature	477.804 l. 18.4	
Montant en assignats de la partie due en nature.....	30.961.440 l.	
	21.984.088 l.	recouvrement en assignats et mandats valeur nominale
	407.709 l.	en grains évalués au tarif
	22.391.797 l.	
Reste à recouvrer :		
en assignats	8.569.643 l.	
en valeur réelle et numérique.	132.320 l.	

CHAPITRE VI

La contribution personnelle et somptuaire

Caractères de l'impôt

La contribution mobilière avait été condamnée par l'expérience : le mécanisme complexe imaginé par les Constituants, la difficulté d'évaluer les richesses autres que les biens-fonds, les injustices et les protestations qui en étaient résultées, tout conspirait contre le rétablissement de cet impôt.

La Convention finissante voulut concilier les besoins urgents de la Trésorerie avec les garanties que peut donner au contribuable le respect de la règle de quotité. Ainsi naquit la personnelle et somptuaire, dans la séance du 7 thermidor an III (1).

Comme son nom l'indiquait, cette nouvelle contribution portait d'abord sur la personne, à raison d'une somme de 5 l. par an. N'étaient exceptés du paiement que les manœuvres dont le salaire journalier n'excédait pas 30 sous, valeur métallique de 1790 (2) et plus généralement tous les citoyens jouissant d'un « revenu moindre que 365 journées de travail ». Cette première taxe, d'une très grande simplicité, serait d'une application aisée. Mais elle violait le principe, posé par la Constituante, de la proportionnalité de la charge fiscale. A vrai dire, elle n'allait pas à l'encontre du système de quotité, puisque le rendement dépendrait du nombre des redevables.

Pour frapper le luxe et même le superflu il fallait adopter la progressivité d'une contribution sur le revenu. Or les Monta-

(1) Cf. p. 331.

(2) La Commission des revenus nationaux insista sur ce point dans sa circulaire du 18 fructidor an III.

gnards eux-mêmes n'avaient jamais pensé l'appliquer autrement qu'aux emprunts forcés et aux taxes extraordinaires. Les Thermidoriens s'en tinrent aux signes extérieurs de la richesse, estimation plus commode mais généralement inexacte du train de vie réelle. Ils reprirent quelques données de l'ancienne mobilière : les domestiques, les chevaux de luxe, les voitures de maître (3). Ils substituèrent à l'indice loyer le dénombrement des cheminées et des poêles ; seraient naturellement exemptés les ménages qui possédaient seulement la cheminée de la cuisine et celle du four, moyens de chauffage indispensables à l'existence. La cote varierait à raison de la population de la commune ; la charge pèserait davantage sur les bourgeois des localités importantes : le citadin de Clermont disposant par exemple de trois cheminées et de deux poêles paierait 18 l. 15 s. tandis que pour les mêmes commodités, le paysan ne déboursait que 9 l. 7. 6. On avait voulu éviter, dans une certaine mesure, le double emploi avec la foncière, vice fondamental de la mobilière (4).

Formation des rôles

Un trait essentiel de cette création était, nous l'avons déjà marqué, d'exclure toute exigence a priori. Cette excellente résolution de la part des Conventionnels ne pouvait malheureusement se traduire que par de fâcheux résultats si l'exécution incombait entièrement, comme par le passé, à des administrations élues : précisément, aux municipaux le soin de former les matrices des rôles d'après les déclarations des contribuables ; aux municipaux, la mission délicate de rectifier les déclarations infidèles et de constater les tentatives de fraude (5). En outre, par un étrange oubli, l'Assemblée avait omis de fixer un délai pour la formation des rôles (6). Il n'y avait pas jusqu'au paiement, en assignats valeur nominale, qu'elle n'abandonnait à l'incertaine bonne volonté des citoyens intéressés.

Avant de se séparer, la Commission des revenus nationaux laissa entendre que les matrices devaient être achevées en bru-

(3) Seuls les domestiques « mâles attachés à la personne et aux soins du ménage » étaient visés par la loi.

(4) A défaut de progressivité sur le revenu, on avait admis la progressivité des taxes somptuaires.

(5) La sanction était une amende du quadruple de l'imposition.

(6) L'article 13 portait seulement que la déclaration du contribuable devait être fournie dans la décade.

maire an IV (7). Mais le Directoire exécutif parut se désintéresser d'un impôt au rendement lent et faible. Comme la Convention montagnarde jadis, il se consacra à l'emprunt forcé.

Il est aisé de se rendre compte que, dans un département comme celui du Puy-de-Dôme, la loi fut mise en veilleuse. Le commissaire par intérim Vimal-Lajarrige a beau protester, le 30 ventôse an IV, auprès du ministre des finances « que la confection de ces rôles est en grande activité » : à cette date, la plupart des cantons n'ont pas encore envoyé leurs états (8). Une centaine de communes seulement se mettent en règle dans les mois suivants (9). L'administration centrale ne réagit pas, apparemment, contre les défaillances. Or, le 22 thermidor an IV, le décret paraît qui établit la contribution personnelle de l'an IV (10). Ramel s'émeut et exige l'application des sanctions. Un arrêté du 5 vendémiaire an V lance donc les garnisaires chez les municipaux oublieux de leur devoir (11). Les résistances tombent peu à peu : en prairial, on n'attend plus que 64 matrices, 45 en thermidor et 27 en fructidor (12). Le 11 vendémiaire an VI, quand sept des anciens districts ont achevé leurs opérations, la loi créatrice de la personnelle est déjà vieille de deux ans !

Beaucoup de municipalités livrent d'ailleurs simultanément les rôles de l'an IV et de l'an III (13). Il leur suffit en effet de corriger les erreurs commises et de tenir compte du mouvement démographique (14). Les modifications apportées au mode de paiement n'intéressent pas l'assiette. Cependant l'administration cantonale de Besse observe que nombre d'habitants, susceptibles de verser « sans se plaindre », en assignats valeur nominale, la cotisation de l'an III, étaient incapables de s'acquitter, pour l'an IV, en numéraire ou même en papier-monnaie au cours (15).

Le contingent de la contribution mobilière avait été de 699.200 l. en 1791, « ce qui donna lieu à une infinité de récla-

(7) Bloch, *Recueil*, p. 540.

(8) L. 995.

(9) Lettre-circulaire de l'administration centrale aux administrations cantonales, 5 messidor an IV (L. 995).

(10) Bloch, p. 585.

(11) Cantons de Riom, Thiers, Issoire, Neschers, Cébazat, Viverols, etc. (L. 1007).

(12) L. 1030.

(13) Celles de Neschers, de Mauzun entre autres (L. 1007).

(14) La loi du 22 thermidor an IV avait simplement prolongé les effets de celle du 7 thermidor an III (Bloch, p. 585) ; lettres de l'administration centrale, 9 fructidor an IV (L. 996) et de Boutarel, 8 germinal et 18 fructidor an V (L. 1007) aux municipalités de cantons.

(15) Lettres du 15 prairial an VI (L. 1007).

mations en surtaxe toutes fondées et sans la facilité du paiement d'alors, bien certainement le recouvrement eût été impossible. En 1793, le corps législatif pénétré de la difficulté de la répartition d'une somme aussi considérable réduisit le montant à 222.397 l. Enfin, en l'an III on s'attacha scrupuleusement à l'observation de la loi et les rôles de cet exercice ne portèrent le principal de cette contribution qu'à 102.096 l. 6 s. 11 d., d'où il faut en conclure que les facultés mobilières et somptuaires de ce département n'offrent qu'une très faible ressource pour les besoins de l'Etat » (16). Cette appréciation, qui sent par trop le plaidoyer en faveur des intérêts locaux, n'est d'ailleurs pas en tous points exacte. L'administration centrale de l'an VI, en rédigeant ces lignes, oublie manifestement que la contribution du 7 thermidor an III est uniquement basée sur le principe de la quotité ; d'autre part, elle peut difficilement prétendre qu'une taxe personnelle uniforme frappe réellement les richesses mobilières.

Avec les sous additionnels, l'effort global du département ne s'élevait qu'à la somme modique de 132.958 l. L'abandon du système de répartition tarit la productivité de nombreux rôles. « Nous vous observons, écrivait l'administration cantonale de Riom-extérieur, qu'il n'y aura pas de rôle pour la contribution personnelle dans les communes de Chateaugay, Ménétrol et Pessat-Villeneuve attendu que dans ces communes il n'y a point de citoyens jouissant d'un revenu excédant 365 journées de travail » (17). La commune de Saint-Anthème fut la seule de son canton à fournir des noms (18). Les officiers municipaux de Champeix exemptèrent leurs concitoyens du Crest, de Grandeyrol, Montaigut, Clémensat, Chidrac, Pardines (19). Ailleurs, une interprétation opposée. Dans le canton de Montel-de-Gelat, « les taxes portent sur la plus grande partie et presque l'universalité des habitants, dans le cas d'être exemptés aux termes de la loi, au point que le plus grand nombre des cotisés n'est composé que de gens de bras, ne jouissant que de 5, 6, 10 et 20 journées de travail au plus, ce qui donne lieu à une infinité de plaintes et même au refus de paiement » (20). Même erreur à

(16) Adresse des administrateurs du département du Puy-de-Dôme aux représentants du peuple composans le Conseil des Cinq-Cents, 17 fructidor an VI (L. 240).

(17) Lettre du 25 fructidor an IV à l'administration centrale (L. 1006).

(18) Lettre de Dubien, commissaire du canton extérieur d'Ambert, adressée à l'administration centrale le 8 pluviôse an V (L. 1006).

(19) Arrêté du 25 prairial an V (L. 1006).

(20) Délibération du 3 fructidor an V (L. 1006).

Pionsat, où l'administration dut refaire l'assiette « attendu que dans plusieurs communes on avoit compris dans les rôles de l'an III tous les citoyens indistinctement quelque fut leur revenu » (21). Le canton de Besse n'observa pas mieux les dispositions législatives (22). Celui de Chamalières se demanda sur qui faire porter l'impôt : les propriétaires aisés ? ils habitaient Clermont ; les cheminées ? « cette commodité (était) très peu multipliée ». Comment ne pas taxer les petites gens ? (23).

Si les ruraux essayaient de se tirer d'affaire d'une manière ou d'une autre, les villes s'efforçaient également de se dérober. Nous avons le long mémoire que la commune de Clermont rédigea pour prouver ses faibles capacités de paiement : suppression des maîtrises sans indemnités, ruine de plusieurs industriels, émigration de nombreux bourgeois cossus et de religieux, logement des gens de guerre, poids des patentes ; autant de raisons qui militaient en faveur d'une participation réduite de la ville (24).

Caractères de la charge

Si l'on évalue le poids de la contribution personnelle et somptuaire par tête d'habitant, l'inégalité saute aux yeux d'un canton à l'autre. Ainsi, dans les environs de Clermont, l'impôt serait de 1 l. 8 s. à Aubière, 18 s. à Beaumont, 1 s. 2 d. à Chamalières et de 10 deniers seulement à Cournon. Les villes ne prennent qu'une faible part du total départemental : réunissant 13 % de la population, elles ne donnent que 14 % de l'impôt en l'an III contre 39 % en 1791 (25). Comparons la cité de Thiers et les deux cantons de Courpière et de Vollore qui, réunis, groupent le même nombre d'habitants (10.500 environ) : tandis que les ruraux versent 10.400 l., les Thiernois n'en déboursent que 6.600. Le contraste saisit davantage entre Riom (13.800 habitants, 2.112 l. de contribution) et les trois cantons campagnards de Gerzat, Pont-du-Château, Aubière (13.171 habitants, 8.369 l.). Il faut croire que les taxes somptuaires comptaient peu à côté de la taxe personnelle de 5 l. ! (26).

(21) Lettre du 1^{er} floréal an V à l'administration centrale (L. 1007).

(22) Lettre du 15 prairial an VI (L. 1007).

(23) L'administration municipale de Chamalières à l'administration centrale, 23 fructidor an V (L. 1011).

(24) Les administrateurs de Clermont-Ferrand à ceux du département, 24 fructidor an V (L. 1011).

(25) Voir p. 216.

(26) Il faut d'ailleurs noter que les domestiques mâles étaient plus nombreux à la campagne qu'à la ville.

Les différences, souvent considérables, entre les rôles de l'an III et ceux de l'an IV, soulignent les erreurs de l'assiette. Nombre de cantons ruraux, exceptionnellement chargés la première année, apparaissent soulagés par la suite (27).

Arbitraire, cette contribution n'atteint guère son but essentiel : frapper les ressources mobilières.

Les rentrées

Le recouvrement dépendit non seulement de la formation des rôles mais du mode de paiement. Les opérations de l'assiette n'avaient pas été menées avec rapidité : or, en vendémiaire an V, 64 % de la contribution de l'an III était encaissée et même 27 % de celle de l'an IV (28). On ne peut s'expliquer ces résultats assez satisfaisants que par les facilités offertes aux contribuables de se libérer en assignats et en mandats valeur nominale. Mais par là-même l'Etat faisait une recette illusoire.

L'an V marqua par contre une stagnation très nette, puisqu'en vendémiaire an VI, les versements n'atteignaient que 66 % du montant de la personnelle an III et 56 % de l'exercice suivant (29). Ce palier coïncidait avec l'obligation de s'acquitter en papier-monnaie valeur au cours ou en numéraire.

Il en résulta une très laborieuse liquidation d'une des créations fiscales les moins heureuses de la Révolution, et cela jusqu'aux derniers jours du Directoire (30).

(27) Ainsi les cantons de Courpière, Lezoux, Maringues, Aubière, Gerzat, Mauzun, etc. Le canton de Marsac, apparemment surchargé, se trouva diminué alors que son voisin de Saint-Amant-Roche-Savine, faiblement taxé, était augmenté (L. 1006).

(28) 86.477 l. sur 132.958 l. et 28.402 l. sur 102.096 l. (L. 1272).

(29) Respectivement 87.924 l. et 45.195 l. (L. 1272).

(30) Personnelle an III : 76 % recouvrés au 30 thermidor an VI et 95 % au 30 brumaire an VII ; personnelle an IV : 67 et 70 % aux mêmes dates, 87 % au 30 thermidor an VII (L. 1275). Voir d'ailleurs le graphique (appendice n° 4).

CHAPITRE VII

La nouvelle patente

La patente en l'an IV

Désireux d'atteindre la richesse mobilière et particulièrement les profits commerciaux, les Conventionnels thermidoriens avaient songé à ressusciter la patente, mais sous une forme différente de celle de 1791. L'expérience prouvait que la valeur locative des maisons et des locaux professionnels n'était pas facile à estimer sans expertise et qu'une semblable évaluation, confiée aux municipalités, n'offrait pas une base très sérieuse. Les membres de l'Assemblée renoncèrent à une taxe proportionnelle pour adopter le principe d'une taxe fixe. D'ailleurs ils créaient la contribution personnelle, dans le même esprit. Les seules données qui entraient dans le calcul de la patente ainsi conçue seraient le genre du négoce et l'importance de la localité. La loi du 4 thermidor an III distingua donc entre les patentes générales « accordées à ceux qui veulent faire toute espèce de négoce ou de commerce » et les patentes particulières « à ceux qui veulent faire des négoce ou commerces spécialement désignés » (1). Les administrations cantonales tiendraient les registres et les receveurs de l'enregistrement encaisseraient (2). C'était une nouveauté de confier aux employés des contributions indirectes le recouvrement d'un droit qui, de 1791 à 1793, avait relevé des percepteurs ordinaires. Mais la Convention n'avait pas été jusqu'au bout dans cette voie puisque le visa, par conséquent l'établissement de la patente, restait

(1) Bloch, *Recueil*, p. 509.

(2) Un recensement de la population permettrait aux receveurs de l'enregistrement d'« établir leur perception sur des bases certaines » (Circulaire du 1^{er} fructidor an III, Bloch, p. 522).

dans les attributions des corps administratifs élus. Elle aurait dû craindre cependant des tiraillements entre le personnel de l'enregistrement et les municipalités (3).

Le directoire départemental de l'an III, voulant « établir une marche uniforme à cet égard », distribua aux cantons les noms de tous les négociants assujettis à la patente sous la Constituante (4). Puis, conformément à un arrêté pris par la Commission des revenus nationaux le 1^{er} fructidor, il dressa le tableau de la population de toutes les localités (5).

Mais l'entrée en fonctions des administrateurs de l'an IV ne fut pas pour hâter l'application de la loi. Desaignes, directeur de l'enregistrement, le constata en frimaire : « Dans la plupart des communes de ce département, les marchands et négociants très connus se dispensent pour la plupart d'acquitter le droit de patente... l'inexécution de la loi a leur égard procède principalement du défaut de surveillance et d'activité de la part des administrations municipales chargées spécialement de la faire exécuter » (6). On alerta donc les commissaires cantonaux, mais vainement. « Je me trouve forcé de vous dire que vos invitations aux différentes municipalités sont restées sans effet », observe Desaignes en ventôse. Il cite alors le cas « d'un particulier de Montaigut qui se faisait gloire de vendre du savon, du sel et du tabac sans prendre patente » ; le receveur de la régie du lieu adresse une plainte au commissaire du pouvoir exécutif qui « n'en fait aucun cas » (7) ; et le département doit semoncer le représentant du gouvernement auprès du canton pour obtenir que le « particulier » s'incline (8). Au reste la mauvaise volonté des commissaires doit être assez générale : « Ils n'ont rien fait pour obliger les particuliers à se mettre en règle », si bien que « les officiers municipaux de quelques communes sont les premiers à donner le mauvais exemple » (9). Il y a aussi les abus : tel commerçant en gros se contente de prendre une patente simple comme s'il détaillait ; nombre d'aubergistes, de colporteurs

(3) Il n'avait pas été question de rétablir les visiteurs des rôles.

(4) Circulaire du 12 fructidor an III aux districts (L. 1084). — *Textes patente*, n° 34.

(5) L. 1095. — Il y eut d'ailleurs des protestations. Une délibération de l'administration centrale, en date du 9 frimaire an IV, porta que le receveur d'enregistrement ayant prélevé le droit de patente « un taux au-dessus de celui résultant de la vraie population », rembourserait le trop perçu.

(6) Lettre du 6 frimaire an IV à l'administration centrale (L. 1084). — *Textes patente*, n° 36.

(7) L. 1084.

(8) L. 1084.

(9) Lettre de Desaignes à Vimal-Lajarrige, le 25 pluviôse an IV (L. 1084).

et de forains adoptent la même attitude réticente qu'en 1791 et en 1792 (10).

A partir de floréal an IV, on entame des poursuites (11). A Riom, les commissaires de police dressent procès-verbal (12). La municipalité de Thiers envoie les noms des « contrevenants » au juge de paix et les amendes améliorent la situation au début de l'an V (13). A Menat « plusieurs citoyens acquittent volontairement l'amende qu'ils avaient encourue pour leur retard » (14). Mais Gondre, commissaire de Courpière, se plaint des débours qu'entraîne chaque citation : 15 sous d'enregistrement et 10 sous de papier ; il a fait l'avance des frais ; qui le remboursera ? (15). Cette question oppose la régie et les commissaires. Le receveur de l'enregistrement de Cunlhat prétend que c'est au délégué du gouvernement à « faire l'avance de tous les frais » ; le commissaire Pallas riposte avec vigueur (16).

Les poursuites ne sont d'ailleurs pas partout nécessaires. Ainsi la loi du 4 thermidor an III reçoit entière exécution à Cournon et à Sauxillanges (17). Il faut, à Châteldon, « de l'activité, des sollicitations et quelques menaces », mais les résultats satisfont le commissaire (18).

Une idée du rendement de cette contribution nous est donnée également par le nombre des feuilles timbrées adressées aux cantons, utilisées ou retournées par eux. Exemple : à Montaigut, 170 feuilles inemployées sur 334 ; 38 sur 45 à Mirefleurs ; 130 sur 215 à Saint-Gervais ; 40 sur 75 à Lamontgie ; 21 sur 42 à Monton ; 16 sur 45 à Ambert ; 42 sur 57 à Ravel, etc. (19). Malheureusement de pareils chiffres laissent une impression confuse.

Les quittances étaient délivrées par les receveurs d'enregistrement, qui portaient les frais des timbres au compte des administrations municipales. Celles-ci avaient droit au dixième du pro-

(10) Des cas de ce genre sont signalés à Viverols, Saint-Germain-Lembron et Lezoux (L. 1004 et 1095).

(11) Ainsi dans le canton de Saint-Amand-Tallende, 34 citoyens sont cités et 24 jugés (L. 1095).

(12) Délibération du 26 floréal an IV (Registre des délibérations, *Arch. communales de Riom*).

(13) Registre des délibérations, *Arch. de Thiers*.

(14) Lettre de Fournier, commissaire de Menat, 14 floréal an V (L. 1252).

(15) Lettre du 9 messidor an V (L. 1096).

(16) Lettres des 14 et 15 floréal an V. Le commissaire affirme : « ...Je vous ay déjà dis et je vous le répète que je n'agis que pour la république, et que vous devés faire l'avance de tous les frais et que vous aurés la faculté de les retenir... » (L. 1095). — *Textes patente*, n° 40.

(17) L. 1095.

(18) Lettre du 2 germinal an IV (L. 1084).

(19) L. 1096.

duit des patentes ; mais elles payaient le montant des feuilles inutilisées ; en sorte qu'elles pouvaient ne tirer de la contribution aucun profit. Il en résulta des chicanes entre les municipalités et l'enregistrement. Une autre déconvenue attendait les administrateurs de canton. La recette des patentes fut effectuée en mandats au début de l'an V ; lors du retrait de ce papier-monnaie, on suspendit le décompte du dixième revenant aux municipalités. Elles protestèrent. Le ministre prescrivit de les régler « à raison d'un franc en numéraire pour 100 francs de mandats » (20).

La patente en l'an V

Le recouvrement du droit de patente pour l'an IV se prolongea jusqu'à la fin de l'année suivante. Les effets de la loi du 6 fructidor an IV, réglant ce droit pour l'an V, se firent sentir simultanément. Ce chevauchement de deux exercices s'était déjà présenté en 1792 avec tous ses inconvénients ; alors, du moins, la législation n'avait pas été modifiée.

Certes la patente de l'an IV était d'une application simple, même simpliste, puisqu'on lui reprochait d'engendrer des injustices, faute de se conformer à la règle de la proportionnalité. Les Conseils et le Directoire devaient-ils pour autant fonder la patente de l'an V sur de nouvelles bases ? Ils le crurent. Ils maintinrent un droit fixe payable suivant un certain tarif (21), mais y ajoutèrent un droit proportionnel égal au dixième de la valeur locative des maisons d'habitation, boutiques, ateliers, etc. ; n'en seraient exempts que les particuliers assujettis à un droit fixe de plus de 40 l. (22). On connaîtrait la valeur locative par la production des baux ou par l'extrait du rôle de la contribution foncière de l'an III. Une loi du 11 germinal an V fit aux municipalités cantonales une obligation de rédiger une liste mensuelle des citoyens patentés et aux commissaires d'envoyer l'état des poursuites (23). Le délai pour l'acquittement du droit de l'an V avait d'abord été fixé au dernier jour du mois pendant lequel la loi du 6 fructidor serait publiée, il fut prorogé jusqu'au

(20) Lettre de l'administration centrale au ministre Ramel (14 germinal an V) et réponse (26 germinal) (L. 1096).

(21) La répartition des métiers par classe fut complétée par la loi additionnelle du 9 frimaire an V (Bloch, p. 632).

(22) Bloch, p. 602.

(23) Tout manquement à ces obligations aurait pour effet l'envoi de commissaires sur les lieux, aux fins d'enquête et aux frais des autorités responsables (Cf. circulaire citée par Bloch, p. 654).

15 brumaire an V (24). L'exercice sans patente d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie quelconque après cette date entraînerait la condamnation « au payement du quadruple droit » (25).

Dans une circulaire fort détaillée qu'il adressa aux commissaires cantonaux le 1^{er} frimaire an V, Boutarel insista sur la nécessité « de découvrir les contrevenans » et de les poursuivre devant les juges de paix. « Il faut pour cet effet que vous agissiez de concert avec les commissaires de police et les receveurs des droits d'enregistrement... Toute négligence à cet égard, de la part des fonctionnaires publics, serait extrêmement coupable » (26). Desaignes invita de son côté les receveurs d'enregistrement à dresser avec exactitude leurs états et aussi les procès-verbaux de poursuites (27).

Mais des bruits circulaient, « répandus par des malveillants », que les délais accordés pour l'obtention des patentes avaient été prorogés de six mois (28). Les chicanes persistaient entre commissaires et receveurs de la régie (29). Des administrations municipales apportaient de la négligence à la rédaction des états mensuels lesquels parvenaient « informes » ou avec des retards punissables (30). Il y avait toujours des commissaires pour être accusés « de mettre de l'insouciance à faire exécuter les loix sur les patentes » (31); certains gardaient la tendance à l'indulgence vis-à-vis des contribuables (32). Si l'administration centrale

(24) Loi du 25 vendémiaire (Bloch, p. 616). — Circulaire de Boutarel en date du 1^{er} frimaire an V (L. 1085).

(25) Art. 17 (Bloch, p. 600, L. 1085).

(26) Le département écrivait déjà, le 28 fructidor an IV : « Les besoins du gouvernement exigent que vous preniez les mesures les plus promptes pour que la perception du droit de patente s'effectue incessamment... » (L. 1084). L'administration centrale revint encore à la charge les 9 et 11 nivôse an V s'adressant directement aux intéressés (L. 1085).

(27) Lettre du 15 vendémiaire an V (L. 1085).

(28) Rigodon, commissaire de Viverols, s'en fit l'écho dans une lettre du 4 frimaire an V (L. 1098).

(29) A Besse, par exemple (Lettre du Commissaire Laval à Boutarel, 17 thermidor an V, L. 1096). — *Textes patente*, n° 43.

(30) Note de séance du département (floréal an V) : elle incrimine les administrateurs de Clermont, Champeix, Combronde, Issoire, Lamontgie, Volvie, Ravel et Cunlhat (L. 1263).

(31) Lettre de Boutarel aux commissaires de Courpière et d'Augerolles (27 floréal an V) : « ...Si vous n'employés tous les moyens qui sont à votre disposition pour activer le recouvrement du droit de patente je me verrai forcé de provoquer contre vous les peines que vous aurés encouru par l'inexécution des deux dernières loix. J'espère que vous m'éviterez ce désagrément » (L. 1085). Il est à remarquer que le rendement du canton de Courpière s'avéra considérable. — *Textes patente*, n° 41.

(32) Ainsi le commissaire de Beaumont, Fraisse (Lettre à l'administration centrale, 1^{er} messidor an V, L. 5891).

acceptait encore de poursuivre les particuliers, elle ne cessait de marquer sa répugnance à mettre en marche l'appareil de sanctions contre les municipalités des cantons (33).

Les dates prévues pour l'acquittement de cette patente furent largement dépassées. Ainsi, dans le canton d'Herment, 63 contribuables sur 107 étaient en règle, non au 15 brumaire, mais à la fin de thermidor ; 45 sur 51 dans le canton d'Ennezat ; 55 sur 84 dans les villages des environs d'Issoire. Un important arriéré pèserait sur l'exercice de l'an VI (34).

Peut-on évaluer la charge que représentait ce droit ? Un bilan dressé le 30 nivôse an VII donne le nombre de 12.673 patentés astreints à payer plus de 120.000 l. en numéraire (35). L'impôt est levé beaucoup plus systématiquement qu'en 1791, année où il n'avait pas produit 40.000 l. (36). Pour la première fois, toutes les communes du département figurent au tableau général dressé à Clermont (37). Inscrit sur une carte, il donne lieu aux constatations suivantes (38) :

La répartition apparaît assez uniforme, la plupart des cantons ayant de un à quatre patentés par 100 habitants ; en dehors des principales villes, seules les circonscriptions de Courpière et de Pont-du-Château présentent un pourcentage supérieur. Les régions qui comptent un nombre restreint de contribuables sont très souvent les environs immédiats des agglomérations importantes (39). Dès qu'on s'éloigne des gros centres, le commerce local retrouvant son importance pourrait expliquer l'augmentation du nombre des patentés.

Faute de pouvoir apprécier la valeur des sommes versées en mandats (40), ne retenons que l'impôt acquitté en numéraire ; nous observons que les villes payent généralement beaucoup plus qu'en 1791 : 1 fr. 04 à Clermont (0 fr. 41 en 1791) par habitant ; 1 fr. 07 à Thiers (0 fr. 30 en 1791) ; 0 fr. 81 à Issoire (0 fr. 05) ;

(33) « Cette mesure infiniment pénible a mettre en oeuvre par la persuasion ou nous sommes de la sensibilité qu'elle vous auroit fait éprouver, nous a déterminé à en suspendre l'employ jusqu'au 5 messidor prochain... » (lettre du 25 prairial an V à la municipalité cantonale de Saint-Amand-Tallende, L. 1085).

(34) L. 5924, 5930 et 5933.

(35) L. 1096.

(36) Voir p. 182.

(37) Cf. liasses relatives aux cantons sous le Directoire.

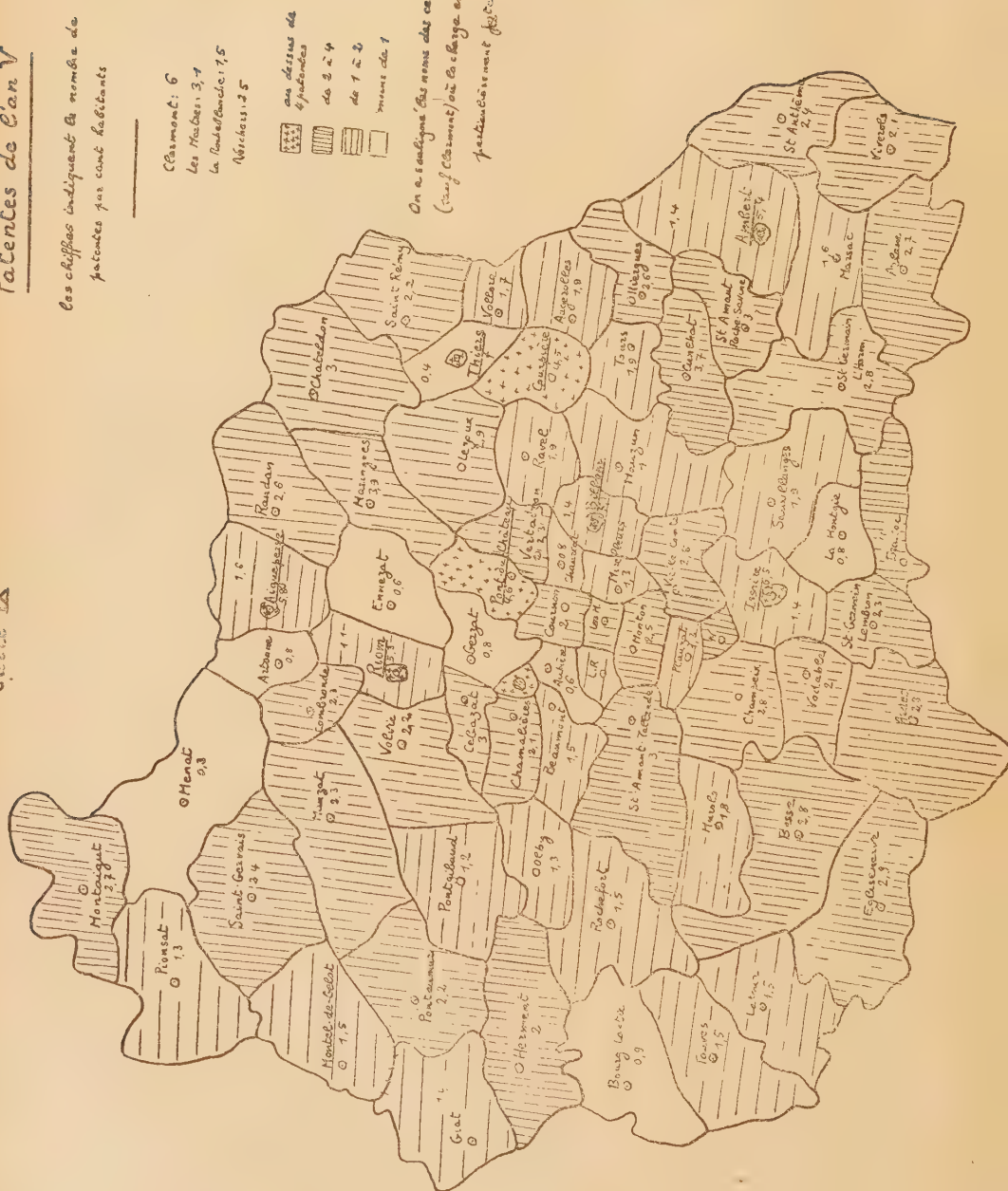
(38) Voir la carte des patentes an V (p. 418).

(39) Environs de Riom, Clermont, Billom, Thiers, Issoire, Ambert.

(40) Elles sont souvent considérables : 8 fr. à Riom et 39 fr. à Issoire par habitant.

Patentes de l'an V

Les chiffres indiquent le nombre de
patentes par cent habitants



On a saigné les nœuds des centres
(truflement) où la charge est
particulièrement forte.

o fr. 57 à Ambert (o fr. 01) ; o fr. 41 à Billom (o fr. 16) (41). Il y aurait au contraire diminution dans certains cantons ruraux, exagérément taxés sous la Constituante (42) ; non que le taux de la contribution ait été abaissé : les redevables seraient plutôt moins nombreux (43).

Dans les débuts de la Révolution, la patente souffrait de sa nouveauté, des dispositions fâcheuses contenues dans la loi, de l'indépendance exagérée des municipalités, du zèle inégal des visiteurs des rôles. Sous le Directoire, les négligences des administrations locales persistent et les difficultés monétaires compliquent les opérations de recouvrement ; mais l'ordre s'installe indéniablement dans la comptabilité, le travail du fisc gagne en méthode et cet effort aboutit à un certain ajustement entre le montant de l'impôt et l'importance économique des localités.

(41) Par exception, à Riom : 0 fr. 38 en l'an V contre 0 fr. 43 en 1791 ; mais il y a lieu de tenir compte des versements en mandats.

(42) Canton d'Aubière : nombre de patentes, en 1791 : 56 ; en l'an V : 17 ; montant : en 1791 : 161 l. 0.6 ; en l'an V : 122 l. — Canton de Beaumont : 103 patentes en 1791, 47 en l'an V ; montant : 401 l. 5 en 1791, 115 l. en numéraire et 1.529 l. en mandats en l'an V.

(43) On peut s'en rendre compte par les trois exemples suivants : Saint-Hérent (Ardes) : en 1791 : 5 patentes, 1 l. 7 ; an V : 1 patente, 10 l. ; Perrier (Issoire extérieur) : 1791 : 1 patente, 70 l. 4 ; an V : 7 patentes, 36 l. ; Saint-Julien-Herment (Herment) : 1791 : 19 patentes, 75 l. 3 ; an V : 4 patentes, 52 l. — Voir le tableau de la patente an V dans le *Recueil de textes... relatifs à la patente dans le département du Puy-de-Dôme*, p. 95.

CINQUIÈME PARTIE

DU 18 FRUCTIDOR AU 18 BRUMAIRE

CHAPITRE PREMIER

Le Directoire et les contributions directes des élections de l'an V au coup d'état de Bonaparte

Les lois fiscales devant les Conseils avant le 18 fructidor

Les cinq mois qui précédèrent le 18 fructidor furent une époque de confuse agitation politique. La nouvelle majorité législative, issue des élections de germinal, dénonçait la dilapidation des revenus publics par le pouvoir exécutif, l'insuffisance et la carence des administrateurs des départements et des cantons. Les Directeurs reprochaient aux Clichyens de priver la République des ressources indispensables (1). Lorsque Ramel proposait la création d'une agence des contributions laquelle présiderait, dans chaque département, à leur répartition et à leur recouvrement, les Cinq-Cents se dérobaient.

Si les projets fiscaux préparés avant germinal restèrent longtemps sur le chantier, ils ne furent cependant pas tous enterrés. Tandis que Defermon préconisait la prépondérance des impôts indirects (2), la contribution foncière de l'an V, dont la loi du 16 brumaire avait fixé le montant global, était votée, avec les dispositions essentielles du rapport que Gibert Desmolières avait présenté le 27 germinal. Il était entendu qu'au cours de la répartition les corps administratifs pourraient « faire toutes les réformes que les convenances locales, la justice et l'égalité prescrivent ».

(1) M. Marion, *Hist. financière*, t. IV, pp. 9-54.

(2) Marion, *ibid.*, t. IV, p. 28.

Une innovation consistait à confier ce travail à des répartiteurs qui, choisis au nombre de cinq parmi les contribuables, assisteraient les municipalités. Les matrices des rôles seraient ainsi vérifiées et rectifiées (3).

La loi du 18 prairial an V avait donné lieu à de longues discussions. La majorité de droite hésita plus longtemps encore avant de se rallier à la réforme de la contribution personnelle que Ramel préconisait (4). Le ministre voulait un chiffre déterminé, en sorte qu'il fallait revenir à un impôt de répartition. La cruelle pénurie de numéraire ramenait le gouvernement à la formule de l'ancienne mobilière. Ainsi la loi du 14 thermidor an V créa une contribution personnelle, mobilière et somptuaire, dont le principal fut fixé à 60 millions (5). Un jury d'équité, composé de contribuables à la désignation de l'administration municipale, devait régler la cote personnelle ; la cote mobilière, du double en principe, porterait sur tous les revenus non soumis à la contribution foncière ; déduction en serait faite des taxes somptuaires à raison des domestiques, chevaux, voitures, etc., taxes dont la progressivité s'accusait moins qu'en l'an III et en l'an IV.

Lors du coup d'état de fructidor, la législation fiscale s'était donc enrichie d'une combinaison ingénieuse, sinon heureuse. Certes la création des répartiteurs et des jurys d'équité représentait un effort de plus pour satisfaire à l'esprit de justice dans l'assiette de l'impôt. Mais les luttes politiques, en retardant le vote des lois, avaient déjà compromis la formation des rôles de l'an V ; le recouvrement par cinquièmes provisoires apparaît comme un pis-aller et non comme une mesure de prévoyance.

Le Directoire fructidorien en l'an VI

Les « triumvirs » Barras, Reubell et La Révellière, débarrassés des Clichyens, maintinrent Ramel et approuvèrent son plan de redressement financier (6).

Mesure capitale que celle du 9 vendémiaire an VI sur les dépenses générales ordinaires et extraordinaires de la République ! La renommée s'attacha à elle sous la dénomination de « banque-route des deux-tiers ». Il s'agissait tout à la fois de diminuer la charge et d'augmenter les ressources du Trésor. On pensa y par-

(3) Bloch, *Recueil*, p. 656.

(4) Bloch, *Recueil*, p. 664, en note.

(5) Bloch, p. 664 et Marion, t. IV, p. 13.

(6) Cf. *La Révolution française*, Lefebvre, Guyot, Sagnac, p. 370.

venir au prix d'une réduction de la dette publique, laquelle fut ramenée de 250 à 83 millions, la portion de rente conservée devenant le tiers consolidé. Les Fructidoriens rompirent également avec le principe qui faisait de l'impôt direct la seule ressource avouable : ils augmentèrent sensiblement les droits d'enregistrement, le timbre, les taxes sur les créances hypothécaires ; ils imaginèrent le droit de passe sur les chemins, résurrection des octrois et barrières d'avant 1789. Recourir à la taxation de la consommation, des transactions et de la circulation, c'était adopter une solution paresseuse, au surplus pratiquer une politique antidémocratique. Le gouvernement admit de meilleure grâce une réduction sur les contributions directes, quitte à prescrire des délais de paiement très stricts et des sanctions sévères contre les percepteurs et receveurs « déclarés responsables de la non-entrée des sommes aux époques qui seront indiquées » et contre les répartiteurs « responsables de la formation des rôles dans les délais prescrits » (7).

Le 22 brumaire an VI vit une décision d'une grande portée : l'organisation d'une agence départementale des contributions directes. Ramel aurait voulu confier l'assiette et la levée à un personnel spécial ; sa conception rejoignait l'ancien système des contrôleurs de vingtièmes. Il ne pouvait plus subsister d'illusions sur la compétence des municipalités en cette matière. Cependant les Conseils reculèrent devant un retour aussi net à un procédé d'ancien régime. Sous prétexte d'économies, ils obtinrent du ministre que l'agence fût composée de fonctionnaires déjà en place, les commissaires du Directoire exécutif auprès du département et des cantons. On ne créa qu'un poste nouveau, celui d'inspecteur des contributions. Les administrations élues seraient déchargées de la rédaction proprement dite des rôles ; elles pourraient, avec la collaboration des répartiteurs et des jurys d'équité, se consacrer davantage à l'œuvre de répartition et à l'estimation des revenus. Le préposé à la recette, fonctionnaire intermédiaire entre le receveur et les percepteurs, hâterait les recouvrements. La stricte surveillance de la perception incomberait aux commissaires de l'agence, en accord avec l'inspecteur et le receveur général. Malheureusement, — et ce qui compromettait les initiatives les plus louables du Directoire — ce personnel ne voyait s'ouvrir devant lui que la perspective d'une rémunération chichement calculée et les crédits que la

(7) Bloch, p. 683.

loi du 21 pluviôse an VI affecta au fonctionnement de l'agence furent encore par trop modiques (8).

Peut-on croire que cette institution ne donna que des déceptions ? (9). Certes, il était bien improbable que l'arriéré pût être liquidé dès vendémiaire ou brumaire an VI, l'assiette de l'an V achevée au 1^{er} frimaire, le quart de la contribution foncière de l'an VI acquitté au 1^{er} nivôse et le reste avant le 30 fructidor (10) ; la contribution personnelle, mobilière et somptuaire réservait, elle aussi, de désagréables surprises. Encore Ramel voulut-il tenir la main à l'application des sanctions prévues contre les retardataires (11).

Mais le climat politique demeure défavorable. Une dépression économique prend la suite de la crise issue de l'inflation : la raréfaction du numéraire restreint la demande et la production de la campagne cesse d'être rémunératrice, lorsque les prix s'effondrent, tandis que les salaires se maintiennent. Dans une région d'économie rurale où, hier, le contribuable se débarrassait volontiers d'un papier-monnaie avili, l'argent fait défaut pour l'acquittement de l'impôt. Par ailleurs le Directoire paie mal ses fonctionnaires et prend l'habitude de vivre sur les Républiques sœurs et vassales. Il a laissé échapper l'occasion d'une paix honorable avec l'Angleterre et court au devant d'une nouvelle coalition (12). L'« affairisme » des Talleyrand et des Barras, l'ambition de Bonaparte sont pour beaucoup dans la persistance des procédés violents. Mauvaises conditions, répétons-le, pour le jeu des lois fiscales les meilleures.

L'ultime effort de la République directoriale (L'an VII)

En floréal an VI, le Directoire fructidorien a refoulé le « royalisme à bonnet rouge », mais sans abandonner les méthodes terroristes vis-à-vis des nobles et des prêtres. Les Merlin et François de Neufchâteau, légistes froids, s'entendent fort bien avec les

(8) Bloch, p. 695.

(9) « Jamais peut-être. écrit M. Marion. même sous l'ancien régime, il n'y eut tant d'injustices dans l'assiette et jamais, certainement, tant à la fois de rigueur et de lenteur dans le recouvrement, tant de mécontentement fondé chez les contribuables » (t. IV, p. 85).

(10) Bloch, p. 683.

(11) Bloch, p. 745.

(12) Les causes politiques et militaires de l'impopularité du Directoire ont été très bien montrées par R. Guyot qui n'a pas tenu compte de la dépression économique.

thermidoriens Barras et Reubell sur ce programme juste-milieu. La Révellière s'y rallie, qui n'aime ni les Jacobins ni les curés. Ils se sont laissé entraîner par Bonaparte dans l'aventure d'Egypte. Leur impérialisme brouillon sert l'Angleterre et l'ère des difficultés extérieures réapparaît avec Aboukir : le 9 nivôse an VII, Paul 1^{er} se tourne vers Pitt.

Les nouvelles ressources indispensables sont avant tout demandées aux contributions indirectes. Rien de hâtif du reste dans la législation de brumaire et de frimaire an VII et les lois du timbre et de l'enregistrement, alors votées, ont été beaucoup admises (13). L'Etat s'empare du monopole de la fabrication du tabac (14) ; les octrois doivent alimenter le budget des grandes villes (15). Pourtant les Anciens repoussent une gabelle que réclament Ramel et avec lui la plupart des Directeurs (16).

La loi du 25 fructidor an VI avait annoncé ces créations et prévu en même temps une révision du système des contributions directes (17). Sans doute, la patente établie le 1^{er} brumaire an VII se distingua peu de son aînée de l'an V : même droit fixe en rapport avec la population et la profession ; même droit proportionnel à la valeur du loyer (18). En 236 articles, la loi du 3 frimaire an VII, fondamentale, précisa les règles de l'assiette, de la répartition et du recouvrement de la foncière, s'attacha à définir le revenu net, fit au Corps législatif une obligation d'indiquer chaque année le taux de l'impôt, confirma les dispositions antérieurement prises en matière de contraintes et de poursuites (19). C'était le décret du 23 novembre 1790, amendé et amélioré. Mais la Révolution finissante ne renonçait ni au principe de l'impôt établi par les administrations élues ni à celui de la perception par adjudication.

Seule la contribution personnelle, mobilière et somptuaire subit dans sa nature même une transformation. La cote personnelle redevint fixe et de la valeur de trois journées de travail ; un calcul assez ingénieux permit d'établir les contingents des départements, cantons et localités ; les taxes somptuaires échappaient toujours à la méthode distributive par répartition ; le

(13) M. Marion, t. IV, p. 118 et R. Guyot, *La Révolution française*, p. 443.

(14) Loi du 2 frimaire an VI.

(15) Loi du 11 frimaire.

(16) Marion, t. IV, p. 128.

(17) Bloch, p. 765.

(18) Marion, t. IV, p. 113.

(19) Bloch, p. 810.

fisc modérait ses exigences, le chiffre total de la contribution étant ramené de 50 à 30 millions (20). Incontestablement le texte voté le 3 nivôse nous montre un législateur soucieux, moins d'accroître les ressources de l'Etat, que d'améliorer le mécanisme complexe de cet impôt.

C'est que les Conseils avaient, le 4 frimaire, décrété la contribution des portes et fenêtres, dont on a pu dire qu'elle avait « le caractère d'un impôt sur l'ensemble de la fortune » (21). Elle résultait de la recherche, si longtemps poursuivie, des signes les plus apparents et indiscutables de la richesse. L'assiette en parut commode puisque l'évaluation dépendait d'« objets visibles du dehors ». Le gouvernement traduisit sa satisfaction par le doublement et même le triplement du taux (22). Cette dernière augmentation fut d'ailleurs liée à l'adoption d'une subvention de guerre.

Une remarquable activité législative marqua de la sorte les débuts de l'an VII, grâce à l'accalmie qui dura jusqu'au printemps, époque des élections et de la reprise de la lutte aux frontières.

La menace de l'invasion desservit à nouveau le Directoire. Les vainqueurs des élections de floréal dénoncèrent le déficit budgétaire, la crise économique persistante, les dilapidations et concussions, les défaites militaires. L'impérialisme de Reubell avait mal tourné. Le recours aux impôts indirects, volontiers admis par Ramel qui préférait aménager les contributions directes en les diminuant au besoin, ne permettait pas de combler le gouffre des dépenses. Le ministre des finances riposta en accusant le législatif de compromettre les recettes par les longueurs des débats (23). Le 30 prairial fit place nette : Barras seul s'en tira.

L'arrivée de Robert Lindet aux finances était tout un programme. Le néo-jacobinisme de l'an VII vivait trop sur les récents souvenirs de l'an II pour ne pas emprunter ses remèdes aux hommes de la Terreur, la situation se présentant avec des analogies de péril extérieur et d'intrigues de coterie contre la République. Un général jacobin, Jourdan, fit voter l'emprunt

(20) Bloch, p. 853.

(21) Selon R. Guyot, une « sorte d'impôt général sur le revenu, évalué d'après l'importance apparente des locaux d'habitation » (*La Révolution française*, p. 442). — Bloch, *Recueil*, p. 42.

(22) Les 18 ventôse et 6 prairial (Bloch, pp. 884 et 897).

(23) Marion, t. IV, p. 146.

forcé du 10 messidor sur les « citoyens aisés » : il s'agissait d'armer et d'équiper les conscrits (24).

Mais les intérêts menacés étaient mieux à même de résister qu'à l'époque des Montagnards dont les disciples ressuscitaient moins la vigueur que l'esprit de violence. La Révolution était vidée de son enthousiasme. L'agitation intérieure, aggravée par la loi des otages, ne pouvait que paralyser le recouvrement des impôts et soulever l'opinion contre le régime. La paysannerie se plaignait d'une réquisition des chevaux, mesure de circonstance dont elle s'était déshabituée (25). La déflation monétaire entretenait la mévente des denrées et le marasme des affaires.

Les économies prévues pour l'an VIII, par la compression des dépenses, honorèrent les dernières séances des Conseils, mais ne sauvèrent pas la République directoriale. Robert Lindet se consacrait à l'application de l'emprunt forcé, alors que les adversaires du jacobinisme en soulignaient les effets désastreux. Les journées des 18-19 brumaire survinrent et interrompirent brutalement, en même temps que la carrière mouvementée du Directoire, la tentative de retour partiel à la politique fiscale terroriste. La stabilisation des prix ne facilitera guère la rentrée des contributions que sous le Consulat.

(24) Bloch, p. 945.

(25) Guyot, *La Révolution française*, p. 460.

CHAPITRE II

L'agence des contributions directes

Les effets du 18 fructidor

Le coup d'Etat eut ses répercussions immédiates dans le département du Puy-de-Dôme. Un membre de l'administration centrale, Tiolier, atteint par la loi du 19 fructidor, dut se démettre de ses fonctions (1). Ses collègues célébrèrent la victoire remportée par les Républicains (2) et se prêtèrent à l'exécution de la nouvelle politique terroriste (3). Un arrêté prescrivit le port obligatoire de la cocarde nationale dans les cérémonies publiques (4). Diverses mesures frappèrent les prêtres insoumis ; d'autres visèrent les « chouans » (5). Le général Chapsal organisa une commission militaire pour juger les suspects (6). Un grand nombre de municipalités cantonales furent suspendues de leurs fonctions et renouvelées (7). L'administration départementale put parler d'une « désorganisation entière dans plusieurs administrations municipales » (8). Boutarel dénonça au ministre de l'intérieur les commissaires « contre-révolutionnaires » et les fit remplacer (9).

(1) Le 25 fructidor an V.

(2) Baudet célébra le coup d'Etat dans la séance du 1^{er} vendémiaire an VI ; une proclamation le glorifia le 25 thermidor.

(3) Le 4^e jour complémentaire an V et le 3 vendémiaire an VI, des mesures furent votées contre les agents municipaux coupables de complaisance à l'égard des prêtres insoumis.

(4) 12 vendémiaire an VI.

(5) Des décisions de cet ordre s'échelonnèrent sur les mois de vendémiaire à prairial an VI.

(6) Charles Juge-Chapsal, *Le général Chapsal* (brochure parue en 1925).

(7) On en compte une trentaine (L. 444).

(8) Lettre au ministre Ramel, 5 vendémiaire an VI (L. 1262).

(9) Entre autres Meilhon, d'Arlanc, par Bravard, tanneur ; Fraisse, de Beaumont, par Mercier ; Escot, de Chauriat, par le géomètre Dumas-Pépin (*Arch. nationales*, F. I. b. II, Puy-de-Dôme I).

Le flottement qui en résulta dans l'expédition des affaires courantes était inévitable, mais les troubles consécutifs au coup d'Etat entretenirent davantage la confusion (10).

Les nouveaux arrondissements de recettes

L'an V s'était terminé sur un remaniement des circonscriptions de perception. Depuis la suppression des districts, les receveurs anciennement attachés à ces arrondissements avaient été provisoirement conservés avec leurs attributions. En pluviôse, le Directoire avait prescrit à chaque receveur départemental de lui adresser un projet de division plus simple et cependant adaptée à la circulation locale. Maignol présenta, le 16 ventôse, un rapport dont les Directeurs adoptèrent les conclusions le 14 messidor et que l'administration centrale enregistra le 1^{er} fructidor (11). Le Puy-de-Dôme, à dater du 1^{er} vendémiaire an VI, ne comprendrait plus que quatre territoires de recette : Clermont (Maignol), Riom (Messeix), Ambert (Boucheron), Issoire (Prieur) (12). Maignol cumulait les fonctions de receveur général avec celles de préposé à la recette de l'arrondissement de Clermont. Ainsi le tableau de la contribution foncière de l'an V fut arrêté dans les nouveaux cadres (13). Mais ce découpage suscita de vives critiques.

La municipalité cantonale d'Augerolles protesta contre la suppression de la recette de Thiers : comment les percepteurs de cette région montagneuse opéreraient-ils leurs versements, s'ils dépendaient du lointain bureau de Clermont auxquels ils avaient été rattachés ? (14). Les autres cantons du ci-devant district de Thiers remirent des pétitions dans le même sens. Châteldon remontra par exemple qu'il ne faudrait pas moins de trois jours pour aller au chef-lieu et en revenir. Les officiers municipaux de Thiers ne parvenaient pas à découvrir l'économie procurée par la réforme puisque, pour trouver des percepteurs, il faudrait

(10) Des émeutes sont signalées le 29 prairial à Nébouzat, le 8 messidor à Authezat, le 24 messidor à La Choupeyre par Beurières, le 14 thermidor à Bagnols, le 12 fructidor à Issoire (L. 239). — Pour cette période, on ne dispose que du partial ouvrage de J.-B. Serres, *Histoire de la Révolution en Auvergne*, t. IX et X (1899).

(11) La minute de l'arrêté du Directoire exécutif se trouve aux *Archives nationales* A. F. III, 455-2716. Pour l'arrêté du département du Puy-de-Dôme, cf. L. 238.

(12) On remarquera la persistance de certains noms à travers la Révolution.

(13) L. 1010.

(14) Lettre du 9 fructidor an V à l'administration centrale (L. 1247).

nécessairement les payer davantage (15). Déjà les percepteurs du canton de Courpière annonçaient qu'à compter du 1^{er} vendémiaire an VII, ils abandonneraient leur poste (16). Les Thierinois envoyèrent à Paris leur ancien receveur Darrot-Fredefont afin d'agir sur les représentants du Puy-de-Dôme aux Conseils ; ils expliquèrent en même temps à l'administration centrale que la ville de Riom, si proche de Clermont, pouvait fort bien se passer de recette (17). Le commissaire Rudel vint appuyer de son influence personnelle cette requête ; mais en l'absence du président en exercice, Baudet-Lafarge, et profitant aussi de la maladie de leur collègue Vimal-Lajarrige, les trois autres membres du département se dérobèrent. Rudel avisa Baudet-Lafarge de cette manœuvre et produisit l'« avis favorable » que les députés avaient donné depuis (18). Le président passa la lettre à Maignol qui se justifia en faisant valoir pour Riom trois arguments : la forte densité du peuplement de cette région, le prestige attaché à la présence des tribunaux et la nécessité de desservir commodément la montagne de Montaigut ; si le département réclamait un cinquième arrondissement de recette, il ne s'y opposerait certes pas (19). C'est à quoi l'administration centrale se décida (20). D'ailleurs, arrivait du ministère l'ordre d'examiner les avantages du rétablissement d'une recette à Thiers (21). Ramel inscrivit donc le Puy-de-Dôme, dans la loi du 22 brumaire, au nombre des départements divisés en cinq arrondissements de recette (22). Le député aux Cinq-Cents, Huguet, s'employa bien pour obtenir une recette à Billom (23) ; les gens de Montaigut firent aussi des démarches (24) ; mais ces offensives échouèrent et le tableau définitif fut arrêté le 1^{er} ventôse (25).

(15) Lettres de l'administration de Châteldon et de celle de Thiers, en date du 15 fructidor an V (L. 1247).

(16) La municipalité cantonale de Courpière à l'administration centrale, 20 fructidor an V (L. 1247).

(17) Lettre du 2^e jour complémentaire an V (L. 1247).

(18) Lettre du 4^e jour complémentaire an V (L. 1247).

(19) La lettre de Maignol est du 4^e jour complémentaire an V.

(20) Seul le canton de Maringues, situé à l'ouest de la Dore, continuera de faire partie de l'arrondissement de Riom.

(21) Lettre de Ramel à l'administration centrale du Puy-de-Dôme, 30 fructidor an V.

(22) Bloch, *Recueil*, tableau, p. 1140.

(23) Lettre de Jacques-Antoine Huguet, 24 brumaire an VI (L. 1247).

(24) Pétition de l'administration municipale de Montaigut, 1^{er} frimaire an VI (L. 1247).

(25) L. 1248. Cette réorganisation territoriale gêna et retarda la rédaction des bordereaux de recouvrement (Lettre de Boutarel à Ramel, 5 floréal an VI, L. 1264).

Cette typique querelle de clocher, à laquelle les représentants aux Cinq-Cents se mêlèrent, prouve l'importance que les autorités locales attachaient à contrôler la levée des deniers publics.

Boutarel, agent général des contributions directes

« Connaissant votre zèle et votre attachement à la république, nous sommes persuadés que vous ferez tous vos efforts pour remplir avec activité les nouvelles fonctions qui vous sont attribuées par la loi du 22 brumaire dernier. » Ainsi s'expriment les administrateurs du département en transmettant à Boutarel sa nomination à la tête de l'agence générale (26). « Le zèle et le dévouement de ce fonctionnaire nous donnent d'avance la certitude que cette partie sera poussée avec l'accélération qu'attend le Directoire exécutif », écrivent-ils au ministre (27). Le commissaire se doit d'affirmer avec force sa résolution d'être à la hauteur des circonstances : « Vous devés attendre de moi, citoyens administrateurs, tous mes efforts et ma bonne volonté pour procurer à ce nouvel établissement les avantages qu'en espère le gouvernement. Mes veilles et mes soins lui sont, comme à mes autres fonctions, consacrés. Mais ce serait insuffisant sans le concours de vos lumières et la communication de vos connaissances sur cette branche administrative. Rassuré par vos dispositions à cet égard, la tâche que m'impose la loi du 22 brumaire me présente moins de difficultés. Je désire y trouver les occasions de concourir toujours avec vous à la bonification des finances et la prospérité de la République » (28).

Boutarel se met à l'œuvre. Il ouvre « sur le champ une correspondance avec tous ses collaborateurs », les commissaires auprès des administrations cantonales, nommés agents particuliers (29). Mais il lui faut des crédits pour entretenir ces relations épistolaires et pour faire rédiger les rôles. Les frais de bureau, il les évalue à 26.843 l. : 1.200 l. « pour réparations du local et l'achat des ustensiles, tels que tables, cartons, rayons, poel » ; 19.443 l. pour la transcription des 259.259 articles de rôles fonciers et mobiliers, à raison de 18 deniers chacun ; 2.400 livres pour « les frais d'impression des feuilles de rôles, bordereaux, états de situation » ; 1.200 l. pour le chauffage, la lumière

(26) Lettre du 27 frimaire an VI (L. 1248).

(27) Lettre du 27 frimaire an VI (L. 1248).

(28) Lettre du 26 nivôse an VI (L. 1248).

(29) Boutarel à Ramel, 23 nivôse an VI (L. 1248).

et le papier ; 4.000 l. d'appointements au personnel du bureau, réduit à un chef et trois commis (30). Les frais nécessités par la mise en état du local ne sont pas considérables et Boutarel en fait l'avance. Mais l'essentiel pour lui est d'obtenir le crédit destiné à la confection des rôles. Or le ministère se fait prier. En floréal, Ramel peut lire que ce travail n'avance pas « en raison de la modicité des frais du bureau et du retard qu'il y a dans l'envoi de fonds pour payer exactement les façons de rôles ainsi que les appointements de commis annuels... Inconvenient majeur » (31). Dans un rapport du 3 prairial, l'agent général revient sur « la suspension dans la confection des rôles par l'insuffisance de fonds (et) voit avec douleur qu'il ne peut obtenir de plus grand succès dans cette partie » (32).

Encore faut-il que l'agence ait une documentation à jour sur les contributions dont elle assume désormais le contrôle. Les administrateurs du département se félicitent d'être déchargés d'une obligation lourde et délicate ; ils ne manquent pas de rappeler à Boutarel qu'il lui appartient aussi de rendre compte au ministre du travail réalisé, chaque décade (33). Mais il ne se presse pas de lui constituer des archives comme s'il répugnait à se défaire de papiers compromettants. L'agent général doit batailler. Le 26 nivôse, il réclame 100 exemplaires de chacune des lois financières votées depuis 1790 ; le lendemain il assure qu'il les lui faut « dans un très court délai... pour remplir exactement les dispositions de la loi du 22 brumaire » (34). Il commande 80 exemplaires du « Manuel des contributions ou Code des contributions » qui paraît rue Taitbout, de manière à en fournir un à chaque agent particulier. Il fait venir également un recueil des lois et arrêtés parus depuis le début de la Révolution.

(30) Lettre du 23 nivôse an VI au ministre. — Dans sa circulaire du 22 brumaire, Ramel invitait chaque agent général à se composer un bureau et à engager des copistes, à la manière des ci-devant directeurs des vingtièmes (Bloch, *Recueil*, p. 714).

(31) Lettre de Boutarel au ministre, 2 floréal an VI (L. 1033).

(32) L. 1248. — Dans un rapport qu'il adressa au ministre le 1^{er} fructidor an VI, le département affirma de son côté : « ...La deuxième cause du retard de la mise en recouvrement des rôles a résulté de la modicité de la somme mise à la disposition de l'agent général des contributions pour la confection des rôles ; il est certain que l'agent général ne peut trouver des expéditionnaires des rôles au prix qu'il est obligé de fixer pour chaque article ; il en a, ainsi que l'administration prévenu le ministre des finances qui a répondu ne pouvoir augmenter ces fonds, en sorte que l'agent est dans un pénible embarras pour l'expédition des rôles » (L. 240).

(33) Lettre de l'administration centrale à Boutarel, 6 pluviôse an VI (L. 1248).

(34) 26 et 27 nivôse (L. 1248).

Il lui est d'ailleurs plus facile d'acquérir les documents que de trouver des expéditionnaires. A la fin de l'an VI, il rapporte ses « sollicitations multipliées » et même ses « intrigues » pour obtenir des concours (35). Les employés de son bureau « passent une partie des nuits » à la rédaction des rôles, parce qu'il leur promet « une remise prochaine et assurée » (36). Le législateur aurait dû s'aviser de l'énormité de la charge qu'il avait reportée sur l'agence au risque de l'écraser, faute de larges subsides, et de ralentir encore les écritures.

Enfin Boutarel doit tenir en main les 77 agents particuliers du département, mission ingrate au possible, comme nous le verrons, car la plupart de ces fonctionnaires désespèrent de pouvoir accomplir leur tâche. Il lui faut rester en contact étroit avec l'inspecteur des contributions et avec les préposés aux recettes : c'est à l'agent général d'indiquer à l'inspecteur les tournées utiles, de le stimuler à l'occasion ; Boutarel ne l'oublie pas. Il exhorte aussi les préposés à presser le recouvrement ; il veille à empêcher les percepteurs de malmenager les contribuables (37). Au reste, il se retourne vers l'administration centrale lorsque le ministre le prive d'un mois de traitement « pour avoir laissé en blanc le tableau de la première décade de germinal an VI » (38). En pluviôse déjà, certains agents particuliers avaient été retardés dans leurs opérations « par le défaut d'homologation de leur répartition » (39). En floréal, il reproche aux administrateurs de délaisser la partie fiscale ; il les requiert d'agir et de frapper « tous les coupables ». Il proclame : « plus de délai, plus de ménagement, plus de considérations... » (40). Il se réjouit de l'arrêté directorial de fructidor lequel enjoint aux administrations départementales de consacrer les matinées des jours impairs à la mise en recouvrement des contributions (41).

(35) Il lui arriva néanmoins de refuser des recommandations. L'agent particulier de Sauxillanges aurait désiré placer son cousin germain comme expéditionnaire des rôles ; Boutarel se déroba (Lettres du 1^{er} nivôse et du 7 germinal an VI, L. 1033).

(36) Lettre du 3^e jour complémentaire an VI, au ministre (L. 1264).

(37) Lettre de Boutarel au préposé à la recette, 25 floréal an VI (L. 1264). Circulaire des 6 vendémiaire et 8 frimaire an VI au sujet des percepteurs qui pressurent les contribuables (L. 1262)

(38) L. 1264.

(39) Lettre du 17 pluviôse an VI (L. 1033).

(40) Lettre du 22 floréal an VI (L. 1264).

(41) Arrêté du 13 fructidor an VI (Bloch, *Recueil*, p. 754). — Boutarel fut remplacé par Roullion, en messidor an VII, pour un motif que nous ignorons (cf. ch. VII).

L'inspecteur Méjansac

Les débuts de l'agence furent d'autant plus difficiles que le Directoire tarda à nommer un inspecteur. Or ce fonctionnaire apparaissait comme le bras droit de l'agent général : placé sous ses ordres, il était « chargé de la surveillance active tant des préposés aux recettes que des commissaires près les administrations municipales » ; au cours de ses tournées, il devait « prendre auprès d'elles des renseignements sur la conduite et le travail des préposés et des commissaires » ; à lui de « suppléer momentanément aux commissaires qui pourraient être absents ou malades ... de rassembler des connaissances exactes sur l'étendue, la consistance, la population des divers arrondissements dont le département se compose pour perfectionner le régime des contributions dans toutes ses parties » (42).

Le 10 brumaire, alors que l'agence n'était pas encore officiellement organisée, Boutarel recommandait déjà « pour la place d'inspecteur » le géomètre clermontois Besse, en faveur de qui, écrivait-il, « tout milite, moralité, talents, patriotisme, amour et habitude du travail » (43). Ramel enfouit cette lettre dans ses papiers : le Directoire avait à placer ses hommes. Barras désignait, le 11 frimaire, l'ancien Conventionnel Charrel (44). Mais soit que Charrel eût été touché tardivement, soit qu'il eût fait connaître son refus après mûre réflexion, le Puy-de-Dôme resta sans inspecteur en place jusqu'en prairial. Vainement Boutarel réclamait-il : on lui répondait que le premier commis du bureau de l'agence pouvait provisoirement assurer le service. Mais l'agent général pourrait-il rédiger les bordereaux de recette sans une vérification préalable des caisses des préposés ? Paris répondait qu'il suffisait que les bordereaux fussent formés. En fait Boutarel dut s'adresser au receveur général pour avoir communication des états dressés par les préposés (45). Incertitudes, retard : l'agent général est privé d'un mois de traitement.

(42) Bloch, *Recueil*, p. 700.

(43) « ...Tous les cantons de ce département luy sont connus sous tous les rapports essentiels aux fonctions attribuées à l'inspecteur. Cette connaissance de la géométrie importe grandement à l'assiette des impositions et à la vérification des demandes en réduction... » (L. 1248).

(44) L. 1248.

(45) Lettre de Ramel, 22 germinal an VI, et réponse de Boutarel, 5 floréal (L. 1264).

Le 7 prairial, Reubell signe la nomination de Jacques Méjansac que Boutarel présente, le 21, à l'administration centrale (46). L'inspecteur prononce un discours : il remercie, dit la gravité des circonstances et promet de faire de son mieux : « ...En acceptant cette place je ne me suis pas dissimulé l'importance et l'énormité des obligations qu'elle m'impose, la somme immense des travaux auxquels elle m'assujettit... Cette institution nouvelle présente dans son ensemble et dans ses détails de grandes difficultés à vaincre, beaucoup d'obstacles à surmonter. Son premier aperçu dans la série des fonctions qu'elle impose à remplir, étonne, décourage même, le citoyen le plus versé dans la pratique de cette partie de l'administration publique. S'il a le courage d'une telle entreprise, il ne le trouve que dans son amour pour la Patrie, dans la gloire toujours croissante de la nation, principalement dans les connaissances et le civisme de ses collaborateurs... » (47).

Le travail de l'inspecteur rappelle celui des visiteurs des rôles. « L'immensité de mes attributions, écrit-il au préposé à la recette de Clermont, le peu de temps qu'il y a que je les exerce, l'étendue considérable de ce département, la difficulté des voyages dans les montagnes qui le compose en majeure partie, surtout en hiver, ou les neiges et les frimas s'opposent à la possibilité d'y arriver, les communications étant très souvent interceptées ou interrompues sur plusieurs points, sont autant de raisons puissantes de grandes difficultés impossibles à vaincre, qui me laisseront souvent et malgré moi en deçà de la tâche qui m'est assurée... C'est ainsi que doit parler un fonctionnaire public qui aime la vérité et sa patrie, à un collaborateur principal qui aime, comme lui, l'une et l'autre » (48). Méjansac est effectivement sans cesse en tournée. Tantôt il visite les préposés aux recettes (49) ; par ailleurs il doit « recueillir et transmettre les causes du retard que le travail a éprouvé dans un canton » (50) ; parfois il se rend auprès des agents particuliers pour les conseiller ; il lui arrive même de se charger de la confection des rôles (51) ;

(46) L. 1248.

(47) L. 240.

(48) Lettre du 4 frimaire an VI (L. 1393).

(49) Circulaire de Boutarel en date du 12 floréal an VI (L. 1278) et Instruction générale du 19 prairial (L. 1393).

(50) Lettre de Boutarel à Méjansac, relative au canton de Menat (6 brumaire an VII, L. 1033).

(51) Ainsi les rôles de la personnelle, mobilière et somptuaire de Marsac (thermidor an VI, L. 1033).

partout où il passe il lui appartient de noter les ressources des contribuables (52). S'il veut s'absenter, il demande un congé par lettre et l'agent général donne son avis (53). Tel que nous nous le représentons, absorbé et diligent, l'inspecteur n'est, pas plus qu'un autre fonctionnaire, assuré de toucher son traitement : en brumaire an IX, il n'aura pas encore été payé pour l'an VII ! (54).

Les agents particuliers

La loi du 22 brumaire avait, d'un trait de plume, intégré dans les cadres de l'agence les commissaires du pouvoir exécutif auprès des municipalités cantonales. « Le Directoire attendait de l'exécution de cette loi un grand mouvement d'accélération dans tous les travaux et dans le recouvrement des contributions directes » (55). Ils devaient se transporter dans les localités de leur ressort, rédiger les matrices des rôles, procéder à l'adjudication de la perception, surveiller la gestion des percepteurs, dresser les états des contribuables retardataires, contrôler l'exécution des contraintes, vérifier les réclamations présentées à l'administration départementale, faire en outre « toutes les tournées, vérifications, opérations » que celle-ci « jugera nécessaires » (56).

L'annonce de ces multiples obligations effraya les commissaires les mieux disposés : c'était « un accroissement de travail trop au-dessus de leurs forces » (57) et Boutarel reçut des lettres consternées. Certaines contenaient même l'offre de démission (58). Le commissaire de Pionsat affirmait qu'il ferait son possible à la condition d'être secondé par un commis (59). C'était bien l'idée de Boutarel, qui engagea ses collaborateurs à prendre conscience du rôle important que le gouvernement leur confiait et à solliciter des administrations municipales l'aide de copistes.

(52) L. 1393.

(53) Lettre de Ramel à Boutarel, 7 thermidor an VI (L. 1248).

(54) Méjansac, inspecteur du Cantal au préfet du département du Puy-de-Dôme, 23 brumaire an IX (L. 1248).

(55) Lettre-circulaire de l'administration centrale aux commissaires du pouvoir exécutif, 22 nivôse an VI (L. 1248).

(56) Bloch, *Recueil*, pp. 698-699.

(57) Lettre de Boutarel au ministre des finances, 23 nivôse an VI (L. 1248).

(58) Ainsi l'agent particulier de Vic-le-Comte, Guyot (Lettre du 18 thermidor an VI à l'agent général, L. 1033).

(59) Maymat, commissaire de Pionsat, à l'administration centrale, 2 pluviôse an VI (L. 1248).

L'agent général sut en somme tenir aux uns le langage de la fermeté, flatter l'amour-propre des autres. A Mercier, de Rochefort, il écrivait : « Vous aurez des obstacles à vaincre, des difficultés à surmonter ; mais votre zèle et vos lumières vous en fourniront les moyens. Telle est l'idée que j'ai conçue de vous. Les résultats me prouveront que je ne me suis pas trompé » (60) ; à Guyot, de Vodable : « Les fonctions d'agent particulier sont pénibles à la vérité, mais elles n'ont rien qui doive épouvanter un citoyen jaloux et capable d'être utile. Vous vous êtes formé des fantômes faciles à dissiper, car vos obligations sont moins grandes que vous ne le pensez puisque vous n'êtes pas chargé de l'expédition des rôles... » (61). Boutarel sut obtenir des promesses de concours dévoués (62). Dès pluviôse an VI, il rassurait le ministre sur les dispositions favorables de presque tous ses collaborateurs (63). En prairial, il mandait à Méjansac : « Je vois par la correspondance des agents particuliers que leur marche est lente et entravée ; et cela n'est pas étonnant, la plupart d'entre eux étant prudemment étranger aux nouvelles fonctions qui leur sont attribuées. Mais je sais aussi que tous ont la bonne volonté de remplir ces nouveaux emplois » (64).

L'agent général ne dissimulait d'ailleurs pas au ministre que, pour assurer un meilleur rendement de l'agence, il suffirait « d'acquitter exactement la remise promise par la loi aux agents particuliers », ajoutant même : « Si le gouvernement emploie ce moyen, l'établissement de l'agence deviendra une invention très favorable à la restauration des finances » (65). Nombre d'agents particuliers avaient des soucis d'argent : « Il importe, citoyen commissaire, déclarait entre autres l'agent d'Artonne, Vazeille, que nous soyons éclairés à cet égard. Privés même du honteux

(60) Boutarel à l'agent particulier de Rochefort, 13 fructidor an VI (L. 1033).

(61) Lettre du 11 thermidor an VI (L. 1033).

(62) Des agents particuliers de Viverols, Monton, Mauzun, Lamontgie, Vodable, Thiers, etc. Ce dernier écrivait à Boutarel, le 8 prairial an VI : « Pour moi, citoyen collègue, je me suis jugé et s'il le faut, j'avoue que je suis au-dessous de ma tâche : mais en même temps j'ai le droit de soutenir que je n'ai point démerité, parce que nul n'est tenu à l'impossible, mon cœur est tranquille, il ne se reproche rien. Il lui suffira de mettre en avant la haine que lui portent tous les ennemis de la République et du gouvernement ; quelque soit le sort qui me soit réservé je leur serai toujours dévoué, et dans toutes les occasions je justifierai que je ne me suis jamais écarté de la ligne sur laquelle doit marcher un vrai républicain. »

Signé : Grangeon (L. 1033).

(63) L. 1248.

(64) Lettre du 19 prairial an VI (L. 1393).

(65) Lettre du 3 prairial an VI (L. 1248).

salaires auquel le ministre nous a réduits, nous avons besoin de savoir s'il faudra encore que nous fassions à nos frais les avances du papier et autres débours qu'exige l'accroissement de travail qui nous est attribué par la loi du 22 brumaire » (66).

Ces fonctionnaires ne trouvaient pas toujours auprès des municipalités cantonales l'appui espéré et promis. « Il y a longtemps que le tout aurait dû vous parvenir, exposait à Boutarel l'agent de Saint-Amand-Tallende — il s'agissait des rôles de l'an V —, si l'anarchie et l'égoïsme de certains membres, qui composaient et composent cette administration n'eut pas mis des entraves dans toutes les opérations » (67). Les commissaires de Lamontgie et de Vollore dénonçaient les agents municipaux des communes qui refusaient de procéder avec eux à la confection des matrices (68). Celui d'Herment ne recevait aucune fourniture de bureau (69). Vazeille, d'Artonne, invitait Boutarel à « imposer au président (de la municipalité) l'obligation de remplir les devoirs de sa place, dans des termes qui lui fassent surmonter et l'insouciance et la paresse » (70).

Ces griefs devaient être assez courants : ils émurent le ministre de l'intérieur, Letourneux qui, dans une circulaire du 25 prai-

(66) Lettre du 14 frimaire an VI (L. 1248).

(67) Rocquie à Boutarel, 9 prairial an VI (L. 1033).

(68) Grenier, agent particulier de Lamontgie, exposait à Boutarel, le 2^e jour complémentaire an VI : « ...L'administration ne me procure point un scribe pour la raison qu'elle n'a point de fonds pour le payer ; je suis obligé de transcrire en un mot de tout faire ; cela n'est pas fait pour m'avancer... les communes ne veulent guerre faire procéder à la confection de leur matrice. Je vous avoue qu'il n'y a pas de canton ou un agent particulier éprouve autant de difficultés soit par l'ignorance des agents et autres en place soit par le rapprochement des communes qui sont les unes sur les autres ce qui fait naître une quantité de doubles emplois... » (L. 1033). — Lettre de l'agent particulier de Vollore à l'administration centrale, le 3 pluviôse an VI (L. 1010).

(69) Johannel, agent particulier d'Herment, note le 8 ventôse an VI : « Il est bon de vous observer, citoyen, que si le ministre des finances n'interpose point son autorité pour mettre les agents particuliers à même d'opérer avec célérité et méthode, qu'il en résultera des retards pour le recouvrement des fonds nécessaires au soutien de la république... Depuis environ deux ans et demi que je suis commissaire, je n'ai reçu de l'administration qu'une petite roquille d'encre de douze sous, quelques feuilles de ce mauvais papier sur lequel j'écris actuellement, quelques autres feuilles de grand papier et pour deux à trois sous de pain à cacheter ; en un mot, je me suis fourni de tout jusqu'à ce jour : les 36 l. que l'administration centrale m'avaient accordées la première année, pour mes frais de bureau ne m'ont point encore été payés... Les choses ne peuvent plus demeurer dans un pareil état, ou il faudra que le combat cesse à défaut d'armes pour combattre. Au surplus l'administration municipale entend ne rien fournir au commissaire du gouvernement, sous prétexte qu'étant payé de son traitement sur les fonds publics, ses frais de bureau doivent aussi être pris sur le même fonds... » (L. 1033).

(70) Lettre du 24 vendémiaire an VI (L. 996).

rial an VI, affirma sa volonté de défendre les commissaires du gouvernement. A l'entendre, il ne suffisait pas de « bannir les royalistes et les anarchistes » des municipalités cantonales, il fallait en déloger tous les incapables (71). Epuration vaine en réalité tant qu'il serait impossible de recruter dans les campagnes un personnel administratif élu, composé de citoyens sachant lire et écrire ; et le Directoire n'en était pas encore arrivé à dépouiller les administrations municipales de leurs fonctions fiscales. La situation ne s'améliora guère dans les dernières années de la Révolution ; parfois incompetents eux-mêmes, les agents particuliers continuèrent de s'en prendre à l'incurie, à l'ignorance et à la mauvaise volonté des autorités locales. Ceux qui se firent remarquer pour leur activité avaient déjà révélé leurs talents comme commissaires en l'an IV et en l'an V ou même comme membres des directoires des districts. La correspondance d'un Durin (Combronde), d'un Puray (Champeix), d'un Maymat (Pionsat), d'un Gaubert (Riom), d'un Grangeon (Thiers) ou d'un Rigodon (Viverols) indiquent un sens très net des réalités, une franchise parfois étonnante, un civisme actif (72).

Les préposés aux recettes et la perception

Le recouvrement dépendait de l'agence mais les percepteurs n'en faisaient pas partie. En principe, les fonctionnaires préposés à la direction des arrondissements de recette étaient soumis à la triple autorité du receveur général, de l'agent général et de l'inspecteur. Il appartenait à Maignol de régler leur comptabilité et à Boutarel de contrôler leurs opérations, soit par une correspondance directe, soit par l'intermédiaire de Méjansac. Ils avaient le devoir ingrat de désigner les percepteurs à poursuivre (73). Prieur à Issoire et Montalant à Clermont mettront une particulière vigueur à user des contraintes (74). La loi du 22 brumaire an VI plaça les percepteurs dans la dépendance des agents parti-

(71) Le ministre parlait de municipaux « d'une incapacité absolue », auxquels « il n'est pas possible de confier, sans péril pour la chose publique, le soin de constater l'état des citoiens, et les autres rédactions intéressantes que leurs fonctions exigent » (L. 443).

(72) Notons encore les noms de Pourrat (Ambert), Vazeille (Artonne), Verdat (Montel-de-Gelat), Jaetz (Saint-Amand-Tallende) (L. 1248).

(73) Bloch, *Recueil*, p. 699.

(74) Montalant avait été nommé préposé à la recette de Clermont en ventôse an VI.

culiers et des préposés aux recettes. Les abus commis par les percepteurs, lors de la crise monétaire, avaient amené le législateur à organiser une surveillance plus serrée, à prévoir des peines plus sévères. Mais tout vigilant qu'il fût, le personnel de l'agence saurait-il atténuer les fâcheux effets du recrutement par adjudication (75) ?

(75) L'étude de l'adjudication de la perception trouvera naturellement sa place dans le chapitre VII, consacré au recouvrement pendant les deux dernières années du Directoire.

CHAPITRE III

La contribution foncière en l'an VI et en l'an VII

L'avance que le premier Directoire avait cru prendre en décrétant le paiement des contributions de l'an V par cinquièmes provisoires se révéla bientôt vaine. Si le montant global de la contribution foncière fut fixé dès brumaire, les circonstances ne permirent pas à la répartition de l'être avant prairial. Comment dès lors exiger des administrations départementales et municipales une révision de l'assiette pour l'année courante ? Le gouvernement aurait, sans inconvénients, pu reporter sur l'an VI l'exécution du texte voté le 18 prairial an V (1). Comme il ne s'y résolut pas, la distribution des contingents fonciers dut se faire, au moins théoriquement, après le paiement des trois premiers cinquièmes provisoires. Après fructidor, les Conseils se virent, au reste, dans l'obligation de prolonger pour l'exercice suivant les dispositions primitivement limitées à l'année qui expirait. En définitive, dans un département comme celui du Puy-de-Dôme, la loi du 18 prairial an V ne devint une réalité qu'après le coup d'Etat et, si la répartition subit en conséquence un regrettable retard, la correction des matrices n'intéressait que les rôles de l'an VI et même ceux de l'an VII (2).

La répartition de la contribution foncière de l'an V

Dès le 26 pluviôse an V, l'administration centrale du Puy-de-Dôme avait protesté contre le contingent que la commission compétente des Cinq-Cents avait provisoirement attribué au

(1) Voir Bloch, *Recueil*, p. 655.

(2) En dépit des dispositions qui obligeaient les administrations à y procéder avant le 1^{er} frimaire (Bloch, p. 683).

département (3). A l'en croire, la décharge que les habitants de cette partie de l'Auvergne étaient en droit d'espérer devait se calculer non sur la somme de 3.789.200 l. originairement fixée pour 1791, mais sur le montant réellement imposé après le dégrèvement, soit 3.147.100 l. A inscrire le Puy-de-Dôme pour 3.523.600 l. (4), on ne le soulagerait pas, on l'augmenterait. En proportion de ses revenus et du taux admis pour l'ensemble du territoire, il y aurait même justice à ne pas dépasser le chiffre de 2.587.381 l. De son côté, la députation du département remit à la commission une note, laquelle, reprenant ces arguments, concluait au paiement de 2.978.145 l. Il y était affirmé non sans exagération que la moitié des cantons ne parvenait plus à nourrir leur population et remontré que les treize nouveaux départements avaient à prendre leur part du fardeau (5).

Les estimations ne concordaient pas (6) et la loi du 18 prairial n'accorda finalement qu' « une modique diminution de 145.800 l. » (7), dégrèvement de 4 sous pour livre sur 3.789.000 l. Encore aux 3.031.400 l. de ce principal s'ajoutaient les 454.710 l. des sous ou centimes additionnels (8). L'administration centrale s'occuperait du « répartition » dans un délai de deux décades.

Boutarel et ses collègues décidèrent de ne négliger « aucune baze, aucun renseignement propre à faire connoître les revenus fonciers de chaque canton du département » (9). Leur « vœu le plus cher » était naturellement d'atteindre « au plus juste la distribution du contingent », mais il leur semblait « hors de puissance humaine de parvenir à ce but ». Ils se mirent sous les yeux la série des arrêtés de répartition pris depuis 1791 (10). Ils étudièrent les documents fonciers jadis fournis par les districts ; ils les confrontèrent avec « l'état détaillé des vingtièmes imposés en 1790 sur chaque commune ». Ils en arrivèrent bien entendu à critiquer les opérations de leurs prédécesseurs : tantôt on avait eu

(3) Note en date du 26 pluviôse an V (*Bibl. de Clermont*, A. 1666).

(4) Dégrèvement fictif de 265.600 l.

(5) *Arch. nationales*, A. F. III, 254 D. 2-1058.

(6) L'agence établit plus tard que l'impôt ne devait pas dépasser un montant de 1.515.700 l. (cf. p. 463). — Il y eut aussi un mémoire des habitants de Riom demandant un dégrèvement de la moitié de la somme fixée en 1791 (*Arch. nationales*, A. F. III, 254-1058).

(7) Lettre des administrateurs du Puy-de-Dôme aux représentants du peuple composant le Conseil des Cinq-Cents (L. 240).

(8) L. 1248.

(9) Réponse de Desribes, au nom du département, à une pétition du canton de Pionsat (12 vendémiaire an VI, L. 1013).

(10) Considérants de l'arrêté départemental du 1^{er} fructidor an V (L. 1010).

recours à la population et à l'étendue du territoire, tantôt à une classification des terrains « d'après des données peu certaines » et tantôt « à la simple connoissance locale et l'idée présumée du produit foncier ». Restait à découvrir un nouveau procédé. Malheureusement la loi du 18 prairial n'indiquait « aucune base propre à parvenir au but si désiré ». Les administrateurs de l'an V ne purent que combiner entre eux les éléments utilisés jusqu'alors, quitte à les rectifier « par les connoissances locales des forces respectives de chaque canton ». En somme, après avoir dénoncé les errements passés, ils les continuèrent et se réservèrent même d'adapter à leur guise la répartition entre les districts à la nouvelle division cantonale (11).

Des brouillons, qui nous ont été conservés, des calculs auxquels les membres du département se livrèrent, il ressort que les revenus fonciers furent évalués d'après les vingtièmes de 1790 et les matrices des rôles de 1791 (12). Les répartiteurs ne profitèrent nullement de la décharge pour tendre vers la proportionnalité entre l'impôt et le revenu (voir carte VIII).

Comparons avec les travaux de 1791 et de 1793. Les montagnes de Thiers avaient été quelque peu soulagées à l'époque de la Convention : elles le sont davantage. Par ailleurs il y a une réaction assez générale contre la distribution opérée par les Jacobins : si la diminution dont bénéficie la région élevée de l'ancien district de Riom — par trop augmentée en 1793 — satisfait à l'équité, elle paraît au contraire abusive lorsqu'elle avantage les hauteurs à l'ouest d'Issoire (cantons de Champeix, Vodable, Ardes), les plaines autour de Randan, Ennezat, Riom, Pont-du-Château, Ravel, Billom, Mirefleurs, Les Martres-de-Veyre, Monton (13) ; de même le fardeau redevient plus lourd pour les contrées périphériques d'Ambert, de Besse et surtout de Menat,

(11) Ramel écrivait à l'administration centrale du Puy-de-Dôme, le 1^{er} vendémiaire an VI : « ...Je vois par votre arrêté motivé que pour faire une nouvelle répartition vous vous êtes déterminés à prendre pour base 1° le terme moyen des revenus fonciers d'après les vingtièmes de 1790 ou les matrices de 1791 ; 2° la moyenne proportionnelle des répartitions de 1791, 1792 et 1793 ; 3° enfin les renseignemens particuliers que vous avez pu vous procurer sur les forces respectives de chaque canton d'après leur circonscription actuelle... » (L. 1010).

(12) Exemple : canton d'Ambert, 78.206 l. de revenu d'après les vingtièmes de 1790 ; 89.852 l. d'après les matrices de 1791 ; moyenne : 84.034 l. La foncière de l'an V représente 6 s. 9 d. 1/6 de ce revenu, soit 28.418 l. (L. 1010).

(13) Seul le canton de Cournon fut augmenté et celui de Plauzat resta peu chargé.

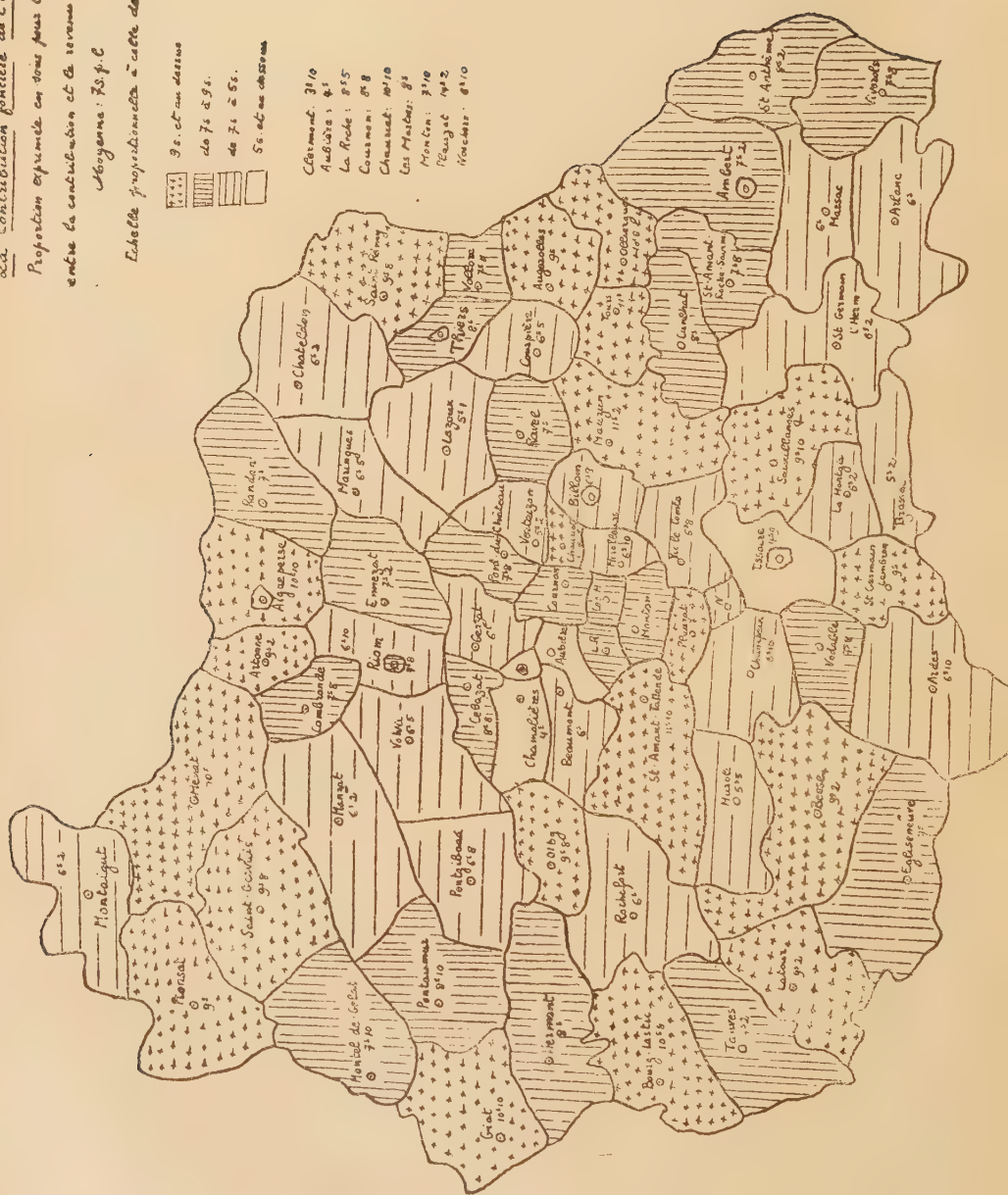
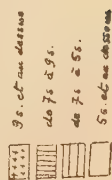
Carte VIII

La Contribution foncière de l'an V

Proportion exprimée en pour cent Circé

Moynana: F.S. p. c

Table proportionnelle à celle de 1791



Pionsat, Saint-Gervais (14). Ainsi le répartition de l'an V aurait peu d'affinités avec celui de 1793 et rappellerait davantage celui de 1791. Ne dirait-on pas que les anciens districts de Clermont, Riom, Issoire, Billom et Thiers se sont ligués pour garder tout le profit du dégrèvement ? (15).

Bien entendu les plaintes ne furent pas ménagées à l'administration départementale pour son travail de répartition (16). Les municipalités cantonales s'estimèrent généralement mal partagées. Elles se mirent au travail avec lenteur, peu soucieuses de respecter le délai de quinze jours que la loi leur avait fixé. Rabrouées à deux reprises par Desribes (17), elles s'exécutèrent pour la plupart en vendémiaire et en brumaire (18), quelques-unes en nivôse seulement, toutes après quatre ou cinq décades de réflexion et d'hésitations.

Il est des administrations de canton qui renoncent à modifier les bases de la répartition antérieurement établie entre les localités de leur ressort. Celle d'Olliergues par exemple se déclare « contrainte de suivre une marche pratiquée depuis trop longtemps » (19) et celle de Menat estime que, s'il existe des erreurs dans l'opération effectuée en 1793, « elles ne peuvent en ce moment être rectifiées sans tomber dans des erreurs plus grandes » (20). Le canton rural de Riom répartit également la contribution de l'an V au marc la livre de celle de 1793 (21). A Pont-

(14) Seule la région de Murols fut diminuée. — L'administration municipale de Montaigut écrit au département, le 5 vendémiaire an VI : « C'est avec la plus grande surprise que nous avons vu notre canton éprouver une augmentation de contribution tandis que la Limagne obtient une diminution considérable. Nous devons attendre une diminution considérable... » (L. 1013). Cependant la circonscription de Montaigut avait été beaucoup plus ménagée que ses voisines immédiates. Les gens de Pionsat adressèrent coup sur coup deux pétitions destinées à émouvoir par la description de leur misère. (Voir la note 9).

(15) Siégeaient alors au département, outre Boutarel, originaire de Pontgibaud (district de Riom) : Baudet-Lafarge, de Maringues (Thiers), qui présida après fructidor ; Tiolier, homme de loi clermontois ; Desribes, d'Issoire ; Chollet-Beaufort, d'Aigueperse (Riom) et Vinal-Lajarrige, d'Ambert. Jusqu'en germinal an V, Billom avait été représenté par Besse, de Beauregard.

(16) Des protestations vinrent non seulement de Montaigut et de Pionsat, mais d'Olliergues, de Chamalières, d'Ardes, de Rochefort (L. 1012 et 1014).

(17) Le 12 vendémiaire et le 29 brumaire (L. 1012).

(18) 48 au 22 vendémiaire, 64 au 9 frimaire (L. 1012).

(19) Lettre du 15 vendémiaire an VI (L. 1012).

(20) Délibération du canton de Menat du 9 vendémiaire an VI (L. 1013).

(21) Décision en date du 27 fructidor an V (L. 1013). — A Aubière on constate qu'« il est impossible en ce moment à l'administration de rectifier ces erreurs eu égard au court délai accordé par la répartition des contributions ». La diminution sera donc également répartie au marc la livre de l'impôt de 1793 (25 vendémiaire an VI, L. 1012).

du-Château, on se propose d'examiner les matrices des rôles ; et comme cette recherche s'avère très longue, on l'abandonne et on revient à la distribution de 1791 (22).

Ailleurs les efforts sont davantage poussés. Sauxillanges veut « réfléchir si la quotité de contribution que chaque commune supportait en 1793 était dans une juste proportion avec ce qu'elles devaient supporter, respectivement et proportionnellement avec le montant de leur revenu » (23). Vodable se livre « a des opérations multipliées, car la surtaxe qu'éprouve généralement (ce) canton, l'inégalité qui existoit dans l'ancienne répartition a donné lieu a de longues discussions » (24). A Châteldon, l'un propose de prendre pour base l'évaluation de la richesse communale ; l'autre les vingtièmes ; un troisième les dîmes ; il est même question de choisir à la fois les vingtièmes et les impositions ordinaires de 1789 ; on se résout finalement à diminuer les communes les plus chargées et à répartir l'excédent sur les autres : mais le procédé satisfait-il à l'équité ? (25). De même, les administrateurs de Ravel-Salmeranges sont-ils bien inspirés lorsque, après avoir critiqué les états de sections et les déclarations des contribuables, ils croient pouvoir accorder, en les confrontant, leurs connaissances personnelles des localités, des terrains et « des accidents provenant des intempéries de l'air auxquels certains endroits sont plus assujettis que d'autres » ? Introduire dans le débat des facteurs météorologiques ne manque pas de saveur ! (26). Pierre Maignot, président de la municipalité de Pontaumur, invite ses collègues à « travailler avec franchise, loyauté et impartialité ». Une entente des agents municipaux permet effectivement le dégrèvement des localités les plus pauvres (27).

Mais les rivalités de clocher annihilent le plus souvent les bons sentiments. Les chefs-lieux de canton usent de leur influence pour obtenir des avantages. La municipalité de Pontgibaud décharge non seulement Montfermy et Saint-Pierre-le-Chastel mais le bourg lui-même, au détriment de Saint-Ours, de Bro-mont-Lamothe et de Pulvérières (28). Le canton de Monton ne

(22) Délibérations du 5^e jour complémentaire an V et du 3 vendémiaire an VI (L. 1012).

(23) Délibération du 27 fructidor an V (L. 1013).

(24) Lettre du 10 vendémiaire an VI à l'administration centrale (L. 1013).

(25) Délibération en date du 29 fructidor an V (L. 1013).

(26) 24 fructidor an V (L. 1012).

(27) Séance du 1^{er} jour complémentaire an V (L. 1012).

(28) 5 vendémiaire an VI (L. 1012).

compte que deux agglomérations : celle de Monton a quatre représentants tandis que celle de Tallende n'en désigne que deux. Tallende se plaint des procédés de Monton, se refuse à exécuter la décision que la majorité a votée à l'avantage de sa voisine ; et le département nomme des commissaires afin de « concilier tous les esprits et tous les intérêts » (29). Dans le canton de Cébazat, les gens de Cébazat se coalisent avec ceux de Sayat contre Blanzat, sous le prétexte que « plusieurs privilégiés avaient depuis longtemps soulagé la commune de Blanzat » (30). Saint-Germain-l'Herm, tête d'un canton, se fait diminuer par rapport aux villages qui l'entourent (31). Les petites localités de la circonscription de Tours, Saint-Flour, Ceilloux, souffrent de la prépondérance de Tours, Saint-Dier et Domaize (32). Les habitants de Royat accusent les administrateurs de Chamalières de faux calculs fonciers, destinés à avantager le chef-lieu : ainsi le journal de pré ou de verger, lequel rapporterait 30 l. à Chamalières, en donnerait 48 à Royat (33). Perpezat, dépendant de Rochefort, assure que l'impôt foncier lui prend un tiers de plus de revenu qu'au bourg où siège la municipalité (34).

Les antagonismes se manifestent parfois avec véhémence. Dans le canton de Saint-Germain-Lembron, le village de Boudes se plaint d'avoir été sacrifié « alors qu'il ne possède qu'un sol très ingrat et sujet aux inondations ». La municipalité rétorque que le sol de Boudes « est très fertile et présente de belles récoltes annuellement... il en est de même des vignes de cette commune, tout le monde connoît ce vignoble, il a un des premiers aspects pour cette production et se trouve à l'abri des vents du nord... ». On reste sur ces positions pendant plusieurs décades (35). Dans la circonscription du Montel-de-Gelat, deux camps s'affrontent : le Montel, appuyé par Villossanges et Tralaigues se heurte à Charensat, Vergheas, Biollet : le sud contre le nord. Chose curieuse, le premier groupe était de l'ancienne élection de Riom alors que le second dépendait du Bourbonnais. L'agent municipal de Cha-

(29) Lettre de l'administration municipale de Monton au département, 6 frimaire an VI et pétition de la commune de Tallende, reçue le 9 frimaire (L. 1012).

(30) Arrêté du 19 vendémiaire an VI (L. 1012).

(31) Délibération du 7 vendémiaire an VI (L. 1012).

(32) Lettre au département du citoyen Pierre Meliodon, agent de la commune de Ceilloux, sans date (L. 1012).

(33) Pétition de la section de Royat, commune de Chamalières, non datée (L. 1012).

(34) Pétition des habitants de Perpezat, sans date (L. 1012).

(35) Pétition et réponse, vendémiaire an VI (L. 1013).

rensat proteste contre une décision prise, en son absence, le 2^e jour complémentaire an V. On polémique deux mois durant. La séance du 15 brumaire est « tumultueuse », le président de l'assemblée signale « les inculpations graves et indécentes » des agents municipaux de Charensat, Vergheas et Biollet. Le département tranche en imposant un compromis (36). En plaine, dans le canton d'Ennezat, les Martres-sur-Morges se querellent avec Clerlande et Varennes : la première commune paie 8.776 l. pour un revenu de 16.891 l. seulement, la deuxième verse 7.566 l. sur 34.653. L'administration centrale délègue Jean Conchon, notaire de Volvic, pour ramener le calme. Le commissaire remarque qu'en formant leurs états de sections, les municipaux de Clerlande et de Varennes ont évalué le produit de leurs terres à des prix beaucoup plus élevés que leurs voisins, bien qu'elle fussent moins fertiles : « Ainsi la moyenne proportionnelle des Martres serait de 8 fr. 75 centimes, tandis que celle de Varennes est de 10 fr. ». Il conclut à ramener le contingent des Martres à 7.538 l. et à reporter le dégrèvement sur les deux autres localités. Aussitôt l'agent municipal de Varennes proteste, estimant que le revenu des Martres pouvait tout aussi bien être comparé à celui d'Ennezat ou de Saint-Ignat. Enfin l'assemblée municipale convient que le dégrèvement sera réparti sur Varennes, Ennezat et Saint-Ignat (37). La montagne d'Herment est le théâtre d'une contestation si âpre que Boutarel s'y transporte en personne. Il s'agit ici d'un conflit de limites. En 1791, la commune d'Herment avait inscrit sur ses états de sections des propriétés appartenant à des cultivateurs de Verneugheol et de Sauvagnat. Ceux-ci imputent aux municipaux d'Herment le dessein de répartir leur contingent sur un plus grand nombre de cotes ; ils réclament une décharge. Le président de l'assemblée municipale, Peyronnet, qui avait siégé au directoire du district de Clermont, affirme que cette administration tint compte des propriétés inscrites par Herment et augmenta ce bourg en proportion ; il ajoute que Verneugheol, riche en bois, n'avait pas à se plaindre, car la valeur de cette exploitation avait été sous-estimée. Les agents municipaux de Verneugheol et de Sauvagnat s'insurgent néanmoins contre la répartition arrêtée le premier jour complémentaire an V. Le 23 brumaire, un expert-géomètre, Villedieu, vérifie cette réclamation. Il n'aboutit pas. L'administration centrale prie Boutarel

(36) L. 1012.

(37) Rapport de Jean Conchon, 30 brumaire an VI (L. 1013).

de se rendre sur les lieux. L'agent général arrive le 17 frimaire, procède à une nouvelle enquête et mande au département qu'il assistera à la séance de l'administration cantonale « pour maintenir la liberté des opinions ». Le 28 frimaire, il annule l'arrêté du 1^{er} jour complémentaire et détermine l'assemblée, par huit voix contre trois, à reporter sur Herment une faible part du tribut que supportait Verneugheol, tout en déboutant Sauvagnat de ses exigences (38).

Ces détails prouvent que les ruraux, tout à leurs chicanes, se préoccupaient assez peu d'une répartition fondée sur la stricte proportionnalité des charges.

La répartition effectuée par l'administration centrale d'abord, les municipalités cantonales ensuite, permet de croire à une grande inégalité dans la charge fiscale d'une commune à une autre. Quelques comparaisons à l'appui.

Communes ayant un revenu foncier de 40.000 l. environ : Cournon, Celle, Arlanc, Saint-André ; la contribution leur prend à peu près 25 % de ce revenu, à l'exception de Celle qui donne 50 %. Or cette dernière localité n'est pas dans le canton le plus imposé ; ainsi les contingents communaux dépendraient de la distribution à l'intérieur des cantons (39).

Communes ayant un revenu foncier d'environ 30.000 l. : Artonne, Arconsat, Pionsat ; elles paient davantage, environ 30 % (Arconsat) et même 33 % (Artonne et Pionsat) ; si le nombre des habitants et la charge cantonale sont analogues, Arconsat

(38) L. 1012.

(39)

Noms des localités	Population	Revenu foncier	Nombre de cotes	Contribution foncière
Cournon	2.155 hab.	41.539 l.	1.149	10.611 l.
Celle	3.440 hab.	40.776 l.	707	21.647 l.
Arlanc	3.470 hab.	39.371 l.	853	11.853 l.
Saint-André	952 hab.	41.821 l.	561	9.417 l.
Artonne	1.519 hab.	30.669 l.	540	10.611 l.
Arconsat	1.544 hab.	30.028 l.	265	8.826 l.
Pionsat	1.782 hab.	30.426 l.	427	11.386 l.
Chambon	753 hab.	24.484 l.	222	8.970 l.
Aubiat	1.113 hab.	23.933 l.	670	11.531 l.
Olby	772 hab.	23.500 l.	388	11.414 l.
Bussière	790 hab.	20.334 l.	360	8.417 l.
Ardes	1.818 hab.	20.973 l.	385	7.452 l.
Orcival	973 hab.	20.213 l.	244	8.133 l.
Ayat	517 hab.	6.363 l.	110	2.942 l.
Beaulieu	514 hab.	6.874 l.	195	2.256 l.

(L. 1041 à 1075).

a beaucoup moins de contribuables, un territoire moins morcelé : l'impôt frapperait-il surtout la petite propriété ? (39).

Communes ayant un revenu foncier de 23-24.000 l. : Chambon, Aubiat, Olby ; Chambon verse 35 % de son revenu, les deux autres communes près de 50 %. Le poids de la contribution paraît varier avec le nombre des cotes (39) ; il y aurait analogie avec la conclusion précédente.

Communes ayant un revenu foncier d'environ 20.000 l. : Busières, Ardes, Orcival - taxées de 35 à 40 %, très inégalement peuplées, ces localités ont reçu des mandements en rapport avec leurs revenus (39).

Communes ayant un revenu foncier de 6 à 7.000 l. : Ayat, Beaulieu. Ici le pourcentage de l'impôt est inversement proportionnel au nombre des cotes (39).

Aucune règle générale n'a donc présidé à la fixation des contingents communaux.

Est-on conduit à la même conclusion par l'examen de quelques cas individuels également choisis au hasard ?

Noms	Localités	Revenus	Contribution foncière
Ribeyre	Orcival	500 fr. »»	202 fr. 40
Levet	Nébouzat	500 55	289 25
Ant. Curier	Montaigut-le-Blanc ...	247 05	196 35
Jean Bathiat	Ayat	245 53	112 12
Guy Mallet	Murat-le-Quaire	242 70	104 29
A. François	Mons	137 80	73 95
Jean Philippon	Valbeix	137 60	149 12
Ant. Beringes	Nonette	136 25	84 21
Ant. Astier	Les Martres-de-Veyre..	132 50	55 45
Pierre Brun	Teilhède	132 40	49 60
Louis Achard	Olby	21 50	10 45
J.-B. Laval	Besse	20 50	5 75
Jean Mathevon	Valcivière	20 70	15 26
Daniel Verdier	Mareugheol	20 »»	30 26
Jean Besseyre	Le Mont-Dore	19 80	11 43
Henri Alexandre ...	Beaumont-les-Randan ..	19 30	14 85
Louis Aymard	Les Martres-d'Artières.	18 41	7 23

(40).

Ce tableau fait d'abord ressortir l'extrême inégalité de l'impôt, quelle que soit l'importance du revenu envisagé. Ainsi, pour le dernier groupe, J. B. Laval ne paie que 28 %, tandis que Daniel Verdier est littéralement écrasé par une taxe qui dépasse même ses possibilités (150 %). Ces différences trouvent leur explication dans la diversité des charges communales. Le taux de la quote-

part individuelle correspond toujours à celui du contingent local (41). Il en résulte nécessairement une stricte proportionnalité entre les contributions inscrites à un même rôle (42). Comme en 1791, l'arbitraire provient des vices du système de répartition entre les circonscriptions administratives. Le progrès réalisé dans le sens de l'égalité entre les individus d'une même commune reste acquis, mais ne va pas jusqu'à donner au pourcentage du prélèvement fiscal dans l'ensemble du département l'uniformité désirable. On est, d'autre part, amené à se demander si la base matricielle souffre toujours des mêmes insuffisances.

La révision de l'assiette foncière en l'an VI

« Comment concilier et la justice qui semble exiger la réforme des matrices avec la crainte de cette opération et l'activité recommandée dans la confection des rôles et la perception ? » (43). La

(41)	Noms des localités	Revenu foncier	Contribution foncière
Orcival		20.213 l.	8.133 l.
Nébouzat		19.677 l.	11.347 l.
Montaigut-le-Blanc		8.498 l.	6.748 l.
Ayat		6.363 l.	2.942 l.
Murat-le-Quaire		?	8.787 l.
Mons		8.114 l.	4.287 l.
Valbeleix		7.071 l.	7.666 l.
Nonette		8.807 l.	5.310 l.
Les Martres-de-Veyre		50.077 l.	21.656 l.
Teilhède		11.499 l.	4.955 l.
Olby		23.500 l.	11.414 l.
Besse		46.348 l.	13.482 l.
Valcivières		12.559 l.	9.264 l.
Mareugheol		3.346 l.	5.048 l.
Le Mont-Dore		5.196 l.	3.013 l.
Beaumont-les-Randan		5.607 l.	4.342 l.
Les Martres-d'Artières		17.255 l.	?

(42) Exemples :

Localités	Contribuables	Revenus	Foncière
Veyrières	Annet Baladuc	15.53	10.6
»	François Barbet	7.9.9	5.1
»	Germain Collon	11.0.6	7.9
Mons	François Eydieu	2 fr. 46	1 fr. 25
»	Alex. François	137 80	73 95
»	Pierre Buffet	7 84	4 15
Besse	Jean Dauphin	28 »»	7 90
»	Malguy	416 »»	117 20
»	J.-B. Laval	20 50	5 75

(43) Mémoire de l'administration centrale au ministre des finances : Sur les changements à opérer dans les matrices de 1791 (16 brumaire an VI, L. 1010).

question, posée sous cette forme par l'administration centrale du Puy-de-Dôme au ministre Ramel, commandait d'autant plus une réponse nette que, depuis 1791, les circonstances s'étaient constamment opposées à la réfection des matrices : celles-ci, dont la rédaction remontait à l'époque de la Constituante, ne contenaient personne. Le mérite de la loi du 18 prairial fut d'encourager, sinon de prescrire, un refonte au moins partielle.

Mais la méthode indiquée par le législateur permettait-elle de fonder de grands espoirs sur cette initiative ? Parmi les contribuables l'administration cantonale choisirait cinq répartiteurs qui, dans les deux décades après la réception du mandement, examineraient les matrices (44). Les répartiteurs pourraient confier la nouvelle rédaction à « un citoyen habitué aux calculs ». Passé le délai, la municipalité nommerait une commission qui exécuterait le travail aux frais des répartiteurs. La loi du 9 vendémiaire an VI accorda jusqu'au 1^{er} frimaire pour achever les rôles définitifs (45). Celle du 22 brumaire soumit les municipaux et les répartiteurs au contrôle des agents particuliers.

Souignons dès l'abord la faiblesse de ces dispositions : un personnel peu compétent, suspect à bon droit de partialité, corrigerait-il, en quelques décades, les erreurs parfois inconsciemment, souvent volontairement commises par les municipalités de 1791 ? Car il est difficile de croire que des contribuables, fussent-ils promus à la dignité de répartiteurs, se dépouilleraient de leur égoïsme et trouveraient des lumières particulières pour mener à bien ce travail délicat entre tous. Ou l'on en reviendrait à l'appel aux commissaires, avec tous les aléas que ce système comporterait et dont on avait fait maintes fois l'expérience décevante. Enfin — toujours les demi-mesures — les agents particuliers étaient autorisés à requérir la nomination rapide des répartiteurs et même à rédiger au besoin la nouvelle matrice, mais ils n'oublieraient pas que « dans tout ce qui concernait les indications des biens ou les évaluations des revenus, ils (n'avaient) point voix délibérative » (46).

Comme la loi du 18 prairial an V faisait, somme toute, les répartiteurs juges de la révision des matrices, l'opération fut très inégalement poussée. Le plus souvent, on prit l'ancien rôle et on le corrigea tant bien que mal sans refaire les états de sections (47).

(44) Bloch, *Recueil*, p. 656.

(45) Bloch, p. 681.

(46) Bloch, p. 697.

(47) Ainsi dans la campagne de Riom (Lettre du 19 frimaire an VI à l'administration centrale, L. 1032).

Cependant nombre de communes reprirent leur projet, toujours différé, d'un arpentage. Dans la plupart des cas, il fallait bien avouer que le grand œuvre devait être repris intégralement. La municipalité de Tours confiait au département : « Les états de section des communes de cet arrondissement méritent d'être reformé presque en entier; soit parce qu'il y a eu doubles emplois, soit parce qu'il y a eu erreurs grossières dans la contenance et évaluation des propriétés, notamment pour les évaluations des maisons d'habitation. Enfin il y a eu des omissions. Depuis 1791 et notamment depuis 1793 on a toujours copié et suivi les mêmes rôles. Il faut donc nécessairement réformer ce qui blesse la justice » (48). De Montaigut, même son de cloche : « Nous nous sommes assurés que presque toutes ces matrices sont informes, qu'elles renferment des erreurs exorbitantes qu'il n'est pas possible de laisser subsister plus longtemps sans blesser les intérêts d'un grand nombre de contribuables et sans une grande injustice... » (49). Un travail d'ensemble est également signalé et réalisé — dans quelles conditions ? — à Pionsat, Artonne, Saint-Gervais, Augerolles, Mauzun, Pont-du-Château, Champeix (50). De l'effort ainsi fourni, l'administration municipale de Riom nous donne une idée : « Nous vous observons, écrite au département, que la matrice du rôle qui étoit de 1792, vicieuse dans l'origine, est devenue totalement fautive par les mutations nombreuses qui sont survenues dans l'espace de cinq ou six années, par les divisions qu'il s'agit de faire entre une multitude d'acquéreurs de biens nationaux, par les doubles emplois qui s'y trouvent, par l'identité de noms de certains contribuables, par le défaut de rectification de cotes faites aux noms de personnes qui ne possèdent pas les héritages qui en sont l'objet; enfin par une foule d'erreurs qu'il faut nécessairement rectifier. Depuis plus de trois mois on travaille à cette pénible réforme, cinq répartiteurs réunis à deux administrateurs municipaux et deux employés s'y appliquent continuellement et sont parvenus à former des états de section sinon parfaits, mais moins vicieux... » (51).

L'administration centrale et l'agent général craignent les retards qu'entraînerait fatalement une réfection entière des états

(48) Lettre du 11 brumaire an VI (L. 1010).

(49) Nous avons déjà fait état de ce texte à propos de l'assiette de 1791 (voir p. 136).

(50) L. 1033.

(51) Lettre du 17 frimaire an VI (L. 1032).

de sections. La municipalité et les répartiteurs de Menat présentent une demande d'arpentage formulée par la commune de Blot ; elle ne serait recevable, porte la réponse, qu'en accord avec les communes voisines ; passé le 1^{er} frimaire, une pareille autorisation ne peut d'ailleurs être accordée : que les répartiteurs emploient donc « tous les moyens qui sont en leur pouvoir afin de rectifier dans le plus court délai les erreurs qui existent sur chaque role... » (52). Des contribuables d'Arlanc protestent contre la défense d'arpenter leur commune : « Il nous tarde beaucoup, assurent-ils, d'être délivrés du régime arbitraire et nous ne cesserons de vous importuner jusqu'à ce que vous nous en ayez délivré par l'application de l'arpentage qui a été légalement demandé par deux pétitions... » (53). Il est pourtant des localités qui enlèvent l'assentiment des administrateurs ; certaines avaient fait leurs démarches dès fructidor an V ; mais d'autres reçurent encore l'homologation en nivôse an VI : elles étaient toutes situées dans la même région (54).

Boutarel et ses collègues préconisent la prudence parce que la révision des matrices rencontre de sérieux obstacles : ampleur même de la besogne, rareté et insuffisance des ouvriers.

En beaucoup d'endroits, les états de sections de 1791 ont été égarés ou, plusieurs fois remaniés, sont devenus indéchiffrables. Aux Martres-d'Artières, à Besse, il va falloir refaire toutes les estimations, recevoir des déclarations pour chaque septérée (55). A Valcivières, on trouve la matrice, formée de feuilles volantes, « dans un état du plus affreux délabrement » (56). A Menat, il y a « une infinité de ratures... Chaque article présente une erreur » et l'ensemble apparaît « informe » (57). Les persistantes contestations territoriales prolongent les incertitudes : ainsi, dans les cantons de Randan, Artonne, Saint-Gervais, Olby, Lamontgie, Saint-Amant-Roche-Savine, Vodable (58). Nicolas, agent particulier de Clermont, fait grand cas des complications provoquées par les ventes de biens nationaux (59) ; la municipalité de Riom est également arrêtée

(52) L'administration centrale à la municipalité de Menat, 29 pluviôse an VI (minute) (L. 1012).

(53) Lettre du 8 vendémiaire an VII (L. 1027).

(54) Luzillat, Vinzelles, Ravel-Salmeranges, Mezel (Cantons de Maringues, Ravel et Vertaizon) (L. 1027).

(55) L. 1033 et 1252.

(56) Délibération du canton rural d'Ambert, 17 ventôse an VII (L. 1035).

(57) Lettre de la municipalité de Menat, 14 thermidor an VII (L. 1039).

(58) L. 1032.

(59) Lettre à l'agent général, sans date (L. 1033).

par l'inscription « des domaines nationaux divisés en grand nombre de lots » (60). Le commissaire de Pont-sur-Allier (Pont-du-Château) note les longueurs de classement des communaux, considérés comme propriétés soumises à l'impôt au même titre que les autres terres (61). A Pérignat, les répartiteurs « se sont obstinés à ne pas comprendre dans leurs nouvelles matrices les communaux qu'ils ont partagés depuis deux ou trois ans ; ce nouveau terrain contient cependant une centaine de septerrées » : répugnances à vaincre (62).

Il est certain que trop de communes engageaient des opérations parcellaires sans avoir les moyens de rétribuer les arpenteurs. Fait si fréquent que les experts-géomètres se récusaient de plus en plus. Le département sollicita le ministre des finances de prendre un parti pour accélérer le paiement des arpenteurs qui exigeaient des arrhes (63). En outre la rédaction des matrices ne va pas sans frais. Agents particuliers et municipaux recourent à des scribes. « Il m'en a coûté plus gros que vous ne pourriez l'imaginer », constate Faure, l'agent du canton rural de Thiers (64). Celui d'Herment, Johannel, redoute que la plupart des commissaires du gouvernement « ne soient pas en état de faire le sacrifice, sacrifice qui s'élèveroit au-dessus de leurs traitemens de plusieurs années » ; alors que chaque agent touche 4.000 fr. par an pour ses frais de bureau, la refonte des matrices de sa circonscription exigerait peut-être 20.000 fr. (65).

Les années ont passé depuis 1789 et les administrateurs municipaux sont toujours très au-dessous de leur tâche. Le commissaire de Lamontgie dit « combien il lui est pénible d'avoir à faire à des gens si peu instruits » (66). Incurie voulue à Vodable : « Je me suis transporté dans toutes les communes, assure l'agent particulier Baget. J'ai prié, sollicité, j'ai menacé... Tous craignent d'entamer ce travail et tous regrettent le tems qu'ils y doivent employer... » (67). Dans une autre lettre, Baget précise :

(60) *Archives communales de Biom*, registre des délibérations.

(61) Lettre à l'agent général, 6 prairial an VI (L. 1033).

(62) Lettre de Jouvot, agent particulier de Mirefleurs, à l'administration centrale, 16 frimaire an VI (L. 1032).

(63) Lettre du 21 vendémiaire an VII (*Arch. nationales*, F. 5-11-1).

(64) Lettre du 15 prairial an VI, à Boutarel (L. 1033).

(65) Lettre du 4 pluviôse an VI (L. 1033). — Aussi manque-t-on fréquemment de scribes. Randan s'en préoccupe fort, dans un état de situation du 25 frimaire an VI (L. 1032).

(66) Lettre à Boutarel, du 2^e jour complémentaire an VI (L. 1033).

(67) Le commissaire de Vodable à celui du département, 13 prairial an VI (L. 1033).

« Les communes n'ont d'autre raison que des faux-fuyants pour éluder le travail. Toutes les communes prétendent vouloir arpanter et classer de nouveau leurs terrains. Cependant elles restent dans l'inaction. Parfois les jours de cy-devant fette et dimanche quelques-uns se transportent sur des héritages et font un travail sinon inutile tout au moins aussi vicieux que le premier... Dès que je les quitte on ne se rappelle plus de rien, on ne fait rien, l'on ne veut rien faire... Si l'administration centrale veut prendre sur elle de forcer les communes à se servir des rôles précédant ce sera le meilleur parti... » (68). Certains agents municipaux et adjoints imaginent d'échapper à la corvée en donnant leur démission (69).

Cette mentalité a été reconnue par le gouvernement qui a placé aux côtés des municipaux les répartiteurs. Idée louable en principe que celle qui consistait à mettre l'assiette de l'impôt sous le contrôle de contribuables. En fait, on ressuscitait l'institution du collecteur avec ses inconvénients graves : quelle garantie de pondération, d'impartialité exigerait-on de ces répartiteurs ? Car des jalousies et des égoïsmes particuliers, coalisés ou opposés, élaboreraient-ils la juste évaluation des biens-fonds ? En l'an VI, les gouvernants ne pouvaient même plus prendre le civisme comme thème d'encouragement. Généralement les rapports des agents particuliers relatent, sans autre commentaire sentimental, les très médiocres services rendus par les répartiteurs. Ce sont eux qui, à Pérignat, s'insurgent contre l'inscription des communaux (70). A Isserteaux, on ne peut les inviter à collaborer car ils en seraient incapables (71). « Pas un répartiteur n'est en état de faire la moindre des choses », affirme-t-on à Saint-Rémy (72). « La matrice contient des erreurs de quantité et de qualité qui lezent les intérêts de beaucoup de citoyens, écrit le commissaire de Lamontgie à Boutarel ; d'ailleurs les états de section sont si mal faits et si mal écrits qu'il me faut beaucoup de tems pour m'y reconnaître, et vous pouvez en juger lorsque je vous apprends que ces états ont été faits par les indicateurs pay-sans sans avoir un homme en état de le faire sous leur dic-

(68) Lettre du 12 fructidor an VI (L. 1032).

(69) Lettre de l'administration municipale de Champeix, 22 frimaire an VI (L. 1013).

(70) Cf. note 62.

(71) Dessaigne, agent municipal d'Isserteaux, à Boutarel, 26 messidor an VI (L. 1033).

(72) Bodiment, agent particulier de Saint-Rémy, à Boutarel, 16 pluviôse an VI (L. 1033).

tée... » (73). Les abus ne sont pas toujours involontaires. Dans le canton de Courpière « les répartiteurs de plusieurs communes ne se sont point oubliés dans le travail de la contribution foncière » (74). Indignés, les habitants d'Arlanc réclament un arpentage (75). Ailleurs, les répartiteurs demeurent passifs quand ils ne s'ingénient pas à retarder l'assiette (76). Ils ne se sentent que trop solidaires de la masse imposée. S'aviseraient-ils de faire du zèle ? Ils pourraient craindre des représailles. Nous pouvons en juger par le mémoire que Jean Triozon, juge de paix et répartiteur à Issoire, envoie à l'administration centrale : quatre œuvres de vigne dévastées — les pieds coupés — « pour avoir mis au jour dans la séance du 5 ventôse dernier (an VI) des injustices criantes contenues dans certaines sections de ladite commune et avoir manifesté le désir le plus vif de les réparer » ; aussi Triozon réclame-t-il son remplacement immédiat (77).

De Clermont partent des instructions, des appels, des objurgations. Le 13 brumaire an VI, l'administration centrale précise que les revenus des terres doivent être fixés lorsqu'il n'y a ni état de sections, ni matrices de 1791, mais seulement dans ce cas (78). Elle est alors dominée par le désir d'aboutir. Mais il lui vient des scrupules : « La grande majorité des administrations municipales » lui observent en effet que « l'évaluation des revenus portés dans la matrice leur paroît disproportionné en comparant certains articles des sections à d'autres » ; doit-on autoriser les rectifications, alors que les répartiteurs de l'an VI « sont bien moins nombreux et peut-être pas plus éclairés » que ceux de 1791 ? La question est donc posée au ministre le 16 brumaire et, en attendant la réponse — d'ailleurs affirmative (79) — il est rappelé aux municipalités qu'elles doivent activer les répartiteurs (80). Puis Baudet, Desribes et leurs collègues sont repris par leurs inquiétudes touchant le recouvrement : la rectification des matrices, disent-ils le 11 frimaire, apparaît sans doute comme

(73) Lettre du 14 pluviôse an VII (L. 1252).

(74) Gondre, agent particulier de Courpière, au département, 5 brumaire an VI (L. 1012).

(75) Pétition du 8 vendémiaire an VII (L. 1027).

(76) La municipalité de Menat à l'administration centrale, 25 thermidor an VI (L. 1033).

(77) L. 1012.

(78) Réponse à l'agent particulier de Courpière, 13 brumaire an VI (L. 1012).

(79) Lettre-circulaire imprimée de l'administration centrale aux municipalités et commissaires, 11 frimaire an VI (L. 1010).

(80) Circulaire reproduite au registre de l'administration cantonale de Chamalières (*Arch. de Chamalières*, D. 3).

« une tâche honorable » mais il faut craindre « le cumul de l'arriéré et du courant » ; si les répartiteurs ne fournissent pas à temps les états de changements, que des commissaires travaillent à leur frais (81). Or, en nivôse, les rôles définitifs devraient être rédigés et le plus grand nombre des matrices restent à faire (82). Par une circulaire du 22 pluviôse, Boutarel tient à dégager la responsabilité de l'agence, établie seulement « pour les travaux préparatoires et d'expédition » ; par contre « les répartiteurs sont responsables de la confection de la matrice sans pouvoir, sous aucun prétexte, se dispenser de la former » : des commissaires suppléeront à leur défaillance (83). Mais il est toujours pénible pour des administrateurs élus d'en venir à cette extrémité. S'ils s'y résignent en prairial (84), ils font preuve de tant de mollesse qu'en fructidor Boutarel les invite toujours à généraliser l'emploi des commissaires (85). Il utilise d'autre part les services de l'inspecteur des contributions : Méjansac fait des tournées dans les contrées particulièrement retardataires car, en vendémiaire an VII, « il y a des cantons entiers où il n'existe encore aucune matrice » (86). L'agent général doit à ce moment constater que même le recours aux commissaires s'avère insuffisant : « Les commissaires qu'elle (l'administration centrale) a nommés pour opérer aux frais des répartiteurs ont constamment refusé de remplir cette mission pénible, parce que la rétribution déterminée par la loi est trop modique et qu'elle n'a pas crû outre passer la loi » (87). Pressenti au sujet d'une augmentation, le ministre des finances n'a pas répondu. Quant à Boutarel, que pouvait-il ? « solliciter, presser, requérir, menacer. Je l'ai fait, affirme-t-il, mainte et mainte fois » ; Ramel est donc mal venu de s'irriter (88) : il voudrait que l'inspecteur des rôles aille « arracher » littéralement les matrices aux agents particuliers, oubliant que ces fonctionnaires sont désarmés par la loi elle-même (89).

(81) Cf. note 79.

(82) Lettre de Ramel au département du Puy-de-Dôme, 2 pluviôse an VI (L. 1010).

(83) L. 997.

(84) Menace dans la circulaire de l'administration centrale du 1^{er} prairial (L. 997) et arrêté du 6 dans ce sens (L. 1033).

(85) Lettre du 6 fructidor an VI (L. 1033).

(86) Lettre de Méjansac au département, 28 brumaire an VII (L. 1247).

(87) Lettre de Boutarel au ministre des finances, 22 vendémiaire an VII (L. 1033). — L'agent général revint sur l'insuffisance du salaire octroyé aux commissaires dans une lettre du 28 frimaire (L. 1032).

(88) Lettre de Ramel du 22 frimaire an VII (L. 1032).

(89) Malgré les efforts de l'inspecteur qui multipliait ses tournées « en dépit de la rigueur de la saison » (Lettre de Boutarel du 28 frimaire).

Enfin les 156.075 cotes des matrices foncières figurent au rapport de l'agence : mais on touche à ventôse an VII, le seizième mois depuis le début de l'opération ! (90). Le Directoire et les Conseils n'ont pas su imprimer à l'assiette un rythme plus rapide que la Constituante.

Rien de plus décevant qu'un examen comparatif des matrices de 1791 et de l'an V. Sans doute il y a progrès très net dans l'exécution matérielle ; il est même des états de sections qui dénotent un soin remarquable (91). Mais, dans l'impossibilité où nous trouvons de déterminer, en dehors des documents matriciels, les revenus des propriétaires fonciers, il ne peut être question d'établir s'il y a eu réelle amélioration de l'assiette. Au reste quelques textes de l'an VII nous permettent de cueillir des appréciations peu flatteuses. Dans une délibération en date du 29 fructidor an VII les répartiteurs de Vic-le-Comte se proclament d'accord pour estimer vicieuse la matrice foncière de Sallède (92). L'assemblée municipale de Besse préfère la matrice de 1791 à l'état de changement rédigé le 27 messidor an VI (93). A Gerzat, le 14 floréal an VII, on réclame la rectification du rôle foncier, lequel contient « des erreurs sans nombre » (94). L'agent particulier d'Ambert dit la nécessité de « faire une vérification générale des biens-fonds de la commune, qu'il est notoire qu'une quantité considérable d'héritages n'ont jamais été compris dans les états de section ; que les autres y sont portés avec une inexactitude révoltante, de contenue, qu'enfin la matrice du rôle est dans un désordre tel qu'il est hors du pouvoir des commissaires

(90) L'agent général au ministre des finances, 14 ventôse an VII (L. 1037).

(91) Voir appendice n° 2.

(92) L. 1035.

(93) « ...Cet état de changement contenoit des erreurs et injustices considérables si considérables qu'il avoit détruit de fond en comble laditte matrice de 1791 laquelle, quoiqu'étant inexacte en plusieurs points, est néanmoins infiniment plus juste et équitable que ledit état de changement, ce qui est d'autant plus naturel de croire que ladite matrice de 1791 se compose du revenu particulier de chaque héritage et de chaque fond que possèdent les propriétaires, tandis que l'état de changement est une nouvelle évaluation en bloc de la fortune entière de chaque particulier, telle que les évaluations avaient lieu avant laditte année 1791 et sans entrer dans le détail de chaque objet sujet à la contribution... » (Délibération du 19 fructidor an VII, L. 1035).

(94) Les états « contenaient des erreurs sans nombre ; ils avaient été formés sur des bases infiniment préjudiciables aux intérêts de la majorité des habitants... Tous les prés, vergers ont été indistinctement portés dans la même classe, tandis qu'il y en a la majeure partie qui ne sont que plantés depuis peu, et dans des terres non converties en prés... Cette espèce de vergers ne peut, ni ne doit être estimée au même taux que les prés, vergers de première qualité... Le revenu de ces derniers est supérieur de moitié aux autres... » (L. 1017).

répartiteurs de s'en servir... » (95). Rien de surprenant que la loi du 3 frimaire an VII dût prescrire de remettre une fois de plus sur le chantier la difficile évaluation des biens-fonds.

La contribution foncière de l'an VII

La loi du 9 vendémiaire an VI appliqua à l'exercice courant les dispositions de l'an V. Cette résolution était impérieusement commandée par les retards apportés à l'exécution de la loi du 18 prairial an V. La répartition et l'assiette ne subiraient aucune retouche (96). Par contre, les Conseils avaient consenti une réduction d'un sou pour livre (97), diminution qui ramenait le principal du département de 3.031.400 l. à 2.879.830 l. (98). Naturellement, l'administration centrale tira argument de cet allègement pour faire ressortir à nouveau la surcharge que les populations supportaient. L'heure paraissait propice : les préférences du Directoire et de Ramel allaient à un recours de plus en plus prononcé aux taxes indirectes. Aussi la contribution foncière, dont le total pour l'ensemble de la République avait été fixé à 228 millions en l'an VI, dut peser moins lourdement encore en l'an VII : la loi du 25 fructidor an VI en abaissa le montant de 18 millions (99). Cette politique de dégrèvement, laquelle intéressait également la personnelle, mobilière et somptuaire, suivait la revalorisation monétaire.

Le décret du 3 frimaire an VII renferma une longue et unilatérale étude du mécanisme de la répartition ; il y a là « un code complet » (100), destiné à durer. Mais rien ne permet de conclure à un changement important dans le système déjà en vigueur. Le nombre des répartiteurs passe de cinq à sept par l'adjonction de l'agent municipal et de son adjoint ou de deux officiers municipaux aux contribuables choisis ; la distribution du montant de chaque commune revient à ces répartiteurs et cette tâche ingrate échappe aux municipalités cantonales. La contribution foncière de l'an VII n'aura donc aucun caractère vraiment original qui la distingue de celle de l'an V (101).

(95) Extrait des délibérations d'Ambert du 21 pluviôse an VII (L. 1021).

(96) Bloch, *Recueil*, p. 683.

(97) Art. 6.

(98) Mémoire du département aux Cinq-Cents. 17 fructidor an VI (L. 240).

(99) Bloch, p. 765.

(100) Bloch, pp. 810 et 863.

(101) Cf. Bloch, p. 863. — Une disposition de la loi du 7 brumaire an VII (Bloch, p. 789), reprise par celle du 3 frimaire, introduisait une distinction

On pouvait croire que — l'expérience aidant — les opérations de l'an VII seraient entreprises à temps. Ramel eut, dès messidor an VI, la louable idée de rassembler des matériaux pour la prochaine répartition (102). Il les voulait même pour la première décade de thermidor. L'agent général se livra « à un travail forcé, à des recherches multipliées » ; les documents que lui remirent les bureaux de l'administration centrale lui permirent de dresser un tableau de la superficie, de la population et de « la consistance » du département (103). Partant d'un revenu foncier de 9.663.044 l., il concluait à une contribution de 1.515.700 l. au plus (104).

L'enquête du ministre donna aux administrateurs l'espoir qu'une pétition en décharge aurait chance de succès. Rien de nouveau au reste dans leur argumentation : il s'agit de prouver, par une évaluation des biens-fonds d'après les vingtièmes de 1790 et les matrices de 1791, que le contingent ne saurait dépasser 2.500.000 l. ou mieux 2.138.000. A l'appui des chiffres, le couplet traditionnel sur la médiocrité des sols du Puy-de-Dôme (105).

Le ministère se laissa-t-il convaincre ou n'appliqua-t-il pas plutôt au département un certain coefficient de réduction valable pour toute la France ? La loi du 7 brumaire an VII ramena le principal de la contribution foncière à 2.701.700 l. (106). Malheureusement la hausse du pouvoir d'achat de l'argent rendait illusoire cette demi-satisfaction.

Au lieu d'être arrêté dans les dix jours de la réception de la loi, le répartition entre les cantons ne parut que le 29 germinal (107). Mûrement étudié, supporterait-il avantageusement la comparaison avec les précédents ?

En fait, l'administration centrale n'avait nullement entrepris de réviser la répartition de l'an V : elle avait simplement distribué la diminution au marc la livre entre les cantons. Les régions

entre les biens nationaux productifs et les biens nationaux non-productifs ; ceux-ci, consistant en locaux administratifs, magasins, casernes, églises, châteaux abandonnés cessaient d'être imposés.

(102) Circulaire du 28 messidor an VI (L. 1017).

(103) « Je me suis attaché à y mettre la plus rigoureuse exactitude, affirmait Boutarel, et je ne crois pas que je me sois écarté de la vérité » (Rapport du 7 thermidor an VI, L. 1017).

(104) C'est un des documents les plus importants de l'époque sur la richesse foncière du département. — L'impôt calculé correspondait au cinquième du revenu.

(105) Cf. note 98. — Un mémoire du même ordre figure aux *Archives nationales*, A. F. 111, carton 254-D. 1058.

(106) Les sous ou centimes additionnels donnaient un total de 3.108.085 l.

(107) L. 1018.

précédemment surchargées le demeurent ; si certaines montagnes pauvres se trouvent soulagées, la Limagne l'est en proportion (108).

Une quarantaine de municipalités comprirent qu'elles pouvaient faire vite et se mirent en règle en quelques décades ; dix-huit les imitèrent au cours de messidor ; mais plusieurs n'en finirent qu'au début de l'an VIII (109).

La mauvaise volonté de certaines administrations locales persiste indubitablement dans les derniers temps de la Révolution. L'agent particulier de Rochefort se plaint, en thermidor an VII, de la mauvaise foi des agents municipaux : « au lieu d'applanir les difficultés, il semble qu'on se plaise à les faire naître ». Les éternelles contestations de limites entretiennent les « chicanes » et fournissent toujours d'excellents prétextes à retarder les décisions les plus urgentes (110). Plus loin, ce sont d'après discussions autour du dégrèvement. Certaines localités en arrivent à se prétendre les seules victimes des fléaux naturels : ainsi, dans le canton de Brassac, les deux bourgs de Jumeaux et de Brassac remontrent que « la rivière d'Allier avoit emporté environ 150 septérées du meilleur terrain » ; mais les autres villages d'affirmer « que les eaux avaient également endommagé plusieurs de leurs propriétés » et de revendiquer une part proportionnelle du dégrèvement (111). Celles des administrations cantonales qui ont résolu d'aboutir vite conservent les bases de la répartition de l'an V, auquel cas leurs travaux dans la dernière année du Directoire manquent d'intérêt (112).

(108) Taux de quelques cantons en l'an VII et en l'an V :

	an V	an VII
Mauzun	11 s. 2 pour livre	10 s. 1 pour livre
Olliegues	10 s. 6 »	9 s. 2 »
Latour	9 s. 2 »	8 s. »
Cournon	8 s. 8 »	5 s. »
Pontgibaud	6 s. 8 »	5 s. 9 »
Vertaizon	5 s. 9 »	4 s. 2 »
Issoire	4 s. 9 »	5 s. 5 »

(109) L. 1021.

(110) Au 18 brumaire, la municipalité de Rochefort n'avait pas encore avancé son travail ; parmi les autres cantons retardataires, le ministre Lindet signalait ceux de Bourg-Lastic, Tauves, Menat, Viverols, Vodable et Thiers extra-muros, des régions montagnardes en somme (Lettre au département du Puy-de-Dôme, du 13 brumaire an VIII, L. 1021).

(111) Lettre de l'administration municipale de Brassac, reçue par le département le 21 floréal an VII (L. 1017).

(112) Ainsi les cantons de Pionsat, Mirefleurs, Thiers extérieur, Châteldon, Chauriat (L. 1017 et pour Châteldon L. 5905).

Quant aux dispositions de la loi du 3 frimaire an VII, relatives à la réfection des matrices des rôles, si précises fussent-elles (113), elles ne purent améliorer sérieusement l'assiette de l'impôt foncier. Rien n'était changé dans la méthode ni dans le personnel. Boutarel tint à préciser que les répartiteurs devaient se borner à consigner les changements que nécessitaient les mutations survenues depuis l'an V (114). Il écrivait à l'agent particulier de Randan qu'il valait mieux renvoyer à l'an VIII la refonte des états de sections (115). Dès le premier germinal, il invitait ses collègues à lui faire passer les copies des matrices : « Nous n'avons plus un instant à perdre pour mettre les rôles en recouvrement, et nous sommes forcés de suspendre jusqu'à l'an 8 tout ce qui pourrait en retarder la confection, et d'adopter la voie la plus courte » (116). L'agent général ne prenait d'ailleurs pas sur lui de brusquer la formation des rôles : le 11 ventôse, Ramel lui avait fait comprendre l'utilité « de se borner à faire les états de mutations... l'année étant avancée » (117).

D'autre part, tout, dans cette partie, était subordonné à l'activité du répartiteur. Et pourquoi fonder des espoirs, plus en l'an VII qu'en l'an VI, sur ce personnel de fortune ?

Les répartiteurs ne sont désignés que tardivement. A Arlanc, la municipalité attend cinq à six décades pour les nommer (118) ; l'agent particulier de Viverols, Rigodon, n'y est pas encore parvenu en thermidor, « malgré ses réquisitions réitérées... (et) il n'y a guère à espérer qu'il se fasse rien jusques après la levée de la récolte » (119) ; à Pontaurmur, ce sont aussi les travaux des champs qui retardent ce choix (120) ; l'assemblée municipale de Clermont ne lance la convocation que pour le 16 prairial (121).

Les répartiteurs s'intéressent plus à la mise en valeurs des biens-fonds qu'à leur inscription sur les matrices. « J'espère, écrit Dubien, agent du canton rural d'Amberf, que les grands travaux de

(113) Dans une circulaire du 27 germinal an VII, l'administration centrale en notait les qualités (*Bibl. de Clermont*, A. 1667).

(114) Circulaire du 22 messidor an VII (L. 1035).

(115) Lettre du 7 prairial an VII (L. 1035).

(116) L. 999.

(117) L. 1017.

(118) Lettre de l'agent particulier d'Arlanc, 3 messidor an VII (L. 1017).

(119) Lettre du 4 thermidor an VII, à Roullion (L. 1035). — Les répartiteurs ne furent également nommés qu'en thermidor à Champeix (Lettre du 5 thermidor à l'administration centrale, L. 999).

(120) Villedieu, agent particulier de Pontaurmur à Roullion, 13 thermidor an VII, L. 1035).

(121) *Archives municipales de Clermont*, registre des délibérations, t. XXVIII.

la campagne qui s'avancent ne serviront bientôt plus de prétexte au retard que cette opération éprouve » (122). Son collègue de Combronde, Durin, note avec humour « l'embarras indispensable des moissons ». La même cause de stagnation est signalée par Feuillant, à Brassac et par Gaubert, dans la campagne de Riom (123). Pires, les répartiteurs qui nourrissent à l'égard du Directoire des sentiments peu sympathiques. Si l'on en croit la municipalité d'Ennezat, ceux de ce canton donnent leur démission « soit par la haine qu'ils peuvent avoir pour le gouvernement républicain soit par leur insouciance à le faire prospérer... » ; on ne peut les remplacer que « par des hommes reconnus probes mais non en même d'opérer sans le secours de l'agent particulier ou de quelques autres citoyens plus instruits qu'eux » (124). Le témoignage de J.-B. Monestier, agent particulier de Plauzat, est aussi à retenir : l'ancien Conventionnel écrit, le 5 brumaire an VIII, à l'agent général que la matrice foncière de Plauzat ne tardera pas à être achevée « à moins que les répartiteurs n'i apportent quelque obstacle ; je ne le pense pas, ajoute-t-il, quoique tous aient été pris parmi les ennemis des Républicains, parmi des magistrats fructidorisés, parmi des gens très riches et très égoïstes » (125).

La loi du 3 frimaire n'avait pas prévu le recours aux garnisaires contre les répartiteurs défaillants ; ceux-ci devaient être remplacés et punis d'une amende infligée par le juge de paix. Mais au 1^{er} vendémiaire an VIII, le cinquième seulement des rôles est formé (126). « Cet état de choses ne peut pas subsister plus longtemps, constate l'agent général Roullion. En conséquence, l'administration centrale s'occupe en ce moment de l'envoi de garnisiers chez les divers répartiteurs qui n'ont pas rempli leurs obligations » (127). On en revient inévitablement aux sanctions habituelles. Les premiers garnisaires partent en fructidor : ils vont à Authezat et à La Sauvetat, sur la réquisition de Monestier (128). D'autres se répandent dans les divers cantons au cours de l'automne de l'an VIII ; 157 matrices s'achèvent du 1^{er} vendémiaire au 18 brumaire (129).

(122) Lettre du 28 thermidor an VII (L. 1035).

(123) Lettres des 7 et 9 thermidor an VII (L. 1035).

(124) Lettre du 26 fructidor an VII (L. 1035).

(125) L. 1035.

(126) 78 rôles sur 445 (L. 1037).

(127) Circulaire du 8 frimaire an VIII, aux agents particuliers (L. 1035).

(128) Le 25 fructidor an VII (L. 1037).

(129) L. 1037.

Que les rôles de l'an VII aient été rédigés « avec exactitude », quelques agents particuliers s'en portent garants (130). Mais Grangeon, de Thiers, observe qu'on ne peut s'y fier, « à moins d'aller au-devant de contestations multipliées de la part des contribuables » ; de nombreuses mutations n'avaient pas été enregistrées (131). Les progrès réalisés en l'an VI laissaient encore la place à un sérieux travail de révision. Administrateurs et agents du gouvernement s'entendent généralement pour l'affirmer (132) ; ils n'ont, en l'an VII, ni les moyens ni surtout le temps d'appliquer à la lettre les dispositions contenues dans la dernière loi.

Pas plus dans l'assiette que dans la répartition, la foncière ne subit de changement notable avant le 18 brumaire.

(130) Ceux de Volvic, Riom extérieur, Randan, Thiers extérieur (L. 1035).

(131) Lettre du 1^{er} pluviôse an VIII au commissaire du gouvernement à Clermont (L. 1035).

(132) Aux exemples cités, p. 461, il faut ajouter les témoignages de l'agent particulier de Menat et de l'assemblée municipale d'Ambert extérieur (L. 1035).

CHAPITRE IV

La patente en l'an VI et en l'an VII

Seule de toutes les contributions directes, la patente passa, sans être modifiée, le cap du 18 fructidor. La loi du 6 vendémiaire an VI spécifia que ce droit serait perçu au cours de la nouvelle année conformément aux décrets rendus pour l'an V (1). Le ministre Ramel concentra son effort sur le recouvrement qu'il voulait plus régulier et plus rapide.

Puis une dernière loi intéressa la législation de la patente, celle du 1^{er} brumaire an VII qui ne joua guère que dans les tout derniers mois du Directoire.

L'arriéré de l'an V

L'exécution des lois du 6 fructidor an IV et du 11 germinal an V n'était pas des plus satisfaisantes lorsque débuta le Directoire fructidorien (2). L'administration centrale du Puy-de-Dôme reçut la circulaire ministérielle du 10 fructidor an VI, relative aux patentes de l'exercice en cours : mais elle n'ignorait pas que la taxe de l'an V demeurerait en souffrance. Le directeur de l'enregistrement, Paillard, se plaignait avec vivacité « de l'insouciance du plus grand nombre des administrations municipales du département et des commissaires du Directoire exécutif près chacune d'elles » (3). Il ne cessera d'ailleurs de dénoncer la mauvaise volonté des corps administratifs locaux (4). De son côté, le minis-

(1) Bloch, *Recueil*, p. 684.

(2) Voir chapitre VII de la IV^e partie.

(3) Lettre du 5 frimaire an VI à Boutarel (L. 1278).

(4) Lettre du 19 germinal an VI à l'administration centrale (L. 1264).

tre recommandait l'envoi de commissaires « aux frais des autorisés en retard » (5) ; il s'étonnait de n'avoir encore reçu qu'un seul état d'ensemble (6), remontant au 21 prairial an V. Boutarel remontra aux agents particuliers les inconvénients du recours aux commissaires (7) ; le 16 pluviôse, il fixa à 8 jours le délai qu'il leur laissait pour se mettre en règle, faute de quoi il signalerait leur négligence (8). A la fin de ventôse, 1720 patentes restaient à délivrer (9) ; il est vrai que, selon le département, beaucoup frappaient des indigents, alors que d'autres avaient été réellement acquittées, mais sans que leurs titulaires « se fussent souciés de venir les relever à la commune » (10). Après quoi, l'administration centrale regarda l'opération comme terminée (11).

Ramel déclara que ces explications ne le satisfaisaient pas : « Il ne suffit pas aux redevables d'acquitter ce droit, écrivait-il le 2 prairial ; tous ceux qui n'en ont pas requis la délivrance doivent être poursuivis pour en faire la levée... On ne peut pas regarder le recouvrement comme terminé, tant qu'il reste des redevables en retard » (12). Le ministre précisera même formellement, par une circulaire du 22 brumaire an VII, que l'indigence ne peut être considérée comme un motif de décharge, vu la quotité modique des dernières classes auxquelles les plus pauvres appartiennent (13). Paris estimait également que ce n'était pas au receveur de l'enregistrement, comme le prétendait le département, à indiquer le vrai produit de la patente : certes le receveur encaisse, mais « il n'est pas à portée de connoître le nombre des citoyens assujettis à la patente, ni la situation des poursuites que les commissaires du Directoire exécutif sont chargés d'exécuter contre les redevables en retard » (14). On voit par là que les administrateurs tendaient toujours à se décharger du souci de cette taxe sur l'enregistrement. Aussi répugnaient-ils à sévir en appliquant les sanctions prévues par la loi du 11 germinal an V. Le 27 thermidor seulement, ils annoncèrent aux municipi-

(5) Lettre du 25 frimaire an VI à l'administration centrale (L. 1085). — *Textes patente* n° 46.

(6) Lettre du 12 nivôse an VI (L. 1086).

(7) Circulaire du 2 nivôse an VI (L. 1085).

(8) L. 1086.

(9) L. 1096.

(10) L'administration centrale à Ramel, 29 germinal an VI (L. 1096).

(11) L. 1096.

(12) L. 1096.

(13) Bloch, *Recueil*, p. 806.

(14) Le ministre des finances à l'administration centrale, 2 prairial an VI (L. 1096).

palités qu'ils s'entretenaient avec elles pour la dernière fois des patentes an V et que des commissaires leur seraient envoyés après le 10 fructidor (15). Le point de vue du ministre s'imposait au bout de dix mois !

L'an VII vit progressivement la disparition de l'arriéré de l'an V. Un état du 30 vendémiaire porta encore 1018 patentes à recouvrer et le département disait alors sa crainte « de ne jamais pouvoir terminer entièrement cette partie » (16). Le ministre des finances lança sa circulaire du 22 brumaire pour éliminer tous les prétextes des administrations locales à ne pas imposer rigoureusement la taxe. Au 30 nivôse, le nombre des retardataires tomba à 672 ; ils appartenaient pour la plupart aux cantons montagneux de Giat, Herment, Olby, Saint-Amand-Roche-Savine, Cunlhat, Vodable et aux régions en partie viticoles de Plauzat, La Roche-Blanche, Beaumont, Chamalières et Combronde (17) : très faible déchet en regard du total exigible de 12.673 inscriptions (18).

La patente de l'an VI

Des rectifications permirent de compter 13.352 citoyens assujettis à l'impôt (19). 8.984 s'acquittèrent avant le 1^{er} fructidor an VI et 10.031 avant le 1^{er} brumaire an VII, versements qui représentaient respectivement 95.662 fr. et 102.908 fr. (20). Rythme analogue à celui de l'an V. Le directeur de l'enregistrement requérait encore de l'administration centrale une action vigoureuse « pour obtenir des résultats plus efficaces et plus productifs » (21). L'agent général Roullion invitait les agents particuliers à provoquer des poursuites « contre tous ceux qui n'avaient pas encore pris leurs patentes, soit de l'an V, soit de l'an VI » (22).

Un coup d'œil sur la correspondance administrative permet de saisir les causes des retards et des moins-values.

La plupart des administrations municipales consentent des déclassements. Celle d'Ambert « fait droit à un grand nombre de

(15) L. 1085.

(16) Lettre au ministre, 1^{er} brumaire an VII (L. 1096).

(17) L. 1096.

(18) Voir p. 417.

(19) L. 1278.

(20) L. 1278.

(21) Lettre du 27 pluviôse an VII (L. 1265).

(22) Circulaire du 16 fructidor an VII (L. 1087). — *Textes patente* n° 59.

réclamations et range plusieurs des réclamants dans une classe plus basse que celle immédiatement inférieure à la classe à laquelle ils appartenaient ». Cette violation de la loi (23) serait due à « la misère, pour ne pas dire la ruine totale, la modicité du commerce qu'éprouvent et que font les individus qui ont été ainsi classés ». L'agent du gouvernement, le fabricant de papier Pourrat, s'apitoie sur le sort de ces malheureux : « Il en coute, écrit-il, d'en venir à des poursuites judiciaires quand on est bien convaincu qu'on ne réussira à obtenir le paiement de la patente qu'en faisant vendre le mobilier d'un misérable marchand » (24). La municipalité thiernoise voudrait exempter les ouvriers couteillers qui travaillent pour leur patron (25) ; elle inscrit sur un registre les réclamations des intéressés, « car la plupart des Thiernois ne pourront pas payer, le commerce en quincaillerie, papier, fileterie stagnant » (26). L'administration clermontoise modère aussi de son propre chef la taxe « de quelques habitants peu fortunés » (27).

Les bourgs de moindre importance et les campagnes se conforment à l'attitude des principaux centres. Les municipaux de Sauxillanges inscrivent systématiquement les personnes exerçant telle profession dans la classe inférieure à celle que la loi indique (28). Le directeur de l'enregistrement signale le même fait à Ennezat et nous avons effectivement le texte d'un arrêté municipal y établissant un tarif « fondé sur la justice et un mûr examen », en réalité inférieur au tarif officiel (29). Le canton du Montel-de-Gelat est accusé d'avoir pris la même liberté (30). La municipalité rurale d'Ambert décline des cabaretiers qui l'incitent à « surveiller les abus et arrêter les funestes effets de la rapacité des hommes de finances trop accoutumés aux formes oppressives d'un gouvernement aujourd'hui détesté » (31) : les élus sont aux côtés de leurs électeurs contre le fisc ! Onze particuliers obtiennent leur radiation à Pionsat, et Grimardias, agent de Montaigut, s'étonne des décharges accordées à certains

(23) On ne pouvait déclasser que d'une seule classe.

(24) Lettre à Boutarel du 2 messidor an VI (L. 1097). — *Textes patente* n° 53.

(25) Lettre du 6 frimaire an VI. Rappelons que la question avait été déjà posée en 1791.

(26) *Arch. de Thiers*, registre des délibérations.

(27) Lettre du 7 germinal an VI (L. 1264).

(28) Le vérificateur de l'enregistrement d'Issoire, au directeur de l'enregistrement, 4 pluviôse an VI (L. 1098).

(29) 25 nivôse an VI. — *Textes patente* n° 49.

(30) Lettre à l'administration centrale, 2 floréal an VI (L. 1098).

(31) Lettre à l'administration centrale, 11 ventôse an VI (L. 1086).

de ses administrés (32). L'assemblée du canton de Chauriat intercède en faveur du cordonnier Baubin et du serrurier Gironde qui « sont dans la plus grande misère » (33) ; celle du canton de Mirefleurs exempte deux officiers de santé, un batelier et un charron adonnés surtout à l'agriculture (34). « Ceux qui ont pu l'éluder (la loi), avoue-t-on à Saint-Amand-Tallende, sont des citoyens qui ne font pour ainsi dire aucune espèce de commerce et dont les infirmités, le peu d'industrie et de faculté, les dispense du paiement » (35). La pauvreté et d'une manière générale la crise économique servent de commodés et classiques arguments aux contribuables désireux de frauder et aux administrateurs soucieux de popularité (36).

L'annonce de poursuites produit parfois ses effets. Les 756 patentes de Riom sont prises du 22 frimaire an VI au 22 brumaire an VII, alors que l'agent du gouvernement fait décider des contraintes à dater du 15 nivôse an VI (37). Le commissaire des Martres-de-Veyre obtient du juge de paix « quelques jugements propres à combattre l'assoupissement » (38). A Vic-le-Comte, on prononce 62 condamnations (39). A Volvic, « il y a des jugements contre tous les contribuables en retard » (40). L'agent Villedieu, de Pontaumur, fait intervenir la force armée pour la saisie des biens meubles (41). En dépit du mauvais vouloir de la municipalité rurale d'Ambert, le représentant du Directoire Gauthier fait également marcher les huissiers ; il est vrai que l'insolvabilité des saisis rend la mesure vaine (42).

Les redevables récalcitrants trouvent fréquemment un encouragement dans la complicité des administrations locales. Mais il est des agents particuliers qui ne remplissent pas non plus leur devoir ; le directeur de l'enregistrement désigne nommément ceux d'Aubière et d'Herment : le premier fonde son inaction « sur ce qu'il n'est en place que depuis l'an VII », l'autre se refuse à admettre le principe des sanctions en matière de patentes (43). Le receveur du bureau d'enregistrement de Cunlhat voit aussi dans

(32) Lettre du 20 nivôse an VII (L. 1097).

(33) Lettre du 25 frimaire an VII (L. 1097).

(34) Lettre du 5 nivôse an VII (L. 1097).

(35) Lettre du 20 frimaire an VI (L. 1086).

(36) Voir p. 540.

(37) *Arch. communales de Riom*, G. 16.

(38) Lettre du 15 messidor an VI (L. 1097).

(39) Lettre du 23 frimaire an VII à Boutarel (L. 1097).

(40) Lettre du 26 brumaire an VII (L. 1097).

(41) Lettre du 23 fructidor an VII (L. 1098).

(42) Lettre du 23 fructidor an VII (L. 1098).

(43) Lettre du 13 prairial an VII (L. 1098). — *Textes patente* n° 58.

la négligence des commissaires la cause principale des lenteurs du recouvrement et Boutarel ne lui donne pas tort en semonçant l'agent particulier du lieu (44). D'ailleurs, l'administration centrale ne manœuvre pas toujours habilement : elle accorde aux cantons d'Aigueperse et de Combronde un déclassement si massif que les juges de paix eux-mêmes ne mettent aucun empressement à y appliquer les sanctions (45).

En somme, l'agence ne réussit pas à créer l'entière unité d'action susceptible d'assurer à la patente un rendement uniforme et rapide.

L'application de la loi du 1^{er} brumaire an VII

Le Directoire devait apporter au régime de la patente une dernière modification. Cependant la loi du 1^{er} brumaire an VII innovait beaucoup moins qu'elle ne le prétendait (46). Au droit fixe, réglé par un tarif analogue à celui de l'an V, s'ajoutait toujours un droit proportionnel au dixième du loyer des maisons d'habitation, usines, ateliers, magasins. Seuls les contribuables, rangés dans la sixième classe et ne payant pas 30 francs de droit fixe, étaient exemptés de la taxe proportionnelle. Afin d'éviter désormais tout retard dans le recouvrement, les Conseils avaient prescrit de faire prendre la patente dans les trois premiers mois de l'année. Ainsi les particuliers qui entreprendraient par la suite un métier sujet à la contribution ne la payeraient « qu'au prorata de l'année calculée par trimestre ». Il appartenait aux agents des communes de dresser les listes de citoyens soumis à l'impôt et aux municipalités cantonales de fixer la quotité du droit.

Le calcul de la nouvelle patente présentait trop d'analogie avec celui de la précédente pour que la charge et le nombre des redevables fussent très différents. Que l'on trouve un peu plus ou un peu moins de patentés, les variations sont toujours minimales : 5,9 % au lieu de 6 % à Clermont, 6 % au lieu de 7 % à Thiers, 4,2 % à Ambert au lieu de 5,4 %, mais 5 % et non plus 3,9 % à Maringues, etc. (47). Le poids de la contribution ne change pas

(44) Lettre à Boutarel, du 17 ventôse an VII (L. 1278).

(45) Le jury d'équité d'Aigueperse à l'administration centrale, 20 pluviôse an VI (L. 1011). Le commissaire de Combronde à Boutarel, 16 germinal an VI (L. 1097).

(46) Elle prétendait pourtant abroger toute la législation antérieure.

(47) Voir le tableau des patentes de l'an VII dans : *Recueil de Textes... relatifs à la patente*, p. 97.

dans des proportions plus sensibles : o fr. 92 à Clermont, o fr. 67 à Riom, o fr. 38 à Pont-du-Château, o fr. 09 à Bourg-Lastic, o fr. 06 à Gerzat contre 1 fr. 04, o fr. 38, o fr. 35, o fr. 04, o fr. 06 respectivement en l'an V. Au total on compte 13.118 à 13.441 contribuables et le montant s'élève à 113.413 fr., soit des chiffres approchant beaucoup ceux de l'an VI (48).

Bien entendu, les états que les municipalités étaient tenues de former immédiatement tardèrent à paraître. Boutarel le constatait avec amertume le 23 pluviôse et le 3 prairial (49). Roullion remarqua dans les relevés de sérieuses diminutions par rapport à l'année précédente : ne provenaient-elles pas de fausses évaluations des loyers ? (50). A son tour l'administration centrale se déclara peu satisfaite du recouvrement (51). De fait le rendement fut plutôt moins bon qu'en l'an VI. A la chute du Directoire, 9.043 patentes étaient délivrées d'une valeur de 78.827 fr. et le ministre Gaudin pourra parler d'un déficit considérable (52). L'arriéré ne sera réglé qu'un an après, en somme avec un retard comparable à celui de tous les exercices antérieurs.

Le Directoire ne parvint jamais à faire payer tous les patentés dans les délais prescrits. Il réussit pourtant à tirer de cette contribution des ressources beaucoup plus considérables que la Constituante et la Législative (53).

(48) L. 1279.

(49) L. 1086 et 1265.

(50) 2 messidor an VII (L. 1278).

(51) Circulaire aux commissaires des cantons, 22 brumaire an VIII (L. 1088).

(52) Lettre du 7 frimaire an VIII (L. 1279).

(53) Comparer les tableaux des patentes de 1791, an V et an VII dans le *Recueil de Textes... relatifs à la patente*.

CHAPITRE V

La contribution personnelle, mobilière et somptuaire

Rien ne montre mieux la fragilité des créations mobilières de la Révolution que leur peu de durée. Le système de l'Assemblée constituante ne tint pas trois ans. C'était un compromis entre les principes d'un impôt de répartition et ceux d'un impôt de quotité. La base essentielle, le loyer d'habitation, avait dès l'abord fait l'objet de vives critiques ; les rejets en augmentation sur la cote mobilière et plus particulièrement sur la cote d'habitation — conséquence des exigences a priori de l'Etat — faussaient aussi le sens de cette contribution, dont le poids ne correspondait nullement aux richesses mobilières d'une région surtout rurale.

Les Thermidoriens imaginèrent une contribution personnelle et somptuaire dont la taxe fixe violait le principe fondamental, posé par la Constituante, de la proportionnalité de l'impôt au revenu et dont la pièce de résistance, la taxe sur les cheminées, dépendait du train de vie apparent, le plus souvent sujet à contestations. Les citoyens furent peu touchés. A vrai dire cet impôt de quotité n'était pas lourd : ainsi le Puy-de-Dôme n'eut pas à déboursier plus de 100.000 l. et encore les circonstances lui permirent de s'acquitter en assignats valeur nominale (1).

Nous avons pu dire que la loi du 14 thermidor an V établissait une combinaison dont la nouveauté le disputait à l'ingéniosité. On avait renoncé à subordonner les besoins du gouvernement aux possibilités du contribuable. Il s'agissait de procurer au

(1) Voir le chapitre VI de la IV^e partie.

Trésor des ressources que la personnelle et somptuaire ne pouvait évidemment lui assurer. L'institution des jurys d'équité, citoyens désignés par les administrations municipales pour collaborer à la confection des matrices, apparaissait comme une garantie de pure forme offerte aux cotisés (2). En réalité, on revenait nettement à l'impôt de répartition. Un contingent était à nouveau imposé à chaque département ; il se montait à 637.200 l. pour le Puy-de-Dôme, somme infiniment supérieure à celle que la contribution de l'an III avait pu produire. Le tiers du contingent composerait les cotes personnelles lesquelles varieraient de 30 sous à 120 l. selon les facultés globales — foncières comprises — de chacun. Mais, comme l'administration centrale fixerait le mandement de chaque canton d'après un taux moyen, calculé en fonction de la population totale, inévitablement les différentes circonscriptions seraient traitées non d'après la fortune de leurs habitants mais d'après l'effectif des contribuables : donnée des plus arbitraire (3).

Les administrateurs devaient se procurer des renseignements relatifs à l'assiette des taxes somptuaires maintenues sur les domestiques, les chevaux, etc. Des tarifs établis par le législateur, ils déduiraient le produit de ces taxes, concession faite au principe de la quotité. Théoriquement les cotes personnelles et les taxes somptuaires pouvaient remplir le montant d'un mandement ou peu élevé ou adressé à une ville de riche négoce. Un écart subsista ordinairement que les cotes mobilières, rétablies, étaient appelées à effacer. Ces cotes, tout comme en 1791, frappaient les revenus autres que ceux de la terre : salaires, profits tirés de l'activité commerciale et industrielle, etc. ; les anciens rôles fourniraient des indications que précisaient des enquêtes sur la situation économique des localités (4). Ramel attendait même de cette dernière répartition une « juste proportion » entre des communes inégalement fortunées que les cotes personnelles auraient pu placer sur le même rang. Le ministre rappelait que les campagnes présentaient en général « beaucoup moins de facultés mobilières que les villes » ; il recommandait aux administrations d'épargner les pauvres villages et aux jurys d'équité les citoyens indigents.

Or la loi faisait encore la part trop belle aux initiatives des jurys. Ainsi la cote personnelle pouvait aller de 1 l. 10 s. à 120 l.

(2) La loi fixait le nombre de jurés appartenant à chaque état de fortune.

(3) Voir les instructions de Ramel (Bloch, *Recueil*, pp. 672-673).

(4) Bloch, p. 673.

par tête : le Directoire avait sans doute voulu éviter la division du contingent en une infinité de petites cotes — suivant l'intérêt des riches — ou au contraire l'écrasement de quelques contribuables ; louable précaution, mais certainement insuffisante. Qu'advierait-il d'autre part si les jurés refusaient de former des cotes mobilières, par défaut réel ou supposé de revenus adéquats ?

*Le contingent du Puy-de-Dôme et les mandements
adressés aux cantons*

La loi du 14 thermidor an V accordait aux administrations centrales un délai de deux mois pour répartir la contribution personnelle, mobilière et somptuaire. Desribes, Baudet-Lafarge et Chollet aboutirent le 28 brumaire, après cinq décades de travail ou plutôt de tâtonnements.

Aucune difficulté pour la cote personnelle : le tiers du contingent total (637.200 l.) donnait la somme de 212.400 l. La population « effective » s'élevait à 493.703 individus (5), le taux moyen par tête serait de 8 s. 7 d. 1/4, chiffre qui, multiplié par la population de chaque canton, ferait connaître le montant de la personnelle pour chacun de ces arrondissements. La fixation des taxes somptuaires aurait été aisée si les administrateurs avaient pu se reporter aux matrices des rôles mobiliers de 1791. Malheureusement la liquidation des archives des districts avait dispersé ces documents entre les municipalités de canton (6). Desribes et ses collègues s'arrêtèrent à un total approché de 70.800 l. Il leur restait donc 354.000 l. à reporter sur les cotes mobilières. Mais, lors des répartitions précédentes, les cotes somptuaires et mobilière étaient confondues (7). « Il faudrait, écrivait l'un des administrateurs, que les connaissances locales qu'on peut avoir remédiasent aux données désignées par la loi, et certainement la mémoire ne pourrait pas les procurer totalement » (8). Impossible de se reporter à la personnelle de l'an III, puisque « les districts et cantons n'ayant pas une somme fixe à imposer, n'avaient pas entièrement suivi les dispositions des loix » (9). Une enquête

(5) Voir plus loin sur ce chiffre p. 478.

(6) Minute d'un projet de répartition de la contribution personnelle (L. 1011).

(7) Arrêté du 28 brumaire an VI (L. 239).

(8) Voir la note 6.

(9) *Ibidem*.

menée par l'agence se borna à établir que le département, n'ayant « ni commerce, ni fabrique ni de riches propriétaires, les héritages étant très morcellés », ne pouvait payer plus de 222.000 l., effort fourni en 1793 (10) : comment s'en tenir à des appréciations aussi contestables ?

Le mal tenait évidemment à l'importance du montant total et c'est dans ce sens que l'administration centrale orienta ses remontrances. Elle ne se borna pas à les présenter le 28 brumaire, alors qu'elle arrêta la distribution des contingents cantonaux, elle argumenta à nouveau dans un rapport qu'elle adressa aux Cinq-Cents le 17 fructidor suivant (11).

On pouvait chicaner tout d'abord sur le chiffre de la population admis par le Corps législatif : les états fournis par les municipalités cantonales accusaient 493.703 habitants et non 505.332 (12). Suivait une âpre critique — d'ailleurs fondée — de la base démographique, « infiniment vicieuse et préjudiciable aux intérêts du Puy-de-Dôme, en ce que ce département quoique très peuplé, ne (pouvait) être mis au rang des pays de commerce et d'industrie ». Les administrateurs du département allaient même jusqu'à assurer qu'on n'y trouverait « pas vingt maisons jouissant d'objets somptuaires tels que voitures, cheveux, nombreux domestiques ». Ils reprenaient l'argument qu'en l'an III la contribution n'avait pu s'élever qu'à 132.256 l., qu'en 93 elle n'avait pas dépassé 222.397 l. ; ils ajoutaient que, « sans la facilité du paiement d'alors », jamais l'énorme contingent de 1792 n'eût été payé (13). Ils concluaient à l'impossibilité d'éviter la taxation « des citoyens non imposables » et laissaient craindre de graves déceptions touchant la productivité de l'impôt. Dans un mémoire en date du 15 nivôse, il fut précisé que, conformément à la loi, les deux tiers du contingent auraient dû être répartis entre huit communes. Les ruraux se plaignaient de surtaxes énormes : ainsi, était-il admissible qu'une administration cantonale ne réussît à distribuer sur quelques fermiers, marchands ou cabaretiers que 66 l. d'un mandement s'élevant à 2.200 l., quitte à répartir les 2.134 l. du reliquat au marc la livre de la foncière ? Pouvait-on s'en tenir à cette « mauvaise opération » ? (14). Mais Ramel fit la sourde oreille.

(10) L. 1017.

(11) L. 239.

(12) L. 240.

(13) Allusion au discrédit de l'assignat, alors que le paiement en numéraire s'imposait à nouveau.

(14) L. 997.

Les récriminations motivées des administrations municipales permettent d'apprécier les conséquences du « répartition » effectué par les bureaux de Clermont. Les municipaux d'Artonne firent ressortir « la monstruosité » du taux auquel le contingent de leur canton portait la quote-part de chacun de leurs administrés. « Le Corps législatif, remontrèrent-ils, a donné l'exemple le plus frappant de la différence qui doit avoir lieu entre les villes et les campagnes purement agricoles en portant le département de la Seine à plus de 10 fr. 11 s. par tête, tandis que celui du Puy-de-Dôme ne s'élève qu'à 25 s. 2 d. 5/8... » (15). Croirait-on « qu'il existe dans le département plusieurs grandes cités riches par le commerce, l'industrie et les arts, habitées par un grand nombre de fonctionnaires salariés et par des célibataires que le législateur a surtout voulu atteindre par la loi du 14 thermidor ?... (Aussi) la répartition d'un impôt qui excède la totalité du revenu qui doit le supporter est impossible » (16). Conchon, agent particulier de Volvic, adressait à Boutarel le même reproche : « Si la franchise, la droiture et la sincérité avoient procuré à l'administration centrale, la connoissance des richesses mobilières de son ressort, elle n'auroit pas fait cette répartition, d'une manière qui au premier coup d'œil, présente une assiette bizarre d'un canton à l'autre... » (17). Des citoyens de Saint-Germain-Lembron dénoncèrent « la partialité la plus choquante qui a présidé à une opération dans laquelle on a méconnu tous les principes de la justice distributive » ; à les en croire, la ville d'Issoire ne supporterait « qu'un tier en sus, en dépit de la différence dans la population, le commerce et l'industrie et les autres ressources de cette commune » (18). Bourg-Lastic ne trouvait une explication de sa charge excessive que dans une erreur évidente du département (19).

Mais le mécontentement s'exprimait aussi bien dans les villes. Les municipaux de Clermont plaidaient longuement contre « la taxe exorbitante » de 137.500 l. qu'ils devaient répartir. Ils remontraient que la population du chef-lieu ne représentait que le 21^e de celle du département et qu'« ainsi pour que la cote personnelle de Clermont fut portée à 10.213 l., il faudrait que le montant de la cote totale du département fut de 214.373 l. ce qui

(15) Délibération en date du 4 nivôse an VI (L. 1014).

(16) L. 1033.

(17) Lettre du 19 nivôse an VI (L. 1033).

(18) L. 1014. — L'assertion était justifiée.

(19) Lettre du 25 frimaire an VI (L. 1011).

La contribution personnelle, mobilière.

et somptuaire (an. V)

Chrysomelae per habitant, 18125



(continued)

(Earmont, 5¹⁶
Aubière: 2²⁵
Courmon: 7¹³
Charvat: 7²⁸
La Roche: 1¹⁹
Les Martres: 7¹¹
Ninfeaux: 7⁵
Mendon: 7¹⁰
Péregat: 7⁸
Neuchâ: 7¹⁰

On a toujours les yeux des tentes
(sauf celles où le charge est
particulièrement forte



paroit exorbitant » (20). En fait, cette dernière était de 212.400 l. Le chiffre de 99.787 l., représentant les taxes somptuaires et mobilières, semblait également démesuré au regard des administrateurs clermontois qui, « sans regretter l'ancien ordre de choses », rappelaient les pertes que leur ville avait éprouvées depuis la Révolution : suppression des offices d'ancien régime, disparition des « suppôts du luxe et de la mollesse qui habitaient Clermont a cette époque ». Non qu'il s'agit « d'assujettir les intéressans habitans des campagnes a supporter seuls la majeure partie des contributions a raison des avantages qu'ils retirent de notre heureuse révolution » ; mais les bourgeois se refusaient à accepter une quote-part de 20 l. en moyenne par tête. Or il apparaît bien que les seules taxes somptuaires, à raison d'un domestique et d'un cheval de selle, s'élevaient déjà à 7 ou 10 l. (21). Les administrateurs d'Issoire écrivaient de leur côté aux membres de l'administration centrale : « Il paraît que vous avés considéré la commune d'Issoire comme une commune de commerce de premier ordre ; cependant elle n'est qu'agricole. Un grand nombre d'habitans a cause de leur indigence seront dans le cas d'être exceptés. Nous n'en avons pas dont la fortune puisse être comparée à celle des gros propriétaires comme dans beaucoup de communes du département. Nous devons donc croire que le jury ne pensera pas qu'aucun citoien d'Issoire soit dans le cas de supoter le maximum de 120 l. fixé pour la cote personnelle... » (22).

L'agence établit le tableau comparatif suivant :

189.176 l. distribuées entre les 68.368 habitants de sept villes, soit 2 l. 15 s. ; 448.029 l. entre les 421.119 habitants des campagnes, soit 1 l. 1 s. (23). Il suffit d'ailleurs de considérer la carte X pour être convaincu du véritable régime de faveur dont jouissaient les sept agglomérations considérées comme villes. La répartition de la personnellé, mobilière et somptuaire de l'an V présente de frappantes analogies avec celle de la mobilière de 1791 (carte V), « sauf les modifications dont quelques communes avaient paru susceptibles », pour reprendre l'expression de l'administration centrale (24). La seule tendance nette consiste en une concentration de l'impôt sur les cantons des environs de

(20) Lettre du 29 frimaire an VI (L. 1011).

(21) Bloch, *Recueil*, p. 671.

(22) Lettre du 17 frimaire an VI (L. 1011).

(23) L. 1017.

(24) Voir la note 6.

Clermont (en particulier sur Chamalières, Beaumont, Aubière, La Roche-Blanche, Cournon) et en une certaine décharge de quelques régions rurales périphériques (hauteurs de Montaigut, nord de la Limagne, montagnes dominant Billom et versant méridional du Mont-Dore). Le facteur démographique l'emporte indubitablement sur l'élément richesse mobilière, si imprécis (25).

La répartition entre les communes en l'an VI

Les administrations municipales, à la réception de leurs mandements, devaient résoudre le difficile problème de la fixation des contingents communaux ; alors les jurys d'équité pourraient à leur tour distribuer ces contingents entre les contribuables. Or, les municipaux se trouvaient prisonniers des mandements, tenus de les respecter et d'opérer comme les membres de l'administration centrale eux-mêmes. Ils appliqueraient le taux de 8 s. 7 d. à la population de chaque localité de manière à obtenir le montant des cotes personnelles communales. Ils s'ingénieraient ensuite à découvrir les objets de luxe tombant sous le coup des taxes somptuaires, ainsi que les facultés mobilières susceptibles de supporter les cotes du même ordre. D'après les propres instructions du ministre, il leur était d'ailleurs loisible d'exempter de l'impôt mobilier les communes qui ne paraîtraient guère pouvoir acquitter que la taxe personnelle, celle-ci demeurant, somme toute, seule irrévocable. Il y avait donc contradiction entre la lettre et l'esprit de la législation : si les municipalités pouvaient tenir compte des cas d'espèce, elles devaient également distribuer la totalité des contingents (26).

L'administration centrale reçut une multitude de protestations. Dès le 15 brumaire, Desribes signalait au ministre que plusieurs cantons se refusaient à faire une répartition jugée par eux impossible (27). Bientôt, Boutarel mit en garde le département contre « les démarches en dégrèvement » dont il importait « d'arrêter les progrès, afin qu'ils ne nuisent pas plus longtemps à la confection des rôles » (28) ; il se plaignait d'être accablé de questions par les agents particuliers. Pour couper court à toute hésitation et triompher des scrupules, l'administration centrale en arriva

(25) Le mécanisme même de l'impôt entraînait cette répartition (cf. p. 476).

(26) L'administration centrale au ministre des finances, 15 nivôse an VI (L. 997).

(27) L. 1014.

(28) Lettre du 27 pluviôse an VI (L. 1011).

donc à prescrire formellement la distribution intégrale des mandements. Elle écrivait par exemple au canton de Giat : « Il vous suffit d'avoir acquis tous les renseignemens que vos connaissances locales ont pu vous procurer, pour établir un juste équilibre dans la répartition sans vous inquiéter de la surtaxe générale qui peut en résulter » (29).

Mais les municipalités cantonales avaient trop beau jeu pour ne pas traîner. L'an VI fut employé par la plupart d'entre elles à discuter la légitimité d'une contribution dépassant de beaucoup les possibilités de leurs administrés (30). Ainsi, le 23 pluviôse, le département accordait quatre jours au canton de Plauzat « pour s'exécuter » ; le 17 messidor, Boutarel revenait à la charge, sans plus de succès, puisqu'il réitérait, le 12 thermidor, sa menace de l'envoi d'un commissaire. A lire l'agent particulier J.-B. Monestier, la mauvaise volonté des gens de Plauzat ne datait pas du Directoire et tenait à des sentiments peu favorables à la Révolution. Il faut bien avouer que les réticences des autres cantons étaient bien faites pour entretenir cet état d'esprit (31).

La correspondance des cantons ne montre pas seulement l'unanime effort pour exposer l'insuffisance des facultés destinées à supporter l'impôt ; grâce à elle, nous saisissons la variété des modes de répartition adoptés par les autorités locales.

Les pays montagnards font valoir qu'une pareille contribution ne peut toucher que des centres industriels et commerçants. Le canton d'Arlanc « ou l'industrie et le commerce ne signifient a peu de chose presque rien ne sait quel parti prendre (lui), qui est déjà porté bien au-dessus de son taux dans la contribution foncière » (32). A Mauzun, « un membre a observé qu'il sembloit d'après la loi que le canton ne devoit pas être compris dans la contribution somptuaire attendu qu'il ne s'y trouve ni chevaux ni voitures de luxe, et que les individus à gages sont tous employés à la charrue et à la culture » (33). A Ravel, de même, on ne découvre que « deux domestiques males et sept femelles, un cheval de luxe » le tout donnant 15 fr. 5 sur les 2.980 fr. 25 à imposer ; faudrait-il taxer « des potiers de terre, des thuilliers

(29) Minute d'une lettre du 28 nivôse an VI (L. 1014).

(30) Augerolles estimait, le 20 pluviôse, que la répartition devait être remise tant que le département ne serait pas revenu sur une erreur d'estimation de la population d'Olmet (L. 1014) ; Brassac revendiqua une diminution, le 5 ventôse (L. 998) ; Châteldon, le 12 ventôse (L. 1033) ; Riom rural, le 26 (L. 1011).

(31) L. 1011.

(32) Lettre du 7 nivôse an VI à l'administration centrale (L. 1014).

(33) Délibération en date du 5 nivôse an VI (L. 1014).

qui, pour faire cette marchandise qui les assujettit à la patente emploient la terre de leurs héritages, qui ne peuvent produire de récoltes » ? (34). Dans le canton d'Olliergues « on n'aperçoit ni voitures, ni chevaux, ni mulets de luxe... Les citoyens qui auraient envie de se faire rouler en voiture auraient encore à vaincre la nature des chemins, qui ne sont presque partout que des sentiers pratiqués dans les rochers. Les fonctionnaires publics ne sont qu'au nombre de trois ». Va-t-on rejeter l'impôt sur « les personnes à gages uniquement employés à la charrue, à la culture des terres, à la garde des bestiaux ? » (35).

Les objections viennent, identiques, des hauteurs de l'ouest. A Herment, il est « unanimement reconnu qu'il y aurait impossibilité d'asseoir avec justice le montant du mandement sur les communes du canton, et encore plus d'en faire le recouvrement, attendu qu'il ne s'y trouve aucune des personnes que la loi invite pour être assujettis à cette contribution, si ce n'est trois notaires, le juge de paix et son greffier, le commissaire du pouvoir exécutif chargé d'onze enfants, et dix à douze marchands de bestiaux qui déjà ont éprouvé le paiement du droit des patentes... » (36). Volvic se refuse « à faire supporter aux propriétaires, qui, par la contribution foncière, paient à l'état, tout ce qu'ils lui doivent, cette nouvelle charge » (37). Les administrateurs de Rochefort constatent « que sur cette sept communes dont est composé ce canton, cinq ne sont habitées que par des cultivateurs chés lesquels il n'existe pas le moindre objet de luxe » ; la municipalité est donc réduite « à marcher entre des dangers également à craindre pour des officiers municipaux, tels que d'être presque forcés de donner à l'arbitraire à défaut de baze bien précise, de violer le texte de la loi, en le faisant porter sur des propriétaires fonciers ou de ruiner le commerce et l'industrie de deux bourgs, en faisant porter sur eux la presque totalité de l'impôt mobilier en se conformant à la loi... » (38). Les habitants de Saint-Diéry, voisins de Besse, « exposent qu'ils sont absolument dans l'impossibilité de pouvoir payer une somme aussi exorbitante (1827 l. 6), principalement la somme assignée en cette mobilière (1040 l.) attendu qu'il n'existe dans ladite commune que des propriétaires dont les fonds sont déjà

(34) Séance du 5 nivôse an VI (L. 1014).

(35) Lettre du 30 fructidor an V au département (L. 1012).

(36) Lettre du 4 nivôse an VI (L. 1014).

(37) Lettre de l'agent particulier Conchon à Boutarel (L. 1033).

(38) Lettre reçue le 5 pluviôse par l'administration centrale (L. 1014).

frappé de la contribution foncière, qu'il n'y a dans icelle pour être atteints de la contribution mobilière que deux tailleurs dont l'un est très pauvre, un tixerand aussi très pauvre et chargé d'une nombreuse famille, deux obergistes qui ne vendent presque rien attendu que Saint-Diéry n'est pas un endroit de passage... » (39).

Des plaines montent des plaintes aussi nourries. La commune d'Aigueperse se dit « surchargée attendu qu'elle n'est point commerçante et tous ses produits sont agricoles » : ainsi, « sur vingt voituriers six à huit au plus voiturèrent du bled au marché de Clermont à leur compte, les autres sont seulement employés à leur journée ; sur vingt ou vingt-cinq tixerrants, quatre font le commerce des toiles, encore ce commerce est-il bien limité, puisqu'ils n'en vendent qu'environ 8 à 10 pièces chacun » (40). La campagne de Riom n'aurait pas été mieux pourvue en objets de luxe (41). Les municipaux de Chamalières assurent « qu'il y a presque nullité des objets somptuaires, considérant qu'il n'y a ni exploitation, ni commerce, ni rentiers... qu'il y a seulement quelques fermiers, peu d'ouvriers en boutique, quelques meuniers, fouloniers ou papetiers » (42) ; encore les propriétaires « des moulins à farines, papeteries ou foulons » sont déjà taxés au titre de la foncière et de la patente (43). Le spectacle aurait été aussi désolant du côté de l'Allier. Dans tout le canton de Vic-le-Comte, impossible de dénombrer plus de dix à douze domestiques femmes ; ni voitures, ni domestiques mâles ; « les arts et métiers peuvent être regardés comme nuls... il n'y a point de commerce » (44). A Chauriat, « il n'existe ny chevaux ny voitures de luxe ; tous les domestiques y sont employés aux travaux de l'agriculture ou à la garde des bestiaux » (45). Rappelons enfin le pessimisme des Clermontois et des gens d'Issoire (46).

Certes, ne demandons pas à l'agent général ou à ses collègues de confirmer ces vues. L'eussent-ils voulu que leurs fonctions leur commandaient de passer outre. Qu'il nous suffise d'examiner les méthodes auxquelles les municipalités recoururent pour se tirer d'embarras.

(39) L. 1014.

(40) Le jury d'équité d'Aigueperse à l'administration centrale, 20 pluviôse an VI (L. 1011).

(41) Lettre du 23 frimaire an VI (L. 1014).

(42) *Arch. de Chamalières* (Registre du canton, D. 3).

(43) Lettre du 29 frimaire an VI (L. 1011).

(44) Lettre du 19 frimaire an VI (L. 1014).

(45) Délibération du 28 brumaire an VI (L. 1014).

(46) Voir la page 481.

La cote personnelle ne pouvait donner lieu à aucune discussion. A Artonne cependant, les uns voulaient une répartition calculée d'après la population effective, les autres prétendaient ne tenir compte que du nombre des contribuables. Le premier avis, conforme à la loi, l'emporta, mais la discussion prouvait que le texte législatif n'était pas suffisamment connu (47).

Les taxes variables furent l'occasion de débats longs et passionnés. Une solution simpliste consista à les fixer au prorata de la population (48). Ayant 3.645 l. 10 s. à distribuer, la municipalité de Pontaumur s'ingénia à en distraire 645 l. 10 s. sous forme de taxes somptuaires qui pesèrent sur les deux communes les plus industrieuses, Pontaumur même et Miremont ; les 3.000 l. du surplus formèrent le contingent des cotes mobilières réparties à raison de l'importance démographique de chaque localité (49). L'administration d'Artonne n'oublia pas de comprendre parmi les redevables « les cy-devant prêtres et religieuses », ceux-ci pour une somme de 1.500 l. sur un montant global de 5.450 livres (50). A Manzat, sauf 20 l. imposées sur les fonctionnaires, la totalité de la contribution fut distribuée en proportion du nombre des habitants (51). Calculer les taxes variables d'après la personnelle revenait au même : c'est ce que firent les cantons d'Egliseneuve et de Riom rural ; l'administration riomoise prétendit que « cette base lui (avait) paru la plus juste et la plus équitable attendu qu'il n'existe aucun objet de luxe... » (52).

Volvic adopta un système mixte : une moyenne entre le chiffre de la population et celui des revenus mobiliers, inscrits aux rôles de 1793 (53). Il était plus conforme à la loi de s'inspirer directement de ces revenus : mais, tandis que le canton extérieur d'Ambert basait ses évaluations sur la mobilière de 1793, celui de Mauzun remontait aux rôles de 1791 et de 1792 (54).

Ailleurs, on combina les cotes mobilières et la patente : à Ravel, à Chauriat par exemple (55). Le canton de Châteldon choisit une source unique, la patente, de telle sorte que les communes dépourvues de marchands se trouvèrent nettement favori-

(47) Délibération du 4 nivôse an VI (L. 1014).

(48) Par exemple à Herment, Pontaumur, Manzat, Combronde, Artonne, Biliom extérieur, Issoire extérieur, Vodable (L. 1014).

(49) Séance du 27 frimaire an VI.

(50) Le 4 nivôse an VI.

(51) Le 7 nivôse an VI.

(52) Respectivement les 30 nivôse et 23 frimaire an VI.

(53) Délibération du 13 pluviôse an VI (L. 1014).

(54) A Mauzun le 5 nivôse, à Ambert extérieur le 8.

(55) A Chauriat le 28 brumaire, à Ravel le 5 nivôse.

sées (56). Les administrateurs de Rochefort eurent l'idée de dénombrer les juments poulinières — à défaut de chevaux de selle — pour asseoir une partie du contingent, sous forme d'impôt somptuaire ; ils répartirent le reste d'après les patentes et les bestiaux, « contre le texte de la loi », avouèrent-il d'ailleurs (57).

Certains municipaux de Châteldon avaient imaginé de recourir aux cotés foncières. Écarté dans ce canton, le procédé rallia la majorité à Pontgibaud, à Pionsat et sans doute en d'autres lieux où les autorités se refusaient à reconnaître l'existence de facultés mobilières (58).

Contrastant avec ces méthodes grossières et injustes, la résolution paraît ingénieuse et séduisante qui consistait, de la part du canton de Montaigut, à classer les habitants par profession, de manière à établir un barème pour chaque catégorie. Commencée le 26 nivôse, l'opération fut terminée le 15 pluviôse (59).

De toute façon, les luttes de clocher retardaient encore le travail des municipalités. Dans l'arrondissement de Pontaumur, les uns tenaient pour le chef-lieu et les autres pour la commune de Miremont : le président de l'administration, Maignot, habitant de Pontaumur, se plaignait de la coalition de Miremont et des petits villages (60). L'agent municipal de Saint-Laure s'insurgeait contre la mauvaise répartition de la contribution à l'intérieur du canton d'Ennezat ; il soutenait que sa commune, bien qu'assez peuplée, était la plus pauvre de la circonscription (61). A Pionsat, les localités secondaires s'unirent contre le bourg chef-lieu et l'emportèrent (62) ; de même à Neschers, Vic-le-Comte et Sauxillanges (63). Ce dernier cas apparaît dans toute sa netteté, grâce à la lettre écrite à Desribes personnellement par l'agent particulier Magnin : « Les dix communes se sont liguées contre Sauxillanges

(56) Délibération du 5 vendémiaire.

(57) Voir la note 38.

(58) Délibération de Pontgibaud, du 5 nivôse an VI. — A la date du 25 nivôse, les membres de la municipalité de Pionsat « arrêtent à la majorité absolue des suffrages que sur la somme de 4.004 l. assignée à ce canton en cotes mobilières et somptuaires, il sera prélevé celle de 1.800 l. pour la commune de Pionsat, et que la somme de 2.204 l. restante sera répartie entre toutes les communes de ce canton au marc la livre du principal de la contribution foncière de l'an V... » (L. 1014).

(59) Délibération du 26 nivôse (L. 1014).

(60) Il prétendait que la commune de Miremont aurait dû payer 645 l. et non 200, comme elle l'avait obtenu (L. 1011).

(61) Pétition en date du 25 floréal an VI (L. 1011).

(62) Délibération du 25 nivôse (L. 1014).

(63) Dans le canton de Neschers, la plus grosse somme fut reportée sur Coudes, centre du commerce, au bord de l'Allier (25 nivôse. L. 1014). — La lettre suivante de l'agent particulier Magnin est du 30 frimaire.

et ont eu facilement la majorité. Si tu ne trouve pas un moyen pour oter a cette commune 500 l. sur la colonne somptuaire et mobilière nous désespérons de pouvoir diviser un si gros fardeau. Sauxillanges seul prend beaucoup plus du tiers de tout cet impôt et dix communes ne payent pas le double de Sauxillanges. Tu penseras comme moy qu'il faut nous oter les 500 l. en principal et les diviser en en donnant 200 l. au Vernet et le reste au marc la livre sur les autres 9 communes. » Originaire d'Issoire, Desribes devait s'intéresser à la région de Magnin. Naturellement, l'administration municipale produisit un compte rendu de la séance au cours de laquelle 4.300 l. sur 11.750 avaient été réservées au chef-lieu. Comme Sauxillanges groupait 2.005 habitants pour un total de 8.613, les plaintes du commissaire ne semblent pas très justifiées. Simples péripéties en définitive de la perpétuelle lutte entre gros bourgs et petits villages ; loin d'atténuer ces rivalités, la réforme administrative de l'an III les avait plutôt avivées.

Comparons d'abord un certain nombre de communes appartenant à des cantons différents mais comprenant un nombre analogue de contribuables :

Communes	Cantons	Nombre de cotes	Nombre d'habitants	charge		Nombre de cotes pour 100 habitants
				globale	par cote	
Loubeyrat	Volvic	120	879	833 fr. 15	7 fr. 80	13
Lussat	Gerzat	121	1327	610 »»	5 »»	8
Artonne	»	120	1519	3403 »»	28 30	7
Manglieu	Vic-le-Comte	130	1175	1016 »»	7 80	11
Marsat	Riom	129	714	783 13	6 »»	17
Murat-le-Quaire	Rochefort	131	503	812 »»	6 20	26
Vernet-la-Varenne ..	Sauxillanges	160	1699	1676 20	10 40	9
Mons	Randan	159	901	745 »»	4 90	17

(64)

La grande inégalité de valeur des cotes saute aux yeux, conséquence inévitable du système de répartition. Artonne subit un grand contingent en raison de sa forte population ; comme la répartition s'effectue entre un petit nombre de contribuables, chacun est très chargé (65). A Loubeyrat et à Lussat, au contraire,

(64) Ces chiffres sont tirés des rôles groupés dans les liasses L. 1041 à 1076. Pour les états de population, L. 1009.

(65) La municipalité d'Artonne avait en effet effectué la répartition au prorata de la population (cf. p. 486).

le montant étant faible et le nombre des cotes relativement élevé, chaque contribuable est peu taxé (66). Du Vernet à Mons, il y a proportion inverse entre le nombre de cotes, pour 100 habitants, et le chiffre d'impôt global : le facteur démographique l'a encore emporté.

La répartition à l'intérieur d'un canton suggère les mêmes réflexions. Voici deux communes du canton de Gerzat. Lussat et Malintrat ; la première a 610 l. à payer pour 1.327 habitants et 121 cotes ; la seconde 581 l. pour une population très supérieure (2.078) et un nombre de cotes moindre (91). La charge de Malintrat devrait être encore beaucoup plus faible, eu égard au nombre de contribuables ; mais l'importance de l'agglomération a certainement influencé les administrateurs cantonaux. Qu'il y ait plus ou moins de cotes, les municipaux ne s'en soucient guère (67). Ailleurs, on ne voit même pas la règle qui a présidé à la distribution des contingents. Trois villages de la circonscription de Rochefort ont à verser la même somme de 812 l. (68) : or Murat-le-Quaire compte 503 habitants et 131 cotes ; Aurière-Vernines respectivement 1.227 et 199 ; Orcival 973 et 135. Sans doute, nous ignorons leurs richesses mobilières ; mais il est bien improbable qu'elles fussent égales. Les compétitions locales n'ont-elles pas donné libre cours à l'arbitraire ? On conçoit dès lors le peu d'empressement des jurys d'équité à se mettre au travail.

Les jurys d'équité et la formation des rôles de l'an V

La loi du 14 thermidor an V avait innové, en confiant l'assiette de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire à des jurés, choisis parmi les contribuables par les municipalités cantonales. Si l'on excepte les cantons de Clermont, Riom et Thiers qui comptaient plus de 10.000 habitants et avaient droit à sept jurés, les jurys d'équité devaient comprendre cinq membres, dont deux représentant les fortes cotes, deux les moyennes et un

(66) Dix patentés à Loubeyrat et quatre à Lussat contre 27 à Artonne.

(67) Dans le canton de Randan :

	Nombre de cotes	Nombre d'habitants	Montant
Beaumont	84	533	524 l.
Mons	159	901	745 l.

(68) Ces 812 l. se décomposaient en 219 l. de cotes personnelles et 593 l. de cotes mobilières à Murat-le-Quaire, 444 l. de personnelles et 398 de mobilières à Orcival, 566 l. de personnelles et 246 l. de mobilières à Aurières-Vernines.

les petites. Nul ne pouvait refuser ces fonctions (69). Les commissions constituées étudieraient les mandements des communes et les états que les municipaux auraient dressés des déclarations fournies par les habitants. Assisteraient à l'assiette deux citoyens de chaque localité désignés encore par la municipalité.

L'institution des jurys ne pouvait être très populaire. Où le Directoire voyait un avantage à confier aux contribuables eux-mêmes la fixation des taxes, les populations se défendaient mal de l'impression que la détestable fonction de collecteur réappa-raissait.

Il ne semble pas que les dispositions de la loi furent scrupuleusement respectées. Des habitants de Clermont protestèrent contre la composition du jury de leur ville : la catégorie des gros revenus n'aurait pas eu de représentant ; le plus imposé parmi les jurés devait 78 fr. 50, alors que certains Clermontois étaient inscrits pour des sommes allant de 1.000 à 2.000 l. Le ministre fut d'avis qu'il y aurait inconvénient à annuler une matrice déjà faite (70). A Menat siégèrent le beau-père, le gendre et le cousin germain ; le département engagea la municipalité cantonale à éviter « une parenté aussi rapprochée » (71). Dans le même ordre d'idées, Boutarel écrivait à l'agent particulier d'Arlanc : « Je pense qu'il n'est pas dans les principes que l'oncle et le neveu soient ensemble commissaires répartiteurs... (Il faut) éviter toutes les réclamations sur le degré de parenté entr'eux » (72). Mais il était difficile d'éviter cet inconvénient dans les campagnes.

Quand un juré s'absente, tout travail est arrêté. A Saint-Germain-Lembron, un certain Charles Roux se dérobe sous prétexte de maladie, ses collègues attendent patiemment qu'il vienne ou soit remplacé (73). Guittard de Sévy, juré de Latour, ne se rend pas aux délibérations : l'agent particulier le dénonce à Boutarel qui menace de le traduire devant le tribunal de police correctionnelle ; Guittard trouve une excuse (74) ; assiste-t-il aux séances qu'un autre juré entreprend un voyage à Issoire, ce qui provoque un nouveau retard ! (75). A Courpière, l'administration municipale a choisi un nommé Barthélemy Fouilhouse, frère

(69) Bloch, *Recueil*, p. 666.

(70) Lettre du 7 nivôse an VII (L. 1037).

(71) Lettre de la municipalité de Menat à l'administration centrale, 5 thermidor an VI (L. 1011).

(72) Lettre du 26 ventôse an VI (L. 1033).

(73) Procès-verbal des 23 et 24 ventôse an VI (L. 1032).

(74) Lettres des 26 et 28 messidor an VI (L. 1009).

(75) Lettre de l'agent particulier de Latour, du 28 thermidor an VI (L. 1283).

d'émigré : le juré s'autorise de sa situation de famille pour se récuser et l'assiette en souffre également (76).

Il est des municipalités qui veillent à l'assiduité des jurés. Un membre du jury de Thiers manque une réunion : l'administration du canton lui demande un certificat médical. Il s'obstine et l'un de ses collègues l'imite. Les municipaux les rappellent « une dernière fois à ce que les devoirs des bons citoyens prescrivent » et parlent de poursuites (77). Mais la mauvaise volonté des jurés se manifeste le plus souvent par des lenteurs calculées que les administrateurs ne pourraient que malaisément combattre, le voudraient-ils. Boutarel constate, le 19 thermidor an VI, que le jury de Riom « refuse avec une opiniâtreté scandaleuse et sous des prétextes dérisoires de faire le répartition dont il est chargé » ; l'agent particulier Charvilhat se plaignait de n'avoir obtenu des jurés « aucune réponse ni signe de déférence » (78). Lorsque le jury rédige la matrice, il s'oppose à ce qu'elle soit publiée. L'agent général s'en indigne le 15 vendémiaire an VII : « L'intérêt public ne permet plus de tolérer une conduite aussi répréhensible », écrit-il à son collègue riomois. Celui-ci obtient, le 26 vendémiaire, non la matrice elle-même mais « une répartition des sommes sans explication de motifs ni de base » et Boutarel doit s'en contenter (79). Ce mauvais exemple influence le jury du canton rural de Riom. Ses membres ne veulent répartir que la taxe personnelle et prétendent ne pas être obligés d'asseoir les cotes variables « dès qu'aucun citoyen ne doit y être assujetti » (80). Réunis le 26 prairial, ils ne cessent, durant six heures de séance, « de se récrier contre la dureté de l'opération » et se retirent sans prendre de décision. Au dire de Gaubert, l'agent particulier, il y aurait chez eux « plus de deffaut de lumière que de mauvaise intention » (81). Mais le jury argumente fort bien ; il arrête par exemple le 9 thermidor : « Attendu que ce canton est agricole, qu'il n'y existe ny commerce ny industrie ni rentiers, ni fonctionnaires, ni objets de somptuosité, n'avons pas trouvé de moyen pour faire la distribution de ladite somme de 3.706 l. si ce n'est d'une très faible partie qui a été imposé sur le citoyen Rougier comme jouissant d'un traitement en qualité de

(76) L'agent particulier de Courpière à Boutarel, 18 prairial an VI (L. 1033).

(77) *Arch. de Thiers* (Registre de correspondance, à la date du 13 nivôse an VI).

(78) L. 1009.

(79) L. 1037.

(80) L'agent particulier Gaubert à Boutarel, 23 floréal an VI (L. 1033).

(81) Lettre du même, 26 prairial an VI.

juge de paix » (82). L'administration centrale hésite à sévir ; elle use seulement « du langage de la remontrance et de la persuasion ». Boutarel s'en irrite : le 14 fructidor, en séance du jury, il n'a été encore question que de la personnelle ; Méjansac s'est vainement employé à le convaincre de répartir les cotes somptuaires et mobilières. L'agent général presse les administrateurs du département : « L'intérêt public me commandait impérieusement de provoquer contre lui (le jury du canton extérieur de Riom) les mesures de rigueur indiquées par les lois. Vous sentites, comme moi, la nécessité d'en faire l'application ; mais toujours lents à décerner les peines, vous voulutes encore tenter un dernier moyen de vaincre sa résistance... Vous ne vous attendiez pas à devoir être forcés de vous repentir de votre indulgence, car vous étiez loin de présumer qu'elle ne produirait d'autre effet que d'éloigner davantage l'exécution de la loi. Vous vous trompiez, citoyens administrateurs. Rien n'a pu détourner le jury de sa première résolution... Je vous invite à déployer en cette circonstance une grande sévérité » (83). Mais les jurés s'avisent, le 4^e jour complémentaire, que le gouvernement a réclamé une modération de la taxe personnelle ; ils s'ajournent en conséquence au 15 brumaire an VII. La « grande sévérité » de l'administration centrale tarde à se manifester. Une décision n'intervient qu'en frimaire, lors d'une seconde visite de Méjansac : le jury capitule après un an d'atermoiements et de résistances (84).

A Pionsat, « les premières séances se passèrent à examiner le parti le plus juste de parvenir à la répartition des sommes énormes attribuées à chaque commune, ce qu'il fut convaincu de ne pouvoir faire sans un rejet considérable, et la majorité fut d'avis de ne pas faire ce rejet ». Puis le jury décida de se procurer « des renseignemens nécessaires pour approcher de la justice de ses opérations ». Les agents municipaux négligèrent de répondre. L'été de l'an VI arriva ; la moisson retint les jurés aux champs. L'agent particulier Maymat tomba malade et, comme le jury ne voulait rien faire sans sa collaboration, l'assiette ne fut achevée qu'en frimaire (85).

A Montaigut, ce sont les assemblées primaires électorales qui retardent les délibérations. Le jury ne siège qu'en prairial et

(82) L. 1009.

(83) Minute de la lettre de Boutarel, 16 fructidor an VI (L. 1009).

(84) Rapport de Méjansac du 22 frimaire an VII (L. 1264).

(85) Lettre à l'agent général (signée : Pradon, pour l'agent absent), 10 brumaire an VII (L. 1037).

déclare « rencontrer tant d'obstacles dans ses opérations qu'il lui sera difficile de les terminer aussi promptement qu'il le désirerait » (86). Les jurés de Randan ne se réunissent que pour se séparer mécontents les uns des autres ; au mois de brumaire an VII, ils n'ont pas encore abouti (87). Dans le canton de Saint-Amant-Roche-Savine, « les jurés sont si fort divisés sur quelques cottes qu'il leur est impossible de s'accorder » ; ils achèvent bien la matrice, mais se refusent à la signer (88). A Vodable, on en est encore en messidor à « prendre de nouveaux éclaircissements sur le mode pris par les cantons voisins » ; en fructidor, on traîne toujours, malgré les représentations du commissaire Baget (89).

Fréquemment les jurys se plaignent de ne pouvoir travailler en connaissance de cause. Celui de Riom par exemple argue de l'insuffisance des tableaux fournis par la municipalité ; ce n'est peut-être qu'un prétexte (90). Mais, à Rochefort, les agents municipaux ont négligé de communiquer les documents et le commissaire Mercier disculpe formellement les jurés (91). En général, l'impossibilité de respecter les termes de la loi suffirait à entraver la besogne. Soit scrupules, soit volonté de tergiverser, on s'en réfère volontiers au département. L'administration centrale subit l'assaut des municipalités ; elle a quelque embarras à faire face à cette deuxième vague de demandes d'explications.

Le jury de Tauves ne sait s'il doit répartir « le déficit de la colonne de l'impôt mobilier » à la fois sur les cotes personnelles et sur les cotes mobilières ou seulement sur les premières (92). Le jury de Courpière hésite à imposer les métayers ou colons « à la cote mobilière pour un revenu égal au produit foncier porté à la matrice du rôle de la contribution foncière » ; il ignore aussi « s'il doit comprendre le traitement des percepteurs des communes aux revenus mobiliers » (93). A Ravel on voudrait

(86) Lettres de l'agent particulier Tailhardat des 20 germinal, 10 et 20 prairial an VI (L. 1032).

(87) Le commissaire de Randan à Boutarel, 28 brumaire an VII (L. 1037).

(88) Lettre de l'agent particulier Duris, 26 ventôse (L. 1037).

(89) Lettre de Baget, 11 fructidor an VI (L. 1009).

(90) L'agent particulier Charvilhat à Boutarel, 9 ventôse an VI (L. 1033).

(91) Lettre de l'agent particulier à Boutarel, 17 frimaire an VII (L. 1033).

(92) Dubrut, agent particulier de Tauves, à l'agent général, 8 thermidor an VI (L. 1009).

(93) Gondre, agent particulier de Courpière, à l'agent général, 9 floréal an VI (L. 1009). — Interrogé par l'agent particulier de Maringues, Boutarel affirmait, le 13 germinal an VI, que le colon, à défaut de l'impôt foncier, devait supporter le mobilier (L. 1033).

connaître « la base qu'a adoptée le département » pour pouvoir s'y conformer (94).

Aussi les rôles sont-ils le plus souvent rédigés assez librement. L'agent particulier de Cournon estime que l'impôt du canton « a été placé sans économie, sans calculs... Je ne finirais pas s'il fallait vous entretenir de toutes les sottises de ce jury, écrit-il à Boutarel. Cette contribution pèse sur environ vingt personnes et je remarque qu'un seul fermier en supporte à lui seul 1.200 l. sur un total de 2.700 l. et que d'autres citoyens vivant de leurs revenus sans aucun genre d'industrie en supporte 200 l., 300 l. plus ou moins... » (95). L'agent général se trouve contraint d'annuler la matrice d'Arlanc, « informe et irrégulière » (96). Les rôles de plusieurs communes voisines de Saint-Gervais présentent « un grand nombre d'abréviations tellement defectueuses dans l'inscription des noms et des sommes notamment qu'il est impossible de ne pas se méprendre sur plusieurs articles... » (97). Le jury d'Artonne n'impose que le douzième des sommes assignées par le mandement ; il est dénoncé au ministre qui prescrit la répartition de la totalité (98). A Rochefort, au contraire, on distribue la charge « sur tous les particuliers un peu aîzés, quoique n'ayant aucuns revenus mobiliers » et l'agent particulier Mercier d'affirmer pourtant « que la justice et l'impartialité ont présidé à ce travail » (99). Une pétition rédigée par des habitants du Broc porte que « toutes les cottes sont à un taux qui choque la raison » (100). Et cette impression de Méjansac en tournée à Manzat : « Partout on se plaint d'une part qu'elle (la contribution) est trop forte, ailleurs qu'elle est répartie avec inégalité et partialité » (101).

(94) Lettre du jury d'équité de Ravel à l'administration centrale, 11 prairial an VI (L. 1032).

(95) Lettre du 29 floréal an VI. — L'agent général répondit le jour même qu'il ne pouvait rien, puisque le jury était absolument libre dans l'exercice de ses fonctions. Mais il ferait rejeter son travail quand celui-ci lui aurait été transmis (L. 1033).

(96) Lettre du 6 thermidor an VI à Bravard, agent particulier d'Arlanc (L. 1009).

(97) Grance, agent particulier de Saint-Gervais, à Boutarel, 5 messidor an VI (L. 1033).

(98) Lettres de l'agent général à l'agent particulier d'Artonne, Vazeille (18 vendémiaire an VII) et du ministre des finances au département (3 brumaire) (L. 1037).

(99) Mercier, agent particulier de Rochefort, à Boutarel, 2 brumaire an VII (L. 1037).

(100) Ce rôle sera annulé par l'administration centrale le 8 germinal an VIII (L. 1039).

(101) Rapport du 22 frimaire an VII (L. 1264). — Quelques jurys semblent avoir pris leur tâche à cœur. L'agent particulier d'Arlanc, Bravard,

En prairial an VI, le département du Puy-de-Dôme est « du petit nombre qui n'ont encore envoyé aucun état de la situation des rôles de la contribution personnelle de l'an V » (102). Boutarel invoque l'insuffisance des fonds. Mais, le 1^{er} fructidor, l'administration centrale avoue que « c'est plus particulièrement les répartiteurs et jurys d'équité qui sont maintenant coupables du défaut de confection des rôles » ; elle admettrait l'application des peines prévues, soit « dix jours d'emprisonnement, 25 l. d'amende, impression et affiche du jugement, indépendamment de l'envoi des commissaires » (103). Au début de vendémiaire an VII, il reste 360 rôles à former et 216 en brumaire (104). Un état du 14 ventôse an VII indique l'achèvement de 454 rôles ne comprenant pas moins de 75.377 cotes (105).

Nous avons pu constater que les autorités du département et de l'agence sont intervenues à maintes reprises pour combattre la passivité des jurys. L'administration centrale s'est efforcée de rappeler aux municipalités cantonales le rôle qui leur incombe (106). La circulaire du 28 vendémiaire an VII marque par sa véhémence : « Déjà nous commençons l'exercice de l'an VII, et nous avons la douleur de compter plus de la moitié des communes dont les rôles ne sont point en recouvrement ; à qui la faute ? A vous, jury d'équité, qui, par votre coupable indifférence, compromettez peut-être les intérêts de vos concitoyens qui vous avaient honoré de leur confiance ; à vous aussi, administrateurs municipaux, qui vous êtes contentés d'une simple nomination des jurys, sans les surveiller dans leurs devoirs, sans leur remontrer l'urgence de leurs opérations, et surtout sans leur faire sentir combien leur négligence préjudiciait à vos admi-

rend hommage aux jurés de ce canton : « S'ils ont été si longs dans leur opération, c'est qu'ils ont eu de la peine à saisir le vrai mode... Je leur dois d'ailleurs la justice de dire que livrés à l'arbitraire le plus étendu, ils se sont continuellement défiés de leurs connaissances et n'ont pu rien terminer qu'après mille revisions. D'après toutes les précautions, si leur travail est insuffisant, ils m'ont déclaré ne pouvoir mieux faire... » (Lettre du 26 fructidor an VI, L. 1009). Le même Bravard signale que certains propriétaires qui, en apparence, devraient être fortement cotisés pour leurs « grandes possessions en terre » ont en réalité peu d'aisance. « L'ivrognerie, explique-t-il, est le vice dominant du pays... Ceux qui y sont sujets sont mal dans les affaires et accablés de dettes ». Les inégalités ne seraient donc qu'apparentes ; « les indicateurs ont fait les choses avec assez de délicatesse » (Lettre du 16 brumaire an VII, L. 1037).

(102) Lettre du ministre des finances à Boutarel, 22 prairial an VI (L. 1033).

(103) Circulaire du département aux cantons (L. 998).

(104) Lettre de Ramel du 12 vendémiaire an VII (L. 1033) et état de situation au 10 brumaire (L. 1032).

(105) L. 1037.

(106) Circulaires du 23 pluviôse et du 1^{er} fructidor (L. 997 et 998).

nistrés... » (107). A leur corps défendant, les membres du département furent amenés, comme nous l'avons vu, à admettre des sanctions.

De son côté Boutarel déploie une activité épistolaire indéniable. Il talonne ses collègues les agents particuliers ; il exige d'eux de fréquents rapports ; il les voudrait sans cesse auprès des répartiteurs. Son action, il la résume au ministre, le 12 vendémiaire an VII : « Si donc cette partie est encore arriérée, c'est parce qu'il est un grand nombre de communes où les répartiteurs et les jurés n'ont pas rempli leur tâche. Que pouvais-je faire à cet égard ? solliciter, presser, requérir, menacer. Je l'ai fait mainte et mainte fois ; et lorsque j'ai été convaincu de l'insuffisance de ces moyens envers plusieurs communes, j'ai provoqué contre elles des mesures de rigueur portées par les lois » (108).

L'agent général écrit à son collègue Charvilhat qui réside à Riom : « Je suis instruit de la lenteur que met le jury d'équité de votre canton dans le travail dont il est chargé. Je vous invite de la manière la plus pressante à lui représenter qu'une telle conduite, en le rendant indigne de la confiance dont il est investi, devient nuisible aux intérêts de la République ; et si ces considérations ne produisaient pas l'effet que l'on doit en attendre, ne lui laissez pas ignorer que je suis disposé à provoquer l'envoi des commissaires pour terminer l'opération à ses frais. Je suis convaincu que vous ne négligerez rien pour faire accélérer la confection de cet ouvrage ; mais dans le cas où vos démarches seraient sans succès, veuillez m'en instruire dans le plus bref délai » (109). Ce ton est très courant et beaucoup d'agents particuliers font de louables efforts pour y conformer leurs actes. Le secrétaire de la municipalité de Combronde consigne au procès-verbal de la séance du 19 fructidor an VI : « Le commissaire du Directoire exécutif a ajouté que voyant avec chagrin sa responsabilité compromise, sa manutention blâmée par ses supérieurs il dépose dans le sein de l'administration ses justes plaintes et déclare que si tous les fonctionnaires ne partagent effectivement sa sollicitation il se verra a regret contraint de dénoncer les négligens dont l'apathie entrave toutes les mesures et nuit à la République, a déposé son réquisitoire sur le bureau et a signé » (110). Jousté, agent particulier d'Egliseneuve, déclare aux

(107) L. 998.

(108) L. 1033.

(109) Lettre du 28 prairial an VI (L. 1033).

(110) L. 1009.

jurés : « Si nous metions encore de l'insouciance, nous deviendrions criminels aux yeux de la loi » (111). A Ennezat, Marnat lance aux répartiteurs : « Je vous préviens que si dans dix jours a compter de ce jour votre travail n'est pas terminé je prendrai contre vous des mesures de rigueur » ; on est au mois de brumaire an VII ! (112). Baget, de Vodable, représente au jury que tous les frais seront à sa charge en cas de défaillance ; et navré d'essuyer des reproches : « Je pensais, confie-t-il à Boutarel, que l'on devoit pas toujours juger de la vigilance et de l'exactitude d'un citoyen a remplir ses devoirs par le résultat des opérations mais bien par le zelle et la peine qu'il y mettoit » (112). A Pont-sur-Allier, Baudusson expédie lui-même la besogne : le canton « abondant en citoyens amis de la chose publique, est un peu stérile en citoyens lettrés » ; l'agent général ne peut qu'applaudir à cette activité bien qu'elle s'exerce en violation de la loi (113).

L'inspecteur général demeure rarement dans ses bureaux. Il quitte par exemple Clermont en thermidor an VI et, jusqu'au mois de frimaire suivant, court les routes. Il visite les caisses des percepteurs, mais stimule, lorsqu'il le faut, la confection des rôles de la contribution personnelle : il agit dans ce sens aussi bien au nord-ouest du département qu'à l'extrême sud-est (114). Il se transporte à Riom où, comme nous l'avons marqué, les jurés sont obstinés dans leur résistance : « J'ay invité le commissaire du directoire à réunir les membres du jury d'équité. Je leur ay parlé le langage de la raison, de la justice, celui de la Patrie. Ils l'ont entendu... » (115). Méjansac repasse à Riom quinze jours plus tard et constate « avec étonnement que le jury a procédé d'une manière très illégale » ; aussi voudrait-il « arrêter un exemple qui aurait les suites les plus dangereuses », pendant que l'administration centrale n'hésiterait pas à recourir « dans sa sagesse aux moyens les plus efficaces de faire cesser cette obstination » (116).

Des mesures de coercition furent effectivement prises, sur lesquelles nous sommes mal renseignés. Dès le 22 floréal an VI, Boutarel demandait l'envoi immédiat de commissaires aux frais

(111) Lettre du 19 prairial an VI (L. 1032).

(112) Lettres de Marnat, 1^{er} brumaire an VII (L. 1037) ; de Baget, 28 nivôse (L. 1037).

(113) Brumaire an VII (L. 1037).

(114) L. 1264.

(115) Lettre de Méjansac à l'administration centrale, 2 fructidor an VI (L. 1009).

(116) Lettre du 15 fructidor an VI (L. 1009).

des jurys d'équité (117). Le département ne tint compte de cette réquisition que le 1^{er} fructidor (118). Par une circulaire datée du 24 vendémiaire an VII, l'agent général brandit la menace sur les jurés des onze cantons les plus retardataires (119). Les premières nominations de commissaires parurent en frimaire (120). Ainsi le notaire Debret rédigea les matrices de Châteldon dans le courant de pluviôse (121) ; à la même époque, le greffier du juge de paix d'Ambert, Costes, travaillait à Saint-Amant-Rochesavine (122). Ces interventions ne laissaient pas que d'être un peu tardives. On escomptait le recouvrement de la contribution personnelle de l'an V pour l'hiver de l'an VI ; il ne put commencer qu'en l'an VII dans maintes régions du département !

Une large part des responsabilités incombait aux jurys. Mais ils s'étaient trouvés aux prises avec des difficultés que les efforts conjugués des autorités élues et de l'agence des contributions n'auraient pu de toute manière aplanir. Les vices de répartition entre les cantons et les communes faisaient de l'assiette une opération inconciliable avec les principes de la plus élémentaire justice fiscale. Il suffit, pour s'en convaincre, d'étudier quelques cas individuels.

Nous avons choisi des contribuables dont les revenus foncier et mobilier sont dans des proportions identiques :

Noms des contribuables	Revenu foncier	Revenu mobilier	pers.	Cotes mob.	Revenu sompt.	Total
Gabriel Guillemot (Thiers).....	800 l.	400 l.	12 l.	27 l.	11 l. 10	40 l. 10
Pierre Baconnet (Villossanges).	170 l.	85 l.	6 l. 15	7 l.	»	13 l. 15

Guillemot paie 3,3 % de son revenu et Baconnet, 5,3 % ; le premier est pourtant beaucoup plus riche que le second. Tandis que le revenu de Guillemot vaut presque cinq fois celui de Baconnet, le citoyen de Thiers verse un peu plus du triple que celui de Villossanges ; il y a progression à rebours.

(117) Rapport de Boutarel, en date du 3 prairial an VI (L. 1248).

(118) Voir p. 495.

(119) L. 1037.

(120) Exactement le 7 frimaire an VII (L. 241).

(121) Rouchon, agent particulier de Châteldon, à l'agent général, 24 pluviôse an VII (L. 1033).

(122) Lettre de Duris, agent particulier de Saint-Amant-Rochesavine (L. 1037).

Lorsque le revenu foncier est égal au revenu mobilier :

Noms des contribuables	Revenu			Cotes		Total
	foncier	mobilier	pers.	mob.	sompt.	
Vazeilles (Aubiat)	300 l.	300 l.	9 l.	54 l. 75	0 l. 75	64 l. 50
Gilbert Chaput (Augerolles)....	83 l.	81 l.	5 l. 30	4 l. 80	»	10 l. 10
Hugues Beche (Arconsat).....	40 l.	40 l.	1 l. 90	1 l. 80	»	3 l. 70
Marc Bardin (Beaum ^t -l.-Randan)	17 l.	17 l.	2 l.	2 l. 20	»	4 l. 20

Les revenus sont taxés dans les proportions suivantes : Vazeilles 10 %, Chaput 6,1 %, Beche 4,6 %, Bardin 12 % ; inégalité évidente. Si l'on ne considérait que les trois premiers, on pourrait croire à une progressivité ; mais le cas de Bardin prouve qu'il est vain de généraliser. De toute façon la proportionnalité voulue par la loi n'existe pas. Du moins les jurys l'ont-ils réalisée à l'intérieur des communes ?

Communes	Noms	Revenu			Cotes		Total
		fonc.	mob.	pers.	mob.	sompt.	
Villossanges	Desparin	90 l.	45 l.	4 l. 15	3 l. 10	»	7 l. 25
»	Baconnet	170 l.	85 l.	6 l. 15	7 l. »	»	13 l. 15
Ambert	Vimal-Lajarrige	200 l.	2000 l.	18 l. 30	42 l. 70	»	61 l. »
»	Maignet	200 l.	800 l.	7 l. 80	23 l. 60	4 l. 50	36 l. 90
»	Artaud-Blanval	2200 l.	6000 l.	66 l. 30	183 l. 70	1 l. 50	251 l. 50
»	Pierre Pourrat	1750 l.	3000 l.	38 l. 70	148 l. 70	4 l. 50	191 l. 90
Thiers	Guillemot	800 l.	400 l.	12 l. »	27 l. »	1 l. 10	40 l. 10
»	Gourbine-Mathevon .	1000 l.	500 l.	15 l. »	42 l. 15	1 l. 50	58 l. 65
Arconsat	Beche	40 l.	40 l.	1 l. 90	1 l. 80	»	3 l. 70
»	Ristier	36 l.	36 l.	1 l. 90	1 l. 80	»	3 l. 70

(123).

A Villossanges, les deux contribuables versent à peu près la même portion de leur revenu (5,4 % et 5,3 %). A Thiers, le taux du plus riche est légèrement supérieur (4 % contre 3,3 %) ; l'inverse se produit à Arconsat (4,6 % contre 5 %). A Ambert, notre choix a porté sur les cotes de gens riches et en vue : Artaud-Blanval, représentant aux Anciens, acquitte la contribution la plus élevée qui correspond à 3 % de son revenu, quelques biens-fonds et surtout un gros traitement ; puis vient le fabricant de papier Pourrat dont le taux s'élève à 4 %, sans doute en raison de son négoce (2.400 fr. pour sa manufacture et 600 francs seulement de traitement comme commissaire du Directoire) ; Vimal-Lajarrige n'a de revenu mobilier que son indemnité de membre de l'administration centrale, aussi sa taxe s'abaisse-t-elle à 2,7 % ; quant à celle de Maignet, elle monte

à 3,7 % parce qu'elle repose principalement sur des bénéfices de la profession d'homme de loi. Somme toute, qu'on considère l'une ou l'autre de ces communes, les dérogations à la règle de la proportionnalité sont faibles.

Les inégalités proviennent des cotes mobilières plutôt que des cotes personnelles, les taxes somptuaires étant négligeables. A Ambert, la personnelle varie seulement de 0,6 % à 0,8 % du revenu. Même constatation pour deux autres localités encore prises au hasard, Bulhon et Tours :

Communes	Noms	Revenu fonc.	Revenu mob.	Revenu personnelle	Cotes et taux personnelle	Cotes et taux mobilière	Total l'impôt
Bulhon	J. Araby	90 l.	10 l.	11.90	1,9 %	31.35	33 %
»	P. Brasset	135 l.	néant	21.85	2,1 %	néant	21.85
»	G. Bonnefont	430 l.	néant	91.50	2,2 %	néant	91.50
Tours	M. Coiffier	3491 l.	450 l.	30 l. »	0,8 %	20 l. »	4,4 %
»	F.-R. Forestier (10 enfants)	160 l.	700 l.	6 l. »	0,7 %	16 l. »	2,2 %

(124).

Il ressort de ce nouveau tableau que le taux des cotes personnelles est assez uniforme. Dans une commune purement rurale comme Bulhon, la nécessité de remplir le mandement a contraint le jury d'accabler les rares revenus mobiliers (J. Araby fait le commerce du bois). A Tours, les répartiteurs ont fait effort pour concilier les charges de famille avec les caractères d'un impôt frappant avant tout la richesse mobilière.

La répartition entre les contribuables s'avère toujours plus équitable à l'intérieur des communes que la distribution des contingents entre les circonscriptions. Il ne serait nullement paradoxal d'affirmer que la charge fiscale dépend essentiellement du lieu du domicile ; la situation de fortune n'interviendrait qu'en tant que facteur de second ordre. Par ses graves défauts, la personnelle de l'an V rejoint tous les impôts de répartition.

La contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII

La loi du 14 thermidor an V n'avait pas encore eu ses pleins effets dans le département du Puy-de-Dôme que le Directoire et les Conseils donnaient le jour à un impôt mobilier, de type nouveau, applicable à l'an VII. Le système mis en vigueur après le

(124) Rappelons que la cote personnelle était calculée d'après les deux revenus foncier et mobilier, la cote mobilière d'après le revenu mobilier seul.

coup d'Etat de fructidor avait donné lieu à de si vives critiques que l'imagination s'était mise à la recherche d'un meilleur mode de taxation des revenus autres que ceux de la terre (125). L'existence d'une taxe personnelle, véritable surtaxe foncière, avait accablé les régions rurales, telles que l'Auvergne, dont les revenus mobiliers et les signes somptuaires s'étaient trouvés insuffisants. Comme les gouvernements comptaient sur le produit des impôts indirects et de la contribution des portes et fenêtres, ils réduisirent de 50 à 30 millions le montant global de la personnelle, et d'autant plus que le pouvoir d'achat de l'argent augmentait sans cesse (126). Le député Bailleul démontra l'inutilité des taxes frappant le luxe (127) et la majorité de l'an VI n'en attendait en effet qu'une somme d'un million et demi ; les classes possédantes s'en réjouiraient. Par contre, on décida de frapper uniformément d'une retenue du vingtième tous les traitements et salaires publics : il s'agissait d'éviter que les fonctionnaires ne fussent très inégalement taxés « selon qu'ils se trouvaient dans des localités plus ou moins ménagées » (128). Enfin le mécanisme de la répartition des taxes personnelle et mobilière subit une nouvelle transformation. L'élément démographique n'entrerait plus seul dans le calcul de la taxe personnelle : le contingent d'un canton serait égal à la somme que produirait « le prix de trois journées de travail dans ledit canton, multiplié par le sixième de la population du même canton » (129) ; on attribuait ainsi quelque importance à l'indice du coût de la vie. Quant à la partie mobilière, elle dépendrait pour un tiers du chiffre de la population et pour le reste du nombre et de l'importance des patentes. De même qu'en l'an V, des données différentes serviraient à la fixation des cotes individuelles : au lieu de s'échelonner de 30 sous à 120 l., la cote personnelle équivaldrait à trois jours de travail ; établie en fonction du loyer d'habitation, la mobilière pourrait être portée à un taux permettant de remplir le mandement de la commune (130).

Certes la contribution de l'an VII se présentait avec des bases élargies, au moins pour la répartition des sommes attribuées aux cantons et aux communes ; mais la connaissance des véritables

(125) M. Marion, *Hist. financière*, t. IV, p. 119.

(126) Déjà la personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VI ne représentait plus que les 5/6 de celle de l'an V.

(127) Marion, *ibid.*, t. IV, p. 119.

(128) Marion, *ibid.*, t. IV, p. 119.

(129) Bloch, *Recueil*, p. 856.

(130) Les fonctionnaires ne paieraient la cote mobilière qu'en raison de leurs revenus autres que leur traitement.

ressources mobilières ne marquait aucun progrès : comme sous la Constituante, on ferait entrer en ligne de compte la journée de travail et le loyer d'habitation, éléments d'appréciation très médiocres. D'autre part, la taxe personnelle porterait avec une uniformité regrettable et même inquiétante sur tous les redevables : disparition des grosses cotes par le retour aux faibles taxes fixes de 1791, partant notable avantage pour les gens fortunés et nécessité d'augmenter le taux de la mobilière au préjudice de la masse, ce qui ne rapprochait guère du principe de la quotité. On peut même se demander si la diminution des contingents soulagerait les ruraux et en général les petits contribuables.

Les administrateurs du département devaient être en possession d'un triple dossier : prix de la journée de travail, dénombrement de la population, estimation des sommes produites par la patente. Un arrêté du 6 pluviôse an VII fixa la journée de travail à un franc pour les communes de Clermont, Riom, Billom et Issoire, à 80 centimes pour celles de Thiers et d'Ambert, à 75 centimes enfin pour les autres cantons (131). Mais ces chiffres ne furent pas tous maintenus par la suite. La taxe personnelle reposa sur une journée de travail d'un franc à Clermont et à Riom, de 0 fr. 80 à Thiers, 0,70 à Issoire, 0,60 à Ambert ; ailleurs elle varia de 0 fr. 50 à 0 fr. 90. Ces exemples prouvent combien le pouvoir d'achat de l'argent avait augmenté depuis le retour au numéraire, au point d'être plus fort qu'en 1790 ; à sommes égales, l'impôt pesait moins au début de la Révolution qu'en l'an VII.

La taxe personnelle donna 168.297 l. ; il restait à imposer 130.403 l. en mobilière pour remplir le contingent départemental de 298.700 l. L'administration centrale établit d'abord ce que chaque redevable aurait à payer, au titre du tiers de la contribution, d'après le nombre des habitants ; puis elle appliqua le marc la livre au montant des patentes. L'arrêté parut le 1^{er} ventose ; les centimes additionnels avaient été ajoutés en proportion du principal (132).

Le nouveau mode de calcul de la taxe personnelle accentua l'uniformité de la charge entre les cantons. Le dégrèvement ramena le taux de la plupart des régions rurales à une moyenne de 10 à 12 sous, ce qui représentait un allègement de plus de la moitié par rapport à l'an V. Les villes en profitèrent dans la même mesure (1 l. 7 à Thiers au lieu de 2 l. 15, 19 s. à Issoire

(131) L. 1017.

(132) L. 1018.

au lieu de 1 l. 19, etc.) ; mais Clermont surtout bénéficia d'une diminution énorme, passant de 5 l. 16 à 1 l. 8 par tête d'habitant. Les citadins fortunés auraient encore moins à craindre l'impôt mobilier de l'an VII que celui des années précédentes.

Il faut tenir compte des taxes somptuaires. Or elles jouaient un très faible rôle puisqu'elles ne totalisaient que 8.189 fr. 39 (133), dont 2.502 fr. 82 pour une ville comme Clermont ! La crise économique pouvait même servir de prétexte à un resserrement du train de vie avoué : le papetier d'Ambert, Pierre Pourrat, avait déclaré en l'an V deux domestiques homme et femme, pour lesquels il avait dû payer 4 fr. 50 ; il n'était plus inscrit en l'an VII que pour une servante, taxée 1 fr. 95 ; pareillement, Maignet n'avait plus qu'une bonne au lieu de deux. On s'explique que l'apport d'Ambert à la contribution somptuaire s'abaissa dans le même laps de temps de 175 fr. 50 à 81 fr. 93 (134). La moins-value porta aussi sur les petits villages (135) : aurait-on, en l'an VI, classé abusivement des domestiques de ferme et des chevaux de labour ? Car il est difficile d'invoquer exclusivement la mévente des denrées agricoles, les grosses agglomérations rurales de 1.500 à 4.000 âmes ayant plus versé en l'an VII que par le passé (136). Ce dernier fait serait dû à la taxation uniforme des domestiques en vertu de la nouvelle législation (137).

Ramel aurait voulu que le département obtînt des municipalités une grande célérité pour la distribution des taxes personnelle et mobilière (138). Espoir vite déçu. Les administrations cantonales ne furent en possession des mandements que dans la deuxième quinzaine de germinal an VII (139) et les calculs prescrits laissaient prévoir de laborieuses délibérations. Lindet s'étonnait, le 26 fructidor, que trois municipalités seulement en eussent fini : « La moitié n'a pas encore soumis ses résultats à votre approbation, écrivait-il aux membres du département, et tout ce

(133) Etat du 1^{er} thermidor an VIII (L. 1022).

(134) L. 1017.

(135) Exemples : Ayat, 1 fr. 50 au lieu de 2 fr. 05 ; Bort, 1 fr. 91 contre 2 fr. 05 ; Beaulieu, 0 fr. en l'an VII et 3 fr. 15 en l'an V, etc.

(136) Artonne respectivement 121 fr. 61 en l'an VII et 55 fr. 25 en l'an V, Arlane 64 fr. 35 et 30 fr. 60, Besse 89 fr. 72 et 42 fr. 75, Lezoux 144 fr. 36 et 53 fr. 05, Maringues 136 fr. 55 et 92 fr. 80, etc.

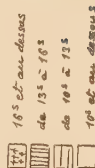
(137) En l'an VII, la taxe unique des domestiques était de 1 fr. 50 pour la première femme, de 3 fr. pour la deuxième, de 6 fr. pour le premier homme et de 25 fr. pour le deuxième ; en l'an V au contraire les chiffres étaient respectivement de 0 fr. 75, 1 fr. 50, 1 fr. 50 et 6 fr. dans toutes les agglomérations de moins de 5.000 habitants.

(138) Lettre du 2 floréal an VII (L. 1017).

(139) Circulaire de l'administration centrale, en date du 18 germinal (L. 999).

et temporaire (an VII)

Moyens par habitant, 135.



(échelle de 50 cent. V)

Cleeveport: 128
 Andover: 123
 Courmoult: 155
 Chaurvat: 121
 Le Roc: 112
 Les Martres: 175
 L'Isle-Bouze: 175
 Monton: 156
 Plouyat: 121
 Neuchâtes: 125

On a souligné les noms des centres (sauf Clermont) où la charge est particulièrement forte.



travail devrait depuis longtemps être terminé » (140). Faute d'argent, l'agence ne parvenait même plus à rédiger les copies de rôles destinées au ministère (141). Comme de coutume, les répartiteurs attribuèrent leurs retards à leurs occupations journalières (142). Le coup d'Etat de Bonaparte provoqua une incertitude qu'aggravèrent les changements dans le personnel administratif. Dans certaines régions, le bruit courut que la République ne demandait plus d'impôts (143). Le recouvrement même de la personnelle en fut compromis (144).

Bien que la rentrée de cette contribution n'intéresse pas la période révolutionnaire, il paraît utile d'en étudier la répartition afin de la comparer avec celle de l'an V.

En principe la charge doit être beaucoup plus égale entre communes d'un même canton qu'entre des localités de cantons différents : dans le premier cas, les patentes et la population interviennent seules pour la différenciation, le prix de la journée de travail s'y ajoute dans le second. Cependant cette dernière valeur ne connaît que de faibles variations dans un département presque entièrement rural.

Communes	Population	Cotes	Montant	Patentes		Charge par habitant	% de cotes par 100 hab.	Charge par cote
				Nombre	Valeur			
Communes diverses :	—	—	—	—	—	—	—	—
Lussat (Gerzat)	1327 h.	122	454 fr. »	6	28 fr. »	0 fr. 34	9 3	fr. 70
Artonne	1519 h.	120	979 »	27	217 »	0	73 7 8	10
Nonette (Lamontgie) ..	719 h.	123	374 »	18	132 »	0	52 17 3	»
Beaumont-les-Randan ..	533 h.	107	298	17	21 77 »	0	55 20 2	70
Antoingt (Vodable) ...	789 h.	108	431	28	15 106 »	0	54 13 3	90
Murat-le-Quaire	503 h.	107	306 »	3	32 »	0	60 21 2	80
Communes du canton de Rochefort :								
Rochefort	1216 h.	196	611 »	53	334 »	0	50 16 3	»
Murat-le-Quaire	503 h.	107	306 »	3	32 »	0	60 21 2	80
Perpezat	1026 h.	154	300 »	1	5 60	0	29 15 1	90
Aurières	1227 h.	199	504 »	16	105 »	0	41 16 2	50
Oreival	973 h.	104	358 »	28	147 »	0	36 10 3	40

(140) L. 1021). — Pourtant certains cantons aboutirent sans trop de retard. « Ce travail étant purement mécanique et de calcul, écrivait par exemple l'agent particulier de Sauxillanges, il n'a éprouvé aucune difficulté » (Lettre du 7 floréal an VII, L. 999). A Riom, Gaubert réussit à « voir adopter ce travail sans la plus légère discussion et à la satisfaction de tous les agents... » (19 floréal, L. 999).

(141) Lettre de Roullion au ministre des finances, 21 fructidor an VII (L. 999).

(142) La vendange dans la région d'Artonne, la moisson à Pontaumur (L. 1035).

(143) L'ex-agent particulier d'Ardes s'en fit l'écho, le 3 nivôse an VIII (L. 1035).

(144) Il n'était pas achevé en l'an IX.

Aucun contraste entre ces trois groupes. Nulle part la charge par habitant ou par cote n'est en rapport constant avec la population, le nombre ou la valeur des patentes. Les communes d'Artonne et de Rochefort présentent à la rigueur un certain parallélisme entre la charge par habitant d'une part, l'importance de la population et du négoce de l'autre ; mais l'exemple de Murat-le-Quaire donne une impression opposée. Il y a toujours plus de cotes que de patentes et il va de soi que les cultivateurs sont frappés ; ils le sont presque en raison inverse de l'activité commerciale du lieu où ils habitent. La somme que doit verser chaque contribuable dépend aussi de l'interprétation donnée à la loi par les répartiteurs contraints d'asseoir à tout prix le contingent. Enfin il n'apparaît pas que la journée de travail influe beaucoup sur l'impôt de chaque commune.

Le caractère d'impôt de répartition se dégage surtout de l'examen des cotes mobilières individuelles.

A loyers d'habitation égaux, comparons les taxes mobilières de contribuables appartenant à des localités éloignées les unes des autres :

1° Loyers de 30 fr.

Louis Rouher d'Artonne paie	8 fr. 10
Pierre Sarre de Malintrat	8 fr. 25

2° Loyers de 20 fr.

Louis Chasseigne du Monestier	3 fr. 50
Antoine Vazeilles d'Aubiat	4 fr. 43
Alexandre François de Mons	7 fr. 32

3° Loyers de 6 fr.

Antoine Ralhière d'Aulhat	1 fr. 24
Jean Colombier d'Allagnat	2 fr. »»
Jean Charet d'Arconsat	2 fr. 47

4° Loyers de 4 fr.

Pierre Roussel de Lempty	1 fr. 20
André Albanel d'Antoingt	1 fr. 44
Antoine Estival d'Arconsat	1 fr. 64
Annet Teallier de Bort	2 fr. 88

(145)

Souvent l'inégalité des charges communales explique celle des quote-parts individuelles. Ainsi la commune de Mons. pour une population équivalente de celle du Monestier, paie le double (210 fr. 65 contre 105,74) : le taux d'Aulhat est sensiblement la moitié du taux d'Arconsat (1 fr. 20 et 2,90). Si cette règle jouait partout, les contribuables d'Artonne et de Malintrat auraient un sort très différent (592 fr. pour 1.519 habitants, 214 fr. pour 2.078). : or Rouher et Sarre acquittent le même impôt. Chaque jury a travaillé indépendamment de toute unité de directives.

La taxe personnelle, qui dépend de la journée de travail, accable d'autant plus les pauvres qu'ils sont domiciliés en des lieux où la main-d'œuvre est chère ; elle compte peu en regard des fortes cotes mobilières.

Exemples :

Noms	Communes	Loyers	Taxe mobilière	Taxe personnelle	Total
Fr.-Ch. Dechamp ...	Blot	100 fr. »»	50 fr. »»	1 fr. 80	51 fr. 80
G. Chaput	Augerolles	45 »»	4 56	1 50	6 06
A. Morin	Besse	10 »»	2 50	1 80	4 30
G. Pradier	Augerolles	4 50	3 10	3 60	6 70
Grange	St - Germain - Lemb.	3 »»	néant	4 20	4 20
J. Fraisse	Lempty	1 »»	0 30	2 40	2 70
Bl. Jurie	Chadeleuf	0 »»	néant	2 10	2 10

A l'intérieur des communes, la distribution de la mobilière est rigoureusement proportionnelle au loyer déclaré ; mais l'équité est détruite par l'uniformité de la taxe personnelle.

Communes	Noms	Loyers	Taxe mobilière	Taxe personnelle	Total
Aulhat	Antoine Ralhière ...	6 fr. »»	1 fr. 24	1 fr. 80	3 fr. 04
»	Gilbert Pomerol ...	12 »»	2 50	1 80	4 30
Limons	Annet Bourbon	8 75	4 35	2 10	6 45
»	François Bayard ...	4 75	2 35	2 10	4 45
Malintrat	Dulin	200 »»	55 »»	2 10	57 10
»	Pierre Sarre	30 »»	8 25	2 10	10 35
»	Joseph Bort	10 »»	2 75	2 10	4 85
»	Michel Bord	3 »»	0 77	2 10	2 87
Manglieu	André Gazard	15 »»	6 30	2 40	8 70
»	Jacques Bouchard ..	11 »»	4 62	2 40	7 02
»	Guill. Dodhuy	5 »»	2 10	2 40	4 50

En résumé, la mobilière par son arbitraire crée l'inégalité de commune à commune et la personnelle l'introduit entre contribuables de chaque localité.

Parallèle entre les deux contributions de l'an V et de l'an VII

La diminution du contingent départemental d'une année à l'autre pouvait permettre un rajustement appuyé sur les nouveaux calculs.

Le montant de toutes les communes est naturellement moindre en l'an VII ; mais le nombre des cotes n'a pas toujours diminué (146). Qui, des riches ou des pauvres, a le plus profité du dégrèvement ?

Voici la charge de contribuables pris au hasard dans l'ensemble du département :

Noms	Communes	An V	An VII	% de baisse
Gilbert Roche des Eseures	Le Monestier	162 fr. 50	19 fr. »»	89 %
Joseph Cohadon	Le Mont-Dore	149 70	16 20	90 %
Jacques Viallevielle .	Le Crest	117 50	11 92	90 %
Louis Rouher	Artonne	84 25	12 70	85 %
Gilbert Pomerol	Aulhat	30 »»	4 30	86 %
Gilbert Chaput	Augerolles	10 10	6 06	40 %
Claude Fournier	Auzat-sur-Allier	9 50	4 55	43 %
Gilbert Rouchouat ..	Marcillat	3 10	2 40	23 %
Jean Arveuf	Bansac	4 50	3 23	29 %

Noms	Communes	An V	An VII	% de hausse
Jean Amblard	Loubeyrat	2 fr. 20	2 fr. 45	11 %
André Pommerette .	Augerolles	1 10	2 50	110 %
Michel Chadelas	Lezoux	1 10	3 48	210 %
Jean Grange	Chalus	3 10	5 48	76 %

(147).

La situation avantageuse faite aux grosses fortunes se vérifie à l'intérieur de trois communes telles que Besse, Aigueperse et Allagnat (Olby).

Cotes personnelles	An V	An VII	% de baisse	% de hausse
Besse :				
Guillaume Malguy	41 fr. 85	6 fr. 94	84 %	»
J.-B. Dauphin	11 15	4 53	60 %	»
Ant. Morin	9 55	4 30	55 %	»

(146) Citons au hasard : 200 cotes en l'an VII et 160 en l'an V au Vernet-la-Varenne, respectivement 175 et 162 à Limons, 125 et 120 à Loubeyrat, 178 et 130 à Manglieu, etc. ; par contre 140 et 157 à Valbelex, 344 et 458 à Lezoux, 104 et 124 à Marcillat, 267 et 298 à Thuret, etc.

(147) Il est bien entendu que nous n'avons trouvé aucun gros contribuable dont la cote de l'an VII fût supérieure à celle de l'an V.

Cotes personnelles	An V	An VII	% de baisse	% de hausse
Aigueperse :				
Claude Godemel	7 fr. »»	9 fr. 35	»	33 %
Claude Martin	6 »»	4 23	33 %	»
J.-J. Breschard	3 50	14 25	»	300 %
Claude Mancel	1 50	7 70	»	400 %
Allagnat :				
Gilbert Bonjean	44 25	4 63	87 %	»
Jacques Chefdeville	44 25	3 13	93 %	»
Jean Colombier	3 10	4 95	»	60 %
Etienne Anliard	1 15	3 13	»	170 %

(148).

A l'aggravation du sort de pauvres on peut trouver deux explications qui se complètent : la fixité de la personnelle et la substitution du loyer au revenu comme base de la mobilière. Reprenons les exemples précédents :

Cotes personnelles	Revenu total déclaré en l'an V	An V	An VII
Besse :			
Guillaume Malguy	649 fr.	7 fr. 65	1 fr. 80
J.-B. Dauphin	94 »	1 50	1 80
Antoine Morin	139 »	1 65	1 80
Aigueperse :			
Claude Godemel	700 »	4 »»	2 10
Claude Martin	205 »	2 »»	2 10
J.-J. Breschard	45 »	3 50	2 10
Claude Mancel	150 »	1 50	2 10

(149).

Allagnat :			
Gilbert Bonjean	130 »	1 15	1 80
Jacques Chefdeville	80 »	1 15	1 80
Jean Colombier	97 »	3 10	1 80
Etienne Anliard	88 »	1 15	1 80

Les fortes cotes sont évidemment les seules bénéficiaires de la réforme de cette taxe.

(148) Il pourra paraître intéressant de noter les professions de ces contribuables : Guillaume Malguy, aubergiste ; J.-B. Dauphin, marchand de tabac ; Antoine Morin, notaire ; Claude Godemel, notaire ; Claude Martin, tailleur ; J.-J. Breschard, cultivateur ; Claude Mancel, cultivateur ; Gilbert Bonjean, meunier ; Jacques Chefdeville, meunier ; Jacques Colombier, cultivateur ; Etienne Anliard, cultivateur.

(149) On avait tenu compte en l'an V des charges de famille de Claude Mancel (2 enfants), de Claude Godemel et de Claude Martin (chacun un enfant).

Cotes mobilières (150)	Revenu mobilier en l'an V	Mobilière an V	Loyer an VII	Déductions	Mobilière an VII
Besse :					
Guill. Malguy	233 fr.	34 fr. 20	22 fr.	auberge 7 fr. »»	5 fr. 14
J.-B. Dauphin	66 »	9 65	12 »	boutique 4 »»	2 73
Ant. Morin	54 »	7 90	10 »	{ étude de notaire 2 »»	2 50
Aigueperse :					
Cl. Godemel	400 »	3 »»	25 »	{ étude de notaire 5 »»	5 05
Cl. Martin	200 »	6 »»	6 »	boutique 1 50	1 13
J.-J. Breschard	néant	néant	35 »		8 24
Cl. Mancel	néant	néant	15 »		3 79
Allagnat :					
Gilbert Bonjean	30 »	43 10	7 »	moulin 3 50	1 75
Jacques Chefdeville	30 »	43 10	2 »		0 60
Jean Colombier	néant	néant	6 »		2 »»
Etienne Anliard	néant	néant	2 »		0 60

Ces différences incroyables entre l'an V et l'an VII prouvent une fois de plus l'inanité des tentatives faites pour atteindre les ressources mobilières. Des contrastes très accusés de l'an V, on passe subitement en l'an VII à une uniformité non moins déconcertante. Les simples paysans n'ont pas à se louer du changement : d'abord dispensés de la taxe, ils ne bénéficient même pas, par la suite, des déductions accordées à un notaire ou à un artisan et parfois sont les plus chargés, victimes de l'évaluation de leur habitat au titre de loyer.

Pour les fonctionnaires et salariés publics, la contribution était devenue en l'an VII un impôt de quotité. Plus juste en soi, elle se faisait en réalité rigoureuse pour cette catégorie de citoyens. Effectivement, les gros traitements ne profitèrent pas de l'importante décharge obtenue par les autres cotes élevées : ainsi l'administrateur du département, Vimal-Lajarrige, taxé 42 fr. 70 en l'an V pour 2.000 francs d'appointements, payait 100 fr. en l'an VII ; Jean Bontaud Sauret, juge de paix du canton extérieur de Thiers versait 30 fr. au lieu de 20 fr. 25 sur 600 fr. ; un pensionnaire ecclésiastique, Antoine Bostborge, domicilié à Celle, passait de 7,35 à 40 fr. (pension de 800 fr.). Les salaires moyens seraient plus favorisés : les retenues de 15 fr. en l'an VII (300 fr. de traitement) correspondaient à d'anciennes cotes mobilières

(150) La différence entre la somme des cotes personnelles et des cotes mobilières d'une part, le total indiqué plus haut d'autre part, est dû aux centimes additionnels de l'an VII.

toutes supérieures, comme celles de Vazeille, commissaire du Directoire dans le canton extérieur d'Aigueperse (54 fr. 75), de Laval, commissaire à Besse (46 fr. 85), et de Grangeon, exerçant les mêmes fonctions dans les environs de Thiers (20 fr.); par exception, semble-t-il, l'agent particulier de Maringues, Jean Bondet, perdait les avantages du système de répartition qui avait exagérément épargné la localité en l'an V (taxe de 4 fr. 25).

La première contribution personnelle, mobilière et somptuaire représentait une tentative encore insuffisante pour atteindre directement les richesses qui échappaient à la foncière ; injuste d'une localité à une autre, à cause de la taxe mobilière, elle réalisait du moins une certaine proportionnalité à l'intérieur des communes ; elle avait encore l'inconvénient de grever le revenu foncier supplémentaiement.

La contribution de l'an VII, globalement plus légère, n'épargna guère que les riches ; l'uniformité de la taxe personnelle introduisit l'iniquité dans les communes et les pauvres eurent d'autant plus à en souffrir que le pouvoir d'achat du numéraire s'était accru.

Déjà faible en l'an V, le rendement des taxes somptuaires demeura minime par la suite, en raison du marasme des affaires.

Les fortunes mobilières maintenaient en somme leur privilège. La patente ne suffisait pas à les inquiéter sérieusement. L'impôt des portes et fenêtres y réussirait-il ?

CHAPITRE VI

La contribution des portes et fenêtres

Les Conseils de l'époque directoriale ont rivalisé en ingéniosité fiscale avec l'Assemblée constituante. A la veille de la guerre de la deuxième coalition, ils imaginèrent une quatrième contribution directe dont le principe avait été déjà indiqué dans certains cahiers des Etats Généraux (1). Ne pouvant atteindre réellement les revenus mobiliers, le législateur devait s'en tenir aux apparences de la richesse. Or le loyer d'habitation donnait de l'aisance un indice par trop incertain. Les taxes somptuaires, en tant qu'impôt de quotité, rapportaient peu au Trésor. Vivement recommandée par le représentant Legrand, combattue par Huguet, la contribution des portes et fenêtres fut donc votée le 4 frimaire an VII et, dans l'enthousiasme des premiers temps, doublée le 18 ventôse, triplée le 6 prairial (2).

L'Angleterre avait déjà le « window-tax ». L'exposé des motifs voyait dans cette création la solution du « problème longtemps cherché d'une assiette proportionnelle de la contribution mobilière et que l'Assemblée constituante n'avait fait qu'entrevoir, en basant cette imposition sur la valeur locative de l'habitation ».

L'économie de la contribution consistait en deux taxes : l'une, de 0 fr. 20 à 0 fr. 60, selon la population des communes, par porte et fenêtre des maisons d'habitation ; l'autre, de 1 à 10 francs, toujours d'après l'importance des lieux, sur les portes cochères et charretières, les entrées des boutiques et magasins de gros. Les fenêtres des étages supérieurs au deuxième, dans les villes de plus

(1) M. Marion, *Hist. financière*, t. IV, p. 116.

(2) Bloch, *Recueil*, pp. 832, 884 et 897.

de 10.000 âmes, ne paieraient que 0,25. On exemptait les ouvertures, granges, greniers et caves. Les municipalités cantonales établiraient les rôles, dont l'agence des contributions surveillerait l'assiette et le recouvrement (3).

Présidée par Chollet, l'administration centrale du Puy-de-Dôme rédigea une circulaire qu'elle voulut explicite, à l'adresse des municipaux et des agents particuliers. « Cinq ou six jours sont plus que suffisans dans chaque commune » pour expédier le travail, « attendu que dans les grandes villes l'on peut multiplier les commissaires rédacteurs et leur partager les rues » ; il appartiendrait à l'inspecteur de « porter par sa présence et ses conseils, dans tous les cantons du département, l'impulsion et l'activité pour terminer rapidement cette opération qui ne doit souffrir aucun retard » (4). La loi n'accordait en effet aux municipalités qu'un délai de dix jours, bien court à la vérité, mais l'expérience avait enseigné qu'il ne servait à rien de se montrer moins pressé.

Malheureusement deux obstacles se dressèrent aussitôt. Les feuilles imprimées, destinées à la confection des matrices, ne sortirent que le 19 nivôse (5). En outre, l'agence manquait de fonds pour la rédaction des rôles exécutoires. Les expéditionnaires n'ignoraient point que leurs appointements seraient prélevés sur les sommes recouvrées. Le législateur avait cru les stimuler en adoptant ces dispositions : en fait, le copiste se refusa à attendre l'époque de la levée de l'impôt pour toucher son dû ; il préférerait émarger aux fonds du bureau de l'agence (6).

Dès le mois de pluviôse, le ministre des finances s'étonne des lenteurs et s'impatiente. « Rien de plus simple cependant, écrit-il le 6, et rien de plus facile que les opérations relatives à cette contribution » ; le 22, il voudrait que des commissaires spéciaux soient désignés ; « beaucoup de départements ont terminé cette opération, reprend-il le 13 ventôse, et elle est à peine commencée dans celui du Puy-de-Dôme. Cette situation déplorable... dépose évidemment contre les membres de l'agence » (7).

L'administration centrale a l'habitude de cette allure languissante. Le 5 ventôse seulement, elle prévient les municipalités que, passé le 20 du mois, les commissaires seront effectivement envoyés aux frais personnels des administrateurs qui n'auront

(3) Bloch, *Recueil*, pp. 832 et 834.

(4) Circulaire du 25 frimaire an VII (L. 999).

(5) L'agent général au ministre des finances, 21 nivôse an VII (L. 1036).

(6) Le ministre des finances à Boutarel, 5 germinal an VII (L. 1036).

(7) L. 1036.

pas encore terminé l'assiette. Boutarel constate que ces menaces « produisent les plus heureux effets » (8). So rôles peuvent être mis en recouvrement, dans la dernière décade de ventôse ; mais le manque d'expéditionnaires paralyse l'agence et le ministre s'obstine à ne pas se rendre à cette raison (9).

Peut-on s'attendre à trouver des administrations cantonales capables de s'enthousiasmer pour un nouvel impôt ? Si les municipaux de Chamalières, dès le 25 nivôse, s'occupent de la rédaction des matrices (10), il est des localités comme la petite ville de Pont-du-Château où personne n'accepte de recenser les portes et fenêtres (11). L'agent particulier d'Egliseneuve écrit en floréal que le travail relatif à l'impôt mobilier n'a pas permis jusqu'alors de remplir les prescriptions de la loi du 4 frimaire ; à la même époque, les municipaux de Monton invoquent le froid printanier ; à Thiers, c'est la pénurie de feuilles imprimées (12).

Boutarel déplore le découragement qui saisit beaucoup d'agents particuliers ; il y voit un effet du retard que la Trésorerie apporte à les payer (13). Il n'est plus expédié que six rôles dans la deuxième décade de floréal : « Je ne puis rien faire sans les matrices qu'il est difficile d'arracher à certaines communes malgré l'envoi de commissaires », constate mélancoliquement le représentant du Directoire à Clermont (14). Quelques municipalités se refusent même à recevoir ces commissaires et les renvoient « sous prétexte que les opérations sont presque achevées » (15) : l'administration centrale parle de dénoncer au ministre l'attitude des administrateurs de Thiers, Saint-Rémy et Issoire (16).

Lorsqu'un commissaire spécial a été agréé par un canton et a rédigé les matrices, il lui arrive de ne pouvoir obtenir le prix de ses journées. L'expert-géomètre Binet a travaillé 9 jours à Combronde : le département lui accorde une remise de 73 fr. (17). La

(8) L. 999.

(9) Lettre de Boutarel à Ramel, 14 ventôse an VII (L. 1036).

(10) *Arch. de Chamalières* (registre du canton, D. 3).

(11) La municipalité cantonale de Pont-sur-Allier à l'administration centrale, 1^{re} ventôse an VII (L. 1034).

(12) Lettres des 16 et 25 floréal an VII (L. 1036).

(13) Boutarel à Ramel, 24 floréal an VII (L. 1036).

(14) Il confirme en prairial qu'« il est des communes où l'on a été forcé d'envoyer à plusieurs reprises des commissaires pour en arracher les états qu'elles devaient fournir » ; lettre du 24 prairial aux délégués de 17.500.000 fr. sur le produit des portes et fenêtres (L. 1022).

(15) Lettre-circulaire de l'administration centrale, 9 messidor an VII (L. 1036).

(16) On peut se demander quel effet devait produire une menace de ce genre.

(17) L. 1036.

municipalité de Combronde remontre que Binet aurait pu tout rédiger en deux jours et « n'a cherché qu'à allonger le tems pour se livrer à ses plaisirs » ; il n'a droit qu'à 16 fr. (18). L'administration centrale reste sur ses positions et les municipaux cèdent après deux mois de résistance. Le même Binet subit un avatar analogue à Issoire : dès son arrivée, on lui déclare qu'il reste peu de chose à faire. Mais le commissaire veut un « exécutoire » afin d'être défrayé pour son voyage. L'agent particulier le somme de se retirer. Cependant le département arrête que les municipaux d'Issoire lui verseront 48 fr. ; ils y consentent, mais de bien mauvaise grâce (19). Jean Gras est créancier de 24 fr. 80 que lui doit l'administration de Pont-sur-Allier : il en sollicite encore le paiement, le 8 pluviôse an VIII, par une pétition qu'il adresse alors à Huguet, devenu président de l'administration centrale (20).

Si, du moins, les matrices avaient été rédigées consciencieusement ! Mais le ministre se plaint des erreurs, l'agent général les déplore et l'inspecteur ne sait comment les rectifier, car elles fourmillent (21). Dans sa circulaire du 5 ventôse, l'administration centrale se fit l'écho de ces récriminations (22). Boutarel nota, le 24 prairial, que certaines communes « avaient fait des recensements si inexacts qu'il avait fallu y revenir jusqu'à trois fois pour les rendre admissibles » (23). Les griefs généralement formulés étaient les suivants : maisons dont les portes seules ont été indiquées et les fenêtres omises ; habitations faussement considérées comme vides ; portes charretières et portes de magasins oubliées (24).

Thiers n'accusa qu'un nombre fort restreint de portes et de fenêtres. Le département y envoya deux commissaires qui découvrirent 453 ouvertures supplémentaires : soit 5.194 portes et fenêtres, ainsi que 21 portes cochères. L'administration centrale eut alors l'idée de comparer ce résultat avec celui d'Ambert. Cette ville, avec 5.500 habitants avait recensé 5.945 portes simples ou fenêtres et 4 portes cochères ; or Thiers comptait 12.700 âmes. Roullion invita donc Méjansac à faire une enquête sur place (25) ;

(18) Arrêté du 29 floréal an VII.

(19) L. 1036.

(20) L. 1036.

(21) Le 22 pluviôse, Ramel exige la rectification des rôles des portes et fenêtres dans lesquels se trouvent des omissions (L. 1036).

(22) L. 999.

(23) Voir la note 14.

(24) Circulaire du 5 ventôse, à la suite de la lettre ministérielle du 22 pluviôse (L. 1036).

(25) Par lettre du 3 thermidor (L. 1036).

l'inspecteur dut obtenir une faible addition au rôle thiernois, puisque le tableau définitif indique un produit de 2.774 fr. à Thiers contre 2.780 à Ambert.

Répondant à la circulaire du département, la municipalité cantonale de Saint-Gervais prit la défense des ruraux. Elle affirma que les villes seules, avec leurs palais, hôtels et logements somptueux pouvaient « prêter un voile à la contrebande » ; les campagnes au contraire, « couvertes de cahutes, de chaumières, plus ressemblantes à des étables qu'à des habitations humaines ne présentaient aucun objet cottisable qui puisse être esquivé ». Au reste, oserait-on imposer « un espèce de trou plus ressemblant à un deffaud de maçonnerie, à une avarie de mur, qu'à ce qu'on le peut désigner sous le nom de fenetre » ? Quel abus certains experts auraient commis « en comprenant comme fenetres cottisables des trous de la longueur et largeur de quelques pouces n'ayant ni vitres ni chassis, et ne se fermant qu'avec des bouchons de paille » ! Les rôles retournés par le département devaient donc être tenus pour exacts (26).

Tel est d'ailleurs le système de défense de toutes les municipalités rurales. « La majorité des maisons ou plutôt des chaumières qui couvrent ce canton, assure-t-on à Olby, sont absolument sans fenetre ou en ont une seule si toutefois on peut donner ce nom à une ouverture d'un pied de hauteur sur un demi-pied de largeur » (27). L'agent particulier de Saint-Amant-Roche-Savine certifie que « si cette opération pêche, c'est pour avoir compté aux cultivateurs et manouvriers une porte et une fenêtré, tandis que la plupart de ces malheureux cohabitent avec leurs bestiaux pour être plus chaudement pendant neuf mois que dure le froid dans ce pays » (28). Il en aurait été de même dans les régions de Saint-Anthème, Vollore, Sauxillanges et Tauves (29).

Les arguments de la montagne valent pour la plaine. A Aigueperse, Dulin attire l'attention sur « plusieurs articles qui n'ont qu'une porte » ; il explique que « c'est autant de chaumières appartenantes à des malheureux journaliers, qui ne sont véritablement éclairés que par le trou qui leur sert d'entrée » (30). Vazeille, d'Artonne, prend également les devants : « L'administra-

(26) Lettre du 14 ventôse an VII (L. 1036).

(27) Lettre du 14 ventôse an VII.

(28) Lettre du 25 ventôse an VII.

(29) « La très grande majorité des fenetres de la compagne sont plutôt de simples trous que des fenetres. C'est pourquoi on n'a fait mention que de ceux ayant décidément la forme d'une fenêtré... », lit-on sur le relevé de Sauxillanges (L. 1036).

(30) Lettre du 19 ventôse an VII.

tion centrale ne doit pas s'étonner de trouver des cottes ayant une porte sans fenêtre attendu qu'il est de fait que les cultivateurs n'ont point de fenêtre a leurs maisons et ne prennent d'autres jours que par la porte » (31). Boutarel renvoie à l'agent particulier d'Ennezat les matrices de plusieurs communes : « J'ai tout lieu de penser que vous les avez signées de confiance sans les examiner. La plus grande partie des articles comprend une porte seule, tandis qu'il est reconnu que dans les différentes communes et surtout celle d'Ennezat chaque maison a au moins une porte et une fenêtre, si l'on en excepte quelques chaumières qui ne sont pas en grand nombre » ; mais l'agent particulier réplique : « Les commissaires n'avaient pas du comprendre les fenêtres de beaucoup de maison de cultivateurs qui a peine pouvaient avoir un pied » (32).

Est-ce exagération naturelle ou faut-il attribuer à ces assertions une part de vérité ? Au cours de ses tournées, l'inspecteur Méjan-sac a pu se faire une opinion sur l'habitat du paysan. Or, il écrit de Riom, le 21 pluviôse an VII, que sans doute les dénombrements de portes et fenêtres prêtent à la critique ; il ajoute néanmoins : « Je sai que dans beaucoup de villages de la Montagne les malheureux cultivateurs, même quelques-uns dans la plaine habitent des chaumières qui n'ont d'autre jour que celui qui leur vient par la porte, mais cela ne se trouve pas dans le grand nombre... » (33). Cette note assez mesurée explique le demi-succès des efforts tentés par le département et par l'agent général en vue d'obtenir des rôles plus exacts.

Le montant total de la contribution fut de 67.220 fr. 25, dont 20.940 fr. 65 pour les six agglomérations principales (34). Les villes paraissent proportionnellement plus touchées que par la personnelle et mobilière. Cependant, en comparaison d'une moyenne départementale de 0 fr. 13 par habitant, des chiffres de 0 fr. 21 à Thiers, de 0 fr. 23 à Issoire, de 0 fr. 36 à Clermont et même de 0 fr. 50 à Ambert surprennent par leur modération. Des cantons, où l'élément rural dominait comme ceux de Pont-du-Château, Vertaizon, Les Martres, Champeix, payaient presque autant que Thiers. Les charges les moins importantes se rencontrent généralement dans les montagnes avec encore des exceptions étranges en faveur de la plaine (Artonne 0 fr. 05,

(31) Lettre du 15 ventôse.

(32) Lettre du 5 ventôse.

(33) Lettre du 21 pluviôse an VII (L. 1264).

(34) L. 1022.

Maringues 0,07). L'assiette d'un impôt de quotité n'offre pas toutes les garanties lorsqu'elle est confiée à des autorités élues !

Dans quatre cantons épars, ceux d'Augerolles, Beaumont, Plauzat et Rochefort, les rapports entre les portes et fenêtres d'une part, la patente, les contributions personnelle et foncière de l'autre, présentent des similitudes :

% des portes et fenêtres	par rapport à		
	la patente	la personnelle	la foncière
à Augerolles	51 %	11 %	1 %
» Beaumont	150 %	11 %	1 %
» Plauzat	40 %	15 %	1 %
» Rochefort	57 %	14 %	0,8 %

Le canton de Beaumont était certainement le moins commerçant ; situé dans les environs immédiats de Clermont, il devait compter un assez grand nombre de maisons appartenant à des bourgeois du chef-lieu et non soumises à la patente.

D'ailleurs, l'étude de rôles communaux et de cotes individuelles montre que l'impôt des portes et fenêtres ne coïncide pas seulement avec les richesses mobilières. Il est égal dans les deux localités de Murat-le-Quaire et d'Orcival : or, Murat paie moins que sa voisine au titre de la personnelle et des patentes, davantage au titre de la foncière ; remarque identique pour Vernines et Laqueuille (35). A Nohanent, Jean Boniol, exempt de contribution personnelle, mobilière et somptuaire, mais inscrit au rôle de la foncière pour 14 fr. 82, verse 0 fr. 20 pour son unique ouverture (36).

(35) Communes	Portes et fenêtres	Patentes	Personnelles	Foncières
Murat-le-Quaire	62 fr. 20	32 fr. 10	398 fr. »	8.723 fr. 20
Orcival	61 20	147 30	465 62	7.732 40
Laqueuille	97 20	312 60	786 57	10.096 56
Aurières-Vernines ...	101 40	105 30	655 38	11.395 55

(36) Le rôle de Nohanent est à peu près le seul que renferment les *Archives départementales*. Voici quelques cotes :

Contribuables	Revenu foncier	Contribution foncière	Personnelle	Portes et fenêtres
Dominique Chardon .	2.729 fr. »	1.444 fr. 65	131 fr. 80	22 fr. 20
Antoine Jeudy et fils.	490 »	259 39	6 75	0 40
Jean Bussière	60 »	31 76	3 80	0 40
Jean Boniol	28 »	14 82	»	0 20
Pierre Taillandier ..	5 60	2 98	3 80	1 80

(L. 1086).

Sous une délibération de la municipalité cantonale de Chamalières, en date du 29 frimaire an VI, nous lisons : « ...Dans la commune de Nohanent le

Tel qu'il avait été conçu par la loi du 4 frimaire an VII, le quatrième impôt direct se révéla d'une assiette relativement simple, mais d'une productivité faible ; il n'atteignit pas le but qu'on s'était assigné dans l'exposé des motifs.

citoyen Chardon est le seul gros propriétaire qui y soit domicilié ; et il y a très peu d'autres principaux habitants, qui puissent être compris dans l'impôt somptuaire et mobilier.. » (L. 1011). La seule cote importante en portes et fenêtres est en effet celle de ce Chardon. Mais cette taxe ne représente que 1,4 % de ses autres contributions réunies, alors que la proportion s'élève à 27 % pour Pierre Taillandier. Ainsi, il ne paraît y avoir aucun rapport entre les portes et fenêtres et le revenu présumé de ces contribuables tant les différences sont grandes entre eux.

CHAPITRE VII

Le recouvrement à la fin de la Révolution

Les percepteurs

1° Les adjudications. — Le premier Directoire n'avait pas su prendre des mesures assez efficaces pour obtenir la rentrée prompte et exacte des contributions (1). Les dispositions de la loi du 30 prairial an V ne comportaient encore que des palliatifs : les municipalités cantonales devaient recevoir les soumissions des postulants et, au cas où l'adjudication ne serait offerte qu'à un taux supérieur à un sou pour livre, elles nommeraient d'office et en dehors de leur sein le percepteur qui opérerait sous leur responsabilité (2).

Par contre, le décret du 22 brumaire an VI, 1° obligea les agents particuliers à faire les réquisitions en vue de la désignation des percepteurs ; 2° plaça les adjudications sous le contrôle de l'agent général (3). En outre la loi du 9 vendémiaire, que confirma une décision ministérielle en date du 22 pluviôse, prorogea en l'an VI les fonctions des percepteurs de l'an V (4) : il y allait de la continuité du recouvrement dans des moments difficiles tant au point de vue politique que monétaire.

Le personnel de l'agence s'employa à concilier ce dernier règlement avec les intérêts des contribuables. Boutarel vint à remarquer que le rendement des impôts serait moindre en l'an VI qu'en l'an V : les contribuables n'auraient-ils pas raison de protester si

(1) Cf. p. 394.

(2) Bloch, *Recueil*, p. 658.

(3) Bloch, pp. 696 et 702.

(4) L. 1252.

l'on exigeait d'eux le même supplément pour la perception ? L'agent général invita donc l'administration centrale à ordonner l'annulation des adjudications trop onéreuses (5). Il se fondait sur les observations de quelques agents particuliers : celui de Gerzat remontrait par exemple combien le taux de 12 deniers pour livre consenti en l'an V paraissait excessif à l'heure où l'on avait la possibilité de le réduire de moitié ; les gros propriétaires, assujettis à payer 50 à 60 l. « pour droit de perception » étaient particulièrement ardents à réclamer de nouvelles enchères (6). A Isserteaux, on protestait contre le refus du département d'autoriser un marché plus avantageux (7) ; à Lezoux, on invoquait les lois du 2 octobre 1791 et du 30 prairial an V en faveur d'une adjudication annuelle (8). Il aurait fallu, en principe, maintenir les anciens percepteurs en les contraignant de se contenter de tarifs inférieurs à 5 % du montant de l'impôt.

Or, nombre de percepteurs résistaient à la prolongation de leur charge : « Les plus opiniâtres, écrivait Boutarel au ministre, sont ceux dont les taxations de l'an VI sont moindres que celles de l'an V ou se trouvent à un taux qui ne leur convient plus. Les moyens de persuasion ont été employés avec toutes les voyes de conciliation sur leurs intérêts et ceux du trésor public mais c'est avec peine que je vous apprens que cela n'a produit aucun effet sur la plupart d'entre eux et que j'apprens tous les jours par les agens particuliers que les percepteurs persistent dans leur refus » (9). Dans le seul canton de Champeix quatre défaillances sont signalées (10). Ayant éprouvé des pertes « du fait du taux modeste de 3 d. $\frac{1}{2}$ », le percepteur de Riom se dérobe : l'administration municipale se croit autorisée à ouvrir une enchère ; Boutarel désapprouve cette initiative et en appelle au ministre qui confirme son point de vue (11). Il y a cependant les cas d'espèce. Giraud Dumontel a fait gratuitement la levée à Manzat : lui ferait-on une obligation de continuer ? le département permet une adjudication (12). Les municipaux d'Aigueperse observent

(5) Lettre de Boutarel à l'administration centrale, 8 ventôse an VI (L. 1252).

(6) L'agent particulier de Gerzat à l'agent général, 3 ventôse an VI (L. 1033).

(7) Lettre de Ramel à l'administration centrale, 7 thermidor an VI (L. 1252).

(8) Pétition, sans date (L. 1252).

(9) Lettre du 13 germinal an VI (L. 1252).

(10) Puray, commissaire de Champeix, à Boutarel, le 12 prairial an VI (L. 1033).

(11) Lettre de Ramel, 17 fructidor an VI (L. 1252).

(12) Arrêté du département en date du 24 pluviôse an VI (L. 1252).

que le percepteur de l'an V a travaillé pour un demi denier, somme à tel point faible qu'elle « suffit à peine pour le dédommager des voyages qu'il est obligé de faire à Riom » ; l'administration centrale subordonne l'augmentation de la remise à l'intelligence et à la probité de ce percepteur (13). En définitive, le souci de ne pas compromettre les rentrées et de ne pas trop mécontenter les populations avait engagé les autorités à prendre quelques libertés avec la loi.

On tendit de la sorte vers une égalisation du taux des adjudications : les plus fortes furent abandonnées parce que les contribuables pensaient obtenir une levée à meilleur compte ; quelques-unes des plus faibles parce que le rendement des contributions ne suffisait vraiment pas à couvrir les frais du percepteur. Les remises subirent une diminution dans presque toutes les communes des cantons d'Ambert extérieur, de Marsac, des Martres, de Rochefort, d'Herment, de Giat (14). Seuls les percepteurs qui avaient travaillé à très bas prix en l'an V réussirent à se faire augmenter : ceux d'Arlanc (3 d. pour livre au lieu de 1 d.) et de Job (5 d. au lieu de 3 d.) par exemple (15). Il y aura parfois une réaction en l'an VII : ainsi les contribuables d'Ambert extérieur et de Rochefort devront consentir un relèvement des enchères (16). Le nivellement sera réalisé entre toutes les localités de la circonscription d'Arlanc (17).

Si les percepteurs de l'an V restèrent en place l'année suivante dans beaucoup de cantons (Rochefort, Saint-Germain-l'Herm entre autres), le respect de la loi ne les retint pas tous : ils aban-

(13) Lettre du 17 pluviôse an VI (L. 1252).

(14)	Communes	An V	An VI
Ambert extérieur :			
Saint-Martin-des-Olmes		9 d.	4 d. $\frac{3}{4}$
Thiolières		9 d.	6 d.
Saint-Ferréol		9 d.	2 d. $\frac{1}{2}$
Job		3 d.	5 d.
Valcivières		9 d.	3 d.
Marsac		10 d.	3 d.
Chaumont		10 d.	8 d.
Chambon		12 d.	12 d.
Champétières		10 d.	3 d.
Grandrif		10 d.	6 d.
Les Martres-de-Veyre		12 d.	9 d.
Orcet		11 d.	1 d. etc.
(L. 1252-1253).			

(15) L. 1252.

(16) Ainsi dans le canton d'Ambert extérieur : 4 d. à Saint-Martin-des-Olmes 6 d. à Thiolières, 5 d. à Saint-Ferréol, 7 d. à Job, 3 d. à Valcivières.

(17) A 1 centime $\frac{1}{2}$.

donnèrent leur poste à Champetières, à Grandrif, dans toutes les communes du canton d'Ambert extérieur, aux Martres-de-Veyre, etc. Nombre de ceux qui n'avaient pu se dérober en l'an VI se retireront en l'an VII (à Rochefort) (18) ; Ambert extérieur, pour avoir diminué le taux, devra s'adresser à de nouveaux adjudicataires.

La qualité du personnel ne s'améliore pas pour autant. Rien d'étonnant d'ailleurs puisque le recrutement se fait comme sous la Constituante. « Vous me demanderez peut-être, écrit à Boutarel l'agent particulier de Viverols, Rigodon, pourquoi on n'a pas fait choix de percepteurs plus letterés, a cela je vous repond d'avance que la chose n'est guere praticable dans les campagnes ou l'on trouve peu de citoiens éclairés » (19). La municipalité de Randan anticipe : il n'y aura qu'une adjudication pour tout le canton « considérant que la perception a été confié a des hommes illetrés dont l'ignorance a souvent compromis les intérêts des administrés, que le seul moyen d'établir une perception exacte et uniforme ne peut se trouver que dans la nomination d'un seul percepteur... » (20). A Artonne, « il ne se présente que des hommes incapables » (21). L'administration de Ravel se demande si l'adjudicataire Moissat peut être maintenu, car « il ne sait ni lire ni écrire » (22). Caractéristique, cette note de l'agent particulier de Billom extérieur : « L'administration et moi surtout sommes résolus de ne recevoir pour percepteurs que des gens éclairés, probes et solvables... » (23). Quelle prétention !

2° Le contrôle de la perception. — La loi du 22 brumaire avait fait à l'agence des contributions un devoir de hâter le recouvrement. La Constituante n'avait pas établi de lien assez étroit entre les percepteurs et les receveurs. De là, la création des préposés aux recettes, eux-mêmes subordonnés à un receveur général et soumis à la surveillance d'un inspecteur départemental (24). Les commissaires du gouvernement, agent général et agents particuliers, devaient prêter la main à ce contrôle ; mais il apparte-

(18) L. 1253.

(19) Lettre du 12 thermidor an VI (L. 1260). — Le même Rigodon écrira encore le 29 frimaire an VII : « Je ferai tout ce qui dépendra de moi pour que la perception ne tombe pas entre mauvaises mains » (L. 1034).

(20) Délibération du 5 pluviôse an VI (L. 1252).

(21) Lettre de Vazeille, agent particulier d'Artonne, 1^{er} nivôse an VII (L. 1034).

(22) Lettre de la municipalité de Ravel, sans date (L. 1252).

(23) Lettre du 2 nivôse an VII (L. 1034).

(24) Voir le chapitre II de la V^e partie.

nait toujours à l'administration centrale de décerner les contraintes contre les percepteurs en retard (25). Cette disposition tendait à maintenir la prépondérance du principal corps élu.

« Comptez sur mon zèle, citoyen ministre, écrivait Boutarel le 22 frimaire an VII, il ne se ralentira dans aucune circonstance et rien n'égallera ma sollicitude lorsqu'il s'agira de veiller aux intérêts de la République » (26) ; et le 6 messidor : « Je ne négligerai rien de ce qui pourra prévenir les besoins du trésor public » (27). Nous n'avons pas à douter de ce zèle, qu'attestent les innombrables lettres à l'adresse des agents particuliers et des préposés aux recettes. Voici le langage tenu à l'agent particulier de Monton : « J'ai reçu votre lettre du 25 floréal et j'y vois que l'un des percepteurs provisoires de votre canton refuse avec opiniâtreté de faire le dépouillement du rôle des 4/5^{es} en présence de l'administration municipale, pour qu'elle arrête son compte. Si le percepteur persiste dans son refus, vous pouvez et même il est de votre devoir de le traduire devant les tribunaux comme rétentionnaire des deniers publics, puisqu'il ne justifie d'aucun compte. Vous devez d'autant moins user de ménagements envers ce citoyen que sa négligence paraît avoir des causes peu faites pour l'en rendre digne » (28). Le successeur de Boutarel, Roullion, emploie parfois l'emphase ; il exhorte en ces termes le commissaire de Murols : « Les délits que vous me dénoncez... et dont se sont rendus coupables plusieurs percepteurs de votre arrondissement sont trop odieux pour ne pas exciter l'indignation et l'animadversion des fonctionnaires publics chargé de l'exécution des lois. La dissolution de la société serait certaine et prochaine si dans plusieurs cantons de pareils crimes pouvaient avoir lieu et se commettre impunément... C'est par la sévérité seule, par le glaive de la justice et des lois qu'on peut maintenir et assurer une exacte comptabilité et édifier ainsi les contribuables déjà assez inquiets dans ces circonstances pénibles... La République, la sureté de tous, le bonheur commun enfin reposent sur le zèle et l'activité des amis de la patrie et vous êtes trop jaloux de cet honorable titre pour ne pas employer les plus grands efforts à le conserver » (29).

De son côté, le receveur général agit sur les préposés aux recettes. Il leur enjoint « de décerner des contraintes, de faire sai-

(25) Bloch, *Recueil*, p. 699.

(26) L. 1265.

(27) L. 1265.

(28) Lettre du 29 prairial an VI (L. 1252).

(29) Lettre du 2 vendémiaire an VIII (L. 1254).

sir et vendre les mobiliers des percepteurs qui ne se conformeront pas ponctuellement aux lois ». Il les convoque au chef-lieu, le 10 prairial an VI, « pour recevoir d'eux les causes locales qui arrêtent la rentrée de l'arriéré, pour en faire de suite une série d'observations a l'administration centrale ainsi qu'au bureau de l'agence afin de mettre ces autorités a même de lever les difficultés qui retiennent l'arriéré... » (30). Le 12 thermidor, il signale à Boutarel la nécessité de multiplier les poursuites contre les percepteurs dont la négligence entrave le recouvrement (31).

Méjansac, l'inspecteur, parcourt le département, en dépit des obstacles matériels (32). L'agent général se porte garant du dévouement de son collaborateur : « L'inspecteur qui remplit ses fonctions avec autant de zèle que d'intégrité exerce la surveillance la plus sévère et la plus active sur les préposés. Déjà, depuis six mois, il a fait deux vérifications, et au 1^{er} nivôse (an VII) il en fera une troisième... » (33). Mais quelle rude tâche que celle-là ! « Je dois vous observer, écrit Méjansac à Boutarel, d'une part qu'il est au-dessus de la force d'un homme le plus actif, le plus zélé, le plus laborieux, de pouvoir remplir la grande, immense besogne imposée a un inspecteur dont les attributions viennent encore d'être augmentées par l'article 26 de la loi du 17 fructidor (34) qui lui donne l'inspection et la surveillance des receveurs qui versent le montant de leur recette dans la caisse du receveur général et de ses préposés, d'autre part que c'est d'autant plus impossible dans un département tel que celui du Puy-de-Dôme considérable par son étendue, important par sa population et la masse de ses contributions, tres difficile a parcourir, en raison des montagnes qui forment la plus grande partie de sa superficie, des neiges qui les couvrent environ cinq ou six mois, de l'éloignement des cantons les uns des autres dans cette partie, et de leur nombre au total qui s'élève a 78. Au reste, vous le savés aussi et c'est une justice due a mon zèle, je n'ai épargné ni temps, ni peines, ni soins pour m'acquitter de mes devoirs, autant qu'il est humainement possible de le faire » (35). Ailleurs, il affirme que l'examen de la comptabilité des percepteurs est « une opération immense, en raison des détails qu'elle

(30) L. 1275.

(31) L. 1033.

(32) L. 1264.

(33) Boutarel au ministre des finances, 22 frimaire an VII (L. 1265).

(34) Bloch, *Recueil*, p. 760.

(35) Rapport du 23 frimaire an VII (L. 1264).

comporte, de l'étendue et de l'éloignement des lieux et des personnes... » (36).

Certes l'agent général savait vivement ramener à l'ordre les agents particuliers oublieux des prescriptions de la loi du 22 brumaire. Cependant tous ne suivaient pas de près les percepteurs dans leurs opérations et parfois il leur paraissait plus commode de dégager leur responsabilité. « La plupart des percepteurs est éloignée, écrit Gondre, de Courpière. Ce sont des cultivateurs qui s'inquiètent fort peu des menaces et de leurs devoirs ; et s'il falloit que je me rende chez eux, il faudroit renoncer a tout autre chose pour ne s'occuper que de la rentrée des contributions. Je vous préviens que, si dans la suite, je ne suis pas exact, il n'y aura de ma part ni tort, ni négligence. Les percepteurs seront seuls accusables. » (37). Perrin, de Cournon, assure de son côté : « Il ne m'est survenu aucune plainte sur le compte des percepteurs de mon arrondissement. Je ne puis pas être présent a leurs recettes et diriger leurs comptes. Ce seroit faire de moi un autre percepteur. Je les surveille et s'il me survient des reproches fondés sur leur compte, soyez sur que je sévirai » (38). Cette attitude devait être assez répandue, de l'aveu de l'agent général lui-même (39).

D'ailleurs, les plus décidés à une action vigoureuse n'étaient pas assurés d'en obtenir des résultats. A lire Mercier, de Rochefort, le 8 frimaire an VII, on croirait à une intervention réellement efficace : « M'étant apperçu des lenteurs qu'éprouvait le recouvrement des contributions arriérées dans mon arrondissement ; et ayant cru en trouver la cause dans la malveillance des ennemis de la république, et dans les bruits séditieux qu'ils font circuler parmi le peuple, ...j'ay fais tous mes efforts pour déjouer ces manœuvres liberticides, pour détromper le peuple. J'ay stimulé le zèle des agents et adjoints des communes, par des exhortations courageuses. J'ay réveillé l'action des percepteurs, par une circulaire du 1^{er} du présent, que j'ay cru devoir vous soumettre... » (40). C'est le même Mercier qui, le 26 vendémiaire, se demandait : « Quel parti prendre contre les percepteurs récalcitrants ? Celui de les poursuivre comme détenteurs des deniers publics, tandis que je suis assuré qu'ils ne sont que

(36) Rapport du 1^{er} thermidor an VII (L. 1264).

(37) Le 3 nivôse an VII (L. 1265).

(38) Le 28 pluviôse an VII (L. 1253).

(39) Lettre au ministre des finances, 13 frimaire an VII (L. 1265).

(40) L. 1255.

négligents, est trop violent pour ne pas répugner à mon cœur » (41). A Pionsat, Maymat ne peut triompher de la résistance d'un percepteur (42) : « J'ai depuis plusieurs mois employés auprès de lui les moyens de concilier les intérêts de la République avec les siens, les égards de l'amitié, de la connaissance et du voisinage avec les devoirs de ma place. J'ai été chez lui lui en parler, je lui en ai écrit, tout cela sans le moindre succès... » (43). L'agent particulier d'Olliergues, Pallas, avoue un insuccès plus général : « Il m'est impossible de vous faire passer un état des recettes et versements faits par les percepteurs de ce canton. Pour y parvenir j'ai fait l'impossible auprès d'eux, mais aucun ne m'ont porté ny roles ny journaux de recettes... » (44). Son collègue Bravard, d'Arlanc, obtiendrait peut-être davantage, mais à quel prix ! « Si vous saviez l'embarras qu'il y a, les lettres qu'il faut écrire pour émouvoir les percepteurs de la campagne, vous seriez surpris qu'on vous put fournir les états qui se font... Ce n'est qu'à force de les tourmenter que les agents satisfont à ce qui leur est prescrit » (45). C'est que Bravard est un de ceux qui ne se contentent pas d'une surveillance superficielle. Il narre comment il a appris que « des friponneries » se commettaient à Saint-Alyre. « Les personnes de qui je croyois obtenir des éclaircissements étoient devant moi si boutonnées, que je désespérois jamais de pouvoir atteindre le mal. A la fin je suis parvenu à découvrir un fripon public, en attendant que je puisse dévoiler les escroqueries particulières. Jean Ranghard percepteur de cette commune pour les quatre premiers cinquièmes de l'an V est l'homme dont je crois que la loi fera un exemple frappant et capable d'intimider ceux qu'une criminelle cupidité engage à se charger de la perception des contributions... » (46). Courgoul, agent particulier de Murols, veut aussi « un exemple », en l'espèce la destitution du percepteur de Saint-Nectaire ; mais qui s'en chargera ? le représentant du gouvernement juge la loi peu explicite (47).

Quant aux préposés aux recettes, ils sont diversement jugés selon les époques. Une phrase de Maignol laisserait croire qu'ils ne firent pas, en l'an VI, tout leur devoir : « Le receveur général

(41) L. 1252.

(42) Il s'agit du percepteur de Saint-Maurice.

(43) Lettre du 3 nivôse an VII (L. 1265).

(44) Lettre du 5 nivôse an VII.

(45) Lettre du 1^{er} nivôse an VII.

(46) Lettre du 23 vendémiaire an VII (L. 1253).

(47) Lettre du 25 fructidor an VII (L. 1253).

a contraint et fait saisir les meubles de ses préposés » (48). Mais Boutarel leur décerna l'année suivante un certificat de bonne conduite : « Les préposés n'emploient à aucun trafic les fonds provenant des recettes. Jusqu'ici, jamais le moindre soupçon n'a plané sur leur compte, et quand même ils eussent été capables d'en former le projet, les vérifications régulières de l'inspecteur leur aurait oté tous les moyens d'exécution » (49). Nous savons que le préposé d'Issoire exerça des poursuites contre tous les percepteurs de son arrondissement avec « toute la diligence possible » (50). Il ressort également des rapports de Méjansac qu'on ne pouvait imputer à ces fonctionnaires les retards du recouvrement (51).

L'administration centrale se devait d'appuyer les efforts du personnel nommé par le gouvernement. Boutarel la dit « sans cesse occupée des moyens capables d'activer le recouvrement » (52). Nous voyons les administrateurs enjoindre aux percepteurs de faire des tournées chez les contribuables retardataires et d'effectuer tous les dix jours régulièrement le versement des fonds recouvrés (53) ; il leur arrive d'approuver les demandes de contrainte que leur présente l'agent général (54). Mais pas plus que les municipalités cantonales (55), ils ne donnent l'impression d'avoir réellement pris à cœur cette partie de leurs fonctions : élus, ils répugnent toujours à serrer de trop près le contribuable.

Or l'agence des contributions n'avait que trop besoin de leur appui pour réprimer les fraudes.

3° Les abus. — Le 22 vendémiaire an VIII, Farradesche Gromoux, substitut du commissaire du Directoire exécutif près le tribunal criminel du département, confie à Roullion : « Tout me fait un devoir de vous donner avis des vexations, des concus-

(48) Mémoire en réponse à la lettre du ministre des finances du 17 floréal an VI (L. 1275).

(49) Lettre à Ramel, 6 messidor an VII (L. 1265).

(50) Lettre du préposé d'Issoire à l'agent général, 7 frimaire an VII (L. 1265).

(51) L. 1264.

(52) Lettre à Ramel, du 6 messidor an VII (L. 1265).

(53) Circulaire du 7 frimaire an VII (L. 241).

(54) Circulaire aux cantons, sans date, mais se place à la même époque (L. 997).

(55) L'incurie de celle d'Artonne est dénoncée par l'agent particulier Vazeille, dans une lettre à Boutarel, du 24 vendémiaire an VI (L. 1390). Au dire du substitut Farradesche, les administrations cantonales avaient même quelquefois partie liée avec les percepteurs (Lettre du 22 vendémiaire an VIII à l'agent général Roullion, L. 1387).

sions auxquelles la plupart des percepteurs des contributions se livrent envers les contribuables. J'en suis instruit par différentes procédures qui passent sous mes yeux. J'en suis instruit encore par la rumeur publique. Les uns reçoivent, sans émarger sur le rôle, et oubliant les quittances qu'ils se trouvent avoir données, sont en contradiction avec les sommes qu'ils demandent mal à propos. D'autres n'émargent ni ne donnent quittance, et se procurent par là, la facilité de prendre beaucoup plus qu'il ne faut, ce qui leur arrive très souvent. Il en est, qui sous prétexte de frais, se font payer au-delà de ce qui est dû ; ce mot *frais* qu'ils opposent, leur donne une grande latitude. Il en est encore qui poursuivent certains contribuables plutôt que d'autres, il en résulte des menagemens particuliers dont plusieurs sont victimes... » (56). La date de cette lettre est à retenir, car elle atteste la persistance des abus jusqu'à la fin de la période directoriale, donc après la disparition du papier-monnaie. Les percepteurs fraudent sur les quittances, exagèrent leurs frais et font preuve de partialité à l'égard des contribuables. Les textes permettent de contrôler les deux premières accusations portées par le substitut Farradesche.

L'agent particulier de Mauzun signale les cas suivants : « Je ne peux douter que quelques percepteurs du canton n'aient commis des exactions. L'agent d'une commune me disait ces jours passés, en parlant du percepteur de l'an V, *ce coquin-là a volé 2.000 francs, en l'an V*. Un autre avait pris l'impôt à lever à 3 d. ; il est prouvé qu'il a pris un sol. Il est prouvé qu'il a pris autant d'impôt en l'an V qu'en l'an VI, qu'il a pourchassé cruellement cette commune pour l'an VI, qui a entièrement soldé, et certes il n'a versé que les 19/20^{es} pour l'an VI. Les endossements de son rôle sont, reçu le montant de l'impôt : mais il a donné quittance à quelques-uns, et l'on voit qu'il a pris le s. p. l. et les 20/20^{es}. Le premier n'a pas donné de quittance et n'a endossé que ce qu'il lui plaisait. Comment l'atteindre ? depuis quelque temps, plusieurs personnes sont bien parvenu à lui faire avouer des sommes qu'il y n'avait pas endossé, d'autres ont bien des preuves des sommes qu'ils ont données quoique non endossées, cependant je crains que la conviction juridique soit difficile à acquérir contre lui... » (57). Il en est de même dans le canton de Pionsat : « Le

(56) Toute la lettre serait à citer. Le substitut disait encore : « Ces vexations fatiguent les citoyens et peuvent influer sur leur civisme, sur leur attachement à la chose publique, ou du moins elles servent de prétextes aux malveillans. »

(57) Lettre de Leyrague à Boutarel, 15 frimaire an VII (L. 1253).

citoyen Lacost, percepteur de la commune de Saint-Maurice pour les 4/5 de l'an 5 est accusé d'avoir reçu de plusieurs contribuables différentes sommes qu'il n'a pas émargées sur son rôle, et dont il est encore à faire le versement dans la caisse du préposé à la recette... » (58). Courgoul, de Murols, dénonce « les crimes des percepteurs de ce canton... les uns, c'est de ce nombre est celui de l'an 6 de la commune de Murols ne tiennent aucun bordereau des sommes qu'ils reçoivent ; d'où il résulte ce grand inconvénient que bien des fois les contribuables ne trouvent endossées ni sur le rôle ni autrement les sommes qu'ils ont donné sans quittance. Les autres c'est de ce nombre est le cit. Maillard percepteur de l'an VII de la commune de Sénectère dont je provoque la destitution au lieu d'endosser 6 francs n'endossent que 5 francs. Ce ce qu'a fait Maillard. D'autres c'est de ce nombre est encore le citoyen Maillard se retiennent trop longtemps en leurs mains les deniers publics qu'ils agiotent, emploient a des acquisitions pour leur compte ; et dans cette intervalle de temps le préposé a la recette de Clermont inquiet de ce que le recouvrement éprouve du retard envoie des chefs de contrainte dont les frais qu'occasionnent ces derniers tournent contre les contribuables. D'autres (de ce nombre est le percepteur de la commune de Chambon) ne donnent aucune quittance des sommes qu'ils reçoivent ; d'où il résulte cet autre inconvénient qu'a la finale le contribuable est forcé d'en passer par ce qu'ils veulent... » (59). L'agent particulier Jaetz relève dans les livres du percepteur de Saint-Saturnin « que la majeure partie des articles porte pour tout endossement le mot (payé) sans date de jour ny mois ny somme dénommée » (60). Boissonet, de Billom, propose donc que l'endossement soit effectué sur un extrait de rôle que le contribuable se sera fait délivrer par le secrétaire ou l'agent de la commune. « L'expérience prouve, ajoute-t-il, qu'il y a des hommes capables de faire d'un zéro un neuf ou un six, ainsi au lieu de 10 l. ils pourraient faire 16 ou 19 et répondre si on les accusait, qu'ils ont trouvé la cote telle qu'elle est et qu'ils n'y ont point touché » (61). A plusieurs reprises, Boutarel s'élève de cette fraude. Le 28 vendémiaire an VII, il rappelle aux percepteurs qu'ils doivent porter, jour par jour, sur un relevé les paiements

(58) Lettre de l'agent général à l'agent particulier Maymat, 1^{er} floréal an VII (L. 1253).

(59) Lettre du 25 fructidor an VII (L. 1253).

(60) Jaetz à Boutarel, 1^{er} frimaire an VI (L. 1390).

(61) Lettre du 23 frimaire an VII (L. 1253).

qui leur sont faits (62). Le 16 pluviôse, il recommande aux agents particuliers de tenir la main à l'exécution de l'article CXL de la loi du 3 frimaire, d'après lequel « les percepteurs donnent aux contribuables sur papier non timbré, quittance des sommes qu'ils en reçoivent » (63).

Comme l'avancait Courgoul (64), les percepteurs, qui endossaient irrégulièrement, espéraient agioter avec les fonds dont ils recevaient le dépôt. Dans sa circulaire du 16 pluviôse an VII, Boutarel dénonce « la conduite criminelle de certains percepteurs qui profitent de l'ignorance du peuple, peu éclairé sur la valeur des fractions suivant le nouveau calcul, pour le duper... » (65). L'agent général faisait allusion aux inévitables incertitudes, dues à l'adoption du système décimal, pour la conversion des sous et deniers en centimes. Les endossements d'assignats en l'an V à des cours inexacts avaient donné aux percepteurs le goût de la spéculation. Le commissaire de Saint-Amand-Roche-Savine, Durin, rapporte en date du 9 prairial an VI : « Un grand nombre de citoyens de ce canton se plaignent de l'infidélité de certains percepteurs a endossé dans le role la totalité de leurs paiements ; ils leur reprochent surtout de faire repayer les contribuables qui avoient déjà payé en papier-monnoye... » (66). Dans le canton de Bourg-Lastic, « la plupart se plaignent de ce que plus ils payent plus ils doivent. Il s'est accumulé plusieurs années dont une partie étoient en assignats. Les percepteurs agiotent, de manière que plusieurs particuliers disent avoir payés aux différents percepteurs tout ce qu'ils leur ont demandé par les agiotages ou arrangements qu'ils avoient faits avec les percepteurs et qu'aujourd'hui ces mêmes percepteurs réclament encore de l'argent... » (67). Le retour au numéraire empêchait l'agiotage sur les cours. Mais les percepteurs n'en furent que plus disposés à exiger des sommes exagérées et à retenir dans leurs caisses les fonds destinés à la trésorerie. Une compagnie s'était formée à Paris pour opérer avec l'argent demeuré indûment entre les mains des percepteurs, des préposés et des receveurs (68). Déjà, le

(62) L. 1247.

(63) L. 1253.

(64) Voir p. précédente.

(65) L. 1253.

(66) L. 1252.

(67) L'agent particulier Dessortiaux à Boutarel, 18 fructidor an VI (L. 1264).

(68) L'agent général à l'administration centrale, 28 vendémiaire an VII (L. 1247).

2 fructidor an V, l'administration centrale du Puy-de-Dôme portait à la connaissance des municipalités la conviction dans laquelle se trouvait le Directoire que les percepteurs retenaient le produit de l'impôt au delà des délais prescrits par la loi (69). Ramel y revint le 16 frimaire an VII. Boutarel nia que cet abus existât dans le département (70) ; il engageait pourtant l'agent particulier de Rochefort à surveiller les percepteurs, notamment celui de Vernines, qui n'effectuaient pas leurs versements avec exactitude (71). Courgoul en signalera à son tour quelques-uns dans la région de Murols (72). Mais nous ignorons si ce genre de malhonnêteté était fréquent.

Quelques percepteurs trichaient sur le taux de remise. Le directeur du jury de l'arrondissement de Clermont en signalait un à Saint-Pierre-Roche comme coupable de « vexer cette commune par des frais énormes » (73). Celui de Saint-Amand-Tallende était accusé de concussion pour un fait analogue (74) ; un autre, à Paslières, exigeait 2 sous pour livre du montant des contributions afin de s'indemniser des frais de logement d'un garnisaire (75). Par ailleurs, Bravard, d'Arlanc, s'en prenait au royalisme de deux des percepteurs de son canton ; « mais la loi n'ayant point prononcé d'exclusion pour cause d'opinions politiques », l'agent général se bornait à les faire surveiller de près (76).

4° Les mesures coercitives contre les percepteurs. — La loi du 17 brumaire an V avait indiqué aux autorités la marche à suivre pour punir les percepteurs retardataires : après dix jours, privation des remises sur les sommes non recouvrées ; après deux décades, saisie et vente des biens (77) ; la loi du 9 vendémiaire an VI aggrava ces dispositions en ordonnant la confiscation du mobilier dès la première décade (78). Le logement de garnisaires n'était pas prévu, cette sanction restant applicable aux seuls contribuables et aux percepteurs rétentionnaires des deniers publics (79).

(69) L. 1262.

(70) Lettre à Ramel du 22 frimaire an VII (L. 1265).

(71) Lettre du 16 vendémiaire an VII (L. 1253).

(72) Voir note 59.

(73) Lettre à Boutarel du 17 frimaire an VI (L. 1252).

(74) Lettre du même à Boutarel, 23 nivôse an VI (L. 1252).

(75) L'agent particulier de Thiers à Boutarel, 15 pluviôse an VII (L. 1253).

(76) Lettre du 6 nivôse an VII et réponse du 12 (L. 1253).

(77) Article 2 (Bloch, *Recueil*, p. 620).

(78) Bloch, p. 683. — Voir p. 394.

(79) Voir la loi du 17 brumaire (Bloch, p. 621).

Les autorités du Puy-de-Dôme ne donnèrent apparemment aucune suite à ces décisions législatives avant le coup d'Etat de fructidor : leur semblaient-elles déjà trop dures ou inopérantes ? Par contre, la loi du 9 vendémiaire reçut un commencement d'exécution dans l'hiver de l'an VI. Le receveur général Maignol fit, comme nous l'avons vu, saisir les meubles de ses préposés ; ceux-ci usèrent à leur tour de cette méthode contre les percepteurs. Mais les résultats déçurent, parce que les gardiens des objets confisqués se refusaient à les vendre (80). L'expérience fut sans doute poursuivie jusqu'à la fin de l'an VI, puisqu'au 3 fructidor l'administration centrale se déclarait informée « que presque sur tous les points du département on avait procédé par saisies exécutions mobilières sur les biens des percepteurs » (81). Méjansac recommandait encore à Maignol, au mois de nivôse an VII, de recourir à ces confiscations et de ne pas se contenter de « la voie des garnizaires ». A quoi le receveur général répliquait « que le mobilier de la majeure partie des percepteurs était d'une valeur infiniment au-dessous de leur débet » ; non seulement il était difficile d'obliger les gardiens à vendre les biens, mais il ne se présentait pas d'acquéreurs pour enchérir ; il fallait préférer le recours aux contraintes ordinaires « comme une mesure moins dispendieuse et plus sûre pour atteindre le but qu'on se propose d'opérer un prompt recouvrement » (82).

Dès vendémiaire an VI — il ne pouvait connaître le texte de la loi du 9 — Boutarel préconisait l'envoi de garnisaires préalablement à la saisie des biens ; il conseillait aussi « de mettre dans tous ses procédés la douceur et l'humanité qu'exigent les égards que l'on doit à ses semblables » (83). Cette initiative passa dans les faits au début de l'an VII. Le 22 brumaire, Maignol proposa d'envoyer chez les percepteurs des volontaires, des vétérans nationaux ou, à défaut, des gendarmes à raison de 5 fr. par jour (84) ; l'administration centrale en décida ainsi par arrêté du 7 frimaire (85). Méjansac exprima sa satisfaction, à Riom en pluviôse, à Issoire en floréal. « La mesure... a produit un effet salulaire dans les cantons qui étaient en retard (86)... Tous les préposés

(80) C'est ce qu'affirmait par exemple le préposé d'Issoire (Séance de l'administration centrale du 17 fructidor an VI, L. 240).

(81) L. 240.

(82) Lettres des 9 et 15 nivôse an VII (L. 1393).

(83) Lettre du 6 vendémiaire an VI à la municipalité de Besse (L. 1262).

(84) L. 1264.

(85) L. 241.

(86) Lettres à Boutarel des 27 pluviôse en 14 floréal (L. 1264).

m'ont assuré que la voie de la contrainte étoit la plus efficace pour faire rentrer des fonds au trésor public, que la saisie exécution, vente, etc. entraînaient beaucoup de frais, de lenteur et ne produisait rien. Il faut donc s'en tenir au premier party comme étant le plus sur et le moins dispendieux ; mais cent sols par jours payés a un garnisaire, cella est trop fort. Il suffirait de 3 francs. D'une part, on trouvera assez de citoyens pour ce prix la, d'une autre part on épargnera beaucoup de frais qui ruinent les percepteurs qui a leur tour font pezer ces frais la sur le peuple, d'une manière ou d'autre » (87).

Nous nous expliquons que les contraintes aient été beaucoup plus nombreuses que les saisies et celles-ci que les ventes. L'on recense dans l'arrondissement du préposé de Clermont 117 contraintes, 60 saisies et 45 ventes, pour les trois années V, VI et VII jusqu'au 15 nivôse ; dans celui d'Issoire 347 contraintes, 231 saisies et 69 ventes, etc. (88). Le receveur de Thiers se plaignait de ne pas trouver assez de concours pour remplir les fonctions de garnisaire (89) !

Le rôle de porteur de contraintes ne laisse pas d'être fort ingrat. Ceux-là mêmes qui devraient défendre l'institution la critiquent. L'agent particulier d'Artonne, Vazeille, reproche aux préposés d'envoyer à la légère des garnisaires dans les communes « arriérées » : il en connaît qui passent chez les percepteurs, se font verser 5 francs et se retirent aussitôt sans même laisser une notification de leur ordre (90). Maymat, de Pionsat, dénonce ce qu'il appelle « sinon une vexation, au moins un défaut de ménagements ou de précautions de la part du préposé à la recette de Riom » : au lieu de désigner un porteur de contraintes pour chacun des cinq cantons de l'ancien district de Montaigut, ce fonctionnaire n'a fait que deux nominations, si bien que les deux citoyens choisis gagnent jusqu'à 50 et 60 francs par jour, « monstruosité qu'on a jamais vue dans l'ancien régime » (91). A Monton, Marnat constate non sans aigreur que les garnisaires se rendent impopulaires et n'atteignent pas leur but (92). Qu'auraient dit les victimes ?

(87) Méjansac écrivait pourtant d'Ambert, le 23 vendémiaire an VIII : « Il faut payer ceux qui ont travaillé avec zèle, activité et désintéressement. »

(88) A Ambert, 219 contraintes et 13 saisies ; à Thiers, 50 contraintes et 11 saisies.

(89) Lettre de Méjansac, en inspection à Thiers, 1^{er} pluviôse an VII (L. 1393).

(90) Lettre du 9 prairial an VI (L. 1033).

(91) Lettre du 20 ventôse an VI (L. 1033).

(92) Lettre du 15 vendémiaire an VIII (L. 1265).

Lorsque les percepteurs, dans des cas graves, sont traduits devant les tribunaux, des complaisances et les lenteurs de la procédure leur assurent souvent l'impunité. Besseyre, percepteur de Lussat, avait dérobé de grosses sommes ; l'administration centrale arrête des poursuites contre lui, le 25 floréal an VI (93). Boutarel invite le directeur du jury du tribunal de police correctionnelle de Clermont à entamer l'action (94). Un mois se passe et le 5 messidor l'agent général demande où en est l'enquête. Le directeur du jury accuse alors l'agent particulier du canton de Gerzat de se refuser à lui remettre les dossiers de l'affaire. L'agent se justifie avec vivacité et établit comment le percepteur, dès nivôse, fut dénoncé au directeur du jury qui garda le silence : « Encouragé par l'impunité, ce percepteur a continué ses exactions, il y a eu de nouvelles plaintes contre lui » ; le représentant du Directoire s'est même ouvert au ministre de la justice de l'incroyable inertie du directeur du jury ; il rapportait aussi comment Besseyre se vantait d'avoir pour lui les bureaux de l'administration centrale (95). Le directeur du jury affirma que la culpabilité du percepteur ne lui paraissait nullement prouvée et qu'au reste il y avait bien d'autres détenus à juger avant lui (96).

Le percepteur de Saint-Julien-de-Coppel, Coiffard, avait été traduit devant le tribunal criminel du département par arrêté de l'administration centrale en date du 26 frimaire an VII. Lorsque le procès vint à audience, l'accusateur public Deval déclara ne pas être en mesure « d'éclairer suffisamment la religion des jurés ». Les pièces étaient restées dans les bureaux de la municipalité cantonale de Billom extérieur et dans ceux de l'agent général (97) ! Aussi l'agent particulier de Mauzun, Gerle, écrivait-il à Boutarel : « Vous n'ignorez pas que je les est surveillés (les percepteurs) depuis longtemps dans mon canton, que j'ai dressé des procès-verbaux contre certains, et si d'autres ne sont pas tombés sous ma main, c'est parce que j'ay vu que les premiers que je croyoit avoir convaincus de vols n'en ont pas été punis » (98).

(93) Le substitut du commissaire près les tribunaux civil et criminel, à l'agent particulier de Gerzat, 15 messidor an VI (L. 1252).

(94) Lettre du 2 prairial an VI (L. 1252).

(95) Lettre de l'agent particulier de Gerzat à Boutarel, 21 messidor an VI.

(96) Lettre du directeur du jury du 30 messidor an VI.

(97) L'accusateur public près le tribunal criminel à l'agent général, Riom, 5 floréal an VII (L. 1253).

(98) Lettre du 1^{er} brumaire an VI (L. 1252).

Les contraintes sont impopulaires, les saisies inefficaces, les causes portées devant les tribunaux traînées en longueur ou même étouffées. Nous comprenons pourquoi les abus persistent à la fin du Directoire et l'agent général Roullion ne doit pas surestimer la portée de la phraséologie qu'il oppose au réquisitoire du substitut Farradesche, en lui répondant le 29 vendémiaire an VIII : « Je vous invite à continuer à m'instruire des coupables manœuvres qui pourraient vous être connues. Le gouvernement de la République ne pouvant se maintenir que par la stricte exécution des lois, la probité, la moralité, il est du devoir des bons citoyens de redoubler d'énergie et de surveillance pour signaler les laches qui s'écartent de cette voie salutare » (99).

Les circonstances

La crise économique, la contribution extraordinaire de guerre et l'emprunt forcé de l'an VII

Les deux dernières années du Directoire ne sont guère plus favorables au recouvrement que les deux premières. Certes, l'agence des contributions serre de plus près les percepteurs que n'avaient pu ou voulu le faire jusqu'alors les administrations centrale et municipales. Mais les temps demeurent troublés par l'instabilité politique ; la guerre avec l'Europe recommence et une crise économique d'un genre nouveau s'abat sur le pays, consécutive au retour à la monnaie métallique. La correspondance des membres de l'agence et des corps administratifs élus reflète clairement le désappointement. Ce ne sont que plaintes et récriminations, depuis le ministre Ramel qui n'est pas toujours bien placé pour saisir les causes des retards jusqu'aux commissaires du Directoire qui ne les voient que trop, sans pouvoir toujours réagir.

Les populations s'en prennent toujours aux éléments naturels pour expliquer leurs difficultés de paiement. La grêle, au printemps de l'an VI, aurait grandement tari les ressources du canton de Randan (100). Baudusson, agent particulier de Pont-sur-Allier, rapporta les déceptions des vigneron, éprouvés depuis plusieurs années soit par le gel, soit par la grêle : « Depuis, les

(99) L. 1387.

(100) Lettre de Marin, agent particulier de Randan, 20 prairial an VI (L. 1033).

plus forts contribuables ont fait à peine assez de vin pour leur consommation... Voilà, le vrai motif de l'arriéré des contributions de ce canton » (101). Outre que le vignoble ne constitue pas la principale ressource de la région de Pont-du-Château, il ne faut pas prendre trop au sérieux ces gémissements. L'an V avait donné une bonne récolte et l'an VI ne fut pas défavorable : après un printemps humide, l'été fit craindre une sécheresse qui ne persista pas (102).

On invoquait aussi un phénomène démographique constant : l'émigration saisonnière des montagnards vers les départements voisins. Ce mouvement affectait particulièrement le massif entre Dore et Allier (103). Les scieurs de long quittaient à l'automne les régions de Saint-Amant-Roche-Savine et de Sauxillanges pour ne revenir qu'après la Saint-Jean de l'année suivante (104). Mais il n'y avait là rien de nouveau.

Pas plus que dans les périodes antérieures de la Révolution, l'agitation politique et religieuse ne suffit non plus à gêner sérieusement le recouvrement. Le receveur général Maignol parle bien du « peuple des campagnes induit en erreur par la malveillance ecclésiastique, sous prétexte que le gouvernement devoit luy faire remise de plusieurs années arriérées » (105). Il est aussi des agents particuliers, comme J.-B. Monestier à Plauzat et François Mercier à Rochefort, qui transmettent à Boutarel des rapports pessimistes sur l'état d'esprit des ruraux. Mais l'agent général ne relève pas ces propos isolés et Méjansac ne se fait jamais l'écho de ce genre de rumeur dans ses comptes rendus de tournées. La note juste serait-elle donnée par l'agent particulier de Gerzat, Fleury ? « Vous ne devés imputer ce retard ni a la malveillance, ni a la négligence des percepteurs, mais seulement à la rareté du numéraire et au deffaud absolu de moyens... » (106). Nous saisissons là une préoccupation primordiale des contemporains : la dépression économique qui paralyse le commerce, avilit les prix des denrées et des marchandises, incite chacun à se restreindre, à cacher le numéraire et nuit nécessairement à la levée de l'impôt.

(101) Lettre du 6 prairial an VI (L. 1252).

(102) Voir Mangerel, *Le canton de Pionsat sous la Révolution*.

(103) Rapport de l'inspecteur Méjansac, 21 nivôse an VII (L. 1393).

(104) Lettres de Durif, agent particulier de Saint-Amant-Roche-Savine (19 prairial an VI, L. 1033) et de Magnin, de Sauxillanges, sans date (L. 1016).

(105) Voir la note 48.

(106) Lettre du 9 prairial an VI (L. 1277).

Les produits ne se vendent pas ou à des prix très bas. Maignol, dans un rapport du 17 floréal an VI, note « la stagnation du commerce depuis le mois de vendémiaire, les banqueroutes de la plupart des marchands de vin qui ont ruiné les campagnes qui attendoient la rentrée du prix de la vente de leur vin pour acquitter les impositions... ». Le receveur général explique que les montagnards achètent du grain aux gens de la plaine ; or ils ne leur vendent leurs bestiaux « qu'à si vil prix qu'une vacherie entière n'aurait pas produit de quoi acquitter les contributions du bien d'ou elle dépendoit... » (107). En ventôse, Maymat, de Pionsat, écrit : « La cessation du commerce, le prix modique des danrés à défaut de circulation du numéraire et le peu de ressources de ce canton sont des obstacles insurmontables pour que les gros propriétaires pas plus que les autres citoyens, puissent acquitter les contributions aussy promptement qu'ils le désirerent... » (108). Même détresse en Limagne, à Ennezat par exemple, « cette contrée n'ayant d'autre produit et n'offrant d'autres ressources que des denrées qui ont été diminutifs cette année de presque la moitié du produit des années précédentes ; les habitants sont presque tout réduits à une disette ; la plupart n'ont même pas de quoi à se subsister ; ceux qui ont une certaine aisance sont obligé de venir au secours de leur métayer, collomb, fermier et concitoyen. Malgré la bonne volonté que les administré pourroient avoir de satisfaire a cette dette sacrée, nous ne voyons qu'une absolue impossibilité » (109).

L'hiver de l'an VII, par ses rigueurs, semble aggraver la crise. En nivôse, Maignol assure que « le commerce en général est dans la plus grande stagnation, et que les deux denrées de première nécessité, le pain et le vin ne produisent aucun moyen par la modicité du prix » (110). D'une inspection dans la région d'Issoire, Méjansac tire des réflexions identiques : « Le vin de la plaine, de médiocre qualité ne peut trouver preneurs cette année... Le cultivateur, le vigneron, la classe du peuple n'ont point d'argent, et très peu de ressources dans les denrées qu'on ne peut point vendre, ou que l'on vend à très bon marché » (111).

(107) Voir la note 48.

(108) Lettre du 20 ventôse an VI (L. 1033).

(109) Lettre de la municipalité cantonale d'Ennezat, du 10 prairial an VI (L. 1264). — Le 9 prairial an VI, Vazeille, d'Artonne, écrivait : « Les recouvrements sont bien difficiles dans les moments presens. Les habitans de nos campagnes n'ont en cet instant aucunes ressources pour se procurer de l'argent » (L. 1033).

(110) Rapport du 5 nivôse an VII (L. 1275).

(111) Rapport du 22 nivôse an VII (L. 1393).

Boutarel en tire argument pour disculper les préposés et pour accuser « la rareté du numéraire, le bas prix où sont les productions de ce département » (112). Son pessimisme s'explique par les lettres qu'il reçoit. Citons encore celle, caractéristique, de l'agent particulier d'Arlanc : « Le pais est ruiné. Le genre d'industrie est anéanti ; le commerce est dans un état pire, s'il est possible d'en supposer un, et le cultivateur est réduit aux expédients, parce qu'il ne trouve point à vendre ses denrées, pour un prix ni pour l'autre... » (113).

Le retour de la belle saison n'entraîne pas une amélioration sensible. « Le commerce languit », constate de nouveau Méjansac, en tournée à Issoire (114). Boutarel expose encore au ministre que le vin, principale production exportable, ne se vendant pas, il ne faut pas espérer une augmentation du rendement de l'impôt. En messidor, c'est toujours à vil prix que s'écoulent les produits de la campagne (115).

Les mercuriales des céréales confirment ces dires. Sur le marché de Clermont par exemple, les cours du blé et du seigle baissent de l'an V à l'an VII, au point d'être notablement inférieurs à ceux de 1790.

	Le quintal	
	de froment	de seigle
Mars 1790	15 l. 7 s.	16 l. 5 s.
Mars 1791	12 l. 7 s.	11 l. 13 s.
Pluviôse an V.....	9 l. 7 s.	7 l. 6 s.
Pluviôse an VI.....	9 l. 11 s.	7 l. 3 s.
Pluviôse an VII.....	7 l. 10 s.	5 l. 12 s.
Junin 1790	15 l. 7 s.	16 l. 5 s.
Junin 1791	10 l. 5 s.	10 l. 16 s.
Messidor an V.....	9 l. 17 s.	7 l. 7 s.
Messidor an VII.....	8 l. 19 s.	6 l. 2 s.
Septembre 1790	12 l.	9 l. 14 s.
Septembre 1791	11 l. 17 s.	11 l. 2 s.
Vendémiaire an V.....	11 l. 5 s.	8 l. 19 s.
Vendémiaire an VI.....	10 l. 6 s.	7 l. 3 s.

(116).

(112) Lettre du 2 frimaire an VII à Ramel (L. 1265).

(113) Lettre du 24 nivôse an VII (L. 1034).

(114) Rapport du 17 floréal an VII (L. 1264).

(115) Lettres du 11 germinal an VII (L. 1265) et du 6 messidor an VII (L. 1265).

(116) L. 757, 761, 762, 3852 et 3855. — Une reconstitution du tableau complet des mercuriales n'a malheureusement pas été possible.

A la pléthore de papier-monnaie succède la rareté du numéraire ; le pouvoir d'achat du signe monétaire grandit et les prix s'effondrent. Ni le producteur ni le consommateur ne s'en trouvent bien : le premier travaille à perte et le second ne peut acheter, faute de vendre de son côté. Déjà, au mois de fructidor an V, le commissaire de Latour affirmait : « Il n'y a aucune mauvaise volonté ni malveillance de la part des contribuables et des percepteurs. La cause des retards dérive du défaut d'argent qui est ici infiniment rare » (117). L'agent particulier de Gerzat note à son tour le manque de numéraire, en prairial an VI (118). Méjansac en fait la remarque pour tout le département, dans son rapport de nivôse an VII (119). L'agent particulier de Monton croit que « si les facultés des contribuables étoient en raison de leurs bonnes dispositions, il resteroit peu à recouvrer de l'exercice de l'an 6 » (120). Tous les percepteurs de la région de Riom se lamentent sur ce sujet, au printemps de l'an VII (121). Le 6 messidor, Boutarel peut donc écrire au ministre : « Si tous les exercices anciens ne sont pas soldés et si celui de l'an VII n'est pas au courant, c'est parce que le numéraire manque dans le département » (122). La même cause agit jusqu'à la fin du Directoire. « Si les recouvrements ne sont pas plus forts, assure en thermidor l'agent particulier de Viverols, la rareté du numéraire en est la seule cause » (123). A la même époque, Méjansac rapporte encore que « les ressources du contribuable peu conséquentes, ou épuisées le mettent hors d'état d'acquitter sa dette... » (124).

Force est, plus que jamais, de tenir compte des saisons pour faire payer les producteurs de la campagne. Ainsi l'administration centrale remarque en fructidor an VI : « D'une part le propriétaire a à peine récolté son grain et non seulement il n'est pas dans l'usage de battre avant l'hiver, mais encore il éprouve une perte énorme, il est obligé de vendre en ce moment sa denrée parce qu'elle est sans valeur, de l'autre on compte en ce département beaucoup de propriétaires de vignobles qui par conséquent ne trouvent de ressource que dans la vente de leur vin qui n'est

(117) Lettre du 16 fructidor an V à Boutarel (L. 542).

(118) Lettre du 9 prairial an VI (L. 1277).

(119) Rapport du 9 nivôse an VII (L. 1393).

(120) L'agent Marnat à Boutarel, 29 brumaire an VII (L. 1265).

(121) Rapport de Méjansac, 3 germinal an VII (L. 1035).

(122) L. 1265.

(123) Rigodon, le 4 thermidor an VII, à Roullion (L. 1035).

(124) Lettre du 1^{er} thermidor an VII (L. 1264).

pas encore récolté » (125). Il faut attendre la récolte, dit également Rigodon, de Viverols (126). Le rendement de l'impôt serait donc particulièrement faible en automne, bien que le ministre prétende que, l'époque de la moisson étant celle où les ouvriers employés au travail des champs reçoivent des salaires plus importants, le percepteur peut espérer atteindre ses contribuables (127). Mais l'hiver ne se prête pas non plus à un recouvrement actif « à cause des neiges et des glaces qui couvrent les chemins » (128). Resterait le printemps et le début de l'été (129).

L'élévation du pouvoir d'achat de l'argent aggrave d'autant le poids des contributions. Boutarel lie cette cause de mécompte aux précédentes et en tire les conséquences : « D'un côté le peuple n'a pas assez de numéraire ne vendant ses denrées qu'à un très bas prix et d'ailleurs la masse des contributions qui pèse sur ce département est trop forte ce qui entraîne nécessairement la cumulation d'un arriéré qu'il n'est plus possible de faire disparaître... L'on ne pourrait aller plus loin sans s'exposer à réduire le peuple au désespoir et à faire haïr le gouvernement... » (130). L'agent particulier de Sauxillanges signalera, en messidor an VII, le fléchissement de l'esprit public « en raison de la multiplicité des impôts et leur énorme fardeau » (131).

Dira-t-on que les disponibilités des contribuables furent en grande partie absorbées par la contribution extraordinaire de guerre et par l'emprunt forcé de l'an VII ?

Une loi du 6 prairial an VII, votée en vue de subvenir aux besoins des armées, ajouta à chacune des contributions ordinaires : un dixième du principal des cotes foncières et personnelles, une taxe progressive sur la mobilière, le doublement de la somptuaire et un rôle spécial des portes et fenêtres (132). Cette contribution extraordinaire de guerre se monta à 393.416 fr. 88 pour le département du Puy-de-Dôme (133), dont 4.643 fr. 56 étaient

(125) Rapport au ministre, du 1^{er} fructidor an VI (L. 240).

(126) Voir note 123.

(127) Lettre du 25 thermidor an VI (L. 1264).

(128) Voir note 119.

(129) Conchon, agent particulier de Volvic, l'affirme (9 floréal an VI, L. 1033).

(130) Lettre au ministre, 19 pluviôse an VII (L. 1265). L'agent général écrivait déjà le 13 floréal an VI : « Dans cette position, non seulement le gouvernement a droit de se plaindre, mais encore les administrés paroitraient être fondés à reprocher que l'on ait laissé cumuler sur eux les impositions d'un trop grand nombre d'exercices... » (L. 1264).

(131) L. 542.

(132) Bloch, *Recueil*, p. 895.

(133) L. 1132.

entrés dans les caisses de l'Etat au moment du 18 brumaire (134).

L'emprunt forcé, créé par la loi du 19 thermidor, visait d'abord les contribuables appelés à payer plus de 300 fr. au titre de la foncière ; il était nettement progressif ; un jury de taxation, composé des membres de l'administration centrale et de six à dix citoyens désignés par elle, évaluerait « en son âme et conscience » la fortune de ceux qui versaient plus de 100 fr. de contribution mobilière ou qui « seraient reconnus jouir d'une fortune en capitaux », afin de les inscrire également, pour le centième du capital présumé ; un jury de révision comprenant 12 contribuables non atteints par l'emprunt apprécierait les réclamations et procéderait aux radiations légitimes (135). Réuni à Clermont le 5 fructidor, le jury de taxation dut s'ajourner jusqu'au 24 faute d'éléments pour se faire une opinion ; il ne put donc achever son travail que le 23 vendémiaire an VIII (136). Le total des cotes fut fixé à 417.198 francs que le jury de révision ramena à 371.048 fr. 51 (137). Parmi les noms supprimés, nous rencontrons ceux du représentant Artaud-Blanval, des notaires Viallevielle du Crest et Morin de Besse, de Riberolles de Thiers, de Lussigny d'Ambert, de Chandezon de Besse (138). Or le produit de l'emprunt ne s'élevait qu'à 2.661 fr. 65 à la chute du Directoire (139) !

Si le retour à l'idée de la progressivité de l'impôt caractérisait le néo-jacobisme de l'an VII, l'infime rendement de ces moyens exceptionnels, dans les derniers temps du Directoire, suffit à écarter l'idée qu'ils aient pu gêner la rentrée des contributions ordinaires.

(134) L. 1281.

(135) Bloch, p. 946.

(136) A ce sujet, l'administration centrale écrivit, le 23 vendémiaire an VIII, au ministre Lindet : « Les observations placées à côté de chaque taxe prouvent la précision mise par le jury dans ce travail et la justice qui a présidé dans toutes ses séances et que les citoyens ont été traités suivant les égards qu'ils méritoient et dans les proportions déterminées. A la vérité ce travail a été plus long que nous le présumions mais cette longueur a pour motif la grande étendue de notre département, son immense population et la division des propriétés » (L. 1133).

(137) L. 1134.

(138) Voici quelques exemples de cotes maintenues : Michel Pyrent, receveur de Clermont, 112 fr. 38 pour un revenu de 374 fr. 65 ; Michel Monestier, 132 fr. pour 430 fr. 25 ; Henry Prévost, représentant du peuple, 114 fr. 90 pour 483 fr. ; Antoine Rudel, de Thiers, 1.165 fr. 52 pour 1.154 fr. 62 ; Pierre Pourrat, d'Ambert, 136 fr. 30 pour 440 fr. 78 ; Dupuy de la Grandrive, papetier à Marsac, 761 fr. 85 pour 946 fr. 46 ; à Dorat, Brugière de Barante, propriétaire, 2.286 fr. 15 pour 1.847 fr. 27 ; à Latour, Burin des Rozières, propriétaire, 1.140 fr. 77 pour 1.133 fr. 97, etc. (L. 1134).

(139) L. 1281.

Les paiements

Jamais les circulaires ministérielles concernant le recouvrement ne furent peut-être aussi nombreuses qu'après le 18 fructidor (140). Aucune idée originale n'en ressort d'ailleurs et l'emphase de cette prose cache souvent mal l'indigence des moyens dont le ministre dispose pour se faire obéir. Après avoir privé l'agent général de son traitement pendant un mois, Ramel l'invite à user de cette sanction contre les préposés et receveurs, mais Boutarel fait la sourde oreille (141). Au mois de nivôse an VI, l'administration centrale reçoit la recommandation formelle d'appliquer les peines prescrites (142) ; à la suite de quoi, elle prend les arrêtés menaçants des 4 et 21 pluviôse (143). Certes, les poursuites n'étaient déjà pas rares et l'agent général en dénombrait 151 pour les deux dernières décades de fructidor (144). Un nouvel arrêté, en date du 13 prairial, vient même préciser le salaire des chefs de contraintes (145). Mais le ralentissement des paiements, précisément au printemps, fait douter de l'efficacité de ces mesures. Boutarel n'écrit-il pas au ministre, le 13 floréal, à propos de l'action de l'administration centrale : « Elle a jusqu'à présent employé tous les moyens d'une administration paternelle. Ils ont été vains ; mais j'espère qu'elle en mettra en usage de plus rigoureux » (146). Les membres du département soignent plus volontiers leur popularité en se consacrant à l'examen des mémoires et pétitions en décharge (147). Il faut croire que ces demandes affluaient ; ils affectent en tout cas de se dire débordés (148).

Désireux d'introduire un peu de méthode dans cette activité confuse, le Directoire prescrit aux administrations centrales de consacrer les jours impairs à l'exécution des lois fiscales (arrêté du 13 thermidor an VI). A partir du 1^{er} vendémiaire, les administrateurs du Puy-de-Dôme prennent donc l'habitude de se réu-

(140) Voir Bloch, *Recueil*, pp. 723, 732, 735, 737, 745, 749, 752, 759, 774.

(141) Lettre de Ramel, du 27 fructidor an V (L. 1263).

(142) Lettre de Ramel, 27 nivôse an VI (L. 1263).

(143) L. 239.

(144) Lettre du 25 fructidor an V à Ramel (L. 1263).

(145) L. 1264.

(146) L. 1264.

(147) Arrêtés des 28 vendémiaire an VI et an VII (L. 238 et 998).

(148) Circulaire du 24 brumaire an VI aux municipalités cantonales (L. 997) : lettre au ministre des finances du 17 messidor an VI (L. 1010). — Les ordonnances de décharge se montèrent pour la foncière de l'an IV à 90.719 l. 14 dans le seul arrondissement de recette de Clermont (L. 1332).

nir tous les deux jours pour rédiger les ordonnances « en faveur des citoyens insolvable » et décider « des poursuites vigoureuses contre les autres » (149), comme si la clémence à l'égard de ceux-là faisait mieux passer les mesures répressives contre ceux-ci (150).

Le 15 brumaire an VII, sur l'invitation de Paris, le département lance un véritable appel à la charité des contribuables : comme la moitié des sommes recouvrées sur la personnelle, mobilière et somptuaire doit couvrir les dépenses des hospices civils et subvenir à l'entretien des enfants de la Patrie, il exhorte ses administrés à remplir un devoir d'humanité : « Payez vos contributions et vous sécherez les larmes de l'indigence et du malheur » (151). Par ailleurs, un arrêté du 7 frimaire doit remettre en mémoire les prescriptions antérieures contre les retardataires (152). « Malgré tout cela, écrit Méjansac le 22 nivôse, il sera difficile d'arriver au but désiré par le ministre des finances. Les obstacles sont si multipliés, les difficultés si nombreuses, que malgré nos efforts réunis, je regarde comme impossible de voir réaliser les vœux du ministre » (153). Boutarel a beau certifier que « tous les moyens capables d'accélérer les rentrées ont été et sont encore journellement mis en usage, (que) les poursuites les plus vigoureuses ont été dirigées sur tous les points du département » (154), le chef de l'agence lui-même ne donne pas l'impression de vouloir réagir avec force contre la mollesse de l'administration centrale. Alors qu'il constate, depuis le début de l'an VII, un nouveau ralentissement dans les rentrées, il

(149) Boutarel au ministre des finances, 18 vendémiaire an VII (L. 1265).

(150) Exemple du mois de brumaire an VII :

3 brumaire : 5 décharges et 9 contraintes					
7	id.	15	id.	10	id.
9	id.	12	id.	8	id.
11	id.	23	id.	15	id.
13	id.	11	id.	5	id.
15	id.	12	id.	17	id.
17	id.	9	id.	6	id.
19	id.	12	id.	»	»
21	id.	11	id.	17	id.
23	id.	16	id.	8	id.
25	id.	8	id.	11	id.
27	id.	12	id.	12	id.
29	id.	10	id.	8	id.
156			126		

(L. 240).

(151) L. 241.

(152) Le ministre avait fait de nouvelles représentations.

(153) L. 1393.

(154) Lettre du 19 pluviôse an VII à Ramel (L. 1265).

mêle, dans une lettre aux préposés, les recommandations aux reproches : « Je vous invite à rappeler aux percepteurs, toutes les fois qu'ils viendront effectuer leurs versements, qu'ils ne doivent faire marcher les garnisaires qu'après avoir employé l'avertissement et tous les moyens de douceur. Les poursuites légales seront distinguées de celles qui seront dirigées dans un mauvais esprit et avec l'intention de rendre le gouvernement odieux » (155). Scepticisme ou opportunisme ? L'activité, même verbale, de Boutarel se ralentit, tandis que courent les bruits d'un changement prochain dans le personnel gouvernemental. Il allègue l'impossibilité de faire mieux : « Les garnisaires couvrent la surface du département et ne donnent ni paix ni trêve aux contribuables accablés sous le poids d'un arriéré effrayant... J'ai rempli mon devoir et mon zèle n'aura jamais besoin de stimulant... » (156). Ramel a mis en doute son dévouement ; mais le ministre va être remplacé au moment de donner à l'agent général un successeur.

Robert Lindet et Roullion n'arrivent que pour déplorer à leur tour la faiblesse du recouvrement dans l'été de l'an VII. Ils sont tout aux mesures d'exception. Le 29 vendémiaire an VIII, l'administration centrale s'autorise d'une lettre ministérielle du 5^e jour complémentaire an VII pour exiger des plus gros redevables « un appel extraordinaire de 300.000 fr. » sur les contributions du dernier exercice. Mais aucune sanction spéciale n'était prévue pour en obtenir effectivement le versement en deux décades (157). Ainsi, eût-il un programme jacobin, le gouvernement du Directoire répugnait à employer la violence pour vaincre les résistances des contribuables.

Au 21 vendémiaire an VI, 95 % de la contribution foncière de l'an III étaient acquittés, 64 % de la foncière de l'an IV et 58 % de celle de l'an V, 66 % de la contribution personnelle de l'an III et 56 % de celle de l'an IV ; la personnelle de l'an V, tout juste votée, n'avait rien pu donner encore. Or, exception faite pour cette dernière, l'arriéré énuméré fut à peu près liquidé avant la fin du Directoire (158).

(155) Circulaire du 6 brumaire an VII (L. 1265).

(156) Lettre du 2 floréal an VII (L. 1265). — Quelques incidents s'étaient produits en l'an VI à l'occasion des visites de garnisaires. Ainsi le percepteur de Pont-du-Château ayant voulu faire saisir le foin du juge de paix J.-B. Noualhat, celui-ci s'y opposa par la force (messidor an VI, L. 1252) ; un propriétaire de Beauregard, Gabriel Clavel, insulta l'huissier qui s'était présenté chez lui à la requête du percepteur (frimaire, L. 1264).

(157) L. 242.

(158) Voir le graphique.

La foncière continue de rendre infiniment mieux que la personnelle et mobilière. Ainsi, au mois de nivôse an VI, l'acquittement de la foncière an V est aussi avancé que celui de la personnelle an III ; en floréal an VIII, 58 % de la foncière an VI ont été versés et 21 % seulement de la personnelle : enfin la foncière de l'an VII donne aussi beaucoup plus rapidement que la personnelle de la même année.

Le recouvrement des foncières an IV et an V suit une courbe sensiblement analogue : à partir d'un certain pourcentage, 87 % pour la première, 79 % pour la seconde, il y a un sérieux ralentissement, lequel correspond d'ailleurs à l'hiver et surtout au printemps de l'an VI ; de même, la montée des personnelles an III et an IV est parallèle : les versements se font plus rapides au-dessus de 77 % pour l'une, 71 % pour l'autre ; ces rentrées satisfaisantes correspondent à l'automne et au début de l'hiver an VII ; au reste, cette saison avait présenté en l'an VI un phénomène identique. Certaines époques de l'année apparaissent donc plus favorables que d'autres au fisc.

Même observation, à considérer les courbes respectives des contributions de l'an VI et de la personnelle an V : paiements importants à l'automne et pendant l'hiver de l'an VII ; stagnation très marquée au printemps et d'abord pour la contribution la plus avancée, la foncière de l'an VI ; cette dernière marque un temps d'arrêt en pluviôse an VII, comme la foncière an IV, mois pour mois, l'année précédente. Par contre les personnelles de l'an V et de l'an VI progressent remarquablement de vendémiaire à germinal an VII, en connexion avec les personnelles de l'an III et de l'an IV. Là encore le printemps et le début de l'été sont défavorisés, l'automne et l'hiver avantagés.

Ces constatations et les dires de certains administrateurs ne concordent pas (159). Ramel aurait raison contre les membres du département en prétendant que l'automne est une bonne époque. D'autre part, il paraît bien que les paysans s'acquittent de préférence en hiver, après avoir engrangé leur récolte ou en avoir vendu une partie. Au retour de la belle saison, ils se réservent, dans l'attente de la nouvelle récolte.

Quelques notes tirées de la correspondance de l'agent général et du ministre confirment cette impression pour l'an VII. Boutarel se félicite des mois de vendémiaire à nivôse ; il y voit le résultat des mesures prises par le département en accord avec

(159) Voir p. 541.

l'agence. Mais il prévient, le 8 nivôse : « Les rentrées considérables qui ont eu lieu dans cette circonstance sont dues à des poursuites violentes qui ont fortement épuisé tous ceux contre lesquels elles ont été dirigées » (160). La lettre du 26 nivôse réitère avec plus de prudence encore : « J'espère que les rentrées de la décade courante ne seront pas moins considérables... mais il sera impossible d'empêcher qu'elles n'éprouvent, pour les décades suivantes, une chute subite. » L'agent général sent l'approche du printemps. La première décade de germinal n'enregistre effectivement qu'un encaissement de 18.588 fr. (161). Le 25 floréal, Boutarel semonce les préposés en ces termes : « Jamais je n'ai vu un recouvrement si peu satisfaisant que celui des dernières décades. Est-ce qu'il se seroit formé une coalition qui auroit comme l'espérance criminelle de renverser la République en paralysant les ressources qui lui sont nécessaires ? Quoi il existe des arrondissements qui doivent considérablement sur l'arrière et qui n'ont cependant rien recouvré ! Quoi dans presque tous il a été très peu payé sur les contributions de l'an 5 et rien du tout sur celle personnel de l'an 6 !... » (162). Prairial offre un début assez satisfaisant et un ralentissement prononcé dès la deuxième décade (163). Messidor et thermidor sont des mois creux : « Il n'a été perçu dans l'espace de trois décades que 3.900 l. sur l'an V » (164). Le relèvement attend vendémiaire an VIII (165).

Naturellement, les opérations du recouvrement ne vont pas d'un pas égal dans toutes les régions du département. Sans qu'on puisse en déterminer la raison, les arrondissements de recette de Thiers et surtout d'Ambert tiennent toujours la tête, celui de Riom venant le dernier (166).

(160) L. 1265.

(161) Lettre du 16 germinal an VII au receveur général (L. 1265).

(162) L. 1264.

(163) Lettre de Ramel, 12 messidor an VI (L. 1264).

(164) Lettre du ministre des finances, 25 thermidor (L. 1264).

(165) Lettre de l'administration centrale du 21 vendémiaire an VIII (L. 1264).

(166) Deux exemples :

Situation de la contribution foncière an VI au 30 brumaire an VII :

Arrondissements de recette	Recouvré	Reste
Clermont	353.653 fr. 21	964.761 fr. 59
Riom	144.854 85	592.087 75
Thiers	165.706 63	162.645 33
Ambert	208.919 24	143.428 40
Issoire	168.393 91	407.353 59
	1.041.527 fr. 84	2.270.276 fr. 66

L'acquittement des portes et fenêtres dépend surtout de l'époque à laquelle les rôles de ce nouvel impôt ont été rendus exécutoires. Aussi les encaissements sont-ils très faibles jusqu'en fructidor (167). Roullion manifeste rétrospectivement son mécontentement, lorsqu'il écrit aux préposés, le 12 brumaire an VIII : « Il est étonnant que la perception d'un impôt qui pèse si peu sur chacun des citoyens qui doivent le supporter éprouve de pareilles lenteurs » (168). Nous trouvons, au 1^{er} brumaire, un versement de 46.900 l. sur le montant de 67.220 (169) : ce rendement appréciable de 70 % s'explique par la modicité des cotes (170).

Quant aux patentes, elles entrent sans doute dans les habitudes, mais nous avons pu voir que rien ne peut obliger les assujettis à les payer dans les délais prescrits. Celles de l'an V et de l'an VI ne sont guère acquittées en totalité qu'à la fin du Directoire et un fort reliquat subsiste alors sur l'an VII (171). Mais répétons qu'il s'agit de sommes beaucoup plus importantes qu'au début de la Révolution.

Enfin — et c'est un facteur capital — la déflation des prix et la rareté du numéraire rendent l'effort du contribuable beaucoup plus méritoire que dans les années antérieures. A première vue, le bilan paraîtrait moins satisfaisant : d'une part 7.141.000 l. de recette sur 12.626.000 l. à recouvrer en l'an VI et en l'an VII, de l'autre 15.500.000 sur 18.824.000 en l'an IV et en l'an V (172). Mais la valeur absolue de ces deux derniers chiffres

(166) *Suite* :

Arriéré antérieur à l'an VII : 20 pluviôse an VII :

Arrondissements de recette	Montant	Reste
Clermont	3.472.261 fr. 62	1.575.235 fr. 46
Riom	1.977.287 09	797.893 92
Thiers	844.576 36	215.819 26
Ambert	899.964 02	227.262 72
Issoire	1.512.584 09	541.471 48
	8.706.673 fr. 18	3.357.682 fr. 84

(L. 1279).

(167) 632 fr. 20 au 6 germinal et 1.541 fr. au 1^{er} floréal (L. 1279).

(168) L. 1266.

(169) Voir p. 517.

(170) L'arrondissement de recette de Riom tient la tête cette fois (93 %) et celui d'Ambert est le dernier (52 %).

(171) Voir pp. 470 et 474.

(172) Pour l'an VI et l'an VII :

Reste à recouvrer, au 10 vendémiaire an VI, sur tout l'arriéré antérieur à l'an V : 1.627.635 fr. ; à recouvrer sur la foncière et la personnelle an V. au VI : 7.174.389 fr., dont 1.910.486 fr. sont encore en souffrance au 1^{er} bru-

échappe, puisqu'ils représentaient soit des grains, soit du papier-monnaie très déprécié (173).

maire an VIII, soit un recouvrement de 5.263.903 fr. ; à ajouter : 17.143 fr. pour la patente an V, 106.510 fr. pour la patente an VI, 78.827 fr. pour celle de l'an VII et 46.900 fr. pour les portes et fenêtres ; soit un total de 7.140.918 fr. pour le recouvrement au 1^{er} brumaire an VIII.

Pour l'an IV et l'an V :

Reste à recouvrer à la fin de fructidor an V : foncière 93 : 5.814 l. sur 4.326.000 ; mobilière 93 : 24.631 sur 384.000 ; foncière 94 : 71.974 sur 3.123.463 ; foncière an III : 226.973 sur 4.110.232 ; personnelle an III : 45.035 sur 132.958 ; foncière an IV : 1.090.114 sur 4.148.039 ; personnelle an IV : 56.901 sur 102.096 ; cinquièmes provisoires de l'an V : 1.807.673 sur 2.498.770 ; total : 3.329.135 sur 18.824.558, soit : 15.495.423 fr. pour le recouvrement durant ces deux années (L. 1276 à 1278).

(173) Voir le chapitre IV de la IV^e partie.

CONCLUSION

I

L'égalité devant l'impôt que les Constituants inscrivirent dans leur Déclaration des Droits avait la signification de proportionnalité. Ce principe répondait d'ailleurs aux intérêts de la bourgeoisie et les régimes censitaires ne furent pas seuls à le maintenir avec force, les Jacobins ne songèrent pas à le contester. La progressivité n'apparut jamais, au cours de la Révolution, que sous la forme d'emprunts forcés — encore les citoyens taxés devaient être remboursés — ou de contributions extraordinaires, accidentelles et par conséquent anormales ; comme la taxation, cette dérogation au laissez-faire laissez-passer, cher aux économistes du temps, elle ne trouvait d'excuses que dans de singulières difficultés momentanées.

Le consentement de l'impôt par la nation, affirmé dans les décret et déclaration des 17 et 23 juin 1789, impliquait la confiance dans les élus pour le vote et la répartition. Cet autre principe, également intangible, supposait la bonne volonté patriotique des redevables : une phraséologie sentimentale veilla à la conservation de ces vertueuses dispositions civiques. Mais, par là-même, la Révolution s'interdit de recourir à la contrainte fiscale ; elle marqua de la répugnance à employer les garnisaires, ces huissiers qui, pour notifier, devaient résider, faute de communications commodes ; elle n'usa jamais de la saisie contre les mauvais payeurs, tout au plus y recourut-elle contre les percepteurs défaillants. La Terreur ignora à peu près le recouvrement des contributions ordinaires ; elle ne connut que les mesures d'exception.

Dénonçant la multiplicité des formes et la confusion de l'Ancien Régime, le Tiers eut la prétention de rebâtir sur un plan simple et cohérent. L'idée de l'unité contributive s'était déjà exprimée

dans le projet de l'impôt territorial qui, popularisé par les physiocrates, convenait à la société française alors presque toute rurale et aux préférences d'une jeune activité industrielle et bancaire. Au reste, la royauté ne frappait la marchandise que circulante par une foule de taxes indirectes, odieuses en un temps où la classe commerçante voulait se libérer des entraves nuisibles aux échanges. L'abolition de la dîme et des droits féodaux — tout au moins théorique — parut légitimer aussi la création d'une contribution foncière très importante. Enfin les produits de la terre semblaient plus faciles à connaître que toute autre source de richesse et les Constituants croyaient qu'à défaut d'un personnel de métier, condamné par l'impopularité, les administrations élues répartiraient plus volontiers un impôt dont elles comprendraient assez aisément l'assiette.

Mais les besoins de l'Etat et les vœux des cahiers commandèrent de trouver autre chose. La suppression des droits d'aides, mieux des jurandes et maîtrises faisait la part belle aux citadins. La contribution mobilière et la patente frapperaient donc les revenus autres que ceux des biens-fonds. En réalité, faute de pouvoir les évaluer autrement que par leurs signes visibles — loyers, boutiques — on revint à la superposition des impôts que l'Ancien Régime avait connue et, par la nécessité de faire rentrer un certain montant, — la patente étant seule indiquée par la quotité — on fit souvent de la contribution mobilière, personnelle au reste, une surtaxe foncière. Cependant, l'insuffisance de la technique fiscale ne fut pas telle que le négoce et l'artisanat pussent bénéficier des mêmes ménagements qu'avant 1789 sous le rapport de l'impôt direct. Les trois contributions, auxquelles s'ajouteront les portes et fenêtres, n'en formèrent pas moins un ensemble d'une cohésion assez douteuse et d'un rendement insuffisant. Les dures nécessités de l'époque fléchirent les théoriciens rigides : les gouvernements pressés se tournèrent vers les contributions extraordinaires sur les grosses fortunes ; le Directoire inclina vers la solution paresseuse et peu démocratique d'un retour partiel aux impôts indirects.

II

La formule : heurt entre les principes et les réalités ou mieux les possibilités, résume abstraitement le problème de cette législation aux prises, dans un département comme celui du Puy-de-Dôme, avec un certain milieu, une mentalité donnée, avec sur-

tout les difficultés politiques, monétaires et économiques contemporaines.

Pas de proportionnalité sans une connaissance exacte des revenus et un taux uniforme de taxation.

Les intendants du XVIII^e siècle avaient compris la nécessité d'un arpentage des terres. L'idée de la taille tarifée et les travaux du personnel des vingtièmes relevaient de cette préoccupation, d'ailleurs en rapport avec les plans physiocratiques. La notion d'arpentage se répandait dans les campagnes sous le règne de Louis XVI : les experts-géomètres pouvaient se flatter d'être indispensables à la plupart des collectes de la Basse-Auvergne, lorsque la Révolution éclata. Il fallut tout aussitôt délimiter les communes, de peur que des imprécisions de limites ne se traduisissent par des doubles emplois, puisque l'impôt serait désormais calculé au lieu de la situation de chaque bien ; or, on en discutait encore sous le Directoire dans certains coins du département. Les patriotes de la première heure assimilèrent l'évaluation précise des propriétés aux actes de civisme recommandables ; mais les effrayants besoins du trésor ne se conciliaient guère avec de patients calculs et de savantes mesures : le mot d'ordre fut bientôt d'aller au plus pressé et personne, par la suite, ne s'avisa de le rapporter, parce qu'en l'an VI — lors de la révision de l'assiette — comme en 1791, les administrateurs du département se soucièrent avant tout de la prompte rédaction des matrices de rôles dont le ministère leur demandait compte. De toute évidence, les municipalités ne purent seconder les inévitables experts-géomètres. On dressa généralement les états de sections sans plan parcellaire préalable et là encore l'incompétence des autorités locales le disputa à l'inertie. Il devint difficile de suivre les mutations de propriétés. Les contribuables, promus répartiteurs en l'an V, ou plutôt en l'an VI, se découvrirent peu de goût et d'aptitudes à remplir un métier qui rappelait assez fâcheusement celui des collecteurs. Les directoires et, à partir de l'an IV, l'administration centrale envoyèrent beaucoup d'exhortations et pas mal de commissaires ; mais ceux-ci, travaillant aux frais des communes, craignaient toujours de ne pas toucher leur dû et les receveurs consentaient de mauvaise grâce à leur en faire l'avance ; sous le Directoire, l'insuffisance des salaires en tarit même le recrutement. Quant aux mesures coercitives, elles passèrent longtemps pour être indignes d'un peuple libre ; elles ne suivirent même pas l'arrêté du Comité de Salut public

(19 prairial an II) qui assimilait aux suspects les municipaux par trop indifférents à la formation des rôles ; en l'an V seulement, quelques garnisaires parurent chez eux lorsqu'il s'agit de la contribution en nature.

Les vices indéniables de l'assiette foncière ne ressortiraient vraiment que d'une confrontation entre les chiffres inscrits aux matrices et les revenus réels ; ils sont attestés par les témoignages contemporains comme par l'état matériel négligé de la plupart des rôles qui nous ont été conservés : accusons indéniablement l'insuffisance de la méthode, jusqu'à un certain point les questions de personnes et les conflits sociaux. Cependant, un progrès partiel se manifesta sous le Directoire dans l'aspect des matrices et par exception certains états de sections reflètent alors un souci réel d'exactitude et de bonne tenue.

Les richesses mobilières ne s'inscrivent pas sur le sol comme les biens-fonds. L'Ancien Régime ne les saisissait guère qu'en mouvement. Pour asseoir une contribution directe, les signes extérieurs en quelque sorte statiques peuvent servir d'éléments premiers d'estimation ; le plus commun serait l'habitat dont on considérerait le loyer ou simplement l'apparence (portes et fenêtres, cheminées et poêles, etc.) ; la profession commerciale, industrielle et libérale indiquerait au besoin le rang social, certaines disponibilités pécuniaires ; en outre, on ferait intervenir les éléments somptuaires comme domestiques, chevaux et voitures de maître. Parce qu'elle renonçait à contrôler les revenus d'ensemble — elle ne connaissait que les salaires et pensions — la Révolution recourut à ces bases avec plus ou moins de bonheur ; elle alla de l'une à l'autre ou les essaya simultanément, suivant les périodes, les combina le plus souvent dans deux impôts, l'un répondant à la triple appellation de personnel, mobilier et somptuaire, l'autre dénommé patente, le Directoire finissant par établir une taxe spéciale sur les portes et fenêtres. Dénombrements erronés et surtout fausses évaluations caractérisèrent trop fréquemment le travail des administrateurs issus de l'élection. En l'an IV, cheminées et poêles, en l'an VII, portes et fenêtres échappèrent aisément aux regards de ceux qui ne voulaient pas voir. Les signes de luxe — indépendamment des tarifs — totalisent les sommes les plus variables d'une époque à l'autre. La très simple notation des métiers astreints à payer patente tient en haleine, en 1792, six visiteurs des rôles qui ne sauraient d'ailleurs affirmer un succès ; il faut attendre le Directoire pour que cette contribution entre à peu près dans les

mœurs. Les loyers révéleraient-ils les moyens de fortune comme l'avait déclaré La Rochefoucauld et contesté Camus à la Constituante ? En réalité, les municipalités de 1791 les évaluèrent à leur guise et de préférence les sous-estimèrent pour complaire aux populations. Elles s'en servirent néanmoins en l'an V pour apprécier le revenu mobilier servant de base à la cote mobilière. Lorsqu'elles eurent à l'évaluer à nouveau, et cette fois officiellement, en l'an VII, pour fixer cette même cote, elles portèrent sur les matrices des chiffres le plus souvent sans aucun rapport avec ceux de 1791.

De la réalisation d'une assiette satisfaisante dépend tout impôt de quotité. Pour s'assurer des rentrées certaines, l'Etat ne peut tabler sur un taux de taxation donné qu'à la condition de connaître préalablement les ressources des contribuables ; sinon, il s'expose à des moins-values importantes. Nous avons cependant trois exemples de créations fiscales reposant sur les seules déclarations des intéressés : la patente, la contribution personnelle et somptuaire de l'an III et les portes et fenêtres. Or la médiocrité du rendement ne put que produire une impression décourageante. Les patentes de 1791 ne donnèrent que 40.000 l. Même sous le Directoire, les villes ne versèrent que de minimes sommes en comparaison des campagnes, bien que les possibilités de celles-ci fussent très limitées, imposât-on abusivement quelques pauvres cabaretiers. En l'an IV, la personnelle et somptuaire fit une faillite à laquelle les citoyens eurent une grosse responsabilité puisque les sept agglomérations urbaines du département, malgré les taxes somptuaires, ne contribuèrent que pour 14 % du total ; la prépondérance de la taxe fixe de 5 l. plaça sur un pied d'égalité des individus très inégalement riches. La quotité échouait de toute évidence devant l'arbitraire des exigences locales. D'un établissement relativement aisé, les portes et fenêtres présentèrent sensiblement les mêmes défauts.

La Constituante désira concilier l'uniformité du prélèvement de l'impôt sur le revenu avec le système de répartition qui, seul, garantissait le recouvrement prévu. Elle n'admit pour le revenu foncier qu'une taxation du cinquième au plus ; de même la cote mobilière ne prendrait en principe que le vingtième du revenu mobilier et la cote d'habitation le 1/300 de tous les revenus réunis. Mais le malheur voulut que les contingents l'emportèrent numériquement sur les rôles établis d'après les tarifs. La détestable habitude du rejet en augmentation, léguée par l'ancien temps, permit d'accorder les principes et les nécessités. La loi

avait d'ailleurs admis que le taux de la cote mobilière pourrait s'élever au 18° et celui de la cote d'habitation au 40°. Les municipalités, bon gré mal gré, allèrent jusqu'à ces maxima quand elles ne les dépassèrent pas pour répartir leurs mandements. Les localités réduites à leurs ressources agricoles et pastorales s'en trouvèrent le plus mal. Il en résulta surtout une grande compétition à tous les échelons entre départements, districts et communes, ces luttes de clochers trouvant leur raison d'être dans le désir bien légitime que caressa chaque circonscription de se décharger sur la voisine. La carte de la foncière en 1791 trahit l'héritage proche de l'Ancien Régime et les querelles au sein de l'Assemblée départementale ; plusieurs régions pauvres conservent le privilège du taux le plus élevé ; les gros bourgs maintiennent leurs avantages contre les petits villages. De même, la géographie humaine donne la clef de la répartition de la mobilière, les chef-lieux rejetant sur les campagnes la plus grosse part du tribut. L'ajustement opéré en 1792 et davantage en 1793 ne fit jamais disparaître toutes les inégalités dans la condition respective des différentes régions du département, en sorte que l'uniformité du taux de taxation resta idéale. L'administration centrale de l'époque directoriale ne profita même pas de la réorganisation administrative pour faire disparaître les traces de la rivalité entre districts ; elle continua de refléter les influences combinées et opposées des villes ; elle renonça même, pour la foncière, à quelques-unes des améliorations apportées par les Jacobins ; elle calqua la distribution de la personnelle, mobilière et somptuaire de l'an V sur celle de la mobilière de 1791, en soulageant certaines montagnes de la périphérie et, si la personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII connut mieux l'uniformité, ce fut en rapport avec le facteur démographique.

L'intendance et le personnel de métier d'avant 1789 n'avaient fait œuvre ni plus impartiale ni plus objective, faute d'avoir échappé à l'emprise de certaines forces locales et sociales, par manque de documentation aussi. Il était d'ailleurs dans la nature de l'impôt de « répartition » de concorder avec les tendances décentralisatrices inhérentes à l'ancien provincialisme et conformes aux idées de la bourgeoisie révolutionnaire. Du moins, la grande latitude accordée aux autorités élues sous la Révolution, loin de se traduire par une aggravation des inégalités, s'accompagna d'une recherche plus étendue des conditions propres à une équitable répartition. D'autre part, la disparition des collecteurs permit l'application du marc la livre aux contribuables de

chaque commune ; les discussions, que cette institution avait entretenues au sein de toutes les communautés, cessèrent le jour où l'uniformité du taux de taxation fut respectée par les municipalités.

En somme, la proportionnalité des contributions au revenu n'assura la justice fiscale qu'entre les contribuables d'une même localité, et encore sous la réserve d'une évaluation à peu près exacte des richesses. S'il y eut amélioration pour l'ensemble du département du Puy-de-Dôme, elle n'intéressa forcément que l'impôt foncier et resta après tout assez limitée.

L'Etat moderne, bureaucratique, confie les services publics à un personnel de carrière qu'il rétribue directement et qu'il veut aussi indépendant que possible des intérêts locaux. L'Ancien Régime, dans sa lutte contre le féodalisme et les corps intermédiaires, venait à cette formule, centralisatrice sans doute, mais que la complexité des institutions modernes imposait. Le libéralisme de '89 eut l'illusion que les élus de la Nation auraient à cœur d'en gérer les finances avec sagesse : il fit abstraction des égoïsmes particuliers et de l'incompétence.

Si personne ne regretta les collecteurs, la disparition des contrôleurs des vingtièmes laissa un vide inquiétant. On pouvait, à la rigueur, s'en remettre aux autorités élues du soin de répartir et d'asseoir les contributions : quel théoricien eût envisagé de leur en confier le recouvrement ? Les receveurs particuliers continuèrent souvent leurs anciennes fonctions sous le nom nouveau de receveurs de district ; pareillement, on se tourna vers les anciens employés des vingtièmes ou de la régie pour recruter les visiteurs et inspecteurs des rôles — encore ceux-ci portaient-il ombrage aux directoires et aux municipalités et n'eurent qu'une durée éphémère. De la double tâche des collecteurs, les officiers municipaux retinrent la distribution des contingents et la levée elle-même échut aux percepteurs. La séparation de ces deux fonctions se légitimait. Par contre, le recrutement du nouveau personnel ne permettait pas d'augurer de ce changement des résultats remarquables. Le système d'adjudication au citoyen le moins exigeant eut l'avantage de ménager le budget de la commune ; mais il compromit la perception en la livrant fréquemment à des individus incapables ou malhonnêtes. Les remises varièrent beaucoup d'un lieu à l'autre et sans aucun rapport avec le nombre des cotes. Quand on ne trouvait pas d'adjudicataire, on confiait le recouvrement à un officier municipal. L'extraordinaire confusion des modes de paiement en l'an IV et en

l'an V facilita l'agiotage et découragea plutôt les bons citoyens. Les abus ne disparurent pas avec le retour au numéraire et les détournements de fonds, les fraudes sur les quittances pré-occupaient les pouvoirs publics à la fin du Directoire. Ces derniers, qui répugnaient déjà à l'envoi des garnisaires et à la saisie des meubles quand il s'agissait de percepteurs retardataires, eurent rarement le courage de traduire les spéculateurs et les concussionnaires devant les tribunaux. La création de l'agence des contributions et des préposés aux recettes fut à cet égard un remède à peu près inopérant.

Les municipalités de 1791 eurent à mener de front des tâches multiples et les témoignages contemporains ne nous disent pas qu'elles s'en sont tirées à leur honneur. Dans les campagnes, elles se recrutèrent péniblement et comptèrent une majorité de paysans illettrés ou incapables de comprendre le mécanisme des lois, en tout cas peu soucieux de sacrifier leurs travaux manuels pour les besognes bureaucratiques, toujours méfiants vis-à-vis du fisc et de ses agents. Leur inertie ne nuisit pas seulement à l'assiette et à la répartition de l'impôt, elle compromit le recouvrement. Les directoires trouvaient là une explication commode des retards et difficultés de toute sorte dont ils avaient à rendre compte. Mais, l'auraient-ils désiré, la loi ne les avait pas armés efficacement contre la résistance passive des autorités locales si bien défendues par leur nombre même et par les distances. Des phrases, beaucoup de phrases furent prodiguées ; on passa rarement des menaces aux actes ; on n'osa même pas faire supporter aux administrateurs défaillants les frais de déplacements des commissaires appelés à rédiger les rôles. Des garnisaires ne logèrent chez les municipaux retardataires qu'à partir de l'an V ; cette méthode répressive, lorsqu'elle fut pratiquée avec de l'esprit de suite et quelque ensemble, donna pourtant à réfléchir aux plus opiniâtres.

A la tête du département les mêmes figures apparaissent à travers toute la Révolution : des hommes de loi, d'anciens magistrats de la Cour de Riom coudoient quelques bourgeois cossus, tous notables influents dans leurs cantons respectifs ; même la Terreur n'est pas pour eux une éclipse complète, car la plupart savent s'adapter et, patriotes de 1789, deviennent Jacobins avant de se dire Thermidoriens, puis Républicains de l'an IV également éloignés du royalisme et de l'anarchie. Quelques-uns, mais on les compte, par trop compromis avec la Montagne, ne joueront plus dans la dernière période qu'un rôle effacé — tels Jean-

Baptiste Monestier et Maignet. En général, élus par les censitaires, ceux-ci leur gardent une confiance durable. Ils représentent les bourgeois acquéreurs de biens nationaux, très attachés aux libertés de 1789 comme aux intérêts locaux. Ils ne ménagent pas les anciens privilégiés, ni ne se soucient de partager le pouvoir avec des paysans authentiques ou avec des compagnons de fabrique. Ils exhortent volontiers au devoir fiscal, mais répugnent à user de moyens violents, étant eux-mêmes assez soucieux de dissimuler leurs profits. Ils sont à l'aise avec le procureur général syndic et les procureurs syndics qui appartiennent à leur pays et à leur milieu. Sous le Directoire, les commissaires du gouvernement, fussent-ils baptisés agent général et agents particuliers des contributions, sont toujours à leurs yeux gens d'Auvergne, chargés simplement d'accorder les possibilités du département avec les volontés du gouvernement. Ils prennent très au sérieux leurs fonctions fiscales, en ce sens qu'ils défendent âprement les revenus de la contrée et discutent des « répartements » avec attention. A chaque opération de ce genre ils se retrouvent unis contre les exigences de Paris et divisés sur la distribution régionale. La contribution foncière de 1791 groupe les quatre districts fort peuplés du centre en face des quatre districts montagneux. Le dégrèvement de la foncière de 1792 donne aux influences personnelles une occasion admirable de rivaliser au sein de l'Assemblée départementale, les districts les mieux défendus l'emportant sur les autres. Il n'y a aucune raison de croire qu'il en alla autrement sous le Directoire, après l'intermède jacobin de tendances plus égalitaires. Et toujours les villes qui tenaient le gouvernail surent trouver des avocats. Ces citadins auraient été donc mal venus à violenter les ruraux sur lesquels ils rejetaient si volontiers la grosse part des contingents ! On aimerait donc savoir ce qu'en définitive le contribuable a pu gagner ou perdre à la Révolution.

III

Nul doute que sous l'Ancien Régime l'inégalité régnait partout. Si la Commission Intermédiaire de l'Assemblée provinciale d'Auvergne fit, dans son enquête de 1788, un choix systématique des collectes surchargées, il n'en reste pas moins que le cas était fréquent des localités appelées à verser un impôt supérieur au revenu net — entendons au revenu inscrit aux rôles des vingtièmes ou aux matrices de 1791. La progressivité à

rebours sévissait dans l'ensemble de la Basse-Auvergne ; elle se traduisait par la décharge des régions fortunées au détriment des moins riches. Il s'en suivait des injustices flagrantes entre les redevables et non seulement d'une collecte à l'autre, mais dans une même communauté, le marc la livre n'étant point respecté par les collecteurs. La richesse imposait la considération, qu'il s'agît de groupes ou d'individus.

A ce fardeau qui globalement n'avait rien d'excessif, mais dont l'arbitraire « répartition » suscitait tant de mécontentement et de misère, s'ajoutaient les redevances féodales, les cens et les rentes, les dîmes, ecclésiastiques ou inféodées ; ces redevances arrivaient à doubler le montant de l'impôt royal (1). Lorsque la dîme ne prenait effectivement que le 1/10 ou le 1/12 de la récolte, elle représentait toujours une charge dont il faut tenir compte dans une comparaison avec les contributions de la Révolution. Un parallèle entre les deux époques est donc très délicat.

Il faut également renoncer à confronter les taxes portant sur les biens meubles. La taille était en principe l'impôt roturier, non un impôt foncier ; mais dans quelle mesure frappait-elle d'autres valeurs que les produits de la terre ? Si les vingtièmes d'industrie et d'office représentaient peu de chose, doit-on oublier les droits indirects, multiples et détestés ? Il y avait aussi les droits de maîtrise et de jurande que les patentes furent appelées à remplacer, mais dans une mesure imprécise. En regard, les créations mobilières de la Révolution n'atteignent pas absolument leur but : celles de 1791 comportent une taxe libre sur l'ensemble des citoyens actifs ; la taxe personnelle de l'an III concerne quiconque jouit d'un revenu égal à 365 journées de travail ; la contribution mobilière de la Constituante compte une cote d'habitation qui frappe les revenus de toute espèce et la personnelle, mobilière et somptuaire de l'an V une côte personnelle identique ; quant à la personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII, elle prévoit une cote personnelle uniforme de la valeur de trois journées de travail. Enfin nous ne possédons aucune évaluation sérieuse des revenus autres que ceux de la terre.

(1) Voir les exemples des cens et rentes : Introduction, note 28.

Les habitants de Thuret versaient plus de 16.000 l. à leurs seigneurs et près de 15.000 aux collecteurs pour un revenu à peine supérieur à 25.000 l. (Berriat-Saint-Prix, *La Commune de Thuret pendant la Révolution*). Les dîmes s'élevaient à 4.000 l. à Nonette, localité qui paiera 5.000 l. de contribution foncière (H. Salveton, *Histoire de Nonette*, Publications de la Société des Amis de l'Université de Clermont, 1927). — (Introduction, p. xxx).

Bien que le contingent du département du Puy-de-Dôme en contribution foncière n'ait jamais surpassé l'ensemble des impositions ordinaires et des vingtièmes de biens-fonds dûs par la même partie de la généralité de Riom, les administrateurs persistèrent à protester contre la surcharge, opposant la foncière et la mobilière réunies à l'ancien fardeau et négligeant l'abolition des dîmes. En théorie, une égalisation aurait pu être obtenue par l'augmentation des localités exagérément favorisées, par la diminution des autres et par la stricte application du marc la livre dans chacune. Si la réalité fut quelque peu différente, si la tendance à l'atténuation des contrastes ne s'observe pas avec force et continuité dans les répartements, du moins les municipalités durent appliquer rigoureusement la règle de la proportionnalité de l'impôt au revenu et ce fut un grand facteur de progrès.

Que se passe-t-il en effet dans les communes dont la charge foncière diminue ? Quand les anciennes impositions ont été particulièrement fortes, tout le monde bénéficie du dégrèvement et les riches en profitent parfois plus largement que les pauvres (2) ; quand la baisse touche les collectivités dont le taux n'avait rien d'excessif, les cotes réduites des belles fortunes se relèvent, alors que celles trop considérables des plus petites participent de la tendance à l'allègement (3). Une distinction doit être également faite entre les communes faiblement ou fortement augmentées par la Révolution : dans le premier cas, un aménagement paraîtrait logique et facile qui favorise encore les médiocres revenus, les gros assumeront-ils la totalité de l'effort supplémentaire à fournir : il en est ainsi parfois (4) ; mais il y a mieux : les pauvres redevables s'étaient vu parfois tellement accablés par l'Ancien Régime que même une très forte augmentation ultérieure de leur village, loin d'aggraver leur sort, peut se solder pour eux par un avantage marqué (5). Certes, nous ne prétendons pas ériger ces constatations en règles formelles : la proportionnalité chère à la Révolution serait même considérée comme une régression du point de vue social lorsqu'elle se substitue par exception, non plus à une progressivité à rebours, mais à une certaine progressivité telle que nous l'entendons de nos jours (6). Cependant, nous notons que sur trente-six individus pris au hasard, le taux

(2) Communes d'Echandelis, de Crevant (voir l'appendice n° 3).

(3) Communes d'Ambert et de Murat-le-Quaire.

(4) A Orcival, Thuret.

(5) A Rochefort.

(6) Exemple de Perpezat.

de leur charge oscille en l'an V entre 40 et 55 %, avec des extrêmes de 22 et de 103 %, tandis qu'il présentait en 1789 et 1790 des variations allant de 9,7 % à 450 %. Rangés par ordre de richesse décroissante, les premiers perdent, les derniers gagnent à peu près tous à la Révolution (7). Celle-ci n'a pas réalisé la stricte égalité ; mais elle a supprimé les privilèges fiscaux exagérés des riches propriétaires fonciers et soulagé les malheureux paysans victimes des collecteurs : double progrès incontestable qui prépare le lent effort du XIX^e siècle armé du cadastre.

IV

La connaissance précise du rendement des contributions directes n'exige pas seulement le dépouillement des bordereaux de recouvrement, à supposer que cette documentation ait été conservée intégralement dans le fonds d'archives, elle implique, pour une époque de trouble monétaire, la possibilité de suivre, presque au jour le jour, le cours des différents signes monétaires. Que représente au juste un franc d'impôt en 1791, en l'an II ou en l'an VI ? Problème à vrai dire insoluble, lorsque coexistent, comme en l'an V, jusqu'à six modes de paiement, mais lié de toute façon à celui du pouvoir d'achat du numéraire, du papier-monnaie ou même des grains — s'il s'agit d'impôt en nature. Où trouver la commune mesure immuable ? Le prix de la journée de travail varie plus ou moins vite avec la monnaie dont la dépréciation ou la hausse s'inscrivent également dans les mercuriales. Les éléments de comparaison concrets ne manquent pas, mais la prudence nous oblige à nous contenter d'approchantes constatations.

L'ambiance politique importe moins qu'on ne pourrait s'y attendre. La position du département, à l'écart des principaux foyers révolutionnaires et contre-révolutionnaires, éloigné des frontières, explique la relative mollesse des mouvements d'opinion. Le Puy-de-Dôme connut la Grande Peur, l'agitation des prêtres insoumis (8) et des déserteurs ; il eut ses arrestations et déportations, ses brigands de grand chemin ; mais il ne s'émut vraiment qu'en 93, deux ou trois mois durant, lors de la levée en masse contre l'insurrection lyonnaise. Le départ des jeunes gens

(7) Voir l'appendice n° 3.

(8) La période d'agitation religieuse la plus grave (an IV-an V) ne coïncide pas avec les rentrées les plus faibles.

aux armées et l'émigration nobiliaire, la mévente de quelques biens nationaux se traduisirent par des pertes de cotes. Aucun de ces facteurs ne contrecarra sérieusement l'action des percepteurs. L'enthousiasme patriotique n'agit point non plus comme antidote. Par contre, le ralentissement des affaires et la fermeture des marchés extérieurs appauvrirent artisans et manufacturiers ou tout au moins les privèrent de leurs disponibilités pécuniaires.

Il nous semble que certains caractères physiques et humains inhérents au pays marquent davantage cette histoire. La rareté des moyens de communication qui gênent les tournées des visiteurs des rôles en 1792, de l'inspecteur Méjansac sur la fin du Directoire, nuit au recouvrement. Neiges prolongées, affreux chemins de montagne, torrents destructeurs des bacs donnent des arguments aux mauvais payeurs, habiles à invoquer par ailleurs les dégâts causés par le gel ou la grêle. La pauvreté d'une bonne moitié du département ne fait aucun doute ; mais la dissimulation des signes extérieurs de l'aisance servait depuis toujours la défense du paysan contre le fisc et le procédé va excellemment à l'Auvergnat parcimonieux. Les bourgeois des médiocres centres urbains révèlent un patriotisme dont le verbalisme étouffe souvent les manifestations tangibles : les villes donnent le mauvais exemple, comme empressées à se disputer la dernière place sur les états que les administrateurs, geignant, font passer au ministre ; et celui-ci, de Tarbé à Robert Lindet, classe avec une indignation platonique le département du Puy-de-Dôme au nombre des plus retardataires de France (9).

Le percepteur doit prêter attention aux migrations périodiques qui, chaque année, en hiver par exemple, dépeuplent les hauteurs. Il ne peut ignorer que, pour la plupart des contribuables, l'accomplissement du devoir fiscal ne se conçoit qu'en fonction de la vente des denrées et des bestiaux. Intempéries ou resserrement du marché se traduisent toujours par un ralentissement dans les versements ; non qu'il faille exagérer : la médiocre récolte de 1790 n'empêche pas la rentrée assez prompte de l'arriéré d'Ancien Régime en 1791 ; la dépression économique de l'an VI et de l'an VII est moins désastreuse pour le fisc que les rapports inquiets des fonctionnaires de l'agence ne le font

(9) Aucune idée générale ne se dégage de la comparaison du rendement des différentes régions du département. Pour les rôles d'acompte de 1791, Thiers et Issoire tiennent la tête, Besse et Clermont viennent en dernier lieu ; en juin 1793, la Limagne est nettement en avance sur la montagne ; en l'an VII, l'est montagneux avec Thiers et Ambert se signale par un zèle relatif,

craindre ; inversement, l'hiver et le printemps de l'an VI offrent une recette assez faible pour faire oublier la moisson satisfaisante du précédent été. Mais, sans conteste, les dispositions favorables des contribuables sont saisonnières : à la belle époque de l'année, ils s'adonnent aux besognes manuelles qui pressent ; sur le déclin des longs jours, ils dénombrent le produit et songent plus volontiers aux besoins de l'Etat ; l'automne et l'hiver gonflent les caisses des receveurs et le retour du printemps annonce ordinairement une diminution des rentrées. Pour que la mauvaise saison coïncide avec des moins-values, il faut des circonstances spéciales : la chute rapide de l'assignat dans l'hiver 1792-93 après une reprise momentanée, le marasme extrême des affaires dans celui de l'an VI.

Les perturbations monétaires ne peuvent qu'influer sur l'état d'esprit et les capacités de paiement du contribuable. Elles agissent à la manière de freins ou de stimulants, selon les moments. La baisse du pouvoir d'achat d'une monnaie — numéraire ou papier — facilite les versements, lorsque l'Etat reconnaît la valeur nominale, mais par là même incite les populations à spéculer sur l'accentuation de cette tendance au fléchissement ; la hausse réagit évidemment en sens inverse. A cet égard, on distingue quatre périodes dans l'histoire du recouvrement : jusqu'à la fin de 1791, les impôts d'Ancien Régime et les nouvelles contributions ne se ressentent pas encore de la première dépréciation de l'assignat. De 1792 à l'an III, la chute rapide (10) retient plutôt le créancier de l'Etat et les reprises, même légères, l'encouragent à se libérer (11). L'an III et l'an IV voient, avec l'effondrement irrémédiable du papier-monnaie et la confusion dans les moyens de paiement, une liquidation de l'arriéré que précipite l'annonce du retour au numéraire. Ce dernier retrouve, avec la grande déflation de l'an V, un pouvoir d'achat énorme, supérieur à celui de 1790 ; l'impôt redevient très lourd, à un moment où la mévente des produits raréfie l'argent. Cette situation domine la fin de l'époque directoriale, paralyse les efforts de l'agence, dessert le régime.

La contribution patriotique, qui ne donne pas 600.000 livres dans les quatre années 1790-93, ne peut exercer une influence

(10) Ainsi aux printemps de 1792 et de 1793. Pour tout ce qui suit, voir le graphique.

(11) Par exemple, à l'automne et pendant l'hiver de 1792, durant les mêmes saisons de l'an II, sans qu'on puisse préciser si, dans le premier cas, il n'y eut pas aussi la crainte de la guerre et des troubles, dans le second, retour passager à la confiance, lors de l'établissement de la Terreur.

sérieuse sur le rendement des contributions ordinaires contemporaines ; elle n'empêche pas la rentrée des derniers impôts d'Ancien Régime ; quant aux lenteurs du recouvrement de la foncière, de la mobilière et des patentes, elles tiennent alors surtout aux retards dans la formation des rôles. La taxe de Couthon sur les riches égoïstes n'est guère respectée après le départ du Conventionnel, d'autant plus que le Comité de Salut public désapprouve ces initiatives particulières. L'emprunt forcé de l'an II n'exige qu'un effort très momentané et d'ailleurs numériquement restreint ; plus important en valeur théorique, celui de l'an IV se solde en papier déprécié ; enfin la contribution extraordinaire de guerre et l'emprunt de l'an VII ne rendent pratiquement rien avant le 18 brumaire. Au total, 3.400.000 livres au plus, dont 2.800.000 en assignats ou en mandats avilis, représentent à peu de chose près tout ce que le département verse durant la Révolution au titre des mesures fiscales de circonstance.

En regard, les impôts de la royauté et les contributions directes ordinaires auraient fourni plus de 41 millions et demi, soit 8 millions pour les premiers, près de 30 millions pour la foncière, moins de 3 millions pour la mobilière, 500.000 pour la patente, 46.000 pour les portes et fenêtres. Les valeurs et biens proprement mobiliers n'alignent pas un montant de 2 millions et les biens-fonds prennent le reste. Certes le pays vivait essentiellement de ses ressources rurales ; mais la contribution sur les terres, plus aisée à établir, eut aussi le rendement le plus satisfaisant ; d'autre part, mobilière et personnelle dissimulèrent de véritables surimpositions foncières.

De cet effort, l'Etat ne tira un parti certain que dans les premières années de la Révolution et dans les deux dernières. Ainsi, nous avons pu écrire que 7 millions sur 12 avaient été réellement versés dans les caisses des receveurs en l'an VI et en l'an VII. Au contraire, dès juin 1792, la dépréciation de l'assignat ramenait de 92 à 73 % le rendement réel de l'acompte sur la foncière de 1791. Et que signifient les énormes rentrées de l'an IV, pour une bonne partie en papier-monnaie valeur nominale ? On a pu justement prétendre que la République ne fut jamais autant gênée qu'à cette heure où le contribuable se précipitait chez le percepteur pour acquitter l'arriéré et même l'impôt courant.

En 1793 comme en l'an IV, la contribution en nature apparut dictée par le souci d'assurer le ravitaillement des villes et des armées, par celui de contraindre le producteur à des paiements effectifs : un palliatif, même un pis-aller aux yeux des dirigeants

épris de libéralisme économique. L'application se révéla compliquée, défectueuse, décevante : la coexistence de tarifs différents selon les lieux, le nombre restreint des magasins indisposèrent les populations contre un genre de taxation qui présentait de fâcheuses analogies avec les réquisitions ; mais la dissimulation sur la récolte, la fraude sur les livraisons, le coût élevé des réparations nécessitées par le délabrement des locaux, la manutention dispendieuse des grains emmagasinés, la vente à perte des stocks souvent avariés et, de toute manière, à bas prix, sur un marché atteint par la déflation monétaire firent de cette expérience une opération peu fructueuse. Il est en tout cas impossible de fixer l'ordre de grandeur des pertes ou des profits pour le Trésor public.

*
* *

De ces temps troublés, à pénétrer la vie d'une région, on doit retenir les créations fiscales multiples, pas toujours heureuses, les unes ingénieuses et éphémères, mais d'autres durables ; les efforts pour l'égalité de tous devant l'impôt, certes insuffisamment soutenus, mais indiscutables et prometteurs d'un avenir plus équitable. On ne peut prétendre que la Révolution vécut d'expédients, de l'inflation elle créa un nouveau système de contributions que les régimes ultérieurs conservèrent dans ses grandes lignes ; elle ne réussit pas à discipliner les contribuables, mais les retards dans les paiements faisaient partie du legs de l'Ancien Régime et les circonstances s'avérèrent défavorables au possible ; elle ne put tirer des recouvrements tout ce qu'elle en attendait, mais la faillite de l'assignat ne saurait signifier qu'elle fut impuissante à faire rentrer l'impôt. Si la bourgeoisie retira le principal bénéfice de la notion de contrôle des élus sur la répartition des charges publiques, si le rude peuple des paysans et des artisans prit encore la majeure part du fardeau mobilier, tout compte fait, la proportionnalité de l'impôt au revenu fut un soulagement pour la petite et la moyenne propriété foncière.

Vu, le 22 décembre 1932 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY,

APPENDICES

APPENDICE N° 1

Comparaison entre les impositions ordinaires et les vingtièmes de 1790 d'une part, la contribution foncière de 1791 de l'autre ; charge par tête d'habitant.

1° *Augmentation nette :*

Cantons de	1790	1791
Gerzat	7. »	9.12
Randan	5. 5	7. 6
Lezoux	6.17	8.18
Cournon	11. 6	13. 4
Chamalières	6.16	8. »
La Roche-Blanche	9.19	11. »

2° *Diminution nette :*

Viverols	11. 5	8. »
Thiers	6. 1	3. 8
Saint-Gervais	9. 8	7. 8
Augerolles	10. 9	7.10
Maringues	8.16	7. 4
Saint-Germain-l'Herm	7. 4	5.12
Ambert	9. 8	7.18
Volvic	7. 8	6. 4
Marsac	6. 8	5. 6
Chauriat	14. 4	12. »
Saint-Anthème	12.13	11. 5
Saint-Amant-Roche-Savine	7. 4	6. 3
Clermont	4. 9	3. 8
Latour	11.11	10. 3
Egliseneuve	16.13	15. 2

3° *Faibles variations :*

Montaigut	7.18	7. 4
Pionsat	6.12	6.12
Menat	6. »	5.16
Giat	8.12	7.14
Manzat	6.14	6.10

Cantons de	1790	1791
Montel	7.13	7. 6
Pontaurmur	7. 2	6.19
Pontgibaud	6.11	6. 2
Herment	7.»»	7. 8
Olby	8.14	9.10
Bourg-Lastic	10.15	10.10
Rochefort	9. 6	9.»»
Tauves	7. 8	7.14
Murols	12. 6	12.10
Besse	9. 2	8.12
Ardes	9.18	9.18
Vodable	9.13	9.14
Neschers	9.11	9.»»
Champeix	7. 9	7. 6
Saint-Germain-Lembron	9. 1	8.18
Issoire	6.11	6. 7
Brassac	4.11	3.14
La Montgie	9. 4	8.10
Sauxillanges	8.17	8.18
Vic-le-Comte	6. 9	6.12
Saint-Amand-Tallende	8.15	9. 4
Plauzat	7.19	8.12
Monton	12.12	12.18
Les Martres-de-Veyre	8.»»	7.16
Mirefleurs	9.32	8.12
Aubière	6. 7	7.»»
Beaumont	6. 7	6. 8
Cébazat	11. 8	11.13
Pont-du-Château	8.10	7.14
Ennezat	9.19	10.14
Riom	5. 7	5.10
Combronde	6. 8	5.16
Artonne	8. 1	8. 2
Aigueperse	7.12	8.»»
Châteldon	7. 4	7. 2
Saint-Rémy	9. 7	9. 4
Courpière	7. 2	6.12
Ravel	7. 4	7. 7
Vertaizon	7.17	8.»»
Billom	6.14	6.16
Mauzun	5. 9	4.16
Olliergues	8. 7	8. 8
Arlanc	6.»»	5. 2
Cunlhat	8. 6	7.14
Tours	6.16	6.»»
Vellore	9. 7	10. 4

APPENDICE N° 2

A) Extrait de la matrice du rôle foncier de la commune d'Epinaise (canton de Saint-Gervais) :

Noms, professions et demeures des propriétaires	Indication du n° de chaque art. de propriété	Nature et contenance de chaque art. de propriété	Evaluation du revenu net de chaque art.	Total des évaluations
Art. 4 :	103	Maison, écurie, grange.....	1. 5	
Jean Lecuyer, me- nuisier, à Cro- sière	104	Jardin, aisances et petit verger 2 boissiaux et ½	».»»	
	105	Terre des Caves, 1 septere.....	1.10	
	106	— des Perajours, 1 septere 2/3.	1.15	
	107	— du Verger, 1 septere.....	2.»»	
	108	— des Besles, 6 boissiaux.....	0.15	39 1. 25
	109	— des Aussedats, 5 boissiaux.	».»»	
	110	— d'en Haut, 6 boissiaux....	0.15	
	111	— la Combe, 5 boissiaux.....	1.»»	
	112	Pré des Saignes, 18 quintaux....	13.10	
	113	— Cottes Chavant, 18 quintaux..	13.»»	
	114	Petit pré des Chaves, 4 quintaux.	3. 5	
			39. 5	
Art. 5 :	115	Pré des Chaves, 10 quintaux.....	7.10	
Paul Rainaud, propriétaire, à Riolobet	116	Terre la Vergnas, 2 boissiaux.....	0.10	
	117	Autre » 3 »	0.12	
	118	» » 6 »	1. 5	
	119	Pré de la Vergnas, 7 quintaux....	5. 5	
	120	Terre les Suchets, 1 septère.....	1. 5	
	121	» les Caves, 4 boissiaux.....	1. 4	
	122	Gaige patural blanc, 3 boissaux..	0.15	
	123	Terre Pezadoiras, 6 boissiaux....	0.15	
	124	» des Betouilles, 2 quintaux..	0.10	
	125	» des Tules, 4 boissiaux.....	0.10	
	126	» des Aussedats, 4 boissiaux..	0.15	
	127	Autre des » 3 boissiaux..	0.10	
	128	Terre du Bois, 6 boisseaux.....	1.16	34 1. 30
	129	Autre » 3 boisseaux.....	0.18	
	130	Terre du Haut du Bois, 2 boiss.	0.12	
	131	» des Ouches, 2 boisseaux....	0.15	
	132	Ouche de la Font., 3 boisseaux...	1. 2	
	133	Pré de la Font., 2 quintaux.....	1.10	
	134	Maison, grange, écurie, 4 jardins et aisances, 2 boisseaux.....	1.»»	
	135	Terre des Pezadonéras, 1 boisseau	2.»»	
	136	» Gerboudaix, 1 sept., 1 boiss.	1. 5	
	137	» Turge Longue, 2 boisseaux.	0.10	
	138	Patural du Moulard.....	3.»»	
	139	Terre Bout de Lage, 2 boisseaux.	0.10	
			34. 6	

B) Début de la matrice foncière de l'an V de la commune d'Aigueperse :

Noms, professions et demeures des propriétaires	Indication des sections	Indication du n° de chaque art. de propriété compris dans l'état de section	Nature et contenance de chaque article de propriété	Évaluation du revenu net de chaque art.	Total des évaluations
Art. 1^{er} :					
Aflatet François, demeurant à Clermont	A	128	».2 qtées	7 l. 10 s.	7 l. 10 s.
Art. 2 :					
Agier Claude, cé- libataire, à Ai- gueperse	A	191	1.»	18 l.	
	B	82	».2	7 l. 10 s.	
		84	».2	7 l. 10 s.	
		104	».3	14 l. 5 s.	
		137	1.»	16 l.	
		187	».1	4 l. 10 s.	
		197	».1	4 l.	
	C	61	».2	7 l. 10 s.	
		116	2.»	30 l.	
		195	1.1	18 l. 15 s.	
	D	24	2.1	27 l.	
		53	».2	6 l.	
		106	3.»	27 l.	
	E	32	2.»	28 l.	
	F	44	3.»	42 l.	
		73	3.3	41 l. 5 s.	
	H	140	».».4	75 l.	
	J	48	2.1	33 l. 15 s.	
Chaptuzat, Mont- pensier					
	C	241	».».3	12 l.	
	D	14	1.»	8 l.	
	F	20	2.2	17 l. 10 s.	
		23	1.2	10 l. 10 s.	
		25	3.»	21 l.	487 l.
	H	35	1.»	10 l.	
			34.2.4	487 l. »» s.	494 l. 10 s.
Art. 3 :					
Agier Marie, V ^{ve} Leirieux, d'Ai- gueperse	B	168	2.1	40 l. 10 s.	
	H	149	».».1	18 l. 15 s.	
			2.1.1	59 l. 5 s.	59 l. 5 s.

(L. 1041).

APPENDICE N° 3

A) Comparaison entre les impôts d'Ancien Régime et la contribution foncière.

Exemples individuels

1° A Echandelis (canton de Saint-Germain-l'Herm) :

Impositions de 1790 : 11.741 l. ; revenu inscrit à la matrice de 1791 : 12.496 l. ; taux de 94 %.

Le rôle de 1788 (4 C. 525) et celui de l'an V (L. 1052) donnent :

Laurent Comunal,	revenu de 195 l.	: 193 l. 8.9	en 1788 (99 %) ;	23 %	en l'an V
Jean Batisse	— 68 l. 5	: 74 l. 9	— (109 %)		id.
Estienne Jarleyroux	— 37 l. 15	: 48 l. 8	— (129 %)		id.
Jean Comunal	— 215 l. 10	: 176 l. 2	— (81 %)		id.

Nous savons que Jean Batisse paya 3 l. 50 au titre de la contribution personnelle, mobilière et somptuaire.

2° A Crevant (canton de Maringues) : un texte de 1788 (4 C. 526) nous renseigne sur la surcharge. 40 mendiants et l'abandon d'une foule d'héritages entre les mains des collecteurs, en raison d'impositions qui s'élevaient à 12.196 l. 8, sans compter les cens et les rentes.

Or la matrice de 1791 porte un revenu de 19.012 l. 10.6. Le taux aurait donc été de 63 % à la fin de l'Ancien Régime. La commune ne versa plus que 7.733 l. 15 en l'an V, soit 40 %.

Nous avons pour 1788 deux exemples de petits revenus :

André Chaput devait 91 l. 15 d'impôt pour un revenu de 35 l. (260 %) ;

Georges Croiset devait 21 l. 15 pour un revenu de 18 l. (116 %).

Les revenus importants devaient être épargnés pour que le taux moyen ne s'élevât qu'à 63 %.

3° A Murat-le-Quaire (canton de Rochefort) :

Revenu matriciel de 20.463 l. 12.8 ; en 1788, impôts de 9.641 l. (47 %) ; en l'an V, de 8.787 fr. 15 (42 %) ; pour mémoire, 812 l. de personnelle, mobilière et somptuaire.

	Revenu foncier	1790	%	an V	%
M ^{me} la Comtesse de St-Paulgue.	3067. 5	466.18.6	15 %	1317.49	42 %
Antoine Cohadon de la Fosse...	665. 7.10	238.11	36 %	281.66	42 %
Jean Ramade	565.14.17	240.11	42 %	243.12	42 %
Pierre Cohadon	»	»	»	»	»
Lacoste	359.17. 4	203.18	56 %	154.65	42 %
Antoine Mallet	242.14. 4	140. 0.6	58 %	104.29	42 %
Pierre Baraduc	268. 6. 6	198.15	74 %	115.28	42 %
Ligier Brugière	179. 4. 6	158.16	88 %	76.98	42 %

On remarquera l'exacte progression à rebours sous l'Ancien Régime.

La personnelle, mobilière et somptuaire de l'an V était de 21 l. pour Antoine Cohadon, 14 l. 5 pour Pierre Cohadon, 8 l. pour Antoine Mallet, 14 l. 5 pour Pierre Baraduc (aubergiste), 11 l. pour Ligier Brugière. Les autres n'avaient pas de cote.

4° A Ambert :

Revenu matriciel de 89,852 l. En 1790, 49,627 l. (55 %) ; en l'an V, 19,977 l. (22 %).

	Revenu foncier	1790	%	an V	%
Artaud-Blanval, pour son do- maine du Chêne.....	2200	214.4	9,7 %	484	22 %
Etienne Maignet, pour ses do- maine d'Obignac et de Mai- dat (dame Favier, son épouse)	200	254	127 %	44	22 %

Artaud-Blanval payait 251 fr. 50 de personnel, mobilière et somptuaire (traitement de 6.000 fr.) et Maignet 35 fr. 90 (revenu mobilier de 800 fr.).

5° A Orcival (canton de Rochefort) :

Revenu matriciel de 20.213 l. 5 ; en 1790, 7,017 l. 13.7 (34 %) ; en l'an V, 8,133 l. 40 (42 %).

	Revenu foncier	1790	%	an V	%
Monsieur de Ribeyre, conseiller à la Cour des Aides de Cler- mont	500	78.19	15,6 %	202.40	40 %
Monsieur de Cordeix, pour le domaine et la montagne de Cordeix	»	»	»	»	»
Revenu porté au compte du citoyen Grangier, de Riom, acquéreur de ce bien national.	2750	779.19	28 %	1013.20	42 %
Bonnet, pour son domaine de la Croix	1310	457.11	34 %	530.29	42 %
Monsieur Des Rois, pour son domaine de la Croix.....	318	156. 3	49 %	128.74	42 %
Gilbert Planchat	16	14. 8	90 %	6.48	42 %
Joseph Amblard, tisserand.....	4	4. 5	106 %	1.63	42 %

Il y avait progressivité à rebours sous l'Ancien Régime. La faveur toute particulière dont jouissait M. de Ribeyre lui a été dans une certaine mesure continuée par la suite. Payèrent la personnel : Bonnet (38 l.), Planchat (1 l. 10) et Amblard (3 l. 10). La profession de ce dernier lui valait en outre une patente de 3 l.

6° A Thuret (canton d'Aigueperse extérieur) :

Revenu financier évalué à 25.610 l. 10 dans l'ouvrage de M. Berriat-Saint-Prix (*La commune de Thuret sous la Révolution*) ; revenu matriciel de 25,611 l. 5.6. Les dîmes ecclésiastiques et inféodées coûtaient 13,500 l. à la collecte et les cens plus de 3,000 l. ; les impositions de 1789 s'élevaient à 14,782 l. (55 %) ; la contribution foncière de 1791 fut de 14,190 l., celle de l'an V de 14,127 fr. 15.

	Revenu foncier	Valeur des biens	1790	%	an V	%
Favard, homme de loi à Paris	612. 6.6	42 ha. 41 a.	174. 7	28 %	327.97	55 %
Chambrotty, notaire ..	572.17	33 ha. 48 a.	279. 4	48 %	316.21	55 %
Amable Couchounat ..	370. 6	22 ha. 92 a.	140.18	46 %	204.38	55 %
Comte de Bonnevie...	328	20 ha. 80 a.	249. 7	76 %	181.04	55 %

7° A Rochefort :

Revenu matriciel, 8.914 l. 17.3 ; en 1790; 3.848 l. 16.6 (42 %) ; en l'an V, 9.257 l. 50 (103 %).

Nous avons remarqué que, pour l'ensemble du canton de Rochefort, le revenu foncier, évalué à 243.729 l. en 1791, ne figurait que pour 118.524 l. aux rôles des vingtièmes de 1790.

	Revenu foncier	1790	%	an V	%
Pierre Audigier, notaire et maire en 1790	109.16.8	45.17	42 %	114. 4	103 %
Pierre Mègemont	37.13.5	28.16	75 %	38.17	103 %
Félix Chardon, officier munici- pal en 1790.....	22. 5.4	427. 3	200 %	23. 3	103 %
Michel Moranges	14. 7.6	27. 3.6	195 %	14.16	103 %
Pierre Chosson	4. 7.6	19.19	450 %	5	103 %

8° A Perpezat :

Revenu matriciel de 47.386 l. 11.9 en 1790 ; 25.272 l. 1.9 (53 %) ; en l'an V, 23.424 l. 35 (49 %).

	Revenu foncier	1790	%	an V	%
Jean Bogros	278.	200. 6	71 %	137.47	49 %
Ligier Aubier	224. 4.5	140. 7.6	62 %	110.87	49 %
Jean Faydit	197.10.3	164. 7.6	83 %	97.66	49 %
Antoine Chabory	196. 5.4	149.18.6	75 %	97	49 %
Gabriel Taillandier	123.18.4	52.18	42 %	61.30	49 %

Ici, par exception, on pourrait presque découvrir une certaine progressivité sous l'Ancien Régime.

B) Individus classés par ordre de richesse.

Différences entre les charges fiscales de l'Ancien Régime
et de l'an V

Gros revenus :	Localités	Revenus	Différences
M ^{me} de St-Paulgue.	Murat-le-Quaire	3067	augmente de 27 %
Cordeix	Orcival	2750	augmente de 14 %
Artaud-Blanval	Ambert	2200	augmente de 12,3 %
Bonnet	Orcival	1310	augmente de 8 %

Revenus au-dessus de la moyenne	Localités	Revenus	Différences
Batisse	Echandelis	686	diminue de 86 %
Cohadon (A.).....	Murat	655	augmente de 6 %
Favard	Thuret	612	augmente de 27 %
Ramade	Murat	565	ne change pas
Ribeyre	Orcival	500	augmente de 24,4 %
Conchonnat	Thuret	370	augmente de 9 %
Cohadon (P.).....	Murat	359	diminue de 14 %

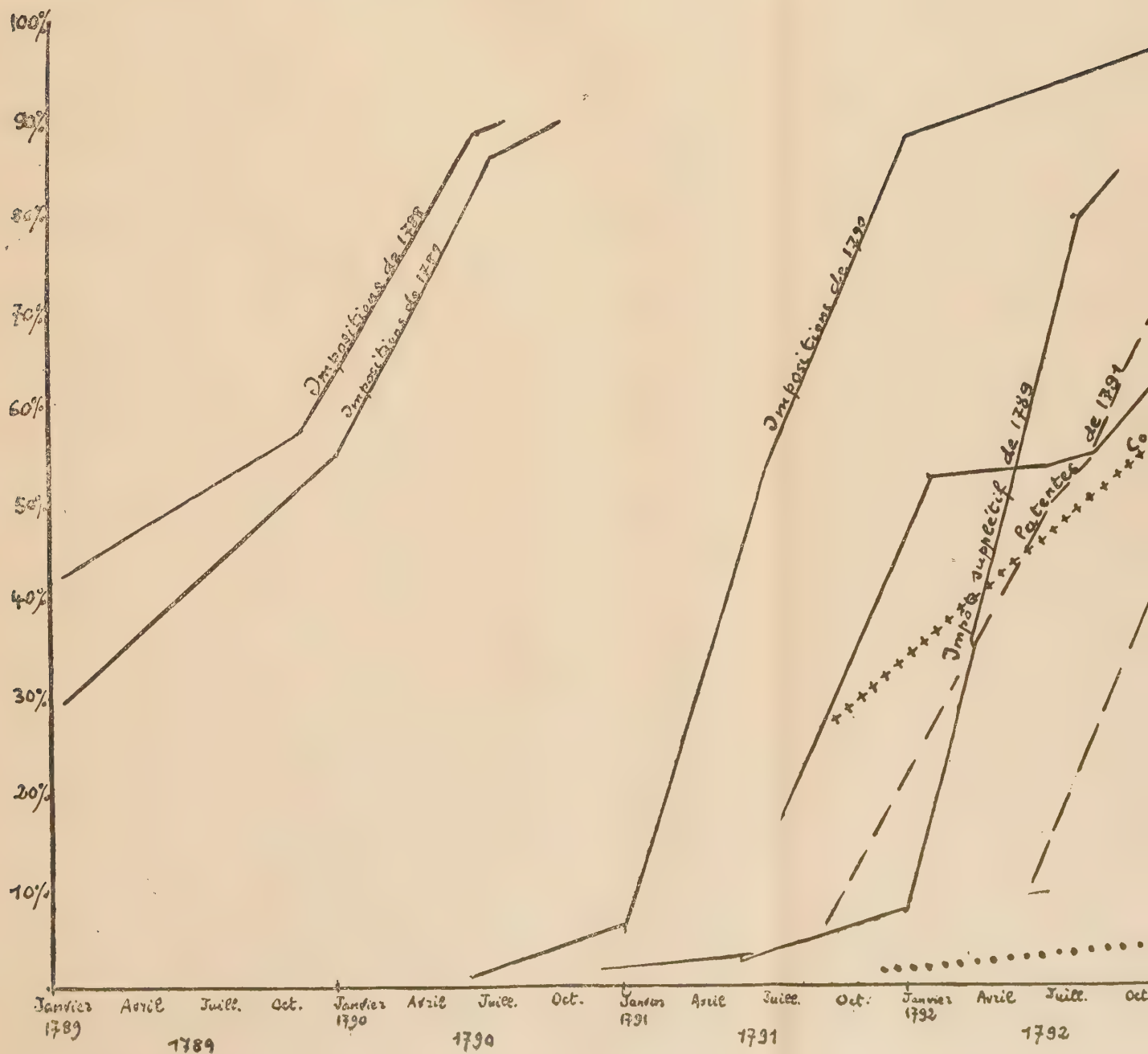
<i>Revenus au-dessus de la moyenne</i>	Localités	Revenus	Différences
Bonnevie	Thuret	328	diminue de 21 %
Des Rois	Orcival	318	diminue de 7 %
Chambrotty	Thuret	316	augmente de 7 %
Bogros	Perpezat	278	diminue de 22 %
Baradue	Murat	268	diminue de 22 %
Mallet	Murat	242	diminue de 16 %
Aubier (L.)	Perpezat	224	diminue de 13 %
Communal (J.)	Echandelis	215	diminue de 58 %
Maignet	Ambert	200	diminue de 105 %

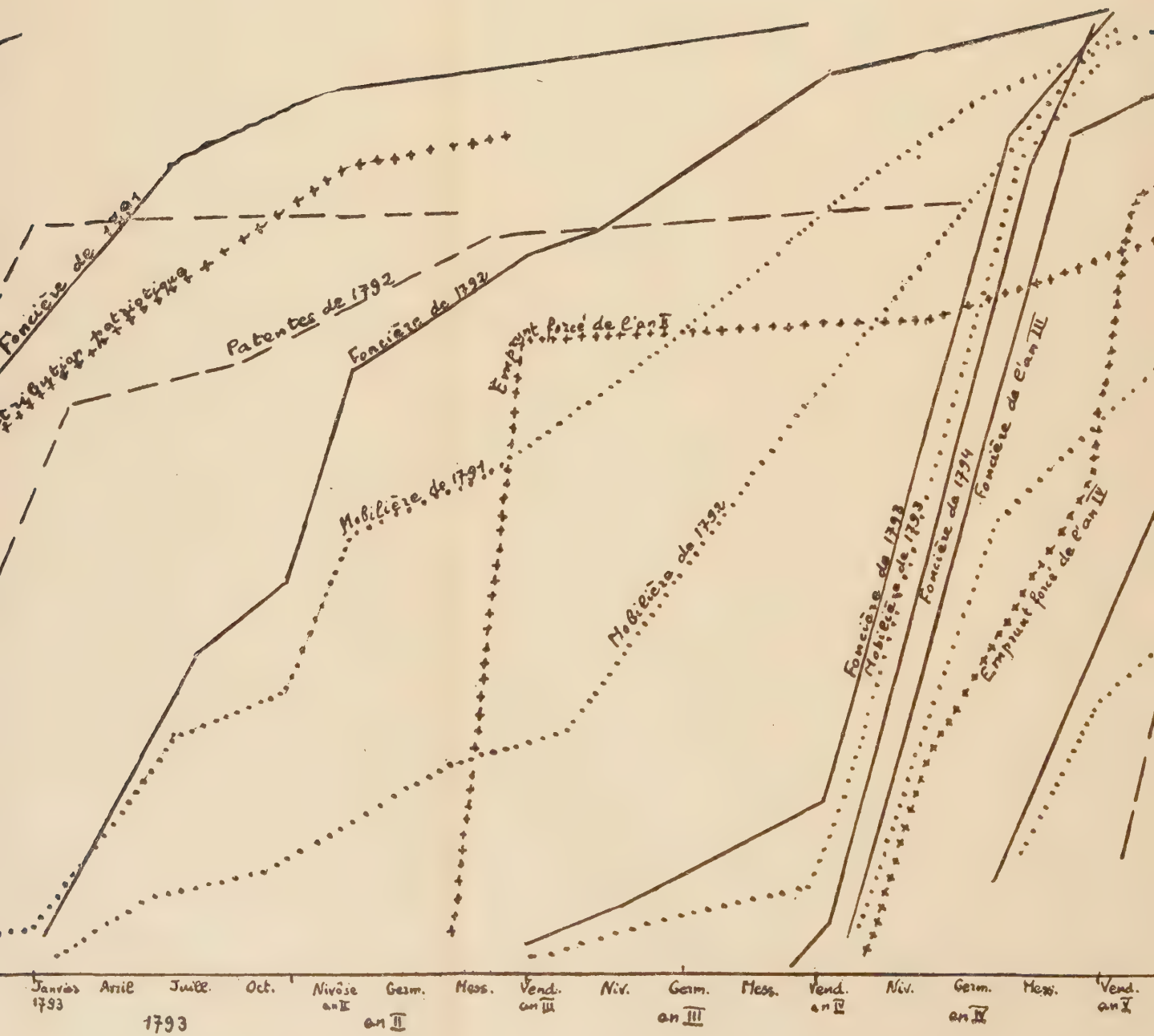
<i>Revenus moyens</i>	Localités	Revenus	Différences
Faydit	Perpezat	197	diminue de 34 %
Chaborie	Perpezat	196	diminue de 26 %
Communal (L.)	Echandelis	195	diminue de 76 %
Brugière	Murat	179	diminue de 46 %
Taillandier	Perpezat	123	augmente de 7 %
Audigier	Rochefort	109	augmente de 61 %

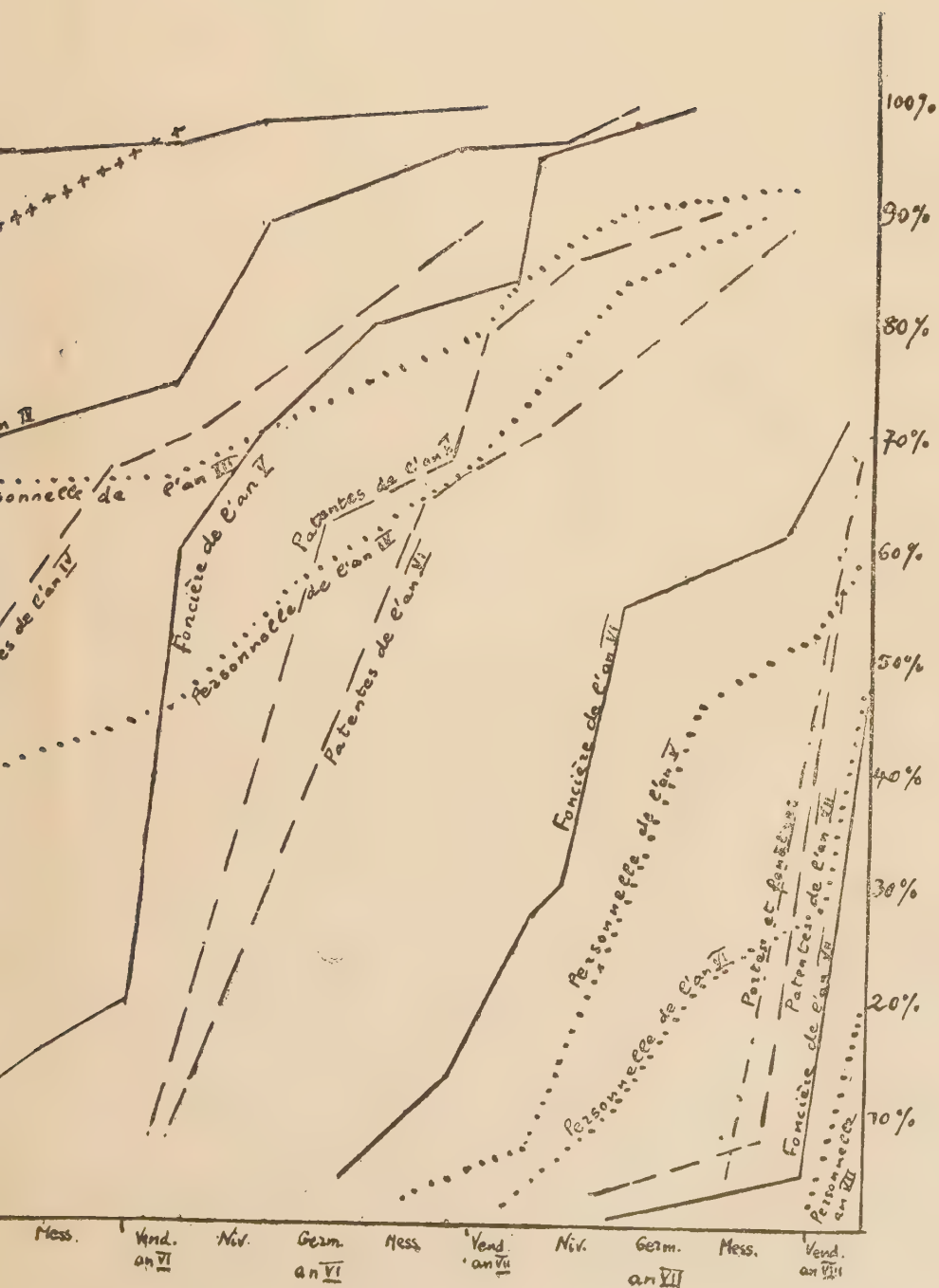
<i>Petits et très petits revenus</i>	Localités	Revenus	Différences
Mègemont	Rochefort	37	augmente de 28 %
Jarleyroux	Echandelis	37	diminue de 106 %
Chaput	Crevant	35	diminue de 220 %
Chardon	Rochefort	22	diminue de 97 %
Croizet	Crevant	18	diminue de 76 %
Planchat	Orcival	16	diminue de 48 %
Moranges	Rochefort	14	diminue de 97 %
Chosson	Rochefort	4	diminue de 347 %
Amblard	Orcival	4	diminue de 64 %

Appendice N°4
Graphique
du
recouvrement

— impôts d'ancien régime et
contribution foncière
..... mobilière et personnelle
— patentes
- - - - - portes et fenêtres
+++++ contributions extraordinaires
et emprunts forcés







INDEX ANALYTIQUE

ABONNEMENT (à la taille), 8, **28**, 33, 89.

ABONNEMENT (aux vingtièmes), 31, 32, 34, 41, 42.

ACCESSOIRES (de la taille), **8**, 13, 25, 33, 41, 52, 62.

ACOMPTES, 131, 248 à 253, 261, 365, 385, 397, 399, 401, 563.

ADJUDICATION DE LA PERCEPTION, 55, 154, 242, **243-248**, 308, 394, 395, 398, 427, 438, 520, 521, 522, 523, 557.

ADMINISTRATION CENTRALE DU PUY-DE-DÔME (an IV-an VII), 135, 338, 339, 341, 343, 345, 346, 349, 358, 359, 364, 366, 369, 385, 396, 399, 401, 408, 430, 433, 434, 444, 445, 447, 450, 454, 455, 459, 463, 469, 473, 477, 478, 482, 492, 493, 495, 502, 513, 522, 524, 528, 532, 533, 535, 542, 543, 544, 556.

AGENCE DES CONTRIBUTIONS DIRECTES, 423, 425, **430-442**, 478, 481, 498, 505, 513, 514, 520, 523, 528, 536, 558, 564.

AGENT GÉNÉRAL ET AGENTS PARTICULIERS DES CONTRIBUTIONS (an VI-an VIII), 433, 434, 435, 436, 437, 438 à 441, 454, 455, 457, 461, 463, 464, 465, 466, 469, 470, 472, 474, 482, 483, 490, 491, 492, 494, 495, 496, 497, 514, 515, 517, 520, 521, 523, 524, 525, 526, 529, 535, 537, 540, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 559.

AGIOTAGE, 83, 244, 260, 331, 353, 357, 389, 390, 396, 397, 398, 399, 400, 529, 530, 531, 558.

AIDES, XXIX, 49, 55, 92, 104, 552.

AMENDES, 414, 466, 495.

ARPENTAGE, 5, 6, 40, 48, 50, **109-113**, 116, 367, 455, 456, 457, 458, 459, 553.

ARTISANAT, XXXI, XXXIX, XLI, 11, 28, 30, 206, 258, 300, 510, 552, 563, 566.

ASSEMBLÉE PROVINCIALE D'Auvergne, **29-35**, 36, 37, 42, 47, 48, 54, 71.

ASSEMBLÉES D'ÉLECTION, 29, 30, 31, 33, 36, 37, 40, 41.

ASSEMBLÉES MUNICIPALES (de 1787-1789), 29, 30, 31, 37, 40, 43, 55.

ASSIETTE DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1791, 101, **105-139**, 144, **303-307**.

ASSIETTE DE LA CONTRIBUTION FONCIÈRE DE L'AN III, **355-366**.

ASSIETTE DE LA FONCIÈRE AN VI (révision de l'), **453-462**.

ASSIETTE DE LA MOBILIÈRE DE 1791, **140-148**, 163, **303-307**.

ASSIGNAT, 222, 244, 259, 260, 261, 269, 271, 273, 274, 276, 277, 283, 287, 291, 301, 307, 311, 312, 315, 330, 332, 333, 334, 351, 391, 392, 396, 401, 478, 531, 549, 562, 564, 565.

ASSIGNATS, valeur au cours, 333, 352, 353, 391, 399.

ASSIGNATS, valeur nominale, 301, 333, 346, 347, 348, 349, 353, 356, 381, 391, 392, 399, 407, 408, 411, 474, 565.

ASSIGNATS, valeur représentative de grains, 335, 353, 386, 392, 408.

AUBERGISTES (voir : *Cabaretiers*).
 BIENS COMMUNAUX, XXXIX, 259, 360, 457, 458.
 BIENS NATIONAUX, 57, 76, 86, 198, 334, 343, 350, 354, 360, 371, 378, 379, 380, 455, 456, 457, 463, 559, 563.
 BOUCHERS, 92.
 BOULANGERS, 176.
 BOURGEOISIE, XXXIX, XLI, XLIII, XLIV, 30, 44, 45, 47, 49, 54, 57, 79, 266, 278, 407, 410, 481, 556, 558, 559, 563, 566.
 BOUTIQUIERS (voir : *Commerçants*).
 BUREAUX INTERMÉDIAIRES (des élections), XXXVI, 12, 13, 14, 30, 31, 33, **36-43**, 52, 53, 61, 70, 71, 72, 73, 75, 82, 87.
 CABARETIERS, 92, 151, 162, 168, 169, 170, 173, 174, 175, 176, 180, 244, 257, 413, 471, 478, 485, 509, 555.
 CADASTRE, 33, 109, 270, 272, 290, 315, 317, 562.
 CAHIERS (des Etats Généraux), XXIX, **44-50**, 102, 153, 241, 512.
 CAPITATION, 3, 4, 13, 21, 22, 25, 28, 31, 33, 41, 49, 52, 62, 66, 75, 201.
 CENS ET RENTES, XXVIII, XXX, 64, 77, 560.
 CHEFS DE CONTRAINTES, 48, 68, 543.
 CHEMINÉES (Taxe sur les), 331, 407, 410, 475, 554.
 CHEVAUX (Taxes sur les), 102, 142, 175, 193, 201, 202, 203, 217, 218, 219, 331, 407, 424, 476, 481, 483, 484, 485, 487, 503, 555.
 CINQUIÈMES PROVISOIRES, 336, 393, 403.
 CITOYENS ACTIFS (Taxe des), 201, 203, 217, 218, 219.
 CLERGÉ, XXIX, XXX, XLIV, 7, 29, 41, 42, 44, 46, 60, 76, 77, 92, 145, 170, 202, 226, 257, 258, 262, 263, 332, 343, 374, 400, 426, 430, 486, 537, 562.

COLLECTEURS, 5, **10-12**, 24, 27, 30, 33, 40, 48, 83, 215, 241, 395, 458, 490, 553, 556, 557, 560.
 COLPORTEURS, XLI, XLII, 28, 170, 175, 413.
 COMMERÇANTS (voir : *Marchands*).
 COMMISSAIRES AUX ÉTATS DE SECTIONS ET AUX RÔLES FONCIERS, 113, 114, 120, **122-128**, 137, 271, 303, 304, 305, 306, 354, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 449, 454, 460, 496, 497, 498, 553.
 COMMISSAIRES DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF, 338, 339, 340, 341, 368, 371, 373, 374, 377, 382, 394, 399, 402, 413, 414, 416, 425, 451, 457.
 COMMISSAIRES POUR LA RÉDACTION DES RÔLES DES PORTES ET FENÊTRES, 513, 514, 515, 517.
 COMMISSAIRES POUR LES DÉLIMITATIONS DE COMMUNES, 106, 107, 108.
 COMMISSION INTERMÉDIAIRE (de l'Assemblée provinciale), XXXVIII, 3, 10, 12, 13, 14, 25, 27, **36-43**, 48, 52, 53, 54, 55, 61, 63, 64, 66, 70, 71, 73, 74, 77, 83, 85, 87, 89, 109, 186, 188, 265, 559.
 CONGRUAIRES, XXIX, 29, 77.
 CONSEIL GÉNÉRAL DU PUY-DE-DÔME, XXXIII, 56, **58-59**, 67, 75, 76, 77, 106, 115, 117, 118, 152, 188, 190, 195, 223, 225, 226, 227, 229, 230, 233, 249, 254.
 CONSEILS DE DISTRICT, 57, 59, 229, 230, 237, 239, 240, 241, 244, 260, 286.
 CONSEILS DES ANCIENS ET DES CINQ-CENTS, 335, 336, 393, 415, 423, 425, 427, 428, 429, 443, 461, 462, 473, 478, 500, 512.
 CONSTITUANTE (Assemblée), 51, 52, 53, 54, 55, 58, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 67, 69, 72, 76, 77, 78, 82, 83, 84, 93, 99, 101, 103, 106, 107, 109, 114, 122, 123, 130, 131, 140, 143, 153, 155, 159, 164, 173, 173, 183, 184, 188, 189, 190, 191, 192, 211, 221, 222, 236, 237, 241, 242, 243, 251, 256, 262, 265, 272, 290,

314, 338, 394, 407, 475, 512, 523, 551, 552, 555.

CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ, 191, 202.

CONSTITUTION DE 1791, 204, 205, 257.

CONSTITUTION DE L'AN III, 342, 404.

CONTRAINTES, 33, 37, 68, 69, 78, 84, 124, **130-135**, 242, 243, 250, 251, 252, 304, 309, 347, 365, 366, 386, 394, 401, 403, 438, 441, 472, 497, 524, 528, 532 à 536, 551, 553.

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES, 428, 501, **512-519**, 548, 552, 554, 554, 565.

CONTRIBUTION EN NATURE, 49, 100, 270, 273, 274, 275, 276, 284, **290-302**, 312, 330, 334, 335, **351-390**, 392, 400, 554, 565, 566.

CONTRIBUTION EXTRAORDINAIRE DE GUERRE (an VII), 541, 565.

CONTRIBUTIONS EXTRAORDINAIRES, 270, 275, 278, 283 à 286, 289, 551.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1791, 15, 99, 100, 102, **105-139**, **186-220**, 225, 311, 312, 403, 552, 556, 559, 567.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1792, **221-235**, 311, 312, 403, 559.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1793, 273, **314-324**.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1794, 277, **324-325**.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE L'AN III, 333, 351, **355-366**, 391, 393, 397, 402, 403, 545.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE L'AN IV, 334, 335, **366-368**, 402, 403, 545, 546.

CONTRIBUTION FONCIÈRE DE L'AN V, 336, **368-370**, 423, **443-462**, 545, 546.

CONTRIBUTION FONCIÈRE AN VI, 426, 546, 547.

CONTRIBUTION FONCIÈRE AN VII, 427, **462-467**, 518, 546.

CONTRIBUTION MOBILIÈRE DE 1791, 99, 101, 102, 103, **140-148**, 150, 185, **186-220**, 225, 311, 312, 408, 481, 486, 552, 556, 560.

CONTRIBUTION MOBILIÈRE DE 1792, **221-235**, 308, 311, 312, 486.

CONTRIBUTION MOBILIÈRE DE 1793, 274, 277, **314-324**, 331, 409, 486.

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE, 52, 54, 89, **265-266**, 283, 564.

CONTRIBUTION PERSONNELLE, MOBILIÈRE ET SOMPTUAIRE DE L'AN V, 424, 426, **473-500**, 508 à 511, 545, 546, 556, 560.

CONTRIBUTION PERSONNELLE, MOBILIÈRE ET SOMPTUAIRE DE L'AN VI, 501, 546, 547.

CONTRIBUTION PERSONNELLE, MOBILIÈRE ET SOMPTUAIRE DE L'AN VII, 427, 428, **500-511**, 518, 556, 560.

CONTRIBUTION PERSONNELLE ET SOMPTUAIRE DE L'AN III ET DE L'AN IV, 331, 335, **406-411**, 475, 477, 478, 545, 546, 555, 560.

CONTRÔLE (des vingtièmes), XLIII, **9**, 12, 37, 41, 42, 53, 61, 76, 77, 153, 154, 156, 157, 425, 434, 553, 557.

CONVENTION NATIONALE, 90, 95, 96, 142, 185, 192, 226, 235, 254, 258, 262, 269, 270, 272, 273, 279, 283, 286, 287, 290, 293, 314, 315, 321, 325, 329, 330, 331, 338, 394, 406, 413.

COQS DE VILLAGE, XXXIX, 5, **11**.

CORVÉE, **8-9**.

COTES D'HABITATION, 102, 140, 144, 194, 202, 203, 207, 216, 219, 220, 322, 475, 555, 556, 560.

COTES ET TAXES MOBILIÈRES, 102, 140, 144, 202, 203, 207, 219, 220, 322, 475, 476, 477, 481, 482, 484, 486, 487, 489, 493, 498, 499, 500, 501, 502, 507, 509, 510, 511, 555, 556.

COTES ET TAXES PERSONNELLES, 476, 477, 479, 482, 486, 489, 491,

- 493, 498, 499, 500, 501, 502, 507, 508, 509, 511, 560.
- COUTELIERS, xli, 176, 259, 471.
- CULTIVATEURS (voir : *Paysans*).
- DÉCHARGE (et dégrèvement), 68, 69, 88, 187, 192, 209, 223, 224, 226 à 230, 259, 261 à 265, 273, 312, 317, 318, 344, 358, 444, 445, 450, 462, 463, 464, 469, 471, 502, 508, 510, 543, 559, 560, 561.
- DÉCIMATEURS, xxix, 77.
- DÉCLARATION DES DROITS DE 1789, 62, 99, 130, 551.
- DÉCLARATIONS DES REVENUS, 136, 137, 141, 143, 147, 272, 274, 287, 352, 407.
- DÉLIMITATIONS DES COMMUNES, 106, 116, 195, 361, 456, 464, 553.
- DÎMES, xxviii, xxix, xxx, 49, 64, 86, 92, 198, 205, 257, 290, 448, 552, 560, 561.
- DIRECTOIRE EXÉCUTIF, xxxiii, 329, 332, 333, 334, 341, 348, 370, 387, 408, 415, 423, 424, 428, 429, 436, 443, 461, 477, 500, 520, 532, 543, 545, 552.
- DIRECTOIRE DU DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME (et procureur général syndic), 55, 56, 58, 66, 74, 76, 84, 85, 105, 111, **119-122**, 128, 131, 132, 133, 134, 150, 151, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 161, 164, 165, 177, 187, 189, 190, 191, 192, 194, 195, 197, 201, 203, 223, 224, 225, 229, 233, 234, 235, 236, 240, 244, 245, 249, 250, 252, 254, 259, 262, 265, 275, 280, 281, 282, 283, 286, 291, 296, 298, 301, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 315, 316, 317, 322, 325, 355, 356, 358, 362, 413, 558.
- DIRECTOIRES DES DISTRICTS, 55, 57, 68, 69, 85, 107, 110, 111, 112, 116, **119-122**, 126, 131, 134, 135, 139, 141, 144, 145, 151, 159, 160, 163, 172, 183, 184, 186, 187, 189, 199, 200, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 215, 216, 218, 224, 226, 227, 229, 232, 233, 234, 237, 243, 244, 245, 246, 247, 250, 252, 257, 259, 262, 264, 281, 284, 293, 294, 295, 297, 301, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 315, 317, 318, 319, 321, 322, 323, 324, 325, 355, 358, 360, 362, 364, 370, 371, 394, 558.
- DISETTES, 273, 278, 283, 299, 351, 358, 371, 538.
- DOMESTIQUES (taxes sur les), 102, 142, 193, 201, 202, 203, 217, 218, 219, 407, 424, 476, 481, 483, 485, 503, 555.
- DON GRATUIT, 28.
- DOUBLES EMPLOIS, 65, 73, 75, 77, 108, 136, 143, 150, 261, 455, 553.
- DROITS FÉODaux, xxx, xxxi, 92, 552, 560.
- DROITS SUR LES CUIRS, SAVONS, etc., 52, 93.
- ÉMEUTES, 80, 83, 92, 168, 169, 185, 257, 343.
- ÉMIGRATION (hors d'Auvergne), xxxviii, xxxix, 38, 371, 537.
- EMPRUNT FORCÉ DE L'AN II, 271, 274, 276, **286-289**, 350, 407, 565.
- EMPRUNT FORCÉ DE L'AN IV, 57, 333, 335, **344-347**, 303, 408, 565.
- EMPRUNT FORCÉ DE L'AN VII, 428, 429, **542**, 565.
- ESPÈCES (voir : *Numéraire*).
- ÉTATS DE SECTIONS, 105, 107, 108, 109, **113-139**, 204, 264, 448, 450, 455, 456, 458, 459, 461, 553, 554.
- ÉTATS GÉNÉRAUX, 29, 30, 36, 43, 47, 50, 51, 56.
- ÉTATS PROVINCIAUX, 37, 47, 50.
- EXPERTS GÉOMÈTRES, 110, 111, 112, 123, 128, 233, 361, 364, 436, 450, 457, 514, 553.
- FERMIERS, 25, 299.
- FERMIERS DES BIENS DES ÉMIGRÉS, 292, 298.
- FERMIERS DU DOMAINE, 292, 298.
- FEUILLANTS, 57.
- FLÉAUX, 33, 53, **86-88**, 189, 252, 258, 259, 299, 371, 372, 383, 464, 536, 563.

FONCTIONNAIRES, 145, 146, 479, 484, 486, 491, 501, 510.
 FORAINS, 6, 414.
 FRAUDES, 143, 355, 472, 528, 558.
 GABELLE, XXIX, 3, 4, 5, 49, 52, 55, 92, 93, 94, 205, 427.
 GARDE-MAGASINS, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 389, 390.
 GARNISAIRES, 68, 130, 257, 336, 365, 366, 367, 394, 397, 400, 404, 408, 466, 532, 533, 534, 545, 551, 554, 558.
 GIRONDINS, 57, 131, 185, 222, 269, 270, 271, 278, 283, 284, 291.
 GRAINS, XXXIII, XXXVI, XL, 13, 14, 87, 273, 280, 282, 290, 293, 294, 297, 298, 299, 301, 311, 318, 330, 346, 347, 352, 353, 354, 356, 357, 370, 372, 378, 381, 382, 383, 385, 388, 392, 402, 538, 539, 540, 549.
 GRANDE PEUR, 82, 562.
 GRENIERS D'ABONDANCE, 273, 291, 299.
 GUERRE, 222, 233, 536.
 IGNORANCE, XXX, 30, 41, 60, 63, 64, 66, 80, 118, 119, 120, 142, 167, 207, 342, 359, 395, 440, 441, 457, 491, 523, 531, 558.
 IMPÔT DE QUOTITÉ, 5, 9, 140, 149, 186, 219, 274, 321, 331, 406, 475, 476, 502, 510, 512, 518, 552, 555.
 IMPÔT DE REMPLACEMENT DE LA CORVÉE, 8-9, 25, 43, 45.
 IMPÔT DE RÉPARTITION, 5, 100, 186, 274, 315, 409, 424, 475, 476, 506, 555, 556.
 IMPÔT DE SUPPLÉMENT, 52, 54, 58, 62-69, 76, 88, 89.
 IMPÔTS INDIRECTS, 49, 50, 52, 92, 93, 425, 427, 428, 552.
 IMPÔT TERRITORIAL, 41, 49, 552.
 INDIGENTS (voir : *Pauvres*).
 INFLATION, 270, 329, 336, 391.
 INSPECTEUR DES CONTRIBUTIONS, 425, 435, 436-438, 441, 460, 497, 513, 515, 516, 523, 525, 533, 540, 563.
 INSURRECTION DE LA LOZÈRE, 279, 281, 284, 306.

JACOBINS (voir : *Montagnards*).
 JOURNALIERS, XXXIX, XLIV, 257, 299, 300, 329, 516.
 JOURNÉE DE TRAVAIL (prix de la), 102, 141, 173, 176, 219, 384, 406, 409, 427, 501, 502, 505, 506, 507, 562.
 JURYS D'ÉQUITÉ, 424, 425, 476, 481, 482, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 496, 497, 498, 500, 506, 507.
 LÉGISLATIVE (Assemblée), 59, 69, 95, 124, 131, 151, 153, 184, 204, 207, 221, 223, 224, 226, 237, 253, 256, 257, 258, 262.
 LEVÉES DE TROUPES, 273, 279, 281, 291, 294, 295, 298, 306, 307.
 LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE (Grand), 287.
 LOI MARTIALE, 55, 78, 92, 130.
 LOYERS D'HABITATION, 102, 104, 140, 142-144, 145, 150, 193, 202, 219, 220, 407, 412, 415, 427, 473, 474, 475, 501, 502, 506, 507, 509, 510, 512, 552, 554, 555.
 LUXE (taxable), 102, 481, 484, 485, 486, 491, 501, 554.
 MAGASINS POUR L'IMPÔT EN NATURE, 300, 375-384, 566.
 MANDAT TERRITORIAL, 334, 335, 391, 392, 393, 396, 411, 415, 417.
 MARCHANDS, XLI, XLII, 113, 165, 170, 173, 175, 176, 178, 179, 182, 270, 300, 351, 413, 476, 478, 479, 483, 484, 485, 486, 491, 518, 552.
 MARINIERS, 176.
 MATRICES DES RÔLES FONCIERS, 16, 101, 105, 113-139, 193, 234, 273, 303, 306, 324, 337, 351, 358, 360, 364, 365, 366, 373, 424, 445, 454, 455, 456, 458, 459, 460, 461, 463, 465, 466, 467, 553, 554, 569.
 MATRICE DES RÔLES MOBILIERS, 141, 143, 145, 146-148, 234, 303, 306, 322, 324, 407, 408, 476, 477, 491, 493, 494, 495.
 MAXIMUM, 271, 274, 281, 290, 293, 295, 329, 351, 352.
 MENDIANTS, XXXVII, XXXVIII, 285.
 MERCURIALES, 13, 14, 297, 333, 352, 353, 355, 357, 382, 389, 539.

MÉTAYERS, XXXVI, XXXIX, XLIV, 25, 493, 538.
 MEUNIER, 176, 180, 485, 509.
 MÉVENTE, 87, 429, 503, 538, 564.
 MISÈRE, XXX, XXXIV, XXXVII, 12, 34, 38, 53, 86, 93, 258, 259, 264, 285, 310, 329, 447, 471, 472, 560.
 MONTAGNARDS ET JACOBINS, 96, 269, 271, 272, 273, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 287, 291, 296, 313, 314, 315, 330, 343, 351, 406, 428, 429, 445, 542, 551, 558.
 MUNICIPALITÉS (1790-an III), 52, 54, 55, 56, **59-60**, 63, 67, 68, 69, 72, 73, 74, 78, 79, 80, 85, 103, 104, 106, 107, 108, 113 à 119, 122, 123, 125, 126, 127, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 160, 161, 162, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 174, 177, 178, 179, 180, 189, 194, 207, 208, 215, 222, 234, 235, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 253, 254, 256, 257, 263, 264, 273, 286, 287, 294, 295, 296, 297, 298, 300, 304, 305, 306, 307, 309, 310, 315, 355, 454, 555, 557, 558.
 MUNICIPALITÉS CANTONALES (an IV-an VIII), 338, 341, 342, 343, 344, 349, 353, 354, 358, 359, 361, 362, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 373, 380, 388, 395, 396, 408, 409, 412, 414, 415, 416, 425, 430, 431, 440, 441, 447, 448, 449, 450, 451, 454, 457, 458, 459, 462, 464, 465, 471, 472, 473, 474, 479, 481, 482, 483, 485, 486, 487, 491, 493, 495, 503, 513, 514, 515, 516, 520, 528.
 NÉGOCIANTS (voir : *Marchands*).
 NOBLESSE, XXVIII, XXIX, XLII, XLIV, 7, 29, 44, 46, 47, 64, 92, 426.
 NUMÉRAIRE, 259, 260, 278, 301, 332, 333, 335, 336, 346, 347, 349, 385, 387, 388, 391, 392, 393, 397, 399, 401, 405, 408, 417, 424, 426, 478, 502, 531, 537, 539, 540, 541, 548, 558, 562, 564.

ORDONNANCES DE COMPENSATION, 66.
 PAPETIERS, XL, XLI, XLII, 193, 471, 485, 499, 503, 542.
 PATENTES DE 1791 ET DE 1792, 99, 103, **149-185**, 255, 270, 272, 274, 307, 349, 417, 419, 552, 555, 560.
 PATENTES DE L'AN III ET DE L'AN IV, 331, **412-419**.
 PATENTE DE L'AN IV, 335.
 PATENTE DE L'AN V, 427, 468, 469, 470, 486, 487, 489, 548.
 PATENTE DE L'AN VI, **468-473**, 548.
 PATENTE DE L'AN VII, 427, **473-474**, 502, 505, 506, 518, 548.
 PATENTE SUPÉRIEURE, 151, 156, 174, 175.
 PAUVRES, XXXIX, 7, 23, 25, 26, 27, 40, 45, 89, 138, 208, 209, 215, 258, 259, 271, 283, 284, 285, 310, 469, 476, 485, 508, 509, 511, 516, 517, 544, 561, 562.
 PAYSANS, XXXI, XXXIV, XXXVII, XXXIX, XL, XLI, XLIV, 7, 8, 30, 38, 41, 45, 55, 60, 63, 79, 81, 86, 87, 100, 109, 113, 139, 144, 170, 176, 216, 218, 257, 262, 273, 287, 298, 300, 302, 311, 333, 351, 352, 354, 356, 370, 373, 387, 389, 404, 407, 410, 429, 451, 458, 471, 476, 478, 481, 484, 502, 506, 510, 516, 517, 526, 537, 538, 539, 541, 559, 562, 563, 566.
 PENSIONS (Contributions sur les), 202.
 PERCEPTEURS, **241-248**, 256, 260, 261, 292, 293, 294, 296, 297, 300, 301, 308, 325, 346, 354, 359, 391, **394-400**, 401, 425, 431, 432, 441, 442, 493, 497, **520-536**, 540, 557, 563.
 POÈLES, 407, 554.
 POIDS ET MESURES, 111, 355, 356, 380.
 POURSUITES, 10, 165, 170, 175, 177 à 180, 306, 308, 414, 415, 416, 417, 469, 470, 471, 472, 491, 492, 525, 526, 528, 543, 544, 545, 547,

PRÉPOSÉS AUX RECETTES, 395, 396, 399, 425, 431, 432, 435, 436, 437, 441, 442, 523, 524, 525, 527, 528, 530, 533, 534, 539, 547, 558.

PRÊTRES RÉFRACTAIRES (voir: *Clergé*).

PRIX, 13, 14, 87, 260, 287, 292, 293, 330, 332, 333, 352, 355, 356, 357, 372, 378, 381, 382, 388, 389, 401, 403, 426, 429, 450, 522, 537, 539, 540, 548.

PROCEUREURS SYNDICS PROVINCIAUX (1787-89), 3, 14, 30, 32, 37, 38, 39, 40, 41, 54, 71, 72, 87.

PROGRESSIVITÉ DE L'IMPOT, 102, 270, 271, 272, 274, 283, 331, 332, 333, 344, 347, 406, 424, 498, 499, 541, 542, 551, 561.

PROPORTIONNALITÉ DE L'IMPOT, 31, 45, 46, 48, 62, 71, 100, 104, 215, 332, 406, 415, 445, 453, 475, 499, 500, 511, 551, 553, 557, 561, 566.

RECEVEUR GÉNÉRAL DU DÉPARTEMENT, 239, 394, 396, 404, 425, 431, 436, 524, 527, 533, 537, 538.

RECEVEURS DES DISTRICTS, 123, 127, 128, 131, 133, 145, **236-241**, 242, 250, 254, 280, 282, 299, 309, 359, 557.

RECEVEURS ET DIRECTEUR DES DROITS D'ENREGISTREMENT, 151, 281, 412, 413, 414, 415, 416, 468, 469, 470, 471, 472.

RECEVEURS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS, 11, 12, 39, 48, 52, 53, 68, 75, 82, 83, 84, 130, 236, 237, 238, 239, 557.

RECouvreMENT DES IMPOTS D'ANCIEN RÉGIME, 11, 48, **82-91**, 248, 384, 565.

RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS DE 1791 ET DE 1792, 148, **236-266, 307-313**, 349, 402, 403.

RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS DE 1793, 283, 349.

RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS DE 1794, 349.

RECouvreMENT DES CINQUIÈMES PROVISOIRES DE L'AN V, 403, 404.

RECouvreMENT EN L'AN III ET EN L'AN IV, **384-387**, 402, 403, 411.

RECouvreMENT DE L'AN V, 468, 469, 470, 498.

RECouvreMENT EN L'AN VI ET EN L'AN VII, 470, 474, 505, **520-549**.

REGISTRES A SOUCHE (pour la patente), 150, 151, 165, 167, 171, 172, 173, 181, 288, 307.

RÉPARTITEURS, 336, 424, 425, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 465, 466, 553.

RÉPARTITION DES IMPOTS D'ANCIEN RÉGIME, **12-28**, 31, 33, 36, 39, 42, 58, **70-81**.

REVALORISATION MONÉTAIRE (AN V-AN VII), 462, 463, 501, 502, 540, 541, 564.

REVENUS FONCIERS, 13, **15-27**, 105, 200, 222, 232, 263, 265, 317, 319, 463.

REVENUS MOBILIERS, 208.

RICHEs, 11, 23, 24, 27, 40, 45, 63, 80, 138, 162, 180, 201, 209, 254, 266, 270, 271, 283, 284, 310, 333, 388, 466, 477, 499, 508, 511, 560, 561, 562, 564.

ROYALISTES, 329, 331, 336, 441, 532.

SAISIES, 10, 533, 534, 536, 558.

SALAIRES, 141, 406, 476, 501, 510, 541, 553, 554.

SIÈGE DE LYON, 279, 280, 281, 284, 292, 305, 306, 315, 316, 562.

SOCIÉTÉS POPULAIRES, 110, 251, 252, 285, 286, 308, 324.

SOMPTUAIRES (taxes), 102, 331, 406, 407, 410, 424, 427, 476, 477, 478, 481, 482, 483, 486, 487, 500, 503, 512, 555.

SPÉCULATION (voir: *Agiotage*).

SURCHARGE, **3-4**, 21, 22, 25, 27, 32, 33, 38, 45, 188, 193, 205, 208, 263, 264, 462, 478, 479, 483, 484, 485, 561.

SYSTÈMES MÉTRIQUE ET DÉCIMAL, 272, 531.

TAILLE, xxx, 3, 4, **5-8**, 13, 15, 21,
22, 23, 24, 27, 36, 39, 43, 52, 62,
75, 85, 560.

TARIF (de la taille), 5, 6, 12, 13,
14, 15, 38, 109, 553.

TAXE EXTRAORDINAIRE DE GUERRE
(an IV), 332, 333.

TERREUR, 266, 274, 307, 428, 551,
558, 564.

THERMIDORIENS, 57, 185, 277, 281,
282, 288, 302, 313, 314, 325, 329,
330, 332, 351, 354, 407, 412, 427,
475, 558.

TIERS ETAT, xxix, 9, 29, 30, 44,
45, 47, 48, 49, 51, 54, 93, 551.

TISSERANDS, xl, xli, 484, 485.

TRAITEMENTS (Contributions sur
les), 145, 146, 202, 217, 219, 321,
334, 381, 434, 435, 457, 491, 501,
510, 543.

TRÉSORIER PAYEUR GÉNÉRAL DU
DÉPARTEMENT, 237.

TRIBUNAUX, xlii, 149, 165, 177,
179, 218, 243, 245, 287, 396, 432,
524, 528, 535, 536, 558.

TROUBLES, 78, 80, 82, 139, 169,
224, 258, 282, 305, 342, 343, 350,
431, 537, 564.

VINGTIÈMES (des biens fonds),
xxx, **9-10**, 12, 16, 21, 22, 25,
37, 31, 32, 37, 42, 43, 49, 52, 53,
76, 77, 85, 89, 193, 445, 448,
463, 567.

VINGTIÈMES (d'industrie), **27-28**,
166, 176, 182, 183, 201, 216.

VINGTIÈMES (d'offices et de droits),
28, 201, 216, 560.

VISITEURS DES RÔLES, 108, 115,
116, 117, 118, 125, 128 à 130,
143, 144, 146, 147, 148, 149,
153-185, 235, 246, 247, 251,
253, 254, 255, 270, 303, 339, 354,
419, 437, 554, 557, 563.

VOITURES (taxes sur les), 102, 175,
193, 201, 407, 424, 484, 484, 554.

INDEX ONOMASTIQUE

ADMIRAT (Pierre), de Besse, 57.

ALBARÈDE (Jean-Baptiste), visiteur des rôles de Clermont, 109, 116, 157, 158, 167, 171, 173, 176, 183, 246, 339.

ALBARÈDE (Jacques-François), visiteur des rôles d'Issoire, 9, 107, 108, 112, 115, 118, 119, 125, 129, 143, 144, 146, 154, 155, 156, 158, 160, 162, 167, 169, 172, 174, 175, 184, 247.

ALLARDE (D'), 103, 104, 160.

ALTAROCHE, procureur syndic d'Issoire, 68, 281, 283.

AMELOT, administrateur de la Caisse de l'extraordinaire, 258, 265.

ANSON, Constituant, 52, 84.

ARTAUD DE BLANVAL, représentant, 25, 286, 499, 542, 572, 573.

BABEUF, 334.

BAGET, commissaire du Directoire à Vodable, 457, 493, 497.

BAILLEUL, représentant, 501.

BALLAINVILLIERS, intendant d'Auvergne, XL, XLI, 4, 7, 33.

BANCAL DES ISSARTS, XLIV, 288.

BARANTE (Brugière DE), 542.

BARÈRE, 271.

BARRAS, 424, 426, 427, 428, 436.

BARRE, membre du Conseil général de Clermont, 278, 280, 282, 296.

BASIRE, 238.

BAUDET-LAFARGE, membre de l'administration centrale du département, 432, 447, 472.

BAUDET-LAROCHE, membre du directoire départemental, 282, 339, 459.

BAUDUSSON, commissaire du Directoire à Pont-du-Château, 497, 536.

BEAULIEU, ministre des contributions, 37, 120, 165, 262.

BEAUNE (vicomte DE), XXIX, XXXII, 4, 25, 29, 30, 31, 38, 41, 54.

BEFFROY, Conventionnel, 96, 333.

BÉNARD-LAGRAVE, représentant, 333.

BÉNEZECH, ministre de l'intérieur, 381, 387, 388.

BERGIER, représentant, 6, 47, 64, 65, 72.

BERNARD, procureur-syndic de Clermont, 44, 57, 122, 125, 161, 169, 171, 175, 177, 178, 189, 238, 281.

BESSE, de Billom, membre du directoire départemental, 226, 227, 262, 278, 279, 339, 436, 447.

BIAUZAT (Gaultier DE), XXIX, XLIV, 4, 7, 21, 44, 89, 93, 142, 187, 188, 190, 282, 339, 340.

BIOU, trésorier-payeur général du département du Puy-de-Dôme, 237.

BLATIN, de Clermont, 374.

BLONDEL, intendant des finances, 37, 38, 41, 43.

BODIMENT, commissaire du Directoire à Saint-Rémy, 458.

BOISSONNET, commissaire du Directoire à Billom, 530.

BONAL (DE), évêque de Clermont, XXIX, 44.

- BONAPARTE, 336, 426, 427, 505.
 BONARME, de Clermont, 374.
 BONDET, commissaire du Directoire à Maringues, 511.
 BONNET, membre du Directoire départemental, 280.
 BOUCHERON, receveur d'Ambert, 53, 68, 236, 237, 238, 241, 280, 431.
 BOUILLON (duc DE), XXVIII, 7.
 BOUTAREL, commissaire du Directoire et agent général des contributions, 280, 316, 318, **334-340**, 341, 342, 363, 364, 365, 367, 368, 369, 373, 374, 381, 382, 383, 390, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 408, 416, 430, 432, **433-435**, 436, 437, 438, 439, 440, 444, 447, 450, 456, 457, 458, 460, 463, 465, 468, 469, 471, 472, 473, 474, 479, 482, 483, 484, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 513, 514, 515, 517, 520, 521, 524, 525, 528, 529, 530, 531, 532, 541, 543, 544, 545, 546, 547.
 BOUTIER, inspecteur général des rôles, 107, 119, 120, 130, 144, 147, **154**, 155, 156, 157, 158, 159, 161, 163, 165, 166, 167, 170, 171, 172, 174, 175, 179, 181, 184.
 BRANCHE, représentant, 54.
 BRAVARD, d'Arlanc, membre du directoire départemental, 225, 226, 494, 495, 527, 532.
 BRESCHET, membre du Conseil général de Clermont, 278.
 BRET, représentant, 224.
 BRIENNE (Loménie DE), 29, 31, 36, 37.
 BRUGIÈRE, procureur de Thiers, 88, 152, 200, 245, 259, 281, 297.
 BURIN, du directoire du district de Besse, 233.
 BURIN DES ROZIERES, de Latour, 238, 542.
 BUSCHE, procureur de Clermont, 177.
 CALONNE, XXXIV, 11.
 CAMBON, 222, 241, 258, 270, 271, 272, 274, 275, 276, 277, 286, 315.
 CAMPAGNE, inspecteur des vingtièmes, visiteur des rôles, 9, 42, 43, 53, 76, 77, 117, 125, 130, 143, 147, 148, 155, 156, 160, 162, 163, 166, 167, 168, 170, 171, 173, 174, 175, 177, 178, 180, 182, 183, 184, 247.
 CAMUS, 83, 102, 555.
 CAZALÈS, 84.
 CHABOT, 270.
 CHABROL (comte DE), XXXVII.
 CHANDEZON, de Besse, 56, 57, 58, 67, 69, 187, 227, 229, 239, 262, 278, 340, 359, 542.
 CHAPSAL (général), 239, 343, 430.
 CHARREL, Conventionnel, 436.
 CHARRIER (Insurrection de la Lozère), 279.
 CHARVILHAT, commissaire du Directoire à Riom, 491, 496.
 CHASSAING, receveur du district de Clermont, 238.
 CHATEAUNEUF-RANDON, 279, 280.
 CHAUTY, procureur général syndic du Puy-de-Dôme, 67, 183, 278, 279, 303, 304, 305, 306, 315.
 CHAZAL, Conventionnel, 282.
 CHAZERAT, intendant d'Auvergne, XXXIV, XXXVII, XXXIX, 7, 9, 11, 12, 13, 38, 53, 156, 286.
 CHOLLET, substitut du procureur général syndic, 56, 57, 67, 165, 179, 227, 252, 281, 339, 447, 477, 513.
 CHRISTOPHLE, de Sauxillanges, membre du directoire départemental, 56, 57, 67, 187, 226, 227, 229.
 CISTERNES, membre du directoire du district d'Ambert, 278.
 CLAVIÈRE, 84, 95, 110, 115, 116, 118, 120, 126, 133, 134, 147, 166, 176, 182, 185, 222, 223, 224, 227, 230, 231, 234, 235, 241, 252, 262, 269, 270, 271, 272.
 COL, représentant, 224.
 COLLOT D'HERBOIS, 280.
 CONCHON, de Volvic, membre du directoire départemental, 227, 450, 479, 484, 541.

- COSTES, membre du directoire départemental, 281, 316.
- COUGOUL, procureur syndic de Besse, 57.
- COURGOUL, commissaire du Directoire à Murols, 527, 530, 531, 532.
- COUTHON, XLIV, 6, 40, 57, 59, 64, 65, 72, 95, 96, 155, 195, 237, 241, 276, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 291, 292, 293, 295, 296, 305, 315, 565.
- CUEL, président de l'Assemblée départementale et représentant, 8, 56, 58, 87, 95, 188, 195, 224.
- DANIEL, procureur de Riom, 298.
- DANTON, 271, 283.
- DARROT-FREYDEFONT, receveur du district de Thiers, 240, 254, 432.
- DAUCHY, Constituant, 109, 332.
- DÉDELAY, Constituant, 100.
- DEFERMON, Constituant, 102, 423.
- DELACROIX, Conventionnel, 273.
- DELAPCHIER, membre du directoire du district de Thiers, 281.
- DELAY D'AGIER, représentant, 173.
- DESAIGNES, directeur de la régie de l'enregistrement, 281, 292, 413.
- DESRIBES, d'Issoire, 57, 145, 281, 339, 388, 444, 447, 459, 482, 488.
- DESSORTIAUX, commissaire du Directoire à Bourg-Lastic, 281, 531.
- DESTOURNELLES, ministre des contributions, 115, 234, 235, 273, 274, 305, 306, 309, 315, 316, 322.
- DIJON DE SAINT-MAYARD, membre du Conseil général de Clermont, XLIV, 278, 280.
- DORLHAC, commissaire du Directoire à Saint-Germain-Lembron, 341, 363.
- DOULCET, représentant, 332.
- DUBIEN, commissaire du Directoire à Ambert (extérieur), 361, 366, 373, 409, 465.
- DUBOIS-CRAUCÉ, 100.
- DU BUAT, Constituant, 102.
- DULIN, commissaire du Directoire à Aigueperse, 404, 516.
- DULIN, de Combronde, 5, 6, 7, 11, 38.
- DUPONT, Constituant, 206, 207, 222, 269.
- DUPONT (Jacob), représentant, 93.
- DUPUIS, Conventionnel, 351.
- DUPUY, de la Grandrive, papetier, XLI, 542.
- DURIF, procureur syndic de Billom, 299.
- DURIN, commissaire du Directoire à Combronde, 340, 342, 363, 367, 368, 369, 441, 466.
- DURIN, commissaire du Directoire à St-Amant-Roche-Savine, 537.
- EFFIAT (d'), XXVIII.
- ENGELVIN, membre du directoire départemental, 279, 280.
- ESCHASSÉRIAUX, 332.
- ESPAIGNON, procureur général d'Issoire, 160, 167, 180, 278, 281.
- ESTAING (d'), seigneur de Bavel, XXVIII.
- FAIPOULT, ministre des finances, 332, 383, 394.
- FARRADESCHE GROMOUX, substitut du commissaire du Directoire exécutif, près le tribunal criminel du département, 528, 529, 536.
- FAUCHER, membre du directoire départemental, 279.
- FAUCHIER, procureur syndic d'Ambert, 179.
- FAURE, commissaire du Directoire à Thiers (extérieur), 457.
- FAVIER, de Saint-Gervais, membre du directoire départemental, 199, 227, 278, 279, 280, 285.
- FEUILLANT, commissaire du Directoire, à Brassac, 466.
- FINEL, membre du directoire du district de Besse, 233.
- FLEURY, commissaire du Directoire à Gerzat, 537.
- FOUCHÉ, 280.
- FOURNET, commissaire du Directoire, à Tours, 398.
- FOURNIER, commissaire du Directoire à Issoire (extérieur), 363.

- FOURNIER, commissaire du Directoire à Menat, 414.
- FRAISSE, commissaire du Directoire à Beaumont, 416.
- FRANÇOIS DE NANTES, représentant, 257.
- FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU, 257, 390, 426.
- FRESSANGES (de Riom), membre du directoire départemental, 227.
- GARNIER DE SAINTES, représentant, 332.
- GAUBERT, commissaire du Directoire à Riom, 441, 466, 491, 505.
- GAUBERT, représentant, 95, 224.
- GAUDIN, ministre des finances, 474.
- GERLE, commissaire du Directoire à Mauzun, 535.
- GIBERGUES (Pierre), représentant, 95, 195.
- GIBERT DESMOLIÈRES, représentant, 423.
- GIROT-POUZOL, Conventionnel, 80, 229.
- GODIVEL, procureur général de Besse, 239.
- GONDRE, commissaire du Directoire à Courpière, 342, 399, 414, 459, 493, 526.
- GONIN-FAURE, membre du directoire du district de Thiers, 301.
- GOUTAY (de Joze, membre du directoire départemental, 135, 233, 234, 279.
- GOUTTES, abbé (Constituant), 83.
- GRANGEON, procureur syndie de Thiers, 57, 118, 125, 159, 163, 179, 184, 204, 264, 340, 369, 383, 439, 441, 447, 511.
- GRÉGOIRE (abbé), 252.
- GRENIER, commissaire du Directoire à Lamontgie, 440.
- GRENIER, procureur syndie de Riom, 58.
- GRIMARDIAS, commissaire du Directoire à Montaigut, 471.
- GUYTON-MORVEAU, 69, 238, 256, 258.
- HÉRAUD, du Crest, géomètre, 215, 259, 286.
- HUGUET, député, 432, 512, 515.
- JAETZ, commissaire du Directoire à La Roche-Blanche, 341, 377, 398, 441, 530.
- JAVOGUES, 281.
- JOHANNEL, commissaire du Directoire à Herment, 440, 457.
- JOLLIVET, représentant, 222.
- JOURDAN (Général), 428.
- JOURDE, visiteur des rôles, 9, 130, 155, 161, 183, 185,
- JOUSTE, commissaire du Directoire à Egliseneuve, 496.
- JOUVET, commissaire du Directoire à Mirefleurs, 457.
- LABERGERIE, représentant, 207.
- LA FAYETTE, XXIX, 5, 29, 30, **32**, 33, 34, 35, 37, 44, 46, 54, 93.
- LAFORIE, membre du directoire départemental, 280, 285, 286, 317.
- LA GRANDVILLE, intendant d'Auvergne, XXX, 4.
- LAMBERT, contrôleur général, 33, 39, 41, 42, 63, 68, 71, 73, 74, 81, 84, 86, 88, 187.
- LAMETH (Charles DE), 84.
- LAMI, de Monton, membre du directoire départemental, 227, 282.
- LAMOIGNON, chancelier, 36.
- LA MOUSSE (abbé DE), membre de la Commission Intermédiaire, 54, 70.
- LANDRY, receveur général des exercices 1788 et 1790, 236, 238.
- LONGEAC (comte DE), sénéchal de Riom, XXIX.
- LAQUEUILLE (comte de), XXIX, 30.
- LARBAUD, membre du Conseil général de la commune de Clermont, 282.
- LA RÉVELLIÈRE, 424.
- MONTMORIN (Gaspard DE), XXVIII.
- LA ROCHEFOUCAULD (duc DE), 8, 80, 81, 100, 101, 103, 104, 109, 193, 221, 555.
- LASTIC (comte DE), lieutenant général, 30, 54, 218.
- LAUMOND, membre de la Commission des revenus nationaux, 324.
- LAUZUN, XXVIII.

- LAVAL, commissaire du Directoire à Besse, 416, 452, 511.
- LAVENUE, Constituant, 102.
- L'AVERDY, contrôleur général, 6, 27.
- LEBRUN, représentant, 94, 100.
- LECOINTRE, 237.
- LEFÈVRE D'ORMESSON, contrôleur général, 156.
- LEGRAND, représentant, 512.
- LESSART (DE), 53, 74, 75, 77, 85, 94.
- LE TOURNEUR, 389.
- LETOURNEUX, ministre de l'intérieur, 440.
- LEYRAGUE, commissaire du Directoire à Mauzun, 529.
- LIMET, membre du directoire départemental, 280, 316.
- LINET (Robert), 335, 428, 429, 464, 503, 542, 545, 563.
- LOUIS XVI, 51, 95, 131, 183, 250, 269, 553.
- LUSSIGNY, visiteur des rôles, 9, 107, 108, 130, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 169, 171, 174, 175, 179, 181, 183, 251, 542.
- MABRU, commissaire à l'intendance de Clermont, 5, 11.
- MADIEU, procureur syndic de Thiers, 230.
- MAGNIN, maire de Sauxillanges, 537.
- MAIGNET, 25, 49, 56, 57, 67, 95, 196, 197, 198, 224, 225, 226, 278, 279, 280, 281, 283, 284, 285, 286, 292, 295, 296, 315, 318, 499, 503, 559, 572, 574.
- MAIGNET CELEYRON, membre du directoire d'Ambert, 238.
- MAIGNOL, receveur du district de Clermont, puis receveur général, 239, 254, 396, 431, 432, 441, 527, 533, 538.
- MALOUET, 44.
- MARIN, commissaire du Directoire à Randan, 536.
- MARNAT, commissaire du Directoire à Ennezat, 497.
- MASCON, député, 54.
- MAUBET, visiteur des rôles, 107, 108, 130, 155, 158, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 179, 181, 183, 184, 185.
- MAULHIOT, membre du directoire du district de Clermont, 281, 286, 319.
- MAURY (abbé), 85.
- MAYMAT (Gilbert), de Pionsat, membre du Directoire départemental, 56, 240, 340, 438, 441, 492, 527, 530, 534, 538.
- MAYMAT, membre du Directoire du district de Montaigut, 57, 125.
- MÉJANSAC, inspecteur des contributions, **436-438**, 439, 441, 460, 492, 494, 497, 515, 517, 525, 528, 533, 534, 537, 538, 539, 540, 544, 563.
- MERCIER, commissaire du Directoire à Vodable, 493, 494, 526, 537.
- MERCŒUR (les), xxviii.
- MERLIN DE DOUAI, 426.
- MESSEIX, receveur à Riom, 53, 431.
- MEYRAND, membre du directoire du district d'Issoire, 281, 283.
- MILANGES, maire de Riom, 113, 245.
- MIRABEAU, 55, 82.
- MOLIN, membre du directoire départemental, 278, 279.
- MOLLES, du district de Clermont, 57.
- MONESTIER (Jean-Baptiste), Conventionnel, 44, 56, 60, 84, 95, 220, 282, 283, 284, 295, 303, 340, 347, 466, 483, 537, 559.
- MONESTIER (Michel), procureur général syndic, xxxiii, 25, 44, 56, 57, 58, 59, 68, 74, 75, 77, 85, 107, 110, 113, 115, 119, 120, 121, 122, 125, 126, 130, 131, 148, 151, 159, 160, 161, 162, 165, 168, 176, 177-187, 189, 195, 203, 204, 205, 227, 245, 249, 250, 252, 260, 278, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 295, 303, 305, 310, 340, 346, 542.
- MONTALANT, préposé à la recette de Clermont, 441.

MONTÉLÉON, membre du directoire de Clermont, 239.

MONTYON, intendant d'Auvergne, XXXIV, XXXV, XXXIX, XLIII, 7, 8,

MORIN, receveur du district de Besse, 239, 279, 282, 542.

MORNAC, membre du directoire du district de Clermont, 281, 287.

MOULIN (Michel), de Latour, membre du Directoire du département, 57.

MOULIN (Jean), représentant, fils du précédent, 95, 195, 224.

MUSSET, Conventionnel, 58, 239, 282, 296, 339.

NECKER, 3, 22, 36, 37, 39, 41, 42, 43, 53, 70, 74, 82, 83, 87, 109.

NICOLAS, membre du directoire départemental, 282, 456.

NOYER-DUBOYTT, membre du directoire départemental, 278, 279, 280, 281, 283, 315, 316.

PAILLARD, directeur de l'enregistrement, 468.

PALLAS, commissaire du Directoire à Olliergues, 404, 414, 527.

PÉRIER, évêque constitutionnel du Puy-de-Dôme, 56, 229.

PERRERET, membre de la Commission Intermédiaire, 54.

PERRIN, commissaire du Directoire à Cournon, 526.

PETITJEAN, Conventionnel, 95, 283.

PETIT-LAVIGNIER, propriétaire au Crest, 215, 219, 286.

PEYRONET, de Rochefort, membre du directoire départemental, 57, 227, 450.

POULTIER, Conventionnel, 237.

POURRAT, commissaire du Directoire à Ambert, XLI, 286, 441, 499, 503, 542.

PRÉVOST, de Clermont, 56, 227.

PRÉVOST (Henry), représentant, 542.

PRIEUR, receveur d'Issoire, 431, 441.

PROUST, receveur d'Issoire, 53, 68, 84, 145, 238.

PURAY (DE Champeix), membre du

directoire départemental, puis commissaire du Directoire exécutif à Champeix, 137, 227, 361, 441, 521.

PYRENT, percepteur de Clermont, 298, 542.

RADET, commissaire du Directoire à Thiers, 341.

RAMEL, ministre des finances, 102, 271, 274, 287, 321, 333, 334, 341, 345, 346, 350, 365, 367, 370, 385, 388, 393, 395, 401, 403, 404, 408, 415, 424, 425, 426, 427, 433, 434, 436, 438, 445, 460, 462, 463, 465, 468, 469, 476, 478, 495, 515, 521, 528, 532, 536, 539, 543, 544, 545, 546, 547.

REBOUL (seigneur de Villars), 28, 30, 32, 54, 80.

REUBELL, 330, 332, 424, 427, 428, 437.

RIBEROLLES (Barthélemy), de Thiers, 56, 57, 95, 144, 542.

RIBEROLLES (Gilbert), député, XLI, 95.

RIGODON, procureur syndic d'Ambert, 237, 263, 278, 280, 281, 340, 371, 395, 416, 441, 523, 541.

ROBESPIERRE, 53, 55, 78, 92, 271, 272, 275, 276, 285, 286.

RÖDERER, 142, 260.

ROMME, 222, 278, 280, 281, 283.

ROSSIGNOL, intendant d'Auvergne, 5.

ROUHER, d'Artonne, 506, 508.

ROULLION, commissaire du Directoire, 280, 435, 465, 466, 470, 474, 505, 515, 524, 528, 536, 545, 548.

ROUX-FAZILLAC, Conventionnel, 282.

ROVERE, 237.

RUDEL, Conventionnel, 95, 96, 400, 404, 432, 542.

SABLON, maire de Clermont, 286, 374.

SAINT-JUST, 269, 270, 275, 276.

SAULNIER (François), receveur du district d'Issoire, 239, 241.

SAULZET, membre du directoire départemental, 280.

- SAUVAT, visiteur des rôles, 9, 155, 156, 157, 168.
- SIMONNEL, membre du directoire de Clermont, 239.
- SOUBRANY, 59, 113, 152, 224, 278, 283.
- TAILHAND, de Riom, 113, 281.
- TALLEYRAND, 426.
- TALLIEN, 275.
- TARBÉ, ministre des contributions, 37, 60, 68, 75, 85, 88, 85, 113, 119, 120, 124, 131, 140, 146, 151, 154, 155, 194, 195, 203, 204, 207, 223, 236, 248, 250, 563.
- TÉALLIER, avocat, d'Olliergues, représentant, 54, 56, 57, 95, 195.
- TEILHOT, receveur du district de Riom, 239, 241.
- TERRAY (abbé), xxxiv, xxxix, 7, 94.
- TEYRAS-OSMOND, receveur du district de Billom, 239.
- THÉVENIN, procureur syndic de Montaigut, 189.
- THÉVENIN, représentant, 95, 224.
- THIBAUT, Conventionnel, 331.
- THOURET, 55.
- TIOUlier, avocat de Clermont, membre du directoire du district, 4, 239, 239, 339, 430, 447.
- TRIOZON-SAULNIER, membre du directoire d'Issoire, 239, 459.
- TRONCHON, représentant, 222.
- TRUDAINÉ, intendant d'Auvergne, 4, 5, 7.
- TURGOT, 7.
- VASSAL, receveur général des exercices 1788 et 1790, 236.
- VAUBAN, 28.
- VAZEILLE, commissaire du Directoire à Artonne, 241, 439, 440, 441, 516, 528, 534, 538.
- VAZEILLE, commissaire du Directoire à Aigueperse, 511.
- VERGENNES, 9.
- VERGNIOL (Joseph), receveur du district de Montaigut, 240.
- VERNIER, Conventionnel, 101, 109, 140, 142, 192, 270, 330, 333.
- VIALLEVIELLE, du Crest, notaire, 215, 219, 279, 286, 508, 542.
- VIDAL, membre du directoire du district de Thiers, 301.
- VILLEDIEU, commissaire du Directoire à Pontaumur, 465, 472.
- VIMAL-FLOUVAT, membre du directoire départemental, 279, 282, 286.
- VIMAL-LAJARRIGE, membre de l'administration centrale du département, 278, 281, 339, 346, 359, 408, 413, 432, 447, 499, 510.
- VIRY (DE), receveur, 82, 84, 87, 89.
- WELEAT, receveur, 53, 84, 90, 131, 237, 238, 240, 250, 251.

INDEX TOPONYMIQUE (1)

- AIGUEPERSE (Riom-Aigueperse), 22, 89, 211, 216, 312, 364, 379, 380, 384, 386, 387, 389, 404, 447, 473, 485, 509, 510, 516, 521, 568, 570.
- AIX - LA - FAYETTE (Ambert - Saint-Germain-l'Herm), 23, 395.
- ALLAGNAT (Clermont-Olby), 26, 251, 506, 509, 510.
- ALLIER (département), 53, 192.
- ALLIER (rivière), xxviii, xxxi, xxxii, xxxv, xxxvii, 162, 175, 189, 211, 216, 230, 321, 377, 464, 485, 537,
- AMBERT (district d'), 68, 88, 90, 115, 135, 141, 151, 152, 160, 181, 196, 198, 199, 200, 201, 215, 225, 227, 228, 230, 252, 258, 261, 266, 278, 279, 281, 289, 311, 318, 319, 323, 343, 356, 358, 360, 361, 376, 402.
- AMBERT, xxviii, xxxii, xl, xli, 4, 9, 28, 45, 46, 48, 49, 53, 67, 68, 83, 130, 182, 190, 209, 212, 232, 243, 244, 246, 260, 265, 283, 286, 288, 293, 312, 315, 367, 373, 376, 386, 399, 414, 417, 419, 431, 441, 445, 447, 456, 461, 465, 467, 470, 471, 472, 473, 486, 499, 500, 503, 515, 516, 517, 522, 523, 547, 548, 561, 572, 573, 574.
- ANTOINGT (Issoire - Vodable), 79, 505, 506.
- ANZAT-LE-LUGUET (Issoire-Ardes), 80, 81, 112.
- APCHAT (Issoire-Ardes), 108, 119, 138, 213.
- ARCONSAT (Thiers-Saint-Rémy), 79, 361, 451, 499, 506, 507.
- ARDES (Issoire-Ardes), xxxviii, xl, 21, 66, 67, 89, 119, 162, 397, 399, 445, 447, 452, 505, 568.
- ARLANC (Ambert-Arlanc), 22, 23, 67, 174, 197, 212, 246, 380, 384, 386, 390, 430, 451, 456, 459, 465, 483, 490, 494, 503, 522, 527, 532, 539, 568.
- ARS (Montaigut-Montaigut), 80.
- ARTONNE (Riom-Artonne), 73, 216, 364, 367, 439, 440, 441, 451, 455, 456, 486, 488, 494, 499, 503, 505, 506, 507, 508, 516, 517, 523, 528, 534, 538, 568.
- AUBIAT (Riom-Artonne), 451, 452, 499, 506.
- AUBIÈRE (Clermont-Aubière), xxx, xxxvii, 21, 66, 117, 127, 144, 145, 148, 181, 182, 232, 255, 259, 364, 373, 387, 410, 411, 419, 447, 482, 568.
- AUBUSSON (Thiers-Vollore), 26, 361.
- AUGEROLLES (Thiers - Augerolles), 16, 21, 22, 26, 141, 209, 211, 216, 230, 243, 244, 308, 309, 310, 321, 361, 416, 431, 455, 483, 499, 507, 508, 518, 567.
- AULHAT (Issoire-Sauxillanges), 506, 507, 508.
- AULNAT (Clermont-Gerzat), xxxii, 148, 219, 220, 251, 251, 288, 372.
- AURIÈRES (Clermont-Rochefort), 88, 251, 255, 489, 505, 518.
- AURILLAC (Cantal), xxvii, 40, 72.
- AUTHEZAT (Clermont-Plauzat), 26, 107, 212, 251, 286, 287, 294, 295, 297, 431, 466.

(1) Le premier nom entre parenthèses désigne le district et le second le canton.

- AUVERGNE, XXIX, XXXI, XXXIV, XXXV, XLII, XLIV, 3, 4, 8, 10, 27, 45, 47, 52, 63, 93, 164, 284, 285.
- AUVERGNE (Basse), XXVIII, XXXVIII, XLII, 28, 318, 553, 560.
- AUVERGNE (Haute), XXVII, XL, 156.
- AUZAT - SUR - ALLIER (Issoire-Lamontgie), 508.
- AUZELLES (Ambert-Cunlhat), 13, 26, 212, 263.
- AVÈZE (Besse-Tauves), 111.
- AYAT (Montaigut - Saint - Gervais), 243, 451, 452, 463, 503.
- AYDAT (voir à Saint-Barthélemy et à Saint-Julien-d'Aydat), 92, 377.
- BAGNOLS (Besse-Latour), 26, 250, 339, 397, 431.
- BANSAT (Issoire-Lamontgie), 508.
- BEAULIEU (Issoire-Saint-Germain-Lembron), 451, 452, 503.
- BEAUMONT (Clermont-Beaumont), XXXVII, 7, 21, 26, 125, 148, 181, 211, 212, 219, 220, 250, 368, 373, 383, 387, 400, 410, 416, 419, 430, 470, 482, 489, 518, 568.
- BEAUMONT-LES-RANDAN (Riom-Randan), 452, 453, 499, 505.
- BEAUREGARD (Billom - Vertaizon), 111, 447.
- BEAUREGARD ((Riom - Combronde), 312.
- BERGONNE (Issoire-Issoire), 217.
- BERTIGNAT (Ambert-Saint - Amant-Roche-Savine), 123, 212.
- BESSE (district de), XXXII, 110, 112, 125, 145, 152, 155, 171, 172, 194, 198, 199, 200, 201, 203, 215, 225, 228, 230, 246, 251, 253, 257, 258, 266, 288, 289, 299, 306, 318, 319, 232, 360, 380, 402.
- BESSE, XXXI, XL, 21, 22, 24, 25, 47, 49, 57, 77, 89, 250, 312, 340, 347, 477, 378, 386, 408, 410, 416, 445, 452, 453, 456, 461, 503, 507, 509, 510, 533, 563, 568.
- BEURIÈRES (Ambert-Arlane), 67, 212, 313, 431.
- BILLOM (district de), 115, 141, 150, 152, 155, 169, 172, 189, 198, 199, 200, 201, 215, 216, 225, 226, 227, 228, 232, 249, 252, 253, 266, 288, 289, 299, 311, 318, 321, 322, 323, 324, 360, 402, 447.
- BILLOM, XXVIII, XXXI, XL, 21, 28, 72, 73, 78, 89, 111, 112, 130, 232, 376, 381, 386, 397, 417, 419, 432, 445, 482, 486, 502, 523, 530, 535, 568.
- BIOLLET (Montaigut-Montel-de-Gelat), 449, 450.
- BLANZAT (Clermont-Cébazat), 26, 80, 107, 117, 127, 212, 251, 449.
- BLESLE (Issoire-Ardes), 108.
- BLOT-L'ÉGLISE (Montaigut-Menat), 243, 456, 507.
- BONGHEAT (Billom-Ravel-Salmeranges), 10.
- BORT (Billom-Ravel), 503, 506.
- BOUDES (Issoire - Saint - Germain-Lembron), 107, 449.
- BOURBONNAIS, XVII, 21, 53, 76, 77, 211, 449.
- BOURG - LASTIC (Clermont - Bourg-Lastic), XXXVII, 246, 251, 255, 321, 464, 474, 479, 531, 568.
- BRASSAC (Issoire-Brassac), XLII, 69, 342, 359, 376, 378, 464, 466, 483, 568.
- BRENAT (Issoire-Issoire), 217.
- BRIFFONS (Clermont-Bourg-Lastic), 255, 256.
- BRIOUDE (Haute - Loire), XXVII, XXXII, 3, 39, 40, 72, 376.
- BROC (LE) (Issoire-Issoire), 136, 217, 218, 494.
- BROMONT-LAMOTHE (Riom-Pontgibaud), 448.
- BROUSSE (Ambert-Cunlhat), XXX, 13, 26, 212.
- BRUGERON (LE) (Ambert - Olliergues), 246, 376.
- BULHON (Thiers-Lezoux), 24, 500.
- BUSSÉOL (Billom-Mirefleurs), 26.
- BUSSIÈRES (Riom-Aigueperse), 451, 452.
- CANTAL, 52, 55, 77, 279.
- CÉBAZAT (Clermont - Cébazat), XXXVII, 40, 148, 168, 212, 255, 308, 367, 368, 387, 408, 449, 568.

CEILLOUX (Billom-Tours), 213, 217, 219, 449.
 CELLES (Thiers-Saint-Rémy), 298, 308, 361, 451, 510.
 CELLULE (Riom-Artonne), 108.
 CENDRE (LE) (Clermont-Cournon), xxxvii, 148, 171, 400.
 CEYRAT (Clermont-Beaumont), xxxvii, 117, 127, 148, 180, 181, 211.
 CHADELEUF (Issoire-Neschers), 48, 111, 507.
 CHAISE-DIEU (LA), xxix.
 CHALUS (Issoire-Saint-Germain-Lembron), 107, 508.
 CHAMALIÈRES (Clermont-Chamalières), xxxvii, 21, 22, 117, 127, 143, 148, 167, 171, 175, 176, 178, 181, 182, 209, 212, 230, 247, 255, 374, 399, 410, 447, 449, 459, 470, 482, 485, 514, 518, 567.
 CHAMBON-SUR-LAC (Besse-Murols), xxxvi, 451, 452, 530.
 CHAMBON (Ambert-Marsac), 23, 24, 112, 212, 522.
 CHAMPEIX (Issoire-Champeix), 79, 111, 137, 248, 321, 361, 377, 409, 416, 441, 445, 455, 465, 517, 521, 568.
 CHAMPÉTIÈRES (Ambert-Marsac), 23, 24, 245, 522, 523.
 CHAMPS (Mauriac), 9.
 CHANAT-LA-MONTEYRE (Clermont-Chamalières), 117, 167, 212.
 CHANONAT (Clermont-Laroche-Blanche), 117, 137, 167, 171, 219, 220, 245, 294, 301, 310, 397.
 CHAPDES-BEAUFORT (Riom-Pontgibaud), 38.
 CHAPELLE-MARCOUSSE (Issoire-Ardes), 78, 399.
 CHARBONNIÈRES - LES - VARENNES (Riom-Volvie), xxxvii.
 CHARBONNIÈRES - LES - VIEILLES (Riom-Combronde), 367.
 CHARENSAT (Montaigut-Montel-de-Gelat), 449, 450.
 CHASTREIX (Besse-Latour), 397.
 CHATEAUGAY (Riom-Riom), xxxvii, 343, 409.

CHATELDON (Thiers-Châteldon), 21, 181, 211, 232, 321, 372, 376, 402, 414, 431, 432, 448, 464, 483, 487, 498, 568.
 CHAULME (LA) (Ambert-Saint-Antème), 107, 305.
 CHAUMONT (Ambert-Marsac), 23, 522.
 CHAURIAT (Billom-Chauriat), xxxv, 22, 73, 209, 211, 430, 464, 472, 485, 486, 567.
 CHAVAROUX (Riom-Ennezat), 79.
 CHIDRAC (Issoire-Champeix), 80, 111, 116, 409.
 CLÉMENTSAT (Issoire-Champeix), 116, 409.
 CLERLANDE (Riom-Ennezat), 450.
 CLERMONT (Election de), xxxix, 3, 13, 21, 28, 68, 72, 89, 90.
 CLERMONT (District de), 57, 88, 115, 116, 130, 131, 132, 147, 155, 160, 163, 182, 187, 189, 196, 198, 199, 200, 201, 202, 215, 216, 225, 227, 228, 230, 232, 249, 251, 253, 265, 281, 289, 295, 307, 311, 318, 321, 322, 324, 356, 360, 370, 402, 405, 447.
 CLERMONT-FERRAND, xxviii, xxix, xxxii, xxxvii, xli, xlii, xliii, xliv, 4, 8, 10, 28, 44, 45, 46, 47, 49, 53, 59, 84, 89, 90, 114, 150, 151, 163, 167, 170, 171, 181, 182, 193, 209, 216, 220, 223, 247, 250, 265, 278, 279, 282, 284, 286, 288, 292, 293, 297, 298, 310, 315, 340, 343, 347, 352, 368, 369, 377, 378, 382, 383, 386, 387, 388, 390, 407, 410, 416, 417, 431, 465, 473, 474, 481, 485, 489, 490, 497, 502, 503, 517, 534, 539, 542, 547, 548, 567.
 COMBRAILLE (LA), 22.
 COMBRONDE (Riom-Combronde), 7, 22, 340, 363, 364, 367, 377, 383, 416, 441, 466, 470, 473, 486, 496, 514, 568.
 CONDAT-EN-FENIERS (Besse-Condât), xxxvii, 279.
 CONDAT-MONTBOISSIER (Ambert-Saint-Germain-L'Herm), 23, 213.

- CORENT (Clermont-Martres-de-Veyre), 107.
- CORMÈDE (Clermont-Pont-du-Château), 137, 148, 251.
- COUDES (Issoire - Neschers), 190, 487.
- COURGOUL (Besse-Besse), 24, 40.
- COURNOIS (Clermont-Saint-Amand-Tallende), 212.
- COURNON (Clermont-Cournon), 13, 22, 25, 127, 148, 163, 174, 232, 255, 368, 387, 410, 414, 445, 451, 464, 482, 494, 526, 567.
- COURPIÈRE (Thiers-Courpière), XL, 22, 47, 54, 63, 141, 263, 281, 321, 342, 361, 364, 376, 410, 411, 414, 416, 417, 432, 459, 490, 493, 568.
- COUZE (La), 162.
- CREST (Le) (Clermont - Laroche-Blanche), 110, 215, 219, 251, 286, 299, 409, 508.
- CRESTE (Issoire-Champeix), 116.
- CREVANT (Thiers-Maringues), 561, 571, 574.
- CROS (Besse-Latour), 250, 256.
- CROUZOL (Riom-Volvie), 107.
- CULHAT (Thiers-Lezoux), 24, 247, 364.
- CUNLHAT (Ambert-Cunlhat), 21, 171, 213, 216, 243, 244, 376, 386, 390, 414, 416, 470, 472, 568.
- DALLET (Billom-Vertaizon), 127, 360.
- DOMAIZE (Billom-Tours), 161, 170, 171, 213, 217, 219, 395, 449.
- DÔMES (LES), XXVII.
- DORANGES (Ambert-Arlanc), 112, 179, 212.
- DORAT (Thiers-Thiers), 263, 264, 302, 360, 361.
- DORE-L'ÉGLISE (Ambert - Arlanc), 67.
- DURTOL (Clermont - Chamalières), 13, 166, 171, 212, 255, 298.
- ECHANDELYS (Ambert-St-Germain-l'Herm), 23, 69, 395, 561, 571, 573, 574.
- EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES (Besse-Eglise-neuve), XXXII, XXXVII, 21, 22, 77, 209, 486, 496, 514, 567.
- EGLISENEUVE-DES-LIARDS (Issoire-Sauxillanges), 80, 83, 107.
- EGLISENEUVE (Billom-Mauzun), 567.
- EGLISOLLES (Ambert-Viverols), 67.
- ENNEZAT (Riom-Ennezat), XXVII, XXXII, 22, 216, 257, 365, 366, 367, 368, 373, 387, 417, 445, 450, 466, 471, 487, 497, 517, 538, 568.
- ESCOUTOUX (Thiers-Thiers), 123, 299, 310, 360, 361.
- ESPINASSE (Montaigut-St-Gervais), 321, 569.
- ESPINOUSE (Besse-Latour), 256.
- ESPIRAT (Billom-Ravel), 397.
- ESTENDEUIL (Billom-Tours), 217.
- ETANG (L') (Clermont-Chamalières), 212, 399.
- FAYET (Ambert - Saint - Germain-L'Herm), 24.
- FERNOËL (Riom-Giat), 244.
- FLAT (Issoire-Issoire), 111, 219.
- FONTFREYDE (Clermont-Beaumont), 167.
- FOREZ (Le), XXXII, XXXIII, XXXVIII, XXXIX, 16, 21, 22, 77, 94, 112, 209, 279, 371.
- FOURNOLS (Ambert-Saint-Germain-L'Herm), 23, 40, 246, 395.
- GELLES (Clermont-Olby), 138, 251.
- GERZAT (Clermont-Gerzat), XXVIII, XXXVII, 21, 22, 78, 148, 168, 209, 212, 232, 255, 286, 368, 373, 395, 410, 411, 461, 474, 489, 521, 535, 537, 540, 567.
- GIAT (Riom-Giat), XXXII, 16, 21, 22, 211, 232, 244, 377, 395, 470, 483, 522, 567.
- GIMEAUX (Riom-Combronde), 69, 110.
- GLAINE-MONTAIGUT (Billom-Ravel), 47.
- GRANDEYROLLES (Issoire-Champeix), 409.
- GRANDRIF (Ambert-Marsac), 23, 246, 522, 523.
- HERMENT (Clermont-Herment), 16, 212, 232, 246, 377, 395, 417, 440, 450, 451, 457, 470, 472, 484, 522, 568.

- HEUME-L'ÉGLISE (Clermont-Rochefort), 212, 251, 255, 281.
- ISSERTEAUX (Billom-Mauzun), 458, 521.
- ISSOIRE (Election d'), 3, 13, 15, 67, 72, 73, 87, 89, 90, 109, 376.
- ISSOIRE (District d'), 75, 88, 111, 115, 116, 125, 129, 150, 152, 155, 158, 160, 194, 198, 199, 200, 201, 202, 215, 225, 226, 227, 228, 251, 252, 253, 266, 281, 289, 304, 306, 311, 318, 321, 322, 323, 356, 360, 402, 447, 538.
- ISSOIRE, XXVIII, XXXII, XXXVI, XL, 14, 21, 28, 48, 53, 77, 111, 112, 128, 143, 145, 162, 171, 217, 218, 232, 247, 281, 282, 288, 298, 312, 321, 362, 377, 378, 386, 388, 408, 416, 417, 431, 459, 464, 479, 481, 485, 486, 502, 514, 515, 517, 533, 534, 539, 547, 548, 563, 568.
- JOB (Ambert-Ambert), 243, 244, 246, 313, 361, 366, 373, 522.
- JOZE (Thiers-Maringues), 169, 233.
- JUMEAUX (Issoire-Brassac), XLII, 464.
- JUSSAT (Riom-Randan), 112.
- JUSSAT (Clermont - Laroche - Blanche), 78, 117, 251.
- JUSSAT (Riom-Ennezat), XXXVII, 148, 213.
- LACHAUX (Thiers-Châteldon), 361, 377.
- LAMONTGIE (Issoire - Lamontgie), 343, 376, 416, 439, 440, 456, 457, 458, 468.
- LAPS (Billom-Vic-le-Comte), 107, 167.
- LAQUEUILLE (Clermont-Rochefort), 169, 179, 255, 518.
- LASCHAMPS (Clermont-Chamalières), 117, 212.
- LATOUR - D'Auvergne (Besse - Latour), XXXII, 21, 22, 209, 258, 361, 397, 464, 490, 540, 567.
- LEMPDES (Clermont-Cournon), 148.
- LEMPTY (Thiers-Lezoux), 24, 259, 361, 506, 507.
- LEZOUX (Thiers-Lezoux), XL, 16, 21, 24, 89, 107, 123, 160, 181, 209, 211, 216, 232, 308, 321, 361, 364, 372, 383, 384, 386, 387, 400, 411, 414, 503, 508, 521, 567.
- LIGNAT (Clermont - Pont - du - Château), 148, 286.
- LIMAGNE (LA), XXVII, XXXI, XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, 192, 196, 199, 211, 318, 319, 372, 447, 482, 538.
- LIMONS (Thiers-Châteldon), 144, 176, 507, 508.
- LIVRAOIS (LE), XXVIII, XXXII, XXXIII, XXXVII, XXXVIII, XXXIX, 16, 171, 209, 217.
- LOIRE, 305.
- LOIRE (Haute), 52, 55, 192.
- LOUBEYRAT (Riom-Volvic), XXXVII, 488, 508.
- LOZÈRE, 279, 281, 284, 306.
- LUDESSE (Issoire-Champeix), 288, 362.
- LUSSAT (Clermont - Gerzat), 148, 171, 219, 251, 372, 488, 489, 505, 535.
- LUZILLAT (Thiers-Maringues), 264, 361, 456.
- LYON, 279, 284, 285, 292, 295, 305, 306, 316, 318.
- LYONNAIS, 94, 284, 315.
- MALINTRAT (Clermont-Gerzat), 148, 166, 219, 251, 288, 372, 489, 506, 507.
- MANGLIEU (Billom-Mauzun), 170, 171, 488, 507, 508.
- MANZAT (Riom-Manzat), 22, 108, 137, 365, 377, 486, 494, 521, 567.
- MARAIS (LE), XXXII, XXXV, 189, 199, 211, 317, 372.
- MARAT (Ambert-Olliergues), 246.
- MARZENAT (Besse-Condât), 279.
- MARCILLAT (Montaigut - Menat), 508.
- MAREUGHEOL (Issoire - Vodable), 452.
- MARINGUES (Thiers - Maringues), XXXIII, XXXVII, XL, 28, 111, 112, 209, 211, 216, 232, 244, 321, 347, 361, 372, 373, 374, 384, 386, 387, 389, 395, 411, 447, 456, 473, 493, 503, 511, 567.

- MARNAT (Thiers-Saint-Rémy), 447.
- MARSAC (Ambert-Marsac), 22, 23, 112, 197, 209, 371, 395, 411, 437, 522, 567.
- MARSAT (Riom-Riom), 488.
- MARTRES-D'ARTIÈRES (LES) (Clermont-Pont-du-Château), 148, 163, 166, 171, 251, 452, 453, 456.
- MARTRES-DE-VEYRE (LES) (Clermont - Martres - de - Veyre), 107, 116, 232, 281, 286, 361, 365, 366, 445, 452, 453, 472, 517, 522, 523, 568.
- MARTRES-SUR-MORGE (Riom - Ennezat), 450.
- MAURIAC (Cantal), xxvii, 72.
- MAUZUN (Billom-Mauzun), 21, 47, 211, 216, 232, 321, 408, 411, 439, 455, 464, 483, 486, 529, 535, 568.
- MAZAYE (Clermont-Olby), 251.
- MAZOIRES (Issoire-Ardes), 42, 213, 396.
- MEILHAUD (Issoire-Champeix), 116, 119.
- MENAT (Montaigut-Menat), xxxvii, 16, 21, 22, 136, 304, 347, 386, 414, 437, 445, 447, 456, 459, 464, 467, 490, 567.
- MÉNÉTROL (Riom-Riom), 409.
- MEISSEIX (Clermont-Bourg-Lastic), xlii, 175, 255.
- MEZEL (Billom-Chauriat), 111, 456.
- MIREFLEURS (Billom - Mirefleurs), 111, 170, 232, 373, 400, 414, 445, 457, 464, 472, 568.
- MIREMONT (Riom-Pontaurmur), 486, 487.
- MOISSAT (Billom-Ravel), 395.
- MONESTIER (LE) (Ambert - Saint-Amant-Roche-Savine), 243, 244, 506, 507, 508.
- MONS (Riom-Randan), 452, 453, 488, 489, 506, 547.
- MONTAIGUT (District de), xxxii, 57, 87, 115, 123, 141, 152, 155, 171, 187, 189, 198, 199, 200, 201, 215, 225, 228, 249, 252, 253, 266, 288, 289, 304, 311, 318, 322, 323, 324, 355, 356, 358, 370, 376, 402, 534.
- MONTAIGUT-EN-COMBRAILLES (Montaigut-Montaigut), xxxvi, xxxvii, 21, 22, 45, 73, 128, 136, 182, 209, 230, 304, 379, 381, 384, 386, 409, 413, 414, 432, 447, 455, 471, 482, 487, 492, 567.
- MONTAIGUT - LE - BLANC (Issoire-Champeix), 119, 168, 362, 452, 453.
- MONTBRISON.
- MONTCEL (Riom-Combroude), 47.
- MONT-DORE (Massif du), xxviii, xxviii, 21, 22, 377, 482, 508.
- MONT-DORE (Bains du) (Besse-Besse), 24, 250, 452, 453.
- MONT-DE-GELAT (Montaigut-Montel), xlii, 16, 21, 304, 401, 403, 409, 441, 449, 471, 568.
- MONTFERMY (Riom - Pontgibaud), 448.
- MONTON (Clermont-Monton), 6, 11, 22, 40, 116, 127, 219, 232, 246, 300, 397, 399, 414, 439, 445, 448, 449, 514, 524, 534, 540, 568.
- MONTREDON (Clermont-St-Amand-Tallende), 172, 212, 251.
- MOZAC (Riom-Riom), 312.
- MURAT-LE-QUAIRE (Clermont-Rochefort), 139, 251, 255, 452, 453, 488, 489, 505, 506, 518, 571, 573, 574.
- MUROLS (Besse-Murols), 21, 447, 524, 527, 530, 532, 568.
- NADAILHAT (Clermont-Beaumont), 167.
- NÉROUZAT (Clermont - Olby), 212, 251, 255, 431, 452, 453.
- NÉRONDE (Thiers-Courpière), 264, 308, 361.
- NESCHERS (Issoire-Neschers), xxxii, 232, 247, 342, 408, 487, 568.
- NOALHAT (Thiers-Châteldon), 361.
- NOHANENT (Clermont-Chamalières), 107, 117, 148, 251, 255, 518.
- NONETTE (Issoire-Saint-Germain-Lembron), xxx, 119, 288, 451, 453, 505, 560.
- OLBY (Clermont-Olby), 108, 117, 167, 212, 246, 251, 255, 321, 343, 365, 367, 368, 374, 395, 451, 452, 453, 456, 470, 516, 568.

- OLLIERGUES (Ambert-Olliergues),
 216, 246, 341, 376, 381, 404, 447,
 464, 484, 527, 568.
 OLOIX (Clermont-Saint-Amand -
 Tallende), 47, 212, 251, 377.
 OLMET (Thiers-Augerolles), 263,
 308, 309, 361, 483.
 OPME (Clermont-Aubière), xxxvii,
 49, 148.
 ORBEIL (Issoire-Issoire), 217.
 ORCET (Clermont-Les Martres-de-
 Veyre), 171, 244, 264, 400, 522.
 ORCINES (Clermont-Chamalières),
 107, 117, 148, 177, 212.
 ORCIVAL (Clermont - Rochefort),
 xxxvii, 123, 212, 383, 451, 452,
 453, 489, 505, 518, 561, 573, 574.
 ORLÉAT (Thiers-Lezoux), 24, 263,
 299, 361.
 PARDINES (Issoire-Champeix), 116,
 118.
 PARENTIGNAT (Issoire-Issoire), 217,
 218, 288.
 PASLIÈRES (Thiers-Châteldon), 361.
 PÉRIGNAT-SUR-ALLIER (Billom-Chau-
 riat), 457, 458.
 PÉRIGNAT-LES-SARLIÈVES (Clermont-
 Aubière), xxxvii, 117, 144, 171.
 PERPEZAT (Clermont - Rochefort),
 251, 255, 449, 505, 561, 573, 574.
 PERRIER (Issoire-Issoire), 116, 219.
 PESCHADOIRES (Thiers-Courpière),
 361.
 PESSAT (Riom-Riom), 409.
 PIONSAT (Montaigut-Pionsat),
 xxxvii, 16, 22, 88, 304, 340,
 371, 386, 400, 410, 438, 441, 444,
 447, 451, 464, 471, 487, 492, 527,
 529, 534, 538, 567.
 PLAUZAT (Clermont-Plauzat), xxxii,
 xxxiii, 116, 211, 212, 232, 246,
 251, 255, 297, 340, 347, 397, 400,
 445, 466, 470, 483, 518, 537, 568.
 PONTAUMUR (Riom-Pontaumur), 16,
 21, 77, 232, 377, 448, 465, 472,
 486, 487, 505, 568.
 PONT-DU-CHATEAU (Clermont-Pont-
 du-Château), 21, 89, 148, 175,
 180, 216, 230, 410, 417, 445, 447,
 455, 456, 474, 497, 514, 515, 517,
 536, 537, 545, 568.
 PONTGIBAUD (Riom - Pontgibaud),
 16, 22, 79, 280, 339, 364, 377,
 380, 386, 447, 448, 464, 487, 568.
 PROMPSAT (Riom-Combronde), 312.
 PRONDINES (Clermont - Herment),
 251, 395.
 PULVÉRIÈRES (Riom - Pontgibaud),
 448.
 PUY-GUILLAUME (Thiers - Châtel-
 don), 179, 244, 251, 263, 376.
 RANDAN (Riom-Randan), xxxii, 22,
 209, 232, 364, 404, 445, 456, 457,
 465, 467, 489, 493, 536, 567.
 RAVEL-SALMERANGES (Billom-Ravel),
 16, 107, 232, 360, 362, 414, 416,
 448, 456, 483, 486, 493, 494, 523,
 568.
 REIGNAT (Billom-Ravel), 297.
 RENAUDIE (LA) (Thiers-Augerolles),
 376.
 RHÔNE-ET-LOIRE, 107, 281, 295, 296.
 RIOM (Généralité de), 4, 22, 33, 52.
 RIOM (Election de), 21, 72, 89, 90,
 449.
 RIOM (District de), 57, 115, 130,
 147, 155, 196, 197, 198, 199, 200,
 201, 202, 215, 225, 227, 228, 232,
 249, 253, 266, 281, 288, 289, 304,
 311, 318, 319, 323, 324, 355, 363,
 402, 445, 447, 466, 467.
 RIOM, xxvii, xxviii, xxix, xxxii,
 xxxv, xxxvi, xxxvii, xli, xlii,
 xliii, xliv, 14, 28, 44, 45, 46,
 47, 48, 53, 59, 113, 152, 158, 182,
 216, 232, 249, 251, 265, 288, 297,
 298, 300, 312, 347, 364, 377, 378,
 379, 383, 384, 386, 389, 395, 408,
 409, 410, 414, 417, 419, 432, 441,
 445, 447, 456, 472, 474, 483, 485,
 486, 489, 491, 492, 493, 497, 502,
 517, 522, 533, 534, 535, 547, 548,
 568.
 RIS (Thiers-Châteldon), 377.
 ROCHEBLANCHE (LA) (Clermont-La
 Rocheblanche), 117, 127, 148,
 167, 171, 174, 213, 251, 341, 368,
 369, 470, 482, 567.
 ROCHECHARLES (Issoire-Ardes), 213.

- ROCHEFORT - MONTAGNE (Clermont-Rochefort), xxxvii, 123, 125, 168, 212, 251, 255, 321, 383, 395, 439, 447, 449, 464, 484, 487, 493, 494, 505, 506, 518, 522, 523, 524, 532, 537, 561, 568, 573, 574.
- ROCHENOIRE (LA) (Billom - Mirefleurs).
- ROMAGNAT (Clermont-Aubière), 108, 117, 148, 168, 177, 343, 364.
- RONNAYES (Ambert-Saint-Germain-L'Herm), 24.
- ROYAT (Clermont-Chamalières), 107, 117, 125, 148, 167, 180, 181, 182, 247, 257, 343, 449.
- SAILLANS (Besse-Murols), 111.
- SALEIDES (Billom-Vic), 461.
- SAULZET-LE-FROID (Clermont-Saint-Amand-Tallende), 108, 212, 251, 400.
- SAURIER (Issoire-Vodable), 116.
- SAUVAGNAT (Clermont - Herment), 450, 451.
- SAUVAGNAT (Issoire - Neschers), 246-251.
- SAUVESSANGES (Ambert-Viverols), 208.
- SAUVETAT (LA) (Clermont-Plauzat), 26, 56, 107, 116, 251, 294, 295, 297, 397, 466.
- SAUVIAT (Thiers-Courpière), 361.
- SAUXILLANGES (Issoire - Sauxillanges), xl, 78, 80, 111, 162, 232, 247, 321, 347, 367, 379, 384, 390, 400, 414, 435, 471, 487, 488, 505, 514, 537, 541, 568.
- SAVENNES (Clermont-Bourg-Lastic), 255.
- SAYAT (Clermont - Cébazat), 107, 149, 212, 255, 449.
- SERMENTIZON (Thiers - Courpière), 263, 299.
- SEYCHALLES (Thiers-Lezoux), 24, 361.
- SINGLES (Besse-Tauves), 112, 257.
- SAINT-ALYRE près Montboissier (Ambert-Arlanc), 527.
- SAINT-ALYRE-ES-MONTAGNE (Issoire-Ardes), 80.
- SAINT-AMANT-ROCHE-SAVINE (Ambert - Saint-Amant-Roches-Savine), 21, 136, 146, 169, 179, 209, 411, 456, 470, 493, 498, 516, 531, 537, 567.
- SAINT-AMAND-TALLENDE (Clermont-Saint-Amand-Tallende), 13, 21, 116, 144, 175, 232, 246, 255, 264, 294, 297, 301, 341, 364, 377, 378, 381, 383, 398, 400, 414, 417, 440, 441, 472, 532, 568.
- SAINT-ANASTAISE (Besse-Besse), 24.
- SAINT-ANDRÉ-LE-COQ (Riom-Aigueperse), 451.
- SAINT-ANGEL (Riom-Manzat).
- SAINT-ANTHÈME (Ambert-Saint-Anthème), 21, 22, 137, 209, 224, 313, 361, 371, 376, 409, 516, 567.
- SAINT-BABEL (Issoire-Issoire), 7, 46, 48, 217.
- SAINT-BARTHÉLEMY-D'AYDAT (Clermont-Saint-Amand-Tallende), 46, 127, 212, 251, 293.
- SAINT-BONNET-LE-BOURG (Ambert-Saint-Germain-l'Herm), 24, 79.
- SAINT-BONNET-LE-CHATEL (Ambert-Saint-Germain-l'Herm), 24.
- SAINT-BONNET près Orcival (Clermont-Olby), 123, 127, 212-251, 255, 308.
- SAINT-BONNET près Riom (Riom-Riom), 312.
- SAINTE-CATHERINE (Ambert-Saint-Germain-l'Herm), 24, 395.
- SAINTE-CIRGUES-SUR-COUZE (Issoire-Champeix), 13, 116.
- SAINT-CLÉMENT (Riom-Aigueperse), 297.
- SAINT-CLÉMENT (Ambert-Saint-Anthème), 108, 305.
- SAINT-DIER-D'Auvergne (Billom-Tours), 79, 127, 170, 171, 213, 217, 218, 219, 378, 381, 386, 395, 449.
- SAINT-DIERY (Besse-Besse), 24, 45, 484, 485.
- SAINT-DONAT (Besse-Latour), 9.
- SAINT-FERREOL-LES-CÔTES (Ambert-Ambert), 522.
- SAINT-FLORET (Issoire-Champeix), 111, 116, 118.

- SAINT-FLOUR (Cantal), xxvii, 3, 43, 46, 72, 73, 87, 94.
- SAINT-FLOUR (Billom-Tours), 217, 219, 398, 449.
- SAINT-GEL (Besse-Tauves), 109.
- SAINT-GENÈS-CHAMPANELLE (Clermont-Beaumont), 117, 128, 148, 166, 167, 211.
- SAINT-GENÈS-L'ENFANT (Riom-Volvic), 73.
- SAINT-GEORGES-DE-MONS (Riom-Manzat), 108.
- SAINT-GERMAIN près Herment (Clermont-Olby), 256.
- SAINT-GERMAIN-LEMBRON (Issoire-Saint-Germain-Lembron), 21, 22, 247, 288, 321, 342, 359, 363, 376, 414, 449, 479, 490, 507, 568.
- SAINT-GERMAIN-L'HERM (Ambert-Saint-Germain-l'Herm), 23, 24, 169, 171, 175, 179, 209, 211, 379, 381, 383, 386, 395, 449, 522, 567.
- SAINT-GERVAIS-D'Auvergne (Montaigut-Saint-Gervais), 16, 22, 209, 304, 321, 371, 386, 395, 397, 398, 447, 455, 456, 494, 516, 567.
- SAINT-HÉRENT (Issoire-Ardes), 213, 419.
- SAINT-HIPPOLYTE (Riom-Volvic), xxxvii, 312.
- SAINT-IGNAT (Riom-Ennezat), 312, 450.
- SAINT-JEAN-DES-MONGES (Clermont-Olby), 251.
- SAINT-JEAN-DES-OLLIERES (Billom-Mauzun), 38.
- SAINT-JEAN-DE-GLAINES (Billom-Ravel), 13.
- SAINT-JEAN-D'HEURS (Thiers-Lezoux), 24, 361.
- SAINT-JULIEN-LA-GENESTE (Riom-Aigueperse), 321.
- SAINT-JULIEN-DE-COPPEL (Billom-Billom), 10.
- SAINT-JULIEN-HERMENT (Clermont-Herment), 79, 246, 251, 419.
- SAINT-JULIEN-D'AYDAT (Clermont-St-Amand-Tallende), 47, 251.
- SAINT-JULIEN-PUY-LA-VÈZE (Clermont-Bourg-Lastic), 255, 264.
- SAINT-JUST-DE-BAFFIC (Ambert-Verols), 126.
- SAINT-LAURE (Riom-Ennezat), 487.
- SAINT-MARTIN-DES-OLMES (Ambert-Ambert), 243, 244, 522.
- SAINT-MARTIN-DE-TOURS (Clermont-Rochefort), 251.
- SAINT-MAURICE-DE-PIONSAT (Montaigut-Pionsat), 527, 530.
- SAINT-MAURICE-SUR-ALLIER (Billom-Mirefleurs), 80.
- SAINT-NECTAIRE (Besse-Murols), 111, 527, 530.
- SAINT-OURS (Riom-Pontgibaud), 448.
- SAINT-PIERRE-COLAMINE (Besse-Besse), 24.
- SAINT-PIERRE-LE-CHASTEL (Riom-Pontgibaud), 448.
- SAINT-PIERRE-ROCHE (Clermont-Olby), xxxvii, 251, 396.
- SAINT-PRIEST-BRAMEFANT (Riom-Randan), 377.
- SAINT-PRIEST-DES-CHAMPS (Montaigut-Saint-Gervais), xxxvii, 321.
- SAINT-QUINTIN (Montaigut-Menat), 243.
- SAINT-RÉMY-SUR-DUROLLE (Thiers-Saint-Rémy), 211, 232, 305, 321, 361, 365, 458, 514, 568.
- SAINT-ROMAIN (Ambert-Saint-Anthème), 108.
- SAINT-SANDOUX (Clermont-Plauzat), 116, 117, 212, 246.
- SAINT-SATURNIN (Clermont-Saint-Amand-Tallende), 11, 80, 116, 246, 294, 297, 300, 301, 397, 530.
- SAINT-SAUVES (Besse-Tauves), 250.
- SAINT-SULPICE (Clermont-Bourg-Lastic), 251.
- SAINT-VICTOR (Thiers-Saint-Rémy), 263, 308, 361.
- SAINT-VICTOR (Besse-Murols), 112.
- SAINT-VINCENT (Issoire-Champeix), 116.
- SAINT-YVOINE (Issoire-Issoire), 219, 363.
- TALLENDE (Clermont-Monton), 116, 144, 449.

- TAUVES (Besse-Tauves), xxxii, xxxvii, 21, 22, 257, 361, 378, 464, 493, 516, 568.
- TEI H È D E (Riom - Combronde), xxxvii, 452, 453.
- TEIX (Clermont-Beaumont), 117, 148, 166, 167, 211.
- TERNANT (Clermont - Chamalières), 107.
- THIERS (district de), 57, 115, 130, 130, 131, 134, 135, 141, 155, 160, 167, 169, 198, 199, 200, 201, 215, 225, 227, 228, 238, 251, 252, 253, 254, 266, 279, 289, 298, 299, 308, 309, 311, 318, 321, 323, 356, 358, 364, 402, 445, 447.
- THIERS, xxviii, xxxii, xxxvi, xxxvii, xl, xli, xlii, 28, 46, 89, 94, 111, 114, 144, 152, 153, 171, 173, 176, 178, 182, 209, 245, 280, 288, 292, 293, 297, 306, 308, 309, 310, 315, 345, 347, 361, 368, 369, 372, 376, 380, 386, 400, 404, 408, 410, 417, 431, 432, 439, 441, 457, 464, 467, 471, 473, 489, 491, 498, 499, 502, 510, 514, 515, 516, 517, 534, 547, 548, 563, 567.
- THIOLIÈRES (Ambert-Ambert), 243, 244, 246, 522.
- THURET (Riom-Aigueperse), xxx, xxxix, 508, 560, 561, 572, 573, 574.
- TORTEBESSE (Clermont-Herment), 138, 263.
- TOURS (Billom-Tours), 136, 211, 216, 217, 218, 232, 263, 321, 398, 449, 455, 500, 568.
- TRALAIGUES (Montaigut-Montel-de-Gelat), 449.
- TRÉMOUILLE (Besse-Latour), 250.
- TRÉZIOUX (Billom-Mauzun), 397.
- USSON (Issoire-Sauxillanges), 45, 257.
- VALBELEIX (Besse-Besse), 24, 452, 453, 508.
- VALCIVIÈRES (Ambert - Ambert), 452, 453, 456, 522.
- VALS-SOUS-CHATEAUNEUF (Issoire-Brassac), 13.
- VARESNE (LA) (Issoire-Sauxillanges), 488, 489, 508.
- VARESNE (LA) (Clermont-St-Amand-Tallende), 251.
- VARENNES-SUR-MORGES (Riom-Ennezat), 108.
- VERGHEAS (Montaigut-Montel-de-Gelat), 449, 450.
- VERNET-SAINTE-MARGUERITE (LE), (Clermont - Saint - Amand - Tallende), 128, 212, 244, 251.
- VERNET-LA-VARESNE (LE). Cf. LA VARESNE (Issoire-Sauxillanges).
- VERNEUGHEOL (Clermont-Herment), 450, 451.
- VERNINES (Clermont - Rochefort), 113, 212, 251, 255, 518, 532.
- VERRIÈRES (Besse-Murols), 453.
- VERTAIZON (Billom - Vertaizon), xxxv, 21, 232, 364, 368, 376, 456, 464, 517, 568.
- VERTOLAYE (Ambert - Olliergues), 243, 244.
- VIC-LE-COMTE (Billom-Vic-le-Comte), xxxix, xxxii, 7, 8, 10, 21, 40, 41, 48, 56, 78, 89, 110, 111, 127, 170, 171, 216, 232, 373, 378, 386, 388, 438, 461, 472, 485, 487, 568.
- VILLENEUVE (Issoire-Vodable), 107, 119.
- VILLENEUVE-LES-CERFS (Riom-Randau), xxxvii.
- VILLOSSANGES (Montaigut - Montel-de-Gelat), 449, 498, 499.
- VINZELLES (Thiers-Maringues), 456.
- VIVEROLS (Ambert-Viverols), 21, 22, 136, 209, 280, 340, 347, 362, 371, 379, 395, 403, 414, 416, 439, 441, 464, 465, 523, 540, 541, 567.
- VODABLE (Issoire-Vodable), 111, 247, 377, 439, 445, 448, 456, 457, 464, 486, 493, 497, 568.
- VOLLORE (Thiers - Vollore - Montagne), 16, 21, 141, 211, 232, 308, 321, 361, 371, 376, 410, 440, 470, 516, 568.
- VOLVIC (Riom-Volvic), xxxvii, 22, 107, 312, 385, 416, 450, 467, 472, 479, 484, 541, 567.
- YSSAC-LA-TOURETTE (Riom - Combronde), xxxvii, 312.

TABLE DES CROQUIS ET DES APPENDICES

	Pages
CARTE I. — Les revenus fonciers (dépliant).....	xxvi
CARTE II. — Les vingtièmes des biens-fonds (1790).....	18
CARTE III. — Proportion entre les impôts d'ancien régime et les revenus fonciers	19
CARTE IV. — La contribution foncière de 1791	210
CARTE V. — La contribution mobilière de 1791.....	214
CARTE VI. — La contribution foncière de 1792	231
CARTE VII. — La contribution foncière de 1793	320
CARTE IX. — Patentes de l'an V	418
CARTE VIII. — La contribution foncière de l'an V	447
CARTE X. — La contribution personnelle, mobilière et sommptuaire (an V)	480
CARTE XI. — La contribution personnelle, mobilière et sommptuaire (an VII)	504
APPENDICE N° 1. — Comparaison entre les impositions ordinaires et les vingtièmes de 1790 d'une part, la contribution foncière de 1791 de l'autre	567
APPENDICE N° 2. — Extraits de matrices de rôles fonciers..	569
APPENDICE N° 3. — Comparaison entre les impôts d'ancien régime et la contribution foncière (exemples indivi- duels)	571
APPENDICE N° 4. — Graphique du recouvrement (dé- pliant)	575

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	VII
BIBLIOGRAPHIE	XI
INTRODUCTION. — <i>La Basse-Auvergne avant la Révolution.</i>	XXV

PREMIERE PARTIE

LA FIN DES IMPOSITIONS DIRECTES DE L'ANCIEN RÉGIME (1787-1791)

CHAPITRE PREMIER. — *Les impositions directes de la royauté* 3

Comparaison entre l'Auvergne et « le général du royaume », 3. — Progression de la charge fiscale au XVIII^e siècle, 4. — La taille, 5. — Les accessoires de la taille, la capitation et l'imposition de la corvée, 8. — Les vingtièmes, 9. — La collecte, 10. — L'enquête de 1788 sur le taux de l'impôt, 12. — Evaluation des revenus fonciers et de la part réellement prélevée sur eux, 15. — La taxation des revenus mobiliers, 27.

CHAPITRE II. — *L'Assemblée provinciale d'Auvergne* 29

Composition et pouvoirs, 29. — La session du mois d'août 1787, 30. — Les « Instructions interprétatives » de novembre 1787, 31. — La session de novembre-décembre 1787, 31.

CHAPITRE III. — *L'œuvre de la Commission et des Bureaux Inter-médiaires* 36

Attributions de la Commission Intermédiaire et des Bureaux, 36. — L'enquête de la Commission Intermé-

diaire sur la surcharge de la province, 38. — Le « département » de la taille de 1789, 39. — Les vingtièmes de 1788 et de 1789, 41. — Conclusion, 43.

CHAPITRE IV. — *L'opinion publique et les impositions d'Ancien Régime d'après les cahiers des Etats Généraux ..* 44

Les Cahiers, 44. — Les plaintes contre la surcharge, 45. — L'égalité fiscale proportionnelle, 45. — Rôle dévolu aux Etats Généraux et à des Etats provinciaux, 47. — Assiette et recouvrement, 48. — Nouveaux impôts, 49. — Conclusion, 50.

CHAPITRE V. — *Les mesures de circonstance de la Constituante et les nouvelles administrations élues* 51

L'Assemblée Constituante et les impôts de l'ancien régime (mai 1789-août 1790), 51. — Maintien provisoire du personnel fiscal de l'Ancien Régime ; survie des Commission et Bureaux Intermédiaires, 52. — Caractères du nouveau système administratif, 55. — Formation des directoires du département et des districts, 56. — Les sessions de l'Assemblée départementale (1790-1792), 58. — Les municipalités, 59. — Conclusion, 60.

CHAPITRE VI. — *Les rôles supplétifs des privilégiés* 62

Les décrets du 25 septembre, du 28 novembre et du 17 décembre 1789, 62. — L'impôt de supplément en Auvergne, 63. — La « Consultation des avocats de la province », Bergier et Couthon, 64. — Les ordonnances de compensation, 66. — La rédaction des rôles de supplément, 67.

CHAPITRE VII. — *La fixation et la répartition des impôts de 1790* 70

La nouvelle législation des impositions ordinaires devant la Commission et les Bureaux Intermédiaires, 70. — Les impositions ordinaires de 1790 devant les directoires et le Conseil général, 74. — Les seconds cahiers des vingtièmes de 1790, 76. — Les difficultés rencontrées dans les communes, 78.

CHAPITRE VIII. — <i>Le recouvrement et le rendement des impôts d'Ancien Régime</i>	82
--	----

Causes générales des retards en 1789, 82. — Attitude des collecteurs et des receveurs particuliers, 83. — Attitude des directoires, 84. — Attitude des municipalités. Les fléaux naturels, 85. — Rentrée de l'impôt supplétif, 88. — Rendement des impositions ordinaires et des vingtièmes, 89.

CHAPITRE IX. — <i>L'imposition de remplacement de la gabelle et des droits indirects</i>	92
--	----

Le cas de la ville de Thiers, 94.

DEUXIEME PARTIE

LE SYSTÈME FISCAL DE LA CONSTITUANTE ET SON APPLICATION

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les trois contributions directes</i>	99
--	----

Principes généraux, 99. — La foncière, 100. — La mobilière, 101. — La patente, 103.

CHAPITRE II. — <i>L'assiette de la contribution foncière de 1791</i>	105
--	-----

Directives générales, 105. — La question des délimitations de communes, 106. — L'arpentage, 109. — La formation des états de sections et les matrices foncières, 113.

CHAPITRE III. — <i>L'assiette de la contribution mobilière</i> ...	140
--	-----

L'évaluation de la journée de travail et les déclarations des contribuables, 141. — La question des loyers d'habitation, 142. — La distinction entre la cote mobilière et la cote d'habitation, 144. — Le cas des fonctionnaires publics, 145. — Les lenteurs dans la formation des matrices de rôles, 146.

CHAPITRE IV. — <i>La patente et les visiteurs des rôles</i>	149
---	-----

Le droit de patente en 1791 jusqu'à la création des visiteurs des rôles, 149. — Fonctions et nomination de l'inspecteur général et des visiteurs des rôles, 153. —

Contrôle exercé par l'inspecteur général sur les visiteurs, 157. — Rapports des directoires avec l'inspecteur et les visiteurs, 159. — Les tournées des visiteurs, 161. — Action générale exercée en 1792 par les directoires et par les visiteurs, 164. — La résistance dans les communes, 166. — Les dispositions de la loi qui en retardent l'application, 172. — Les poursuites, 177. — Le rendement des patentes de 1791 et de 1792, 180. — La fin des visiteurs des rôles et la suppression de la patente, 183.

CHAPITRE V. — *La répartition des contributions foncière et mobilière de 1791* 186

Enquêtes et démarches antérieures au décret de répartition initiale, 186. — La part contributive du département du Puy-de-Dôme dans la répartition de 1791, 190. — La répartition par le directoire du département, 194. — La répartition par les directoires des districts, 203. — La rédaction des rôles définitifs, 207. — Cartes de la répartition foncière, 209. — Les cotes foncières des contribuables, 212. — La carte de la répartition de la contribution mobilière, 215. — Les cotes mobilières, 217.

CHAPITRE VI. — *Les contributions de l'année 1792* 221

Le vote par l'Assemblée constituante et les débats à la Législative, 221. — Le travail de répartition à Clermont, 223. — La distribution du dégrèvement, 226. — La carte de la répartition de la contribution foncière de 1792, 230. — La répartition entre les communes et la rédaction des rôles, 232.

CHAPITRE VII. — *Le recouvrement des contributions de 1791 et de 1792* 236

Les receveurs de district, 236. — Les percepteurs, 241. — Les rôles d'acompte de 1791, 248. — Les paiements de juin 1792 à juin 1793, 253. — Tableau du recouvrement en juin 1793 dans le district de Clermont, 254. — Causes générales des retards, 256. — Perturbations provoquées par la chute de l'assignat, 259. — Les décharges et réductions, 261. — La contribution patriotique, 265.

TROISIEME PARTIE

L'EPOQUE DE LA TERREUR ET DE LA RÉACTION THERMIDORIENNE
(1793-an III)CHAPITRE I. — *La Convention et les contributions directes depuis le début de 1793 jusqu'à messidor an III.....* 269

Jusqu'à la chute des Girondins, 269. — Le gouvernement révolutionnaire, 272. — Après thermidor, 276.

CHAPITRE II. — *Jacobinisme et taxes extraordinaires dans le département du Puy-de-Dôme* 278

La première année de la République en Auvergne, 278. — L'œuvre des représentants en mission Couthon, Maignet et Chateauneuf-Randon, 279. — L'an II, 280. — Les administrateurs thermidoriens, 282. — Les taxes extraordinaires de Couthon et de Maignet, 283. — L'emprunt forcé de l'an II, 286.

CHAPITRE III. — *Les premiers paiements en nature* 290

Sens des décrets du 9 et du 23 août 1793, 290. — Le tarif de Couthon, 291. — L'effet du maximum, 293. — Le cas des communes d'Authizat et de la Sauvetat, 294. — Les livraisons en grains dans l'ensemble du département, 297.

CHAPITRE IV. — *L'arriéré des contributions de 1791 et de 1792* 303

L'achèvement de l'assiette, 303. — Le recouvrement tardif de l'arriéré, 307.

CHAPITRE V. — *Les contributions de 1793 et de 1794* 314

La répartition de la contribution foncière de 1793, 315. — La répartition de la contribution mobilière de 1793, 321. — Les rôles et le recouvrement des contributions de 1793, 324. — L'établissement de la contribution foncière de 1794, 324.

QUATRIÈME PARTIE

LES LOIS DE THERMIDOR AN III ET LE PREMIER DIRECTOIRE

- CHAPITRE I. — *La législation* 329
 La fin de la Convention, 329. — Les débuts du Directoire jusqu'à la suppression de l'assignat (brumaire-ventôse an IV, 332. — L'époque du mandat territorial (ventôse an IV, pluviôse an V), 334. — La réglementation fiscale et le retour au numéraire en l'an V, 336.
- CHAPITRE II. — *Le Puy-de-Dôme pendant les deux premières années du Directoire et l'emprunt forcé de l'an IV.* 338
 Les autorités administratives, 338. — Les difficultés politiques, 342. — L'emprunt forcé de l'an IV, 344.
- CHAPITRE III. — *Le recouvrement de l'arriéré antérieur à l'an III.* 348
- CHAPITRE IV. — *La contribution foncière en l'an IV et l'an V. Les versements en nature* 351
 Généralités législatives, 351. — L'assiette de l'an III, 355.
 — La formation des rôles fonciers de l'an IV, 366. — Les rôles provisoires de l'an V, 368. — La contribution en nature et l'opinion publique, 370. — La perception en nature : les magasins, 375. — Le rendement de la contribution en nature, 384. — La vente des grains et la fermeture des magasins, 387.
- CHAPITRE V. — *Le recouvrement de la contribution foncière en papier-monnaie et en numéraire sous le premier Directoire* 391
 Les lois, 391. — L'adjudication de la perception, 394. — Le contrôle de la perception. Les abus, 396. — Les versements, 400.
- CHAPITRE VI. — *La contribution personnelle et somptuaire.* 406
 Caractères de l'impôt, 406. — Formation des rôles, 407. — Caractères de la charge, 410. — Les rentrées, 411.

CHAPITRE VII. — <i>La nouvelle patente</i>	412
La patente en l'an IV, 412. — La patente en l'an V, 415.	

CINQUIÈME PARTIE

DU 18 FRUCTIDOR AU 18 BRUMAIRE

CHAPITRE I. — <i>Le Directoire et les contributions directes des élections de l'an V au Coup d'Etat de Bonaparte.</i>	423
---	-----

Les lois fiscales devant les Conseils avant le 18 fructidor, 423. — Le Directoire fructidorien en l'an VI, 424. — L'ultime effort de la République directoriale (l'an VII), 426.

CHAPITRE II. — <i>L'agence des contributions directes</i>	430
---	-----

Les effets du 18 fructidor, 430. — Les nouveaux arrondissements de recettes, 431. — Boutarel, agent général des contributions directes, 433. — L'inspecteur Méjansac, 436. — Les agents particuliers, 438. — Les préposés aux recettes et la perception, 441.

CHAPITRE III. — <i>La contribution foncière en l'an VI et en l'an VII</i>	443
---	-----

La répartition de la contribution foncière en l'an V, 443. — La revision de l'assiette foncière en l'an VI, 453. — La contribution foncière de l'an VII, 462.

CHAPITRE IV. — <i>La patente en l'an VI et en l'an VII</i>	468
---	-----

L'arriéré de l'an V, 468. — La patente de l'an VI, p. 470. — L'application de la loi du 1^{er} brumaire an VII, 473.

CHAPITRE V. — <i>La contribution personnelle, mobilière et somptuaire</i>	475
---	-----

Le contingent du Puy-de-Dôme et les mandements adressés aux cantons, 477. — La répartition entre les communes en l'an VI, 482. — Les jurys d'équité et la formation des rôles de l'an V, 489. — La contribution personnelle, mobilière et somptuaire de l'an VII, 500. — Parallèle entre les deux contributions de l'an V et de l'an VII, 508.

CHAPITRE VI. — <i>La contribution des portes et fenêtres....</i>	512
--	-----

CHAPITRE VII. — <i>Le recouvrement à la fin de la Révolution.</i>	520
---	-----

Les percepteurs, 520. — Les circonstances : la crise économique, la contribution extraordinaire de guerre et l'emprunt forcé de l'an VII, 536. — Les paiements, 543.

CONCLUSION	551
APPENDICES	567
INDEX ANALYTIQUE	575
INDEX ONOMASTIQUE	583
INDEX TOPONYMIQUE	591
TABLE DES CROQUIS ET DES APPENDICES	601

